



LIÈGE université
Droit, Science Politique
& Criminologie

Université de Liège

Faculté de DROIT, SCIENCE POLITIQUE et CRIMINOLOGIE

Département de Science Politique

**Les dynamiques interrégionales afro-sud-américaines dans
l'Atlantique Sud : entre « Communauté de destins » et enjeux
stratégiques. Cas de la ZOPACAS et de l'ASA**

Thèse de Doctorat présentée par Martine Colette MVENGOU CRUZMERINO
en vue de l'obtention du grade de Docteur en Science Politique et Sociale.

Membres du Jury

Bob KABAMBA (Université de Liège, président).

Gladys LECHINI, (Université de Rosario, membre du comité d'encadrement).

Carlos MILANI (Universidade do Estado do Rio de Janeiro).

Jacques TENIER (Institut d'Etudes Politiques de Rennes).

Sebastian SANTANDER, (Université de Liège, promoteur et secrétaire du jury)

Mwayila TSHIYEMBE, (Université de Kisangani, membre du comité d'encadrement).

Marianne WIESEBRON (Université de Leiden)

Année Académique 2021-2022

REMERCIEMENTS

L'accomplissement de cette recherche doctorale est le résultat d'un travail individuel intensif et régulier. Toutefois, la réalisation de celle-ci doit également beaucoup à la contribution et à l'apport de nombreuses personnes qui m'ont encouragée, soutenue et accompagnée durant ce challenge.

En premier lieu mes remerciements vont à l'endroit de mes parents qui m'ont, à chacune des étapes de mon parcours universitaire, offert un soutien indéfectible, un appui moral et ont toujours été présents malgré la distance; à mes deux frères, Paul et Guillaume toujours prêts à m'aider et me soutenir. Merci infiniment.

Mes remerciements vont également à mon promoteur, le Professeur Sébastien Santander, qui a su au fil des années me guider, me conseiller, m'encourager durant cette grande aventure que constitue le Doctorat.

Je remercie aussi le Professeur Tshiyembe Mwayila, membre du Comité de Thèse, qui a su m'aider à structurer et à enrichir ma réflexion au fil des années.

Ma sincère gratitude va également à l'endroit de la Professeure Gladys Lechini, membre du Comité de Thèse, qui par sa passion pour les relations Afrique-Amérique latine a su m'apporter son soutien.

Je tiens également à remercier l'équipe de l'Instituto de Pesquisa de Relações Internacionais (IPRI) et la Fundação Alexandro de Gusmao (FUNAG), ainsi que l'Université de Brasília (UB), particulièrement la Professeure Danielly Ramos, Marco Tulio, l'Ambassadeur Paul Roberto de Almeida, Valeria Ramos auprès desquels j'ai eu le privilège d'effectuer un séjour de recherche en 2018.

J'ai également eu l'opportunité de réaliser un deuxième séjour de recherche auprès de l'Institute For Global Dialogue (IGD) à Pretoria en 2019, dont l'équipe scientifique a su m'accompagner dans la recherche de données sur le terrain. Mes remerciements vont à l'endroit de Mthembu Philani, du Professeur Zondi Shiphamandla, Maharaj.V, Kornegay François ainsi qu'à l'ensemble des fonctionnaires sud-africains ayant participé de près comme de loin à l'accès à certaines données.

De même, je remercie mes collègues du Center For International Relations Studies (CEFIR) de l'Université de Liège, ceux du Département de Science Politique pour les échanges d'idées et conversations constructives.

Enfin toute ma gratitude va à l'endroit de mes amis répartis sur l'ensemble des cinq continents; pour leur soutien et la source d'énergie et d'optimisme qu'ils m'ont aidée à donner le meilleur de moi-même.

Sigles, Abréviations et Acronymes

ATLASUR	Exercices conjoints dans l'Atlantique Sud (l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et l'Afrique du Sud).
ASA	Amérique du sud- Afrique
ASECMAR	Association pour la Sécurité Maritime
ASPA	Architecture Africaine de Paix et Sécurité
ASEAN	Association des Etats d'Asie
ASPA	Amérique du sud et Pays arabes
BRICS	Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du sud
CEEAC	Communauté Economique d'Afrique Centrale
CGG	Communauté du Golfe de Guinée
CRESMAC	Centre régional de sécurité maritime d'Afrique centrale
CIRGL	Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs
COAMAS	Coordinateur de la Zone Maritime de l'Atlantique Sud
CPLP	Communauté de Pays de Langue Portugaise
IMO	Organisation Internationale Maritime
IBSA	Inde-Brésil-Afrique du sud
IBSAMAR	India-Brazil-South Africa Maritime Exercise
INTERPOL	International Criminal Police Organisation
IORA	Indian Ocean Rim Association
G77	Groupe des 77
MEND	Movement for the Emancipation of the Niger Delta
MERCOSUR	Marché Commun d'Amérique du Sud
MOWCA	Organisation Maritime de l'Afrique Centrale et de l'Ouest
OPEP	Organisation des Pays producteurs de Pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PT	Parti des Travailleurs
SADC	Communauté de développement d'Afrique Australe

UNCLOS	Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer
UNODC	Bureau des Nations Unies sur la drogue et le Crime
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unis
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
ZEE	Zone Exclusive Economique
ZOPACAS	Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique sud

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Entretiens en Amérique du Sud : Equateur et Brésil 2017et 2018.

Tableau 2 : Entretiens en Afrique du sud 2019.

Tableau 3 : Architecture africaine de sûreté et de sécurité maritime dans le Golfe de Guinée.

Tableau 4 : Budget des dépenses des programmes militaires mis en œuvre par l'ABC.

Tableau 5 : Accords de coopération en matière de pisciculture entre le Brésil et certains Etats Africains (2012-2017).

Tableau 6 : Etude sur les possibilités de coopération interrégionale Afrique-Amérique latine 1983.

Tableau 7 : Liste des réunions des différents organes de l'ASACOF.

Liste des Cartes

Carte 1 : Les Etats membres de la ZOPACAS.

Carte 2 : Les principaux flux du Trafic de Cocaïne, 2016.

Carte 3 : Les principaux flux du Trafic d'Héroïne, 2016.

Carte 4 : Contexte géostratégique de l'Angola.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GENERALE	17
1. Problématique et objectifs de recherche	17
2. Cadre Théorique	21
2.1 Etude de l'art	21
2.2 Débat sur les interrégionalismes Sud-Sud	31
2.2.1 Quelle définition pour le Global South ?	31
2.2.2 Débats actuels sur l'interrégionalisme dans le Sud et l'Atlantique Sud	34
2.3 Position théorique de l'auteure : constructivisme et géopolitique critique	41
2.3.1 Le choix d'une approche syncrétique	41
2.3.2 Vers une reconceptualisation de l'interrégionalisme	44
2.3.2.1 L'interrégionalisme comme reconfiguration de l'espace	44
2.3.2.2 L'interrégionalisme comme structure idéale	45
3. Approche Méthodologique et collecte des données	46
3.1 Démarche méthodologique	46
3.2 La collecte des données	47
3.2.1 Entretiens approfondis	48
3.2.2 Consultation des archives	50
3.2.3 L'observation participante	53
3.3 Limites et réalités du terrain	55
4. Organisation de la thèse	56
Partie I	60
L'INTERREGIONALISME COMME RECONFIGURATION DE L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE : L'ATLANTIQUE SUD AU CŒUR DES DYNAMIQUES AFRO-SUD- AMERICAINES (ZOPACAS)	60
Chapitre 1 :	63
L'ATLANTIQUE SUD COMME	63
ESPACE DE POUVOIR POUR LE BRÉSIL	63
Section 1 :	64
L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE L'ATLANTIQUE SUD	64
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE BRÉSILIENNE	64
1. L'Atlantique Sud comme espace vital	64
1.1 La période de la dictature de 1964 à 1985	65
1.2 De la fin de la dictature à la fin des années 1990	68

1.3	Depuis les années 2000	71
2.	L'Atlantique Sud comme espace de projection internationale	75
2.1	La projection de son influence au-delà de l'Amérique du Sud	75
2.2	L'ambition d'une reconnaissance internationale	77
3.	L'Atlantique Sud, au cœur des relations Brésil-Afrique	78
3.1	La dimension atlantique de la Politique Extérieure brésilienne	78
3.2	La coopération en matière de défense, axe central des liens Brésil-Afrique.....	79
Section 2 :		83
LE BRÉSIL DANS LA ZOPACAS		83
1.	Le rôle de diffuseur idéationnel.....	83
1.1	Perceptions	84
1.2	Menaces extérieures	86
1.3	Menaces internes : nouveaux enjeux sécuritaires dans l'Atlantique Sud	88
1.4	L'action discursive	92
1.1.1	Les éléments constitutifs de l'action rhétorique du Brésil : vers la construction d'une identité sud-atlantique ?.....	93
1.1.2	Les principaux acteurs du discours sud-atlantique.....	96
1.1.3	Les objectifs de l'action discursive du Brésil.....	99
2.	Le leadership brésilien dans la ZOCAPAS	103
2.1	Les différents leaderships brésiliens.....	103
2.1.1	Le leadership entrepreneurial	105
2.1.2	Le leadership intellectuel.....	107
2.1.3	Le leadership structurel	108
2.2	Entre asymétries internes et « overlapping » de stratégies	109
2.2.1	Asymétrie et fragile pérennisation.....	109
2.2.2	Le rôle de l'Argentine dans la ZOCAPAS	111
2.2.3	La stratégie bilatérale brésilienne et la ZOCAPAS	113
Chapitre 2.....		117
L'ATLANTIQUE SUD D'UNE PERSPECTIVE AFRICAINE		117
Section 1 :		118
UNE PARTICULARITÉ COMPLEXE DU CONTEXTE GÉOPOLITIQUE DE LA FAÇADE ATLANTIQUE DE L'AFRIQUE		118
1.	Retour historique sur les enjeux autour de l'Atlantique Sud.....	119
1.1	La période allant de 1960 à 1980.....	120
1.2	La période de 1980 à 1990	124
1.3	La période contemporaine dès les années 2000.....	126
2.	Facteurs de complexification du contexte géopolitique de l'Atlantique Sud.	128
2.1	Les enjeux sécuritaires	129

2.1.1	Les actes de piraterie	130
2.1.2	La pêche illégale.....	132
2.1.3	Trafic transnational de drogue et Trafic de personnes.....	135
2.2	Enchevêtrement institutionnel et textes normatifs.....	137
2.3	Présence d'acteurs et partenariats externes à l'Atlantique Sud	142
2.4	Les partenaires émergents dans l'Atlantique Sud : revitalisation de la ZOPACAS	146
Section 2 :		152
LA STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DANS L'ATLANTIQUE SUD : L'ANGOLA ET L'AFRIQUE DU SUD		152
1	L'Afrique du Sud : acteur clé dans la stratégie maritime africaine	152
1.1	Situation d'État pivot de l'Afrique du Sud.....	152
1.2	Entre Ambitions et contraintes internes.....	155
1.3	La Diversification de partenaires émergents en matière maritime	157
2	L'Angola : entre ambitions régionales et internationales	159
2.1	La stratégie de Luanda.....	159
2.2	Relation privilégiée avec le Brésil : liens bilatéraux et multilatéraux	163
2.3	L'initiative de Luanda pour la revitalisation de la ZOPACAS.....	166
Chapitre 3 :		170
UN OCÉAN, DEUX REGARDS ?		170
Section 1 :		172
L'ATLANTIQUE SUD COMME ESPACE DE GOUVERNANCE MARITIME AFRO-SUD-AMERICAIN ?.....		172
1	Degré de convergence entre Africains et Sud-Américains.....	173
1.2	Des intérêts communs versus des stratégies diverses	178
1.2.1	Des intérêts convergents.....	178
1.2.1.1	La sécurisation d'un espace vital.....	179
1.2.1.2	Le renforcement des capacités d'action collective	180
1.2.1.3	La création d'un espace sud-atlantique : utilité multilatérale réformiste.....	180
1.2.2	Des stratégies divergentes : le nexus Afrique du Sud-Brézil.....	182
1.2.3	L'opportunité stratégique de l'Atlantique Sud et ambitions internationales	185
2	Les variables contextuelles de l'Atlantique Sud : atouts ou défauts pour la ZOCAPAS ?	187
2.1	L'absence de conflits interrégionaux.....	188
2.2	L'agenda de coopération de la ZOCAPAS.....	189
2.3	Quelle autonomie par rapport aux acteurs extra régionaux ?	193
Section 2 :		196
ZOPACAS : BILAN ET PERSPECTIVES		196
D'UNE SÉCURITÉ MARITIME COLLECTIVE.....		196

1. Résultats et avancées de l'effectivité de la ZOCAPAS	197
1.1 Accords bilatéraux dans le cadre de la ZOCAPAS	197
1.1.1 En termes de Sécurité et Défense	197
1.1.2 En matière de Pisciculture, Aquaculture, et Prévention Marine.....	199
1.1.3 En matière d'énergie nucléaire.....	201
1.2 Avancées en termes de coopération transnationale	202
2. Limites et ralentissement des activités dès l'année 2015	205
2.1 L'évolution du contexte politique et économique brésilien	206
2.2 Les déficits de la ZOCAPAS.....	208
3. La pérennité de l'enjeu stratégique de l'Atlantique Sud	212
3.1 La nouvelle stratégie maritime africaine : vers un agenda maritime unifié ?.....	212
3.2 La stratégie renouvelée de l'UE vis-à-vis de l'Atlantique : un nouvel acteur-clé ?.....	215
3.3 Potentialités de la ZOCAPAS au-delà des cycles politiques.....	217
Partie II.....	223
L'INTERREGIONALISME SUD-SUD COMME STRUCTURE IDÉELLE ET RÉFORMISTE : LE CAS DES RELATIONS INTERREGIONALES AFRIQUE-AMÉRIQUE DU SUD (ASA)	223
Chapitre 1 :	226
L'ÉVOLUTION DES RELATIONS AFRO-LATINO-AMÉRICAINES : DU BILATÉRALISME AU RAPPROCHEMENT INTERREGIONAL	226
Section 1 :.....	227
RETOUR HISTORIQUE DES PRÉMISSSES DU DIALOGUE POLITIQUE INTERREGIONAL.....	227
1. De relations bilatérales	227
1.1. La période des années 60-70	228
1.2. Deuxième période : de 1970 jusqu'à 1982.....	232
2. La première initiative interrégionale afro-sud-américaine : le projet de Coopération Interrégionale CEPALC-CEPA de 1983	236
2.1. Contexte et Objectifs	236
2.2. Résultats faibles et début de la période « aphonique » des années 1990.....	243
Section 2 :.....	246
LE CONTEXTE DE CRÉATION DES SOMMETS AMÉRIQUE DU SUD- AFRIQUE DÈS 2006.....	246
1. Contexte international : une nouvelle fenêtre d'opportunité pour les relations Sud-Sud	246
1.1 La montée en puissance des économies émergentes : une redistribution du pouvoir ?	246
1.2 De nouveaux espaces d'action Sud-Sud : Nouvelles opportunités et revendications du passé	248
2. Contexte politico-économique régional.....	249

2.1 D'une perspective sud-américaine : le tournant à gauche des années 2000	249
2.2 D'une perspective africaine.....	252
Chapitre 2 :	259
LE DIALOGUE AFRO-SUD-AMÉRICAIN.....	259
DANS LE CADRE DE L'ASACOF.....	259
(« AFRICA-SOUTH AMERICA COOPERATION FORUM »).....	259
Section 1 :	260
LA CONFIGURATION ET LE FORMAT DU DIALOGUE INTERRÉGIONAL AFRO-SUD-AMÉRICAIN.	260
1. La Nature et la structure interne de l' ASACOF	260
1.1 Interrégionalisme bilatéral ou transrégionalisme ?.....	260
1.2 L'architecture flexible de l'ASACOF	262
1.2.1 Sommets des chefs d'État.....	264
1.2.2 Mécanisme de suivi et mise en œuvre.....	266
1.2.3 Secrétariat rotatif.	268
2. Le type de coopération : horizontalité et coopération sud-sud au cœur de l'agenda de l'ASA.....	273
2.1 Coopération politique versus Coopération technique.....	273
2.1.1 Le caractère réformiste comme axe principal.....	274
2.1.2 La création d'un espace exclusif afro-sud-américain : quête d'une visibilité.	277
2.2 La coopération technique : modèle de coopération afro-sud-américain.....	278
3. Tentative de réactivation de l'ASA dès 2015.....	280
3.1 Le contexte de la réactivation.....	280
3.2 Simplification de l'architecture de l'ASA	285
3.3 Redéfinition des axes prioritaires d'action	286
Section 2 :	288
LA STRUCTURE IDÉELLE DES INTERACTIONS ENTRE AFRICAINS ET SUD-AMÉRICAINS.	288
1. Identités et perceptions partagées.	289
1.1 L'appartenance au Global South	289
1.2 Les valeurs partagées.....	291
2 .Processus de circulations idéelles.....	294
2.1 Les processus de socialisation interrégionale.....	295
2.2 Le discours au cœur de la circulation idéelle	296
Section 3 :	298
RIVALITÉS INTERNES ET ASYMÉTRIES.	298
1. Entre jeu de puissance et rivalités internes : la quête de leadership.	299
1.1 Brésil versus Venezuela	299

1.1.1. Deux idéologies distinctes	299
1.1.2. Protagonisme Extrarégional et ambitions internationales	304
1.1.3. Retombées sur le dialogue interrégional ASA	305
1.2 L’Afrique du sud versus le Nigéria : concurrences pour le leadership africain	307
2. Asymétries internes : quel protagonisme africain ?.....	309
Chapitre 3 :	315
QUEL BILAN POUR L’ASACOF ?	315
Section 1 :.....	316
QUELLE CONVERGENCE POLITIQUE ENTRE AFRICAINS ET SUD-AMÉRICAINS ? .	316
1. La difficile position commune.....	316
1.1 Affinités et engagements politiques	316
1.2 Stratégies et Intérêts divergents.....	318
2. Quel bilan pour la coopération interrégionale afro-sud-américaine ?	319
Section 2 :.....	322
LES DÉFIS DE L’ASACOF.....	322
1.Entre discours et pratique : le défi de la concrétisation	322
1.1. Discours ambitieux : entre émotions et revendications du passé	322
1.2. Quel degré de faisabilité ?	323
2. Entre Idéologie et variations conjoncturelles : le défi de la pérennité.....	326
2.1 La dimension idéologique de l’ASA : atout ou inconvénient ?.....	326
2.2 Evolution du contexte international et nouvelles concurrences : quelle place pour l’ASA ?.....	327
CONCLUSION GENERALE.....	334

*Con su corno francés
y su academia sueca
su salsa americana
y sus llaves inglesas
con todos sus misiles
y sus enciclopedias
su guerra de galaxias
y su saña opulenta
con todos sus laureles
el norte es el que ordena*

*pero aquí abajo abajo
cerca de las raíces
es donde la memoria
ningún recuerdo omite
y hay quienes se desmueren
y hay quienes se desviven
y así entre todos logran
lo que era un imposible
que todo el mundo sepa
que el sur también existe.¹*

¹ « Avec son cor français, son académie suédoise, sa salsa américaine et ses clés anglaises,
Avec tous ses missiles et ses encyclopédies, sa guerre des galaxies et sa fureur opulente,
Avec tous ses lauriers, c'est le Nord qui donne des ordres.

Mais ici tout en bas, tout près des racines, c'est là où la mémoire ne néglige aucun souvenir, où certains meurent
sans mourir, d'autres vivent sans vivre et ainsi, tous ensemble, ils atteignent l'impossible.

Le monde entier doit savoir que le Sud aussi existe. »

Poème : *Le Sud aussi existe*, de Mario Benedetti, traduit par l'auteur.

INTRODUCTION GENERALE

1. Problématique et objectifs de recherche

Le choix du sujet de la présente thèse remonte à un évènement marquant : celui de la transmission télévisée en 2009 du deuxième Sommet de chefs d'État d'Amérique du Sud et d'Afrique. Cette rencontre internationale réveilla notre curiosité par son caractère inédit, puisqu'en effet, jusqu'alors, nous n'avions pas eu l'occasion de voir réunis autour d'une même table autant de chefs d'État africains et sud-américains. Cette retransmission télévisée marque le point de départ d'une longue réflexion autour des transformations en cours sur la scène internationale depuis la fin de la Guerre Froide et quant à la place des pays émergents sur cette même scène internationale.

En effet, le début du XXIème siècle est marqué par des mutations du système international, générées essentiellement par la mondialisation qui a conduit à une redistribution internationale des richesses au profit de quelques pays dits « à économie émergentes », tels que la Chine², l'Inde, le Brésil, entre autres. Forts de leur montée en puissance et conscients de leur poids économique, ces pays tentent (à travers notamment la création de nouvelles coalitions Sud-Sud) d'avoir une plus grande place sur l'échiquier international et remettent en question les instances issues des Accords de Bretton Woods. En effet, dès le début des années 2000, les pays émergents mettent en place de nouvelles formes de socialisation à travers la formation d'espaces de dialogue trilatéral tels que les « BRICS » en 2006 (qui réunit le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud)³, l'« IBSA » (réunissant l'Inde, le Brésil et l'Afrique du sud) en 2003.

La prolifération de nouvelles formes de coalitions entre pays du Sud a suscité l'intérêt d'une grande partie des recherches scientifiques en Relations Internationales qui, ainsi, se sont concentrés sur deux questionnements centraux : à savoir d'une part, l'impact que ces nouvelles coalitions pouvaient avoir sur la transformation des rapports de force internationaux et d'autre part, la nature du système international contemporain à l'heure de l'émergence de ces nouveaux acteurs et nouveaux espaces de gouvernance mondiale.

Bien qu'il n'existe pas un consensus quant à la définition de la nature du nouvel ordre mondial émergent, la littérature converge autour de l'idée d'un processus de décentrage

² A. ZACHARIE, S. WINTGENS, *Le décentrage du Monde : l'impact des émergents sous la gouvernance mondiale*, 1ère édition, Le Bord de l'eau/la mouette, 2018, 320 p.

³ Initialement l'acronyme défini par le O'Neil faisait référence au Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Par ailleurs, en 2011 est introduite l'Afrique du sud, transformant l'acronyme de « BRIC » en « BRICS ».

progressif du pouvoir mondial vers des pôles émergents notamment vers la Chine⁴ et l'Asie orientale. Au sein de ce processus, et dans le contexte de la multiplication de coalitions Sud-Sud, on observe un regain d'initiatives régionales dans les régions du Sud, qui, loin d'être homogène, traduit une nouvelle dynamique. Qualifiés de régionalisme ouvert, ces modèles d'intégration régionales font non seulement apparaître les régions comme de nouveaux espaces d'action pour les pays émergents, au sein desquels ils déploient des stratégies tous azimuts, mais aussi, font apparaître la région comme un acteur à part entière sur la scène internationale, à travers la multiplication de dynamiques interrégionales.

Toutefois, l'interrégionalisme, compris comme étant un processus d'élargissement et d'approfondissement des relations politiques, économiques et sociétales entre des régions internationales⁵, n'est pas un phénomène récent puisqu'il a été mis en œuvre dans le cadre des relations extérieures de l'Union européenne vis-à-vis d'autres régions. Principalement étudiée à partir du cas européen et des pays de la Triade, la conceptualisation de l'interrégionalisme a connu dès l'avènement des nouvelles restructurations mondiales un regain d'intérêt. En effet, se sont multipliées les initiatives interrégionales mais cette fois-ci elles sont mises en œuvre entre régions du Sud, et donnent lieu à une pluralité de forums interrégionaux Sud-Sud.

C'est donc dans le cadre de ce contexte international de décentrage du pouvoir mondial que se sont initiés deux espaces de dialogue exclusifs entre Sud-Américains et Africains. En effet, en 2005, lors d'une visite sur le continent africain, le président brésilien Ignacio Lula Da Silva aux côtés de son homologue nigérian Olusegun Obasanjo, annonce la création d'un Forum de Coopération Amérique du Sud-Afrique. Le premier Sommet Amérique du Sud -Afrique (ASA) a lieu à Abuja en 2006; il réunit les chefs d'État et les représentants des douze pays sud-américains ainsi que la quasi-totalité des États africains. Cette première rencontre interrégionale aboutit à la Déclaration d'Abuja, qui fixe la périodicité des rencontres à deux ans et pose les bases de ce dialogue afro-sud-américain. C'est d'ailleurs au sortir de ce Sommet que l'Angola initie les travaux préparatoires en vue de réactiver la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique sud (ZOPACAS), qui depuis sa création en 1986 a connu des moments de regain d'activité et d'autres d'inactivité. Réunissant les pays riverains de l'Atlantique Sud, à savoir le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine d'une part, et d'autre part, l'ensemble des États africains situés sur la rive atlantique, la revitalisation de ladite Zone est effective dès 2007 avec la Réunion

⁴ S. SANTANDER (Dir.) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*. Paris: Karthala, 2014, p. 322.

⁵R.ROLOFF,« Interregionalism in Theoretical Perspective : state of Art », In J. RULAND,H. HANGGI, R.ROLOFF (Dir.) *Interregionalism and International relations : a Stepping Stone to Global Governance ?*, Routledge 2006.

Ministérielle de Luanda. Dès lors, conjointement aux rapprochements bilatéraux du Brésil et du Venezuela vers le continent africain, le dialogue interrégional entre Africains et Sud-américains connaît à cette période une intensification et une visibilité sans précédent.

S'il est vrai que le caractère inédit de ces rencontres a attisé notre curiosité, la référence à une identité partagée et aux liens historiques communs entre Africains et Sud-Américains a, quant à elle, éveillé notre intérêt et suscité une série de questionnements. En effet, pourquoi autant de place est accordée à l'idée d'un passé historique, une identité et un avenir commun ? En analysant d'autres initiatives de dialogue Sud-Sud concomitantes au cas afro-sud-américain et notamment celui mis en place par la Chine avec le continent africain, l'on s'aperçoit qu'il existe également une mobilisation du souvenir d'évènements historiques dans les discours officiels, labélisée autour du concept de « communauté de destin ». Ce concept de « communauté de destin » se réfère, en termes génériques, à « un groupe d'États ou de personnes, liés entre eux par des intérêts et des destins communs »⁶. Dans le cadre des Relations Internationales, Bull définit ce qu'il désigne par « société d'États », comme étant des États qui se conçoivent eux-mêmes comme étant liés par un sens commun d'intérêts, de normes, de valeurs et d'institutions⁷. Bien que l'approche chinoise du concept de « communauté de destin » associe la notion de coopération « gagnant-gagnant », ledit concept demeure vague. Toutefois, le partage d'intérêts, la coopération basée sur le principe de « win-win » et les défis communs d'avenir apparaissent comme étant les composants généraux présents derrière l'idée d'une communauté de destin.

Or, dans le cas des relations interrégionales Afrique-Amérique du Sud, la référence à une identité commune et un destin collectif est présente aussi bien dans les discours que dans les Déclarations officielles. Dès lors, cela soulève la question des intérêts liés à cette référence à un destin commun. En effet, la référence à une communauté de destin est-elle uniquement un outil au service d'intérêts stratégiques individuels mobilisé par certaines puissances émergentes dans le cadre de leurs relations Sud-Sud ? Ou au contraire, l'idée autour de la notion de destin commun entre Africains et Sud-Américains reflète-t-elle une aspiration commune intégrant des éléments cognitifs partagés ?

Ce travail de thèse ayant pour objet d'étude l'interrégionalisme afro-sud-américain, ces questionnements préliminaires nous ont conduite à élaborer la question centrale qui se trouve

⁶ D. ZHANG, « The concept of “Community of common destiny” in China’s Diplomacy: Meaning, Motives and Implications », *Asia and the Pacific Policy Studies*, vol.5, n°2, 2018, pp. 196-207.

⁷ H. BULL, *The Anarchical Society A study of order in world Politics*, 1977, 2ème édition, London, Palgrave, p. 329.

au cœur de notre réflexion : Comment les identités collectives et les intérêts stratégiques structurent-ils ces nouveaux espaces interrégionaux Sud-Sud ?

Cette question principale de recherche se compose de deux questions subsidiaires. En effet, inscrit dans le contexte de l'Atlantique Sud, dans quelle mesure l'interrégionalisme afro-sud-américain reflète-t-il les ambitions de projection internationale des États dans ledit espace sud-atlantique ? En outre, comment les perceptions, d'une rive à l'autre de l'Atlantique Sud, façonnent-elles le format et l'agenda de ces espaces de dialogue interrégionaux afro-sud-américains ?

A travers le choix de la thématique et de la question de recherche axée sur l'interrégionalisme afro-sud-américain, notre travail poursuit deux objectifs. D'abord au niveau empirique, l'objectif est de remédier au faible nombre d'études concernant les dynamiques interrégionales Sud-Sud, et particulièrement celles entre l'Afrique et l'Amérique du Sud. Si plusieurs auteurs, parmi lesquels Soderbaum et Ruland, ont souligné l'intérêt scientifique d'élargir l'étude dudit phénomène, force est de constater que les questions relatives à ces formes d'interaction restent marginales.

Puis, le deuxième objectif central poursuivi tout au long de ce travail est d'ordre théorique, il consiste à proposer une nouvelle approche conceptuelle pour l'étude de l'interrégionalisme et cela en mobilisant un cadre théorique syncrétique mettant en dialogue d'un côté les approches post-positivistes, critiques des relations internationales et de l'autre, la géopolitique critique. Car tout ceci réuni offre un cadre assez complet et propice pour appréhender au mieux tous les aspects du fait interrégional. *In fine*, l'objectif est donc à partir des cas empiriques, de pouvoir proposer la définition qui sied le mieux aux nouvelles pratiques interrégionales mises en œuvre dans le Global South.

Pour ce faire, concernant l'objectif empirique, cette thèse se penche sur deux cas d'étude : la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud, (ZOPACAS), et le mécanisme de Coopération Amérique du sud-Afrique (ASA ou encore ASACOF). Cette double étude de cas s'inscrit dans une période allant de 2006 à 2015, qui correspond à la période au cours de laquelle ces deux initiatives ont connu une forte activité.

De même, cette période s'inscrit dans un contexte international et régional marqué par le déploiement de la part du Brésil mais aussi du Venezuela d'une diplomatie proactive vis-à-vis du continent africain, mettant ainsi en exergue les enjeux stratégiques individuels qui accompagnent la création des forums interrégionaux dans le Sud.

Par ailleurs, le dialogue interrégional afro-sud-américain étant pluriel, il englobe en plus de ces deux cas d'étude choisis, d'autres formes d'interactions telles que la Communauté des

Pays de Langue Portugaise (CPLP), le dialogue entre l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et le Marché Commun du Sud (MERCOSUR) ; ainsi que le forum de coopération Pays Arabes et Amérique du sud (ASPA). Le choix fait pour l'étude du cas de la ZOPACAS et de l'ASA répond au fait que ces deux mécanismes de dialogue ayant été créés dans deux contextes internationaux distincts (1986 et 2006) et répondant à des réalités géopolitiques distinctes, ces mécanismes offrent une vision élargie de la pratique interrégionale afro-sud-américaine. Issues de deux conjonctures internationales et régionales distinctes, et ayant des natures, des modes de fonctionnement distincts, ces deux forums interrégionaux participent à une même dynamique et sont liés l'un à l'autre. En effet, c'est le succès de la ZOPACAS qui a permis de penser à un dialogue plus large englobant un plus grand nombre d'États participants, et donc à la création de l'ASA.

2. Cadre Théorique

Après avoir posé la problématique et défini les objectifs de la présente thèse de Doctorat, il nous revient maintenant de préciser le cadre théorique dans lequel il nous a semblé opportun de situer notre réflexion

Le présent cadre théorique s'organise autour de trois points : l'étude de l'art concernant l'interrégionalisme dans la littérature des Relations Internationales, une revue des débats actuels sur l'interrégionalisme Sud-Sud et la position théorique choisie par l'auteure pour aborder la problématique centrale de la présente recherche.

2.1 Etude de l'art

Le phénomène interrégional fait l'objet de plusieurs définitions. Entendu en termes généraux comme étant « le processus par lequel deux régions interagissent en tant que région » selon Soderbaum et Langenhove⁸, d'autres précisions lui sont apportées quant au contenu dudit processus. En effet Roloff définit l'interrégionalisme comme étant « le processus d'approfondissement et d'élargissement des interactions politiques, économiques et sociales entre régions internationales »⁹. D'autres auteurs, tels que Engel, Zinecker *et al*, intègrent dans leur définition la distinction des acteurs au sein dudit processus interrégional, qu'ils définissent

⁸ F. SODERBAUM, L.VAN LANGENHOVE, «Introduction: the EU as a Global Actor and the role of Interregionalism », *European Integration*, vol7, n°3, 2005, pp. 249-262.

⁹ R. ROLOFF, « Interregionalism in the Theoretical perspective: state of art », in Hanggi et al (Eds.) *Interregionalism and International Relations*, 2006, p. 18.

comme « des liens et des activités entre un certain régionalisme d'une part, et un autre régionalisme ou un autre acteur provenant d'une autre région d'autre part »¹⁰.

Cette diversité de définitions illustre le caractère multidimensionnel et multifacettes de l'interrégionalisme qui a connu au fil des décennies des évolutions liées aux changements opérés dans le cadre des processus régionaux à travers le monde. En effet, l'augmentation des initiatives interrégionales s'intensifie à partir des années 1990, dans un contexte de post-Guerre Froide qui correspond à la période de « nouveau régionalisme ».

Cependant, durant la période de Guerre Froide, la pratique de l'interrégionalisme existait déjà et était mise en œuvre par la Communauté Européenne (CE), qui apparaissait à l'époque comme la structure régionale ayant atteint une certaine maturité. Dès lors, les premières relations interrégionales sont mises en œuvre en 1970 entre la Communauté Européenne et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Il s'agissait à cette époque d'un dialogue purement « de région à région », et « de région à un groupe d'États ». A cette époque, la pratique interrégionale était dominée par la Communauté Européenne qui entretenait avec la plupart des autres régions des liens interrégionaux, tel que ce fut le cas avec l'accord de Lomé signé en 1975 avec un groupe de quarante-six États africains, des Caraïbes et du Pacifique, désigné sous l'appellation d'ACP (Afrique-Caraïbe-Pacifique).

Or, la fin de la Guerre Froide marque la fin de la bipolarité et constitue l'avènement d'un nouvel ordre mondial au sein duquel de nouvelles dynamiques vont émerger. Parmi ces nouvelles dynamiques, la mondialisation des échanges et l'approfondissement des processus de régionalisation vont conduire les États à participer aux projets de coopération régionale.

Ainsi, conjointement au processus de mondialisation, de nouveaux processus régionaux ont vu le jour, mettant en place des relations extérieures nouvelles. Cette nouvelle vague de régionalisme, labélisé autour du concept de « New Regionalism » se distingue de la première vague par trois caractéristiques¹¹.

D'abord, il s'agit d'un régionalisme ouvert, tourné vers l'extérieur. En effet, l'objectif n'est pas uniquement économique mais aussi politique : la région va être pensée à la fois comme un espace d'action, et un moyen d'intégrer l'économie internationale. Par ailleurs, il convient de préciser que chacun des processus d'intégration répond à des logiques propres, évoluant et

¹⁰ U. ENGEL, H. ZINECKER, F. MATTHEIS, A. DIETZE, T. PLOTZE, « Introduction: The challenge of emerging regionalisms outside of Europe », in U.ENGEL et al (Eds.) *The new politics of regionalism: perspectives from Africa, Latin America and Asia Pacific*, Routledge, 2017, p. 18.

¹¹ R. VAYRYNEN, « Regionalism: Old and New ». in: *International Studies Review*, n°5, 2003, pp. 25-51.

se développant selon un contexte particulier¹². Néanmoins, l'on retrouve un point commun à ces projets d'intégration, qui est « leur engagement en faveur d'un régionalisme ouvert et libéral »¹³.

En outre, cette nouvelle vague de régionalisme va également se caractériser par le fait que les initiatives ne concernent pas uniquement les pays de la Triade¹⁴ mais constituent un mouvement généralisé qui touche l'ensemble des continents¹⁵. En effet, les régions du Sud mettent également en place de nouveaux espaces régionaux qui, par leur nature hétérogène, contribuent à élargir le nombre, l'agenda et les acteurs participants aux régionalismes¹⁶.

De même, c'est le caractère complexe, issu de sa multi-dimensionnalité, de ses différents niveaux et facteurs, qui distingue le nouveau de l'ancien régionalisme¹⁷.

L'interrégionalisme, compris ici dans sa définition la plus large comme étant les relations entre régions, tout comme le régionalisme, a également été analysé au travers de la distinction entre « nouveau » et « ancien » interrégionalisme. En effet, l'extraversion des nouveaux processus régionaux conduit à la signature et à la création de nouveaux dialogues entre différents groupes régionaux, et notamment entre groupes régionaux émanant du Sud.

Avec la prolifération des forums interrégionaux, la nécessité d'élaborer des différenciations et des catégories entre les différents interrégionalismes a conduit certains auteurs, tel que Hanggi, à proposer certaines typologies. La typologie de Hanggi prend comme critère la nature des acteurs impliqués dans les dynamiques interrégionales. Ainsi, Hanggi développe la notion de « groupe régional » qui se réfère à des États qui, bien que n'étant pas réunis au sein d'une organisation régionale, représentent une région. À côté des organisations régionales, des groupes régionaux ainsi que des États tiers participent aux dynamiques interrégionales laissant voir une pluralité d'interrégionalismes. Dès lors, Hanggi en a mis en évidence trois types¹⁸ :

Le premier type : « l'interrégionalisme pur », encore dit « l'interrégionalisme bilatéral », qui peut être mis en œuvre entre deux organisations régionales dans un cadre institutionnalisé.

¹² S. SANTANDER, « Le nouveau régionalisme dans l'économie politique mondiale. Le développement du MERCOSUR face à la stratégie interrégionale de l'Union Européenne et à la Zone de libre-échange des Amériques ». Thèse de Doctorat, Université Libre de Bruxelles, p. 51.

¹³ S. SANTANDER, *op. cit.* p. 52

¹⁴ « La Triade » regroupe les pays d'Amérique du Nord, les pays européens et d'Asie-Pacifique.

¹⁵ F. MATTHEIS, *New regionalism in the South: MERCOSUR and SADC in a comparative and interregional perspective*, Leipziger Universitätsverlag, 2014.

¹⁶ U. ENGEL, H. ZINECKER, F. MATTHEIS, A. DIETZE, T. PLOETZE, *op. cit.*, p. 5.

¹⁷ B. HETTNE, « Beyond the "new regionalism" », *New Political Economy*, vol10, n°4, pp. 543-571.

¹⁸ H. HANGGI, « Interregionalism as a multifaceted phenomenon: in search of a typology », in J. RULAND, H. HANGGI, R.ROLOFF, (Dr.), *Interregionalism and International Relations*, Routledge 2006, pp. 51-82.

Cependant puisqu'une grande partie des régions sont dispersées et présentent des frontières poreuses, l'interrégionalisme pur est également mis en œuvre entre deux groupes régionaux ou encore entre une organisation régionale et un groupe régional.

Puis, le deuxième type, dit « transrégionalisme » : il rassemble des États participant individuellement sans pour autant appartenir à une organisation régionale. Il s'agit de relations interrégionales « dans lesquelles deux ou plus régions dispersées ont un faible 'actorship'¹⁹ sans qu'aucune d'entre elles ne négocie en tant qu'organisation régionale »²⁰.

Et, enfin le troisième type, dit de l'« interrégionalisme hybride » ou encore le « quasi-interrégionalisme », qui concerne les relations entre un groupe régional ou une organisation régionale et un État tiers situé dans une autre région²¹.

Cette typologie permet d'identifier des points en commun entre les initiatives et offre une grille de lecture à partir de laquelle peuvent s'effectuer des études comparatives. Toutefois des zones d'ombres persistent en ce qui concerne les tenants et les aboutissants de ces nouveaux interrégionalismes.

Dès lors, le débat théorique autour de l'interrégionalisme se concentre essentiellement autour des objectifs de la création de dialogues interrégionaux d'une part, et d'autre part, autour de la question de l'impact et l'influence de ces relations interrégionales sur la gouvernance mondiale, dans un contexte de décentralisation du pouvoir mondial vers de nouveaux pôles économiques.

La revue de la production scientifique sur le régionalisme constitue le point de départ des débats théoriques sur l'interrégionalisme. Par conséquent, selon l'approche avec laquelle est abordée la région, la compréhension des phénomènes varie. Dès lors, dans le cadre du domaine des Relations Internationales, il y a lieu de distinguer le courant réaliste, le courant libéral d'une part, et d'autre part, les approches post-positivistes au sein desquelles le courant constructiviste.

Depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, le réalisme est le paradigme dominant en Relations Internationales et s'appuie sur quatre postulats principaux : l'état d'anarchie des relations internationales; les acteurs principaux des relations internationales sont

¹⁹ Le terme actorship renvoie à la capacité d'une région à influencer le monde extérieur et à s'engager dans l'interregionalisme. Ce concept de "regional actorship" se construit autour de trois composants interactifs que sont la cohésion interne et la formation d'identité ; la présence internationale en termes de territoire, population, poids économique, puissance militaire entre autres; et la capacité d'agir intentionnellement de façon organisée en vue d'atteindre des résultats sur la scène internationale. Cf B. HETTNE, « Regional actorship: a comparative approach to interregionalism », In, F. BAERT, T. SCARAMAGLI, F. SODERBAUM, *Intersecting Interregionalism: Regions, Global Governance and the EU*, Springer, 2014, pp.55-70.

²⁰ F. BAERT, T. SCARAMAGLI, F. SODERBAUM, *Intersecting Interregionalism: Regions, Global Governance and the EU*, Springer, 2014, p. 5.

²¹*Ibid.*, p. 6.

essentiellement les États-nations; ces derniers étant des acteurs rationnels, ils cherchent à maximiser leurs intérêts national défini en termes de puissance, et l'équilibre des puissance comme étant le seul mode de régulation susceptible d'assurer un ordre et une stabilité²².

Le courant néo-réaliste aborde l'interrégionalisme à partir de son usage stratégique par les États. Ainsi, afin de répondre aux changements de la distribution du pouvoir sur la scène internationale ou régionale, les forums interrégionaux sont une option stratégique considérable, d'autant plus qu'ils permettent d'exercer un équilibre « doux » sans le recours à des moyens coercitifs. Dès lors, la fonction de « soft balancing » apparaît comme l'objectif principal des États et des régions qui à travers « des coalitions espèrent empêcher, diluer et retarder les politiques hégémoniques »²³. Cette notion de « soft balancing » a été développée par Pape en 2005 qui soulignait que face à l'hégémonie américaine les États faibles ou petits avaient recours à des stratégies d'équilibre doux mobilisant des moyens institutionnels plutôt que des moyens coercitifs²⁴, et cela à travers notamment « la coordination bilatérale et multilatérale entre autres États »²⁵. Cet argument central de l'interrégionalisme comme ayant pour fonction l'équilibre, s'appuie essentiellement sur un double constat : d'abord le constat selon lequel l'emploi de la force armée n'est plus effectif et contraint donc les États à passer par un équilibre dit « doux » ou institutionnel, et l'autre constat (en lien avec le premier) est que la supériorité militaire des États-Unis impose aux pays dits « faibles », d'entreprendre ce type d'initiatives interrégionales²⁶.

Il est donc question pour les États de mettre en place des processus interrégionaux en vue à la fois d'anticiper le comportement d'autres blocs régionaux, en réponse à d'autres initiatives interrégionales et d'éviter de se retrouver en marge du centre du pouvoir mondial. En effet, l'utilité de telles structures de groupes à groupes réside à éviter une possible marginalisation à travers la maximisation de l'autonomie et l'espace de manœuvre dans un système anarchique²⁷. Le terme de « balancing » (équilibre) renferme deux volets selon Doidge : le premier serait d'ordre purement économique et consiste soit à « impulser la compétitivité régionale, soit à

²² D. BATTISTELLA, *Théories des Relations Internationales*, Sciences Po les Presses, 4^{ème} Édition, Paris, 2012.

²³ J. RULAND, « Balancers, Multilateral utilities or regional identity builders? International Relations and the study of Interregionalism », in *Journal of European Public Policy*, 17/8, 1271-1283.

²⁴ R. PAPE, « Soft Balancing against USA », *International Security*, 2005, Vol 30,1, pp.46-71.

²⁵ J. RULAND, *Interregionalism and International Relations: reanimating and obsolescent research agenda? op. cit.*, p.24.

²⁶ J. RULAND, « Balancers, Multilateral utilities or regional identity builders? International Relations and the study of Interregionalism » *op.cit.* p.1275.

²⁷ FAUST 2004 cité par M. DOIGE, M. DOIGE, « Interregionalism and the European Union: Conceptualising Group to Group relations », in F. BAERT, T. SCARAMAGLI; F. SODERBAUM, *Intersecting Interregionalism : Region, Global Governance and EU*, Springer, 2014, pp. 37-54.

diversifier les relations commerciales, ce qui revient à réduire la dépendance vis-à-vis d'un marché particulier »²⁸. Et le second volet consiste à un « balancing » tourné vers l'extérieur ou l'interrégionalisme apparaît comme un « mécanisme pour limiter d'autres acteurs, ou s'assurer de leur participation honnête et ouverte dans le cadre multilatéral »²⁹

Dans ce même ordre d'idées, la notion d'interrégionalisme compétitif a été développée et a conduit à lire les différentes initiatives comme étant en compétition les unes par rapport aux autres, notamment par exemple l'initiative EU-MERCOSUR comme une réponse à l'initiative des États-Unis avec le plan de la Zone de libre-échange avec ses voisins Canadien et sud-américains (FTAA). On retrouve donc l'idée de la crainte d'une anarchie dans un système international en constante évolution où l'intérêt vital est d'assurer une présence internationale.

Dès lors, à partir de cette perspective, les initiatives interrégionales entre régions du Sud sont interprétées comme étant une tentative d'équilibrer la domination américaine et européenne au sein des Nations Unies et des autres institutions internationales³⁰.

Selon l'approche libérale, la coopération régionale constitue un moyen pour l'État de faire face aux nouvelles menaces économiques et à l'accélération des flux commerciaux ainsi qu'au processus de décentrage du pôle économique de la Triade vers l'Asie (notamment vers la Chine). Autrement dit, l'interrégionalisme apparaît comme l'option stratégique permettant de faire face à « une interdépendance » diversifiée, en ce sens qu'il permet trois fonctions ; l'« institution building », l'« agenda sitting » et la « rationalisation »³¹. Ces trois fonctions de l'interrégionalismes défendues par les institutionnalistes visent à dire que les forums interrégionaux permettent de favoriser la mise en place d'agendas communs rendus difficiles en raison de la pluralité d'acteurs internationaux, à créer un échelon intermédiaire au sein de la gouvernance mondiale et faciliter les accords au sein d'enceintes multilatérales³².

On le voit bien, à partir de ces deux courants théoriques, l'interrégionalisme poursuivrait donc des intérêts fixes, clairs et stratégiques de recherche de pouvoir. Ces deux approches permettent de mettre en lumière la dimension compétitive qui existe entre les différentes initiatives régionales mises en place au sein d'un système en pleine mutation structurelle. Ainsi par exemple, la création de forums et dialogues interrégionaux entre l'Union européenne et les

²⁸ M. DOIGE, *op.cit.*, p. 42.

²⁹ Ferguson cité par DOIGE *ibid.*, p.43.

³⁰ J.RULAND, *op. cit.* p. 1275.

³¹ *Ibid.* p. 1276.

³² Loc. cit.; H.HANGGI, « Interregionalism as a multifaceted phenomenon: in search of a typology », in RULAND.J, HANGGI.H, ROLOFF.R, (Dir.), *Interregionalism and International Relations*, Routledge 2006, pp. 51-82.

pays d'Asie du sud Est, notamment l'ASEAN en 1967, puis en 1996 avec la rencontre Asia-Europe Meeting (ASEM) illustre les ambitions de projection internationale, de puissance et de visibilité de l'UE mais aussi des États dans un système en pleine restructuration.

Néanmoins, l'un des défauts de cette perception est la dimension statique attribuée aussi bien à la région qu'à l'interrégionalisme. En effet, appréhender la région comme une construction figée et prédéfinie et analyser l'interrégionalisme comme une réalité unidimensionnelle ne permet pas de prendre en compte les processus dynamiques inhérents aux dits phénomènes. Autrement dit, l'approche stato-centrée du courant réaliste et libéral ignore l'influence des autres acteurs non étatiques au sein de la région, et par conséquent ne permet pas d'expliquer l'émergence de nouvelles formes d'interrégionalismes.

En contraste avec les approches précédentes, la région va être abordée à partir d'éléments cognitifs ; notamment à travers le courant constructiviste, pour qui la région constitue une interaction sociale et non pas une construction géographique prédéfinie et statique. Ainsi, la notion d'« interaction sociale » renvoie à des savoirs partagés et des compréhensions intersubjectives qui concernent notamment la compréhension et la définition d'un « Soi » et d'un « Autre » donnant lieu à la formation d'une identité partagée. Cette identité collective est fluide et repose sur un antagonisme extérieur toujours en évolution³³.

La perspective constructiviste offre une approche complémentaire et innovante dans l'agenda des recherches sur le régionalisme, puisqu'elle met l'accent sur tous les processus de construction d'identités qui accompagnent les initiatives régionales et qui sont mis en place. En effet, selon ce courant de pensée, les intérêts nationaux seraient une construction sociale, et les identités seraient donc à la base des intérêts des États³⁴.

Appliquée au cas de l'interrégionalisme, l'approche constructiviste a mis en lumière le rôle de l'interrégionalisme dans l'affirmation de l'identité de la région. Ainsi, à travers l'idée que le régionalisme peut être renforcé à travers l'interrégionalisme³⁵, plusieurs études se sont penchées sur l'exportation des normes de l'UE dans la consolidation de l'identité régionale du MERCOSUR, entre autres.

L'un des principaux travaux est celui de Gilson qui, en abordant le cas de l'interrégionalisme de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Ouest (ASEAN), a identifié la construction d'une identité autour du « Soi » et de « l'Autre ». Ainsi, à partir de ce cas d'étude

³³ N. GODEHARDT, D. NABERS, *Regional Powers and Regional orders*, Routledge, 2011, p. 272.

³⁴ A. WENDT, « Anarchy is what States make of it. The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, n°2, 1992, pp. 391-425.

³⁵ GILSON et HANGGI cités par J. RULAND, op. cit. pp. 1271-1283

il a été démontré que l'interaction du groupe régional avec un autre bloc régional (et là en l'occurrence l'Union européenne) renforce l'idée de région et d'action en tant qu'Asie³⁶. Autrement dit, les « acteurs d'une même région sont supposés être plus cohérents grâce à la participation collective répétitive au sein de forums interrégionaux »³⁷ et ce serait donc au travers de telles interactions que l'identité d'un « Soi » et d'un « Autre » serait continuellement en formation³⁸. Ainsi à partir de cette étude, l'interrégionalisme est vu comme un moyen à travers lequel la région renforce sa propre identité.

Par ailleurs, Dent et Hanggi soulignent la possibilité qu'une identité collective de groupes interrégionaux émerge au fur et à mesure de continuelles socialisations et interactions³⁹.

L'approche constructiviste met en lumière de nombreuses dynamiques internes aux processus régionaux et interrégionaux et permet de comprendre comment le partage d'idées, de savoirs et de normes, contribue à l'émergence de la coopération régionale et à l'institutionnalisation régionale. L'identification faite des idées, des identités et des interactions interrégionales rejoint une partie de la littérature constructiviste autour de la question de la « diffusion idéale ». Cette diffusion apparaît « quand des idées ou des processus se déplacent d'un agent vers un autre »⁴⁰, autrement cela serait plutôt un « processus à travers lequel les idées, les standards normatifs et des institutions se propagent à travers le temps et l'espace »⁴¹. Cette diffusion concerne donc aussi bien des technologies, que des idées, des services, des émotions, des personnes, et plus encore⁴².

Il existe donc toute une littérature sur les processus de diffusion de normes et d'idées qui s'est attachée à étudier, d'une part, les mécanismes à travers lesquels les idées et les normes se déploient et, d'autre part, la réception qui en est faite, c'est-à-dire, l'acceptation au niveau local de ces normes internationales. Cela a conduit à la conceptualisation de la notion de « congruence »⁴³, qui vise à expliquer l'application des normes internationales au niveau régional et national.

³⁶ J.GILSON, *Asia Meets Europe: Inter-regionalism and the Asia-Europe Meeting*, Edward Elgar Publication, 2002.

³⁷S.Y. LAI, « Inter-regionalism of nation-states: Asia-Europe Meeting (ASEM) as a case-study », Thèse de Doctorat, Canterbury, 2012, p. 65.

³⁸ *Ibid.*, p. 65.

³⁹ C. DENT et H.HANGGI cités par S.Y. LAI, *op. cit.* p. 69.

⁴⁰ S. KINGAH, C. AKONG, « Is interregionalism AU-ASEAN diffusion in the South barren? » in: ENGEL *et al* (Ed), *The New Politics of Regionalism: Perspectives from Africa, Latin America and Asia-Pacific*, Routledge, 2017, pp. 85-101.

⁴¹ BORZEL et RISSE cité par S. KINGAH, *op. cit.* p.90.

⁴² S. KINGAH, C. AKONG, *op. cit.* p. 90.

⁴³ A. ACHARYA, « How ideas spread: whose norms matter? Norm Localization and Institutional change in Asian regionalism », *International Organization*, Vol 58, n°3, 2004, pp. 239-275.

Cependant, pour aller plus loin, Acharya, à travers la notion de « localisation », démontre que les agents, les sociétés locales ne sont pas de simples destinataires passifs d'idées politiques et culturelles étrangères mais plutôt des « emprunteurs » qui appliquent ces idées d'autorité et de légitimité au sein des traditions et pratiques locales notamment dans le cas de l'Asie du Sud-Ouest⁴⁴.

Néanmoins, l'identification de cette dynamique ne met pas en lumière les différents éléments qui constituent et façonnent les structures idéelles existantes au sein des interrégionalismes. En effet, il y a lieu de se demander quelle est la place des auto-perceptions dans l'interaction interrégionale et de quelle façon les identités influencent-elles la mise en place d'objectifs interrégionaux ?

Dès lors, pour répondre aux nombreux questionnements liés à la perspective constructiviste, Schunemann distingue ce qu'elle appelle « une structure idéationnelle » composée d'identités et de valeurs partagées, ainsi que des perceptions intersubjectives concernant l'interrégionalisme et le multilatéralisme. Aussi, dans ses travaux, elle défend l'idée selon laquelle les affinités existantes entre les auto-perceptions au sein de relations interrégionales donnent lieu à la mise en place d'un discours sur la vision du monde⁴⁵.

Aborder l'interrégionalisme à partir d'une perspective constructiviste et plus particulièrement en tant que discours, revient à considérer que les idées, les perceptions et les identités intersubjectives sont la base et le point de départ des initiatives interrégionales. C'est donc à partir d'un ensemble d'idées que les intérêts stratégiques prennent forme. Néanmoins, aborder l'interrégionalisme comme un discours revient à admettre également que dans la formulation des intérêts, des identités et des perceptions intersubjectives, les facteurs structurels jouent un rôle important.

C'est pour cette raison que l'interrégionalisme Sud-Sud est étudié certes comme un discours, mais surtout comme un discours qui s'inscrit dans un contexte local, régional et international précis, en constante évolution. Le caractère évolutif de l'interrégionalisme renvoie au fait que le discours et les intérêts que celui-ci constitue, varient selon le temps et les contextes dans lesquels il s'inscrit.

⁴⁴*Ibid.* p. 244.

⁴⁵ J. SCHUNEMANN, «Una aproximación socialconstructivista a la cooperación interregional y el interregionalismo: las relaciones entre la Unión Europea y el Mercosur». Thèse de Doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2010.

Par conséquent, à elle seule, l'approche constructiviste ne permet pas de prendre en compte l'ensemble des aspects qui influencent et structurent les processus interrégionaux. Dès lors, l'agenda du *New regionalism Approach* (NRA) offre une approche complémentaire.

Cette approche souligne la nature construite de la région, en particulier la manière dont les États et les acteurs non étatiques agissent ensemble dans la formation de régionalismes formel et informel dans un contexte de mondialisation⁴⁶. C'est dans ce sens que l'approche du NRA propose une lecture plus compréhensive des régionalismes en Afrique et contourne les limites des principales recherches qualifiant le régionalisme africain de « primitif » ou « faible ».⁴⁷

L'agenda que propose le *New regionalism* offre un éventail de pistes pour étudier et conceptualiser les processus régionaux et interrégionaux contemporains. En effet, cette approche s'inscrit dans le nouveau multilatéralisme post-hégémonique et remet en question la manière dont avait été jusqu'alors étudié et pensé le régionalisme. Cet agenda qui prend également en compte la région comme une construction sociale, nous offre un vase communicant entre le courant constructiviste et une analyse incluant des éléments de géographie critique et poststructuraliste⁴⁸.

En mettant l'accent sur les acteurs non étatiques et leur participation dans la formation de la région, le NRA met l'accent sur la dimension sociale desdits processus.

Cet agenda a connu trois principaux succès. D'abord, il introduit la distinction entre « régionalisation » et « régionalisme ». Le premier terme, régionalisation, renvoie aux processus menés par les États et les acteurs privés dont les interactions et flux économiques contribuent à créer une région⁴⁹. Le régionalisme quant à lui, renvoie à « une construction politique menée par les États et matérialisée par un accord »⁵⁰. L'autre succès du *New Regionalism Approach* est le fait d'établir comme objet d'étude les processus régionaux mis en œuvre en dehors de l'Europe⁵¹. Et enfin, le dernier succès de ladite approche est d'avoir établi la distinction entre l'ancien régionalisme et le nouveau, tel qu'évoqué précédemment.

⁴⁶ F. SODERBAUM, « African Regionalism and EU-African Interregionalism », in *European Union and New regionalism: Competing Regionalism and Global Governance in a Post Hegemonic Era.*, Mario TELO, Ashgate, 2014.

⁴⁷ F. SODERBAUM, *ibid*, p. 2019.

⁴⁸ ENGEL.U, ZINECKER.H, MATTHEIS.F, DIETZE.A, PLOTZE.T (Eds.) *The New Politics of regionalism: Perspectives from Africa, Latin America and Asia Pacific*. Routledge, 2017.

⁴⁹ F. MATTHEIS, L. RAINERI, A. RUSSO, *Fringe regionalism: when Peripheries become regions*. Palgrave Macmillan, 2019.

⁵⁰ MWAYILA TSHIYEMBE, *Régionalisme et Problèmes d'intégration Economique : Alena, Mercosur, Union Européenne, Union Africaine*. Paris, l'Harmattan. 2012.

⁵¹ F. MATTHEIS, L. RAINERI, A. RUSSO, *op.cit.* p. 14.

Dès lors, bien que le *NRA* ne constitue pas une école de pensée uniforme⁵², cette approche permet de penser la région et donc l'interrégionalisme à partir d'une vision moins statique et plus inclusive vis-à-vis des cas situés en dehors de la Triade.

Cependant les études sur l'interrégionalisme restent confrontées à certaines limites. Lisegard et Mattheis distinguent, à juste titre, quatre défis qui caractérisent la littérature sur l'interrégionalisme. En premier lieu, comme nous l'avons déjà souligné, l'eurocentrisme des recherches sur l'interrégionalisme fait qu'une grande partie des études s'intéressent aux relations extérieures de l'UE créant un manque de données concernant les partenaires non UE et les initiatives interrégionales Sud-Sud. Deuxièmement, Mattheis et Lisegard soulignent le manque d'intérêt pour l'étude de l'Agent au sein des processus interrégionaux, au profit de l'étude de la structure. En effet, la prise en compte des États et des acteurs non étatiques impliqués dans les initiatives interrégionales reste très limitée⁵³. Troisièmement, il existe un besoin d'études comparée entre les différents forums interrégionaux⁵⁴, car en effet, la grande partie des études interrégionales reste cantonnée au cas par cas. Et enfin, Lisegard et Mattheis soulignent l'avantage d'inclure dans les études interrégionales la question de l'impact entre le régionalisme et l'interrégionalisme.

Dès lors, c'est à partir de ces différents défis liés à la recherche sur l'interrégionalisme, que va émerger une littérature essentiellement portée sur les dynamiques interrégionales sud-sud.

2.2 Débat sur les interrégionalismes Sud-Sud

Parler d'interrégionalisme dans le « Global South », à quoi cela revient-il ? A quoi se réfère-t-on à travers cette expression ? Avant d'aborder le cœur du sujet de cette deuxième sous-section, quelques précisions terminologiques sont nécessaires.

2.2.1 Quelle définition pour le Global South ?

La notion de *Global South* désigne un ensemble d'États qui partagent des situations socio-économiques et une situation de vulnérabilité similaires sur l'échiquier international⁵⁵.

⁵² ENGEL.U, ZINECKER.H, MATTHEIS.F, DIETZE.A, PLOTZE.T(eds) *The New Politics of regionalism: Perspectives from Africa, Latin America and Asia Pacific*. Routledge, 2017.

⁵³ J. RULAND, op. cit., p. 30.

⁵⁴ BAERT et al, op. cit. p. 4.

⁵⁵G. LECHINI, C. GIACCAGLIA (Eds.), *Poderes Emergentes y Cooperación Sur-Sur: Perspectivas desde el Sur Global*. UNR Editora, Rosario, 2016.

Désignés il y a quelques décennies par le terme de « Tiers Monde » ou encore « Pays en voie de développement », la notion de *Global South* sert à faire la distinction avec les pays du *Global North* mais surtout à créer des catégories en vue de faire état des processus structurant le monde⁵⁶ selon différents contextes et périodes.

Ainsi, initialement cette distinction se référait à des indicateurs macro-économiques qui classifiaient les États (selon leurs PIB) entre les pays dits développés, les pays en voie de développement et les pays sous-développés. Durant la période de la Guerre Froide, face à l'antagonisme opposant le bloc soviétique de l'Europe de l'Est au bloc capitaliste de l'Europe de l'Ouest, les pays situés en « marge » de cet affrontement idéologique étaient désignés par le terme de « Tiers Monde », une troisième voie qui avait été défendue lors de la Conférence de Bandung en 1955 et de la création du Mouvement des Non-Alignés en 1961 à Belgrade. En effet, majoritairement employée à partir d'une perspective euro-centrée, cette expression visant à la différenciation entre Nord et Sud va renvoyer non plus à un processus de différenciation mais plutôt à un processus d'identification à un groupe, à une appartenance à un groupe d'États. Ainsi, parmi les différentes définitions et caractéristiques du *Global South* plusieurs auteurs soulignent la dimension cognitive qui réunit l'ensemble des États qui le composent.

Mattheis souligne que « le Sud peut être compris comme une catégorie construite à partir d'acteurs internes avec la référence de la perception d'une dominance externe (..) cela requiert une auto-proclamation d'appartenance au Sud et celui-ci constituerait une « logique » pour l'inclusion dans le système international principalement à travers des relations Sud-Sud »⁵⁷.

Ainsi, cette dimension cognitive constitue-t-elle un élément essentiel dès lors que celle-ci se retrouve dans la pratique discursive des États au sein même des initiatives interrégionales sud-sud. Aussi, Gladys Lechini, dans sa définition du *Global South*, met l'accent sur cette auto-perception de la situation de périphérie ou de vulnérabilité des pays du sud⁵⁸.

Cette auto-perception et auto-identification au Sud constitue la base idéationnelle sur laquelle vont se nourrir des projets collectifs de coopération sud-sud. Dès lors, le *Global South* désigne donc des États qui s'auto-identifient comme relevant du Sud.

⁵⁶ F. MATTHEIS, *New regionalism in the South: MERCOSUR and SADC in a comparative and interregional perspective*, Leipzig Universitätsverlag 2014, p. 47.

⁵⁷ F. MATTHEIS, *op. cit.*, p. 51. traduit par l'auteure, version originale “ the South will be understood as a category constructed from international actors with references to perceptions of external dominance and relative scarcity. It requires a self-proclamation of belonging to the South and is being used as a rationale for the inclusion into the international system, most notably through South South relations.”

⁵⁸ G. LECHINI, (dir) *La Cooperación Sur-Sur en las Políticas Exteriores de Argentina y Brasil en el siglo XXI*, 1ere edición, Rosario, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, 2014, 115 p.

Outre cette auto-perception, le terme de *Global South* indique une condition de vulnérabilité partagée, une situation de périphérie. Ainsi, Lechini va-t-elle plus loin en affirmant que le Sud n'est pas un concept géographique mais plutôt une condition : la condition d'être vulnérable avec peu de possibilités de changer les règles du jeu. Le Sud comprend donc, toujours selon Lechini, un groupe d'États en développement appartenant à la périphérie, qui partagent des enjeux similaires et qui ont besoin de coopérer en vue d'obtenir une autonomie politique et économique⁵⁹.

Aussi, selon Mohanty, les termes de « Tiers Monde », « Sud », attirent l'attention sur le passé historique de racisme et de colonisation⁶⁰ desdits pays. Si ce terme de Sud renvoie à des éléments collectifs partagés, il n'en désigne pas moins une pluralité de situations et de réalités que le présent travail a pour objectif d'examiner. Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'approche décoloniale nous invite donc à sortir d'une vision monolithique d'un *Global North* d'une part et d'un *Global South* de l'autre.

Dès lors, de tout ce qui précède, on retiendra donc que l'emploi de la notion de *Global South* dans le présent travail sert à désigner un ensemble non homogène d'États et de régions qui ont en commun à la fois des identités et auto-perceptions, mais aussi des ambitions d'insertion et de revendication à une plus grande marge de manœuvre dans le système actuel de gouvernance globale.

Même si elle est de plus en plus employée, la notion de *Global South* au sein des études en Relations Internationales exige de faire de cette notion un objet d'étude.

La prise en compte des réalités et des phénomènes émanant des régions du Sud au sein de l'étude du régionalisme s'est accentuée après la fin de la Guerre Froide, mais est restée toutefois marginale. Ainsi, généralement, pour aborder ces régionalismes au Sud, la perspective analytique employée dans la littérature va être essentiellement de l'ordre d'un régionalisme comparé, qui consistera à étudier le cas régional du Sud à partir du cas européen. Aussi, la prise en compte se fait par l'intermédiaire de la création de catégories, au sein desquelles les processus régionaux du sud vont être classés et désignés en termes de « périphérie », de régionalisme faible ou Non Triadique ; toujours avec comme point de départ et de référence le modèle de l'intégration européenne. Ainsi, comme le souligne Soderbaum concernant l'étude du régionalisme africain "*the problem is that the dominant mainstream theories of regionalism*

⁵⁹ G. LECHINI, « Interregional Cooperation between Latin America and Africa » in F.FRIZZO BRAGATO, L.R.GORDON (Eds.), *Geopolitics and Decolonization: Perspectives from the south*, Rowman & Littlefield International, 2018.

⁶⁰ Cité par A. MURREY, « When spider webs unite they can tie up the lion: Anti-racism, Decolonial options and Theories from the South », *Routledge Handbook of South South Relations*, 2019.

*are based on specific modes of knowledge production and privilege certain research questions at the expense of others. In particular, they have a rather narrow focus on formal and state centric regional project and, or official trade and investment flows.”*⁶¹

Il faudra attendre la fin des années 80 et le début des années 90 pour qu’une approche moins euro-centrée soit mise en place dans l’étude des processus régionaux du Sud ; ce qui se manifestera notamment par la création de nouveaux centres de recherche spécialisés dans lesdits processus. Le Sud devient un objet d’étude en raison des différentes grandes mutations empiriques internationales qui ont influencé l’évolution des débats épistémologiques et ontologiques impulsés par les courants post-positivistes.

Par ailleurs, il y a lieu de se demander ce qu’implique avoir le *Global South* comme objet d’étude. Tout d’abord, cela implique d’aborder et de prendre en compte toutes les dynamiques en cours dans les différentes régions composant le Sud et de les placer au cœur des débats théoriques concernant les phénomènes interrégionaux, et plus largement au sein du débat concernant la restructuration de la distribution du pouvoir mondial. Aussi, cela impose-t-il (comme tout objet d’étude) que des approches spécifiques tiennent compte des particularités du contexte et aussi de la pratique des phénomènes étudiés, en l’occurrence l’interrégionalisme⁶². Et cela passe notamment par des études empiriques à même d’apporter un élargissement de la compréhension des causes, des natures et des mises en œuvre de l’interrégionalisme dans sa pluralité. Dès lors, l’agenda est vaste comme le soulignait déjà Ruland⁶³, et notre travail vient proposer une étude empirique pertinente sur des relations encore peu étudiées à travers le prisme de l’interrégionalisme.

Toutefois, d’autres études ont précédé le présent travail, il revient donc d’analyser les différents débats qui ont structuré jusqu’à maintenant les pratiques interrégionales dans le sud et dans l’Atlantique sud en particulier.

2.2.2 Débats actuels sur l’interrégionalisme dans le Sud et l’Atlantique Sud

⁶¹ F. SODERBAUM, «African Regionalism and EU-African Interregionalism», in M. TELO (Eds.), *European Union And New regionalism competing Regionalism and Global Governance in a Post Hegemonic Era*, 2014, 478 pages.

⁶² En vue de comprendre ces nouveaux phénomènes émergents, il est nécessaire de développer une perspective d’interrégionalisme Sud-Sud qui prenne en compte les caractéristiques de ces types d’interactions, RUBIOLO dans « South America and Southeast Asia interregional relations: beyonds bilateralism », *Journal of Global studies Meridiano* 47, vol. 19, 2018.

⁶³ J. RULAND, « Interregionalism: an unfinished agenda », in HANGGI, ROLOFF, RULAND (Eds.), *Interregionalism and International Relations*, Routledge, London, 2006.

L'élan impulsé par les courants de pensée dits critiques a permis, comme nous l'avons dit, d'inclure aux débats théoriques les réalités interrégionales issues du *Global South*.

Les initiatives interrégionales mises en place dans le Sud, pourtant plus récentes que celles développées par les pays triadiques, ont fait l'objet d'un intérêt particulier dans la littérature scientifique. En effet, ces nouvelles dynamiques soulèvent de nouveaux questionnements tant au niveau épistémologique qu'ontologique. Au niveau empirique, la création de nouveaux liens interrégionaux entre régions du Sud a suscité un intérêt renouvelé et a conduit à de nécessaires études descriptives desdits processus.

Aussi, en termes de cadre d'analyse, comme nous l'avons souligné, l'enjeu rencontré va être celui de réussir à appréhender ces nouvelles formes d'interrégionalisme au Sud en partant, non pas du cas européen, mais plutôt d'une perspective « de régions marginalisées avec une compréhension des objectifs et logiques distinctes de l'interrégionalisme »⁶⁴. Dès lors, le point commun de l'ensemble des travaux récents va être de se pencher sur lesdits phénomènes interrégionaux Sud-Sud en s'intéressant à l'identification des motifs de leur mise en œuvre et leurs caractéristiques.

Il existe une pluralité de notions employées pour désigner les dynamiques interrégionales non-triadiques : l'interrégionalisme « transatlantique », l'interrégionalisme « Sud-Sud », « interrégionalisme périphérique ». Il y a lieu de faire une distinction et de préciser que tout au long de ce travail, l'usage de « interrégionalisme afro-sud-américain » constitue une appellation générique se référant à une réalité empirique plurielle. En effet, nous nous appuyons sur l'idée défendue par certains auteurs, tels que Hettne, pour qui il n'existerait pas un seul interrégionalisme mais plutôt « des interrégionalismes » et par conséquent, il apparaît nécessaire d'introduire la notion d' « interrégionalisme au pluriel »⁶⁵. Dès lors, les interactions entre Africains et Sud-Américains étant plurielles, l'usage ici de la notion d'interrégionalisme afro-sud-américain se concentrera néanmoins spécifiquement sur le cas de l'ASA et de la ZOPACAS.

Encore très peu nombreuses, les analyses des relations Afrique-Amérique Latine situées dans une perspective interrégionale se concentrent généralement sur l'accord entre le MERCOSUR et la *Southern African Development Community* (SADC) , et quelques travaux abordent la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud. En ce qui concerne

⁶⁴ F MATTHEIS, *New regionalism in the South: MERCOSUR and SADC in a comparative and interregional perspective*, Leipziger Universitätsverlag 2014, p. 192.

⁶⁵ B. HETTNE, « Regional Actorship: A comparative Approach to Interregionalism », in F. BAERT and al (Eds.) *Intersecting Interregionalism: Regions, Global Governance and the EU*, Springer 2014, p. 54.

l'interrégionalisme dans l'Atlantique Sud, Frank Mattheis propose de faire une distinction entre deux niveaux d'analyse : le premier concernerait « la coopération émergeant dans le contexte institutionnalisé qui promeut un cadre alternatif pour plusieurs acteurs dans chacune des régions », et le deuxième niveau d'analyse se focaliserait « les relations entre l'Afrique du Sud et le Brésil »⁶⁶, qui, en tant que leaders régionaux, mettent en place des relations bilatérales influençant la dimension interrégionale⁶⁷. Aussi, l'un des apports des travaux de Mattheis est de distinguer les différents niveaux qui constituent l'interrégionalisme afro-sud-américain. Dès lors, au sein de la littérature récente concernant les dynamiques interrégionales afro-sud-américaines, une partie des débats se concentrent sur la question des enjeux stratégiques derrière le multilatéralisme Sud-Sud au sein duquel s'incorporent l'ASA et la ZOPACAS.

En effet, les études abordant le cas de la ZOPACAS et les autres initiatives transrégionales et multilatérales dans le Sud se focalisent essentiellement autour d'un double questionnement : d'abord, savoir quels sont les intérêts et les logiques de ces nouveaux multilatéralismes Sud-Sud puis, quels sont leurs impacts sur l'ordre et la gouvernance mondiale ?

Pour tenter de répondre à cette question, la plupart des recherches ont mis l'accent sur l'usage qui est fait de ces nouvelles structures multilatérales Sud-Sud par les puissances dites émergentes⁶⁸. Ainsi, de ces perspectives, il ressort un usage stratégique qui inscrit lesdites initiatives Sud-Sud au cœur de stratégies de projection internationale.

Désignées par le concept de « multilatéralismes du *Global South* » les différentes initiatives créant des espaces de dialogue Sud-Sud ont suscité un grand intérêt dans la littérature dès lors que ceux-ci sont porteurs d'une revendication visant la refonte de l'ordre mondial dans un sens qui leur serait plus favorable en termes de représentation. Ainsi, Abdenur *et al*, analysent-ils la ZOPACAS et l'ASA à travers le concept de *contested multilateralism*, qui renvoie à la création de nouvelles arènes après l'insatisfaction de règles et de missions des Organisations internationales déjà existantes⁶⁹. Le concept de « multilatéralisme contesté », développé par Dent ne faisait pas allusion directement aux cas des pays émergents. Mais, l'appliquant au cas des puissances émergentes, Abdenur *et al*, soulignent quelques spécificités

⁶⁶ F. MATTHEIS, *op.cit* p. 192.

⁶⁷ Cela est notamment le cas dans le domaine de la Défense dans l'espace de l'Atlantique Sud au sein duquel les deux Etats sont désignés comme les principaux acteurs garants de la pérennité des relations intra-sud-atlantiques. Voir Chapitre 3 Partie 1.

⁶⁸ M. KAHLER. « Rising Power and Global governance negotiating change in a resilient statut quo », *International Affairs*, Vol 8:3, 2013, pp. 711-729.

⁶⁹ A. ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, « Inter-regional multilateralism in the Global South: the Zone of peace and cooperation in the South Atlantic », in S. ARIS, A. SNETKOV (Eds.) *Inter-organizational Relations in International Security: cooperation and competition*, Routledge, 2018.

concernant ledit multilatéralisme contesté : d'abord, la contestation faite à travers la mise en place de nouveaux espaces Sud-Sud ne consiste pas à remettre en question l'existence des organisations internationales préexistantes mais plutôt à limiter l'expansion de leur influence⁷⁰. Cela serait donc le cas pour la ZOPACAS vis-à-vis de l'Organisation de l'Atlantique Nord, (OTAN) concernant l'espace de l'Atlantique Sud. Puis, la contestation ne se limite pas à établir des normes et missions particulières, mais elle réside souvent dans l'adhésion exclusive de certains États et de l'exclusion d'autres⁷¹. Ainsi, toujours concernant la ZOPACAS, les auteurs soulignent que la contestation de celle-ci réside dans le fait que la ZOPACAS se définisse en termes de « qui est membre et qui ne l'est pas »⁷².

Rejoignant cette approche, d'autres auteurs, tels que Rubiolo, préfèrent la notion développée par Ruland de *hedging utility*, qui postule que les institutions multilatérales sont perçues comme des outils pour influencer l'équation régionale et globale⁷³. Ces approches mettent l'accent sur l'usage stratégique des pratiques interrégionales dans le *Global South* et négligent quelque peu la dimension idéationnelle sur laquelle naît et se construisent de tels dialogues interrégionaux et toutes les dynamiques internes de circulation et de socialisation. Le concept de « multilatéralisme contesté » est intéressant pour identifier les intérêts matériels et stratégiques, mais doit être complété par une approche cognitive et constructiviste.

En effet, ces différentes approches de l'interrégionalisme restent utilitaristes et laissent très peu d'espace à l'analyse du sens qui est donné à la pratique même de l'interrégionalisme. Autrement dit, comme le souligne Ferraboli, il existe un sens qui a poussé lesdites régions à mettre en place de telles relations⁷⁴. Ainsi en se penchant sur l'étude de cas des relations interrégionales des pays arabes et de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR)⁷⁵, à travers notamment le Forum ASPA, Ferraboli affirme que « *they are drawing a horizontal line in a world map that is used to displaying vertical lines representing interregional relations. And when it comes to the politics of region making in IR, maps are not simply passive reflections*

⁷⁰ *ibid.* p. 200.

⁷¹ *Ibid.* p. 201.

⁷² *ibid.* p. 200.

⁷³ M.F. RUBIOLO, « South America and Southeast Asia interregional relations: Beyond South-South Bilateralism », *Journal of Global Studies, Meridiano* 47, 2018, vol. 19.

⁷⁴ S. FERABOLLI, « Regions that matter: the Arab-South American interregional space » *Third Quarterly*, 38: 8, 2016, pp. 1767-1781.

⁷⁵ L'Union des Nations sud-américaines est un espace d'intégration créé par le Traité de Brasilia du 23 mai 2008 signé par douze pays : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

of regions as entities; they (re)present the world, encouraging some relations and inhibiting others »⁷⁶.

En abordant l'interrégionalisme à partir d'une perspective post structuraliste, Feraboli est l'un des premiers auteurs à analyser conjointement les dynamiques interrégionales et la question de territorialité et de reconfiguration de l'espace. Ainsi, selon elle, le Forum ASPA crée de nouvelles lignes de contact entre deux régions en développement, dont les contacts jusqu'alors faisaient l'objet de médiation des Organisations Internationales créées par les grandes puissances⁷⁷.

Cette idée de création de nouvel espace issu de dynamiques interrégionales est également présente dans les travaux concernant la ZOPACAS et les études sécuritaires autour de l'Atlantique Sud. En effet, plusieurs auteurs brésiliens ont ainsi abordé la question d'une "région sud-atlantique"⁷⁸ ou encore "un espace sud-atlantique" qui émanerait de la stratégie proactive du Brésil sous les gouvernements de Lula.

Aussi, Rodriguez *et al*, identifient-ils au sein des dites dynamiques interrégionales des processus facilitant " la formation de valeurs communes, et la formation d'identité sud-atlantique"⁷⁹.

Par ailleurs, conjointement à ces recherches, d'autres travaux vont aborder la structure idéationnelle de l'interrégionalisme, tel que celui de Schunemann⁸⁰ qui, à travers une approche constructiviste, situe les éléments constituant la base idéationnelle. Concrètement, elle identifie d'abord l'auto-perception, les perceptions mutuelles dans les relations interrégionales. Ensuite, elle analyse les identités, les valeurs partagées et les perceptions intersubjectives concernant des notions clés. L'apport de cette perspective constructiviste est multiple pour le présent travail. En effet, en mettant en évidence la communauté de base idéale qui prévaut au sein de l'interrégionalisme EU-MERCOSUR, Schunemann démontre l'importance des perceptions et des idées dans le processus interrégional, qui vont façonner les intérêts collectifs.

⁷⁶ *ibid.* p. 1771.

⁷⁷ *ibid.* p. 1772.

⁷⁸ Cf des auteurs tels que D. MARCONDES, S. EVANGELISTA MEDEIROS, P. SEABRA entre autres, qui abordent dans leurs travaux la question d'une formation d'un espace sud-atlantique. Cet aspect est abordé avec plus de détails dans le Chapitre 1, Partie 1 du présent travail.

⁷⁹ RODRIGUEZ BESSA MATOS.B, LEMOS MATOS.F, KENKEL KAI.M, « Brazilian Policy and the Creation of a Regional Security Complex in the South Atlantic; Pax Brasiliana? » in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Eds.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly.

⁸⁰ J. SCHUNEMANN, *Una aproximación socialconstructivista a la cooperación interregional y el interregionalismo: las relaciones entre la Unión Europea y el Mercosur*, Thèse de Doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2010.

Par ailleurs, Vagni⁸¹ quant à lui, identifie les processus à travers lesquels les éléments constitutifs de la base idéationnelle sont mis en place et les moyens mobilisés. Ainsi, il évoque la notion de « construction culturelle » dans le cas de rapprochement entre le monde arabe et l'Amérique latine. À travers cette notion, il évoque un processus « visant à la mobilisation d'éléments cognitifs en vue de créer une identité commune ». Ledit processus s'appuie sur la construction d'un imaginaire commun (réunissant un passé commun duquel découlent des similitudes culturelles et convergences culturelles)⁸².

Cette base idéationnelle va servir de base, de point de convergence et d'affinité politique entre les deux groupes régionaux, et constituera les prémices pour une auto-perception partagée quant au positionnement sur la scène internationale⁸³. Cette auto-perception est palpable dans le fait que les États membres s'identifient comme appartenant au *Global South*.

L'identification de toute cette dimension cognitive structurant l'interrégionalisme Sud-Sud permet, selon nous, d'appréhender clairement l'interrégionalisme comme un discours et une relecture des espaces régionaux et maritimes. En effet, souvent négligée à tort, la pratique discursive dans l'interrégionalisme Sud-Sud est un élément essentiel pour la compréhension d'un tel phénomène complexe. Bien sûr, cette analyse de la pratique discursive s'accompagne de l'analyse des faits.

Tenant compte de ce qui précède, il y a lieu de se demander : quels sont les éléments qui constituent cette base idéationnelle ? De quelle manière et à travers quels processus ces éléments cognitifs sont-ils mobilisés ? Existe-il une convergence dans la mobilisation idéationnelle de part et d'autre de l'Atlantique Sud ? En outre, ces éléments cognitifs structurent-ils de la même manière l'ASA et la ZOPACAS ? Ce sont là les principales questions qui vont structurer les prochaines sections de notre analyse.

De plus, les débats ont également porté sur le cadre épistémologique avec des pistes proposées concernant l'étude et la compréhension desdits inter-régionalismes dans le Sud. En effet, il existe un consensus autour de l'idée centrale des limites apportées par les approches eurocentrées pour analyser l'étude de cas dans les Suds⁸⁴. Dès lors différents angles d'analyse ont été mobilisés pour aborder ledit interrégionalisme Sud-Sud.

⁸¹ J. VAGNI, « Discours, Identités, et relations interrégionales: la construction culturelle du rapprochement entre le monde arabe et l'Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, vol 80, 2015, pp. 1-16.

⁸² *Ibid.*, p. 10.

⁸³ *Ibid.*, p. 10.

⁸⁴ Des auteurs tels que Soderbaum, Mario Telo, Frank Matheis, Rubiolo, Olivet, Vagni, entre autres, soulignent tous dans leurs travaux cette nécessité d'aborder l'interrégionalisme Sud-Sud à partir de nouvelles approches épistémologiques.

Ainsi, Olivet⁸⁵ pose le fait qu'étant des initiatives émanant de logiques distinctes de celles mises en œuvre par l'interrégionalisme *triadique*, les fonctions et la nature de l'interrégionalisme Sud-Sud sont différentes et méritent donc une attention particulière. Ainsi, elle souligne que l'un des objectifs principaux de la mise en œuvre d'interrégionalismes Sud-Sud serait le besoin d'une diversification politique et économique des relations extérieures des régions situées en périphérie⁸⁶. Ainsi, « *while triadic regionalism looks to balance the global structure of governance, the South-South interregionalism emerges as a way of integrating the structure* »⁸⁷. Ainsi ces travaux soulignent la nécessité d'aborder l'interrégionalisme à partir de nouvelles perspectives épistémologiques en vue de comprendre les différents éléments qui poussent chacune des régions à déployer un rapprochement interrégional.

Au sortir de cette revue des études récentes portant sur les dialogues interrégionaux Sud-Sud, deux idées majeures sont mises en évidence. D'abord, la nécessaire mobilisation d'une approche théorique plurielle afin d'étudier lesdits phénomènes interrégionaux. Hettne soulignait l'intérêt d'une approche théorique plurielle pour l'étude d'un phénomène multidimensionnel tel que l'interrégionalisme, « *An empirical case can (and perhaps should) be approach from different theoretical angles. Different theories illuminate different dimensions of a multidimensional phenomenon* »⁸⁸. En effet, Hanggi et Roloff dans leurs travaux examinent l'interrégionalisme en combinant le réalisme et le libéralisme afin d'aborder la complexité du cas interrégional de l'ASEM. Dent, quant à lui, à travers la notion de « utilité multilatérale » mobilise le néoréalisme à côté du courant constructiviste en vue d'analyser les potentielles fonctions de l'interrégionalisme⁸⁹.

Puis, a été souligné l'intérêt d'élargir l'approche conceptuelle à partir de laquelle sont étudiés les processus interrégionaux, notamment en proposant des définitions et des objectifs de la pratique interrégionale qui prennent en compte les logiques et les réalités politiques des régions du Sud.

Par conséquent au regard de ce qui précède, le choix est donc fait dans le cadre de la présente thèse, d'adopter une approche syncrétique qui renvoie à « rassembler et intégrer différentes parties de schémas et de logiques initialement divisées dans des traditions de

⁸⁵ M-C. OLIVET, « Unravelling interregionalism theory: a critical analysis of the new interregional relations between latin america and East Asia », en VI reunión de la red de estudios de américa latina y el caribe sobre asia-pacífico redealap, 12 et 13 oct 2005, Buenos Aires

⁸⁶ *ibid.*, p. 6

⁸⁷ *ibid.* p. 6.

⁸⁸ B. HETTNE, « Beyond the 'new' regionalism », *New Political Economy*, Vol.10, n°4, 2005. pp. 543-571.

⁸⁹ C. DENT, « The Asian – Eu Meeting and Inter regionalism: Toward a theory of Multilateral Utility », *Asian Survey*, vol. 44, n°2, pp. 213-236.

recherche séparées »⁹⁰. Ainsi en « élargissant le répertoire d'hypothèses, d'outils analytiques, de concepts théoriques, d'instruments méthodologiques et de données empiriques, l'analyse éclectique permet-elle le développement d'explications complexes qui révèlent comment différents types de causes et de processus seraient liés entre eux »⁹¹.

En l'occurrence, il s'agira de mobiliser le courant constructiviste et la géopolitique.

2.3 Position théorique de l'auteure : constructivisme et géopolitique critique

Rappelons que le présent travail poursuit l'objectif central de proposer une approche innovante quant à l'étude des phénomènes interrégionaux. Pour ce faire, nous avons opté pour une approche syncrétique entre constructivisme et géopolitique critique et, à partir de ces outils théoriques, nous proposons une tentative de reconceptualisation de l'interrégionalisme.

2.3.1 Le choix d'une approche syncrétique

La double étude de cas que propose cette recherche doctorale s'appuie sur une approche duelle comprenant le courant constructiviste des relations internationales et la géopolitique critique. Ce choix s'explique par la complémentarité des deux approches quant à la place accordée à la construction sociale des réalités politiques internationales, et leur positionnement poststructuraliste remettant en question l'existence préétablie de régions à partir de critères figés. En outre, parmi les vases communicants entre ces deux approches, l'analyse du discours comme outil analytique occupe une place importante aussi bien dans le courant constructiviste que dans la géopolitique critique. Or, justement, la présente recherche a, parmi ses objectifs, celui de comprendre les logiques et usages agissant derrière les discours prononcés dans le cadre de la ZOPACAS et de l'ASACOF.

A partir de l'approche constructiviste, il est possible de se pencher sur l'agent dans les processus interrégionaux et d'analyser ainsi certains éléments tels que les réseaux. Dès lors, s'intéresser à l'agent et aux dynamiques internes nous conduira à nous plonger au cœur de l'architecture interne de l'ASACOF en analysant de près les textes, la configuration du dialogue et le rôle joué par les agents étatiques dans ces échanges parfois informels.

⁹⁰ KATZENSTEIN cité dans RULAND, « Coping with crisis: Southeast Asian regionalism and the ideational constraint of reform », *Asian Eur J*, 2018, p. 157. Traduction de l'auteure.

⁹¹ *Ibid* RULAND p. 157. Traduction de l'auteure.

De plus, l'approche constructiviste permet d'identifier les idées et valeurs à la base de la formation des intérêts qui poussent les États sud-américain et africain à réactiver et créer de tels espaces de dialogue. De surcroît, grâce aux travaux précédents, la perspective constructiviste nous aide à mettre en lumière les processus cognitifs internes aux dialogues interrégionaux.

Évoquée la première fois en 1980 dans le domaine de la géographie politique à travers les travaux de Simon Dalby et Gearoid O' Tuathail, la géopolitique critique visait à l'origine à « recentrer la géopolitique »⁹² dans un contexte de Guerre froide. Dès lors, la géopolitique critique vise à comprendre la géographie comme étant imprégnée par la puissance et, par conséquent, vise à déconstruire les fixations hégémoniques des imaginations spatiales associées à cela. Pour ce faire, la géopolitique critique, en adoptant une perspective constructiviste, étudie la construction, les effets sociaux des imaginations géopolitiques et des identités géopolitiques (c'est-à-dire le positionnement spatial imaginaire des personnes, des régions et des États)⁹³ .

La géopolitique critique, ayant pour objet de déconstruire les postulats classiques d'un point de vue de sa mise en pratique, ainsi que les aspects qui influencent son élaboration, tente d'apporter de nouvelles approches analytiques pour observer un phénomène social lié à un territoire et ses représentations⁹⁴. Autrement dit, elle révisé les postulats généraux de la géopolitique classique pour une analyse du discours laissant de côté les facteurs clés de l'analyse géopolitique telle que la condition géographique⁹⁵.

Dans la même lancée, Sharp affirme que la géopolitique critique permet d'identifier les imaginaires qui structurent la manière dont vont être pensés les espaces géopolitiques. En l'occurrence, pour ce qui concerne l'interrégionalisme afro-sud-américain, cela ouvre la fenêtre pour la recherche des éléments clés de l'imaginaire associés à l'espace sud-atlantique et l'arène internationale. En effet, au cœur de ce travail se trouve le questionnement autour des imaginaires, des idées qui entrent en jeu dans la manière dont les décideurs politiques et les géopolitologues issus du Sud se représentent le monde. En étudiant le discours de l'ancien président de Tanzanie, Julius Nyerere, Sharp identifie « une imagination géopolitique qui défie les projections néo-réalistes dominantes »⁹⁶. La notion de géopolitique subalterne est une

⁹² K. DODDS, «Political geography III: critical geopolitics after ten years», *Progress in Human Geography*, vol 25, n°3, 2001, pp. 469-484.

⁹³ M. MULLER, « Reconsidering the concept of discourse for the field of critical geopolitics: Towards discourse as language and practice », *Political Geography*, n° 24, 2008, pp. 322-338.

⁹⁴ L. CABRERA TOLEDO, «Geopolítica crítica: alcances, límites y aportes para los estudios internacionales en Sudamérica », *Foro Internacional*, n°1, cuad. 239, 2020, pp. 61-95.

⁹⁵ *Ibid.* p. 63.

⁹⁶ J.P.SHARP, « Geopolitic at the margins? Reconsidering genealogies of critical geopolitic », *Political Geography*, n°37, 2013, pp. 20-29.

tentative d'écrire contre la logique dominante qui est de parler en termes universels et au contraire de voir comment les choses peuvent être perçues d'une autre manière si on admettait par exemple que durant la Guerre froide les États du Mouvement des Non-Alignés comptaient. Cette démarche proposée au travers de la notion de géopolitique subalterne s'intègre dans l'agenda des Études décoloniales⁹⁷, réunissant une pluralité d'auteurs qui postulent pour une « décolonisation du savoir ».

En choisissant d'aborder le cas d'étude afro-sud-américain, nous proposons une nouvelle approche épistémologique qui poursuit une triple ambition. Premièrement, il s'agit d'élargir la définition du concept d'interrégionalisme tel que pensé initialement à partir des cas de la Triade et ainsi proposer une approche par le Sud. Deuxièmement, inclure et placer l'interrégionalisme Sud-Sud au cœur du débat théorique actuel en Relations Internationales. Troisièmement, apporter de nouvelles données empiriques permettant une meilleure compréhension de ces nouvelles formes d'interrégionalismes dans le *Global South*. En effet, la pratique de l'interrégionalisme dans le *Global South* a laissé voir de nouvelles mises en œuvre et de nouvelles organisations de l'espace régional entre autres. Cet ensemble de nouvelles pratiques, en plus d'enrichir le phénomène interrégional, remet en question la compréhension et la conceptualisation des processus interrégionaux tels qu'ils ont été étudiés jusqu'à présent. Ces nouvelles pratiques interrégionales laissent apparaître de nouvelles caractéristiques qui relèvent d'une nouvelle perception des « interrégionalismes », de nouvelles logiques et d'une appropriation renouvelée de ce type d'interaction. Dès lors, cette pluralité d'« interrégionalismes » impose une nouvelle définition du phénomène en termes généraux. Or, tel que nous l'évoquions dans la section précédente, la notion elle-même d'« interrégionalisme » se caractérise par un certain flou conceptuel, d'où la nécessité d'adopter

⁹⁷ Certains auteurs, latino-américains et africains, ont participé à l'effort de production de travaux mettant en lumière plusieurs notions centrales comme par exemple la notion de « colonialité du pouvoir » développée par le sociologue péruvien Anibal Quijano, reprise par des auteurs tels que Walter Dignolo, Ramon Grosfoguel entre autres; elle renvoie à l'idée d'un nexus existant entre le pouvoir et la production de savoir. En l'occurrence Dignolo développe l'idée d'une géopolitique de la connaissance, de la production du savoir.

Une autre notion importante est celle de la « colonialité du savoir » qui soutient que la plupart des théories « mainstream » des Relations Internationales ont été développées à partir d'une vision historique eurocentrée rendant invisibles ou marginales les autres pôles de savoir et connaissance issus notamment des Suds. Cf. A. QUIJANO, « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina » In Lander, Edgard (Coord.). *La colonialidad del Saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2000, p. 122-146; W. MIGNOLO, *Capitalismo y Geopolítica del conocimiento: el Eurocentrismo y la Filosofía de la liberación en el debate intelectual contemporáneo*. Ediciones del Signo, 2001; S. ZONDI «Decolonising International Relations and Its Theory: A Critical Conceptual Meditation », in *Politikon South African Journal of Political Studies*, march 2018. pp. 16-31.

« une combinaison d’approches analytiques en vue d’appréhender la multi-dimensionnalité du phénomène »⁹⁸.

2.3.2 *Vers une reconceptualisation de l’interrégionalisme*

Ayant mis en lumière antérieurement les limites et les défis auxquels sont confrontées les études sur l’interrégionalisme, nous proposons une reconceptualisation du phénomène interrégional qui prenne en compte une nouvelle définition dudit phénomène. Nous postulons que si l’interrégionalisme est bien une interaction de région à région, celle-ci s’appuie sur une narrative, un discours portant sur l’état actuel des rapports de force. Ce discours clé qui compose chaque initiative interrégionale promeut dans un premier temps une perception collective de la réalité internationale et, dans un deuxième temps, il postule pour une modification de celle-ci par le biais des mécanismes interrégionaux créés.

L’identification et la prise en compte de cette narrative principale de l’interrégionalisme permet de mettre en lumière les tentatives de reconfigurations spatiales et politiques que portent lesdits forums interrégionaux.

Axée principalement sur le cas des interrégionalismes Sud-Sud, notre double étude de cas vise donc à démontrer comment l’interrégionalisme afro-sud-américain constitue une tentative de reconfiguration spatiale à travers la création de nouveaux espaces, et aussi comment il constitue une structure idéale où interagissent des bases idéelles communes.

2.3.2.1 L’interrégionalisme comme reconfiguration de l’espace

La reconfiguration dont il est question comprend trois éléments : l’appropriation dudit espace, la modification (volonté ou tentative) des rapports de force sur ledit espace, et la construction d’une identité collective nouvelle. La réappropriation quant à elle comprend la définition de frontières, la prise de conscience collective de la responsabilité des États engagés dans ledit processus interrégional, et le développement de capacités collectives. Dès lors, dans le cas de la ZOPACAS, l’espace en question concerne l’Atlantique Sud. Il sera donc question de vérifier dans quelle mesure, au travers de la réactivation de la Zone de paix et de coopération, les États membres déploient ou non une stratégie de reconfiguration de l’espace. Ici on le voit bien, la géopolitique critique est au cœur de l’analyse puisqu’il s’agira de se plonger dans les

⁹⁸ G-L. GARDINI, A. MALAMUD, « Debuking interregionalism: Concepts, Types and Critique with a Pan Atlantic Focus », in: MATTHEIS, F.; LITSEGARD, A. (Ed), *Interregionalism across the Atlantic Space*, United Nations University Series on regionalism 15. Springer. 2018. pp.15-30.

représentations et les visions faites autour de l'Atlantique Sud d'une rive à l'autre, afin de comprendre les intérêts collectifs et individuels. Dans le cas de l'ASACOF, la reconfiguration dont il est question porte sur un espace « imagé » au sein de l'arène internationale au sein duquel se déploieraient également les différents processus de réappropriation, de création d'identité collective et la tentative de modification des rapports de force.

Par ailleurs, comme nous l'avons déjà souligné, l'interrégionalisme étant une interaction sociale, l'aborder en tant que structure idéale est essentiel dès lors qu'il est question d'y intégrer la dimension « communauté de destin » présente dans les discours de la ZOPACAS et de l'ASACOF.

2.3.2.2 L'interrégionalisme comme structure idéale

Essentiellement basé sur les travaux émanant du courant constructiviste, et particulièrement de ceux de Gilson et Schunemann présentés plus haut, l'interrégionalisme sera abordé tout au long de ce travail comme une structure idéale au sein de laquelle se façonnent des identités collectives et des perceptions communes sur la réalité internationale.

Cette perspective impliquera donc, au fil des chapitres, la mise en lumière de la manière dont les idées circulent au sein des différents forums de coopération et de dialogue. A cette fin, nous tenterons de démontrer l'existence d'une dynamique de circulation idéale, qui illustre un processus dynamique horizontal au sein duquel les deux régions s'auto-influencent.

En effet, l'identification d'un processus de circulations idéelles au sein de l'interrégionalisme afro-sud-américain permet de mettre en lumière deux éléments essentiels que notre travail cherche à démontrer :

D'abord, la circulation d'idées permet de démontrer l'existence d'une base idéale commune; dans le cas afro-sud-américain, cette base idéale comprend des mémoires et perceptions partagées autour d'un espace géographique qui, pris conjointement, façonne la compréhension de la réalité internationale.

Cette base idéale préexistante permet de souligner l'affinité culturelle et idéologique qui a poussé les pays sud-américains et africains à créer et à participer aux dynamiques interrégionales, et elle permet ainsi de comprendre le sens accordé de part et d'autre à de tels rapprochements.

Puis, la notion de circulation idéale met en lumière des processus dynamiques qui ne sont pas à sens unique, mais plutôt réciproques, et qui se différencient du terme de « diffusion » tel qu'il est employé dans les cas d'interrégionalismes Nord-Sud où l'on distingue clairement un émetteur et une partie réceptrice. Dans le cas du dialogue Sud-Sud, le terme de « circulation »

renvoie à l'idée de mouvement horizontal entre les deux régions. Cette circulation idéale passe par des processus de socialisation au sein des initiatives interrégionales qui, selon notre perspective, consiste à une phase d'apprentissage mutuelle. Aussi, d'autres activités laissent voir cette circulation idéale notamment les discours et les projets de coopération, les activités culturelles : autant de lieux où prend forme ladite circulation idéale.

3. Approche Méthodologique et collecte des données

La présente section s'attèle à exposer les différentes données et sources empiriques récoltées tout au long de la recherche doctorale, ainsi que les différentes méthodes d'analyse choisies.

Tel que cela a été démontré antérieurement, les lacunes concernant l'étude des « interrégionalismes » Sud-Sud trouvent leur origine dans l'absence de travaux empiriques qui leur sont consacrés. En effet, dans le cas afro-sud-américain, rares sont les études qui analysent conjointement les données empiriques et les débats théoriques.

Cette section aborde donc les choix méthodologiques faits en vue d'étudier la thématique principale de ce travail (3.1), et énonce les différentes sources mobilisées et techniques d'analyse employées (3.2).

3.1 Démarche méthodologique

Le présent travail repose sur une démarche éclectique faisant dialoguer les Relations Internationales avec d'autres approches disciplinaires. En effet, il est question de mobiliser certaines perspectives de la Sociologie des Relations Internationales, ainsi que la Géopolitique critique.

En mettant en lumière la diversité des acteurs non-étatiques qui composent la scène internationale en pleine mutation⁹⁹, la sociologie des Relations Internationales permet à notre étude d'appréhender l'interaction entre les différents acteurs, leurs stratégies, mais aussi leurs « soubassements culturels, identitaires ou les valeurs qui les animent »¹⁰⁰.

Au carrefour de plusieurs courants disciplinaires, notre travail met en œuvre une analyse géopolitique des deux cas d'études en question. En effet, définie comme étant « l'analyse des

⁹⁹ B. BADIE, M.C. SMOUTS, *Le retournement du Monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presse Science Po, 1999, p. 246.

¹⁰⁰ F. CHARILLON, *Politique Étrangère Nouveaux regards*. Paris, Presse Science Po, 2002.

rivalités de pouvoir sur un territoire »¹⁰¹, la mobilisation de la géopolitique critique offre un vase communicant avec le constructivisme et accorde une place importante à l'analyse de discours. Dès lors, comme nous l'avons déjà dit, le présent travail s'intéresse aux dimensions cognitives qui composent les dynamiques interrégionales Sud-Sud et qui se retrouvent dans les discours. Par ailleurs, l'étude et l'analyse des discours officiels des différents décideurs politiques imposent une distanciation permettant de mettre en exergue les « perceptions biaisées » et leur potentielle instrumentalisation politique¹⁰².

Enfin, nous mobilisons également l'Histoire de façon transversale tout au long de ce travail en vue de contextualiser l'évolution des événements internationaux.

Cette démarche méthodologique s'appuie sur l'analyse d'une variété de données collectées à travers différentes méthodes.

3.2 La collecte des données

Les sources mobilisées tout au long de ce travail sont essentiellement qualitatives et peuvent être classées en deux catégories : celles émanant de la revue de la littérature et celles récoltées à travers différents travaux de terrain.

La revue de la littérature a porté sur les débats théoriques concernant les principaux thèmes qu'aborde ce travail. Ainsi, il s'appuie sur une étude des travaux réalisés au sujet de l'interrégionalisme, le régionalisme en Afrique, en Amérique du Sud, la littérature concernant également les relations entre l'Amérique Latine et l'Afrique, et aussi celle qui développe la question de la Coopération Sud-Sud.

Au fur et à mesure que cette étude de la littérature s'effectuait, grandissait la nécessité de comprendre comment était abordée cette thématique d'interrégionalisme afro-sud-américain par la littérature sud-américaine mais également africaine. En effet, l'un des défis de ce travail était de réussir à faire intégrer des approches conceptuelles et théoriques élaborées dans chacune de ces deux régions et de faire en sorte qu'elles puissent proposer une base novatrice d'analyse. L'un des aspects originaux de ce travail réside justement dans le croisement des perspectives

¹⁰¹ Y. LACOSTE, « La Géographie, la Géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, vol 146 n°3, 2012, pp. 11-44.

¹⁰² J. ROBERT, *Perceptions and Misperceptions in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

africaines et sud-américaines et la possibilité d'apporter à partir de ce croisement une approche complémentaire à celles que l'on pourrait qualifier d'eurocentriques¹⁰³.

Les sources de première main ont constitué une bonne partie des documents analysés. Ces derniers émanaient d'organisations régionales telles que l'Union Africaine, l'UNASUR, SELA, ou encore des Ministères des Affaires étrangères brésilien, équatorien, sud-africain disponibles sur les sites internet desdites institutions.

Néanmoins, le faible volume de la littérature sur ce sujet a constitué une réelle difficulté dans notre travail de recherche. Comparativement, il existe une littérature plus conséquente sur le dialogue entre pays arabes et pays sud-américains qu'entre pays africains et pays sud-américains. Le thème de la ZOPACAS, quant à lui, a fait l'objet d'un plus grand nombre de travaux, essentiellement produits au Brésil ou au Portugal à partir d'approches sécuritaires et géopolitiques.

Dès lors, la rareté des travaux abordant le phénomène interrégional afro-sud-américain et la difficulté d'accès à des documents officiels depuis l'étranger, m'ont conduite à effectuer plusieurs séjours de terrain en Amérique du Sud et en Afrique.

Ainsi, le deuxième type de source mobilisé concerne les données récoltées lors de différents séjours de recherche qui ont consisté en trois types d'activités : la conduite d'entretiens approfondis de type semi-directifs, la consultation d'archives et l'«observation participante».

3.2.1 Entretiens approfondis

Les entretiens approfondis ont été menés durant les trois principaux séjours de recherche effectués sur les continents sud-américain et africain. Le but recherché était d'obtenir des informations de première main, des expériences vécues des principaux acteurs concernant la mise en place desdits processus interrégionaux et de saisir la vision et la perception de l'administration au sujet de l'ASA et la ZOPACAS.

Le premier séjour s'est effectué en Equateur durant le mois de Juillet 2016, et a consisté d'une part, à la tenue d'entretiens auprès de certains diplomates en poste au siège de l'UNASUR; d'autre part, il a été question que nous participions à l'école doctorale intitulée

¹⁰³ Cet intérêt avait déjà été mis en lumière auparavant par certains auteurs et est mis en place par plusieurs centres de recherches visités.

« Sixth doctoral School on Latin, European and Comparative Regionalism » tenu du 17 au 21 Juillet 2017 à l'Université Andina Simon Bolivar en collaboration avec l'UNIS CRIS à Quito.

Le deuxième séjour s'est tenu de mars à juin 2018 à Brasilia durant lequel nous avons effectué de nombreux entretiens avec les diplomates de l'*Itamaraty* (appellation du Ministère des Affaires Extérieures brésilien), et les fonctionnaires des différents organes institutionnels, ainsi qu'avec plusieurs Professeurs d'universités.

Et enfin, le troisième séjour de recherche en Afrique du Sud à Pretoria, a été effectué de mai à juin 2019, au cours duquel j'ai pu m'entretenir avec des acteurs du monde académique et des hauts cadres de l'administration publique. D'autres séjours ont également eu lieu à Lisbonne en novembre 2017 auprès du siège de la CPLP et à Libreville auprès du Ministère des Affaires Etrangères en 2016.

En ce qui concerne les entretiens semi-directifs, les tableaux suivants présentent la typologie des personnes interviewées¹⁰⁴. Leur diversité provient des recommandations méthodologiques : « afin que les résultats de recherche soient les plus significatifs, pertinents et efficaces du point de vue de la compréhension sociologique, le chercheur doit construire un échantillon de personnes le plus diversifié possible »¹⁰⁵.

Ainsi, il a été question d'identifier au préalable l'ensemble des acteurs ayant participé à chacune des étapes du dialogue interrégional : des réunions préparatoires aux sommets officiels, aux agences nationales de coopération sans oublier les acteurs de la société civile, les Professeurs d'Universités et des militaires.

La méthode employée consistait en un modèle d'entretien semi-directif structuré autour de quelques questions centrales. Bien que dans certains cas les questions aient été formulées à l'avance, la plupart des entretiens ont pris la forme d'une « interaction conversationnelle »¹⁰⁶.

Ainsi, aussi bien au Brésil qu'en Afrique du Sud, les entretiens ne se sont pas déroulés dans mes langues maternelles mais plutôt dans celle des personnes interviewées (en l'occurrence le portugais et l'anglais), bien qu'à certaines occasions l'interlocuteur ait tenu à ce que l'interview se fit, soit en français soit en espagnol. Ce choix de réaliser les entretiens dans leurs langues maternelles répondait à la volonté de mettre les interlocuteurs parfaitement à l'aise et à ce que les termes employés reflètent entièrement leurs pensées. C'est ainsi que, aussi bien dans la phase de prise de contact que dans celle de l'entretien proprement dit, mon identité

¹⁰⁴ Voir les tableaux récapitulatifs supra.

¹⁰⁵ J-M. CHARLIER, L. VAN CAMPENHOUDT, *4 méthodes de recherche en sciences sociales, cas pratiques pour l'Afrique francophone et le Maghreb*. Paris, DUNOD, 2014, p. 94.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 97.

gabonaise et mexicaine a suscité beaucoup d'intérêt de la part de ces personnes-ressources. Beaucoup de curiosité et de questions (relatives à mon pays de naissance, pays d'enfance, et même jusqu'aux circonstances et lieux de rencontre de mes parents !) ont structuré mes entretiens et cela a constitué, d'une certaine façon un atout . En effet, cet intérêt porté sur ma personne a permis d'installer très rapidement un climat informel de confiance, m'octroyant une sorte de légitimité à aborder de telles thématiques.

Il est cependant à relever qu'une grande partie des fonctionnaires interrogés n'étaient pas en poste durant la période étudiée (début 2006-2013) ou bien n'ont participé que de façon très marginale à cette période dans lesdites initiatives de rapprochements interrégionaux.

Dès lors face à cet obstacle, la consultation des archives des Ministères brésilien, équatorien et les archives nationales sud-africaine a contribué à fournir des informations complémentaires de ces périodes initiales. Aussi, la période au cours de laquelle j'ai effectué le séjour de recherches au Brésil correspondait-elle à celle du procès contre l'ancien président Ignacio Lula Da Silva pour corruption, et par conséquent le climat général était plutôt négatif en ce qui concerne le bilan de ses deux mandats et, donc, le risque de jugements de valeurs dépréciatifs était assez élevé de la part des diplomates en poste. Néanmoins, la diversité des personnes interrogées et des sources mobilisées a contribué à ce que je recueille des informations pertinentes et objectives.

En combinant les sources de premières mains et les entretiens, notre but était de dépasser la dimension déclaratoire et le discours officiel qui caractérise les Déclarations émanant des Sommets afro-latino-américains. Ces différents travaux de terrain m'ont offert une vision élargie des différentes perspectives nationales émanant de chacune des administrations et aussi de me rapprocher le plus près possible du milieu décisionnel interne.

3.2.2 Consultation des archives

La consultation des archives n'a pas été sans difficultés, notamment en raison de lourdes démarches administratives et la suspicion que le chercheur suscite souvent malgré lui dans certains milieux. Les archives consultées ont été la plupart du temps accessibles durant nos séjours de recherche : il s'agit des Archives de l'*Itamaraty* à Brasilia, consultées de mars à juin 2018 et des archives nationales d'Afrique du sud consultées en mai 2019 à Pretoria.

Les documents consultés aux archives du Ministère des Affaires étrangères brésilien étaient des télégrammes échangés entre les Ministères et les ambassades à Addis-Abeba lors

des réunions préparatoires aux différentes Réunions et Sommets entre Africains et Sud-américains durant les périodes : 2006 ; 2009 ; 2011 et 2012.

Il s'agissait également de mémorandums et de rapports de réunions, préalablement déclassés. Ces archives provenaient des différents départements desdits Ministères. En effet, cela a été notamment le cas du Ministère des Affaires étrangères brésilien, où les archives consultées provenaient du Département des Affaires Africaines, du Département des Nations-Unies (pour ce qui concerne la ZOPACAS), du Département des Mécanismes Interrégionaux, entre autres.

Concernant les documents consultés dans les Archives nationales à Pretoria, il s'agit de correspondances entre les Ministères de l'Intérieur et de la Défense, relatives à l'espace maritime de l'Atlantique Sud. Malheureusement, les archives du Département des Relations Internationales et de la Coopération (DIRCO) n'ont pas pu être consultées.

Ainsi, à travers une approche qualitative, les données récoltées ont permis de retracer l'historique des réunions préparatoires aux Sommets de l'ASA, d'identifier le rôle joué par les différents organes et États-membres, de mettre en lumière le mode de fonctionnement et de socialisation mobilisé au sein desdites dynamiques.

Finalement, les données ainsi collectées dans les archives ont permis de dresser un panorama sur l'intensité de l'implication de certains États dans la mise en œuvre de ces dialogues interrégionaux.

Tableau 1. Entretiens en Amérique du Sud : Equateur et Brésil. (2017 et 2018)

PAYS ou ORGA. REG.	INSTITUTION	DÉPARTEMENT	INTERLOCUTEUR	Nbre ENTRETIENS
BRÉSIL	M.A.E.	Afrique	Ambassadeur	10
		Pays lusophones	Ministre conseiller	
		Nations-Unies	Ambassadeur	
		Négoce, Affaires	Ministre conseiller	
		Mécanismes régionaux	Ambassadeur	
	M. DÉFENSE	Relations Internationales	Colonel	1
	AGENCES ÉTATIQUES	Ag. Brésilienne de Coop.	Coordinateur G.	2
		EMBAPRA	Analyste Inte. Stra	1
	UNIVERSITÉS ET THINK TANKS	Université de Brasilia	Chercheur	5
		IPEA	Chargé d'Etudes	
		IPRI	Chercheur	
École Militaire de Rio		Chargé d'Etudes		
Institut IGARAPE		Chercheur		
ÉQUATEUR	M.A.E.	Analyses politiques	Chargé d'Etudes	1
UNASUR		Coop. Internationale	Directeur	1

Le tableau n°1 illustre la diversité des personnes interviewées durant les deux séjours de recherche en Equateur et au Brésil. Malgré des points de vue distincts, j'ai pu noter sur le terrain beaucoup plus d'enthousiasme concernant le sujet des relations Sud-Sud, Afrique-Amérique du sud de la part des chercheurs et Professeurs brésilien que la part des diplomates actuellement en poste.

Le tableau suivant, quant à lui, retrace également le type de personnes interviewées lors de notre séjour en Afrique du sud.

Tableau 2 : Entretiens en Afrique du sud, (2019).

Institution	Département	Poste Interlocuteur	Nbre Entretien s
Ministère des Aff. Étrangères	Amérique et Caraïbes	Conseiller	3
	Département Multilatéral	Analyste	
Ministère de la Défense	« South African Defence Force »	Officier de Marine	2
	IGAD ¹⁰⁷	Directeur	5
Universités et Think Tanks	SAIIA ¹⁰⁸	Chercheur	
	Université de Pretoria	Professeur	
Représentations Étrangères	Ambassade du Mexique	Ambassadeur	2
		Attaché Défense	

Ce tableau regroupe les différentes natures de personnes interviewées lors du séjour de recherche à Prétoria. La réalisation de ces entretiens a connu certaines difficultés qui seront abordées ultérieurement, mais ceux-ci cependant ont offert une importante plus-value à la compréhension de la vision sud-africaine des enjeux dans l’Atlantique Sud et de ses relations avec le partenaire brésilien.

3.2.3 L’observation participante

Cette méthode provient initialement de l’anthropologie, et place le chercheur en situation d’immersion et d’observation participant ainsi aux activités réalisées au sein du groupe ou des institutions étudiées¹⁰⁹. Dès lors, l’observation participante permet au chercheur « de recueillir des informations sur les agents sociaux en captant leurs comportements et leurs propos au moment où ils le manifestent. L’avantage est de saisir les phénomènes sur le vif et de ne pas dépendre des réponses voire des interprétations des enquêtes comme dans le cas de l’entretien ou des questionnaires »¹¹⁰. Bien que cette méthode n’ait pas toujours connu l’unanimité dans

¹⁰⁷ Institute for Global Dialogue

¹⁰⁸ South African Institute for International Affairs

¹⁰⁹ R. YIN, *Case study research: design and Methods*, fourth Edition, Applied Social Research Methods Series, n volume 5, p. 110.

¹¹⁰ J.GUIBERT, *Méthodologie des pratiques sur le terrain en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Collin, 1997, p. 2.

les sciences sociales, elle demeure un outil direct de collecte de données non négligeable notamment pour ce qui concerne les dimensions empiriques d'une étude de cas.

Concrètement, cette observation a consisté à être en situation d'immersion et de participation dans les activités de certains acteurs ; notamment, en faisant partie intégrante en tant que *chercheuse invitée* de centres de recherches spécialisés sur les questions internationales, au sein de groupes de Think Thank, et de Ministères des Affaires étrangères. Ainsi, l'observation participante offre l'opportunité de percevoir la réalité à partir du point de vue de quelqu'un de l'intérieur plutôt que de l'extérieur¹¹¹. En l'occurrence, cette immersion participante a permis d'observer depuis l'intérieur les méthodes de travail, d'analyse, de divulgation et d'interprétation des sujets d'actualités et des sujets connexes à notre sujet d'étude. Cela nous a également permis de mettre en place des entretiens informels à partir desquels nous avons pu récolter certaines informations.

Cet ensemble de données a conduit à une analyse de discours et à un « process tracing » visant à mettre en lumière les différents facteurs endogènes et exogènes qui ont accompagné ces épisodes de rapprochement interrégional afro-sud-américain. Aussi, ces données recueillies offrent-elles un degré de précision empirique pertinent, notamment sur le fonctionnement interne du mécanisme de dialogue au sein de l'ASACOF.

Par ailleurs, l'analyse de ces différents types de données s'est faite à travers la méthode de « triangulation » qui consiste à faire dialoguer plusieurs outils d'analyse et plusieurs types de données (qualitatives et quantitatives) en vue notamment de rechercher la validité des données¹¹². Ce croisement des données quantitatives et qualitatives nous a conduite à appuyer certains propos avec les données statistiques recueillies.

Aussi, dans le cadre de notre étude de cas, l'objectif était-il de pouvoir analyser la perspective sud-américaine et la perspective africaine. Or pour ce faire, il a été nécessaire de faire un choix et de désigner un État sud-américain et africain au sein desdits forums interrégionaux à partir duquel se concentrerait l'analyse. Dès lors, du côté sud-américain, le choix s'est porté sur le Brésil en raison de son rôle et de sa place dans la création des deux mécanismes interrégionaux et aussi en tenant compte de l'accessibilité des données. Du côté africain, le choix s'est fait sur l'Afrique du sud, essentiellement en raison de sa place de leader régional, quoique contesté par ses voisins, et aussi pour l'existence d'une stratégie de politique extérieure. Ces deux États apparaissent comme incontournables dans la compréhension des

¹¹¹ K.YIN Robert, *Case study research: design and Methods*, fourth Edition, Applied Social Research Methods Series, n volume 5, p. 112.

¹¹² C. LAMONT, *Research Methods in International Relations*, p 79.

enjeux régionaux en particulier autour de l'Atlantique Sud¹¹³. Toutefois, la désignation de ces deux États n'exclut pas que les pays voisins soient intégrés dans l'analyse du contexte régional essentiel pour la compréhension de l'interrégionalisme afro-sud-américain. Ainsi, les contextes politiques et les politiques extérieures du Nigeria, de l'Argentine et du Venezuela sont abordés tout au long du présent travail afin d'apporter des éléments explicatifs aux évolutions des réalités politiques et économiques de chacune des deux régions.

3.3 Limites et réalités du terrain

Les difficultés rencontrées tout au long de ces années de recherches concernent le travail de terrain et le travail théorique.

Pour ce qui concerne le travail de terrain, les difficultés se sont concentrées autour de deux axes. D'abord, l'enjeu était de réussir à s'imposer et à avoir une crédibilité voire une légitimité auprès des interlocuteurs. En effet, lors des différents séjours de recherche, il était question d'asseoir notre crédibilité voire notre légitimité en tant que « jeune chercheure ». Dans le milieu diplomatique et militaire, majoritairement de genre masculine et blanche, il a été question pour nous de justifier de connaissances, de compétences et d'intérêt pour lesdites thématiques de recherche et tout particulièrement en relation avec la Défense.

Le deuxième axe a pour objet le nombre réduit de documents disponibles concernant l'ASA et l'accès aux personnes « ressources » ou « point focal ».

En effet, mise en place beaucoup plus récemment que la ZOPACAS, l'ASA ne dispose pas de secrétariat permanent effectif et cela a une conséquence directe pour tout chercheur avide d'informations : une rareté des documents. Néanmoins, face à cette situation, la stratégie adoptée a consisté à effectuer des séjours de recherche auprès des principaux acteurs étatiques ayant participé auxdites initiatives.

Cette recherche de données concernant l'ASA et la ZOPACAS nous a amenée à observer deux approches distinctes, variant d'une rive à l'autre de l'Atlantique Sud : du côté sud-américain, l'accès aux archives et à certains diplomates ou fonctionnaires s'est effectué sans complication majeure. Il a été observé en effet qu'il existe une culture de la recherche et les interlocuteurs avaient l'air d'être habitués et à l'aise dans ce type d'exercices. Par contre du côté africain, l'accès aux archives, à des administrations publiques a constitué un véritable

¹¹³E. DUARTE, M. KAI, *Contesting perspectives on South Atlantic maritime security governance: Brazil and South Africa*, South African Journals Of International Affairs, 2019, p. 2.

défi¹¹⁴, tant les interlocuteurs exprimaient de la méfiance vis-à-vis du chercheur tout au long de la conduite des entretiens.

De plus, et cela a été observé sur les deux rives de l'Atlantique Sud, le renouvellement du personnel administratif dans les différents organes publics a ralenti et compliqué le travail de terrain. En effet, la rotation du personnel administratif a lieu notamment avec le changement de gouvernements. Cela a été particulièrement frappant pour le cas du Brésil, durant notre séjour de recherche en 2018, où nous avons constaté qu'au sein de l'Itamaraty, la plus grande partie des Directeurs de tendance « Pro-Lula » avait été relocalisée. Par conséquent, la tendance argumentative dominante des diplomates en poste à cette période était de porter une critique intensive à la Politique extérieure de l'ex-président du PT. Il a donc été question d'effectuer à la fois la recherche de documents et de personnes « ressources » ou qui avaient joué le rôle de « point focal » au sein desdits processus.

Aussi, comme nous l'avons déjà dit, ce travail poursuit l'ambitieux objectif d'étudier l'interrégionalisme afro-sud-américain non pas d'une seule perspective, ce qui est le cas dans la littérature actuelle mais au contraire, en faisant dialoguer conjointement les perspectives africaine et sud-américaine. Ce travail a mobilisé à la fois une immersion complète dans le contexte étudié et le recours à des auteurs et des théories qui n'avaient que très faiblement été réunies dans un même travail.

Toutefois, au-delà des différents enjeux et difficultés qui ont accompagné les différents travaux de terrain, la présente étude a su mobiliser des données suffisantes et inédites permettant d'aborder une grande partie des questions relatives aux dynamiques interrégionales dans l'Atlantique sud.

4. Organisation de la thèse

La présente thèse s'organise autour de deux parties, chacune composée de trois chapitres, eux-mêmes scindés en plusieurs sections et sous-sections.

La première partie de ce travail intitulée, « L'interrégionalisme comme reconfiguration de l'espace géographique : l'Atlantique Sud au cœur des dynamiques afro-sud-américaines (ZOPACAS) », vise à aborder les enjeux et les stratégies ayant conduit à la revitalisation de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud dès 2007. L'objectif de cette partie est

¹¹⁴ Cela a été le cas en Afrique du Sud, en ce qui concerne les archives militaires, qui avaient disparu et dont personne ne connaissait l'adresse exacte. Nous avons pu, quelques jours avant la fin de notre séjour, avoir une vague adresse des archives militaires de Pretoria, mais leur accès avait été rendu impossible.

de décrypter les intérêts collectifs et individuels qui ont poussé les États africains et sud-américains à déployer des efforts de dialogue et de coopération dans l'Atlantique Sud. L'hypothèse centrale de cette partie consiste à démontrer que cette revitalisation traduit une tentative de réappropriation d'un espace d'intérêt commun vital où coexistent des enjeux de projection internationale et des discours visant à la construction d'un nouvel espace afro-sud-atlantique.

A cette fin, cette première partie se divise en trois chapitres. Le premier portant sur « L'Atlantique Sud comme espace de pouvoir pour le Brésil », s'interroge sur les intérêts stratégiques de Brasilia envers l'espace sud-atlantique. En effet, la création des espaces de dialogue interrégionaux Sud-Sud repose sur l'initiative de certains États précis, qui sont les principaux instigateurs d'un rapprochement bi-régional. Or, dans le cas afro-sud-américain, le Brésil est à l'initiative de la création de la ZOPACAS. Pour cette raison, l'étude du cas du Brésil est essentielle en vue d'appréhender les logiques et intérêts autour de cet espace sud-atlantique. Pour ce faire, nous questionnerons la stratégie déployée par le Brésil au niveau interne et son activisme au sein de la ZOPACAS en mettant en exergue la dualité entre ambitions internationales et enjeux sécuritaires. A cet effet, la mobilisation d'une pluralité de données nous permettra d'analyser de façon critique le discours et les faits.

A côté de cette perspective brésilienne, l'analyse se penchera sur le contexte africain. En effet, la compréhension des enjeux sécuritaires transnationaux qui touchent l'espace sud-atlantique et qui ravivent la raison d'être de la ZOPACAS impose une analyse du contexte politique de la rive africaine: le chapitre intitulé « L'atlantique Sud d'une perspective africaine », permettra de comprendre comment les contraintes géopolitiques et le contexte régional dans le Golfe de Guinée ont façonné les perceptions et approches des États de la façade atlantique vis-à-vis de l'espace maritime. Conscients de la diversité des réalités locales et dans le but d'approfondir notre analyse, nous focaliserons notre étude autour du cas de l'Angola et de l'Afrique du sud.

Dans un troisième chapitre, nous analyserons finalement le degré de convergence entre les deux perspectives concernant l'Atlantique Sud. Ainsi, le chapitre « Un océan deux regards ? » s'interroge sur la capacité pour la ZOPACAS de mettre en place un espace afro-sud-américain de gouvernance maritime, et cela à la lueur des différentes limites auxquelles les États membres sont confrontés, notamment leurs faibles autonomies vis-à-vis des États extrarégionaux. Pour aborder cette question, nous mobiliserons des approches de géopolitique et des archives provenant de nos différents séjours de terrain.

Après avoir questionné les différentes approches stratégiques et compréhensions qui ont accompagné les dynamiques afro-sud-américaines dans l'espace sud-atlantique, nous aborderons dans une seconde partie la dimension cognitive de l'interrégionalisme dans le *Global South*. Ainsi, la deuxième partie de ce travail intitulée : « L'interrégionalisme Sud-Sud comme structure idéale et réformatrice : le cas du dialogue Afrique-Amérique du sud », se focalise sur la deuxième étude de cas qu'est le mécanisme de Coopération Amérique du sud-Afrique (ASACOF).

En revenant sur les prémisses des relations politiques et commerciales entre les États africains et latino-américains, le premier chapitre intitulé « La construction du dialogue interrégional afro-sud-américain : un long parcours au fil des décennies », effectue un retour historique qui s'est avéré nécessaire. Il sera question d'analyser l'influence qu'entraîne l'évolution de la conjoncture internationale et les contextes régionaux sur les périodes de rapprochement ou d'éloignement entre Sud-américains et Africains. Pour cela un intérêt particulier sera porté sur le contexte émergent dès les années 2000.

Le chapitre intitulé « Le dialogue interrégional afro-sud-américain dans le cadre de l'ASACOF », a, quant à lui, pour objectif de décrypter le fonctionnement interne dudit forum et de comprendre dans quelle mesure les idées et les valeurs structurent les interactions entre les États membres. A cet effet, en nous appuyant sur des données de première main et d'archives, nous tenterons de souligner la dualité entre les identités et valeurs communes d'une part, et les concurrences et rivalités au sein de l'ASACOF d'autre part. L'originalité de ce chapitre réside dans l'exploitation de documents inédits, relatifs aux réunions préparatoires des Sommets Afrique-Amérique du sud durant la période allant de 2006 à 2015.

Enfin, dans le dernier chapitre abordant « L'impact et la marge de manœuvre du forum ASA dans la reconfiguration de la gouvernance globale », il est question d'analyser les principaux facteurs qui ont limité la capacité du mécanisme de dialogue ASA à influencer considérablement la gouvernance internationale. Pour cela, nous nous livrerons à une analyse du système international qui permettra d'inscrire l'ASA dans le contexte de concurrences vis-à-vis d'autres coalitions Sud-Sud.

Partie I

L'INTERREGIONALISME COMME RECONFIGURATION DE L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE : L'ATLANTIQUE SUD AU CŒUR DES DYNAMIQUES AFRO-SUD-AMERICAINES (ZOPACAS).

Introduction

Il est question dans cette partie de s'intéresser aux intérêts, aux perceptions et aux stratégies déployés au sein de l'Atlantique Sud par les États riverains dans le cadre de leurs interactions interrégionales. En d'autres termes, il s'agit d'étudier la dimension stratégique dudit espace.

Pour cela, un retour historique et une interdisciplinarité sont nécessaires.

En effet, l'étude de l'Atlantique Sud s'est essentiellement concentrée sur les domaines historique, anthropologique et géographique¹¹⁵. Ce n'est que récemment que l'Atlantique Sud comme objet d'étude a gagné de plus en plus d'intérêt dans le domaine des Sciences Politiques et des Études Géostratégiques ; et cela notamment avec l'émergence de nouvelles puissances régionales telles que le Brésil et l'Afrique du sud.

Jusqu'alors, l'étude de l'Atlantique Sud s'est axée autour de trois grandes perspectives de compréhension dudit espace, que l'on pourrait résumer comme suit : une perspective historique-culturelle, une perspective économique et enfin une perspective géostratégique. C'est à partir de ces trois approches complémentaires que cette partie va étudier la pratique interrégionale dans ledit espace.

¹¹⁵ L'étude de l'Atlantique Sud s'est faite à travers la dynamique impulsée par l'UNESCO dans le cadre du programme de « la route de l'esclave » qui, entre autres, a permis un travail conjoint entre les Universités latino-américaines et africaines concernant les échanges et les liens entre l'Afrique et l'Amérique latine au fil des siècles. Ce programme de recherche a donc participé à la reconnaissance de l'Atlantique comme objet d'étude interdisciplinaire et une forme de réappropriation par l'académie du Global South.

Ainsi, une des approches concernant l'Atlantique Sud consiste à présenter cet espace comme un « espace de savoir et de civilisation »¹¹⁶. Cette première perspective étudie les différentes dynamiques de circulations d'esclaves, de marchandises durant la période de la traite négrière mais souligne également les mouvements d'idées, d'échanges et héritages culturels d'une rive à une autre de l'Atlantique Sud. Ainsi, plusieurs auteurs historiens et anthropologues se sont-ils intéressés aux dites circulations et ont identifié plusieurs dynamiques intra sud-atlantique notamment dans le domaine religieux¹¹⁷.

A côté de cette perspective, existe celle de l'Atlantique Sud comme un espace économique, essentiellement un espace d'échange et de communication pour le transfert de marchandises d'idées et autres. Cette compréhension est partagée sur les deux rives de l'Atlantique Sud¹¹⁸, dès lors que plus de la moitié de leur production (agricole et matière première) est destinée à l'internationalisation. Ainsi, cette approche économique de l'Atlantique Sud a-t-elle constitué et constitue-t-elle encore aujourd'hui la principale approche de compréhension, d'autant plus que la mer a joué un rôle de connexion économique depuis des siècles.

Dès lors, en raison de cette importance économique, la dimension politique de cet espace va de soi. En effet, plusieurs auteurs soulignaient déjà la dimension politico-économique de l'Atlantique sud durant la période de la traite négrière¹¹⁹. Par ailleurs, l'espace Atlantique a regagné de l'importance durant le XXème siècle grâce notamment à ce qui est désigné comme sa renaissance énergétique¹²⁰. La notion de « renaissance énergétique » est mobilisée essentiellement pour souligner les conséquences stratégiques de la découverte de nouveaux

¹¹⁶ S. PANTOJA, JF SOMBRA SARAIVA (org), *Angola e Brasil nas rotas do Atlântico Sul*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1999, p.7.

¹¹⁷ S. PANTOJA, JF SOMBRA SARAIVA (org), *Angola e Brasil nas rotas do Atlântico Sul*, op.cit.p 127.

¹¹⁸ Il est important toutefois de nuancer car, comme on le verra dans les deux sous-parties suivantes, la compréhension économique et géopolitique de l'Atlantique Sud n'a pas toujours coïncidé de part et d'autre. Néanmoins, l'importance économique reste incontestablement un élément en commun entre la rive sud-américaine et la rive africaine.

¹¹⁹ JC. MILLER, «A economia política do Tráfico Angolano de escravos no Século XVIII » in *Angola e Brasil nas rotas do Atlântico Sul*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1999.

¹²⁰ P. ISBELL, « Atlantic Energy and the Changing Global Energy Flow Map », Atlantic Basin Initiative (ABI), Center for Transatlantic Relations (CTR), Johns Hopkins University SAIS disponible <http://www.atlanticfuture.eu/contents/view/interregionalism-in-the-atlantic>, consulté novembre 2019.

gisements d'hydrocarbures dans l'Atlantique et pour souligner la redistribution du centre énergétique au cœur de l'Atlantique augmentant ainsi l'intérêt stratégique dudit océan.

Dès lors, l'Atlantique Sud apparaît comme une scène émergente sur laquelle se déploient à la fois des stratégies de compétitions, des enjeux de pouvoir et aussi de circulations idéelles aussi bien de la part des acteurs riverains que de la part de puissances extrarégionales.

La présente partie s'attèle à comprendre le sens que chacune des deux rives octroie à l'Atlantique Sud et le rôle de la ZOPACAS dans la formation d'un nouvel espace sud-atlantique. En effet, il va être question d'analyser dans quelle mesure la pratique interrégionale contribue à cristalliser autour d'un espace géographique à la fois des ambitions, des perceptions géopolitiques individuelles et à la fois une dimension revendicative. Le Chapitre 1 abordera la perspective brésilienne de l'Atlantique Sud, tandis que le chapitre 2 analysera le contexte africain de la rive atlantique. Enfin, le Chapitre 3 traitera de la complémentarité des différentes approches en abordant l'existence d'une gouvernance maritime afro-sud-américaine pour l'Atlantique Sud.

Chapitre 1 :

L'ATLANTIQUE SUD COMME ESPACE DE POUVOIR POUR LE BRÉSIL

Introduction

Lorsqu'il s'agit d'étudier la politique étrangère brésilienne, très peu d'attention est accordée à la place de l'espace sud-atlantique dans les stratégies de projection internationale. Or, à l'instar du contexte régional sud-américain, l'espace sud-atlantique renferme une diversité de défis géostratégiques et économiques qui entrent en jeu dans l'identification des intérêts nationaux et l'élaboration de stratégies de politique extérieure.

Dès lors, dans ce chapitre il sera question de répondre aux questions suivantes : quels vont être les intérêts du gouvernement brésilien pour l'Atlantique Sud durant la période 2006 à 2015 ? Comment ces intérêts vont-ils se manifester dans les actes et décisions politiques brésiliens ? Quelles sont les stratégies qui vont être mises en place par Brasilia dans ledit espace ?

En vue de répondre à ces questionnements, le présent chapitre s'attachera à examiner dans un premier temps, l'importance stratégique de l'Atlantique Sud dans la politique extérieure du Brésil, puis, dans un deuxième temps, l'analyse portera sur l'action du Brésil au sein de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud.

Section 1 :

**L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE L'ATLANTIQUE SUD
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE BRÉSILIENNE.**

Désigné dans le Livre Blanc de Défense Nationale du Brésil de 2013 comme étant un « entorno geopolítico imediato »¹²¹, l'Atlantique Sud a fait l'objet d'un intérêt croissant de la part aussi bien du Ministère de la Défense que de celui des Affaires Étrangères¹²². Cet intérêt, qui s'inscrit dans la durée, se construit autour de trois idées essentielles : celle de l'Atlantique Sud comme espace vital pour le Brésil, celle de l'Atlantique Sud comme un espace de projection internationale et, l'idée que l'Atlantique Sud constitue un espace au cœur des relations avec l'Afrique.

1 L'Atlantique Sud comme espace vital

L'espace maritime a connu au fil des décennies un intérêt constant car il constitue la principale voie de communication et route mercantile vers l'extérieur. En effet, près de 95 % des exportations brésiliennes passent par l'Océan Atlantique¹²³.

Possédant la plus grande côte sud-atlantique avec près de 7.491 km (de longueur)¹²⁴, le Brésil considère cette zone comme hautement stratégique et il va mettre en place des stratégies diversifiées concernant ledit espace. Aussi, la notion d'espace d'intérêt vital renvoie à l'idée selon laquelle l'État tend à mettre en place des stratégies spécifiques en vue d'asseoir sa présence et sa souveraineté dans ledit espace. Ainsi, un espace est désigné comme étant d'intérêts vitaux pour un État en raison de son importante dimension stratégique liée à la présence d'enjeux économiques, sécuritaires et politiques. Dans le cas brésilien, l'Atlantique

¹²¹ Livro Branco de Defesa Nacional, Brasil 2012.

¹²² Le terme de "entorno estratégico" a été pour la première fois employé en 2012 dans le document de Stratégie Nationale de Défense, qui renvoie à l'identification de régions dans lesquelles le Brésil a pour objectifs d'assurer son influence, son leadership diplomatique, économique et militaire, selon A. NEVES, «Atlântico sul: Projeção estratégica do Brasil para o século XXI», dans FERNANDO GHELLER (Coord.) *Amazônia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil*, IPEA, 2015, pp. 233-262.

¹²³ A. ABDENUR, D. MARCONDES De SOUZA NETO, « Brazil's Maritime Strategy in the south Atlantic: The Nexus Between security and Resources », Occasional Paper, n° 161, *Global Powers and Africa Programme SAIIA*, Nov. 2013, n° 161, p. 7.

¹²⁴ *ibid*, p 8.

Sud constitue effectivement un espace vital en raison d'enjeux économiques, dès lors que la plus grande partie de ses échanges commerciaux transite par la mer. Mais, par ailleurs, la côte atlantique brésilienne abrite un ensemble de zones d'exploration et d'exploitation de pétrole. En effet, le Brésil a toujours été tourné beaucoup plus vers la mer que vers l'intérieur¹²⁵, ce qui est perceptible notamment par le fait que l'ensemble des grandes villes sont situées en bordure de l'océan. Dès lors, à côté de cet enjeu économique, apparaît l'enjeu sécuritaire qui revient à assurer le maintien de la sécurité et de la défense de ces zones stratégiques situées sur le territoire brésilien ; d'où la mise en place de diverses stratégies.

L'approche adoptée par le Brésil vis-à-vis de l'Atlantique Sud a évolué d'une perspective purement militaire vers une approche plutôt tournée sur la coopération au sein dudit espace. Cette évolution traduit une mutation conceptuelle, à la fois de la notion de sécurité au sein de la défense brésilienne mais également de la perception d'un contexte international changeant.

Ainsi, l'étude de l'évolution de la stratégie brésilienne dans l'Atlantique Sud impose un retour historique qui tient compte de deux variables : la variable interne, et donc la conjoncture selon le gouvernement en place, et la variable externe liée aux évolutions structurelles internationales. En effet, ces deux variables influencent et structurent les paradigmes de la politique du Brésil vis-à-vis de l'océan sud-atlantique. Dès lors, il y a lieu de distinguer trois moments : à savoir la période de la dictature militaire de 1964 jusqu'en 1985, la fin de la dictature militaire jusqu'à la fin des années 90 et la période des années 2000.

1.1 La période de la dictature de 1964 à 1985

Durant la période de la dictature militaire brésilienne, l'Atlantique Sud a été considéré comme un « espace stratégique du point de vue de la sécurité du pays »¹²⁶. La conceptualisation de l'Atlantique Sud comme « priorité sécuritaire » commence réellement à émerger avec la Seconde Guerre Mondiale, face à la menace allemande sur les échanges transatlantiques¹²⁷. Cela va conduire à la signature des premiers accords en matière de défense entre le Brésil, ses

¹²⁵ P. PENNA FILHO, « Reflexões sobre o Brasil e os desafios do Atlântico Sul no início do século XXI », dans FERNANDO GHELLER (Coord.) *Amazônia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil*, IPEA, 2015, p. 150.

¹²⁶ P. PENNA FILHO, *Regionalismo, Segurança e Cooperação : O Atlântico Sul como espaço de possibilidades entre o Cone Sul e África Austral*, présenté lors du XXVII Encontro Anual da ANPOCS- Caxambu -MG- 21 a 25 de Outubro 2003, Universidade Federal de Mato Grosso, p. 2.

¹²⁷ P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian- African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat Université de Lisbonne, p. 63.

voisins et les États-Unis. Ainsi, en 1947 est signé l'Accord Interaméricain d'Assistance réciproque, puis en 1952 l'Accord militaire entre le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay conduisant à la réalisation des exercices conjoints dits UNITAS (« United International Anti-submarine Warfare training ») avec les États Unis. Puis, plus tard est créée l'AMAS (Area Maritima do Atlântico Sul), qui donnera forme à la première architecture régionale sud-américaine orientée aussi bien vers la régulation du trafic maritime que sur la coopération en matière de défense.

Par ailleurs, la période de 1960 jusqu'à 1970 est celle durant laquelle il y a eu une tentative de militarisation de l'espace atlantique à travers notamment la proposition de création d'organisations militaires impulsée par certains États¹²⁸.

La première de ces initiatives avait été lancée par Buenos Aires en 1956, qui proposait de créer une organisation de Défense pour l'Atlantique Sud, et avait organisé une réunion tripartite avec le Brésil et l'Uruguay. Néanmoins, cette première initiative n'avait pas été perçue de façon positive par Brasilia, qui y voyait une tentative pour l'Argentine d'accentuer son influence dans la région. Dès lors, malgré la participation du Brésil à ladite réunion, la proposition argentine n'a pas connu de suite et Brasilia avait alors rappelé son opposition à la création d'une organisation régionale en dehors du Traité de Rio¹²⁹ au sein duquel participent les États-Unis¹³⁰.

La seconde proposition de création d'un pacte militaire a été présentée officiellement par Prétoria en 1969. Cette nouvelle proposition s'inscrivait dans un contexte brésilien différent de la première initiative. En effet, dès 1964, avec le coup d'État militaire de Castelo Branco, l'intérêt pour la Marine brésilienne de participer à un pacte militaire dans l'Atlantique Sud s'était amplifié¹³¹. L'initiative de Pretoria proposait d'établir un pacte militaire qui s'inspirait de l'OTAN, ayant pour but de promouvoir « la défense de l'hémisphère sud contre l'expansion communiste »¹³². Ce projet sud-africain avait deux versions, la première prévoyait une association avec 4 États de l'hémisphère sud : le Brésil, l'Australie, la Nouvelle Zélande et

¹²⁸ P. PENNA FILHO, « Reflexões sobre o Brasil e os desafios do Atlântico Sul no início do século XXI », dans FERNANDO GHELLER (coord) *Amazônia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil*, IPEA, 2015, p. 151.

¹²⁹ A. HURELL, «The Politics of South Atlantic Security: A survey of proposals for a South Atlantic Treaty Organization », *International Affairs (Royal Institute for International Affairs 1944)*, Vol 59, n°2, 1983, p.186.

¹³⁰ Le Traité de Rio, encore connu comme le Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR) a été signé en 1947 par 19 États américains sauf le Canada. Ce traité prévoyait qu'en cas d'agression sur le sol d'un État membre du Traité, les autres États pouvaient intervenir en cas de légitime défense. Le contexte dans lequel a été élaboré ce traité est celui de la fin de la deuxième Guerre Mondiale et le début de la Guerre froide.

¹³¹ P. PENNA FILHO, *op. cit.*, p. 152.

¹³² P. PENNA FILHO, *Regionalismo, Segurança e Cooperação : O Atlântico Sul como espaço de possibilidades entre o Cone Sul e África Austral*, présenté lors du XXVII Encontro Anual da ANPOCS- Caxambu -MG- 21 a 25 de Outubro 2003, Universidade Federal de Mato Grosso, p. 2

l'Afrique du Sud. Cependant, ce projet était ambitieux et Pretoria opta pour mener les négociations séparément, d'un côté avec l'Australie et la Nouvelle Zélande et de l'autre, avec le Brésil et l'Argentine¹³³.

Par ailleurs, le discours véhiculé à travers ledit projet soulignait l'idée de la menace de l'expansion communiste sur le continent africain et dans l'Atlantique Sud. Derrière cet argument central, se cachait la volonté de Pretoria de réduire sa situation d'isolement international, à travers une stratégie de politique extérieure de « outward movement »¹³⁴ impulsé par Vorster dès 1966¹³⁵.

Cette proposition de Pretoria n'a pas abouti, en raison de la réticence de l'Itamaraty¹³⁶, pour qui, d'un point de vue politique, l'initiative sud-africaine visait à réduire l'isolement diplomatique de l'Afrique du Sud et l'accepter aurait constitué une erreur pour Brasilia¹³⁷. En effet, aucune menace réelle ne pesait alors dans l'Atlantique, et le « coût politique » que supposait un rapprochement avec Pretoria n'était pas envisageable. Toutefois le débat interne qu'a suscité ce projet de Pretoria a mis en lumière l'opposition des positions entre l'Itamaraty et le Ministère de la Défense.

Néanmoins, dès les années 1970, l'autonomie stratégique militaire brésilienne dans l'Atlantique Sud a été recherchée et cela, d'abord avec la remise en question des accords passés avec les États Unis qui autorisaient une présence navale permanente américaine dans les eaux brésiliennes, et notamment sous la présidence de Ernesto Geisel (1974-975) avec la révocation de l'accord signé en 1952, offrant ainsi « une plus grande indépendance à la marine brésilienne »¹³⁸ ; puis, avec les débuts du projet de construction de sous-marins nucléaires.¹³⁹ C'est également en 1970 que le Brésil étend ses eaux territoriales à 200 miles

¹³³ P. PENNA FILHO, « Reflexões sobre o Brasil e os desafios do Atlântico Sul no início do século XXI », p.152.

¹³⁴ Il s'agit d'une stratégie de dialogue impulsée par le Premier Ministre sud-africain de l'époque, Johannes Vorster (1966-1978), qui proposait la négociation de pactes de non-agression avec certains gouvernements africains voisins. L'intérêt était de réduire les risques d'infiltration du communisme dans la zone de l'Afrique australe. Cette stratégie se déploie également vis-à-vis d'autres États en dehors du continent africain, en l'occurrence les partenaires sud-américains.

¹³⁵ A. HURELL « The Politics of South Atlantic Security: A survey of proposals for a South Atlantic Treaty Organization », *International Affairs (Royal Institute for International Affairs 1944)*, Vol 59, n°2,1983, p180

¹³⁶ Ministère des Affaires étrangères Brésilien.

¹³⁷ P. PENNA FILHO, *op. cit.*, p.156.

¹³⁸ B-G. GUIMARÃES, « A política brasileira para o Atlântico Sul: uma visão paradigmática », Iero seminário de Ciência Política Estado e Democracia em mudança no século XXI, de 9 – 11 sept. 2015, Porto Alegre.

¹³⁹ *Ibid.*p.11.

puis, en 1975 il entre comme membre observateur du Traité¹⁴⁰ sur l'Antarctique¹⁴¹. Aussi, c'est au cours de l'année 1977 que le Général Meira Mattos souligne la nécessité pour le Brésil de développer une ambitieuse stratégie pour l'Atlantique Sud¹⁴². Cet ensemble d'actes illustre bien l'approche adoptée vis-à-vis de l'Atlantique Sud, qui apparaît de plus en plus important dans l'agenda stratégique brésilien.

Cette période s'est donc caractérisée par à la mise en œuvre du paradigme « développementaliste »¹⁴³ qui consistait à prioriser le développement économique et industriel du Brésil. Ainsi, durant cette période, l'Atlantique Sud est devenu une priorité stratégique brésilienne pour sa propre croissance industrielle, d'autant plus que les liens avec les pays africains sous Arturo Costa e Silva (1967-1969), Emilio Médici (1969-1974) et Ernesto Geisel (1974-1979), ont été accentués à travers des projets navals ; ce qui a redynamisé l'industrie navale brésilienne¹⁴⁴.

Cependant, la fin de la décennie de 1980 va être marquée par une profonde crise économique ayant des répercussions aussi bien externes qu'internes : c'est la « décennie perdue »¹⁴⁵. En effet, dès 1982 la crise de la dette touche l'ensemble des pays latino-américains, entraînant une hyperinflation et un recul en matière de développement. Dès lors, cette crise conduit à un changement de paradigme et la mise en place, dès les années 1990, des stratégies néolibérales à travers le Consensus de Washington¹⁴⁶.

Ainsi, ce contexte de crise affecte-t-il la manière dont Brasilia entend déployer son action au sein de l'Océan Atlantique.

1.2 De la fin de la dictature à la fin des années 1990

¹⁴⁰ Le traité sur l'Antarctique a été signé en 1959 entre sept États initialement, et est entré en vigueur en 1961. Il prévoit les activités pacifiques, la non-militarisation de l'Antarctique, la liberté des recherches scientifiques, la protection de la biodiversité et des écosystèmes. Aujourd'hui environ 54 États en sont signataires.

¹⁴¹ A. HURELL, « The Politics of South Atlantic Security: A survey of proposals for a South Atlantic Treaty Organization », *International Affairs (Royal Institute for International Affairs 1944)*, Vol 59, n°2, 1983, pp 179-193.

¹⁴² *Ibid.* p.185.

¹⁴³ Le paradigme développementaliste comprend trois courants : la socio-économie comparative, la théorie néo-keynésienne de la croissance et la théorie néo-classique. Le Brésil opte pour le modèle de la socio-économie comparative qui prévoit, entre autres, un développement industriel par l'introduction de nouvelles technologies, l'exportation de biens manufacturés.

¹⁴⁴ B-G. GUIMARÃES, « A política brasileira para o Atlântico Sul: uma visão paradigmática » *ibid.*, p.13

¹⁴⁵ La Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a désigné cette période de forte crise de la dette comme « décennie perdue ».

¹⁴⁶ En effet, contrairement aux stratégies de protectionnisme des marchés latino-américains, la libéralisation des marchés sera présentée comme une solution face à une crise continentale. Dès lors, de profondes réformes structurelles et des ajustements économiques ont été prônés par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale dans la réunion en 1989 à Washington. Parmi les réformes figuraient : la réforme fiscale, la libéralisation financière et économique, la discipline fiscale, la réorganisation des priorités de dépenses publiques, la privatisation d'entreprises publiques, entre autres.

La fin de la dictature militaire brésilienne ouvre une transition vers une approche axée autour de la coopération dans l'Atlantique Sud. Cela s'explique à la fois par des facteurs de mutation internationaux et par des évolutions au niveau interne qui, conjointement, conduisent à une nouvelle conceptualisation de la notion de sécurité.

Cette transition entre le dernier gouvernement militaire et le régime démocratique ne mène néanmoins pas à un changement drastique en matière de politique extérieure du Brésil¹⁴⁷, notamment en ce qui concerne l'Atlantique Sud et, on le verra plus tard, pour ce qui est de l'Afrique.

Toutefois, les différentes évolutions au niveau international ont amené Brasilia à adopter, toujours en continuité avec son approche pragmatique, une stratégie plus cohésive concernant l'Atlantique Sud. En effet, la Guerre des Malouines a eu de nombreuses conséquences, notamment la mutation de la scène géopolitique de l'Atlantique Sud¹⁴⁸. En effet, l'alignement des États-Unis avec la Grande Bretagne lors du conflit a montré la fragilité des États sud-américains et la vulnérabilité de l'espace sud-atlantique face à l'intervention d'États extérieurs. Dès lors, la création en 1986 de la Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) répondait à la volonté partagée par certains États africains, parmi lesquels le Nigeria, de « limiter l'influence des anciennes puissances coloniales dans l'Atlantique Sud. ». Il s'agissait aussi d'éviter la présence de puissances extrarégionales, ainsi que celle d'armes de destruction massive dans ledit espace sud-atlantique. Cette zone de paix et de coopération est créée grâce à l'adoption de la Déclaration 41/11 de l'Assemblée Générale des Nations-Unies dont l'initiative a été prise par le Brésil¹⁴⁹.

Toutefois au niveau interne, la création de cette zone en 1986 s'inscrit dans un contexte local marqué par de nouvelles orientations en matière d'insertion internationale et de modèle économique.

¹⁴⁷ J.F. SOMBRA SARAIVA, *O lugar da África, A dimensão Atlântica da Política Externa Brasileira (de 1946 a nossos dias)*, UnB, Brasília DF, 1996, p. 188.

¹⁴⁸ B-G. GUIMARÃES « A política brasileira para o Atlântico Sul: uma visão paradigmática », Iero seminário de Ciência Política Estado e Democracia em mudança no século XXI, de 9 – 11 sept 2015, Porto Alegre, pp.1-26.

¹⁴⁹ Bien que ladite déclaration ait obtenu le nombre suffisant de votes, elle a reçu le veto des États-Unis et l'abstention des États tels que la France, le Portugal, la Grande Bretagne. Cette zone de paix et de coopération réunit 24 États situés en bordure de l'océan Atlantique Sud : du côté sud-américain, elle réunit le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine, et du côté africain tous les États de la façade atlantique allant du Sénégal jusqu'à l'Afrique du sud post apartheid. La déclaration de création de la ZOPACAS prévoyait la préservation de la région sud-atlantique de mesures de militarisation, de course à l'armement, et l'absence d'armes nucléaires. Aussi, créée en plein contexte de Guerre Froide, ladite déclaration de 1986 énonce-t-elle également la non-extension dans la région des rivalités et conflits qui sont extérieurs à celle-ci.

En effet, comme le soulignent plusieurs auteurs¹⁵⁰, l'évolution de la stratégie concernant l'Atlantique Sud, est tributaire de la politique extérieure du Brésil qui reflète la plupart du temps les besoins des modèles économiques internes.¹⁵¹ En effet, la période désignée par le terme de « politique extérieure pragmatique » correspond justement à une orientation pragmatique de l'économie visant à favoriser la libéralisation de l'investissement. Ainsi, la politique extérieure viendrait-elle appuyer cette orientation économique.

Au niveau national, avec l'arrivée au pouvoir de Fernando Collor (1990-1992) et des gouvernements suivants, l'Atlantique Sud va perdre de sa dimension stratégique en raison notamment du changement d'orientation de paradigme axé plutôt vers des considérations néolibérales, lesquelles auront pour conséquence, entre autres, un alignement avec les États occidentaux. La principale conséquence va en être la réduction des budgets. Ainsi comme le souligne Guimaraes, dès les années 1990, va-t-il y avoir une réorientation du modèle d'insertion internationale des politiques brésiliennes concernant l'Atlantique Sud. Toujours d'après lui, celle-ci a conduit à « une perte de l'influence brésilienne dans l'Atlantique Sud »¹⁵².

Néanmoins, l'Atlantique Sud et la dynamique interrégionale Sud-Sud instaurée dès 1986 va perdre de l'intérêt de la part des États participants et cela en raison d'un contexte économique international contraignant pour les deux régions à cette période. Ainsi, après la dernière réunion tenue en 1999 à Buenos Aires, les réunions ministérielles prévues de se tenir tous les deux ans ont été stoppées. Cette rencontre ministérielle de 1999 est considérée comme un échec en raison du manque de consensus concernant le processus de mise en œuvre d'un plan d'action pour la ZOPACAS¹⁵³. Dès lors, s'ouvre une période de huit ans, durant laquelle aucune autre initiative de dialogue au niveau interrégional n'est mise en place entre les États membres.

Cette période de ralentissement des activités de la ZOPACAS, souvent qualifiée d'« hibernation »¹⁵⁴, n'a pas pour autant conduit à un silence en matière de questions maritime,

¹⁵⁰ A. HURRELL, «The Politics of South Atlantic Security : A survey of proposals for a South Atlantic Treaty Organization », *International Affairs* (Royal Institute for International Affairs 1944), Vol. 59, n°2, 1983, pp. 179-193

¹⁵¹ C. MOORE, *Governing parties and Southern Internationalism: a neoclassical realist approach to the foreign policies of South Africa and Brazil 1999-2010*, Thèse de Doctorat, London School of Economics and Political Science, Sept 2011, p. 201.

¹⁵²B. GUIMARÃES, «A política brasileira para o Atlântico Sul: uma visão paradigmática » 1ero seminário de Ciência Política Estado e Democracia em mudança no século XXI, de 9 – 11 sept. 2015, Porto Alegre.

¹⁵³ M.GOMES DA COSTA, «O Atlântico Sul e A Proposta da zopacas no pós-redemocratização do brasil », *Trabalho preparado para sua apresentação no 9o Congresso Latinoamericano de Ciência Política, organizado pela Associação Latino-americana de Ciência Política (ALACIP). Montevideo, 26 ao 28 de julho de 2017*, p. 7.

¹⁵⁴ F.MATTHEIS, « Volatile Interregionalism : The case of South Atlantic Relations », dans MATTHEIS, A. LITSEGARD (ed) *Interregionalism across the Atlantic Space*, United Nations University, Vol. 15, Springer, Bruges, 2018, pp. 33-50.

sécuritaire et défense entre les États membres. En effet, des contacts et des coopérations au niveau bilatéral se sont poursuivis, la grande majorité à l'initiative du Brésil auprès de certains partenaires clés tels que la Namibie, l'Angola ou encore l'Afrique du Sud. Ces contacts et relations illustrent bien l'intérêt politique constant de Brasilia pour cet espace sud-atlantique durant cette période.

Aussi, outre le maintien de relations au niveau bilatéral, la période de ralentissement des activités de la ZOPACAS correspond à un moment durant lequel des initiatives de structuration de l'architecture régionale en matière de défense se sont mises en œuvre notamment du côté africain. Il y a donc un processus de maturation et de structuration enclenché, qui est essentiel, car l'efficacité de la ZOPACAS dépend directement de la capacité des deux rives à être structurées à travers de organes.

1.3 Depuis les années 2000

Les années 2000 vont néanmoins marquer un tournant important dans l'approche du Brésil vis-à-vis de l'Atlantique Sud. En effet, alors que cet océan avait perdu de son intérêt, de nouveaux facteurs vont réactiver sa dimension stratégique, notamment son potentiel économique. L'intérêt économique que va connaître l'Atlantique Sud au début du XXIème siècle provient de deux éléments : d'une part, il résulte de la croissance des échanges commerciaux et des exportations brésiliens vers le commerce international, qui passe par voie maritime et accentue donc l'intérêt pour la sécurisation de l'Atlantique Sud, d'autre part, dès 2007, la découverte de réserves de pétrole dans la zone de pré-sel aux larges des côtes brésiliennes constituant l'équivalent de 4 fois les réserves d'hydrocarbures nationales de l'époque,¹⁵⁵ renforce considérablement l'attrait du gouvernement brésilien pour ces ressources énergétiques situées dans l'Atlantique Sud.

Dès lors, la découverte desdits gisements va rehausser la dimension stratégique de l'Océan Atlantique Sud, d'autant plus que d'autres gisements off-shore ont également été signalés du côté de la rive africaine¹⁵⁶. Au vu de ces nouvelles découvertes, les États extrarégionaux vont chercher à assurer leur sécurité énergétique et ils mettront en œuvre des

¹⁵⁵ A. ABDENUR, D. MARCONDES DE SOUZA, « Brazil's Maritime Strategy in the South Atlantic: The nexus between Security and Resources », Occasional Paper n°161, *Global Powers and Africa program SAIIA*, November 2013, p. 7.

¹⁵⁶ Le concept géologique de « miroir » consiste « pour des compagnies pétrolières à prendre des permis d'exploration de l'autre côté de l'Atlantique lorsqu'elles découvrent des gisements offshore de ce bassin. Les deux continents américain et africain ne formant qu'un seul bloc il y a plusieurs millions d'années, la géologie de certaines zones, aujourd'hui pourtant très éloignées, peut s'avérer très similaire. C'est ainsi que les découvertes au Brésil ont relancé l'exploration dans certaines zones africaines et inversement » selon B. AUGÉ « Le Bassin Atlantique : une nouvelle géopolitique des hydrocarbures entre les Amériques et l'Afrique », *la Découverte "Hérodote"*, n°155, 2014, pp. 22-42.

initiatives visant à assurer leur présence dans l'Atlantique Sud. Ce sera notamment le cas des États-Unis qui, en 2008 a réactivé sa IV^e flotte dans l'Atlantique Sud et a mis en œuvre un rapprochement vis-à-vis des États africains à travers le programme AFRICOM, entre autres¹⁵⁷.

Ces initiatives ont suscité l'inquiétude du côté de Brasilia, qui au lendemain du déploiement de la IV^e Flotte américaine avait convoqué l'Ambassadeur américain pour qu'il puisse répondre aux questions des parlementaires brésiliens¹⁵⁸.

Par ailleurs, les États-Unis n'ont pas été les seuls États extrarégionaux à montrer un intérêt croissant et renouvelé pour l'espace de l'Atlantique Sud. Certains États européens tels que la France, le Royaume-Uni ont renforcé leur présence militaire dans ledit espace, notamment sur la façade africaine¹⁵⁹.

Aussi, conjointement à la découverte des gisements d'hydrocarbures, la cristallisation autour de l'Atlantique Sud va-t-elle être accentuée par la recrudescence des enjeux sécuritaires tels que les actes de piraterie (particulièrement dans le Golfe de Guinée) mais aussi le trafic de drogue dont les réseaux internationaux partent des pays producteurs d'Amérique latine vers les pays africains avant de rejoindre le continent européen.¹⁶⁰

Dès lors, face à ces différentes initiatives et enjeux, le Brésil va chercher à affirmer le contrôle des principales routes maritimes qui passent par l'Atlantique Sud en vue d'assurer une sécurité économique et chercher à mettre en place une forme de dissuasion vis-à-vis des acteurs extrarégionaux. C'est dans ce contexte qu'arrive au pouvoir le président Lula Da Silva, et que va être élaborée la nouvelle stratégie de défense pour l'Atlantique Sud dès 2003. Ainsi, cette stratégie comprend à la fois des facteurs internes et des initiatives externes qui lui donneront une certaine forme.

Au niveau interne, la stratégie concernant l'Atlantique Sud va se caractériser par un rapprochement civil-militaire d'une part, et par des relations étroites entre les Ministères de la Défense et l'Itamaraty d'autre part. Le rapprochement civil-militaire renvoie à l'alignement discursif entre les parlementaires brésiliens et les fonctionnaires du Ministère de la Marine et de la Défense autour notamment de la question de la nécessité de « la défense stratégique de

¹⁵⁷ Le chapitre suivant s'attarde sur les différents programmes de coopération avec les partenaires extrarégionaux. Cf. Chapitre 2: l'Atlantique sud d'une perspective africaine.

¹⁵⁸ L'ambassadeur américain avait été convoqué conjointement avec les Ministres de la Défense Nelson Jobim, et le Ministre des Affaires étrangères, Celso Amorim, devant la Commission des Relations Extérieures du Sénat Fédéral, selon M. GOMES DA COSTA, « O Atlântico Sul e A Proposta da ZOPACAS no pós Redemocratização do Brasil », 9^o Congresso Latinoamericano de Ciência Política, organizado pela Associação Latino-americana de Ciência Política (ALACIP). Montevideo, 26 ao 28 de julho de 2017 p. 12.

¹⁵⁹ Voir Chapitre 2 : l'Atlantique sud d'une perspective africaine.

¹⁶⁰ Voir Carte n°3 : Flux de Cocaïne 2016, p.135 présente thèse.

l'Atlantique Sud » et celle de moderniser la capacité de la Marine brésilienne notamment avec la poursuite du projet d'acquisition de sous-marins nucléaires¹⁶¹. En effet, les parlementaires brésiliens au cours des débats parlementaires ont à plusieurs reprises exprimé une vision semblable à celle défendue par le Ministère de la Marine, et ont ainsi permis au pouvoir législatif d'influencer le processus décisionnel de la politique extérieure brésilienne¹⁶². De plus, comme l'ont souligné certains auteurs, les liens étroits entre les Ministères brésiliens de la Défense et des Affaires étrangères dès 2003, a permis la mise en place d'une stratégie complémentaire. En effet, la cohésion entre lesdits ministères n'a pas toujours eu lieu, et s'était illustrée par des prises de position antagonistes¹⁶³. Ainsi, notamment pour ce qui concerne l'Atlantique Sud, « le secteur de la Défense va apparaître comme un des instruments efficaces de la diplomatie brésilienne et de sa politique extérieure sur le moyen et long terme »¹⁶⁴. Il y aura donc, dès le premier mandat du président Lula, une corrélation entre le projet de coopération navale-maritime et les objectifs de la Politique africaine de Brasilia. Cela a notamment été le cas avec la Namibie en 2003 où les accords en matière de défense ont entériné la stratégie de politique extérieure de Brasilia. Dès lors, la convergence entre les deux ministères permet au Brésil de mettre en place une stratégie cohérente et d'apparaître comme un acteur crédible.

Par ailleurs, cet intérêt renouvelé pour l'Atlantique Sud s'inspire de travaux effectués des décennies auparavant par des géo-politologues brésiliens, mais qui n'avaient pas été pris en compte. Ainsi, l'orientation vers l'expansion de l'espace stratégique atlantique correspond aux travaux du célèbre géo-politologue Mario Travassos, mais aussi ceux du Général Meira Mattos qui, dès les années 1977 soulignait la dimension économique d'une stratégie atlantique du Brésil, ou encore ceux de Therezinha de Castro qui avait formulé « la thèse des triangles stratégique de l'Atlantique Sud »¹⁶⁵.

C'est donc à partir de ces deux facteurs internes que vont être mises en place les différentes initiatives de la stratégie brésilienne pour l'Atlantique Sud. Dès l'arrivée au pouvoir de Lula da Silva, la stratégie du Brésil a donc suivi plusieurs étapes :

¹⁶¹ M.GOMES DA COSTA, « O Atlântico Sul e A Proposta da ZOPACAS no pós-redemocratização do Brasil », *Trabalho preparado para sua apresentação no 9o Congresso Latinoamericano de Ciência Política, organizado pela Associação Latino-americana de Ciência Política (ALACIP)*. Montevideo, 26 ao 28 de julho de 2017, p. 12

¹⁶² *Ibid.* p.14.

¹⁶³ Cf. la question du Pacte de l'OTAS présenté par Pretoria en 1969 qui avait cristallisé les divergences perspectives entre les deux Ministères.

¹⁶⁴ M. GOMES DA COSTA, *op.cit.*, p. 15.

¹⁶⁵ A.L. VARELLA NEVES, «Atlântico sul: projeção estratégica do Brasil para o século XXI», dans FERNANDO GHELLER (coord) *Amazônia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil*, IPEA, 2015. pp. 232-262.

D'abord, il a été question de réaffirmer les frontières maritimes du Brésil, et cela à travers la requête pour l'expansion de la plateforme continentale allant jusqu'à 350 milles, déposée en 2006 à la Convention des Nations Unies pour le Droit de la Mer, qui avait accepté 75% de ladite requête¹⁶⁶. Cette démarche visait à étendre la souveraineté du Brésil au-delà des 12 milles en vue d'assurer sa propre sécurité énergétique¹⁶⁷.

Puis la création de l'appellation « Amazonie bleue » par la Marine brésilienne va constituer un élément important dans la stratégie brésilienne. En effet, cette appellation désigne l'étendue de la frontière maritime du Brésil; elle vise à attirer « l'attention sur les richesses (de cet espace) et la nécessité d'avoir des moyens capables de le défendre de la cupidité internationale »¹⁶⁸.

Elaboré et introduit en 2004 par l'Amiral Roberto Guimaraes Carvalho¹⁶⁹, ce concept visait donc à sensibiliser l'opinion publique sur l'importance de cet espace maritime brésilien. Car en effet, durant les décennies précédentes, l'attention des autorités brésiennes avait été concentrée sur le maintien des frontières terrestres et notamment les questions relatives à l'Amazonie¹⁷⁰. Ainsi l'Amazonie bleue désigne-t-elle l'étendue de la Zone Économique Exclusive (ZEE) du Brésil, fixée à 200 milles nautiques selon la Convention de Montego Bay¹⁷¹, et aussi la plateforme continentale qui s'étend à 350 milles nautiques. Cela représente environ pour la Zone Économique Exclusive (ZEE) 35.390.919 kilomètres carrés, et pour la plateforme continentale 960.000 km¹⁷². L'appellation « Amazonie bleue » employée par le Ministère de la Défense, répond dès lors à un double intérêt : celui de souligner l'importance de cet espace, et donc justifier l'intérêt et les fonds octroyés pour le domaine de la Défense, la modernisation des équipements, la revitalisation de la ZOPACAS et des projets de coopération avec les pays sud-américains et africains. Comme le souligne Abdenur, l'appellation « Amazonie Blue » comprenait une dimension nationale importante, puisque la campagne « Amazonie Blue » lancée par la Commission Interministérielle pour les ressources de la mer

¹⁶⁶L-E. ROCHA PAIVA, «O jogo do poder na faixa atlântica do entorno estratégico nacional e seus reflexos para a defesa e projeção do Brasil» in FERNANDO GHELLER (coord.) *Amazônia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil*, IPEA, Brasília 2015, p. 188.

¹⁶⁷ *ibid*, p. 191.

¹⁶⁸ L.E. ROCHA PAIVA, *op.cit.*, p.191.

¹⁶⁹ M.HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, « A Nuclear submarine in the South Atlantic: the framing of Threats and Deterrence », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, vol. 39(2), Quarterly, 2017, pp. 329-350.

¹⁷⁰ M.WIESEBRON, « Blue Amazon: Thinking the Defense of the Brazilian Maritime Territory », *Austral Brazilian Journal of Strategy and International Relations*, v2, n°3, Jan/Jun 2013, p. 102.

¹⁷¹ La Convention de Montego Bay, aussi connue comme la « Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer » a été élaborée en 1982; elle reconnaît des droits et établit le concept des Zones économiques Exclusives des États à 200 milles, correspondant à un espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources.

¹⁷² M.WIESEBRON, *op.cit.*, p. 103.

(CIRM) visait à augmenter l'attention populaire sur l'océan, à travers la divulgation de matériel didactique créé par le Programme de Mentalité Maritime (PROMAR)¹⁷³.

La réactivation de la ZOPACAS dès 2007 a présenté un double intérêt de la part de Brasilia; d'abord, en matière de défense et de sécurité, la participation à la reprise des réunions de la ZOPACAS permettait d'assurer une forme de sécurisation d'une zone hautement stratégique en commun avec les pays africains: en effet, outre l'intérêt stratégique de cet espace atlantique, le maintien de relations de coopération bilatérale et multilatérale avec les pays de la rive africaine permet au Brésil de contrôler au mieux la zone appelée la « gorge de l'Atlantique » qui représente la zone la plus étroite de l'océan situé entre le 6^e parallèle Sud et 12^e parallèle Nord et qui sépare la ville de Natal (Brésil) de la Guinée Bissau, ou encore du Cap Vert¹⁷⁴.

D'autre part, la réactivation de la ZOPACAS, qui constitue une plateforme transnationale, offre à Brasilia un nouvel espace au sein duquel déployer ses aspirations de leader en dehors de l'Amérique du Sud.

2 L'Atlantique Sud comme espace de projection internationale

Dès lors dans le cas brésilien, l'Atlantique Sud devient un nouveau théâtre au sein duquel Brasilia tentera de poursuivre ses intérêts stratégiques : sa projection internationale, sa reconnaissance internationale et la redistribution du pouvoir sur la scène internationale.

2.1 La projection de son influence au-delà de l'Amérique du Sud

La métaphore de la ZOPACAS comme tremplin pour la projection internationale du Brésil au-delà de sa zone d'influence en Amérique du Sud se justifie au regard des différentes ambitions globales poursuivies par Brasilia. En effet, en tant qu'unique enceinte réunissant les États du littoral atlantique africain et sud-américain, la zone de paix et de coopération offre l'avantage d'une visibilité au niveau international. Or justement, l'acquisition d'une plus grande visibilité sur la scène internationale est au cœur de la stratégie proactive du Brésil qui, dès les années 2000, multiplie sa participation dans des coalitions internationales.

¹⁷³ A.ABDENUR,D. MARCONDES, « O Atlântico Sul e a Cooperação em defesa entre o Brasil e a Africa», in R.NASSER, R.MORAES(org) , *O Brasil e a segurança no seu entorno estratégico : América do sul e Atlântico sul*, Brasília, IPEA, 2014, pp. 215-238.

¹⁷⁴ A. ABDENUR, D. MARCONDES DE SOUZA NETA, « O Brasil e a cooperação em defesa: a construção de uma identidade regional no Atlântico Sul» , *Revista Brasileira de Política Internacional*, 57(1), 2014, p. 14.

Par ailleurs, la projection qu'entend déployer Brasilia vise à renforcer son influence dans l'Atlantique sud en vue de se hisser au cœur des initiatives et d'y exercer un certain protagonisme.

En effet, partant d'une perspective brésilienne, l'Océan Atlantique est un espace au sein duquel ce pays doit pouvoir exercer sa souveraineté et dissuader la présence de forces extérieures, mais surtout il apparaît comme un espace d'action.

Dès lors, la réactivation de la ZOPACAS et la proactivité du Brésil au sein de différents forums transnationaux visent à émettre un message clair vers l'extérieur : celui du Brésil en pleine montée en puissance et acteur clé du processus en cours de reconfiguration de l'Atlantique Sud. Cette image de promoteur et de leader du processus de rapprochement et de dialogue interrégional dans l'Atlantique Sud est utile dès lors que le Brésil aspire à un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies¹⁷⁵.

Suivant toujours cette même idée, l'usage de l'espace sud-atlantique dans le cadre d'une stratégie internationale plus large a été souligné par Abdenur *et al*, pour qui le Brésil déploie et met en œuvre une stratégie d'hégémonie consensuelle¹⁷⁶.

L'usage stratégique de l'espace sud-atlantique en termes de projection internationale fait partie d'une option stratégique des pays émergents, notamment ceux des BRICS, qui « étendent leurs puissances militaire et diplomatique vers des espaces maritimes comme moyen d'accroître leur standing international et obtenir la reconnaissance par la communauté internationale »¹⁷⁷. Concrètement, cela revient donc à dire que l'Atlantique Sud est à la fois le théâtre et le moyen par lequel la stratégie de politique extérieure vers les partenaires africains se met en œuvre à travers notamment la pluralité des structures existantes entre les pays africains et le Brésil.

¹⁷⁵ Cette ambition internationale est antérieure à l'arrivée au pouvoir du gouvernement du président Ignacio Lula da Silva et faisait déjà partie des aspirations des gouvernements notamment sous Cardoso (1995-2003).

¹⁷⁶ Le terme d'hégémonie consensuelle renvoie à une stratégie ne reposant pas sur des éléments coercitifs en vue d'obtenir la participation ou l'approbation d'autres acteurs. Burges applique cette notion au cas du Brésil, en soulignant qu'ayant des ressources militaires et économiques limitées, le Brésil a mis en place une stratégie visant à créer un consensus à travers la diffusion d'idées tout en laissant implicitement perceptibles les coûts et les opportunités pour les autres États de se dévier ou de s'associer à la vision brésilienne. S'appuyant sur les travaux de certains auteurs tels que Gilpin, Krasner et Cox, la notion d'hégémonie consensuelle met l'accent sur le rôle des idées. Ainsi, contrairement aux postulats néoréalistes, l'école gramscienne analyse-t-elle l'hégémonie non pas comme une domination exercée par un État, mais plutôt comme une structure créée à travers l'accord consensuel entre plusieurs États portée par un État prédominant. S.W. BURGES, «Consensual Hegemony: Theorizing Brazilian Foreign Policy after the Cold War». *International Relations*, 2008 vol. 22:2, pp. 63-84.

¹⁷⁷ F. VREY, « A Blue BRICS, Maritime Security, and the South Atlantic », in: A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Eds.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly. p. 233.

Par ailleurs, au-delà d'une projection internationale individuelle, l'intensification des réunions et du dialogue dans le cadre de la ZOPACAS conduit les États riverains à projeter une réappropriation de cet espace et participe à l'image d'un espace commun.

Aussi, en plus de vouloir projeter son influence par-delà l'Amérique du Sud, le Brésil aspire à un certain degré de reconnaissance internationale.

2.2 L'ambition d'une reconnaissance internationale

Très souvent abordée dans les études portant sur les stratégies de politique extérieure des pays émergents, la recherche de reconnaissance internationale est désignée comme étant l'un des principaux objectifs poursuivis par ces États. S'il est vrai que cet intérêt occupe une place importante dans l'agenda international de pays tels que le Brésil, il n'en demeure pas moins que la définition de la reconnaissance internationale est très peu présentée.

Cette notion de reconnaissance internationale renvoie à deux grandes idées, elles-mêmes issues de deux perspectives. En effet, d'un point de vue réaliste, la recherche de reconnaissance internationale vise la poursuite de prestige international et la reconnaissance de la puissance d'un État en termes matériels. Or, cette première perspective est complémentaire à une approche intersubjective où la reconnaissance internationale renvoie à un processus par lequel les États sont reconnus comme étant des membres égaux et à part entière, et comme des agents avec des besoins et des intérêts distincts qui peuvent coïncider ou non avec les intérêts présumés universels des États.¹⁷⁸

Pris conjointement, ces deux dimensions de la notion de reconnaissance internationale, appliquées au cas du Brésil, mettent en exergue le double aspect de la démarche de Brasilia. D'une part, il s'agit d'être reconnu par les autres États membres de la ZOPACAS comme un acteur central ayant son mot à dire; et d'autre part, l'ambition est d'être reconnu par l'ensemble des États, cette fois-ci au-delà du contexte sud-atlantique, comme un acteur crucial dont la capacité et l'influence seraient sans équivoque. C'est donc cette ambition qui est perceptible en filigrane dans l'effort de dissuasion et de renforcement de la capacité matérielle menée par Brasilia en vue d'assurer sa présence et sa capacité de projection maritime.

Par ailleurs, la recherche d'un plus grand protagonisme de la part du Brésil au sein de la Zone de paix et de coopération dans l'Atlantique Sud s'accompagne d'une volonté de modifier le statu quo en termes de distribution de pouvoirs dans cet espace hautement stratégique. Une

¹⁷⁸ P.NEL, « Redistribution and recognition: what emerging powers want », *International studies*, oct. 2010, vol36, n°4, p. 954.

fois encore, la ZOPACAS apparaît comme un instrument efficace à partir duquel Brasilia aspire à influencer les décisions prises, mais surtout, à y diffuser sa propre lecture et conception des menaces dans la zone. Ainsi, comme le souligne Seabra, le Brésil cherche à répandre sa conceptualisation des alentours maritimes, et aussi à développer un raisonnement collectif pour l'Atlantique Sud.¹⁷⁹ En effet, comme cela est abordé dans la section suivante, plusieurs processus dynamiques et circulaires d'idées sont présents au sein de ladite zone de paix et de coopération.

Bien plus qu'un espace de projection internationale, l'Atlantique Sud s'inscrit au centre des relations Afrique-Brésil, qui ont connu au fil des siècles des évolutions.

3 L'Atlantique Sud, au cœur des relations Brésil-Afrique

Étant la frontière naturelle séparant la rive brésilienne de l'africaine, l'Atlantique Sud a constitué un enjeu central au cœur des relations Brésil-Afrique. Cela est d'autant plus vrai si l'on observe de plus près la dimension atlantique qui caractérise la politique extérieure brésilienne d'une part, et la coopération en matière de défense entre Brésiliens et Africains, d'autre part.

3.1 La dimension atlantique de la Politique Extérieure brésilienne

Compris comme un espace ouvrant directement sur le continent africain, l'Océan Atlantique est perçu comme un espace privilégié d'action de politique extérieure du Brésil pour l'Afrique.¹⁸⁰ Dès lors, l'expression « dimension atlantique » de la politique extérieure brésilienne se réfère à cet ensemble de politiques et stratégies mises en œuvre au fil des décennies par Brasilia à l'égard du continent africain et de l'espace maritime commun qu'est l'Atlantique Sud.

La dimension atlantique de la politique extérieure du Brésil a évolué et n'a pas toujours renfermé les mêmes enjeux au fil des décennies. Ainsi, plusieurs grands moments peuvent-ils être distingués.

- Durant les années 1940, le Brésil, alors très proche du Portugal, poursuivait comme objectif de politique extérieure le soutien à la mission civilisatrice du Portugal en Afrique. Dans

¹⁷⁹ P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, *op. cit.* p. 70.

¹⁸⁰ J.F. SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*, p. 13.

cette optique, le Brésil s'auto-identifiait comme le médiateur entre l'Europe et les civilisations tropicales. Il avait ainsi pour rôle dans l'Atlantique d'aider et de renforcer la culture et la langue portugaises en Afrique¹⁸¹. Il y avait donc à cette époque deux politiques africaines du Brésil. L'une, générale, de rapprochement vers le continent africain, qui soutenait l'ouverture commerciale et la solidarité envers les mouvements de décolonisation ; et l'autre, qui admettait la continuité du colonialisme dans les colonies portugaises en Afrique¹⁸². Sous le gouvernement Quadros e Goulart (1961-1964) la stratégie africaine s'est construite autour d'un discours culturaliste, qui mettait l'accent sur l'identité culturelle, l'histoire commune et la familiarité entre les deux rives de l'Atlantique Sud.

- Un autre grand moment de l'évolution de la dimension atlantique de la politique extérieure brésilienne s'ouvre avec la reconnaissance par le Brésil de l'indépendance de l'Angola en 1975, qui marque la rupture de l'alignement du Brésil vis-à-vis de la politique portugaise en Afrique. Dès lors, Brasilia met en place sa stratégie propre à l'égard du continent africain. Comme nous l'avons déjà évoqué, la mise en place d'une politique à l'égard du continent africain s'est toutefois accompagnée d'ambiguïtés de la part de Brasilia. La réévaluation de l'importance de la dimension atlantique de la politique extérieure s'accompagne de la redéfinition du rôle international du Brésil et de la diversification de ses relations extérieures sans barrières idéologiques, sous le gouvernement de Geisel (1974-1979)¹⁸³.

Au fil des décennies et au rythme des crises qui ont secoué la scène internationale, l'espace atlantique s'est retrouvé au cœur des relations Afrique-Brésil dans le sens où les principaux accords de coopération se sont essentiellement orientés vers les domaines de la défense et de la sécurité, les principaux partenaires africains se concentrant par ailleurs sur la rive atlantique du continent africain.

3.2 La coopération en matière de défense, axe central des liens Brésil-Afrique

Très peu étudiée, la coopération entre le Brésil et les pays africains dans le domaine de la défense et de la sécurité maritime existe depuis la signature des premiers accords passés au lendemain des indépendances africaines.

¹⁸¹ J.F. SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*, p. 52.

¹⁸² *Ibid.*, p. 88.

¹⁸³ LECHINI. G, *Argentina y África en el espejo de Brasil: ¿política por impulsos o construcción de una política exterior?* 1. Ed, Buenos Aires, CLACSO, 2006

L'intérêt du Brésil à impulser à nouveau sa coopération en matière de défense a été présenté à travers le document de Politique Nationale de Défense de 2005. Ce document soulignait la vocation maritime du Brésil, l'importance de la consolidation de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud, ainsi que l'importance de la projection du Brésil dans l'Atlantique Sud. Cet intérêt renouvelé s'est confirmé avec la publication de la Stratégie Nationale de Défense de 2008, et le Livre Blanc de Défense Nationale de 2012. Dans les faits, cet intérêt s'est traduit par une augmentation significative du nombre de nouveaux accords de coopération bilatéraux en matière de défense avec les partenaires africains.

Ces accords de coopération, qui concernent principalement les États de la façade atlantique, englobent diverses activités. Ainsi, selon Seabra, les initiatives en matière de défense suivent trois modalités générales, ou encore trois axes :

D'abord, la participation à différentes opérations de maintien de la paix en Afrique. Le Brésil a notamment participé aux opérations des Nations-Unies en Angola, UNAVEM I, UNAVEM II (1991-1995) et UNAVEM III (1995-1997)¹⁸⁴.

Puis, les initiatives concernent également des échanges navals qui ont débuté dès les années 1960; la marine brésilienne effectuait déjà des formations et des visites dans la plupart des États riverains de l'Atlantique africain¹⁸⁵. Dès 1995, le Brésil rejoint l'Argentine, l'Uruguay et l'Afrique du Sud dans l'exercice biannuel de l'ATLASUR avant de rejoindre en 2000 l'exercice FELINO dans le cadre de la CPLP.¹⁸⁶

Et enfin, la vente d'équipements militaires à des partenaires africains : en l'occurrence, des avions et véhicules armés faisaient partie des initiatives mises en place par le Brésil¹⁸⁷.

Toutefois, dès les années 2000, ces trois axes vont connaître une accélération due au renouvellement de l'intérêt pour cet espace atlantique, initié notamment avec l'arrivée au pouvoir du président Lula. En effet, en ayant désigné l'Atlantique Sud comme un espace stratégique, Brasília mettra en œuvre plusieurs projets de coopération multisectoriels. Comme nous l'avons déjà souligné, l'alignement entre la politique extérieure et la politique de défense, surtout sous le gouvernement de Lula, a contribué à ce que les objectifs politico-diplomatiques soient intégrés conjointement à ceux de défense dans une stratégie commune. Ainsi, la

¹⁸⁴ P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat Université de Lisbonne, p. 67.

¹⁸⁵ *ibid.* p. 67.

¹⁸⁶ *ibid.* p. 68.

¹⁸⁷ Dans son travail de thèse, Seabra élabore un tableau détaillé qui reprend l'ensemble des équipements militaires brésiliens exportés en Afrique durant la période allant de 1970 à 2002. Cf. P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat Université de Lisbonne, p. 69.

coopération Sud-Sud brésilienne en matière de défense est mise en œuvre à travers plusieurs organes, aussi bien le Ministère de la Défense, que l'Agence Brésilienne de Coopération, ou encore le Ministère des Relations Extérieures, entre autres¹⁸⁸.

Cette coopération brésilienne qui s'intensifie dès 2003, se caractérise essentiellement par sa dimension technique de transfert de connaissances. Cela a notamment été le cas pour la Namibie, dont une grande partie de la marine a été formée à travers les formations et cours offerts à son personnel.

Par ailleurs, la Namibie n'est pas le seul exemple de réussite de la coopération brésilienne en matière de sécurité et défense maritime. La Guinée Bissau, le Cap Vert, São-Tomé et Príncipe, le Sénégal, le Bénin, le Nigeria et l'Angola¹⁸⁹ ont eux aussi bénéficié de programmes de formation et d'entraînement pour leurs marines nationales¹⁹⁰.

L'intérêt partagé par le Brésil et ses partenaires africains pour la sécurisation et la coopération dans l'Atlantique Sud ne s'est pas uniquement manifesté à travers ces différents accords bilatéraux, mais aussi via la réactivation de la ZOPACAS. Dès lors, de façon complémentaire à la dynamique bilatérale, le Brésil mettra en œuvre une stratégie particulière dans le cadre de la zone de paix et de coopération dans l'Atlantique Sud.

¹⁸⁸ D'autres acteurs ont participé aux accords de coopération en matière de défense : les Forces armées, les entreprises publiques et privées de l'industrie de la défense, telles que l'Entreprise brésilienne d'aéronautique, (EMBRAER), l'Entreprise de projets navals (EMGEPON), notamment dans la production et l'exportation d'armements et d'équipements.

¹⁸⁹ ADBENUR.A, MARCONDES.D, «O Atlântico sul e a cooperação em defesa entre o Brasil e a África», in NASSER.M.R,MORAES.R.F(org) *O Brasil e a segurança no seu entorno estratégico: América do sul e Atlântico Sul*, Ipea, Brasília 2014, pp. 215-238.

¹⁹⁰ L'annexe n°1 illustre bien la pluralité des dépenses de l'Agence Brésilienne de Coopération avec certains États africains en ce qui concerne des entraînements militaires dans l'Atlantique sud durant la période allant de 2010 à 2013.



Carte n°1 : États membres de la ZOPACAS, source : ROCHA PAIVA (2015).

Section 2 :

LE BRÉSIL DANS LA ZOPACAS

La présente section se fixe l'objectif de montrer comment, au sein de la ZOPACAS, le Brésil va endosser plusieurs rôles qui traduisent et illustrent bien la dualité de l'interrégionalisme Sud-Sud entre espace stratégique et espace de circulation idéationnelle. Partant de la perspective constructiviste, les idées et les perceptions qu'un Etat a sur le monde structurent le rôle que celui-ci entend avoir sur la scène internationale. Dès lors, tout au long de cette section nous aborderons les éléments cognitifs qui ont influencé la perception et l'action du Brésil dans le cadre de la Zone de paix et de Coopération de l'Atlantique Sud. Pour ce faire, dans un premier temps, il s'agira d'étudier le rôle de diffuseur idéationnel du Brésil, puis, sera analysé son rôle de leader au sein de cette même ZOPACAS.

1. Le rôle de diffuseur idéationnel

L'espace sud-atlantique a, conjointement à sa dimension stratégique et géopolitique, constitué un espace au sein duquel se sont forgées des perceptions concernant le modèle, le type et la nature des relations à mettre en place à travers le rapprochement Sud-Sud, ainsi que les menaces inhérentes à celui-ci.

Ainsi, l'interrégionalisme dans l'Atlantique Sud apparaît comme un ensemble d'idées et comme un espace de circulation idéale reposant sur trois mouvements : celui de la construction de l'auto-perception individuelle, de la diffusion et la circulation de part et d'autre d'idées intersubjectives et de la construction d'identités et compréhension communes.

Ainsi l'auto-perception individuelle repose-t-elle sur des éléments tels que la perception de soi, de l'Autre, de l'espace interrégional en question, ainsi que sur les menaces s'y référant.

La diffusion et la circulation idéale, à proprement parler, se fait à travers l'action discursive et à travers les processus de socialisation interrégionale mis en œuvre avec les rencontres interrégionales techniques, ministérielles ou présidentielles.

Enfin, c'est aussi une base idéationnelle entre les participants du phénomène interrégional, qui rassemble des valeurs, des identités partagées, ainsi que des perceptions

communes. Cette base idéationnelle est préexistante au processus interrégional, mais grandit au fur et à mesure, pour éventuellement tendre vers la construction d'une identité commune. En l'occurrence, dans la ZOPACAS, il s'agirait de l'émergence d'une identité sud-atlantique.

Dès lors, chaque État participe au processus interrégional avec son propre bagage idéationnel : sa perception dudit espace interrégional, son identité et ses valeurs. Au sein des dites dynamiques interrégionales, les perceptions et les compréhensions peuvent être amenées à converger et conduire à ce qui est désigné comme une base idéationnelle, ou encore une structure idéationnelle¹⁹¹.

Partant donc d'une perspective brésilienne, l'Atlantique Sud constitue un espace au sein duquel se construisent sans cesse des perceptions de Soi, de l'Autre et des menaces, en même temps qu'un espace propice à la promotion et à la circulation de sa compréhension et son approche dudit espace vers les partenaires africains. Par conséquent, il y a lieu de distinguer deux étapes ou mouvements : d'abord celui des perceptions qui vont influencer directement les intérêts stratégiques, puis l'action de diffuseur idéationnel du Brésil.

1.1 Perceptions

Les perceptions du Brésil sur l'Atlantique Sud concernent à la fois la manière dont cet espace est conceptualisé au sein des plus hautes instances brésiliennes, et également les perceptions de la menace autour dudit espace. En effet, ces deux dimensions vont de pair et vont influencer la stratégie déployée par le Brésil.

Aussi, l'un des facteurs importants de l'évolution de la pensée stratégique brésilienne est la question de la perception de l'Argentine. En effet, le choix stratégique d'opter pour une insertion internationale par l'intégration régionale a été impulsée par le président Cardoso (1995-2002); cette stratégie d'insertion à travers le MERCOSUR cherchait à pallier la crise économique qui sévissait et à réduire la vulnérabilité des marchés sud-américains¹⁹². Dès lors, cette orientation stratégique s'appuyait sur un changement de la perception de l'Argentine, qui n'était plus perçue comme une menace par le gouvernement brésilien. Cela contribua dans les années 2000, à ce que soient mis en place des exercices navals conjoints entre brésiliens et argentins, tels que les opérations ARAEX.

¹⁹¹ Concept de base idéationnelle, repris par SCHUNEMANN Julia dans «Una aproximación social constructivista a la cooperación interregional y el interregionalismo: las relaciones entre la Unión Europea y el MERCOSUR», thèse de Doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2010.

¹⁹² P.F. VIZENTINI, «De FHC a Lula: uma década de política externa (1995–2005)». *Civitas: Revista de Ciências Sociais*, Porto Alegre, v. 05, n. 02, p. 381–397, 2005.

Dès lors, la compréhension de l'Atlantique Sud depuis Brasilia est d'abord celle d'un espace et un territoire d'appartenance exclusive; et, par conséquent, l'Atlantique Sud apparaît comme un espace pensé et perçu comme un espace d'action et de projection pour le Brésil tel que cela a été démontré dans la section antérieure.

En effet, la notion d'« Amazonie Bleue » poursuit comme objectif de souligner l'idée d'un espace où s'exercerait la souveraineté brésilienne, inclus dans le territoire brésilien et par conséquent un espace d'action privilégié pour le Brésil. Bien que l'identification de l'Atlantique Sud comme espace stratégique et l'intérêt politique qui s'y rattache, aient été soulignés durant les deux premières décennies du XXI^{ème} siècle, il n'en demeure pas moins que l'Atlantique Sud a toujours fait l'objet d'un intérêt particulier, notamment en termes de sécurité nationale, comme cela apparaît dans le premier document de Politique de Défense Nationale de 1996, immédiatement après la période de la dictature militaire.

De plus, l'idée de l'Atlantique Sud comme le prolongement du territoire national et, donc, de la souveraineté brésilienne, se manifeste par la signature du Décret 98.145 de 1989 qui institue le « *Plano de Levamento da Plataforma Continental Brasileira* » LEPLAC dont l'objectif était d'établir les limites de la plateforme continentale au-delà des 200 miles de la Zone Économique Exclusive. Plus récemment, dans le document de « Politique de Défense Nationale » de 2012 il est établi que la défense du territoire brésilien va au-delà de ses frontières terrestres pour englober la région sud-américaine et les voisins africains¹⁹³.

Dès lors, l'idée d'un espace sud-atlantique intégré à son espace d'action est partagée au sein de la défense et de la marine brésiliennes. Le fait que le continent africain et l'Océan Atlantique fassent partie intégrante de la stratégie de défense du Brésil illustre la perception dudit océan comme une unité, un ensemble au sein duquel le Brésil doit à la fois assurer sa présence mais aussi garantir sa sécurité.

Aussi, l'Atlantique Sud, du point de vue brésilien, est associé à une idée de pont et de proximité avec le continent africain. Dès lors, il apparaît comme un espace au sein duquel le Brésil se doit de jouer un rôle de leader étant donné son exclusivité et le lien direct avec les partenaires africains, aussi en raison de son poids démographique et de sa capacité militaire. On retrouve en effet dans les discours officiels cette idée de rôle central du Brésil dans son entourage direct qu'est l'Océan Atlantique sud.

¹⁹³ B. RODRIGUEZ BESSA MATOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, « Brazilian Policy and the Creation of a regional Security Complex in the South Atlantic; Pax Brasiliana? » in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39 (2), May/Aug 2017, Quarterly, p. 271 : « The area of influence of its Security Policy extends beyond South America, including the South Atlantic as well as African countries on the other side of the Atlantic ».

Conjointement à ces perceptions de ce que représente l'espace sud atlantique, le Brésil possède une perception des différentes menaces qui structurent ledit espace, et par conséquent, de cette perception va dépendre la stratégie offensive ou défensive menée par le gouvernement brésilien. Il y a lieu de distinguer les menaces internes des externes.

1.2 Menaces extérieures

La perception brésilienne des menaces extérieures se concentre principalement autour de l'action menée par des puissances extérieures et leur présence au sein de l'Atlantique Sud. La « perception de la menace dans l'Atlantique Sud surgit principalement avec la présence de puissances extérieures dans la région »¹⁹⁴, notamment vis-à-vis de l'OTAN et des autres pays présents dans l'Atlantique Sud, tels que la Chine.

En effet, en 2004 lors du déploiement de la 4^{ème} flotte des États-Unis dans l'Atlantique sud, cet acte avait été perçu comme une menace et avait entraîné la convocation de l'ambassadeur américain auprès des sénateurs brésiliens, ainsi que de vives discussions au sein de l'administration brésilienne¹⁹⁵.

Cependant cette perception de menace extérieure remonte à une période antérieure au déploiement en 2004 de la 4^{ème} flotte américaine dans l'Atlantique Sud. En effet, pour comprendre l'origine, ou du moins la cristallisation de cette idée ou la vision d'une menace émanant d'acteurs extrarégionaux, il semble nécessaire de revenir sur le contexte dans lequel la proposition de création de la ZOPACAS s'est inscrite, à savoir notamment l'épisode de la Guerre des Malouines (avril-juin 1982). En effet, cet événement a eu pour conséquence de mettre en lumière la fragilité de la capacité d'action et de dissuasion du Brésil et de son équipement. De plus, cet affrontement a souligné l'asymétrie vis-à-vis des forces européennes et extrarégionales, l'absence de capacité logistique intégrée au niveau régional, et surtout le vide qui existait en termes de régulation et de structure au sein de l'Atlantique Sud. A partir de ce moment-là, le risque et la menace sont apparus réels, ce qui explique la progressive évolution de l'approche sécuritaire du Brésil vis-à-vis de l'Océan Atlantique, et notamment, sa volonté de rendre cet espace stratégique exempt de sous-marins nucléaires britanniques entre autres.

¹⁹⁴ M.HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, « A Nuclear submarine in the South Atlantic: the framing of Threats and Deterrence », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39 (2), May/Aug 2017, Quarterly, p.334.

¹⁹⁵ JF. SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*, p. 280.

La création de la ZOPACAS en 1986 apparaît donc comme une réaction à cette Guerre des Malouines et à la perception de l'expansion de la zone d'opération de l'OTAN dans l'Atlantique Sud¹⁹⁶.

Par ailleurs, au-delà d'avoir mis en lumière la nécessaire mise en place d'une stratégie nationale et collective en matière de défense et sécurité pour l'Atlantique Sud, la Guerre des Malouines a marqué la perception brésilienne autour dudit espace. Dès lors, ce risque de « menace » va se retrouver dans le discours déployé par le Brésil aussi bien au niveau interne dans les documents officiels que, surtout, dans les discours au sein de la ZOPACAS.

Aussi, parmi les menaces ou enjeux identifiés par le gouvernement du Président Lula, celui du contrôle des ressources hydrauliques dans l'espace sud-atlantique est central. Cet enjeu est ancien et avait donné lieu aux différentes demandes d'élargissement de la Plateforme continentale Brésilienne (dès les années 1970 correspondant à la période à laquelle le potentiel économique de la zone sud atlantique a été relevé)¹⁹⁷.

L'enjeu concernant le contrôle des ressources des hydrocarbures dans l'Atlantique Sud va alimenter la perception et l'idée d'éventuelles prédatons ou appétit d'acteurs extra régionaux dans ladite zone¹⁹⁸.

Toutefois, bien que la perception de telles menaces soit intégrée au sein de la marine et secteurs de défense brésiliens, celles-ci font l'objet d'une remobilisation à d'autres fins stratégiques.

En effet, l'identification et la mobilisation de menaces extérieures participent au processus de construction d'un espace sud-atlantique créant ainsi un mouvement de « distance entre les États de l'Atlantique Sud d'une part et le reste du monde d'autre part, particulièrement ceux de l'Atlantique Nord »¹⁹⁹. Ainsi l'objectif *in fine* est de rassembler et de créer une sorte de cohésion entre les États membres de la ZOPACAS face aux puissances extérieures. Cet usage stratégique des menaces extérieures fait partie intégrante de l'action discursive du Brésil abordé ultérieurement.

Néanmoins, après cet épisode des Malouines, l'Atlantique Sud n'a plus connu un tel affrontement. En effet, la fin de la Guerre Froide, ainsi que la vague de démocratisation dans le littoral atlantique africain, sans oublier l'intérêt pour l'Asie des États-Unis, a rendu la zone de l'Atlantique Sud potentiellement moins conflictuelle et a donc dissipé quelque peu l'éventualité

¹⁹⁶ E. DUARTE, K. MICHAEL KENKEL, « Contesting perspectives on South Atlantic maritime security governance : Brazil and South Africa », *South African Journal of International Affairs*, 2019. p 8.

¹⁹⁷ M. HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, *op.cit.*, p.336.

¹⁹⁸ Discours du Ministre Celso Amorim lors de la réunion ministérielle de ZOPACAS 2013, Montevideo.

¹⁹⁹ M. HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, *op. cit.* p. 335.

d'une menace extérieure. Cependant, les changements structurels évoqués précédemment ont entraîné l'émergence de nouveaux types de menaces au sein de l'Atlantique Sud, face auxquelles les États de la région, et particulièrement les États membres de la ZOPACAS, sont exposés et sont amenés à affronter.

1.3 Menaces internes : nouveaux enjeux sécuritaires dans l'Atlantique Sud

La perception brésilienne des menaces inhérentes à l'espace sud-atlantique concerne d'abord les menaces relatives aux principales sources pétrolières situées au large de son littoral. En effet, la quasi-totalité de sa production pétrolière est concentrée sur cet espace stratégique. Cependant, l'océan sud-atlantique du point de vue brésilien, ne s'arrête pas aux frontières de son espace de 200 miles constituant sa Zone Exclusive Économique, mais il est perçu comme un espace vital englobant l'espace sud-américain jusqu'à la rive africaine. Les enjeux sécuritaires du Golfe de Guinée et les nouveaux enjeux transnationaux cristallisent, dès lors, l'attention des autorités brésiennes.

Ces menaces internes concernent : la piraterie, la pêche illégale, et les nouvelles menaces, telles que le terrorisme, le trafic d'armes, les crimes organisés et les trafics d'êtres humains. Il y a lieu de noter que selon la perception brésilienne, ces nouvelles menaces se sont accentuées après le 11 septembre 2001²⁰⁰, et constituent des facteurs graves d'instabilité dans la zone sud-atlantique. En effet, toujours du point de vue brésilien, l'Atlantique Sud étant une zone hautement stratégique, les actes de piraterie entre autres dans le Golfe de Guinée sont directement perçus comme des facteurs pouvant en même temps affecter les routes maritimes commerciales empruntées par les cargos brésiliens et également constituer d'importants facteurs de dégradation de la stabilité dans la région.

En effet, conscient de la porosité des zones de non-contrôle dans l'Atlantique Sud, le Brésil a placé au cœur de sa stratégie vis-à-vis de l'Océan Atlantique les menaces internes qui concernent à la fois le contexte régional sud-américain et africain. En effet, il existe un lien direct entre l'état du contexte sud-américain et celui du contexte africain, notamment pour ce qui concerne les nouveaux réseaux transnationaux de drogue et de trafic de personnes allant des États voisins sud-américain et du Brésil même, vers le continent africain avant de regagner l'Europe.

²⁰⁰ En effet, lors du séminaire intitulé *Seminario de Segurança e Vigilância do Tráfego Marítimo e Salvamento para Países da ZOPACAS*, qui s'est tenu à Bahia au Brésil le 16 octobre 2013, les représentants de la Marine brésilienne présentaient dans leurs power point les nouvelles menaces transnationales à partir de la notion de terrorisme et donc avec la référence du 11 septembre 2001.

Aussi, à partir de la perspective brésilienne, le côté le plus vulnérable de l'Atlantique Sud se situant sur la rive africaine, l'idée est-elle que le Brésil (en tant que principale puissance sous régionale) « pouvait et devait coopérer avec les voisins africains pour améliorer la sécurité maritime dans l'Atlantique Sud ».²⁰¹

Dès lors, l'approche adoptée par le gouvernement du Brésil face à ces menaces internes a été de d'abord, de mettre en place des accords de coopération bilatéraux avec un grand nombre d'États du littoral atlantique africain, notamment dès 1994 avec la Namibie, l'Angola, et l'Afrique du Sud entre autres. Puis, dans le cadre multilatéral et notamment dans le cadre de la ZOPACAS, d'impulser la tenue de réunions ayant pour thème le transfert de connaissance concernant notamment les structures et mécanismes existant sur les deux rives et qui ont pour objectifs de lutter contre ces nouvelles formes de menaces.

L'autre enjeu interne, d'une perspective brésilienne, est d'assurer sa présence dans cet espace, en plus de celle déjà existante qui se limite aux zones pétrolières. Dès lors, cela reviendrait à développer une capacité de projection matérielle en dehors des eaux brunes. En effet, en termes de capacité à assurer la vigilance et le contrôle de l'ensemble de son littoral, le Brésil demeure confronté à des limites, car il y a une réelle précarité dans sa capacité à assurer la surveillance de son vaste littoral résultant notamment, entre autres, d'un manque d'investissement dans la marine²⁰². Or, la localisation des principales sources d'énergie situées sur le littoral brésilien rend d'autant plus sensiblement stratégique ledit espace, que la présence britannique et américaine est perçue comme un facteur de futures menaces pour la sécurité énergétique brésilienne²⁰³.

Parallèlement aux menaces internes, l'appui logistique et les différents programmes de soutien et de coopération fournis par les États européens vis-à-vis des Africains constituent également un facteur de menace aux yeux de Brasília puisque ces différents exercices supposent la pénétration dans les eaux sud-atlantiques de forces extrarégionales. Cependant, étant conscient de sa capacité limitée à fournir un appui logistique d'une telle envergure, le Brésil ne remet pas en question de façon explicite ces coopérations européennes et américaines du côté de la rive africaine. Toutefois, les exercices mis en œuvre par le Brésil excluent systématiquement les

²⁰¹ P.PENNA FILHO, « Reflexões sobre o Brasil e os desafios do Atlântico Sul no início do século XXI » dans F. GHELLER(org) *Amazonia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a Defesa no Brasil*, IPEA, 2015, Brasília, p. 164.

²⁰² *ibid.*, p. 317.

²⁰³ *ibid.*, p.318.

partenaires européens et apparaissent comme des initiatives en parallèle à celles déjà existantes avec les partenaires occidentaux.

La perception des menaces internes influence et structure la façon dont les stratégies et donc les réponses aux enjeux vont être élaborées et le choix pour telles ou telles approches. C'est donc à partir de sa perception autour de l'Atlantique Sud et des menaces qui y sont liées, que la stratégie du Brésil va être structurée.

Néanmoins, il est important de souligner que les perceptions des menaces mais aussi les perceptions autour de la sécurité vont évoluer au fil des années et, en ce qui concerne le cas de la ZOPACAS, l'une des mutations de la perception de la sécurité va s'exprimer à travers la résolution 45/36 de 1990 modifiant les objectifs de la ZOPACAS. En effet, à travers cette modification, il a été souligné que la « paix et la sécurité sont intrinsèquement liées au développement »²⁰⁴ ; la vision moins militaire de la sécurité est donc clairement défendue et propulsée au cœur des buts recherchés. Cette évolution de la perception des menaces et du contexte sécuritaire a conduit à ce que les objectifs de la ZOPACAS s'élargissent et s'adaptent aux différentes mutations²⁰⁵.

Dès lors, l'analyse qui précède montre que l'approche du Brésil pour l'espace sud-atlantique, depuis la réactivation de la ZOPACAS en 2007 présente plusieurs caractéristiques : D'abord, en réaction aux différentes perceptions des menaces qui structurent cet espace sud-atlantique, le gouvernement brésilien sous le président Lula va entreprendre ce qui est désigné comme « la modernisation de l'équipement militaire » brésilien, notamment avec l'acquisition d'un sous-marin nucléaire. En effet, directement lié à l'idée de menace et du haut degré stratégique de l'Atlantique Sud, mais aussi à la nécessaire amélioration des ressources logistiques pour cet espace, le sous-marin nucléaire a été présenté dans les débats nationaux comme étant le moyen le plus viable pour la protection des intérêts du Brésil dans la mer²⁰⁶. En effet, ce sous-marin est présenté comme un moyen de dissuasion aux vues des potentielles menaces dans l'espace sud-atlantique. C'est notamment dans le cadre du Projet « Construção do núcleo do poder Naval » que le Brésil a investi dès 2008 en vue d'agrandir la capacité opérationnelle de la Marine brésilienne²⁰⁷.

²⁰⁴ G. LECHINI, « Afro-Latin Equations: Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », in F. KORNEGAY, P. MTHEMBU (ed) *Africa and the World : Navigating Shifting Geopolitics*. Mapungubwe. 2019. p. 250.

²⁰⁵ L'évolution de l'agenda de la ZOPACAS est abordée plus amplement dans le Chapitre 3 de la présente Partie I.

²⁰⁶ M. HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, *op.cit.*, p. 339.

²⁰⁷ M.R SOARES DE LIMA, (ed) *Atlas da Política Brasileira de Defesa*, CLACSO, Rio de Janeiro, 2017, p. 64.

Puis, le Brésil se caractérise par une tendance à mettre en place un processus d'« exclusion-inclusion » visant à promouvoir un espace sud-atlantique de coopération mais surtout d'exclusion d'autres puissances extérieures à l'espace sud-atlantique. Cette tendance d'exclusion a conduit, selon certains auteurs, à négliger la mise en place d'une réelle et effective coopération intra-sud-atlantique au sein de la ZOPACAS avec les pays africains²⁰⁸. Ce processus d'inclusion-exclusion a été mis en lumière pour l'analyse des comportements des puissances émergentes. En effet, à travers des dynamiques de « region building » les puissances émergentes créent une inclusion dans le sens « de renforcer les liens au sein des États-membres » et d'exclusion « en tentant de laisser en dehors des acteurs perçus comme rivaux »²⁰⁹. C'est dans ce sens que la ZOPACAS convient au Brésil dès lors qu'elle offre « une nouvelle alternative, un cadre pour réformer les dynamiques régionales et implique une exclusivité Sud-Sud qui « matche » avec l'idée brésilienne d'un Atlantique Sud libre d'interférence extérieure »²¹⁰.

Dès lors, deux mouvements cognitifs vont structurer le processus idéationnel du point de vue brésilien au sein de la ZOPACAS : le premier, qui est, comme on vient de le voir, la concentration de ses propres perceptions autour de l'Atlantique Sud. Puis, le deuxième est celui de l'extériorisation des interprétations et perceptions à travers le discours « inclusion-exclusion ».

Plusieurs auteurs ont préalablement évoqué la dimension cognitive, et le rôle du Brésil dans la formation d'une identité sud-atlantique. Toutefois, rares sont ceux qui ont cherché à établir un processus de circulation idéale interne aux dites relations interrégionales Sud-Sud.

La notion de circulation idéale ou idéationnelle part initialement de la perspective constructiviste selon laquelle l'interrégionalisme comme étant également une construction sociale, l'intersubjectivité des identités et des valeurs est dynamique et se reconstruit sans cesse. C'est dans cette logique que la notion de « diffusion idéationnelle » a été développée principalement à propos de l'interrégionalisme mis en place par l'Union Européenne vis-à-vis de groupes régionaux issus du « Global South ». Néanmoins, contrairement à la circulation idéationnelle, la diffusion idéationnelle renvoie à un processus vertical, à sens unique²¹¹. Il ne

²⁰⁸ A. ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, *op.cit.*, p.4.

²⁰⁹ A. ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, « Inter-regional multilateralism in the Global South: the Zone of peace and cooperation in the South Atlantic », in S. ARIS, A. SNETKOV (Ed.) *Inter-organizational Relations in International Security: cooperation and competition*, Routledge, 2018. p. 191.

²¹⁰ *ibid.* p. 193.

²¹¹ S. KINGAH, C. AKONG, « Is Interregional AU-ASEAN diffusion in the South barren? », dans U. ENGEL (Dir.), *The new Politics of Regionalism: perspectives from Africa, Latin America and Asia Pacific*, Routledge, 2017. pp. 85-100.

s'agit pas d'un mouvement circulaire, en l'occurrence une partie diffuse à l'autre des normes, des idées, et qui donne lieu à des cas d'émulation de la part de la partie « moins avancée » en termes d'intégration régionale.

Au contraire, la circulation idéationnelle désigne un processus horizontal de mouvement d'idées, de perceptions, de valeurs et de normes qui se réalise aussi bien à travers le discours qu'à travers les activités de socialisation.

Identifier une circulation idéationnelle au sein des relations interrégionales afro-sud-américaines permet d'analyser les perceptions et les idées qui circulent entre chacune des deux rives de l'Atlantique Sud, de vérifier dans quelle mesure celles-ci convergent ou non et donc s'il y a bien une conscience sud-atlantique ou afro-sud-américaine en devenir, et cela en incluant la dynamique cognitive de la rive africaine très peu étudiée.

Aussi, cette identification de la circulation des idées permet de donner sens à la dimension idéale qui caractérise lesdites relations Sud-Sud et en particulier les relations afro-sud-américaines.

Dès lors, de la même manière que chaque interrégionalisme répond à des logiques propres²¹², chaque interrégionalisme met en place une forme de circulation idéationnelle qui lui est propre. N'étant pas un processus linéaire, la circulation idéale comporte toutefois des caractéristiques : l'horizontalité de ces dynamiques; la cristallisation autour de valeurs centrales qui apparaît au cœur des échanges et dialogues; la distinction entre l'interne et l'externe.

Dès lors, en vue de mettre en lumière de telles circulations idéelles au sein du cas de la ZOPACAS, il y a lieu de se pencher sur l'action discursive du Brésil.

1.4 L'action discursive

La politique extérieure du Brésil vers l'Afrique s'est caractérisée par un discours, qui au fil des décennies a connu une évolution, mais qui s'est souvent axé autour de la dimension culturelle²¹³.

Ainsi, l'objectif de l'action discursive du Brésil est-il avant tout de partager des idées et des valeurs en vue de créer des points de convergence. Dès lors, son action discursive se

²¹² S. FERABOLLI, « Regions that matter: the Arab-South American interregional space », *Third Quarterly*, vol. 38, n°8, 2016, pp. 1767-1781.

²¹³ Selon JF.SOMBRA SARAIVA, la particularité de la stratégie de rapprochement du Brésil vers l'Afrique réside dans son discours culturaliste, qui lui-même était composé de deux variantes, l'une axée sur les affinités culturelles, et l'autre autour de la notion de lusophonie. Néanmoins, l'auteur précise que ledit discours culturaliste a engendré de nombreuses désillusions et a laissé place à un discours plus prudent en ce qui concerne l'africanité brésilienne. Dans *O Lugar Da Africa: A dimensao Atlantica da Politica Externa Brasileira (de 1946 a nossos dias)*, Unb, Brasília, 1996.p. 243.

compose de plusieurs éléments, plusieurs étapes (1.4.1) et se déploie à travers plusieurs acteurs (1.4.2) et cela dans le but d'atteindre certains objectifs (1.4.3).

1.1.1 Les éléments constitutifs de l'action rhétorique du Brésil : vers la construction d'une identité sud-atlantique ?

Il existe une pérennité de la mobilisation du discours dans la politique étrangère du Brésil et particulièrement vis-à-vis de ses relations avec l'Afrique et le Global South. En effet, l'étude de la politique africaine du Brésil montre que celle-ci s'est accompagnée de discours mettant en exergue d'une part la particularité desdites relations Brésil-Afrique, et d'autre part, elle plaçait lesdites relations afro-brésiliennes au cœur des débats pour une réforme de la gouvernance mondiale, la redistribution des richesses et l'insertion du Global South dans les débats internationaux.

En effet, au-delà des discours de fraternité, la rhétorique brésilienne a consisté à défendre certaines valeurs et principes d'indépendance, d'autonomie des pays, ainsi que des changements systémiques visant à un modèle moins inégalitaire de distribution du pouvoir dans le but de réduire les disparités²¹⁴.

Dès lors, au fil des décennies et notamment au fil des différents contextes internationaux, l'Itamaraty a déployé une action discursive axée sur l'idée de solidarité avec le Global South et particulièrement avec les pays africains dans l'enceinte internationale²¹⁵.

Dans cette même optique, les dialogues interrégionaux Sud-Sud auxquels participe le Brésil ne vont pas échapper à cette règle, et vont voir s'y déployer une action rhétorique de Brasilia qui accompagne sa proactivité.

En effet, en analysant le cas du Forum Pays Arabes-Amérique du Sud (ASPA), la plupart des auteurs s'accordent sur l'idée que le discours du Brésil mobilise des éléments idéationnels dans le cadre de ces forums interrégionaux. Mais l'identification de ces éléments idéationnels diffère quelque peu d'un auteur à un autre.

En effet, pour certains auteurs comme Vagni, les relations politiques, économiques et culturelles Sud-Sud reposent sur une double idée forte : « d'une part la revendication d'un passé

²¹⁴A. COSTA VAZ, «Coaliciones internacionales en la política exterior brasileña: seguridad y reforma de la gobernanza», Revista CIDOB d'Afers Internacionals, n°97-98 abril 2012, pp. 175-187.

²¹⁵ Comme le souligne SOMBRA SARAIVA dans son ouvrage *O Lugar da África: a Dimensão atlântica da Política Externa Brasileira*, malgré les périodes de rapprochement vis-à-vis des États-Unis, l'intérêt et la dimension stratégique des relations envers le continent africain se sont maintenus.

commun, et d'autre part, la possibilité d'un avenir partagé »²¹⁶. Selon lui, le recours à des événements historiques contribue à la construction d'un « imaginaire partagé ». Cet imaginaire partagé contribuerait à un ensemble de conceptions communes, à la formation d'un « nous » commun et à une identité collective entre les régions concernées. Par ailleurs, toujours selon Vagni, il y aurait dans le cadre de la coopération interrégionale « une récupération du discours identitaire commun »²¹⁷ de la part du Brésil.

En soulignant deux étapes, Pinto, quant à elle, analyse la construction idéationnelle retrouvée dans le discours du Brésil dans le cadre spécifique du Forum ASPA, et évoque en premier lieu le recours à des valeurs communes et la connexion culturelle, puis elle identifie une deuxième étape dans le discours de Brasilia, qui vise à construire la crédibilité du Brésil comme potentiel acteur dans les relations Amérique du sud et pays arabes²¹⁸. Elle souligne la mobilisation d'éléments qui ont pour but de mettre en place une certaine « connexion avec les valeurs de l'audience » et une dimension symbolique²¹⁹.

Ainsi, l'évocation du passé commun est un élément central du discours brésilien vis-à-vis des partenaires du Sud et particulièrement les pays africains, notamment dans le cadre des relations bilatérales. En effet, la mobilisation d'événements historiques communs favorise l'idée d'une communauté de destin entre le Brésil et ses partenaires.

Toutefois, dans le cas de la ZOPACAS, cette évocation du passé commun réside plutôt dans l'identification d'un espace historiquement partagé entre Africains et Sud-américains qu'est l'Atlantique Sud. Ainsi, clairement orienté vers cet espace maritime, le bagage historique commun se concentre sur l'idée d'un espace géographique ayant constitué la connexion entre les deux rives, d'autant plus que l'on retrouve également présente dans le discours brésilien l'idée d'une perception particulière de l'océan qui serait plutôt considéré comme un fleuve. Ainsi, le Ministre des Affaires étrangères de l'époque, Antonio Patriota disait « de fato no que se refere ao Brasil vemos o Atlântico, nas palavras de um grande escritor moçambicano e de um grande historiador brasileiro, crescentemente como um rio »²²⁰.

²¹⁶ J. VAGNI, « Discours, Identités, et relations interrégionales : la construction culturelle du rapprochement entre le monde arabe et l'Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, vol 80, 2015. p. 2.

²¹⁷ *ibid.*, p.6.

²¹⁸ V.C. PINTO « The Ideational Elements of Brazil's Arab Strategy: An Assessment (2002-2010) » *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies (in Asia)* Vol. 9, No. 4, 2015, p. 100.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 104.

²²⁰ Discours prononcé par le Ministre des Affaires étrangères brésilien Antonio Aguiar Patriota lors de la IV Réunion Ministérielle du Forum Afrique-Amérique du sud à Malabo le 24 novembre 2011. « Pour ce qui concerne le Brésil, nous voyons l'Atlantique à travers les mots d'un célèbre écrivain mozambicain et un historien brésilien, comme étant un fleuve. » Traduction de l'auteure.

La volonté ici est double : d'abord de souligner que cet espace sud-atlantique renferme une partie de l'histoire qui a réuni les deux rives, en référence clairement à la période de la traite atlantique et de l'esclavage et, d'autre part, de souligner la « proximité » géographique et culturelle à travers la métaphore de fleuve pour désigner l'océan.

Aussi, retrouve-t-on également l'idée d'une appropriation de cet espace à travers la notion de « notre océan », « notre mer » notamment présent dans les discours prononcés par le Ministre de l'époque Celso Amorim : « *nosso foco esta voltado para o uso pacífico do nosso mar comum* »²²¹. Identifier l'Océan Atlantique à partir de l'adjectif « notre » favorise le sentiment d'appartenance qui lie les Africains et les sud-Américains.

Aussi, toujours dans cette perspective, Mattheis et Abdenur identifient-ils un processus « d'inclusion » et « d'exclusion » dans l'action rhétorique du Brésil²²² à travers l'emploi de déterminants possessifs comme « nous, notre ». En effet selon eux, le Brésil a tenté de créer une zone exclusive en vue de « *to mobilize other states in the region in an effort to make the South Atlantic an area of predominantly South-South cooperation, in which Western powers ought to play a secondary role* »²²³. Ainsi, en posant clairement la distinction entre l'Atlantique Nord et l'Atlantique Sud et en séparant par conséquent les États extrarégionaux d'un « Nous » sud-atlantique, le Brésil visait une réappropriation de cet espace hautement stratégique au sein duquel l'action externe serait limitée. Aussi, cette idée de « nous » participe-t-elle à la volonté du Brésil de faire naître une conscience collective sud-atlantique avec ses partenaires africains.

Par ailleurs, toujours dans cette perspective de distinguer un « Nous » d'un « Eux », le discours brésilien dans le cadre de la ZOPACAS s'est essentiellement axé sur un espace géographique décrit comme étant commun et où l'action collective est présentée comme primordiale, face au risque d'acteurs externes²²⁴. L'idée d'identifier un espace géographique commun à partir duquel mettre en place des actions collectives *via* une coopération interrégionale illustre bien la spécificité de l'interrégionalisme Sud-Sud. En effet, dans le cas de la ZOPACAS on retrouve, du moins du côté brésilien, la volonté de transformer un espace considéré auparavant comme marginal au niveau international, et où il existe un vide institutionnel²²⁵, en une zone de Paix et de Coopération afro-sud-atlantique. On retrouve donc

²²¹ Discours de Celso Amorim lors du Séminaire : Sécurité du Trafic Maritime et Vigilance, à Salvador de Bahia, le 15 Octobre 2013. « Notre objectif est orienté vers l'usage pacifique de notre mer commune ». Traduction de l'auteur.

²²² A. ERTAL ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, *op.cit.*, p.2.

²²³ *Ibid.*, p. 2.

²²⁴ Discours de Celso Amorim durant la VII Réunion de la ZOPACAS en 2013 à Montevideo.

²²⁵ Ici le « vide institutionnel » se réfère à l'absence d'organisations interrégionales dans l'Atlantique sud, et non pas à une absence de présence militaire dans le dit espace, comme le prouve à la fois la présence de la 4^{ème} flotte

la caractéristique de la dimension spatiale d'un interrégionalisme Sud-Sud qui se veut réformiste puisqu'il vise la création de nouveaux espaces repensés. Ainsi la vision réformiste du Brésil consistant à impulser la réforme des principales institutions internationales en vue d'une meilleure distribution du pouvoir mondial²²⁶, se trouve dans le discours mobilisé au sein de la ZOPACAS. En effet, la réactivation dudit espace s'aligne avec cette vision de réforme et de volonté de créer de nouveaux espaces Sud-Sud exclusifs. Il existe une volonté de réappropriation d'un espace géographique et de démarcation d'un espace exclusif visant à réunir des régions habituellement étudiées et considérées séparément. En l'occurrence, l'Atlantique Sud comme espace à part entière d'action collective Sud-Sud était absent aussi bien au sein des stratégies sud-américaines qu'africaines. En effet, les enjeux sécuritaires étaient abordés jusqu'alors de façon séparée d'un côté, la rive africaine et de l'autre, la sud-américaine, et cela notamment par le fait des différentes organisations régionales de part et d'autre de l'Atlantique Sud. Ainsi, le discours porté par le Brésil est novateur puisqu'il propose de repenser cet espace sud-atlantique en un espace afro-sud-américain.

Dès lors, ces différents auteurs montrent bien que la mobilisation des éléments idéels dans le discours du Brésil vise l'émergence d'une conscience collective sud-atlantique, que certains abordent autour de la question d'une construction d'identité sud-atlantique. La tentative de construire une identité sud-atlantique passerait dès lors par des actions discursives qui identifient un passé commun et des liens culturels, des menaces communes et un espace géographique d'action collective et une volonté de réappropriation dudit espace. Par ailleurs, cette action discursive brésilienne est mise en œuvre par différents acteurs.

1.1.2 Les principaux acteurs du discours sud-atlantique

Plusieurs auteurs ont souligné le rôle des Ministères de la Défense, de la Marine et des Affaires étrangères dans « l'articulation d'un discours sur la région sud-atlantique »²²⁷.

En effet, l'une des particularités de l'action rhétorique du Brésil, notamment durant la période des mandats du Président Lula Da Silva et de Dilma Rousseff, est la complémentarité des discours entre les différents acteurs politiques. En effet, cette complémentarité est visible notamment au sujet de l'importance du rapprochement vis-à-vis du continent africain et plus particulièrement au sujet de l'importance stratégique de l'Atlantique Sud. Cette idée de

américaine et la présence anglaise sur certains territoires tels que les îles Sainte Hélène, de l'Ascension, Tristan de Cunha, Malouines, Géorgie du Sud et les îles Sandwich du sud.

²²⁶ R. ESPACH, « Reflections on the Ends, Ways and Means of Maritime Security in South Atlantic » in: E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS. M (Eds.) *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2018, p. 133.

²²⁷ M. HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, *op.cit.*, p. 334.

pérennité et de complémentarité entre les ministères et les deux gouvernements du Parti Travailliste a été montrée par le changement de poste de Celso Amorim, ancien Ministre des Affaires étrangères sous le président Lula et qui devient Ministre de la Défense sous le gouvernement de Dilma Rousseff.

Il y a également lieu de souligner la forme de monopole et de proactivité discursive des Ministres de la Défense et des Affaires étrangères brésiliens qui, tout au long de leurs mandats et même après, ont continué à diffuser au sein de l'opinion publique et dans les milieux de recherche universitaires les stratégies en matière de défense et de politique étrangère. Ils ont poursuivi ainsi un travail à la fois pédagogique et de transparence publique. En effet, l'ancien ministre des Affaires étrangères (2003-2010) Celso Amorim a participé à plusieurs travaux universitaires collectifs. Diplomate et professeur de profession, il a fourni des analyses et des interventions qui restent présentes dans les sphères de débats concernant l'étude des relations internationales du Brésil.

Lors d'un entretien, Celso Amorim, alors ministre des Affaires étrangères, évoquait la dualité entre l'intérêt économique et le retour aux racines africaines du Brésil durant le voyage présidentiel effectué par le Président Lula en 2003.²²⁸

Aussi, comme le souligne Pinto, durant la période du gouvernement du président Lula da Silva, il y a eu la mise en place d'une « opération de séduction » menée par les personnalités du président Lula et son ministre Celso Amorim.²²⁹ En effet, Burges souligne que l'augmentation de l'estime de soi du Brésil durant cette période s'est matérialisée par la volonté d'agir de façon plus visible et plus affirmée au sein de la scène internationale²³⁰.

Dès lors, les personnalités politiques brésiliennes relayeront la vision du gouvernement en ce qui concerne l'enjeu autour de la zone de paix et de coopération dans l'Atlantique Sud. Ainsi, comme le soulignait Celso Amorim, la ZOPACAS est unique en son genre en raison du nombre d'Etats riverains en son sein et par les objectifs visés dès sa création, à savoir maintenir un espace de paix à travers la coopération²³¹.

²²⁸Entretien du Ministre de Relations Extérieures du Brésil Celso Amorim intitulé : "Para Celso Amorim, Brasil vai redescobrir a África". Disponible <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/7590-entrevista-do-ministro-de-estado-das-relacoes-exteriores-embaxador-celso-amorim-a-agencia-brasil-para-celso-amorim-brasil-vai-redescobrir-a-africa>

²²⁹V.C. PINTO, *op.cit.*, p. 100.

²³⁰ BURGES cité par V.C. PINTO « The Ideational Elements of Brazil's Arab Strategy: An Assessment (2002-2010) » *ibid.* p. 101.

²³¹ Discours de Celso Amorim lors de la VII Réunion ministérielle de la Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud, le 15 janvier 2013.Montévidéo.

Conjointement à ces figures politiques qui se retrouvent au-devant de la scène publique et médiatique, la stratégie discursive reste influencée et structurée par d'auteurs types d'acteurs, et institutions. Ainsi, comme le souligne Saraiva, en revenant sur l'évolution de la dimension atlantique de la politique extérieure du Brésil et donc sa relation avec le continent africain, l'Itamaraty a su développer sa propre personnalité et sa présence au moment d'influencer les nouvelles orientations. Toutefois, il serait erroné de considérer l'Itamaraty comme un organe unifié, en raison de l'existence de plusieurs tendances en son sein, notamment de la branche conservatrice et celle de tendance progressiste.

Le Ministère des Affaires étrangères a dû partager son travail avec la Haute École de Guerre et les militaires en ce qui concerne particulièrement la stratégie vis-à-vis de l'Atlantique sud. Un des épisodes qui a illustré les différentes approches des deux institutions a eu lieu lors de la proposition faite en 1969 de créer une Organisation de Défense dans l'Atlantique Sud présentée par l'Afrique du Sud sous Apartheid. Au-delà de mettre en lumière les différentes approches, cet épisode a également montré les réseaux parallèles au niveau international dont dispose chacune des institutions²³².

Outre ces deux institutions, la stratégie vis-à-vis de l'Atlantique Sud et plus largement de politique extérieure du Brésil a également vu la participation du Parti Travailleuse aussi bien dans sa formulation que dans la mise en exergue de certains objectifs. En effet, le Parti des Travailleurs brésilien (PT), va en 2010 élaborer un document intitulé « A política Exterior do PT » qui réunit les trois piliers centraux de son approche, que sont : la solidarité la pluralité, le « sud-américanisme »²³³. Plusieurs travaux évoquent l'influence que le PT a eue sur le Ministère des Affaires étrangères. En effet, cette influence résiderait d'abord dans une affinité idéologique recherchée au sein de la stratégie internationale vis-à-vis d'autres États; car, souvent qualifiée de partisane et idéologique, la politique extérieure du Brésil sous les gouvernements travaillistes a été critiquée pour sa proximité avec les idées et discours défendus par ledit parti politique. Toutefois, tandis que la plupart des recherches soulignent les changements qu'a pu entraîner l'arrivée au pouvoir du PT dans l'orientation de la politique extérieure du Brésil²³⁴, d'autres auteurs mettent en exergue l'idée selon laquelle l'influence du

²³² Voir à ce sujet P. PENNA « Reflexões sobre o Brasil e o Desafio do Atlântico Sul no início do Século XXI » ainsi que A. HURRELL, « The Politics of South Atlantic Security : A survey of proposal for a South Atlantic Treaty Organization », *International Affairs*, vol. 59 (2) 1983. pp. 179-193.

²³³ C. MOORE, « Governing parties in southern internationalism: A neoclassical realist approach to the foreign policies of South Africa and Brazil 1999-2010 » Thèse de Doctorat, London school of Economics and Political Science. 2011. p. 211.

²³⁴ P. ALMEIDA «A política internacional do Partido dos Trabalhadores : da fundação à diplomacia do governo Lula », *Revista de Sociologia e Política*, Vol. 6 (3) 2003, pp. 87-102.

PT sur l'Itamaraty n'a pas été toujours automatique, d'autant plus que la politique extérieure ne dépend pas uniquement dudit Ministère des Affaires extérieures mais aussi du Congrès.

En effet, les parlementaires ont également participé en affirmant leur soutien au projet du Ministère de la Défense quant à l'importance de la mise en place d'une stratégie vis-à-vis de cet espace stratégique. Toutefois il reste encore un peu de flou sur le rôle et la proximité qu'ont pu avoir les lobbys des Industries d'armement dans cet appui supposé.

Il est également important de souligner que cette pratique discursive n'est pas unique au mandat du président Lula. En effet, il existe au Brésil toute une littérature préexistante dont la mobilisation, dans le cadre de la politique extérieure avait déjà été pratiquée notamment durant la période d'une politique extérieure indépendante brésilienne. Dès 2003 il a donc été question d'une réactivation, d'une remobilisation d'une notion sud-atlantique déjà existante et significative cognitivement.

Dès lors, la pluralité des acteurs qui, à la fois déploient une action discursive et construisent ladite stratégie atlantique du Brésil, soulève la question des objectifs implicites de ces efforts rhétoriques.

1.1.3 Les objectifs de l'action discursive du Brésil

L'action discursive mise en œuvre dans le cadre de la ZOPACAS poursuit plusieurs objectifs. Il conviendrait de distinguer les objectifs stratégiques individuels des ambitions collectives. Ainsi, en termes d'intérêts individuels, ceux-ci peuvent être définis de la manière suivante :

D'abord, créer un espace sud-atlantique à part entière. Pour ce faire, il y a la mobilisation d'éléments de convergence en vue de garantir et d'inspirer la confiance des autres États-membres. Cela passe donc par l'évocation d'identités communes et d'un passé historique commun comme nous l'avons déjà vu. Toujours dans cette optique de créer un espace sud-atlantique, il va aussi y avoir la désignation de menaces communes venant de l'extérieur de la zone; puis, la mise en place d'échanges et de coopération avec les partenaires africains vise également à faire naître à la fois un sentiment de cohésion, de confiance à travers les échanges d'informations mais aussi à rendre plus efficace et possible une éventuelle convergence des compréhensions des enjeux et de stratégies maritimes.

Conjointement à ce premier objectif central, l'action discursive du Brésil au sein de la ZOPACAS vise aussi à légitimer son leadership et son rôle central au sein dudit forum transrégional d'une part, et d'autre part à légitimer ses acquisitions en matière d'équipement militaire notamment le sous-marin français. En effet, cette légitimation est nécessaire en vue

d'éviter un climat de méfiance de la part des États membres de la région. Ainsi, en présentant cet espace comme un espace partagé et vulnérable à des ambitions de puissances extérieures et en soulignant l'importance d'actions de coopération notamment à travers des échanges de connaissance, le Brésil évite d'apparaître comme un acteur aux trop grandes ambitions internationales. C'est dans cette optique de recherche de légitimité que la réappropriation de l'Atlantique Sud dans l'action discursive du Brésil est analysée comme étant une stratégie d'hégémonie consensuelle. En effet, selon Abdenur *et al*, le Brésil vise à asseoir sa position de leader régional en dehors de l'Amérique du Sud et applique le même mécanisme pour l'espace de l'Atlantique Sud. Aussi, toujours dans ce même ordre d'idées, le discours mené par le Brésil l'a aidé à maintenir une certaine auto-perception de pays « différent » en Amérique du Sud et distinct culturellement de ses voisins²³⁵. Donc, en étant proactif, le Brésil s'assure d'apparaître comme l'interlocuteur clé face aux partenaires africains.

Par ailleurs, un autre objectif de l'action discursive réside dans l'essence même du discours : partager une idée, une vision. Ainsi, l'interrégionalisme étant un discours, le Brésil à travers son action rhétorique vise à partager et à diffuser sa compréhension du monde, notamment l'émergence d'un monde multipolaire au sein duquel les relations afro-sud-américaines et plus généralement les relations Sud-Sud structurent ce nouvel ordre plus équitable. Aussi, les idées partagées se retrouvent également dans la manière dont est pensée et organisée la ZOPACAS. En effet, parler d'un espace sud-atlantique commun aux régions sud-américaines et africaines traduit déjà la perception qui est faite et voulue de l'espace régional et de l'espace géographique en question. Ainsi, en plus d'évoquer des idées globales, de mutations systémiques, la promotion de la ZOPACAS comme espace de dialogue afro-sud-américain et comme espace à part entière constitue en elle-même déjà un exemple concret du type de reconfiguration spatial régional en œuvre dans le Global South et défendue par le Brésil.

Cependant, conjointement à ces objectifs aux finalités stratégiques individuelles, il existe des ambitions collectives.

En effet, la participation du Brésil et sa proactivité au sein des coalitions Sud-Sud comportent deux dimensions : d'abord la dimension stratégique, d'intérêt stratégique individuel, caractéristique des puissances émergentes, à savoir la recherche de projection internationale et le maintien des intérêts économiques ; la deuxième dimension réside quant à elle, dans « l'intérêt pour la promotion de changement de nature distributive dans le système

²³⁵ JF. SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*, p.240.

international », qui constitue un élément stable de la politique extérieure brésilienne²³⁶. Ainsi, le recours aux coalitions internationales par le Brésil « s'explique non seulement par leurs valeurs instrumentales pour la consolidation de son profil et de sa présence internationale, mais aussi pour la possibilité que ces coalitions offrent d'impulser des changements systémiques vers un modèle moins inégal de distribution de pouvoir et aident à surmonter les asymétries politiques et économiques de la politique internationale et de l'économie mondiale »²³⁷.

Dès lors, dans le cas de la ZOPACAS cette double dimension est présente.

La ZOPACAS apparaît alors, d'une perspective brésilienne, comme un moyen d'étendre et d'affirmer son leadership en dehors de la région sud-américaine, de défendre sa vision et d'influencer sur la gestion des enjeux géopolitiques dans l'Atlantique Sud, mais aussi de diffuser sa compréhension et ses valeurs pour la nécessaire modification du *statu quo*, et pour un monde multipolaire.

Toujours dans ce même ordre d'idées, les politiques étrangères vers le continent africain ont toujours été construites autour de cette double dimension, selon Saraiva, pour qui « la mise en œuvre de la politique africaine du Brésil correspond à un projet d'insertion internationale pour le Brésil qui cherchait à placer l'Afrique atlantique au centre de l'affirmation brésilienne d'autonomie du monde »²³⁸.

Ainsi du point de vue brésilien, l'intérêt de dialogues interrégionaux Sud-Sud se nourrit de l'idée de transformation systémique. En l'occurrence, pour l'Atlantique Sud, cela revient à impulser de nouvelles lignes de compréhension autour d'un espace hautement stratégique et à impulser des relations coopératives en matière de défense.

Néanmoins, on le verra dans les prochains chapitres, tout comme les autres coalitions Sud-Sud, type BRICS ou IBSA, la pluralité de modèles d'insertion internationale des pays-membres à la ZOPACAS restreint le degré de convergence et, par conséquent, limite la fonctionnalité dudit espace de dialogue²³⁹.

Quoi qu'il en soit, parmi les ambitions collectives portées par le discours de Brasilia, la volonté d'une réappropriation d'un espace commun hautement stratégique est présente. Cette réappropriation de l'Atlantique Sud par l'ensemble des États membres de la ZOPACAS implique une capacité d'action collective, un renforcement de leur souveraineté et la mise en œuvre d'une conscience collective.

²³⁶ A. COSTA VAZ, «Coaliciones internacionales en la política exterior brasileña: seguridad y reforma de la gobernanza», *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 97-98 abril 2012, pp. 175-187.

²³⁷ *ibid.*, p. 179.

²³⁸ JF. SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*, p. 242.

²³⁹ A. COSTA VAZ, *op.cit.*, pp. 175-187.

Enfin, la mobilisation du discours, tel qu'il est fait par Brasília, poursuit aussi comme objectif la réduction des risques d'instabilité dans cette zone d'Atlantique Sud, considérée comme un milieu stratégique. En effet, « la consolidation de la ZOPACAS et le dialogue continu au sein de mécanisme d'interactions interrégionaux comme l'ASA ou le Forum de Dialogue Inde-Bésil-Afrique du sud » sont désignés comme des facteurs contribuant à réduire les possibilités de conflit dans ledit espace stratégique brésilien »²⁴⁰. En effet, la construction d'une identité sud-atlantique met l'accent sur les points de convergence et aspire à créer un environnement propice pour l'émergence de plateformes de coopération, créant ainsi une stabilité régionale²⁴¹.

Conjointement à l'action discursive, Brasília va déployer au sein de la ZOPACAS une proactivité qui laisse apparaître le Brésil comme le principal leader. Étant à l'initiative du projet de la ZOPACAS en 1986, le Brésil va occuper une place centrale au sein dudit Forum transnational. Ce rôle central répond à un intérêt particulièrement important et plus ou moins continu au fil des années, mais qui va s'accroître avec l'arrivée au pouvoir du parti travailliste et le renouvellement du rapprochement avec le continent africain dès les années 2000.

Disposant d'une capacité militaire plus importante que ses voisins sud-américains, et ayant participé activement à la création du Conseil de Défense de l'UNASUR, le Brésil a su peu à peu s'imposer du côté sud-américain comme l'acteur clé à l'initiative de différentes réunions dans le cadre de la ZOPACAS. Aussi, parallèlement à la réactivation de la ZOPACAS en 2007, le Brésil est le pays sud-américain qui compte le plus grand nombre d'accords commerciaux, diplomatiques et surtout de Défense avec les pays africains, ainsi que le plus grand nombre d'ambassades. De ce fait, il apparaît naturellement comme l'intermédiaire dans les échanges et procédures entre administrations.

Comme nous l'avons déjà souligné, la ZOPACAS a connu des moments d'intensification et aussi de longues périodes d'inactivité. Depuis sa création en 1986, six sommets ont eu lieu : en 1998 à Rio de Janeiro, en 1990 à Abuja au Nigéria, en 1994 à Brasília, en 1996 à Somerset en Afrique du Sud, en 1998 à Buenos Aires, en 2007 à Luanda, et en 2013 à Montevideo en Uruguay. Dix ans après la résolution 4 /11 des Nations Unies créant la Zone de paix et de coopération dans l'Atlantique Sud de 1986, le Brésil est à l'initiative de la reprise du dialogue et va donc réactiver les rencontres, pour finalement abriter la première réunion ministérielle de

²⁴⁰ Estrategia Nacional de Defesa 2012.

²⁴¹ B. RODRIGUEZ BESSA, B. MATOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, *op.cit.*, p. 271.

la ZOPACAS à Rio de Janeiro en 1996. Puis, lors de la période de réactivation des années 2000, le Brésil se retrouvera encore une fois au centre des réunions et initiatives, laissant apparaître ainsi une proactivité particulière.

Dès lors, la place centrale du Brésil au sein de la ZOPACAS va être analysée à travers la mobilisation de la théorie des rôles et la typologie de leadership telle qu'elle est développée par Young en 1991. Cette approche analytique avait déjà été menée notamment par Whener qui abordait la question du leadership brésilien en Amérique du Sud à partir de ces deux concepts. On voit donc que l'intérêt pour cette approche analytique est double, puisqu'elle permet ainsi de décrypter l'auto-perception du Brésil quant à son rôle à jouer dans la ZOPACAS et d'identifier les composantes de son influence dans ledit espace de coopération et de dialogue.

L'objectif de cette sous-section est donc, dans un premier temps, de distinguer les différents types de leadership que déploie le Brésil dans le cadre de la ZOPACAS et de comprendre comment les différents rôles qui en découlent se matérialisent au sein de ladite structure. Dans un deuxième temps, il sera question de voir comment ce leadership conduit à une situation d'asymétrie interne.

2. Le leadership brésilien dans la ZOPACAS

Le Brésil tentera d'exercer une certaine influence au sein de la ZOPACAS à travers une proactivité qui rassemble différents types de leadership.

2.1 Les différents leaderships brésiliens

La notion de leader est souvent associée à la notion d'influence d'un acteur vis-à-vis d'autres acteurs. Il s'agit d'une action relationnelle puisque le leadership, donc l'influence, n'a de sens que parce qu'il s'exerce sur autrui, les autres. Conjointement donc à l'idée du leader qui influence les autres acteurs, certains auteurs soulignent la dimension sociale du leader qui poursuit des intérêts collectifs et par conséquent qui apparaît sous forme d'« activateur, d'initiateur et de mobilisateur »²⁴². Ainsi, la notion de leadership renvoie-t-elle à un phénomène aux multiples facettes, qui peut être conçu comme rôle, joué de différentes manières, et par différents acteurs aussi bien au niveau régional que global²⁴³.

²⁴² J. BURNS, cité par L. WEHNER, « Roles and actions of Leadership: Brazil and the South America », in: GODEHARDT and NABERS (Eds.) *Regional Powers and Regional Orders*, Routledge, 2011

²⁴³ L. WEHNER, « Roles and actions of Leadership: Brazil and the South America », in: GODEHARDT and NABERS (Eds.) *Regional Powers and Regional Orders*, Routledge, 2011, p. 138.

Si une grande partie de la littérature concernant le leadership se concentre sur la question de la contestation ou non de leadership par les États voisins, les travaux récents se sont penchés sur le leadership déployé par les pays dits émergents au sein de leurs espaces régionaux en lien notamment avec leurs aspirations internationales. Dès lors, dans ce débat le Brésil est souvent abordé. En effet, le leadership brésilien a été étudié dans la littérature essentiellement vis-à-vis de la région sud-américaine²⁴⁴, et surtout à travers la notion d'« hégémonie consensuelle »²⁴⁵, qui revient à dire que le Brésil déploie une stratégie peu coercitive visant à privilégier le consensus²⁴⁶. Néanmoins, très peu d'études abordent la question du leadership brésilien au sein de coalitions interrégionales Sud-Sud. Or, comme nous l'avons déjà signalé, les travaux d'Abdenur, Matheis et Sousa Neto, font l'application du concept d'hégémonie consensuelle du Brésil dans le cadre de la ZOPACAS. Ainsi, mettent-ils l'accent sur les intérêts géostratégiques de cette stratégie de proactivité et de leader²⁴⁷.

Or, bien que ces travaux apportent des éléments nouveaux dans la compréhension de la stratégie brésilienne dans la ZOPACAS, il n'en demeure pas moins que dans le cas afro-sud-américain, il est important de prendre en compte dans l'analyse le contexte et l'auto-perception par les acteurs de leurs rôles à jouer. En effet, le rôle et l'influence qu'entend projeter le Brésil dépend à la fois de son identité, et de sa propre auto-perception de son rôle à jouer. Ainsi, Holsti évoque « un dialogue intersubjectif » entre la propre perception du rôle et les attentes des autres acteurs quant à ce rôle.²⁴⁸ Le rôle (de leader) ne consisterait pas uniquement en une action, mais dépendrait aussi bien de l'identité de l'acteur, autrement dit « l'incorporation de signification et attentes associées au rôle »²⁴⁹, que de sa propre vision. Ainsi, pour le cas du Brésil, la proactivité découle de l'idée qu'a le Brésil de son rôle à jouer dans le dialogue afro-sud-américain. En effet, comme nous l'avons vu, l'espace sud-atlantique est considéré à la fois comme un espace d'intérêt vital, d'action privilégié, mais aussi comme un espace de prolongement du territoire brésilien. Aussi, conscient de sa situation géographique vis-à-vis dudit océan, le Brésil s'auto-perçoit-il comme le principal acteur à part entière à qui revient un

²⁴⁴ A. MALAMUD, « A leader without followers? The growing divergence between the regional and global performance of Brazilian foreign policy », *Latin American Politics and Society*, vol. 53, n°3, 2011, pp. 1-24. M.G. SARAIVA., « Brazilian foreign policy towards South America during Lula's administration caught between South America and MERCOSUR », *Revista Brasileira de Política Internacional*, 53, 2010, pp. 151-168.

²⁴⁵ S.W. BURGESS « Consensual Hegemony: Theorizing Brazilian Foreign Policy after the Cold War », *International Relations*, vol. 22:2, 2008. pp. 65-84.

²⁴⁶ BURGESS-cité par L. WEHNER, *op.cit.*, p. 138.

²⁴⁷ A. ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, *op.cit.*, p.15.

²⁴⁸ K.J. HOLSTI, « National role conception in the study of Foreign Policy », *International Studies Quarterly*, vol. 14, n°3, 1970, pp. 233-309.

²⁴⁹ NABERS cité par L. WEHNER, *op.cit.* p. 141.

rôle particulier. Cette auto-perception concernant le rôle que le Brésil s'attribue répond également à l'identité des principes clés de sa politique extérieure, que sont notamment « l'autonomie », « l'universalisme » et « la grandeur »²⁵⁰, à côté desquels on trouve la défense de valeurs universelles, lesquelles s'illustrent, entre autres, par les principes de multilatéralisme et de transformation des institutions internationales actuelles. Dès lors, l'ensemble de ces éléments influence également la prise en charge d'un certain rôle.

Aussi, s'agissant d'un « dialogue intersubjectif », le rôle qu'entend jouer le Brésil au sein du dialogue transnational dans l'Atlantique Sud se construit également par rapport au contexte dans lequel celui-ci s'inscrit, et qui se caractérise par l'absence d'autres puissances régionales militaires en Amérique du sud et du côté de la façade atlantique africaine. Cette absence de protagonisme d'autres États dans l'espace sud-atlantique a d'une certaine façon renforcée l'idée d'un rôle de leader du Brésil.

Toutefois, le statut de leader dépend de l'acceptation de la part de ceux qui sont considérés comme des « followers », et donc des États voisins. Dans le cas du Brésil cette acceptation n'est pas évidente en raison des rivalités existant au niveau régional et principalement vis-à-vis du voisin argentin²⁵¹. En effet, bien que le leadership du Brésil soit toléré dans le cadre des initiatives de la ZOPACAS, cela ne revient pas à dire que l'ensemble des États membres de ladite zone reconnaissent le rôle de leader du Brésil dans l'espace sud-atlantique, d'autant plus qu'il faut rappeler que le ZOPACAS représente l'ambition de ces États à affirmer leurs souverainetés dans l'espace sud-atlantique en tant qu'acteurs à part entière.

Dès lors, dans sa poursuite de la reconnaissance de son rôle de leader, Brasilia met en œuvre au sein de la ZOPACAS des actions qui s'apparentent aux différents types de leadership que Young distingue. Dès lors, appliquée au cas de la ZOPACAS cette typologie permet de mettre en lumière les différents rôles joués par le Brésil.

2.1.1 Le leadership entrepreneurial

Oran Young distingue plusieurs types de leadership, parmi lesquels d'abord celui dit « entrepreneurial », qui renvoie à l'habileté de convaincre et d'attirer les partenaires vers un accord²⁵². Réussir à convaincre les partenaires de changer leurs choix initiaux fait partie de ce type de leadership. En effet, il s'agit ainsi de « mobiliser les acteurs avec des intérêts communs

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 145.

²⁵¹ A. MALAMUD, « A leader without followers? The growing divergence between the regional and global performance of Brazilian foreign policy », *Latin American Politics and Society*, vol. 53, n°3, 2011, pp. 1-24.

²⁵² O.R. YOUNG, « Political leadership and regime formation: on the development of institution in international society », *International Organization*, vol 45, n°3 1991, pp. 281-308.

qui sont encore passifs et qui n'ont pas encore adhéré à la réalisation de l'objectif commun ». ²⁵³ Ce type de leadership consiste également à faire de la médiation car il est basé sur les notions de consensus, de dialogue, d'inclusivité et de médiation. ²⁵⁴ Par ailleurs, comme le souligne Wehner, le leader n'est pas uniquement celui qui convainc les autres, mais aussi celui qui réussit à créer chez ceux-ci le besoin d'atteindre collectivement un résultat ou un objectif commun régional de bien public ²⁵⁵.

Dès lors, dans le cas du Brésil au sein de la ZOPACAS, ce rôle de leadership entrepreneurial va être joué à différents moments. En effet, conscients des enjeux sécuritaires mais surtout de la menace que constituerait la présence d'armes nucléaires extérieures dans l'espace sud-atlantique, le gouvernement de Figueiredo puis celui de Sarney, ont été à l'initiative des discussions autour de la création d'une Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud dès les années 1985, pour finalement présenter à l'Assemblée des Nations Unies cette proposition qui fut adoptée en octobre 1986. En initiant ces négociations avec les partenaires sud-américains et africains autour de ce projet, le Brésil endossait déjà le rôle de leader entrepreneurial puisque son action consistait à convaincre ses partenaires pour la mise en place d'un projet d'intérêt commun.

Aussi, le rôle de leader entrepreneurial brésilien se caractérise principalement par un appui logistique et matériel rendant possible la tenue des réunions, et par la mise en place d'agendas de rencontres et de séminaires. En effet, comme le souligne Nabers, le « leader will be able to act as an agenda setter, showing innovative solutions to overcome deadlocks or operating as a broker to gain support for salient solutions » ²⁵⁶. En l'occurrence, l'appui logistique fourni par le Brésil réside essentiellement dans la prise en charge des réunions préparatoires aux frais du Brésil, comprenant les frais de voyage et de séjour de toutes les délégations étrangères sur le sol brésilien.

Cet engagement économique et logistique illustre l'intérêt qu'a le Brésil de limiter les obstacles matériels qui constituent les principaux freins au dialogue Sud-Sud, et montre également le degré d'engagement du Brésil dans lesdites initiatives. Aussi, cet appui logistique a également consisté en un suivi administratif effectué par les différentes ambassades brésiliennes sur place en Afrique, en vue à la fois de maintenir et de faciliter le contact avec les ministères de Défense et des Affaires étrangères, mais aussi par l'administration de l'Itamaraty

²⁵³ L. WEHNER, *op. cit.*, p. 142.

²⁵⁴ *ibid.* p.151.

²⁵⁵ *ibid.* p.143.

²⁵⁶ D. NABERS, « Power, leadership, and hegemony in international politics: the case of East Asia », *Review of International Studies*, 36, oct. 2010, pp. 931–949.

à Brasilia avec pour mission de centraliser et de diffuser les informations vers les partenaires sud-américains. En effet, comme l'a montré la consultation des archives, le double rôle joué par l'administration brésilienne a été primordial.

2.1.2 *Le leadership intellectuel*

A côté de ce premier type de leadership, Young distingue le leadership intellectuel. Celui-ci renvoie à l'usage d'experts pour façonner la façon de penser ; il peut être déployé par des officiers, des communautés épistémologiques. Le leader intellectuel produit un capital intellectuel ou un système de pensée qui façonne et donne forme aux perspectives de ceux qui participent aux négociations internationales²⁵⁷. En l'occurrence, comme on l'a vu précédemment, le Brésil déploie dans le cadre de la ZOPACAS une action rhétorique qui s'articule autour de certains éléments clés qui visent à construire une conscience collective autour dudit espace sud-atlantique. La notion de rôle de leader intellectuel, et donc de mobilisateur d'un capital de pensée, se rapproche du concept de circulation idéale mais identifie dans cette dynamique un acteur prépondérant.

Le Brésil endosse plusieurs rôles tout au long de la période de réactivation, au cours de laquelle il occupe effectivement une position centrale. Il n'en demeure pas moins que la reprise du dialogue concernant la ZOPACAS, après sa longue période d'inactivité, émane principalement de l'action diplomatique de l'Angola, qui dès 2007, était à l'initiative de plusieurs rencontres visant à organiser une prochaine réunion ministérielle. En effet, contrairement à la conception d'un leadership rigide, Wehner souligne que « étant des rôles, ces formes de leadership peuvent être partagées, façonnées et mises en œuvre par d'autres acteurs »²⁵⁸. Aussi, ces différents leaderships sont fluides et dépendent du contexte précis dans lequel ils se déploient, et sont (« performed ») mis en œuvre socialement entre un Soi et un Autre²⁵⁹. Ainsi, dans le cas de la ZOPACAS, le rôle de leader exercé par le Brésil peut aussi bien être partagé comme rivalisé par d'autres acteurs. Dès lors, concernant l'épisode de réactivation, Luanda a exercé un rôle de premier plan, combinant un relatif leadership intellectuel et entrepreneurial facilité par la décision de Brasilia de se montrer prudente et par le secrétariat de la ZOPACAS à Luanda lors du Sommet de 2007.

²⁵⁷ O.R. YOUNG, « Political leadership and regime formation: on the development of institutions in international society », *International Organization*, vol. 45, n°3 1991, pp. 281-308.

²⁵⁸ L. WEHNER, *op.cit.*, p. 145.

²⁵⁹ *ibid.* p.151.

2.1.3 *Le leadership structurel*

Young définit le leadership structurel comme étant la capacité d'exercer et d'attirer les « followers » avec des promesses de récompenses matérielles et l'usage de la menace.²⁶⁰ La plupart des études concernant la stratégie du Brésil au niveau régional relèvent que le Brésil mobilise des moyens consensuels d'influence plutôt que des moyens de pressions directes. En l'occurrence dans le cas de la ZOPACAS, le Brésil est conscient de sa supériorité matérielle et fait ressortir la nécessité d'action collective comme primordiale face à la menace extérieure, laissant ainsi apparaître la coopération en matière de défense et de sécurité comme l'une des solutions. Ainsi, il ne s'agit pas d'exercer une menace directe mais plutôt de se placer, grâce à des ressources matérielles et humaines, comme l'acteur clé de cette coopération sud-atlantique. En effet, c'est à travers son soft power que le Brésil tente d'influencer les autres États, et d'affirmer sa place dans la ZOPACAS.

Déployés parfois de façon simultanée, ces différents rôles de leader du Brésil au sein de la ZOPACAS lui permettent d'influencer et de façonner d'une certaine façon le processus transnational mis en œuvre. Or, il y a lieu de se demander comment, à partir de ces rôles de leader, le Brésil a initié une dynamique de reconfiguration de l'espace sud-atlantique. Autrement dit, quel a été son rôle dans la formation d'un espace sud-atlantique pensé comme tel ?

La littérature sur le processus de « région building » se concentre sur l'action de la puissance régionale dans la création d'une région à travers la mobilisation de différents éléments.

La place centrale du Brésil dans le processus de création et de maintien de la ZOPACAS traduit une situation retrouvée dans la plupart des initiatives interrégionales Sud-Sud, à savoir la prépondérance exercée par la puissance régionale. Dès lors, plusieurs auteurs ont ainsi questionné le rôle de « région builder » que jouent lesdites puissances régionales au sein des nouveaux espaces Sud-Sud. Ainsi, en ce qui concerne le cas de l'Atlantique Sud, le rôle central et le leadership exercé par Brasilia ont été étudiés et analysés autour de cette notion de « région building ». En effet, celle-ci cette notion semble intéressante dans le cas d'étude de la ZOPACAS car cela revient à dire que l'objectif *in fine* de l'interrégionalisme Sud-Sud est de créer un espace émergent novateur dans le sens où il crée une nouvelle reconfiguration de l'espace géographique et par conséquent il aspire à une reconfiguration du pouvoir dans ledit

²⁶⁰ *ibid.* p.141.

nouvel espace²⁶¹. Aussi, appréhender le leadership brésilien à partir du rôle de « region building » permet-il de mettre en lien l'action discursive du Brésil, avec les enjeux géostratégiques de la ZOPACAS.

Par ailleurs, la notion de « région building » met en lumière les différents éléments qui structurent ledit processus de construction de région, pris comme étant une construction sociale : en effet en plus des éléments matériels, les éléments idéels tels que le discours et la construction d'une identité font partie dudit processus enclenché par le Brésil. Ainsi, Buzan et Waever ont-ils souligné l'importance des aspects idéationnels tels que les idées, les compréhensions, les identités, les contextes sociaux et historiques dans la compréhension de la mise en place de relations de coopération²⁶².

Le rôle de « region builder » du Brésil consistait à répandre une « conscience sud atlantique » au sein de la ZOPACAS, qui aurait permis de faciliter la mise en œuvre d'une stratégie régionale de sécurité²⁶³.

Ce serait donc à partir de ces différents rôles que le Brésil déploie au sein de l'Atlantique Sud une proactivité matérielle, diplomatique, et discursive en vue de proposer une relecture dudit espace. Cependant, ce leadership de Brasilia entraîne des conséquences internes : des asymétries et un enchevêtrement de stratégies.

2.2 Entre asymétries internes et « overlapping » de stratégies

La course au leadership de la part du Brésil au sein de la ZOPACAS a constitué un facteur positif pour l'évolution et le maintien d'un dialogue transatlantique Sud-Sud, surtout après de longues périodes de silence. Toutefois, le protagonisme brésilien laisse voir certaines caractéristiques telles que des asymétries internes qui peuvent, à long terme, constituer des limites à la pérennisation de la ZOPACAS.

2.2.1 *Asymétrie et fragile pérennisation*

De ses différents rôles, le Brésil a su exercer un certain leadership relatif à l'intérieur de la ZOPACAS qui a eu pour effet de galvaniser l'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique Sud. Ainsi, à l'initiative de plusieurs séminaires dans le domaine du développement durable, du transfert de connaissance entre les marines et de programmes de formation technico-

²⁶¹ Par ailleurs, dans le cas de l'Atlantique Sud la notion de « region building » renvoie non pas à la création d'une région en tant que telle mais plutôt à un espace, en l'occurrence à un espace afro-sud-américain en devenir.

²⁶² RODRIGUES BESSA, B. MATTOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, *op.cit.*, p.265.

²⁶³ *Ibid.*, p.268

professionnels²⁶⁴, le Brésil a contribué à concrétiser certains objectifs fixés par les différentes Déclarations de la Zone.

Néanmoins ce leadership brésilien laisse entrevoir une situation d'asymétrie interne ainsi qu'une certaine fragilité dans le degré d'engagement des autres partenaires. En effet, d'une rive à une autre de l'Atlantique Sud, les perceptions et les ressources sur lesquelles reposent les stratégies de politique extérieure ne conduiront pas à adopter le même protagonisme que celui du Brésil. Dès lors, il y a lieu de distinguer d'une part, l'asymétrie vis -à- vis du continent africain, et d'autre part, l'asymétrie intra sud-américaine.

En effet, bien qu'aucune attribution n'ait été faite au Brésil, contrairement au cas de l'ASA où il occupe la place de « coordinateur régional », ce pays a su se hisser comme l'interlocuteur principal et l'acteur incontournable du côté sud-américain en ce qui concerne le dialogue dans la ZOPACAS.

Du côté africain cette figure d'interlocuteur et d'acteur proactif n'est pas jouée par un État en particulier. En effet, bien que l'Afrique du Sud apparaisse comme l'État africain disposant d'une capacité matérielle la plus proche de celle du Brésil, Pretoria n'a pas cherché à déployer une telle stratégie de proactivité et de leadership au sein de la ZOPACAS. En effet, comme cela est abordé dans le chapitre suivant, Pretoria met en œuvre déjà au niveau de la région d'Afrique australe un leadership dans le cadre de la SADC.

Aussi, le fait qu'aucun autre État membre africain n'ait pu déployer un tel protagonisme à l'instar du Brésil s'explique par des raisons purement matérielles. En effet, aucun État africain n'a réellement pu combiner une capacité de projection en dehors des eaux brunes et assumer le rôle de leader africain concernant l'Océan Atlantique.

Par ailleurs, cette disparité en termes de protagonisme ou d'action discursive ne revient pas pour autant à dire qu'il y aurait un intérêt amoindri de la part des partenaires africains. Au contraire, la participation de hauts fonctionnaires aux Séminaires et celle des Ministres de Défense aux différentes Réunions Ministérielles montre l'intérêt politique accordé à ladite zone.

²⁶⁴ Dans le domaine du développement durable, le Brésil a organisé du 11 au 13 septembre 2013 un Séminaire Atlantique-Sud-Ouest ayant pour thème l'administration de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. Aussi, au sortir de la réunion ministérielle de la ZOPACAS en 2013, le Brésil a lancé un programme de formation technique pour les États membres de ladite zone : cela a concerné le domaine de la Gestion et de la Planification de la Zone côtière et marine, la Criminalité transnationale, la Gestion durable de la pêche et l'Aquaculture, l'organisation des services d'action et de contrôle de la tuberculose pour les pays de la zone, et l'Océanographie de l'Atlantique tropicale.

En effet, le niveau hiérarchique des délégations fait partie des indices qui relèvent à la fois des intérêts politique et économique des États africains²⁶⁵.

Aussi, le contexte régional de la rive africaine, comme on va l'étudier dans le chapitre suivant, diffère considérablement de celui de la rive sud-américaine, notamment en raison des enjeux sécuritaires cruciaux et de la présence de forces occidentales dans ledit espace.

En outre, la différence que l'on observe entre les deux rives se trouve dans l'expérience et la capacité de coopération intra régionale en matière de défense et de sécurité. En effet, la partie sud-américaine, à travers des programmes tels que la « Coordination for the South Atlantic Maritime Area » (CAMAS), a déjà développé un savoir-faire dans ces domaines. Il s'agit concrètement de la mise en commun d'un système de surveillance du trafic maritime, qui repose donc sur « Maritime Traffic Naval Control Command » (COMCONTRAM), dont les missions sont d'assurer la transmission de messages, de recevoir des informations de la part des navires marchands, navires de pêche, des paquebots de croisière, de la surveillance et de l'assistance des navires, de l'identification à longue distance des navires et du suivi des exploitations en eau profonde²⁶⁶. Parallèlement à ces organes, la tenue d'exercices communs accroît donc la mise en place d'une stratégie commune et une capacité d'action collective. Toutefois, il faut reconnaître que le contexte sécuritaire sud-américain reste toujours en construction et fait face encore à de nombreuses limitations²⁶⁷.

Par ailleurs, du côté de la rive africaine, le schéma est beaucoup plus complexe puisqu'entrent en jeu plusieurs acteurs et organisations régionales et sous-régionales²⁶⁸.

Toutefois, la proactivité du Brésil au sein de la ZOPACAS n'a pas toujours été suivie avec le même élan d'enthousiasme de la part des voisins sud-américains.

2.2.2 *Le rôle de l'Argentine dans la ZOCAPAS*

Tout comme le Brésil, l'Argentine possède un littoral très étendu. Cependant, l'intérêt pour les questions maritimes, et particulièrement pour l'Atlantique Sud, a évolué au fur et à mesure des mutations internationales et systémiques. La question des Malouines a constitué

²⁶⁵ F. SOULE-KOHNDOU, « 'Africa+1' summit diplomacy and the 'new scramble' narrative: recentering african agency », African affairs (London), 2020. pp. 1-14.

²⁶⁶ S. EVANGELISTA MEDEIRO, W. SOUSA MOREIRA, « Maritime Cooperation among South Atlantic countries and repercussions for the regional community of security practice », dans A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Eds.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39 (2), May/Aug 2017, Quarterly, p. 294.

²⁶⁷ A.MALAMUD, « Managing security in a Zone of Peace: Brazil's soft approach to regional governance », *Revista brasileira de política Internacional*, n°60, 2017, pp. 1-22.

²⁶⁸ Cf. le chapitre 2 concernant l'Atlantique Sud d'une perspective africaine, qui détaille plus le contexte africain.

une constante dans la conception de la politique extérieure de l'Argentine. En effet, le dossier relatif aux îles Malouines se retrouve directement lié aux intérêts argentins dans la Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud²⁶⁹. Dès lors, d'un point de vue argentin, la ZOPACAS offre un cadre à partir duquel Buenos Aires entend défendre ses différents intérêts stratégiques, notamment en ce qui concerne le désarmement dans la zone, le contrôle de la pêche et de l'exploitation des hydrocarbures, ainsi que la promotion du développement durable²⁷⁰. Mais surtout l'intérêt stratégique majeur est celui de réaffirmer à travers la zone de paix, la souveraineté de l'Argentine sur certains territoires disputés.

Néanmoins, la participation de l'Argentine au sein de la ZOPACAS va se caractériser par un profil d'acteur secondaire, qui consistera essentiellement à suivre les actes du Brésil et cela en raison d'un intérêt « rare » pour les questions de l'Atlantique et pour les pays de la côte occidentale africaine²⁷¹.

Dès lors, la participation de Buenos Aires va donc évoluer durant les différentes étapes du développement de la ZOPACAS. Ainsi, lors de sa création en 1986, la ZOPACAS se présentait-elle comme un outil diplomatique utile dans le cadre de la stratégie de politique extérieure du gouvernement argentin. En effet, Buenos Aires avait réussi à faire apparaître dans la Déclaration de la ZOPACAS un paragraphe concernant la question des Malouines, et sa politique extérieure était plutôt orientée vers le Tiers-Monde.

Néanmoins, avec l'arrivée au pouvoir des gouvernements de Carlos Menem (1989 – 1999) une nouvelle orientation de la politique extérieure et des stratégies pour défendre les Malouines vont être instaurées. En effet, il s'agira d'une approche orientée vers un rapprochement avec les États-Unis, et une approche bilatérale avec la Grande Bretagne au sujet des Malouines. Dès lors, la conséquence directe concernant la ZOPACAS va être une baisse d'intérêt perceptible lors de la Réunion Ministérielle de la ZOPACAS en 1998 à Buenos Aires, considérée par certains comme un échec.

Avec les gouvernements de Nestor Kirchner (2003-2007) et Cristina Fernandez de Kirchner (2007-2015), l'Argentine opère un changement d'orientation concernant sa politique étrangère récupérant ainsi « un regard vers la région latino-américaine et vers le Global South »²⁷². Ainsi, la question des Malouines ressurgit-elle comme un élément crucial dans l'agenda extérieur. Ces nouvelles orientations entraînent un intérêt renouvelé pour la

²⁶⁹ G. LECHINI, «Argentina y la Zona de Paz y Cooperación del Atlántico Sur (ZOPACAS) », Revista Brasileira de Estudos Africanos, Porto Alegre, vol.4, n°7, Jun-Jul 2019, p. 107.

²⁷⁰ *ibid.* p. 110.

²⁷¹ *ibid.* p.111.

²⁷² *ibid.* p. 120.

ZOPACAS de la part de Buenos Aires, qui plaidera pour l'inclusion du cas des Malouines dans les Déclarations finales de Luanda en 2007 et celle de Montevideo en 2013. Au cours de cette période, qui correspond à la phase de revitalisation de la Zone de paix et de Coopération de l'Atlantique Sud, l'Argentine a adopté une attitude positive et a su défendre ses intérêts prioritaires.

Aussi, l'Argentine possède un intérêt pour l'Antarctique où elle revendique sa souveraineté sur certains territoires. Dès lors, la Zone de paix et de coopération dans l'Atlantique Sud apparaît encore une fois comme un outil diplomatique significatif en vue d'approfondir sa recherche de légitimité et de soutien. Jusqu'alors l'Argentine comptait six bases permanentes et 7 temporaires en Antarctique²⁷³.

Considérés conjointement, les États des deux rives sud-atlantique ne possèdent pas le même degré d'intérêt vis-à-vis dudit espace. Rappelons que le Brésil possède un littoral de près de 7.000 kilomètres. Mais surtout, ces États membres de la ZOPACAS ne sont pas prêts à assumer la responsabilité logistique et matérielle liée aux réunions dudit forum. En effet, l'un des aspects en faveur de l'usage de Sommets ministériels ou présidentiels est le faible coût que cela implique pour les États membres.

Dès lors, cette situation rend la pérennité de la ZOPACAS dépendante de l'intérêt de Brasilia, perçue comme on l'a vu précédemment, comme le principal activateur dudit espace.

2.2.3 *La stratégie bilatérale brésilienne et la ZOPACAS*

La proactivité du Brésil au sein de la ZOPACAS ne constitue pas la seule stratégie d'action menée par Brasilia concernant l'Atlantique Sud et ses objectifs de rapprochement envers les pays africains. En effet, conjointement à son engagement proactif au niveau multilatéral, le Brésil a déployé une stratégie de rapprochement bilatéral en matière de coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense avec plusieurs pays de la rive atlantique africaine.

Ainsi, cette stratégie se concentre-t-elle sur des activités telles que : les donations, les exercices navals, entre autres ; et elle se concentre sur certains pays, notamment la Namibie, l'Angola et l'Afrique du Sud comme nous l'avons déjà évoqué. Ainsi de 2003 à 2014, les Ministres successifs de la Défense ont effectué près de 19 visites officielles au Cap Vert, en

²⁷³ MEDEIROS.E-S, DE MATTOS.F.L, « Antártica as a South Atlantic Maritime security issue », DUARTE, CORREIRA DE BARROS(Dr.) *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave macmillan 2019, pp. 105-127.

Guinée Bissau, en Namibie, en Angola, à Sao Tomé et Príncipe et en République Démocratique du Congo²⁷⁴.

Les différents programmes de coopération menés au niveau bilatéral approfondissent considérablement les liens entre les armées, mais la menace de créer un système de « overlapping » reste possible, d'autant plus que la plupart des États africains avec lesquels le Brésil a mis en place des accords en matière de défense sont situés sur la façade occidentale du continent africain et font donc partie de la ZOPACAS.

Outre la stratégie bilatérale, la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP) possède aussi un Conseil de Défense en son sein, qui réunit les ministres de la Défense des États membres, et donc constitue une autre enceinte multilatérale au sein de laquelle sont abordées et mises en place des stratégies en matière de défense et sécurité qui touchent l'espace de l'Atlantique Sud.

Dès lors, s'il est vrai que cette multiplicité d'espaces de coopération en matière de défense maritime semble utile pour le Brésil afin d'y déployer sa proactivité et de défendre puis de maintenir sa vision et son leadership, il n'en demeure pas moins que, du fait de l'absence de communication entre lesdits espaces de dialogue, les résultats peuvent être limités. En effet, la participation du Brésil à ces différents forums sud-atlantiques lui confère une place centrale et lui permet d'exercer une sorte de « forum shopping », de diversifier et de choisir les partenaires clés avec lesquels Brasilia entretient des liens.

En ce qui concerne l'idée d'une fonctionnalité du maillage institutionnel que procure la pluralité d'espaces de dialogue afro-sud-américains ou sud-sud, il faut noter que celle-ci permet de combiner et de juxtaposer divers accords, d'avoir un réseau conduisant à une action combinée ; d'autant plus que l'idée de ce maillage interrégional fonctionnel est énoncée dans la Déclaration de l'ASA de 2013 où la complémentarité des agendas et des actions entre la ZOPACAS et l'ASA est souhaitée²⁷⁵. En effet, l'idée selon laquelle l'ensemble des initiatives interrégionales dans l'Atlantique Sud offre l'avantage d'une fonctionnalité, une complémentarité et une plus grande proximité, s'est reproduite dans les discours officiels brésiliens.

Néanmoins, dans la pratique, il existe peu de dialogue entre les différents types d'initiatives déployées par Brasilia, notamment en raison de l'absence de centralité au niveau de l'Itamaraty où les directions sont séparées les unes des autres. En effet, c'est le cas de la

²⁷⁴ P. SEABRA « From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014) » Thèse de Doctorat, Université de Lisbonne 2016. p. 76.

²⁷⁵ Declaración de Nueva Esparta 2009.

Direction « des mécanismes interrégionaux » et de la « Direction des pays de langue portugaise » au sein de la direction africaine et de la « Direction des Nations-Unis » au sein de laquelle une sous-direction travaillant sur la ZOPACAS se trouve. Outre cette répartition peu fonctionnelle des différentes administrations responsables desdites initiatives, notre travail de terrain a montré le faible degré de coordination entre elles.

En effet, chaque forum de dialogue est perçu séparément et comme étant le résultat d'une stratégie et d'un contexte différent entraînant par conséquent des agendas et des objectifs distincts²⁷⁶. Ainsi, à titre d'exemple, la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) étant beaucoup moins idéologique que le dialogue ASA, et ayant un agenda plus divers que celui de la ZOPACAS, est perçue comme un espace de dialogue transrégional échappant aux conjonctures, bénéficiant de facteurs de pérennisation et poursuivant ses propres objectifs²⁷⁷.

Toutefois, le chevauchement des agendas entre les différents forums offre tout de même la possibilité d'un suivi collectif/partagé autour de thèmes centraux surtout en ce qui concerne l'Atlantique Sud : par exemple, la CPLP possède une réunion ministérielle de défense avec ses États-membres et a déployé des initiatives allant dans le sens d'une coopération entre ceux-ci, parmi lesquels 7 sont également membre de la ZOPACAS²⁷⁸.

Cette pluralité d'espaces de dialogue réunissant Africains et Sud-américains constitue un avantage dès lors que sont mises en place des passerelles permettant un minimum de communication entre eux. En effet, les agendas de coopération étant quasiment identiques d'un forum à un autre, la complémentarité des actions entraînerait une plus grande efficacité des projets. Dès lors, le Brésil a un rôle important à jouer dans cette construction de dialogue entre initiatives transatlantiques.

²⁷⁶ Entretien réalisé auprès du Directeur de la Division CPLP à l'Itamaraty, Brasilia, juin 2018.

²⁷⁷ Ibid. Entretien.

²⁷⁸ Il s'agit en l'occurrence du Brésil, de l'Angola, du Cap Vert, de la Guinée Bissau, la Guinée Equatoriale et de São-Tomé et Príncipe.

CONCLUSION

L'évolution de la stratégie du Brésil vis-à-vis de l'Atlantique Sud a révélé que cet espace a constitué dès les années 2000 une priorité au sein de la nouvelle politique étrangère menée par le gouvernement du Président Ignacio Lula da Silva dès 2002. En effet, cet espace constitue d'un point de vue brésilien, un espace d'intérêt vital et de projection internationale en raison de l'existence d'enjeux sécuritaires, économiques et politiques internationaux présents dans cet espace géographique.

Le leadership du Brésil au sein de la ZOPACAS s'appuie sur des ambitions internationales stratégiques et sur une auto-perception d'un rôle de leader à jouer dans ladite zone sud-atlantique. Pour ce faire, Brasilia a mis en œuvre une diffusion idéelle à travers une rhétorique particulière. L'analyse menée tout au long du présent chapitre a permis d'identifier un processus dynamique de circulation d'éléments cognitifs qui aspirent à construire une conscience et une identité sud-atlantique communes où le passé historique et la communauté de destin occupent une place essentielle.

Dès lors, s'il semble évident que l'Atlantique Sud a constitué un espace stratégique pour Brasilia, impliquant la mise en œuvre de stratégies diversifiées, qu'en est-il du côté africain ? L'espace sud-atlantique et l'initiative de la ZOPACAS va-t-elle être perçue de la même manière et va-t-elle engendrer une telle proactivité de la part des partenaires africains ?

Chapitre 2

L'ATLANTIQUE SUD D'UNE PERSPECTIVE AFRICAINE

Introduction

Ce chapitre s'attèle à analyser les logiques, les intérêts et les stratégies africaines vis-à-vis de l'Océan Atlantique. En effet, rarement prise en compte dans la littérature scientifique analysant la Zone de Paix et de Coopération, la participation des États africains dans de telles structures Sud-Sud reflète un choix politique, idéologique et stratégique en vue d'intérêts précis. Contrairement au cas du Brésil, l'Atlantique Sud du côté africain n'a pas toujours fait l'objet d'un intérêt stratégique constant.²⁷⁹

S'intéresser à l'Atlantique Sud à partir d'une perspective africaine revient donc à se pencher, d'une part, sur les stratégies mises en œuvre à la fois sur les échelles nationales, sous-régionales et régionales concernant cet espace maritime; d'autre part, notre démarche revient à s'intéresser à la perception de cet espace par les pays africains riverains.

Pour ce faire, il sera question, dans un premier temps de contextualiser la situation maritime de la façade atlantique africaine (I), puis d'étudier le cas de l'Afrique du Sud et de l'Angola au sein de la ZOPACAS (II)²⁸⁰ en vue d'aborder les intérêts africains autour d'un tel espace interrégional.

²⁷⁹ A.D.OGOULAT, « Géostratégie et polémologie dans l'espace atlantique centre-oriental : le cas du golfe de guinée ». In, A-L. SANGUIN, *L'Atlantique et les géographes*, NOROIS, n°180, Octobre Décembre 1998, p.571-586, consulté en ligne sur le site www.institut-strategique.fr le 05 octobre 2018.

²⁸⁰ Bien que le Nigeria ne fasse pas l'objet d'une section exclusive, l'étude des enjeux sécuritaires au large des côtes nigérianes et notamment dans le Delta du Niger ainsi que le rôle du Nigeria dans les efforts de sécurisation du Golfe de Guinée sont abordés tout au long du présent chapitre. De plus, l'analyse des stratégies de diversification de l'Afrique du Sud et de l'Angola dans l'Atlantique sud se fait à partir des relations de rivalités vis-à-vis du Nigeria. En effet, la volonté de rendre dynamique l'étude du contexte sous-régional nous a conduit à faire ce choix méthodologique qui permet de dévoiler les différentes relations de pouvoir entre les principaux acteurs maritimes de la côte atlantique africaine.

Section 1 :

UNE PARTICULARITÉ COMPLEXE DU CONTEXTE GÉOPOLITIQUE DE LA FAÇADE ATLANTIQUE DE L'AFRIQUE

Avant d'aborder l'évolution des enjeux qui ont structuré l'Atlantique Sud du côté africain, il y a lieu de s'interroger sur la délimitation qui est faite pour désigner l'espace de l'Atlantique Sud à partir d'une perspective africaine. En effet, étant un continent insulaire, l'Afrique possède plusieurs frontières maritimes de l'Est à l'Ouest, et du Nord au Sud. Dès lors, plusieurs routes maritimes passent par les différentes zones maritimes du continent africain, telle que la route du Cap de Bonne Espérance au sud du continent²⁸¹, et le Golfe d'Aden situé entre la corne de l'Afrique et la péninsule arabique. Le degré d'interaction et d'enjeux à chacune de ces frontières maritimes du continent est différent dès lors que ces dernières se déploient dans des contextes régionaux particuliers et constituent une fenêtre d'ouverture vers d'autres régions du monde.

Dès lors, pour traduire cette pluralité des espaces maritimes africains, Kornegay parle d'« encerclement quadrilatéral d'interdépendances spatiales et géopolitiques »²⁸². Cet encerclement se composerait de trois parties ; à savoir la première désignée comme l'Atlantique « Afro-latine », la deuxième « Euro-Afrabia » qui part du Sud de la Méditerranée jusqu'au Golfe Persique, en passant par la Mer Rouge et le Golfe d'Aden pour aboutir au nord de l'Océan Indien, et enfin, la troisième zone dite « Afro-Asiatique » qui recouvre toute la partie orientale du continent africain jusqu'à l'Asie du Sud-Ouest.²⁸³ Par « interdépendances » Kornegay désigne « des interactions de liens géopolitiques, économiques, et stratégiques entre continents et régions définies par leur proximité géographique à la fois terrestre et maritime »²⁸⁴.

La distinction de ces différentes zones qui composent les espaces maritimes du continent africain met en lumière l'étendue de sa façade maritime, sa pluralité en termes de contextes, d'enjeux sécuritaires et géopolitiques. Aussi, cela permet-il de souligner la nécessité de la

²⁸¹ La route du Cap de Bonne Espérance place le continent africain au cœur des échanges et des flux commerciaux circulant entre l'océan Indien et l'océan Atlantique.

²⁸² F.KORNEGAY, « South Africa, the South Atlantic and the IBSA-BRICS equation: the transatlantic space in transition », (In), *Austral: Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, v.2, n.3, Jan-Jun 2013, pp.75-100.

²⁸³, *ibid.*, p.80.

²⁸⁴*ibid.*, p.81.

complémentarité des initiatives et des approches sous-régionales en vue d'atteindre une gouvernance maritime continentale. De plus, cette prise en compte de l'aspect géospatial propre au continent africain est essentielle lorsqu'il s'agit d'étudier la perception et les stratégies d'un État comme l'Afrique du Sud qui possède deux rives océaniques différentes.

Par ailleurs, la présente section se concentre sur la zone désignée comme « Afro-latine » de l'Atlantique Sud²⁸⁵ et vise à répondre aux questionnements centraux suivants : Quelles ont été les évolutions de la perception et l'attitude des États africains de la façade atlantique vis-à-vis de l'Océan Atlantique ? Dans quelle mesure l'Atlantique Sud a-t-il constitué un enjeu géopolitique des pays africains ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de faire un retour historique sur l'évolution de l'espace maritime dans les stratégies de politiques étrangère et économique des pays de la rive atlantique (1.1) ; afin ensuite d'aborder les facteurs de complexification du contexte géopolitique africain (1.2).

1. Retour historique sur les enjeux autour de l'Atlantique Sud

Souvent considéré à tort comme marginal au niveau international, l'espace maritime sud atlantique a connu, durant la période des années 1980-1990, un regain d'importance en raison de l'expansion du conflit idéologique entre les deux blocs durant la Guerre Froide²⁸⁶ vers le continent africain, notamment au Congo et en Angola. Néanmoins, d'un point de vue africain, l'importance internationale de l'Atlantique Sud remonte à la Traite Négrière et au trafic triangulaire qui plaçait le continent au cœur d'importantes circulations commerciales reliant les Amériques et l'Europe dès le XV^{ème} siècle. Toutefois, bien avant cet épisode historique, certaines structures présentes sur la rive de l'Océan Atlantique illustraient déjà des échanges et activités qui témoignent d'une importance dudit espace²⁸⁷.

Ainsi, au fil des décennies et des contextes internationaux, l'Atlantique Sud s'est vu être placé tantôt au cœur, tantôt en retrait des relations internationales. Cependant, malgré

²⁸⁵ Également désignée comme la façade atlantique du continent africain, la côte ouest atlantique du continent africain est identifiée tout au long de ce travail par plusieurs termes, parmi lesquels cette appellation empruntée chez Kornegay d'Atlantique « Afro-latine ». Cependant, lorsqu'il s'agit d'un espace précis, alors nous mobiliserons des termes spécifiques tels que le Golfe de Guinée, le Delta du Niger.

²⁸⁶ A. HURRELL, « The Politics of South Atlantic Security: A survey of proposals for a South Atlantic Treaty Organization », *International Affairs (Royal Institute for International Affairs 1944)*, Vol 59, n°2, 1983, p.179-193.

²⁸⁷ A.D.OGOULAT, « Les Etats de la façade atlantique et la mer aujourd'hui. Quelques aspects géopolitiques et géostratégiques », In, *Noroi*, n°180, 1998, p. 590.

l'importance géostratégique de cet espace sud-atlantique, il n'a pas toujours constitué une priorité pour les États africains de la façade atlantique. En effet, il y a lieu de distinguer trois périodes qui ont marqué l'évolution progressive des approches africaines vis-à-vis de l'Atlantique Sud.

1.1 La période allant de 1960 à 1980

Dès les années 1960, alors que plusieurs États africains de la façade atlantique accèdent à l'indépendance, ceux-ci se retrouvent face à deux enjeux majeurs concernant l'espace maritime. Premièrement, ils héritent de la gestion d'un domaine maritime peu connu car ayant été géré par les administrations coloniales, et héritent donc d'une marine inexpérimentée et peu autonome. Deuxièmement, ces nouveaux États sont confrontés au problème des prélèvements halieutiques massifs qu'effectuent les flottes industrielles occidentales²⁸⁸. En effet, les États africains intègrent un Droit de la mer qui avait déjà fait l'objet de déclarations et de rencontres internationales notamment en 1958, au cours desquelles les intérêts des pays du Sud n'avaient pas été pris en considération²⁸⁹.

Dès lors, pour remédier au principe de « liberté des mers »²⁹⁰ et au risque d'épuisement de ressources, les États côtiers récemment indépendants vont revendiquer au large de leur littoral « des zones de droits exclusifs en matière de pêche »²⁹¹ et cela à travers l'annexion de plusieurs miles. Face à cette situation de plus en plus répandue durant la fin des années 1960, les pressions exercées par les pays du Sud vont conduire à de nouvelles perspectives de concertation entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ainsi, en 1973 a lieu la troisième Conférence des Nations Unies sur le Droit de la Mer qui aboutit en 1982 à la Déclaration de Montego Bay.

Néanmoins, la période des années 1970 constitue une période durant laquelle se met en œuvre une première vague d'initiatives régionales dans un contexte de maritimisation²⁹² des échanges qui aura pour objectif de faire face à deux grands enjeux. Le premier était la mise en place d'une structuration maritime régionale qui consisterait à développer des flottes commerciales locales et régionales, des infrastructures de gestions des affaires maritimes et à assurer la modernisation

²⁸⁸ *ibid.*p.592.

²⁸⁹ Seuls le Ghana, la Guinée et le Liberia sont présents en 1958.

²⁹⁰ La doctrine de la « Liberté des mers » considère que la mer est un territoire ouvert à tous et n'appartient à personne. En s'appuyant sur cette doctrine, les pays développés entendaient étendre leurs périmètres d'exploitation et de pêche au détriment des pays côtiers sous-développés, à qui très peu de droits étaient reconnus en matière d'exclusivité de pêche au-delà du large de leurs côtes.

²⁹¹ *ibid.* p.593.

²⁹² Le terme de « maritimisation » renvoie à un processus d'accroissement des échanges internationaux par voie maritime qui s'accélère depuis les années 1970.

des infrastructures portuaires. Le second enjeu de cette période résidait dans l'obtention par la Convention de 1982 de la territorialisation des espaces maritimes pour les États côtiers, ce qui une fois obtenue posait la question d'une effective présence de l'État dans lesdits nouveaux espaces maritimes.

Ainsi, dit autrement, comme le souligne Ogoulat, le processus d'intégration de la mer dans l'économie des États africains passait-il par deux étapes : « d'abord, forcer la réorganisation des rapports inter-étatiques dans l'Océan mondial ; puis, tenter de marquer leur présence dans l'Atlantique Sud »²⁹³.

Dès lors, en 1975, vont être créées au niveau régional des structures visant « à asseoir une politique communautaire favorisant l'émergence de marines de commerce compétitives, s'appuyant sur des infrastructures portuaires efficaces »²⁹⁴. Ainsi, sera créée la Conférence Ministérielle des États de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les Transports maritimes qui comprendra trois structures internes, à savoir : *l'Association des Compagnies de Navigation Maritime* ayant pour objectif d'harmoniser les activités commerciales des flottes marchandes nouvellement créées dans la région²⁹⁵; puis, *l'Union des Conseils Nationaux des Chargeurs africains* et enfin *l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre*. Cependant, cette première tentative régionale dans le domaine maritime ne va pas aboutir aux résultats espérés et cela en raison de plusieurs facteurs parmi lesquels les choix politiques et économiques faits par les États concernés.

Cet échec de la vague d'initiatives maritimes régionales de 1975 s'explique par le choix d'une approche économique au détriment d'une compréhension géostratégique de l'espace maritime. En effet, les États de la façade africaine ont développé un intérêt économique pour cet espace notamment autour de deux activités principales que sont les activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures notamment le pétrole et les activités de pêche avec la signature de contrats avec des entreprises européennes. En effet, le Golfe de Guinée regroupe les plus grands pays producteurs de pétrole au monde, alimentant ainsi les intérêts énergétiques des grandes puissances. Ainsi, fournissant près de 40 % du pétrole consommé en Europe et abritant des réserves de 24 milliards de barils de pétrole pour une production de 5 millions de barils par

²⁹³ *ibid.*, 590.

²⁹⁴ *ibid.*, p.593.

²⁹⁵ *ibid.*, p 594

jour sur les 9 millions que produit le continent africain²⁹⁶, cet espace du Golfe de Guinée renferme une importance énergétique non négligeable.

Dès lors, le choix fait par les États de cette région a été de prioriser l'exploitation des hydrocarbures au détriment d'une stratégie maritime nationale. Ce choix relève d'une approche économique des mers qui a marqué la période postcoloniale jusqu'à la moitié des années 1980. En effet, la rente pétrolière va constituer l'apport principal dans les revenus des États du Golfe de Guinée, au détriment du développement d'autres secteurs d'activités. Il va donc y avoir un décalage entre les stratégies de priorité économique des États riverains et la nécessaire formulation d'une stratégie maritime nationale et sous régionale impliquant des fonds. Aussi, le type d'infrastructures en matière maritime s'inspirait du cas européen et ne reposait donc pas sur la réalité du contexte africain ni sur une étude du marché local.²⁹⁷ Ce choix économique fait par la plupart des États africains du littoral atlantique traduit une certaine négligence du domaine maritime par l'élite politique de l'époque.

Dès lors, ces choix politiques et économiques ont entraîné de nombreuses conséquences à ce moment-là et leurs répercussions demeurent encore visibles aujourd'hui. C'est notamment le cas pour la « non-territorialisation effective des mers »²⁹⁸ expression qui renvoie à l'absence de présence étatique dans les eaux territoriales, ce qui débouche sur la création d'espaces de non droit en mer. Et cela malgré les acquis de la Convention de Montégo Bay qui reconnaissait des zones économiques exclusives de trois mille miles aux larges des côtes des États. Autrement dit, l'échec de la territorialisation de leurs espaces maritimes a conduit à ce que les États ne jouissent pas d'une autorité, et d'une capacité limitée et ne puissent exercer de réelle souveraineté dans les mers. Par conséquent, cette incapacité d'exercer leur souveraineté sur leurs territoires maritimes continue aujourd'hui d'avoir des impacts négatifs tels que leurs difficultés à maximiser les ressources maritimes, à avoir une vision claire de la gouvernance maritime²⁹⁹ et par là contribue à laisser le terrain libre à des réseaux criminels en pleine mer.

Aussi, l'autre conséquence directe est le « sous-développement maritime profond »³⁰⁰, qui concerne d'une part, les capacités matérielles en matière de sécurité et défense, et les capacités

²⁹⁶ A. BASSOU, « La mer du Golfe de Guinée. Richesses, conflits et insécurité », dans *Paix et Sécurité Internationales*, n°2,2014, p.155.

²⁹⁷ A.D. OGOULAT, « Géostratégie et polémologie dans l'espace atlantique centre oriental : le cas du golfe de Guinée » consulté sur le site www.institutstrategie.fr, consulté en ligne le 03 mars 2020.

²⁹⁸ A.D. OGOULAT. Op.cit., p580.

²⁹⁹ UKEJE.C, MVOMO ELA, « African Approaches to maritime security- The Golf of Guinea », In, *Friedrich Ebert Stiftung* 2013, Regional Office Abuja, p17.

³⁰⁰ D. OGOULAT, *op.cit.* p.3.

logistiques portuaires, d'autre part, tout ce qui concerne une conscience maritime de l'élite politique et de la population. En effet, la marginalisation des questions maritimes a favorisé un faible investissement vers les infrastructures portuaires³⁰¹, ainsi qu'à l'absence d'une vision holistique de la sécurité maritime dans la zone³⁰². Comme nous l'aborderons dans les sections suivantes, cette absence d'intérêt et de culture maritime limite encore de nos jours considérablement la capacité de ces États à répondre aux multiples enjeux sécuritaires présents dans ledit espace maritime.

Finalement, il s'agit d'un espace qui a été, dès les années d'indépendance, dépourvu de toute stratégie maritime de développement. L'exploitation de son haut potentiel économique due aux richesses halieutiques et énergétiques présentes, a constitué une priorité au détriment d'initiatives visant à une évolution du savoir-faire technique et à une régulation nationale ou sous régionale dudit espace.

Aussi, pour ce qui concerne le domaine de la sécurité, la traditionnelle approche centrée sur les terres a conduit les États de la façade atlantique à mettre en œuvre des stratégies priorisant les enjeux sécuritaires internes. Ainsi, cela a-t-il engendré une « absence de sensibilisation maritime »³⁰³. En effet, à cette période, la priorité politique et économique était tournée principalement vers l'intérieur des pays, avec quelques cas d'instabilité politique interne pour certains pays (Angola, Nigeria, Congo, Mozambique entre autres). Les affaires maritimes vont ainsi être relayées au second plan en favorisant ce que certains auteurs désignent comme « sea blindness »³⁰⁴ qui demeurera problématique pour les décennies suivantes.

Par conséquent, cette première période est marquée par des approches peu tournées vers l'espace sud-atlantique de la part des États africains de la rive atlantique.

Sur le plan international, dans le contexte de Guerre Froide qui prévalait, le continent africain avait réussi à se maintenir en marge de la confrontation idéologique Est-Ouest. Cependant, avec la vague des indépendances africaines, les affinités idéologiques de nouveaux chefs d'États africains avec la doctrine communiste sont apparues comme une menace imminente aux yeux

³⁰¹ L.M. BAKER, « Toward an African Maritime Economy—Empowering the African Union to Revolutionize the African Maritime Sector » In, *Naval War College Review*, Vol 64, n°2, 2011, pp.39-62.

³⁰² UKEJE.C, MVOMO ELA, *op.cit.* p.17.

³⁰³ R .GILPIN, « Enhancing Maritime Security in the Gulf of Guinea » *Strategic Insights*, Volume VI, Issue 1, Janvier 2007, pp.1-12.

³⁰⁴ Ce terme de « sea blindness » ainsi que celui de « maritime blindness » ont été défini par Haydon comme étant l'incapacité ou l'ignorance du rôle stratégique des océans et de la puissance maritime dans la prospérité économique. Voir: P. HAYDON, « Editorial Maritime Blindness you say ? », In, *Canadian Naval Review*, 2010, pp.1-3.

des alliés américains. Dès lors, en vue de limiter et de faire face à l'expansion de la menace communiste dans l'Atlantique Sud, l'intrusion dans les affaires politiques internes africaines par les alliés du bloc occidental provoque l'exportation du conflit idéologique sur le continent africain, et particulièrement dans les États de la façade atlantique. En effet, l'appui logistique offert aux différents groupes indépendantistes de la part des alliés des deux blocs a fait de l'espace sud-atlantique un enjeu géopolitique de grand intérêt. Ainsi, pour le cas de l'Angola, les affrontements qui opposaient le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) à l'Unité Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) impliquaient pour les uns le soutien des troupes cubaines et de l'Union soviétique, et pour les autres, l'Afrique du Sud et les États-Unis. Dès lors, ce contexte d'instabilité politique a affecté toute la sous-région dont la priorité était tournée vers la sécurisation des frontières entre autres.

Néanmoins, la décennie des années 1980 ouvre une phase au cours de laquelle les intérêts économiques vis-à-vis de la mer et les évolutions du contexte international vont impulser une nouvelle approche maritime axée autour des structures régionales.

1.2 La période de 1980 à 1990

La période qui s'ouvre au courant des années 1980 est marquée par plusieurs phénomènes économiques et politiques sur le plan international, parmi lesquels l'accélération des flux commerciaux mondiaux que recouvre la notion de mondialisation. Au niveau continental, cette période va être marquée par la recrudescence des différends politiques liés à la délimitation des frontières maritimes, à la souveraineté des territoires insulaires, et par la poursuite de la construction de l'architecture régionale africaine pour les questions maritimes.

En effet, alors que le processus de mondialisation a eu pour effet de rapprocher les différents marchés internationaux et d'accélérer les échanges inter-continentaux, les mers et océans étant les principales voies de communication, leur gouvernance est devenue de plus en plus nécessaire. Or, dans ce contexte de poursuite d'une gouvernance maritime et de mondialisation des échanges, le continent africain a l'objectif d'une insertion de ses marchés au sein du commerce international à travers notamment l'intégration régionale. Dès lors, le développement maritime connaît à cette période une accélération considérable conjointement aux différents processus de coopération régionale et sous régionale. Cette nouvelle approche vers les mers et océans va consister à élaborer dans un premier temps des textes ayant pour objectif la régulation des activités liées au domaine maritime au niveau sous régional. Cela dit, c'est également à cette période que se font remarquer les premiers actes de piraterie et de pêche illégale; dès lors,

dans un deuxième temps, des textes et chartes spécifiques à ces nouveaux enjeux sécuritaires seront mis en place.

Ainsi, dès 1981 est adoptée la Convention sur la protection, la gestion et le Développement de l'environnement marin et côtier de la rive atlantique des régions d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe³⁰⁵, le 23 avril à Abidjan. Puis, en 1985 ce sera le tour à l'Afrique de l'Est d'adopter une Convention similaire à Nairobi³⁰⁶.

Toutefois, durant cette période, bien que l'espace du Golfe de Guinée soit déjà une zone stratégique en matière de pétrole et de gaz, il ne concentre pas encore l'intérêt international comme ce sera le cas quelques décennies plus tard. En effet, à cette période, la principale source d'approvisionnement de pétrole se concentrait au Moyen Orient et notamment en Arabie Saoudite; le pétrole provenant du Golfe de Guinée ne représentait alors qu'un faible pourcentage. Cela étant, même si les réserves pétrolières du Golfe de Guinée soient moins importantes que celles du Moyen Orient, le pétrole africain continue d'attirer les pays exportateurs européens en raison de sa haute qualité et de son avantage compétitif³⁰⁷.

Parallèlement à ce nouvel élan d'intégration maritime, cette période va être marquée par une vague de revendications de souveraineté dans les territoires insulaires aux larges des côtes africaines. En effet, la Convention de Montégo Bay de 1982 définit d'une part, les espaces maritimes et d'autre part, les droits et devoirs des États dans lesdits espaces. Or, sur le continent africain seules 30% des frontières sont définies³⁰⁸ à cette époque, ce qui va pousser les États à chercher à revendiquer leur souveraineté, encouragés par un intérêt économique concernant les éventuelles ressources énergétiques présentes. Dès lors, cette période se caractérise par un nombre considérable de litiges frontaliers. Ainsi, parallèlement aux efforts de rationalisation des organes en charge de la politique maritime au niveau régional et sous régional, les velléités demeurent entre certains États au sujet de la délimitation maritime de territoires potentiellement riches en hydrocarbures.

En effet, dès la fin des années 80 « une course aux espaces maritimes périphériques »³⁰⁹ est lancée conduisant aux différends entre le Sénégal et la Guinée Bissau en 1989, la Guinée Bissau

³⁰⁵ A.D. OGOULAT, *op.cit.* p. 593.

³⁰⁶ *ibid.* p. 594

³⁰⁷ C. ROSSELLINI, « La répartition de la rente pétrolière en Afrique centrale : enjeux et perspectives », In, *Afrique Contemporaine*, 2005, n°216, p.5.

³⁰⁸ T. OKONKWO, « Maritime Boundaries délimitation and Dispute resolution in Africa », In, *Beijing Law Review*, 2017, n°8, p57.

³⁰⁹ A.D. OGOULAT. *op.cit.* p.7

et la Guinée en 1985, le Nigéria et le Cameroun en 1994, le Gabon et la Guinée Équatoriale encore en cours, les deux Congo et l'Angola.

Il est important de souligner que la délimitation des frontières revêt plusieurs enjeux géopolitiques, économiques et même environnementaux pour ces États³¹⁰. En effet, en traçant une frontière, la délimitation territoriale détermine les souverainetés étatiques qui vont pouvoir s'exercer sur le territoire, et donc pouvoir exploiter les ressources énergétiques du sous-sol ou de l'espace. Cette vague de différends s'explique en raison de la découverte de nouveaux gisements halieutiques³¹¹, par le vieillissement des principales sources d'approvisionnement et aussi par une progressive prise de conscience de l'importance géostratégique énergétique des mers par l'élite dirigeante.

Aussi, y a-t-il également autour de ces différends territoriaux des enjeux de prestige et de pouvoir entre les États³¹². Dès lors, l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest vont être le théâtre d'un grand nombre de disputes, celles-ci provoquant des querelles inter-étatiques qui aboutiront à la saisine de la Cour Internationale de Justice et à l'augmentation des tensions sous régionales. Ce fut le cas notamment de la Guinée Bissau et du Sénégal qui entraîna la saisine de la Cour Internationale de Justice en 1985, du Nigeria et du Cameroun autour de la région de Bakassi, et du Gabon et de la Guinée Équatoriale autour des îlots de Mbanié, Elobays et Corisco durant les années 1972 puis ravivé en 2003. Cette recrudescence de litiges concernant la délimitation des frontières maritimes constitue un facteur important d'instabilité et de conflits dans la région³¹³.

Toutefois, alors que la décennie précédente était marquée par un intérêt limité pour l'espace maritime, la période qui s'ouvre dès les années 1990 et le début des années 2000, se caractérise par la revalorisation de la mer qui apparaît alors comme un théâtre au sein duquel se déploient des logiques de puissances, des enjeux géostratégiques et économiques.

1.3 La période contemporaine dès les années 2000

La période qui s'ouvre dès les années 2000 est marquée par les conséquences des périodes précédentes observables notamment à travers le vieillissement des infrastructures portuaires,

³¹⁰ T. OKONKWO, *op.cit.* p.57

³¹¹ En effet, pour le cas du différend entre le Nigeria et le Cameroun, il existe des gisements de pétrole présents dans la région de Bakassi. Il en est de même pour les îlots Mbanié entre le Gabon et la Guinée Équatoriale.

³¹² *ibid.* p.58

³¹³ F. NGUENDI IKOME, « Africa's International Borders as potential sources of Conflict and future Threats to Peace and Security », In, *Institute for Security Studies*, May 2012, n° 33 ; P.SEABRA « Stretching the Limits ? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », In, *Contexto Internacional Special Issue Maritime regions and the South Atlantic*, vol 39(2) 2017.

l'existence d'organisations sous régionales peu efficaces, et surtout une absence de projection et de stratégie maritime de la part des élites politiques africaines. Face à cette situation locale, trois facteurs vont venir modifier le contexte africain sud-atlantique. Il s'agit des évolutions du contexte international, en l'occurrence l'aggravation du contexte sécuritaire sous régional, et les stratégies régionales plurielles en réponse à ces enjeux sécuritaires.

En effet, le contexte international a profondément évolué, et principalement la géostratégie énergétique marquée par la raréfaction des ressources et la croissance de la demande impulsée par la montée en puissance des économies émergentes. Dans ce contexte les pays des BRICS vont dépendre largement des importations des matières fossiles et agricoles pour poursuivre leur sentier de croissance, devenant ainsi les premiers importateurs mondiaux de matière premières³¹⁴. Plusieurs auteurs soulignent que la stratégie américaine de lutte contre le terrorisme après le 11 septembre 2001 a conduit les États-Unis à réorienter leurs sources d'approvisionnement de l'Asie et le Moyen Orient vers le Golfe de Guinée³¹⁵, qui jusqu'alors était le pré-carré des anciennes puissances coloniales européennes.

Dès lors, face à cette nouvelle croissance de la demande, le Golfe de Guinée devient hautement stratégique aussi bien aux yeux des puissances étrangères, qui mettront en place des stratégies de diversification et de sécurisation des voies maritimes³¹⁶, qu'aux yeux des États de la façade atlantique. L'espace maritime du Golfe de Guinée devient ainsi un nouvel *El Dorado* pour les puissances extérieures, ce qui lui confère une importance géostratégique sans précédent. D'autant plus qu'au cours des années suivantes, la découverte de nouveaux gisements de pétrole off-shore du côté brésilien en 2007 va laisser présager de nouveaux gisements du côté africain selon une logique de miroir géologique³¹⁷.

Parallèlement à cela, le contexte sécuritaire de la façade atlantique connaît une profonde dégradation avec l'apparition de nouveaux défis de plus en plus transnationaux, aussi bien aux larges de côtes africaines qu'en haute mer. En effet, le pic d'actes criminels surgit dès l'année 2004 alors que les actes de piraterie dans le Golfe d'Aden font l'objet d'opérations

³¹⁴ L.DAZIANO, *Les pays émergents : approche géoéconomique*, Armand Colin, Paris, 2014, p. 224.

³¹⁵ B. AUGÉ, « Le Bassin Atlantique : une nouvelle géopolitique des hydrocarbures entre les Amériques et l'Afrique », In, *Hérodote*, 2014, vol.4, n°155, pp 22-42; et P. SEABRA, « Desafios e Oportunidades do Multilateralismo no Atlântico Sul », In, *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico*, n°154, 2019.

³¹⁶ Les différentes stratégies seront abordées dans la sous-section suivante et se concentrent autour d'initiatives de coopération maritime et sécuritaire dans le Golfe de Guinée impulsées par les partenaires européens et américains entre autres.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 42.

internationales. Ces actes illégaux diffèrent considérablement de ceux jusqu'alors observables dans le Golfe de Guinée car laissant voir de nouveaux réseaux transnationaux criminels et l'emploi d'armes de plus en plus sophistiquées par les pirates³¹⁸.

Dès lors, face à cette situation, une réponse collective régionale va être prônée et qui aboutit, dès le début des années 2000, à la création de nouvelles structures sous-régionales axées sur la coopération en matière de sécurité maritime, mais aussi, comme la section suivante le montrera, cet effort régional sera complété par un appui extérieur.

Par ailleurs, dans ce contexte régional tendu, l'approche sécuritaire au cours de la deuxième décennie des années 2000 va se modifier. En effet, l'on note une mutation de l'approche des États africains vis-à-vis de la mer, dont l'intérêt économique va être attaché à la question du développement durable des populations riveraines et la protection desdits espaces maritimes à travers des notions telles que celle d'« Economie Bleue ». Cette notion est définie comme étant « la régulation du développement économique pour faire face aux besoins individuels des États et la sécurité humaine des populations vivant sur la côte victimes des activités maritimes criminelles transnationales. »³¹⁹. Cette nouvelle approche va donc se traduire au niveau national par la prise en compte de l'espace marin comme un espace au service du développement économique ; ce qui poussera certains États à adopter une stratégie nationale vis-à-vis de l'exploitation de la mer; mais aussi, celle-ci va être appliquée dans le domaine sécuritaire, puisque la sécurité maritime va désormais inclure le développement économique³²⁰.

Néanmoins, bien que ce nouvel agenda et cette approche maritime s'annoncent prometteurs, force est de constater que dans les faits, l'espace maritime de la façade atlantique demeure confronté, dès le début des années 2000, à des enjeux sécuritaires transnationaux et des contextes qui complexifient l'action des différents acteurs.

En effet, cet espace va rassembler plusieurs facteurs polémogènes³²¹ comme le souligne Ogoulat. Surtout, il va voir émerger de nombreux défis et enjeux rendant le contexte géopolitique de la façade atlantique africaine de plus en plus complexe.

2. Facteurs de complexification du contexte géopolitique de l'Atlantique Sud.

³¹⁸ E. DUARTE, M. CORREIRA DE BARROS, *Maritime Security in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan, 2019.

³¹⁹ *Ibid.*, p.15

³²⁰ *Ibid.*, p.16.

³²¹ A-D. OGOULAT, « Géostratégie et polémologie dans l'espace atlantique centre oriental : le cas du golfe de Guinée » consulté sur le site www.institut-strategic.fr le 02 /02 /2020.

Comme nous l'avons déjà évoqué, la façade atlantique du continent africain recouvre plusieurs espaces régionaux distincts. Cette pluralité est particulièrement visible au travers des différentes organisations économiques telles que l'Union du Maghreb Arabe (UMA), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté Économique de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC en anglais) et l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU). Ces dernières relèvent de la diversité et des spécificités des contextes locaux qui se juxtaposent géographiquement.

A côté de cela, l'Atlantique Sud apparaît comme un espace complexe et hautement stratégique du fait de l'existence de plusieurs enjeux en son sein qui, tous réunis, offrent un panorama vaste et enchevêtré où les intérêts sécuritaires et économiques des États africains se heurtent à ceux des partenaires extérieurs. Dès lors, le contexte de la rive atlantique africaine se complexifie davantage avec l'intensification et l'aggravation des différents types d'enjeux en son sein, que la présente étude classe en trois types de facteurs.

D'abord, la recrudescence des défis sécuritaires dans la zone du Golfe de Guinée dès le début des années 2000 vient affecter directement les intérêts économiques et stratégiques des États africains et ceux des États extérieurs à la région.

Ensuite, l'enchevêtrement des organisations régionales africaines et l'efficacité limitée en termes de sûreté et sécurisation participe à ce schéma complexe d'hybridation des menaces³²².

Enfin, l'appui et la présence de forces européennes, américaines et autres, au sein de l'espace maritime sud-atlantique à travers une série de programmes de coopération et d'habilitation, ainsi que des exercices conjoints, viennent compléter le schéma déjà complexe de sécurisation de cette rive atlantique.

2.1 Les enjeux sécuritaires

Dès la fin des années 80, certains auteurs tels que le Gabonais Ogoulat soulignent le caractère conflictuel du Golfe de Guinée en soulevant les grandes préoccupations sécuritaires déjà présentes à cette période : la sécurité écologique et la sécurité politico-économique

³²² Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS) « La sécurité des espaces maritimes dans le Golfe de Guinée », site officiel consulté le 2/04/2020. Disponible : <https://www.defense.gouv.fr/dgris/enjeux-transverses/la-securite-des-espaces-maritimes-dans-le-golfe-de-guinee/la-securite-des-espaces-maritimes-dans-le-golfe-de-guinee>

principalement³²³. La zone du Golfe de Guinée se situe au milieu de la façade atlantique sud-est. La délimitation de la zone exacte du Golfe de Guinée varie selon les auteurs³²⁴, mais il sera question dans la présente étude de prendre en considération l'étendue des territoires des États membres de la Commission du Golfe de Guinée qui comprend huit États : le Nigéria, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, le Gabon, Sao Tomé et Príncipe, le Congo, la République Démocratique du Congo, et l'Angola³²⁵.

L'ensemble de ces enjeux sécuritaires concentrés dans la zone du Golfe de Guinée fait ressortir les faiblesses qui caractérisent le contexte maritime africain. En effet, comme il a été démontré précédemment, les questions maritimes n'ont pas constitué des priorités durant des décennies dans l'agenda des États africains. Cela a engendré des conséquences qui viennent aggraver la situation face aux nouvelles menaces.

Dès lors, c'est dans ce contexte que des actes de piraterie, de pêche illégale, et de crimes transnationaux vont se développer et s'accroître.

2.1.1 Les actes de piraterie

Les actes de piraterie dans le Golfe de Guinée remontent aux années 1980³²⁶. Contrairement à la rive est-africaine, ledit phénomène est donc relativement récent sur la façade atlantique. Cependant, dès le début des années 2000 on observe une augmentation sans précédent du nombre d'attaques menées par les pirates. En 2013, le nombre d'attaques ou de vols orchestrés en pleine mer dans le Golfe de Guinée dépasse celui du Golfe d'Aden, jusqu'alors principal théâtre de la piraterie en Afrique. Ces actes de piraterie se concentrent principalement dans la zone du Delta du Niger, et notamment dans les eaux territoriales du Nigeria. Ainsi, le nombre d'actes passe de 33 en 2017 à 48 en 2018 dans les eaux territoriales nigérianes³²⁷.

Les actes de piraterie regroupent un ensemble d'activités : la prise d'otage, le vol à main armée, le détournement de navires, les prélèvements du pétrole et la revente à des marchés parallèles locaux. Ils se concentrent autour de la région du Delta du Niger et sont commis par des groupes

³²³ A-D. OGOULAT, « Géostratégie et polémologie dans l'espace atlantique centre-oriental : le cas du Golfe de Guinée » p 6, consulté en ligne sur le site www.institut-strategie.fr le 8 octobre 2018, p 8.

³²⁴ T-M. NCHARE NOM, « Le Golfe de Guinée face aux enjeux des nouvelles routes maritimes », In, DELFOUR SAMAMA, LEBOEUF (dir) *Nouvelles routes maritimes : origines, évolutions, et perspectives*, A. Pedone, 2016.

³²⁵ A.D. OGOULAT, *op.cit.* p.6

³²⁶ E.DUARTE, D.MARCONDES, C.CARNEIRO, *op.cit.*p.19

³²⁷ C.ANOZIE, T.UMAHI, G.ONUOHA, N.NWAFOR, J-A.ONYEDIKACHI, « Ocean governance, integrated maritime security and its impact in the Gulf of Guinea: a lesson for Nigeria's maritime sector and economy », In, *Africa Review*, vol. 11, n°2, 2019, p. 197.

criminels qui se font connaître : parmi eux *Movement for the Emancipation of the Niger Delta* (MEND), qui émerge en 2005. Les types d'activités qu'ils opèrent sont le kidnapping avec demande de rançons et la contrebande de pétrole. Leur mode opératoire consiste à détourner le pétrole directement des pipelines, à le raffiner localement et à l'écouler au marché noir en grande quantité. Ce mode opératoire illustre bien la complicité avec d'autres structures dans la région, et le travail en réseau. Bien qu'actuellement les actes de piraterie se soient déplacés vers la zone de Cabinda en Angola et en RDC, de 2012 à 2016 ils ont atteint 400 milles barils de pétroles volés par jour causant entre 500 millions de dollars et 200 000 millions de dollars de pertes à la région.³²⁸ .

Comparativement aux premiers actes de piraterie commis dans la région, la période contemporaine est marquée par une augmentation de la violence, par l'usage d'équipements sophistiqués et par un caractère de mobilité transnationale. En effet, les attaques perpétrées par les pirates dans le Golfe de Guinée se font à l'aide d'armements lourds tels que des grenades, des lance-roquettes, et des fusils d'assaut³²⁹. Aussi, l'étendue du périmètre où ont lieu les attaques s'est élargie et ne se limite plus uniquement aux eaux territoriales des États, mais elles se font de plus en plus en haute mer. Les pirates bénéficient de réseaux de complices dans plusieurs États et ont développé leur capacité de déplacement au fur et à mesure des avancées des opérations de sécurité maritime menées par les autorités locales. Ainsi, observe-t-on actuellement que les actes de piraterie se développent plus dans le Sud, notamment au large du Gabon et de l'Angola³³⁰.

La recrudescence des actes de piraterie a eu pour effet l'augmentation des taux d'assurance au niveau international. A titre d'exemple, à la suite de la vague d'attaques lancées en 2011 au large des côtes béninoises, les évaluateurs des compagnies d'assurance internationale ont classé le Bénin dans la même catégorie que le Nigeria, « ce qui a entraîné une forte hausse du coût des expéditions maritimes à destination du Bénin »³³¹. Dans le même sens, comme le soulignent plusieurs travaux, la montée de l'insécurité et des actes de piraterie dès le début des années 2000 dans le Golfe de Guinée³³², a accentué le prix des frais d'assurance pour les navires

³²⁸E.DUARTE, D.MARCONDES, D.CARNEIRO ,*op.cit.*,p.20.

³²⁹ *Ibid.* p.20

³³⁰ En Décembre 2019 et en Mars 2020 au large des côtes de Libreville, au Gabon, des prises d'otages de navires ont eu lieu par des pirates. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191223-gabon-attaque-pirates-rade-libreville>

³³¹ UNODC, « Criminalité Transnationale organisée en Afrique de l'Ouest : une évaluation des menaces ». Février 2013

³³² R. GILPIN, « Enhancing Maritime Security in the Gulf of Guinea », In, *Strategic Insights*, Volume VI, Issue 1, January 2007, pp.1-12.

commerciaux et a affecté considérablement l'efficacité desdits ports, rendant peu compétitifs et attractifs les ports africains.³³³

Conjointement aux actes de piraterie, d'autres actes illicites se sont multipliés, notamment la pêche illégale.

2.1.2 La pêche illégale

Tandis que les activités de pêche dans le Golfe de Guinée se sont traditionnellement limitées à des pêches artisanales et industrielles telles que le chalutage introduit dès les années 1960, d'autres activités de prélèvement halieutique se sont ajoutées au fil des décennies. Dès lors, dès 1969 des risques de cas de surexploitation avaient déjà été signalés dans la zone³³⁴.

Cependant, c'est à partir du début du XXI^e siècle que de plus en plus de cas de pêches illicites sont recensées dans la zone de l'Afrique de l'Ouest. En effet, les activités de pêche frauduleuse dans le Golfe de Guinée représentent environ 40% des prises³³⁵. Par pêche illicite on entend *la pêche non déclarée et non réglementée*³³⁶. Ainsi, un nombre croissant de navires d'origine étrangère opèrent des prises illégales, non seulement en pleine mer, mais également dans les zones d'exclusion côtière déployant ainsi toute une série d'actes illégaux connexes tels que la corruption et la fraude douanière³³⁷. Ces activités de pêche illégale sont effectuées pour la plupart des cas par des navires en provenance de Chine, de Russie ou de l'UE³³⁸. La pénétration de ces navires étrangers met en lumière la carence des États de la zone à assurer la gestion de leurs ressources halieutiques et aussi leur manque d'intérêt pour le domaine maritime. Ainsi, en se penchant sur le cas particulier du Gabon, le géographe Bignoumba souligne que « l'absence d'une tradition maritime » au niveau local justifie le manque d'intérêt de la population gabonaise à exploiter les ressources halieutiques, laissant ainsi aux pêcheurs extra nationaux une plus grande marge de manœuvre dans les eaux nationales³³⁹. Dès lors, selon cet

³³³ M.BAKER, « Toward an African Maritime Economy—Empowering the African Union to Revolutionize the African Maritime Sector », In, *Naval War College Review*, Vol 64, n°2, 2011, p.1-24.

³³⁴ G-S. BIGNOUMBA, « La pêche atlantique et les États de l'Afrique de l'Ouest, le cas du Gabon », In, *Norois*, n°180, 1998, pp.685-701.

³³⁵ L-E. NDJAMBOU, A-J.LEMBE, L-C.NYINGUEMA NDONG, « Gestion des espaces maritimes et enjeux halieutiques en Afrique Centrale : le cas du Gabon », In, *L'espace Politique*, n°39, 2019, pp.1-17.

³³⁶ INTERPOL, Sous-Direction de la Sécurité Environnemental : Etude sur la pêche illégale au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest. Septembre 2014.

³³⁷ *Ibid.* p.31.

³³⁸ Observatoire Pluriannuel des Enjeux Sociopolitiques et Sécuritaires en Afrique Equatoriale et dans les Île de Guinée : « Sûreté et Sécurité maritime dans l'espace CEEAC : enjeux et perspective » GRIP, avril 2014.

³³⁹ Comme l'indique le rapport de 2013 de la Direction générale des pêches et de l'aquaculture (DGPA) du Gabon, les pêcheurs autochtones représentent seulement 10% tandis que les pêcheurs migrants représentent 90%.

auteur, la fréquentation assidue de la mer constitue un facteur favorable à l'émergence d'une culture ou d'une vocation maritime³⁴⁰.

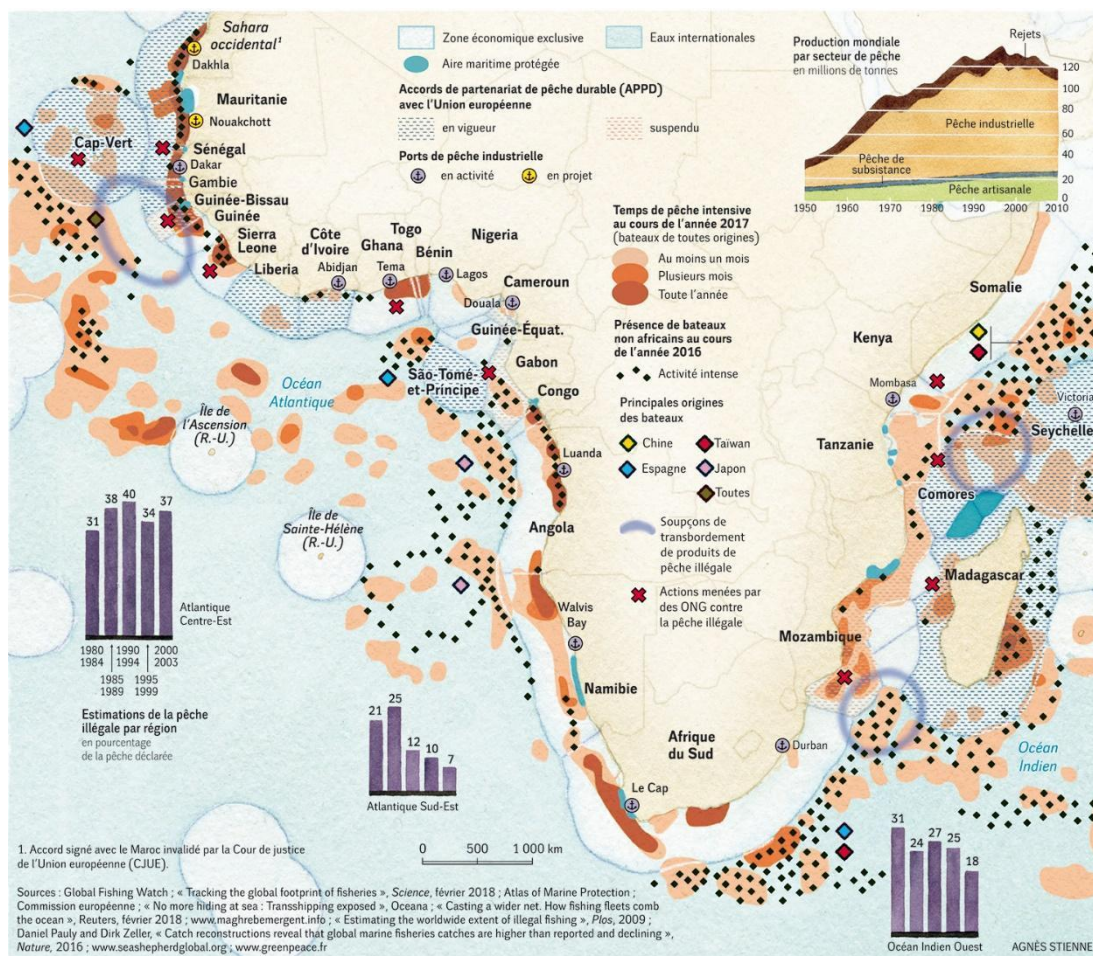
La pêche illégale dans le Golfe de Guinée a des répercussions importantes en termes économiques, sociaux et environnementaux. En effet, les tonnes de pêche illégale représentent un déficit et une perte dans les budgets des États de la région, estimés à environ 350 millions de dollar par an³⁴¹.

Par ailleurs, cette pêche illégale réduit considérablement la quantité des prises des pêcheurs dont le poisson reste le principal apport en protéines de leur alimentation. Cette baisse des stocks est problématique d'autant plus que la population africaine est en pleine croissance démographique. A long terme, voire à moyen terme, la rareté de certaines espèces peut être à l'origine de crises alimentaires régionales. Aussi, cette pêche illégale concerne particulièrement certaines espèces maritimes et ne tient pas compte du temps de repos nécessaire pour la reproduction, encore moins de la taille des espèces en vue de préserver la reproduction. Dès lors, cela a un impact environnemental sur les écosystèmes maritimes et dérègle le processus naturel de la chaîne alimentaire conduisant à la disparition de certaines espèces marines.

La carte ci-après montre la grande diversité des acteurs extra régionaux présents en matière de pêche aux larges des côtes africaines, et identifie un certain nombre d'activités telles que le transbordement de produits de pêche illégale, l'action d'ONG contre la pêche illégale mais elle indique aussi les accords de pêche avec l'UE. L'analyse de cette carte montre que la situation de la pêche intensive illégale du Golfe de Guinée est semblable à celle d'autres parties de l'Afrique, et constitue donc un défi continental.

³⁴⁰ G-S. BIGNOUMBA, « Coopération internationale et exploitation des ressources halieutiques au Gabon », In, les Cahiers d'Outre-Mer, n°240, 2007, pp. 393-404.

³⁴¹ Observatoire Pluriannuel des Enjeux Sociopolitiques et Sécuritaires en Afrique Equatoriale et dans les Iles de Guinée : « Sûreté et Sécurité maritime dans l'espace CEEAC : enjeux et perspective ». GRIP, *ibid.*



Carte n°2 : Pêche illégale en Afrique, Source Le monde diplomatique, « l'Afrique dépouillée de ses poissons », p.14, mai 2018. <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/05/BROWN/58632>

En réponse à cette situation, les États riverains ont renforcé les patrouilles dans leurs eaux territoriales, et ont mis en place une structure institutionnelle sous-régionale concernant la gestion et la protection des ressources halieutiques : la Commission Régionale des Pêches dans le Golfe de Guinée (COREP), et le Programme Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) de la Commission sous régionale des pêches. Mais là encore, les limites matérielles des garde-côtes et de la marine apparaissent comme des obstacles majeurs, aux côtés de la carence technique concernant la capacité d'évaluation des potentiels biologiques sous-marins³⁴².

Cela dit, conjointement à l'approche sécuritaire et institutionnelle pour faire face à cet enjeu, certains États africains ont soulevé la question des termes et conditions des contrats de concession de pêche pluriannuels passés avec l'Union Européenne. En effet, ces contrats signés

³⁴² G-S. BIGNOUMBA, *op.cit.*, 56.

n'incluent pas toujours l'état actuel de la situation des stocks de poissons dans les eaux territoriales³⁴³ ni la prise en compte de la pêche artisanale locale. C'est pourquoi en 2019 le Sénégal renégocie son accord pluriannuel avec l'UE en vue d'y intégrer des mesures visant, entre autres, au soutien de la pêche durable et des pêcheurs locaux.

Comme cela est évoqué dans la plupart des rapports, la pratique illicite de pêche dans le Golfe de Guinée se trouve être liée à d'autres formes de criminalité parmi lesquelles le trafic de drogue et de personnes³⁴⁴.

2.1.3 Trafic transnational de drogue et Trafic de personnes

Le trafic intercontinental de drogue est relativement récent en Afrique et s'est intensifié dès l'année 2002. Parmi les causes les plus souvent présentées il y a celle du « ballon effect » liée à la guerre contre la drogue menée par Washington. Cette dernière a poussé les cartels de la drogue latino-américains à se tourner vers l'Est³⁴⁵ et à créer de nouvelles routes pour l'écoulement de leurs drogues. Selon Duarte *et al*, les cartels colombiens auraient donc investi des millions pour corrompre certaines autorités en Afrique de l'Ouest et certaines élites militaires en vue d'avoir la région comme « une base d'opération »³⁴⁶.

L'une des particularités de ces organisations criminelles dans le Golfe de Guinée est l'existence de réseau à partir des deux rives de l'Atlantique Sud, en l'occurrence avec les pays sud-américains principaux producteurs de drogue : cocaïne, héroïne, haschich.

Ce réseau sud-américain vers l'Afrique de l'Ouest repose sur un réseau logistique important. En effet, plusieurs travaux ont identifié dès les années 2000 une nouvelle orientation des productions de cocaïne vers des pays tels que le Pérou, le Venezuela, la Bolivie en réponse aux stratégies de lutte contre la drogue en Amérique centrale. Grâce aux divers réseaux transnationaux opérant dans la sous-région, le Brésil et l'Argentine apparaissent comme des pays de transit par où certains groupes criminels nigériens, entre autres, assurent l'envoi de la drogue vers l'Afrique de l'Ouest. Ces derniers utilisent la voie aérienne³⁴⁷, les envois postaux,

³⁴³ L'opération « Albacore » effectuée en 2016 est une opération de suivi, contrôle et surveillance de la pêche thonière au large des côtes gabonaises. Cette opération Albacore a relevé que durant la période allant de 1998 à 2013 les captures de thon estimés à 7 mil tonnes par l'UE étaient largement sous-évaluées.

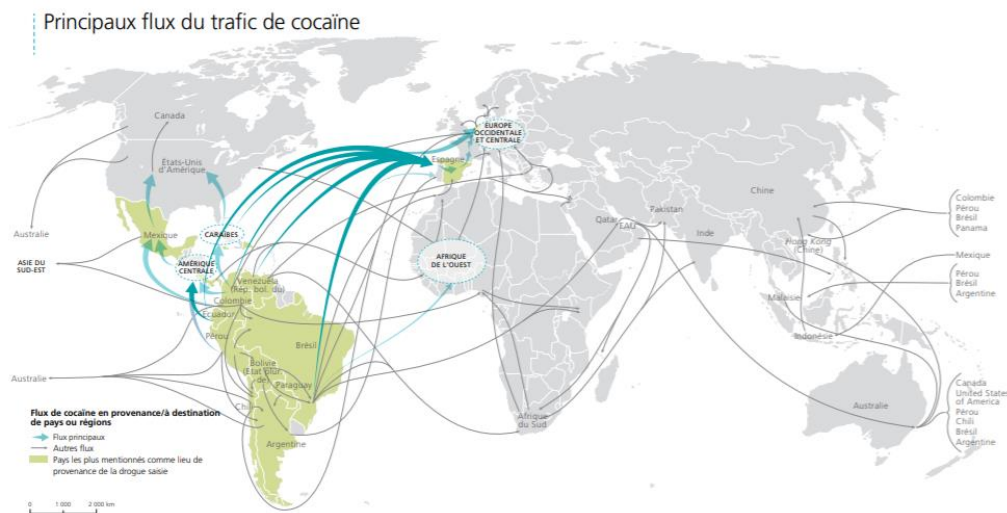
³⁴⁴ A.RUY DE ALMEIDA SILVA, D.MARCONDES «Globalização, Segurança e Defesa no Atlântico Sul», In, *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico*, n°154, 2019.

³⁴⁵ E.DUARTE, D.MARCONDES, C.CARNEIRO. *op.cit.*, p.22.

³⁴⁶ *ibid.* p.22.

³⁴⁷ La technique de passeurs aériens consiste aussi bien en un acheminement par des passeurs individuels sur des vols commerciaux qu'en des jets privés au départ d'Amérique du Sud notamment du Venezuela vers les pays tels

les cargaisons conteneurisées par transport maritime³⁴⁸. La route de ce trafic de drogue a pour destination finale l'Europe où la consommation a doublé depuis le début des années 2006³⁴⁹. L'écoulement vers les marchés européens explique le transit de la drogue de l'Afrique de l'Ouest vers les principaux ports européens tels que Rotterdam ou encore via des vols commerciaux³⁵⁰. En 2013, l'exportation de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud était estimée à peu près autour de 400 tonnes. La carte ci-après illustre les principaux flux de cocaïne en provenance d'Amérique centrale et du sud, dont certains passent par l'Afrique de l'Ouest.



Carte n°3 : Les Principaux Flux du trafic de cocaïne. Source : ONUDC Rapport annuel des Drogues, 2016, p.2.

En termes de groupes criminels transnationaux africains, il y a lieu de distinguer d'abord ceux du Nigéria qui se différencient par l'internationalisation de leur action. Aussi, un autre pôle en pleine émergence est l'Afrique du sud où la production locale de méthamphétamine existe depuis les années 1990, et qui apparaît comme un carrefour entre à la fois le trafic d'héroïne venant du Pakistan et d'Afghanistan et le trafic de cocaïne venant d'Asie³⁵¹.

que le Mali. En effet, en 2009, l'Affaire « Aircocaine » avait mis en lumière l'existence de cette nouvelle forme de transport de drogue. Voir : UNODC Criminalité Transnationale organisée en Afrique de l'Ouest. Février 2013.

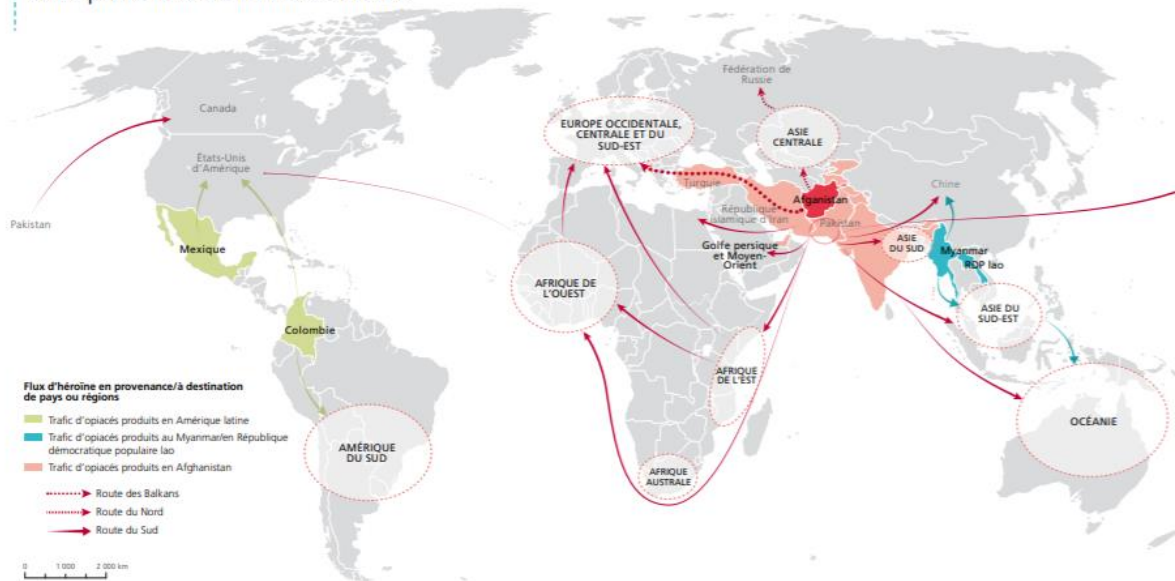
³⁴⁸ UNODC, Criminalité Transnationale organisée en Afrique de l'Ouest : une évaluation des menaces. Février 2013, p 7.

³⁴⁹ *Ibid*, p.9.

³⁵⁰ *Ibid* p.8

³⁵¹ E. DUARTE, D. MARCONDES, C. CARNEIRO, *op.cit.*, p. 27.

Principaux flux du trafic d'héroïne



Carte n°4 : Les Principaux flux du trafic d'héroïne. Source : ONUDC Rapport Annuel des Drogues, 2016, p .2.

Ces réseaux criminels transnationaux ont de nombreuses conséquences dans la région. En effet, l'argent de la drogue est utilisé par les organisations criminelles pour acquérir des armes, financer des groupes terroristes qui remettent en question l'autorité centrale des États tels que le Mali. Aussi, cet argent de la drogue permet des activités de blanchiment d'argent, de trafic d'armes. En outre, elles ont également des répercussions sociales telles que l'augmentation de la consommation de drogue locale et la production de drogues synthétiques telles que les méthamphétamines³⁵².

Conjointement au trafic de drogue, celui des personnes sévit également dans la région sud-atlantique, où il provoque la mise en place de nouvelles routes migratoires. En effet, dès 2015, plusieurs cas d'embarcations en provenance d'Afrique de l'Ouest ont accosté sur les côtes brésiliennes avec à leur bord plusieurs dizaines de migrants désireux d'atteindre les États-Unis. Ces nouvelles routes migratoires et de trafic de personnes profitent de l'absence d'accords entre les États concernés sur le rapatriement de leurs ressortissants. Dès lors, face à ces nouveaux enjeux auxquels les États doivent s'adapter et renouveler leurs approches, du côté africain une réponse régionale a été mise en œuvre.

2.2 Enchevêtrement institutionnel et textes normatifs

³⁵² Discours du président Obasanjo lors de la Conférence de la Commission sur la Drogue d'Afrique de l'Ouest organisée par la Commission Européenne du 28 au 30 Mai 2013.

La façade atlantique africaine a vu au fil des décennies de nombreuses initiatives sous régionales se créer et se superposer dans les domaines de la sécurité et de la gouvernance maritime, de la protection des écosystèmes marins et de celui du développement de l'économie maritime.³⁵³

L'aggravation de la situation sécuritaire dans le Golfe de Guinée a poussé les États de la région à opter pour une réponse collective, dès lors que, face à des enjeux transnationaux, des réponses étatiques individuelles ne sauraient être efficaces. L'action collective va se mettre en œuvre de deux manières : d'abord par la signature de textes et conventions, puis par la création d'institutions sous-régionales. L'un des principaux enjeux des États de la région va être de réussir à organiser une action collective capable de mettre en place un partage d'informations, voire une communauté stratégique.

Le premier axe concerne celui des textes officiels concernant les différents enjeux sécuritaires dans la zone : ceux-ci vont évoluer en 2013 vers une stratégie commune. Il s'agissait avant 2013 de conventions qui réunissaient quelques États en dehors de cadres d'organisations régionales ou sous régionales. C'était le cas de la Convention d'Abidjan aussi appelée « Convention pour la protection et la gestion du milieu marin et des zones côtières ».³⁵⁴ Ratifiée en 1981, cette Convention a connu une réactivation dès 2019 avec la tenue de deux conférences visant à la signature de protocoles additionnels.

Toutefois, à partir de l'année 2008, s'intensifient les efforts au niveau régional avec notamment la signature de la Stratégie Maritime des Pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), puis en 2009 est signé le Protocole de Kinshasa sur le partage d'informations et le renforcement de la législation maritime³⁵⁵. En 2009, les initiatives sous régionales vont effectuer un découpage géographique en vue de répartir à chacune des institutions une zone géographique de compétence. Ainsi, en avance comparativement à leurs voisins d'Afrique de l'Ouest, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) crée-t-elle en 2009 le Centre Régional de Sécurité Maritime d'Afrique Centrale (CREMAC) compétent pour la Zone A : Angola, RDC et Congo, et la Zone D : Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Príncipe.

³⁵³ A. ROYEPPE, F. KORNEGAY, « South(ern) Africa and the Indian Ocean – South Atlantic Nexus : Blue Economy and Prospects for regional cooperation », In, *Institute For Global Dialogue* Issue 19, Sep 2015, pp.1-5.

³⁵⁴ Les pays signataires sont : L'Angola, le Bénin, le Cameroun, Le Cap Vert, le Congo RDC, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Equatoriale, Le Gabon, La Gambie, le Ghana, la Guinée, La Guinée Bissau, le Libéria, la Mauritanie, la Namibie, le Nigéria, Sao Tomé et Príncipe, le Sénégal, la Sierra Leone, l'Afrique du sud et le Togo.

³⁵⁵ E. DUARTE, *op.cit.* p. 27.

En Afrique de l’Ouest, dans le cadre de la Communauté des Pays de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) est créé le Centre Régional de Sécurité Maritime d’Afrique de l’Ouest (CRESMAO) compétent pour la Zone E : Nigeria, Togo et Bénin; la Zone F : Ghana, Côte d’Ivoire, Libéria, Sierra Leone et Guinée; et la Zone G : Sénégal, Gambie, Guinée Bissau et Cap Vert.

En 2013, une nouvelle étape vers la complémentarité des stratégies est franchie par la tenue à Yaoundé (au Cameroun) du Sommet réunissant les dirigeants de la CEEAC, de la CEDEAO et de la Commission du Golfe de Guinée. Le Sommet de Yaoundé a abouti à la signature de trois instruments : le Code de conduite, la Déclaration des chefs d’États et de gouvernements et le Mémoire d’entente entre les organisations régionales. Cet ensemble d’instruments a inspiré l’élaboration de l’architecture de Yaoundé.

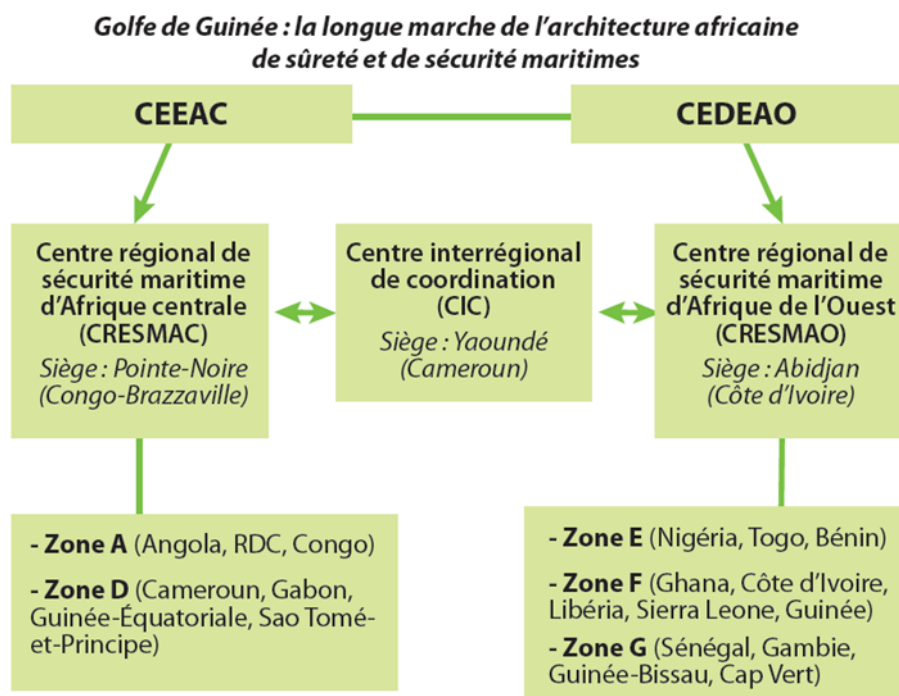


Tableau n°3 : Architecture africaine de sûreté et sécurité maritime dans le Golfe de Guinée. Source Grip, *Golfe de Guinée la longue marche de l'architecture africaine de sûreté et de sécurité maritime dans le Golfe de Guinée*, 2016³⁵⁶, p.2

³⁵⁶ M.LUNTUMBUE, « la longue marche de l'architecture africaine de sûreté et de sécurité maritime dans le Golfe de Guinée », GRIP, octobre 2016, pp.1-5.

Cependant, la pluralité de ces organismes sous-régionaux ne répond pas uniquement à une logique géographique, mais aussi à des logiques de puissance et de rivalité. En effet, entre en jeu la volonté de certains États à être le pays hôte du siège de tels organismes en vue d'exercer une certaine influence sous-régionale.

Dès lors, quel impact réel ont eu ces organisations sous-régionales face aux enjeux sécuritaires qui minent la façade atlantique ? L'enchevêtrement de cet ensemble de structures entraîne une situation où l'efficacité de leur action se retrouve paradoxalement limitée. D'abord, en raison d'un manque de clarté en termes d'agendas entre les différentes structures, qui s'entremêlent, ce qui met à rude épreuve la coopération intra-régionale entre lesdits organes; cela notamment en raison de l'existence d'accords déjà établis avec d'autres partenaires extérieurs et une logique jusqu'alors peu axée sur la convergence.

Par ailleurs, comme on l'a déjà évoqué précédemment, la question de la volonté politique joue un rôle dès lors qu'elle permet le suivi des travaux et l'allocation de fonds pour le financement des structures. Or, les questions maritimes n'ont pas toujours constitué des priorités dans les programmes des États africains de la façade atlantique, ce qui réduit l'efficacité de toute cette architecture. En effet, certains auteurs vont jusqu'à évoquer l'absence de connaissance générale sur les questions maritimes de certains membres desdites organisations régionales³⁵⁷. Cette idée fait écho à la notion de « sea blindness »³⁵⁸ des gouvernements marqués par un faible intérêt et une piètre compréhension pour les enjeux maritimes. Toujours dans cette perspective, la création de ces structures s'étant inspirée des idées et concepts en matière de sécurité et résolution de conflits créés et développés dans le contexte européen, la nécessité de stratégies basées sur le contexte africain semble essentielle³⁵⁹.

Aussi, les autres enjeux auxquels l'architecture régionale en matière de sûreté et sécurité en Afrique de l'Ouest se confronte sont ceux de la définition pénale des actes de criminalité orchestrés en pleine mer et de l'harmonisation des lois au niveau régional. En effet, une fois ceux-ci appréhendés, il est nécessaire qu'au niveau juridictionnel, des cadres soient prévus de même qu'une coopération juridique avec les autres États en raison de la porosité des frontières maritimes. En effet, au niveau pénal, les actes de piraterie et de criminalité orchestrés dans les

³⁵⁷ C.UKEJE, MVOMO ELA, *op.cit.* p. 33.

³⁵⁸ Ce terme défini précédemment renvoie à l'incapacité ou l'ignorance du rôle stratégique des océans et de la puissance maritime dans la prospérité économique.

³⁵⁹ M-A. DIALLO, « The impact of neo-colonial Security Frameworks in the South Atlantic: The case of French Presence in Western Africa », In, DUARTE, CORREIA DE BARROS (dir) *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave macmillan 2019, pp.42-77.

eaux territoriales d'un État relèvent de son droit exclusif. Or, la possibilité pour un État tiers de poursuivre les pirates ou trafiquants sur les eaux ne relevant pas de sa juridiction territoriale devrait pouvoir être possible. Mais, sans coopération judiciaire, cela rend peu efficaces les efforts réalisés en matière sécuritaire. Aussi, le droit de poursuite n'est pas prévu dans le Code de conduite relatif à la répression des actes de piraterie ou des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités illicites en Afrique de l'Ouest et du Centre.³⁶⁰

Par ailleurs, la pluralité de ces organes s'est faite de façon évolutive, en dehors de toute stratégie intégrée au niveau continental. Au fur et à mesure de l'apparition de différends, des initiatives visant à créer un cadre d'action ont émergé. Ainsi, par exemple en 2001, la signature et la création de la Commission du Golfe de Guinée répond-elle à une situation de recrudescence des différends concernant la délimitation des frontières maritimes. Dès lors, cela crée une situation dans laquelle la coordination entre les structures est difficile; d'autant plus qu'il existe une sorte de rivalité entre les États francophones et anglophones héritée de la période coloniale qui s'est traduite pendant longtemps par une opacité et un dialogue faible entre les mécanismes sous régionaux³⁶¹.

Cela dit, en termes purement matériels, la capacité de ces différentes organisations régionales repose sur la capacité même de projection maritime et la capacité logistique des marines des États membres. Or, dépendant de contrats d'exportation d'équipement et d'armement avec les partenaires extrarégionaux, les États africains de la façade atlantique disposent de flottes et de capacités limitées, ce qui vient réduire leur autonomie. Il existe cependant une disparité en termes de capacité matérielle et humaine entre les États tels que le Nigéria et ses voisins, ainsi que l'Afrique du Sud, ou l'Angola. Le cas du Nigeria est particulier, car d'une part, il a constitué l'épicentre des attaques de pirates et des crimes transnationaux et d'autre part, il joue un rôle clé au sein des différentes structures régionales car il dispose d'un équipement important et d'un poids économique de leader régional. Dès lors, Abuja s'est hissé au-devant des initiatives régionales, en multipliant sa participation à plusieurs mécanismes régionaux. Ainsi, elle a impulsé la création de la Commission du Golfe de Guinée en 2001 et a soutenu les capacités de surveillance navales de ses voisins ouest africains³⁶².

³⁶⁰ NCHARE NOM, « Le littoral en Afrique : Pour une géostratégie de maîtrise de la mer par la maîtrise des littoraux », In, *Espace géographique et Société marocaine*, n° 24 25, 2018, pp.111-147.

³⁶¹ M-A. DIALLO, *op.cit.*, p.58.

³⁶² P-G. ADOGAMHE, « Marine Security and Governance of the South Atlantic: The Nigerian Perspective », dans E. DUARTE, CORREIA DE BARROS (eds), In, *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2019, pp.13-40.

Cependant, les menaces sécuritaires qui traversent la façade atlantique du Golfe de Guinée sont intrinsèquement liées aux enjeux sécuritaires sur terre, avec notamment des groupes insurrectionnels et terroristes tant dans la zone du Sahel, au Nord du Nigeria, qu'avec l'instabilité politique dans les autres États tels que la RDC³⁶³. Dès lors, face à ce schéma, l'appui international va être sollicité.

En effet, la grande majorité de ces organisations sous-régionales bénéficient ou ont été créées avec l'appui financier de partenaires européens extrarégionaux, qui vont déployer de plus en plus d'efforts et de présence sur les côtes africaines, particulièrement dans le Golfe de Guinée.

Dès lors, il y a lieu de se demander quels sont les intérêts et les enjeux pour ces partenaires dans la façade atlantique africaine et comment cette présence affecte ledit contexte géopolitique africain.

2.3 Présence d'acteurs et partenariats externes à l'Atlantique Sud

Le phénomène de prises d'otage par des pirates au large des côtes du Golfe de Guinée a confirmé l'aggravation de la situation sécuritaire dans la région. Orientées vers des ressortissants européens dans la plupart des cas, les prises d'otage ont, d'une certaine façon, accéléré la mise en place de nouvelles approches et projets de coopération de la part des États européens parmi lesquels la France et l'Union Européenne. Ainsi, au début des années 2000, le Ministère de la Défense française établit-il une stratégie maritime pour le Golfe de Guinée visant à sécuriser les populations expatriées vivant dans la région, sécuriser les intérêts stratégiques et notamment les entreprises pétrolières dans la sous-région telles que Elf, Total et les groupes Bolloré présentes dans la région, où elles exercent un monopole³⁶⁴ et enfin, assurer la sécurisation des principales routes maritimes passant par le Golfe de Guinée.

En effet, l'intérêt économique est indissociable de la présence d'acteurs extra régionaux dans les efforts de sécurisation de l'espace maritime africain. En effet près de 40% du pétrole consommé dans l'UE provient du Golfe de Guinée³⁶⁵.

³⁶³ L. KOUNGOU, « Piraterie et Insurrections dans le Golfe de Guinée », In, *Politique étrangère*, 2018, n°2, p.117-129.

³⁶⁴ En matière de production pétrolière, le groupe Total et Shell représentaient 60% de la production de pétrole du Gabon, Total et ENI partagent 80% de la production pétrolière du Congo Brazzaville. Selon le rapport du GRIP : Géopolitique du pétrole dans la CEEAC : l'enjeu des nouvelles politiques des hydrocarbures, n°9, Juin 2014.

³⁶⁵ C.ANOZIE, T. UMAHI, G. ONUOHA, N. NWAFOR, O-J. ALOZIE, « Ocean governance, integrated maritime security and its impact in the Gulf of Guinea: a lesson for Nigeria's maritime sector and economy », In, *Africa Review*, vol.11, n°2, pp.190-207.

Ainsi, la présence de partenaires et d'acteurs d'autres régions du monde s'explique t-elle par le haut potentiel énergétique que renferme cet espace, aussi bien en termes d'énergies non renouvelables d'hydrocarbures tels que le pétrole mais également en termes de ressources halieutiques³⁶⁶. Toutefois, il apparaît essentiel de distinguer les intérêts stratégiques entre les différents acteurs extra régionaux dans l'Atlantique Sud. En effet, considérée anciennement comme le pré-carré de la France, l'Afrique francophone se caractérise par des relations commerciales et politiques étroites avec l'ancienne métropole, ce qui fait de la France le principal partenaire commercial des États francophones africains. Dès lors, en termes d'initiatives de sûreté et de sécurisation dans le Golfe de Guinée, la France va à la fois déployer des navires et mettre en place des exercices conjoints visant à la formation des marins et garde-côtes africains. Ainsi, depuis les années 1990 *l'Opération Corymbe* est mise en place et se matérialise par une présence dans le Golfe de Guinée d'un bâtiment français patrouillant en mer et effectuant des exercices d'entraînement avec les marines africaines. Depuis les années 2000, d'autres initiatives françaises se sont ajoutées, telles que le déploiement des frégates « Mistral » et la frégate « Ventose » dans le cadre d'exercices conjoints dans le Golfe de Guinée. La France possède également une présence militaire permanente sur le sol, au Gabon, au Sénégal et à Djibouti.

L'union Européenne, quant à elle, a également d'importants intérêts dans la zone atlantique africaine, puisque les ressources halieutiques proviennent en grande partie de ces eaux, dont l'exploitation fait partie d'accords. La Grande-Bretagne fait partie également des États européens ayant des intérêts tant dans le Golfe de Guinée que dans l'Atlantique Sud avec notamment les îles Malouines, Géorgie du Sud, Sandwich du sud et l'Île de l'Ascension qui l'opposent à l'Argentine.

Pour ce qui concerne les États-Unis, son action va être organisée autour de l'AFRICOM qui est un commandement unifié mis en place en 2007 et entré en vigueur en 2008. Il consiste en 9 types d'exercices : *African Lion*, *Cutlass Express*, *Flintlack*, *Obangame Express*, *Phoenix Express*, *Justifed Accord*, *Shared Accord*, *United Accord*, et *Unifed Accord*. Ces différents programmes sont tournés essentiellement vers l'interopérabilité conjointe entre les forces africaines, les États-Unis et les autres partenaires européens. Dans le Golfe de Guinée précisément l'opération « *Obangame Express* » a réuni les États signataires du Code de Conduite de Yaoundé et les États-Unis. Il s'agissait de réaliser des exercices en haute mer visant

³⁶⁶ Les principales ressources halieutiques présentes dans le Golfe de Guinée sont : le thon, les sardinelles, plusieurs espèces de poissons, les crabes et langoustes, les requins, les crevettes, les tortues marines entre autres.

à renforcer la capacité de surveillance. La première opération « Obangame Express » s'est tenue en 2010, et réunissait neuf États. Par la suite, cet exercice annuel a compté, en 2019, trente-trois États participants³⁶⁷.

Parallèlement à la présence des partenaires européens, dès les années 1990 ont été mis en place les exercices collectifs « *ATLASUR* » qui réunissaient à l'origine les marines Sud-africaines et Argentines, puis Brésiliennes et Uruguayennes. Ces exercices consistaient à faire des simulations et à rendre fonctionnelle l'opérabilité d'une action commune entre les quatre marines. Ainsi, dès les années 2000 de nombreuses initiatives d'action conjointe vont être mises en place dans le Golfe de Guinée notamment African NEMO³⁶⁸ qui réunit la France, les USA, le Portugal, le Brésil, l'Espagne et l'UE.

Cependant, les différentes stratégies déployées par ces partenaires occidentaux feront l'objet de nombreuses critiques une décennie plus tard après le début desdites opérations. Ces critiques concernent essentiellement l'orientation des stratégies mises en œuvre et nous pouvons les regrouper comme ci-dessous.

La première critique concerne la transposition du modèle de lutte contre la piraterie appliquée en Somalie. En effet, la stratégie déployée par l'UE a été efficace pour le ralentissement considérable des actes de piraterie dans la région du Golfe d'Aden et aux larges de la Somalie. Toutefois, comme le soulignent une grande partie des auteurs, le contexte qui prévaut dans le Golfe de Guinée est très différent de celui de la région de Somalie³⁶⁹. Il en diffère tout particulièrement par la sophistication technologique des armes employées par les pirates, par la dimension transnationale et par l'étendue de ces actes de piraterie qui repoussent toujours plus au Sud le périmètre de leurs actions. Dès lors, face à cela, le mimétisme de stratégie apparaît comme peu efficace³⁷⁰.

La deuxième critique soulève la non prise en compte des facteurs sociaux-économiques dans les stratégies déployées par les partenaires européens et américains. Ce qui est remis en cause est la dimension purement sécuritaire de l'approche européenne. En effet, on observe une concentration des actions autour du transfert de matériel, de formation, d'habilitation en haute

³⁶⁷ Site officiel Africom : <https://www.africom.mil/what-we-do/exercises/obangame-express> consulté le 13 avril 2020.

³⁶⁸ Navy's Exercise for Maritime operations.

³⁶⁹ E. DUARTE, D. MARCONDES, C. CARNEIRO, *op.cit.* p. 20.

³⁷⁰ E. GUNTER, « The European Union's Response to Piracy: Are the Lessons Learned in the Horn of Africa a Model for the Gulf of Guinea? », In, *EU Diplomacy Paper*, Bruges, 2015, pp.3-37.

mer au détriment de la prise en compte des situations sociales de pauvreté, de chômage, de la faiblesse institutionnelle, et de la corruption qui font partie intégrante du fléau. Il semble que les activités sont concentrées autour de la surveillance militaire, de solutions dissuasives et de mécanismes de poursuite criminelle tous orientés vers la mer et non vers la terre³⁷¹.

Enfin, la troisième critique concerne la pluralité des stratégies des différents acteurs extérieurs et soulève la question de l'efficacité de leurs actions. En effet, à travers son organisation maritime d'Action de l'Etat en mer (AEM), la France s'est donnée à « répondre à ses obligations d'État côtier et d'État maritime »³⁷². Cette approche vise à exercer sa souveraineté étatique dans les espaces maritimes, et va être incluse dans les actions de coopération avec les partenaires africains. A cela s'ajoute une approche différente, celle des États-Unis, à travers le programme AFRICACOMMEND.

Chacun de ces partenaires occidentaux propose un type de coopération et d'exercices conjoints et entretient des relations particulières avec chaque État africain. Or, justement, la difficulté apparaît dans le fait de pouvoir unifier cet ensemble de stratégies en vue de les rendre efficaces et complémentaires. Il y aurait donc une absence de cohésion stratégique entre les différents acteurs extra régionaux dans l'Atlantique Sud³⁷³. Cela concerne également l'adéquation entre les stratégies mises en œuvre au niveau bilatéral et multilatéral. Dès lors, d'une certaine façon, la présence de partenaires européens et américains fait partie du schéma de complexification du contexte de la façade atlantique.

Parallèlement à la question de la réelle efficacité de cette pluralité d'appuis logistiques déployée par les différents États externes, celle de l'impact de cette présence dans la région mérite également d'être soulevée. En effet, directement lié à l'exercice de la souveraineté étatique, le « partage » de certaines compétences relatives aux questions sécuritaires avec des puissances étrangères met à mal l'autonomie stratégique des États de la région. En effet, certains auteurs parlent d'un risque éventuel « d'extraversion des mécanismes de sécurité dans le Golfe de Guinée »³⁷⁴ en pointant l'intrusion de l'action extérieure et la possibilité de divergence entre les intérêts stratégiques des uns et des autres. Toujours dans ce même ordre d'idées, la poursuite d'intérêts économiques concurrents dans la région peut apparaître comme un facteur

³⁷¹ C. BUEGER, J. STOCK BRUEGEL, S. WERTHES, « Pirates, fishermen and Peacebuilding: Options for Counter Piracy in Somalia », In, *Contemporary Security Policy*, 32 (2), p. 357.

³⁷² Stratégie Nationale de sûreté des espaces maritimes, République Française, adoptée en octobre 2015, p.12.

³⁷³ E.DUARTE, D. MARCONDES, C. CARNEIRO, *op.cit.* p. 20.

³⁷⁴ C. UKEJE, MVOMO ELA, *op.cit.* p. 33.

contraignant pour la consolidation de la stratégie commune. Ainsi, à titre d'exemple, la stratégie française dans le Golfe de Guinée vis-à-vis de ses anciennes colonies a été désignée comme un facteur limitant la collaboration desdits États avec leurs partenaires anglophones³⁷⁵. Cependant, loin d'être à l'origine de cette situation, la concentration de l'appui français vers les États francophones joue dans la perception et les approches desdits États.

Cet ensemble de critiques met en lumière toute la complexité de la situation sécuritaire sur la rive atlantique africaine qui regroupe à la fois les faiblesses de l'État dans différents domaines autres que le sécuritaire. En effet, à côté des limites en termes de capacité matérielle, existent des problèmes liés à la gouvernance, et notamment le manque de participation des populations à la vie politique, la bureaucratie, la corruption, les inégalités sociales et les difficultés économiques³⁷⁶.

Face à ce panorama, de nouveaux acteurs vont apparaître et vont venir renforcer la dimension hautement stratégique de cet espace sud-atlantique en impulsant de nouvelles formes de coalition. En effet, l'Atlantique Sud connaît dès les années 2000 un regain d'intérêt notamment en raison de la présence de nouveaux partenaires émergents tels que la Chine, le Brésil ou la Russie et l'Inde, qui déploient des stratégies intensives de rapprochement. Cette présence des émergents se concentre autour d'un agenda sécuritaire et sur des initiatives collectives. Dès lors, l'arrivée des émergents dans le contexte géopolitique de la façade africaine semble redistribuer les cartes, et soulève une double question, à savoir, d'une part sur l'impact de ces nouveaux arrivés dans le paysage géopolitique et d'autre part, sur la construction d'une nouvelle perception de l'Atlantique Sud comme espace de pouvoir d'action de la part des États africains.

2.4 Les partenaires émergents dans l'Atlantique Sud : revitalisation de la ZOPACAS

La présence de partenariats ou de projets de coopération avec les États émergents dans l'Atlantique Sud n'est pas un phénomène récent et remonte à des décennies précédentes. En effet, comme nous l'avons mentionné précédemment, des exercices militaires conjoints dans le cadre de l'ATLASUR réunissaient déjà durant les années 1990 les marines sud-africaine, argentine, uruguayenne et brésilienne.

Néanmoins, ce qui change dès le début des années 2000 c'est le contexte international et les logiques stratégiques qui vont caractériser les initiatives de rapprochement des partenaires

³⁷⁵ *Ibid.*, p.34

³⁷⁶ E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS, *op.cit.* p. 18

émergents. En effet, la croissance économique que connaissent les États émergents au début des années 2000 accentue leur dépendance énergétique et donc entraîne un besoin d’approvisionnement en matières premières. Dès lors, les pays émergents déploient des stratégies de rapprochement vers le continent africain en général et vers les pays producteurs de pétrole et minerais en particulier. En raison donc de leurs dépendances énergétiques, leurs intérêts commerciaux et diplomatiques, l’Afrique acquiert leur attention particulière devenant un champ privilégié pour l’action des émergents. Il s’agit entre autres de la Chine, du Brésil, de la Russie et de l’Inde. Le cas de la densification de la présence de la Chine dans l’Atlantique Sud est illustratif de l’importance géostratégique croissante dudit espace maritime. En effet, à la recherche d’une diversification énergétique, la Chine a passé des accords en matière d’approvisionnement de pétrole avec plusieurs États africains du Golfe de Guinée et en Amérique du Sud. De même, les entreprises chinoises ont investi dans sur des projets de recherches en prospection des fonds marins³⁷⁷.

Pour ce qui concerne les États sud-américains, le Brésil se démarque de ses voisins puisque dès 2003, la stratégie brésilienne envers l’Afrique s’intensifie et se déploie autour de plusieurs dimensions, à la fois bilatérale et multilatérale. Or, comme le souligne Seabra³⁷⁸, le domaine de la défense est un aspect de la coopération avec l’Afrique qui est souvent négligé. En effet, comme le montrent les chiffres³⁷⁹, au niveau bilatéral, à côté des accords commerciaux, se trouvent des accords en matière de défense, et de coopération maritime avec les États issus du Golfe de Guinée et d’Afrique Australe³⁸⁰. Au niveau multilatéral, l’enjeu pour le Brésil et les autres États émergents récemment arrivés dans le Golfe de Guinée, consiste à réussir à être perçu comme un État capable d’apporter une plus-value en ce qui concerne la sécurisation de l’espace maritime. Or, ayant participé à différents programmes des casques bleus des Nations-Unies dans certains États africains, le Brésil et son voisin Uruguayen ont su démontrer une certaine expertise. Ainsi, le Brésil intègre-t-il le programme NEMO auprès des partenaires européens et des États-Unis.

Ainsi, si le regain des stratégies des États émergents, parmi lesquels la Chine essentiellement mais aussi l’Inde et le Brésil, s’explique par une lecture économique (la recherche d’accès aux

³⁷⁷ A. ABDENUR, D. MARCONDES, «La creciente influencia de China en el Atlántico Sur», In, *Revista CIDOB d’Afers Internacionals*, n.102-103, pp. 169-197

³⁷⁸ P. SEABRA, « From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014) », Thèse de Doctorat Université de Lisbonne, 2016.

³⁷⁹ Voir Annexe 1

³⁸⁰ P. SEABRA, *op.cit*, p.50.

matières premières et aux marchés africains pour leurs biens manufacturés) ; une lecture géopolitique qui inclut la recherche d'une plus grande marge de manœuvre et une reconnaissance internationale permet de mieux relever les enjeux de ces stratégies. Dès lors, les diverses stratégies des émergents montrent une situation de rivalités où la course pour l'exploitation des matières premières poursuit des fins stratégiques de puissance.

En effet, conjointement aux initiatives bilatérales, les pays émergents ont mis en place de nouveaux formats de coalitions exclusifs autour d'agendas variés. Ce qui est innovant est que le domaine maritime et les domaines sensibles et stratégiques de « high politic » vont être introduits dans les différentes initiatives Sud-Sud. Cette approche Sud-Sud pour l'espace maritime s'inscrit dans un contexte international et continental spécifique. En effet, la découverte en 2011 de réserves offshore au large des côtes brésiliennes a eu pour effet de raviver et de concentrer l'intérêt géostratégique de plusieurs États extra régionaux.³⁸¹

La revitalisation de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud, impulsée dès les années 2006 par l'Angola et le Brésil s'inscrit dans ce contexte. Mais, alors qu'existent déjà de nombreux projets en cours de sécurisation avec des partenaires extra régionaux, il y a lieu de s'interroger sur les motivations des pays africains à entreprendre ce dialogue interrégional avec les partenaires sud-américains

En tenant compte du contexte international, la revitalisation d'une Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud apparaît comme une fenêtre d'opportunités au sein d'un contexte d'acteurs extra régionaux présents déjà sur le continent africain.

En effet, il existe plusieurs types d'intérêts d'un point de vue africain pour ce qui concerne les initiatives impulsées par les pays émergents et en l'occurrence pour le cas précis de la ZOPACAS.

Dans un premier temps, la participation à la ZOPACAS permet à des États africains de petite taille et à faible capacité navale d'intégrer un nouvel espace de dialogue transnational. Il apparaît dès lors que la logique de diversification semble essentielle, ce, d'autant plus que la participation en dehors du cadre d'organisation régionale permet aux États d'établir des accords au niveau bilatéral avec le Brésil, l'Argentine ou l'Uruguay. En effet, parmi les vingt et un États africains membres de la ZOPACAS, seuls l'Afrique du Sud et le Nigéria possèdent une certaine capacité de projection au-delà des eaux brunes, ce qui place l'ensemble des États africains dans

³⁸¹ Certains auteurs évoquent le terme d'« El Dorado » de l'Atlantique Sud pour désigner ce regain d'intérêt au lendemain des découvertes des réserves offshore.

une position de vulnérabilité et de dépendance vis-à-vis de l'assistance internationale. Dès lors, l'expertise et les échanges d'informations avec les partenaires sud-américains viennent diversifier les options qui s'offrent à eux. De plus, après plus d'une décennie de liens de coopération Nord-Sud, l'hypothèse de « l'exportation d'une solution magique venant du Nord pour régler les problèmes du Sud »³⁸² est de plus en plus mise à mal, et inversement, celle que les « solutions des enjeux de l'Afrique et de l'Amérique latine émergent à travers la Coopération Sud-Sud »³⁸³ est de plus en plus présente.

Ainsi, par exemple, le cas de la participation du Gabon à la ZOPACAS offre à ce pays une opportunité de socialisation avec les partenaires sud-américains, d'autant plus pour un pays qui a vu s'accroître les actes de piraterie aux larges de ses côtes. Mais aussi, en dehors du domaine sécuritaire, la préservation des espèces marines et l'écosystème, prévue dans les plans d'action de la ZOPACAS, offre un cadre de coopération pour ce qui concerne les tortues-luths qui traversent l'Océan Atlantique Sud et viennent pondre sur les côtes gabonaises.

Dès lors, l'opportunité de diversification que le dialogue ZOPACAS offre aux États de la façade atlantique apparaît comme étant centrale. En effet, l'intérêt des pays africains concerne principalement deux domaines d'expertise : celui concernant la cartographie et la délimitation des frontières maritimes et celui du domaine de l'équipement de technologie en matière de défense.³⁸⁴ Ainsi, l'expertise dans ces domaines à travers les relations avec les partenaires sud-américains donne la possibilité à ces États de diversifier leur dépendance matérielle vis-à-vis des partenaires dits « traditionnels ».

Ainsi, la participation des africains aux différents forums qui vont être créés au cours de cette période, illustre bien une stratégie de « Forum Shopping » permettant de multiplier les partenariats.

Aussi, dans un deuxième temps, généralement perçus assez positivement et comme ayant atteint une capacité d'action et d'équipement comparativement élevée à l'ensemble des États de la façade atlantique africaine, les partenaires sud-américains bénéficient d'une image positive et suscitent moins de suspicion en termes d'intérêts géostratégiques sur le continent. En effet, la crédibilité des partenaires sud-américains ne repose pas uniquement sur les capacités

³⁸² M-A. DIALLO, « The impacts of Neo-colonial Security Frameworks in the South Atlantic: The case of French presence in Western Africa », In, E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS, (dir), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan, 2019, pp.41-77.

³⁸³ *Ibid.* p.66

³⁸⁴ P. SEABRA, *op.cit.* p. 43.

matérielles et logistiques de ceux-ci. Elle s'appuie sur les résultats visibles obtenus au niveau de la maritimisation régionale et sur l'expérience d'exercices collectifs dans l'Atlantique Sud, tels que l'ATLASUR, FELINO (entre les pays membres de la CPLP).

Aussi, l'un des avantages dans la participation des États africains à la ZOPACAS est le fait que celle-ci permet d'éviter d'une certaine façon la lourdeur administrative présente au sein des institutions régionales et sous-régionales déjà existantes, et donc, elle leur offre un espace d'interaction beaucoup plus direct, indépendant et fluide.

Enfin dans un troisième temps, l'approche proposée par la ZOPACAS se révèle stratégiquement intéressante et innovante pour les États africains de la façade atlantique. En effet, elle vient proposer une lecture d'Est à Ouest de l'espace sud atlantique. Se focalisant sur une perspective exclusivement sud atlantique, cette approche vient contraster avec un espace atlantique verticalement conceptualisé via les partenaires européens. Ainsi, dès 1986, le géographe gabonais Ropivia³⁸⁵ évoquait déjà dans ses travaux, les stratégies d'expansion des puissances émergentes qui imposeraient une horizontalité des relations internationales en opposition avec la verticalité des relations entre les pays occidentaux et les pays en voie de développement. Il est l'un des premiers géographes africains à penser et à associer les futures stratégies de politique extérieure des pays émergents à une tentative de reconfiguration des dynamiques internationales³⁸⁶. Ainsi, bien qu'il dresse un tableau assez radical de ce qu'il désigne comme « impérialisme tropical gondwanien »³⁸⁷, Ropivia soulève déjà l'effet de la mutation de perception géo-spatiale qu'entraîneraient les nouvelles dynamiques Brésil-Afrique ou encore Inde-Afrique.

Aussi, parallèlement à ces différents intérêts communs aux États de la façade africaine, y a-t-il lieu de distinguer des avantages individuels concernant la participation et la revitalisation de ladite zone de paix. En effet, pour ce qui concerne l'Angola, l'intérêt d'initier à nouveau ce processus transnational se trouve dans sa recherche de protagonisme régional et notamment en matière sécuritaire du Golfe de Guinée.

³⁸⁵ M-L.ROPIVIA, op. cit. p. 6.

³⁸⁶ *Ibid*, p. 7.

³⁸⁷ L'expression d'impérialisme gondwanien se réfère au bloc continental qui regroupait l'actuel continent sud-américain, le continent africain, le subcontinent indien, l'antarctique avant sa dislocation, baptisé « Gondwana » par le géophysicien allemand Wegener. Ce qualificatif gondwanien est mobilisé pour désigner le renouveau des stratégies indiennes et brésiliennes vis-à-vis du continent africain. Cette expression est employée pour décrire un bouleversement des relations internationales dans l'hémisphère sud qui a entraîné une nouvelle perception géopolitique horizontale impulsée par la montée en puissance de l'Inde et du Brésil.

Toutefois, la participation des États africains au sein de la ZOPACAS va être quelque peu tempérée. En effet, bien qu'ils aient répondu présents lors de la Réunion de Luanda en 2007, l'enthousiasme de l'Angola n'était pas le même que celui des autres États voisins. Il apparaît une forme de non-homogénéité des États africains de la façade atlantique. Cette non-homogénéité se décline en termes de groupes régionaux en matière de défense, de relation privilégiée avec le Brésil, de liens traditionnels avec les partenaires européens et en particulier, la présence de bases militaires françaises sur le sol africain. L'ensemble de ces éléments montre bien, que même s'il existe des objectifs communs, la participation des États africains relève d'une série de stratégies beaucoup plus complexes comparativement à ceux sud-américains.

En effet, la participation à la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud des États africains s'inscrit dans le cadre de politique extérieure particulière répondant à des ambitions et des calculs stratégiques qui tiennent compte de la présence des partenaires traditionnels européens d'une part, et, d'autre part, des nécessités de développement économique et de diversification des partenariats.

Dès lors, la section suivante se penche sur le cas des stratégies déployées par l'Angola et l'Afrique du sud concernant l'Atlantique Sud.

Section 2 :

LA STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DANS L'ATLANTIQUE SUD : L'ANGOLA ET L'AFRIQUE DU SUD

Le choix d'étudier le cas de l'Afrique du Sud et de l'Angola répond à la place centrale que les deux États jouent au sein des différents processus régionaux en matière de sécurité maritime dans l'Atlantique Sud. De plus, ce choix se justifie du fait que leurs positions géographiques génèrent des intérêts et des stratégies différentes vis-à-vis dudit espace sud-atlantique dont l'étude permet de relever la diversité des approches maritimes africaines.

Dès lors, il est question dans cette section, d'étudier comment les ambitions de politique extérieure et les enjeux sécuritaires façonnent et influencent la stratégie adoptée vis-à-vis de l'espace sud-atlantique.

1 .L'Afrique du Sud : acteur clé dans la stratégie maritime africaine

Alors que durant les années 1960-1970, la plupart des États de la rive atlantique africaine accédaient à la souveraineté internationale, héritant d'une flotte navale quasi inexistante et d'une expertise très réduite en matière maritime, l'Afrique du Sud disposait déjà d'une expertise maritime, d'infrastructures portuaires des plus modernes sur le continent et d'une flotte importante comparativement à ses voisins. Cela dit, l'approche que Pretoria a adoptée, vis-à-vis de son espace maritime, provient de sa situation d'État pivot, et varie en fonction des évolutions politiques internes et internationales.

1.1 Situation d'État pivot de l'Afrique du Sud

Comme souligné précédemment, sa situation géographique place l'Afrique du Sud dans une position stratégique et avantageuse, lui attribuant les caractéristiques d'un « État pivot »³⁸⁸. En

³⁸⁸ Pivotal State en anglais. Cette notion a été présentée par Mackinder en 1904. Elle désignait quatre États qui contrôlèrent l'Eurasie : l'Allemagne, la Russie, la Chine, et le Japon. Quelques décennies plus tard, au 20^{ème} siècle, les auteurs et hommes politiques américains parmi lesquels Eisenhower, Nixon et Kissinger ont également mobilisé cette notion dans le contexte de la Guerre Froide pour désigner les États qui succomberaient à l'influence soviétique selon la stratégie des dominos. En 1996, Chase, Hill et Kennedy proposent pour les États-Unis une stratégie axée sur les États pivot, en les décrivant comme étant des États dont les caractéristiques démographiques, géographiques et économiques affectent la région dans laquelle ils se trouvent. Ces États sont perçus comme ayant

effet, ayant accès aux deux océans (l'Atlantique et l'Indien), sa situation géographique lui permet de tirer profit d'un double accès maritime. Aussi, ce qui rend stratégiquement avantageux cet emplacement géographique de l'Afrique du Sud est le passage de principales routes maritimes mondiales parmi lesquelles celle du Cap de Bonne Espérance, et la communication entre les deux océans.

Disposant d'un littoral d'environ 3.000 kilomètres de long³⁸⁹, l'Afrique du Sud dépend fortement du commerce maritime. En effet, 90 % de ses échanges transitent par voie maritime. Dès lors, l'intérêt économique pour ce double espace maritime et l'exploitation des ressources énergétiques et halieutiques ont conduit Pretoria à déployer des stratégies visant à lui assurer une sécurité maritime dans ses eaux territoriales. Par ailleurs, cette position géographique avantageuse entraîne de nombreuses obligations pour l'Afrique du Sud, aux niveaux national, régional et international³⁹⁰. En effet, disposant d'une supériorité navale comparativement à ses voisins, et compte tenu de son poids économique³⁹¹, l'Afrique du Sud apparaît comme étant une puissance régionale maritime, d'autant plus qu'elle a développé très tôt à la fois une stratégie maritime et une capacité d'action et de projection navale dans les eaux brunes, devenant par là une véritable puissance maritime, sous régionale, voire même continentale.

Dès lors, une certaine responsabilité maritime sous régionale échoit à l'Afrique du Sud et ce, d'autant plus que ce rôle va dans le même sens que celui de ses propres intérêts puisque maintenir la sous-région exempte de menaces est nécessaire pour son économie. Cela étant, il faut noter que dès 1994, et notamment sous la présidence de Thabo Mbeki (1999-2008), l'agenda sécuritaire sur le continent africain occupe une place importante dans la politique extérieure sud-africaine, ce qui va conduire Pretoria à intervenir dans les missions de Paix multilatérales dès 1999.

la capacité à la fois d'améliorer leurs propres conditions mais aussi de façonner la stabilité économique et politique dans leur voisinage. En effet, l'État pivot est généralement situé au milieu d'un enchevêtrement de sphères d'influence de différentes grandes puissances ce qui rend le choix d'alliance de l'État pivot crucial et ayant des répercussions au niveau sécuritaire régional comme international. Pour aller plus loin R.CHASE, E-B. HILL, P. KENNEDY, « Pivotal States and Us strategy », In, *Foreign Affairs*, 1996, vol 75, n°1, pp.33-51; H-J.MACKINDER, « The geographical Pivot of History », In, *The geographical Journal*, n°4, 2004, pp.298-321.

³⁸⁹ T. NEETHLING, « The South African Navy and Regional Maritime security: The Dilemma of Political Strategic Objectives and Financial Constraints. », In, E. DUARTE, M. CORREIA DE BARRO, (eds) *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*. Palgrave Macmillan, 2019. p. 43.

³⁹⁰ *Ibid.*, p. 44

³⁹¹ En 2010, l'Afrique du Sud représentait environ les 2 /3 du PIB de l'Afrique australe, Pretoria assurait les 80% d'investissement direct à l'étranger de la SADC en 2010, et les dépenses militaires du pays s'élevaient à 4,15 milliards de dollars soit 1,15% de son PIB. Son PIB en 2018 s'élevait à 450 milliards de dollars tandis que ses voisins tels que la Namibie comptait sur un PIB de 11,268 milliards de dollars, le Botswana avec 12,787 milliards de PIB, le Zimbabwe avec 17,115 milliards de dollars pour son PIB selon la Banque mondiale.

En raison de sa situation géographique, l’Afrique du Sud doit faire face aux enjeux présents sur chacune des deux rives et assurer ainsi son assistance aux États voisins. Dès lors, en matière régionale, son action va se déployer dans le cadre de la SADC que l’Afrique du Sud intègre dès la fin de l’Apartheid. L’assistance en matière de sécurité maritime proposée par Pretoria consiste à prêter main forte aux marines des États voisins en mettant à disposition des sous-marins, des frégates, en vue de renforcer « l’intelligence » et l’effet de dissuasion³⁹², mais aussi la mise à disposition d’avions de patrouille maritime sud-africains pour assurer la surveillance du littoral et en mer. En l’occurrence, Pretoria a assisté la Namibie et le Mozambique dans la protection et la surveillance de leurs espaces maritimes³⁹³, ainsi que dans des formations et entraînements spécialisés au Malawi, au Mozambique et en Namibie³⁹⁴.

Pour ce qui concerne l’Atlantique Sud, il y a lieu de distinguer deux périodes clés, celle précédant la fin de l’Apartheid et celle de la post-Apartheid en 1994.

En effet, la stratégie maritime sud-africaine a connu une évolution selon les contextes internationaux et les évolutions politiques internes. En effet, la dimension stratégique de l’Atlantique Sud a été au cœur de la politique extérieure de Pretoria durant la période de l’Apartheid. A cette époque, le gouvernement sud-africain exerçait une politique de déstabilisation vis-à-vis de ses voisins africains à travers notamment des invasions militaires, des raids, des sabotages, le soutien à des groupes dissidents et des assassinats³⁹⁵. Dans le domaine maritime, cette période d’Apartheid a été caractérisée par un renforcement du potentiel de dissuasion de la marine sud-africaine avec l’acquisition de trois sous-marins français de la classe « Daphné » en 1970 et 1971, ainsi que de six patrouilleurs lance-missiles en 1977 avant la décision d’embargo sur les ventes d’armes décidé par les Nations Unies en 1997. Ce renforcement des capacités matérielles dissuasives visait à construire « une flotte d’une puissance suffisante pour dissuader les soviétiques de mener une quelconque intervention navale à l’encontre du pays »³⁹⁶. En effet, selon la perspective sud-africaine à cette période, l’expansion soviétique dans l’Atlantique Sud était perçue comme une menace réelle et avait conduit Pretoria à élaborer un projet de pacte militaire dans ledit espace sud-atlantique.

³⁹² NEETHLING T, *op.cit.*, p.53.

³⁹³ T. NEETHLING, *Ibid.*, p. 51.

³⁹⁴ T. POTGIETER, « When Maritime Security is Absent », In, *Maritime Security in Southern African Waters*. Centre for Military Studies, Faculty of Military Science, Stellenbosch University.p.50.

³⁹⁵ B-M. KRAXBERGER, P-A. MC CLAUGHRY, « South Africa in Africa: a geo-political perspective », dans *Canadian Journal of African Studies*, 2013, vol.7, n°1, pp.9-11.

³⁹⁶ C.DA COSTA, « Les ambitions maritimes de l’Afrique du sud », dans *Centre d’Etudes Supérieures de la Marine*, juillet 2010, p.19.

Plusieurs avantages politiques étaient recherchés, notamment la recherche d'alliés et de respectabilité internationale pour une Afrique du sud isolée politiquement³⁹⁷. Cependant, comme nous l'avons évoqué, ledit projet militaire ne vit pas le jour. La fin de la guerre froide ainsi que la fin du régime d'apartheid entraînèrent une évolution des concepts de menaces extérieures et de sécurité nationale et conduisit à une rupture avec la politique de « l'assaut généralisée » de Pretoria³⁹⁸.

1.2 Entre Ambitions et contraintes internes

La fin de la période de l'apartheid constitue un tournant décisif pour l'Afrique du Sud et principalement en matière de Politique Extérieure. Ainsi, tandis que les nouvelles orientations de politique extérieure sont mises en place, la diminution des budgets en matière de défense s'accroît. Cela a été particulièrement le cas de la marine sud-africaine considérée comme la branche la plus faible des Forces de Défense de ce pays³⁹⁹. Ainsi, la marine, tout comme les autres secteurs de la nouvelle force de Défense sud-africaine, passera-t-elle par un « processus de transformation en termes de rôle, d'objectifs, de constitution et de stratégies »⁴⁰⁰. Dès lors, la compréhension stratégique autour des espaces maritimes va se trouver modifiée⁴⁰¹. Si cette réduction des fonds alloués à la Défense existait déjà dès les dernières années du régime d'Apartheid, elle s'est amplifiée les décennies suivantes en raison de plusieurs variables.

D'abord, à partir de la période postapartheid, les objectifs de politique étrangère vont être axés sur des principes de défense des droits humains, de démocratie et de paix. En effet, après avoir mené des politiques de déstabilisation vers les pays voisins⁴⁰², l'Afrique du Sud postapartheid tente, avec son retour dans les forums Internationaux, de redorer son image.

Dès 1999, sous Thabo Mbeki, l'ambition d'un rôle de leader régional est de plus en plus visible en Afrique du Sud à travers un agenda africaniste axé sur la notion de « Renaissance Africaine »: Pretoria endosse son rôle de médiateur et intervient durant les crises politiques au Lesotho en 1998, et en République Démocratique du Congo en 1997 et 2005.

³⁹⁷ A.HURRELL «The Politics of South Atlantic Security : A survey of proposals for a South Atlantic Treaty Organization », In, *International Affairs*, vol.59, n°2,1983, p179-193

³⁹⁸ C.DA COSTA, « les ambitions maritimes de l'Afrique du sud », *op.cit.*, p.18.

³⁹⁹ E. DUARTE, K. KENKEL, « Contesting South African perspectives on South Atlantic Maritime Security governance: Brazil and South Africa », In, *South African Journal of Affairs*, 2019, p.12.

⁴⁰⁰ T.POTGIETER, *op.cit.*, p.50.

⁴⁰¹ Entretien avec Peter Eldon, ex officier de la marine sud-africaine. Mai 2019. Pretoria.

⁴⁰² S. TURCOTTE, « l'Afrique du sud post Apartheid : une puissance régionale en émergence », In, S. SANTANDER (dir) *L'émergence de nouvelles puissances vers un monde multipolaire ?* Paris Ellipses, 2009.

La volonté et les aspirations d'un plus grand protagonisme sur le continent africain vont être poursuivies par le gouvernement de Jacob Zuma (2009-2018), mais restent toutefois limitées par une capacité matérielle réduite. En ce qui concerne la sécurisation et la gouvernance maritime dans la sous-région, la Marine Sud-africaine est perçue comme un instrument clé de la stabilité dans la sous-région⁴⁰³. Pretoria entend ainsi asseoir son leadership régional à travers cette supériorité navale.

Cependant, comme le souligne Neethling, pour qu'une stratégie maritime soit efficace, il est nécessaire d'avoir trois éléments : la volonté et l'engagement politique doivent être démontrés, des capacités opérationnelles doivent être fournies, et une conscience publique doit exister⁴⁰⁴. Or, ces trois facteurs sont problématiques dans le cas sud-africain. En effet, dès les premières années de la période postapartheid, le vieillissement des équipements navals est signalé, vieillissement dû aux restrictions et réductions budgétaires. Cela étant, en 1999, Pretoria acquiert de nouveaux équipements tels que trois sous-marins, et quatre « patrol corvette ». Cependant, cette acquisition ne résout pas le problème du vieillissement de l'ensemble de la flotte sud-africaine dont les missions de sécurisation régionale mettent sous tension l'opérationnalité de la marine sud-africaine. L'absence de modernisation de la flotte navale est liée au scandale de corruption de l'Affaire « Strategic Defence Procurement Packages » de 1999 initié en 2011 et par lequel l'élite politique est accusée d'avoir exercé une fraude et des actes de corruption lors des acquisitions de matériels de défense. Cette controverse a conduit à une faible confiance publique vis-à-vis des institutions de la Défense, et surtout au fait que l'achat de matériel militaire soit économiquement et politiquement difficile à justifier⁴⁰⁵. Dès lors, l'opinion publique va perdre de plus en plus d'intérêt pour les questions militaires, et va plutôt être préoccupée par des questions sociales.

Par ailleurs, l'élaboration de la Défense Review⁴⁰⁶ de 2015 a montré le manque d'engagement du gouvernement concernant les questions de défense, qui s'est illustré par le manque de soutien de la Commission Parlementaire « Joint Standing Committee on Defence » vis-à-vis du Ministère de la Défense⁴⁰⁷. Ce manque d'intérêt répond, selon certains auteurs, au fait d'une

⁴⁰³ T. NEETHLING, *op.cit.* p. 53

⁴⁰⁴ *Ibid.* p.43

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p.56.

⁴⁰⁶ Le White Paper on National Defense, équivalent du Livre Blanc sur la défense nationale, comprend le *Defense Review* dont l'objectif est d'établir le rôle, la structure, l'équipement, la doctrine et les prévisions budgétaires des Forces de défense nationales sud-africaines. Le Defense Review de 2015 succède à celui de 1998 qui avait décrit les axes principaux en matière de défense dans un contexte de transition démocratique.

⁴⁰⁷ NEETHLING T, *ibid.*, p.60.

conscience tournée historiquement vers les terres⁴⁰⁸, et donc une absence de conscience maritime et de vision stratégique de l'espace maritime.⁴⁰⁹

Quoiqu'il en soit, les trois facteurs désignés comme nécessaires pour l'efficacité d'une stratégie maritime se retrouvent limités, ce qui conduit finalement à une situation de dilemme puisque d'une part il existe des intérêts politiques à jouer (un rôle de leader régional en matière de sécurité maritime), et d'autre part des contraintes internes qui limitent la mise en œuvre de ce leadership maritime dans les eaux africaines.

Toutefois, comme nous l'avons déjà évoqué, la création de nouvelles coalitions entre émergents dont l'agenda couvre le domaine maritime apparaît comme une nouvelle opportunité pour Pretoria en vue de ses ambitions et intérêts.

1.3 La Diversification de partenaires émergents en matière maritime

Dès 2006, l'Afrique du Sud intègre l'IBSA⁴¹⁰ et poursuit son rapprochement et le renforcement de ses relations avec les partenaires Sud-Sud et particulièrement les États émergents. En 2011, Pretoria intègre le groupe des BRICS⁴¹¹. La participation de l'Afrique du Sud dans ces différentes coalitions Sud-Sud lui offre l'opportunité, en matière maritime, d'esquiver le dilemme qui limite son action maritime. En effet, dans le cadre de l'IBSA, le programme IBSAMAR se tient chaque année entre les marines des trois États, la sixième édition s'étant tenue en Afrique du Sud en 2018.

Aussi, parallèlement aux exercices conjoints menés dans le cadre de l'IBSAMAR, l'Afrique du Sud participe et joue un rôle dans « Indian Ocean Rim Association » (IORA), qui réunit l'ensemble des États africains de la côte Est, mais aussi l'Australie, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, le Sri Lanka, le Yémen, les Émirats Arabes Unis ainsi que plusieurs États partenaires parmi lesquels la Chine et les États-Unis.

Il est question pour Pretoria de combiner des capacités d'action et de projection en pleine mer à travers des partenariats, des exercices conjoints, le partage d'informations avec des marines dotées d'une expérience et d'un équipement plus développés que les siens. Cela lui offre

⁴⁰⁸ J-F.MUNRO, « African shipping: reflections on the maritime history of Africa south of Sahara 1800-1914», In, *International Journal of Maritime History*, vol.2, 1990, pp.163-182.

⁴⁰⁹ Haydon, cité par VAN ROOYEN.F.C, *The India-Brazil-South Africa (ibsa) collective and the socio-political construction of security*, Thèse de Doctorat, University of the Free State Bloemfontein, 2017.

⁴¹⁰ Forum de Coopération entre Inde-Brésil et l'Afrique du Sud.

⁴¹¹ Brésil-Inde, Russie, Chine et Afrique du Sud.

l'avantage d'acquérir de nouvelles connaissances à moindre coût et de maintenir son opérabilité navale, d'autant plus que sa participation à de tels programmes génère un plus grand intérêt pour son gouvernement dès lors que ceux-ci confortent l'image de supériorité sud-africaine comparativement à celle des voisins régionaux.

Par ailleurs, la coopération avec des partenaires émergents et avec des États tels que le Nigeria et l'Angola demeure nécessaire pour l'Afrique du Sud qui, toute seule ne possède pas la capacité de faire face aux enjeux sécuritaires et assurer la sécurisation des principales voies maritimes marchandes⁴¹². En effet, la capacité de patrouille maritime repose sur quatre navires patrouilleurs que sont le *Sarah Baartman*, *Lillian Ngoyi*, *Ruth First*, *Victoria Mxenge* qui à eux seuls ont du mal à gérer les 15000 km² de zone économique exclusive de l'Afrique du Sud⁴¹³.

Ainsi, en 2013 la Convention de Benguela est signée entre l'Afrique du Sud, l'Angola et la Namibie, avec l'objectif de promouvoir la conservation, la protection, la réhabilitation et l'usage durable des ressources maritimes de la région⁴¹⁴ et aussi des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux aux citoyens de la région.

Aussi, en 2018, l'Afrique du Sud abritait-elle la onzième session des exercices conjoints de l'ATLASUR, qui réunissait cette fois-ci le Brésil et l'Uruguay, l'Argentine étant absente pour des raisons de contraintes budgétaires. Ces exercices qui comprennent à la fois des exercices en haute mer, des simulations de situations de crises, ont inclus des équipements de la force aérienne sud-africaine, brésilienne et uruguayenne.

Ceci étant, à côté de l'utilité pratique de ces nouvelles coalitions Sud-Sud, certains auteurs soulignent que la dimension maritime de celles-ci permet de mettre en œuvre de nouveaux scénarios géopolitiques⁴¹⁵. En effet, l'intégration de l'Afrique du Sud en 2011 au sein des BRICS d'un point de vue géostratégique offre une passerelle qui relie l'Atlantique Sud à l'Océan Indien⁴¹⁶. Selon la perspective développée par Vivero et Mateos, les pays des BRICS ont une capacité et une influence à jouer également en matière maritime, en vue d'impulser des

⁴¹² A. PEREIRA, « The South Atlantic, Southern Africa and South America: Cooperation and development », In, *Austral Brazilian Journal of Strategy and International Relations*, 2013. vol 24. n° 4, pp.31-35.

⁴¹³ LALBAHADUR, GROBBELAAR, DU PLESSIS, « Cooperation in the South Atlantic Zone : Amplifying the African Agenda », In, *African Perspectives Global Insights* 21, Juillet 2015, p4.

⁴¹⁴ *ibid.*, p .4.

⁴¹⁵ J. SUAREZ VIVERO, J-C. RODRIGUEZ MATEOS, « Ocean governance in a competitive world: The BRIC countries as emerging maritime powers building new geopolitical scenarios », In, *Marine Policy*, vol.34, n°5, 2010, pp.967-978.

⁴¹⁶ F. VREY, « A Blue BRICS, Maritime Security, and the South Atlantic », In, *Contexto Internacional*, vol.39, n°2, 2017.p.362.

changements en matière de gouvernance maritime⁴¹⁷. Dès lors, en rejoignant ces différentes coalitions à dimension maritime (telles que la ZOPACAS, IBSAMAR), Pretoria participe à ce processus collectif de reconfiguration des espaces émergents et s'associe avec des puissances navales émergentes qui déploient une nouvelle approche vis-à-vis de la mer.

Néanmoins, malgré la participation de la marine sud-africaine à de tels exercices maritimes internationaux Sud-Sud, il existerait encore certaines réticences au niveau politique à pousser plus loin l'engagement⁴¹⁸.

A quelques kilomètres plus au Nord-Est de Pretoria, un autre acteur régional se démarque en ce qui concerne son approche et son rôle dans la sécurisation de la façade atlantique africaine, il s'agit de l'Angola.

2. L'Angola : entre ambitions régionales et internationales

A l'instar de l'Afrique du Sud, et d'autres États riverains, l'espace de l'Atlantique Sud va susciter l'intérêt de la part de l'Angola, et justifier la mise en place de stratégies notamment dans la zone du Golfe de Guinée.

2.1 La stratégie de Luanda

Marqué par 27 ans de guerre civile, l'Angola ouvre une nouvelle période dès 2002 qui marque la fin de l'affrontement militaire et surtout la mise en place de nouvelles stratégies au niveau interne et externe. Pour ce qui est de la dimension extérieure, Luanda déploie une politique étrangère axée sur une plus grande « affirmation de soi » et sur la multiplication de partenaires à la fois émergents et européens. En outre, l'Angola poursuit un agenda sécuritaire sur le continent africain qui s'étend au-delà de son voisinage direct⁴¹⁹. Pour comprendre les enjeux qui structurent ces nouvelles approches, il est important de revenir sur le contexte géopolitique de l'Angola.

⁴¹⁷ J. SUAREZ VIVERO, J-C. RODRIGUEZ MATEOS, *op. cit.*, p.970.

⁴¹⁸ Entretien avec M. VAN ROOYEN Franck Charles, Ancien officier de la Marine Sud-Africaine, Pretoria mai 2019.

⁴¹⁹ M-L. BRÁS, «Angola en la arquitectura de paz y de seguridad africana», In, *Revista Unisci*, n°37, 2015, pp.177-192.

L'Angola dispose d'un littoral de 1650 km sur la façade atlantique⁴²⁰, et se situe au cœur d'un carrefour entre au nord des pays francophones situés dans la zone économique d'Afrique Centrale, et de l'Est, et au Sud par des États anglophones intégrant quant à eux la SADC. En effet, la situation géographique de l'Angola lui permet d'avoir une double appartenance aussi bien au sein de la CEEAC que de la SADC. Par ailleurs, ce positionnement lui permet d'apparaître comme un État pivot dans la sous-région⁴²¹, et à partir de là d'entreprendre une stratégie de visibilité et de présence.

Cette aspiration à une plus grande visibilité et présence répond à une croissance économique importante enregistrée dès le début du XXI^{ème} siècle et par sa position de deuxième producteur africain de pétrole après le Nigeria⁴²². L'enclave de Cabinda située entre les deux Congo constitue la principale zone d'approvisionnement de pétrole du pays, environ 60% de la production de l'Angola⁴²³. A côté du pétrole, d'autres ressources naturelles sont exploitées sur le sol angolais, telles que le diamant, le cuivre, le manganèse, le fer, l'uranium entre autres.

Dès lors, consciente de cette position stratégique, de son poids et de son potentiel aux yeux des puissances extérieures, l'Angola va-t-il entreprendre une stratégie proactive au niveau régional et international. Ainsi, le binôme "sécurité-développement" au niveau régional sera désigné comme l'axe principal de la nouvelle politique extérieure angolaise notamment dans le cadre de la CEEAC, SADC, la Commission du Golfe de Guinée, CIRGL et dans les instances des Nations-Unies⁴²⁴.

En effet, l'action extérieure de Luanda va poursuivre comme objectif la construction et le maintien d'un espace régional de paix et de sécurité, afin de se présenter comme un pays « exportateur de paix, de sécurité, de stabilité et de développement »⁴²⁵. Cet intérêt d'une région stable convient aux intérêts stratégiques de l'Angola dont la sécurisation du territoire de l'enclave de Cabinda apparaît comme une priorité pour son économie⁴²⁶.

⁴²⁰ Grip Note N°18, « La posture régionale de l'Angola : entre politique d'influence et affirmation de puissance », 16 Avril 2015, p.5.

⁴²¹ F. KORNEGAY, *op.cit.* p.83.

⁴²² Grip Note N°18 « La posture régionale de l'Angola : entre politique d'influence et affirmation de puissance », 16 Avril 2015, *op.cit.* p.6.

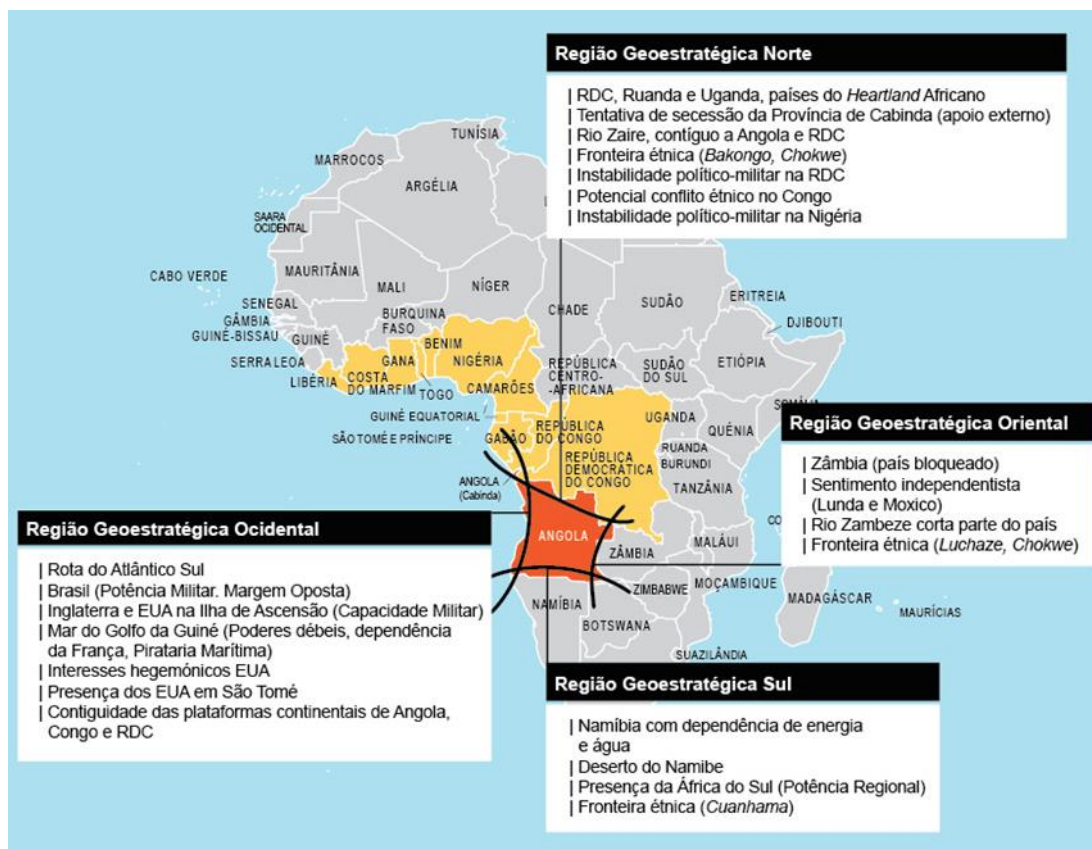
⁴²³ *ibid.*p.12.

⁴²⁴ M-D. BEMBE, « A Política Externa Angolana: Doutrina E Pratica», In, *Mulemba Revista Angolana de Ciências Sociais*, vol.6, n° 11, 2016 .p.43.

⁴²⁵ M-D.BEMBE, « Mecanismos de partilha do poder e acomodação das Elites: Modelo e processo para o Enclave de Cabinda», *Revista angolana de ciências sociais*, vol.4,n°8,2014,pp.143-172.

⁴²⁶ Grip Note N°18 « La posture régionale de l'Angola : entre politique d'influence et affirmation de puissance », 16 Avril 2015, *op.cit.*, p.12.

Or, comme nous le savons, la situation géographique de l'Angola le place au cœur de trois contextes sous-régionaux distincts. Au Nord-Est, se trouve la région des Grands Lacs avec les États tels que la RDC, le Burundi et le Rwanda. À l'Ouest, se situent la façade maritime atlantique et le Golfe de Guinée, et au sud les voisins d'Afrique Australe. Dans chacun de ces différents contextes sous régionaux existent des enjeux sécuritaires potentiellement déstabilisateurs auxquels l'Angola est attentif⁴²⁷.



Carte n°4 : Contexte géostratégique de l'Angola. Source : G-P. Verissimo, «A posição estratégica de Angola no Golfo da Guiné»Thèse de Doctorat, 2014⁴²⁸.

Dès lors, l'action de Luanda s'est-elle axée, d'une part, sur la participation aux négociations pour la résolution pacifique de conflits et, d'autre part, sur le déploiement de troupes. Cela a été le cas en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine et au sud

⁴²⁷ L-M.B ;BERNARDINO, « O novo paradigma da segurança na África: a estratégia securitária regional angolona», *Revista brasileira de estudos em defesa*, vol.2,n°1,2015,pp. 168-184.

⁴²⁸ G.P. VERISSIMO, «A posição estratégica de Angola no Golfo da Guiné», Thèse de Doctorat Science Politique, Université de Lisbonne, 2014.p.299.

Soudan⁴²⁹. Dans le cadre d'organisations régionales, l'Angola a participé également à des opérations telles que *Kwanza*⁴³⁰ dans le cadre de la CEEAC en 2010, l'opération *Dolphin*⁴³¹ de la SADC en 2009 et *Felino*⁴³² au sein de la CPLP⁴³³ depuis 2000.

Ainsi, la stratégie de Luanda va consister à dynamiser l'action collective régionale à travers les mécanismes et structures déjà existantes, et à être à l'initiative de programmes et exercices conjoints avec les marines de la sous-région. En effet, Luanda par sa double participation au sein de la CEEAC et de la SADC intègre les différents cadres sous régionaux créés pour le maintien de la sécurité. Aussi, disposant d'une flotte non négligeable et de forces armées expérimentées, l'Angola assure-t-il un soutien évident notamment dans le cadre la CEEAC et de la Commission du Golfe de Guinée. Dès lors, les objectifs recherchés au sein de ces différentes structures consistent à atteindre une « interopérabilité, une standardisation de la doctrine et des stratégies »⁴³⁴ avec les partenaires régionaux et extrarégionaux.

Aussi, l'effort va-t-il être également fait au niveau diplomatique avec la signature de différents accords et Mémoires, parmi lesquels le Mémoire d'Entente avec la Guinée Bissau en ce qui concerne le crime transnational des cartels de la drogue provenant d'Amérique du Sud,⁴³⁵ mais aussi par la tenue de plusieurs Réunions et Conférences Internationales à Luanda réunissant aussi bien les partenaires africains, onusiens qu'extra régionaux.

Cette action proactive de l'Angola sert ainsi à projeter son influence et constitue un moyen de démonstration de sa supériorité militaire comparée à ses voisins directs; cette proactivité vise également d'une certaine façon à limiter l'influence et le leadership du Nigéria concernant les questions sécuritaires dans la région du Golfe de Guinée. En effet, situé entre deux puissances régionales en termes économiques et militaires, l'Angola aspirant à un plus grand protagonisme régional, continental et international, entend à travers sa politique

⁴²⁹ M-D. BEMBE, *op.cit.*, p.44;

⁴³⁰ *Kwanza* 2010 désigne des exercices et manœuvres militaires pour le maintien de la paix réalisés sur le terrain en Angola par la Force Africaine en Attente de l'Union Africaine.

⁴³¹ L'Opération *Dolphin* est une manœuvre militaire intégrée et conjointe qui vise à préparer la brigade de réserve de la SADC pour les opérations de maintien de la paix.

⁴³² Il s'agit d'exercice militaire conjoint entre les forces armées des pays lusophones membres de la Communauté des pays lusophones (CPLP).

⁴³³ A. PEGADO, « Angola como potência regional emergente. Análise dos factores estratégicos », In, *Mulemba Revista Angolana de Ciências Sociais*, vol.8, 2014, p.173-201.

⁴³⁴ LIVRO BRANCO DE DEFESA NACIONAL ANGOLA 2018.

⁴³⁵ F. KORNEGAY, « South Africa, the South Atlantic and the IBSA-BRICS equation: the transatlantic space in transition », *Austral: Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, v.2, n.3, Jan-Jun 2013, pp.75-100.

extérieure proactive apparaît comme un acteur clé aux côtés du Nigéria et de l’Afrique du Sud.

En effet, c’est dans ce sens que la participation aux différents dispositifs régionaux de maintien de la paix apparaît comme un levier de puissance. C’est d’ailleurs pour cette raison que l’Angola a considérablement augmenté ses dépenses en matière de défense, passant en 2003 de 2 milliards de dollars à 6,8 milliards de dépenses en 2014, se plaçant ainsi comme le deuxième budget en matière de défense le plus important sur le continent africain après l’Algérie⁴³⁶.

Or, outre sa position géographique stratégique et avantageuse, l’Angola dispose d’une relation privilégiée avec le Brésil, dont le rapprochement revigoré dès les années 2003 offre de nouvelles perspectives pour Luanda.

2.2 Relation privilégiée avec le Brésil : liens bilatéraux et multilatéraux

Premier État à reconnaître l’indépendance de l’Angola en 1975, le Brésil a entretenu depuis des décennies une relation privilégiée avec l’Angola⁴³⁷. En effet, l’Angola, le Nigéria et l’Afrique du Sud font partie des principaux partenaires commerciaux du Brésil dont les premiers pics de croissance des flux commerciaux ont été atteints durant les années 80⁴³⁸.

Dès lors, cette relation privilégiée entre l’Angola et le Brésil, se caractérise par des liens bilatéraux dans plusieurs domaines avec Brasilia, et dès les années 2010, ceux-ci ont été désignés comme stratégiques⁴³⁹.

Ainsi cet intérêt mutuel va s’illustrer par une proximité entre les Chefs d’Etats des deux pays respectifs avec en effet, la visite du Président brésilien Lula da Silva sur le sol angolais à deux reprises en 2003 et 2007⁴⁴⁰ et en 2011 Dilma Rousseff, quant au président angolais José

⁴³⁶ S. DURUT, L. MAMPAEY, *Dépenses militaires, production et transferts d’armes – compendium 2014*, Rapport du GRIP 2014/3.

⁴³⁷ Antérieur à l’indépendance en 1975 de l’Angola.

⁴³⁸ J-F. SOMBRA SARAIVA, «Um Momento especial das relações Brasil-Angola: Do reconhecimento da Independência aos Desdobramentos Atuais», In, S.PONTOJA, J-F. SOMBRA SARAIVA, (org) *Angola e Brasil nas rotas do Atlântico Sul*. 1998, Rio de Janeiro.

⁴³⁹ En 2010 le deux États signent la « Déclaration d’Association Stratégique » qui définit les domaines d’intérêt et les priorités pour la coopération technique et la concertation politique. Aussi, comme le souligne Sombra Saraiva, les relations entre le Brésil et l’Angola étaient déjà durant les années 1973 considérées par l’Itamaraty comme privilégiées et étaient caractéristiques de l’affirmation de la nouvelle politique africaine du Brésil durant ladite décennie.

⁴⁴⁰ J. JOVETA, *A Política Externa de Angola: Novos regionalismos e relações bilaterais com o Brasil*. Thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Fédéral do Rio Grande do Sul, Porto Alegre 2011, p.227.

Eduardo Dos Santos, il s'est rendu sur le territoire brésilien en 2010 et en 2014. De nombreuses visites de leurs Ministres des Affaires extérieures respectifs ont également eu lieu.

D'autre part, ces liens privilégiés se trouvent renforcés par la dimension multilatérale au sein de laquelle le Brésil et l'Angola se réunissent, notamment la Communauté de Pays de langue Portugaise (CPLP) créée en 1991, qui a connu une évolution constante vers une institutionnalisation et la tenue de Sommets.

Ainsi, cette proximité est-elle particulièrement présente en matière de sécurité et défense. En effet, ces deux domaines ont fait l'objet d'accords, au niveau bilatéral, et au niveau de la CPLP dans le cadre de Réunions Ministérielles spécialisées en matière de défense.

En effet, dans le cadre de la CPLP, et au niveau bilatéral avec le Brésil, les relations en matière de défense, essentiellement maritimes, prennent la forme d'exercices conjoints, de transfert de connaissances et d'habilitation, de transfert d'informations, de création de structures (collège de défense de la CPLP) de dialogue politique et de concertation. Ainsi, en termes d'exercices conjoints, le programme FELINO constitue-t-il l'un des principaux exercices conjoints avec l'ensemble des États lusophones membres de la CPLP.

En termes de dialogue politique et de concertation, toujours dans le cadre de la CPLP, la tenue de Réunions Ministérielles rassemblant les différents États membres depuis 1998 constitue un espace au sein duquel plusieurs déclarations ont été signées, et qui ont été suivies par un dialogue entre les « Directeurs de la Politique de défense » de la CPLP⁴⁴¹. Ce dialogue compte également sur une structure au sein de la CPLP, le Secrétariat Permanent des Affaires de Défense, permettant ainsi un certain suivi.

Cette relation étroite et spéciale que l'Angola et le Brésil partagent est avantageuse de part et d'autre. Pour l'Angola, le renforcement des liens avec Brasilia sous les gouvernements de Lula a permis une ouverture vers les marchés sud-américains et une diversification de partenaires dans des domaines prioritaires tels que la santé, l'éducation, la sécurité et la défense. Aussi, la reconnaissance du rôle de l'Angola dans la stabilité sécuritaire de la sous-région a-t-elle été énoncée à travers plusieurs discours de l'ancien Président brésilien⁴⁴², ce qui constitue un avantage certain pour Luanda dont la reconnaissance du rôle et du leadership fait partie de ses ambitions internationales. De plus, le fait de participer et d'intégrer conjointement différentes

⁴⁴¹ Page officielle de la CPLP consultée le 26 /03/2020. <https://cplp.defesa.pt/Pages/home.aspx>

⁴⁴² J. JOVETA, *A Política Externa de Angola: Novos regionalismos e relações bilaterais com o Brasil*. Thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Fédéral do Rio Grande do Sul, Porto Alegre 2011.

sphères multilatérales aux liens bilatéraux, offre l'occasion de solidifier le couple Angola-Brésil au sein des coalitions Sud-Sud et vient quelque peu rivaliser avec le nexus Brésil-Afrique du Sud en ce qui concerne les enjeux sécuritaires dans l'Atlantique Sud.

Du point de vue brésilien, cette relation de proximité avec l'Angola comporte également des enjeux stratégiques.

D'abord, l'Angola apparaît comme un soutien important et un interlocuteur africain pour le Brésil. En effet, Luanda est apparu, à travers les liens lusophones et la proximité susmentionnée, comme un « pivot » clé à la fois dans la stratégie brésilienne dans l'Atlantique Sud mais aussi dans sa politique étrangère envers le continent africain. Luanda figure donc comme un « État pivot dans la façade atlantique africaine »⁴⁴³. Par ailleurs, la proximité des relations entre Luanda et Brasilia est un réel atout pour la stratégie de rapprochement du Brésil, car celle-ci lui offre une porte d'entrée sur le continent africain. En effet, le dialogue Angola-Brésil aurait ainsi renforcé l'image du Brésil comme partenaire fiable conférant ainsi une légitimité aux initiatives dudit pays en Afrique subsaharienne⁴⁴⁴.

La socialisation, qui résulte de liens bilatéraux anciens et des différentes organisations multilatérales desquelles ils font partie, permet d'instaurer entre l'Angola et le Brésil une confiance et d'accentuer leurs affinités politiques. Si certains auteurs ont établi une certaine « convergence de vote » entre les deux États dans le cadre onusien⁴⁴⁵, il semble clair que la participation aux séminaires, aux exercices conjoints et le partage de la langue sont autant de facteurs qui favorisent la compréhension réciproque et le travail de coopération entre les fonctionnaires angolais et brésiliens.

Par ailleurs, ajoutés à ces aspects d'affinité, les intérêts stratégiques vitaux autour de l'Atlantique Sud ont constitué une question centrale dans les relations diplomatiques, commerciales et sécuritaires entre Luanda et Brasilia. Or, comme nous le savons, les nouveaux paramètres structurels internationaux et régionaux ont créé une nouvelle pression autour de l'Atlantique Sud obligeant les États des deux rives à proposer des stratégies renouvelées pour l'Atlantique Sud et sa sécurisation.

⁴⁴³ F. KORNEGAY, « South Africa, the South Atlantic and the IBSA-BRICS equation: the transatlantic space in transition », In, *Austral: Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, v.2, n.3, 2013, p.88.

⁴⁴⁴ J. JOVETA, *op.cit.*p.225.

⁴⁴⁵ Dans son travail de Thèse de Doctorat, Pedro SEABRA étudie la convergence entre l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud avec le Brésil de 1992-2012 dans le cadre de l'Assemblée Générale des Nations Unies. P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Lisbonne, 2016.

2.3 L'initiative de Luanda pour la revitalisation de la ZOPACAS

C'est à l'occasion du premier Sommet du Forum ASA tenu en 2006 à Abuja que l'initiative de la revitalisation de la ZOPACAS a été avancée par l'Angola⁴⁴⁶. Dès lors, l'Angola va promouvoir « l'initiative Luanda » qui avait pour but de relancer les rencontres et discussions en 2007 notamment en marge de l'Assemblée Générale des Nations-Unies à New York en mars, ensuite en avril à Montevideo, puis en Argentine en mai 2007 et cela en vue d'obtenir suffisamment de matériel et de support⁴⁴⁷ avant d'abriter le VI Sommet de la ZOPACAS à Luanda les 18 et 19 juin 2007.⁴⁴⁸ L'Angola a ainsi assumé la présidence de la ZOPACAS jusqu'au VIIème Sommet tenu en 2013 en Uruguay.

L'initiative impulsée par Luanda pour relancer les travaux de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud s'inscrit dans la nouvelle dynamique proactive de sa politique extérieure et poursuit donc des intérêts stratégiques individuels.

Dans le cadre de sa nouvelle politique extérieure, Luanda multiplie les efforts au niveau multilatéral en ce qui concerne la sécurité dans le Golfe de Guinée, avec notamment, à la même période, l'installation du Secrétariat de la Commission du Golfe de Guinée à Luanda en 2007⁴⁴⁹. Dès lors, l'initiative de réactiver la ZOPACAS s'inscrit dans cette logique de multiplication des participations à des organismes multilatéraux⁴⁵⁰.

Toutefois, s'ajoutent également des logiques de puissance, et notamment une recherche de leadership régional et international derrière la revitalisation de ladite Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud. En effet, le rôle central qu'a joué l'Angola dans le processus de revitalisation de la ZOPACAS avait pour objectif de se positionner comme un acteur clé dans le dialogue avec les pays de la rive sud-américaine, et cela en écho avec la tenue du premier Sommet du Forum ASA à Abuja. En effet, le Nigéria était apparu comme l'État à l'initiative dudit projet de rapprochement interrégional avec le Brésil, ce qui lui avait octroyé une visibilité et une reconnaissance internationales, sans compter son rôle de coordinateur régional pour le

⁴⁴⁶ G. LECHINI, « Afro-Latin Equation : Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », In, *Africa and the World : navigating shifting geopolitics*. Mapungubwe, Mistra, 2020.

⁴⁴⁷ *ibid.*, p.263.

⁴⁴⁸ J. JOVETA, *Angola estratégias de inserção internacional*. Appris, Curitiba 2015, p.323.

⁴⁴⁹ Selon l'auteur JOVETA, les relations Angola-Brésil auraient été un des facteurs de création de la Commission du Golfe de Guinée, en effet, l'Angola se serait inspiré de la méthodologie de la ZOPACAS pour la création de la Commission du Golfe de Guinée. J. JOVETA, *Angola estratégias de inserção internacional*. Appris Curitiba 2015.

⁴⁵⁰ A titre d'exemple, la stratégie internationale de Luanda est perceptible avec son obtention de la présidence de plusieurs organismes régionaux tels que la SADC de 2003-2004, de l'OPEP en 2008 entres autres.

continent africain au sein dudit Forum. Dès lors, l'enthousiasme de Luanda vis-à-vis de la ZOPACAS répond également à une logique de concurrence de protagonisme.

Par ailleurs, ce rôle central lui octroie un leadership au sein de la structure, ce qui permet à l'Angola d'apparaître comme le principal interlocuteur africain dans les discussions avec les partenaires sud-américains. Aussi, toujours dans cette perspective, en abritant la VIème Réunion Ministérielle de la ZOPACAS dans sa capitale, l'Angola visait-il toutes les retombées de visibilité internationale et médiatique, d'autant plus qu'en étant le pays hôte, l'Angola assurait ainsi la présidence temporaire et rotative de la ZOPACAS, ce qui aurait contribué à « rehausser l'importance de Luanda »⁴⁵¹.

C'est ainsi que l'Angola a réussi à se hisser au cœur du processus de réactivation de la Zone de paix et de coopération grâce, à la fois, à sa position de plus en plus présente au niveau régional en matière de sûreté, et, grâce à sa relation de proximité avec Brasilia. En effet, Luanda a su tirer profit de sa position de pivot régional sur la façade atlantique et jouer un double rôle clé: d'une part, assurer la liaison entre les agendas des différentes communautés économiques régionales sur la rive africaine entre elles, et d'autre part, se positionner comme interlocuteur africain face aux partenaires sud-américains.

En l'occurrence après neuf ans d'« hibernation », la Réunion Ministérielle tenue à Luanda en Juin 2007 conduit à une nouvelle Déclaration et un nouveau plan d'Action. Ces documents élargissent le domaine de compétences en incluant la nécessité d'une coordination entre les différents organes intra régionaux existants sur chacune des deux rives, et insistent sur l'importance de la femme⁴⁵². Aussi, à travers le Plan d'action, les États s'engagent-ils à la mise en œuvre de projets dans le domaine de la cartographie et de l'exploration des fonds marins, pour une coopération environnementale, maritime et portuaire, de défense, de sécurité maritime et de combat contre les crimes transnationaux⁴⁵³.

Toutefois, la revitalisation de la ZOPACAS en 2007 a marqué le point de départ de la reconversion dudit dialogue transnational qui jusqu'alors s'était limité à des questions liées à la sûreté et à la sécurité maritime. Cette nouvelle période qui s'ouvre compte sur l'enthousiasme brésilien et sur un nouveau Forum de dialogue interrégional de l'ASA qui apparaît comme outil complémentaire pour le dialogue afro-sud-américain.

⁴⁵¹ F. KORNEGAY, *op. cit.*, p. 89

⁴⁵² G. LECHINI, *op. cit.*, p.263

⁴⁵³ J. JOVETA, *op. cit.*, p.23.

CONCLUSION

Il a été question, tout au long de ce chapitre, d'étudier l'évolution du contexte maritime sur la rive atlantique africaine en se penchant d'abord sur les dynamiques de maritimisation menées jusqu'aux années 2000 puis, d'aborder les différents enjeux sécuritaires qui caractérisent le contexte de la zone du Golfe de Guinée, à savoir les actes de pirateries, la pêche illégale, le trafic de drogue, le trafic de personnes et de produits illicites, entre autres. Ces différents enjeux viennent accentuer la dimension géostratégique de cet espace maritime, qui se trouve au cœur de nouvelles stratégies de diversification énergétique d'acteurs extrarégionaux occidentaux et aussi émergents.

L'agenda sécuritaire étant au cœur des stratégies maritimes nationales et régionales, l'approche et la perception de l'Atlantique Sud du côté africain se concentre sur les enjeux transnationaux qui sévissent aux larges de leurs côtes et particulièrement dans la zone du Golfe de Guinée.

Par ailleurs, la recherche de sécurisation maritime dans le littoral atlantique s'est accompagnée d'ambitions de projection régionale et internationale avec comme toile de fond la recherche de légitimation du rôle de leader régional. En effet, les cas de l'Angola et de l'Afrique du Sud illustrent le paradoxe qui existe avec, d'une part, la volonté d'un plus grand protagonisme international, d'autre part, les capacités matérielles limitées et une volonté politique mitigée en ce qui concerne les questions maritimes.

Dès lors, la revitalisation de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud s'inscrit dans un contexte de diversification de partenaires de la part des États africains dès les années 2000 et de regain d'intérêt pour la sécurisation des espaces maritimes. En reprenant le dialogue interrégional avec les partenaires sud-américains, les États africains situés sur la rive atlantique manifestent leur intérêt pour une approche alternative ou du moins complémentaire.

Toutefois, les deux rives de l'Atlantique Sud s'inscrivant dans des contextes politiques, géostratégiques distincts, l'enjeu va se situer dans la capacité de la ZOPACAS à faire émerger une vision et une approche convergentes pour un espace sud-atlantique commun.

Chapitre 3 : **UN OCÉAN, DEUX REGARDS ?**

INTRODUCTION

Créée par la résolution 41/11 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, votée le 27 octobre 1986, la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud (ZOPACAS) est un espace de dialogue qui réunit vingt-quatre États riverains de l'Atlantique Sud, à savoir l'ensemble des États africains situés sur la rive atlantique, allant du Sénégal jusqu'à l'Afrique du sud, et du côté sud-américain réunissant le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine⁴⁵⁴. Ayant pour principal objectif de « préserver la région (sud atlantique) de mesures de militarisation, de course aux armements, de bases militaires étrangères et surtout d'armes nucléaires »⁴⁵⁵, la ZOPACAS possède le caractère d'accord politique et non pas de Traité International, ce qui implique donc une absence d'obligation des États membres à assumer une responsabilité légale⁴⁵⁶. En outre, organisées sous forme de Rencontres Ministérielles et disposant d'un Comité Permanent basé à New York au sein des Nations Unies, les activités de dialogue et de coopération entre les États membres de ladite Zone se sont réactivées dès 2007 après une période d'inactivité. Toutefois, ce regain d'activité s'inscrit dans un contexte international et régional tout à fait différent de celui qui prévalait durant les années de création en 1986. Par conséquent, la réactivation de la ZOPACAS sera conditionnée aux intérêts géostratégiques de

⁴⁵⁴ Les vingt-quatre États membres sont : l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Argentine, le Bénin, le Brésil, le Cap Vert, Cameroun, Congo, Cote d'Ivoire, Guinée Equatoriale, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Namibie, Nigéria, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Léone, Togo, l'Uruguay, et la République Démocratique du Congo.

⁴⁵⁵ Résolution des Nations-Unies A/RES/41/11.

⁴⁵⁶ G. LECHINI, « Afro-Latin Equations: Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », in F. KORNEGAY, P. MTHEMBU (Ed.) *Africa and the World: Navigating Shifting Geopolitics*. Mapungubwe. 2019.

chaque État membre mais devra également, à travers un agenda élargi, surmonter les différents enjeux présents dans ledit espace sud-atlantique.

Dès lors, le présent chapitre s'articule autour de la question centrale qui est de savoir dans quelle mesure les États Africains et Sud-américains ont réussi, à travers la ZOPACAS, à créer un espace sud-atlantique exclusif répondant aux enjeux transnationaux et en même temps, à l'ambition de reconfigurer les rapports de force et leurs souverainetés dans le dit espace maritime.

Pour y répondre, la présente analyse, articulée sur deux sections, se penchera dans un premier temps sur les convergences internes entre les États membres en termes de perceptions, d'intérêts individuels géostratégiques, et d'approches de chacune des deux rives de l'Atlantique Sud. Puis, nous nous focaliserons sur les enjeux et les résultats de ladite Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud.

Section 1 :

L'ATLANTIQUE SUD COMME ESPACE DE GOUVERNANCE MARITIME AFRO-SUD-AMERICAIN⁴⁵⁷ ?

Principal moyen de transport commercial au monde et abritant d'importantes ressources stratégiques halieutiques et énergétiques, l'océan constitue un élément vital pour les États en termes économiques ainsi qu'en termes géopolitiques. L'augmentation des enjeux sécuritaires, environnementaux et la raréfaction de certaines ressources a conduit ces vingt dernières années, les États à accentuer leurs intérêts autour des questions maritimes au sein d'instances globales⁴⁵⁸ telles que La Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer (UNCLOS) ou l'Organisation maritime internationale, (OMI), et bien d'autres, au niveau régional et local⁴⁵⁹.

Dans ce contexte, de nouveaux concepts vont venir accompagner les efforts réalisés au niveau international et régional en vue d'organiser l'action collective en mer. Émerge ainsi la notion de « gouvernance maritime » qui, tout comme la notion de gouvernance internationale, désigne un ensemble de règles, parfois une architecture institutionnelle visant à réguler de manière collective les activités au sein des espaces maritimes afin de réduire les risques de conflits, d'actions unilatérales et de résoudre les enjeux communs.

Parmi les différents objectifs de cette gouvernance maritime apparaît celui d'atteindre une sécurité maritime. Or le terme de « maritime security » a connu une évolution au fil de ces dernières décennies, notamment au sein de la littérature académique. En effet, durant la période de la Guerre Froide, la notion de sécurité maritime était dominée par une dimension géopolitique, et se définissait à partir de l'absence de certaines menaces en mer⁴⁶⁰. L'une des principales limites à cette approche était le fait qu'elle semblait fournir une liste exhaustive de menaces et ne permettait pas d'inclure des menaces contemporaines comme celles environnementales⁴⁶¹. Par ailleurs, dès la fin des années 1990, l'approche coopérative de la

⁴⁵⁷ Employer le terme de gouvernance maritime afro-sud-américain renvoie à la volonté de souligner les initiatives qui sont mises en œuvre entre Africains et Sud-américains pour renforcer leurs relations en matière sécuritaire maritime et leur capacité de gouvernance collective pour le dit espace sud-atlantique.

⁴⁵⁸ C. BUEGER, T. EDMUNDS, R. McCabe, « Into the sea: capacity building innovations and the maritime security challenge », *Third World Quarterly*, 2020, 41:2, pp. 228-246.

⁴⁵⁹ A. COSTA VAZ, « Brazilian approaches to maritime security cooperation in IBSA and the prospects for an Atlantic-Indian maritime security governance », *Journal of the Indian Ocean Region*, 2015, 11:2, pp. 170-183.

⁴⁶⁰ C. BUEGER, « What is maritime security? » *Marine Policy*, Vol. 53, 2015, pp. 159-164.

⁴⁶¹ *ibid.* p. 159.

sécurité maritime a été développée et a conduit les auteurs à la définir comme des « mesures préventives en vue de répondre à des actes illégaux en mer »⁴⁶². En effet, la menace terroriste post 11 septembre 2001, l'augmentation des cas de trafic de personnes et de drogue, ainsi que les actes de piraterie ont conduit les États et les acteurs internationaux à adopter une approche compréhensive et proactive incluant les questions environnementales et économiques⁴⁶³. Bueger quant à lui, propose une approche de la sécurité maritime qui inclut les notions d'économie bleue, de développement économique, de puissance navale et de sécurité humaine⁴⁶⁴.

Dans le contexte de l'Atlantique Sud, la réactivation de la ZOPACAS s'inscrit dans la dynamique de la construction d'une gouvernance maritime capable de garantir une sécurité maritime dans ledit espace.

La principale difficulté qui caractérise la ZOPACAS en tant qu'éventuel espace de gouvernance maritime est celle de réussir à atteindre une convergence entre les perceptions et les intérêts entre les deux rives de l'Atlantique Sud.

Dès lors, pour comprendre si la ZOPACAS met en place une sorte de gouvernance maritime, cette section étudie d'abord le degré de convergence existant entre les États africains et sud-américains, puis détermine des critères nécessaires pour la construction d'un espace de coopération maritime transnational.

1. Degré de convergence entre Africains et Sud-Américains

Loin d'être des partenaires traditionnels, et notamment en matière de sécurité et défense, les États africains et leurs partenaires sud-américains ne partagent pas toujours les mêmes visions et stratégies pour l'espace sud-atlantique. En effet, comme nous l'avons étudié dans les deux chapitres précédents, les deux rives de l'Atlantique Sud s'inscrivent dans des contextes régionaux différents. Néanmoins, en dépit de ces différences, il y a lieu de distinguer dans le cadre de la ZOPACAS un certain degré de convergence, vérifiable à travers l'identification et l'étude de trois axes, à savoir :

- la perception dudit espace, d'une rive à l'autre,
- les intérêts sécuritaires en commun dans l'Atlantique Sud

⁴⁶² ALMEIDA SILVA.A, MARCONDES.D, « Globalização, Segurança e Defesa no Atlântico Sul », in *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico* , n° 154, 2019.

⁴⁶³ B. GERMOND, « The geopolitical dimension of maritime security », *Marine Policy*, vol. 54, 2015, pp. 137-142.

⁴⁶⁴ C. BUEGER, « What is maritime security? » *op. cit.*, p. 161.

- le degré d'opportunité stratégique dudit espace en fonction des ambitions internationales.

Ces différents éléments sont essentiels dès lors qu'ils recouvrent les diverses dimensions inhérentes aux dynamiques interrégionales Sud-Sud, en tant qu'interactions sociales structurées autour d'enjeux géostratégiques d'intérêts communs et individuels, sur un espace géographique précis.

1.1 Des perceptions distinctes versus une base idéale commune

Les perceptions autour de l'Atlantique Sud concernent celles relatives aux menaces qu'il implique et les perceptions quant à son étendue territoriale.

Bien évidemment, la perception est une variable dépendante du contexte régional, international et historique. Cependant, c'est à partir de la perception qu'ils ont de situations données, que les États adoptent leurs stratégies.

Ainsi, pour ce qui concerne la perception des menaces dans l'Atlantique Sud, force est de constater une différence entre les États membres.

Du côté sud-américain, le Brésil dès 2006, découvre des ressources énergétiques offshore sur les rives de Espirito Santo et Santa Catarina, et va donc intensifier sa présence, sa rhétorique, et ses initiatives en direction de l'espace sud-atlantique. En effet, placé au cœur de la stratégie de Défense nationale et identifié comme espace vital, l'Atlantique Sud est perçu comme espace au sein duquel le Brésil entend déployer sa projection internationale et son influence. Or, le déploiement de la 4^{ème} flotte américaine dans l'Atlantique Sud en 2008 a été perçu par Brasilia comme une menace directement liée aux récentes découvertes aux larges de ses côtes⁴⁶⁵. Dès lors, la position de Brasilia au sein de la ZOPACAS consistera d'une part, à exclure la présence d'acteurs extra régionaux et d'autre part, à construire une identité sud-atlantique commune⁴⁶⁶. La perception du danger d'une invasion extra régionale permet à Brasilia de justifier la modernisation de son équipement naval aussi bien au niveau national qu'interrégional.

Par ailleurs, les voisins sud-américains du Brésil, quant à eux, ne partagent pas la même perception dudit espace sud-atlantique⁴⁶⁷ ; et cela, en raison d'ambitions internationales

⁴⁶⁵ P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic* (2003-2014), Thèse de Doctorat Université de Lisbonne, p. 96.

⁴⁶⁶ A. ABDENUR, D. MARCONDES, « O Brasil e a cooperação em defesa: a construção de uma identidade regional no Atlântico Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, 57(1)2014, pp. 5-21; E. DUARTE, MICHAEL KENKEL, « Contesting perspectives on South Atlantic maritime security governance : Brazil and South Africa », *South African Journal of International Affairs*, 2019, pp. 395-412.

⁴⁶⁷ P.G. ADOGAMHE, « Maritime Security and Governance of the South Atlantic: the Nigerian Perspective », dans DUARTE.E, CORREIA DE BARROS. M. (Eds.), *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2019, pp. 13-40.

distinctes et d'enjeux nationaux particuliers. C'est notamment le cas de l'Argentine qui, contrairement au Brésil, n'a pas toujours inscrit au cœur de sa stratégie de Politique extérieure le rapprochement vers le continent africain. La perception des menaces depuis la perspective argentine se concentre autour des différends concernant les Îles Malouines, mais aussi autour de la souveraineté réclamée sur certains espaces de l'Antarctique, où l'Argentine est l'un des États qui y possède le plus grand nombre de bases⁴⁶⁸. Dès lors, selon une perspective argentine, l'ambition internationale dans l'Atlantique Sud est beaucoup plus modeste que celle de son voisin lusophone, et se cristallise autour de sa souveraineté dans les espaces proclamés comme faisant partie de son territoire.

Néanmoins bien qu'ils aient des visions et des ambitions distinctes, les États sud-américains partagent l'expérience de la Guerre des Malouines qui a considérablement marqué les esprits et surtout montré la faiblesse des marines sud-américaines en cas d'intrusions externes.

Par ailleurs, de l'autre côté de l'Atlantique Sud, la perception des menaces se cristallise autour des enjeux sécuritaires immédiats concentrés dans le Golfe de Guinée, ainsi qu' autour des défis sécuritaires internes. Ceux-ci sont directement liés à des enjeux locaux en termes de gouvernance, de pauvreté et non pas autour d'enjeux stratégiques plus vastes et couvrant l'étendue de l'Atlantique Sud⁴⁶⁹. Dès lors, dans le cas de la plupart des États africains riverains de l'Atlantique Sud, les enjeux de piraterie et de trafic de drogue sont intrinsèquement liés aux fragilités structurelles présentes dans les appareils sécuritaires nationaux⁴⁷⁰. Par conséquent, la perception de menaces dans l'Atlantique Sud, d'un point de vue africain, concerne les menaces directes auxquelles la rive africaine est exposée, notamment situées dans les eaux brunes⁴⁷¹. Ce faisant, on ne retrouve donc pas ici une vision large de l'espace atlantique au-delà des zones économiques exclusives, d'autant plus que la perception autour de l'Atlantique Sud dépend et varie également en fonction des capacités logistiques et matérielles des États, en l'occurrence les capacités de projection au-delà de leurs Zone Exclusive Economique et de leurs capacités de surveillance et de patrouille au large de leurs côtes.

⁴⁶⁸ R.M. GONZALEZ, S.G. CALPAN, « The Expansion of Argentine Limits in the Continental Shelf: Implication in the International Scope. », dans DUARTE.E, CORREIA DE BARROS.M (Eds.), *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2019, pp. 69-95.

⁴⁶⁹ P.G. ADOGAMHE.P, « Maritime Security and Governance of the South Atlantic: the Nigerian Perspective », in DUARTE.E, CORREIA DE BARROS. M. (Eds.), *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2019, pp. 13-40.

⁴⁷⁰ P. SEABRA, « Stretching the Limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », *Contexto Internacional*, vol. 39, May-Agust 2017, p. 317

⁴⁷¹ Désigne les eaux territoriales.

Dès lors, d'une rive à une autre, la disparité est d'autant plus visible entre les puissances régionales et leurs voisins, à savoir le Brésil vis-à-vis de ses voisins, l'Argentine et l'Uruguay ainsi que l'Afrique du Sud et ses voisins la Namibie, le Botswana entre autres, ou encore le Nigeria vis-à-vis de ses voisins.

Aussi, la sensibilité et la perception autour de l'Atlantique Sud va-t-elle dépendre également des ambitions de politiques extérieures desdits États, et là encore, les puissances régionales poursuivant des stratégies plus ambitieuses percevront différemment l'étendue de leurs possibilités d'influence.

De plus, l'intérêt pour les questions maritimes est relativement récent du côté africain, où la priorité a toujours été orientée vers les terres, ce qui a pour conséquence une expérience et une culture maritime encore en formation. Dès lors, les doctrines maritimes des États africains de la rive atlantique, quand elles existent, se tournent essentiellement vers les enjeux sécuritaires ayant un caractère urgent comme ceux du Golfe de Guinée.

Par ailleurs, en dépit de la divergence des perceptions entre les deux rives, les documents officiels des différentes organisations régionales dans l'Atlantique Sud révèlent une prise de conscience régionale allant dans le même sens, notamment en ce qui concerne la désignation des dangers et des enjeux dans ladite zone⁴⁷². C'est en effet le cas de l'ensemble des documents reprenant les stratégies maritimes de la SADC de 2011, de la Stratégie maritime du Golfe de Guinée de 2013, du code de Conduite pour le Golfe de Guinée de 2013, et de la stratégie maritime de la CEDEAO de 2014. Du côté sud-américain, c'est aussi le cas des textes relatifs au trafic maritime et des plans de coordination du Coordinateur de la zone maritime de l'Atlantique Sud, (COMAS)⁴⁷³.

En dépit des perceptions divergentes que les États africains et les États sud-américains ont de l'espace atlantique, celles-ci convergent sur certains points. Cette convergence se fait au niveau des idées et forme ainsi une base idéale commune.

La notion de base idéale renvoie à un ensemble de valeurs et d'idées, parfois aussi d'identités, partagées entre les États, qui favorisent la compréhension mutuelle et la mise en place d'initiatives communes. Cette base idéale commune est désignée par de nombreuses appellations distinctes, selon les auteurs, mais renvoie toujours à un ensemble d'éléments cognitifs partagés. Dans le cadre du domaine des Études Sécuritaires, des auteurs tels que Buzan et Waever ont souligné l'importance des éléments idéels compris comme « des idées partagées,

⁴⁷² P. SEABRA, « Stretching the Limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », *op. cit.*, p. 318.

⁴⁷³ Coordinador del Area Maritima del Atlantico Sur.

des significations, des identités, des contextes sociaux et historiques » dans la compréhension de la nécessaire consolidation de liens de coopération au sein d'un espace⁴⁷⁴. Aussi, en se focalisant sur le rôle du Brésil dans l'Atlantique Sud, des auteurs tels que Abdenur, Marcondes, et autres, ont souligné l'intérêt de Brasilia à construire une conscience collective et une identité sud-atlantique. Ils ont ainsi relevé les différents éléments cognitifs et discursifs qui se déploient dans le cadre de la ZOPACAS⁴⁷⁵.

Par ailleurs, la notion de base idéale commune est liée à la notion de « regionness » expression anglaise qui n'existe pas en français, mais qui renvoie à la cohésion interne d'une région, aux idées et identités communes⁴⁷⁶. En effet, la formation d'une convergence interne s'appuie sur des éléments cognitifs tels que les idées, les identités partagées entre les États concernés. Ainsi, la base idéale commune identifiée dans le cadre de la ZOPACAS rassemble les éléments cognitifs décrits par le terme de « regionness »⁴⁷⁷.

Dès lors, certaines valeurs relatives au respect du Droit de la Mer sont partagées par l'ensemble des États membres de la ZOPACAS, ce qui se traduit par la volonté commune d'inscrire les textes et les actions dudit dialogue transnational dans le cadre légal et normatif des Déclarations de l'UNCLOS de 1982. Cela s'illustre également par la signature par l'ensemble des États membres de la ZOPACAS des Traités tels que celui de Tlatelolco de 1967, le Traité de l'Antarctique signé en 1959, ou encore celui de Pelindaba en 1961 qui forment le cadre normatif reconnu internationalement et qui exclut la prolifération des armes nucléaires dans la zone⁴⁷⁸.

Par conséquent, en s'inscrivant dans le cadre des Nations Unies la ZOPACAS, les États membres ont saisi l'opportunité de renforcer la légitimité de l'organisation mais ils ont aussi montré leur attachement à des valeurs telles que le multilatéralisme.

De même, bien que de façon moins prononcée que du côté sud-américain, l'idée d'un espace maritime commun impliquant une action collective fait sens à la rive africaine; ceci d'autant plus que dans les mémoires collectives des États riverains, l'espace sud-atlantique reste

⁴⁷⁴ B. RODRIGUEZ BESSA MATOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, « Brazilian Policy and the Creation of a Regional Security Complex in the South Atlantic: Pax Brasiliana? » dans A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Eds.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39 (2), May/Aug 2017, Quarterly, pp. 263-280.

⁴⁷⁵ Le chapitre 2 a étudié plus en détail l'action discursive du Brésil au sein de la ZOPACAS.

⁴⁷⁶ B. HETTNE, F. SODERBAUM, « Theorizing the rise of Regionness » *New Political Economy*, vol 5, n°3, Dec. 2010, pp. 457-473.

⁴⁷⁷ Ancré dans le courant constructiviste, le terme de « regionness » développé par Hettne et Soderbaum met la lumière sur la dimension non matérielle liée à la formation d'une région socialement construite.

⁴⁷⁸ LALBAHADUR, GROBBELAAR, DU PLESSIS, « Cooperation in the South Atlantic: Amplifying the African agenda », *Policy Insight 21*, July 2015, pp.1-8.

associé à un passé historique commun et donc à une identité commune. En outre, « le vide institutionnel » qui prévalait sur la partie sud de l'Atlantique avant 1986, constituait de part et d'autre un risque pouvant laisser la porte ouverte à de nouvelles configurations de pouvoir en défaveur des États situés sur les deux rives de l'Atlantique Sud. Dès lors, l'ambition d'une réappropriation de cet espace maritime fait sens dans certains États africains et sud-américains ayant des ambitions de projection régionale et internationale.

Enfin, autre composante de cette base idéale afro-sud-américaine, c'est la conscience des limites en termes de capacités maritimes individuelles et collectives face aux enjeux transnationaux et face aux acteurs extra régionaux notamment les États membres de l'OTAN⁴⁷⁹. Ainsi, principalement déployé par l'action rhétorique de Brasilia, l'Atlantique Sud a été présenté lors des différents Séminaires et Rencontres Ministériels comme un « Mare Nostrum »⁴⁸⁰ qui vient souligner la nécessité d'une action collective intra-sud-atlantique et renforcer l'idée d'une réappropriation dudit espace.

A côté de ces idées communes, la base idéale qui réunit et pousse les deux rives de l'Atlantique Sud à interagir au sein de la ZOPACAS, se compose d'intérêts communs au sein dudit espace.

1.2 Des intérêts communs versus des stratégies diverses

La réactivation du mécanisme de dialogue transrégional dans l'Atlantique Sud répond à une situation d'accroissement des actes illégaux en mer affectant l'ensemble des États de la zone. Cependant face à ces différents défis sécuritaires, les intérêts autour dudit espace et les stratégies mises en œuvre d'une rive à l'autre vont-ils converger ?

1.2.1 *Des intérêts convergents*

Africains et Sud-Américains partagent des intérêts autour de l'espace sud-atlantique et par ce fait, des intérêts pour la ZOPACAS. La convergence des intérêts pour une zone de paix et de coopération dans l'Atlantique Sud comporte deux dimensions : une interne et une externe. En effet, pour ce qui concerne la dimension interne des intérêts collectifs, il s'agit d'intérêts et d'objectifs orientés vers la mise en place de capacités d'actions collectives, de coopération entre États membres, de renforcement de capacités techniques et aussi de socialisation. Ce premier ensemble d'intérêts est de nature essentiellement sécuritaire.

⁴⁷⁹ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

⁴⁸⁰ Expression latine désignant en français « notre mer ».

Par ailleurs, la dimension extérieure des intérêts collectifs concerne des intérêts de politique extérieure qui se structurent autour de deux objectifs: celui de présenter l'Atlantique Sud comme un espace délimité et distinct d'autres espaces maritimes, celui d'asseoir leurs souverainetés et de rendre légitimes leurs actions dans ledit espace maritime.

Dès lors, pris conjointement, les différents intérêts communs se cristallisent autour de trois axes : la sécurisation d'un espace vital, le renforcement des capacités à travers le transfert de connaissances techniques et la démarcation d'un espace sud-atlantique.

1.2.1.1 La sécurisation d'un espace vital

Pour ce qui concerne l'intérêt commun pour la sécurisation d'un espace vital, comme nous le savons déjà, d'une rive à l'autre, la dépendance et le poids économique des exportations et importations qui transitent par l'océan sont importants ; ce qui rend cruciale la recherche de solutions face aux menaces transnationales de plus en plus diversifiées. Cet intérêt économique de sécuriser l'Atlantique Sud conduit à l'intérêt de renforcer les capacités d'action collectives et coopératives. Bien que les menaces et les tensions soient distinctes d'une rive à une autre avec du côté sud-américain, des menaces générées par la mondialisation telles que la pollution maritime, les disputes pour les ressources halieutiques et les pavillons de complaisance⁴⁸¹, l'interdépendance sécuritaire entre les deux rives pousse à la recherche collective de solutions.

Par ailleurs, la ZOPACAS est également apparue comme jouant un rôle de stabilisateur régional, face aux situations d'instabilité notamment sur la rive africaine. En effet, marquée par des coups d'État générateurs d'instabilité politique, la réalité politique des États de la rive africaine a conduit ces derniers à rechercher des moyens de stabilisation du *statu quo*, dont la ZOPACAS semblait offrir des garanties⁴⁸². Ainsi, concernant le cas de l'Afrique du Sud sous l'Apartheid, la ZOPACAS garantissait aux États africains d'exclure l'Afrique du Sud et de limiter ainsi son pouvoir d'action dans ledit espace sud-atlantique. Dès lors, la ZOPACAS revêtait déjà à l'époque, et aujourd'hui encore, un rôle de pacificateur de la région, offrant un cadre préventif face aux éventuelles ambitions hégémoniques de l'Afrique du Sud, et limitant les ambitions des puissances extra régionales.

⁴⁸¹ A. ALMEIDA SILVA.A, D. MARCONDES, « Globalização, Segurança e Defesa no Atlântico Sul », in *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico* , n°154, 2019,pp.69-88.

⁴⁸² F. MATTHEIS, « Volatile interregionalism the case of South Atlantic Relations », in F. MATHHEIS, A. LITSEGARD (ed) *Interregionalism across the Atlantic. United Nations University Series on regionalism* 15. Springer. 2018

1.2.1.2 Le renforcement des capacités d'action collective

Cet intérêt partagé s'appuie sur une prise de conscience du caractère urgent des menaces qui planent sur l'Atlantique Sud notamment en ce qui concerne les différents réseaux de trafic de drogue, de trafic de personnes entre les deux rives, qui se sont considérablement accentués dès le début des années 2000. Cette prise de conscience rend la coopération afro-sud-américaine essentielle.

Dès lors, l'intérêt de renforcer les capacités collectives a conduit à une pluralité d'actions menées dans le cadre de la ZOPACAS. En effet, ont été mis en place des Séminaires visant au partage d'informations et de connaissances, des accords bilatéraux entre les États membres en matière de formation, de sécurité et de défense maritime⁴⁸³. On observe dès les années 2000 un effort du secteur de la marine qui vise à mettre en place des initiatives d'actions conjointes.

Aussi, la formation et le transfert de capacités recherchés concernent également, d'une part, l'acquisition de matériels logistiques et, d'autre part, la vente de ceux-ci aux partenaires. Cela est particulièrement le cas des industries brésiliennes qui ont vendu différents types d'équipements notamment EMBRAER, lequel a vendu des avions A29 Super Tucano en 2011 à l'Angola (six au total)⁴⁸⁴, en 2013 au Sénégal (trois)⁴⁸⁵, ainsi que des nouveaux navires de patrouille⁴⁸⁶.

1.2.1.3 La création d'un espace sud-atlantique : utilité multilatérale réformiste

Le troisième axe autour duquel convergent les intérêts est celui de la démarcation d'un espace sud-atlantique internationalement reconnu et intégré dans le cadre onusien du Droit de la Mer. En effet, cette reconnaissance internationale de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud octroie une plus grande légitimité aux États membres lorsqu'il s'agit pour eux de soutenir l'idée d'une réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), la réforme de l'architecture financière mondiale ou encore les discussions sur le changement climatique⁴⁸⁷. Autrement dit, la ZOPACAS se présente comme un instrument d'utilité multilatérale qui permet aux États membres de participer et de tenter de réformer les principales instances de pouvoir sur la scène internationale, d'atteindre une certaine visibilité ainsi qu'une reconnaissance

⁴⁸³ La section suivante aborde plus en détails les composantes de l'agenda de la ZOPACAS.

⁴⁸⁴ Stockholm International Peace Research Institute, http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/trade_register.php consulté le 22/05/20

⁴⁸⁵ P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian- African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat Université de Lisbonne, p. 88.

⁴⁸⁶ Voir Annexe n°1 et n°2 sur les ventes d'armes et équipements du Brésil aux pays africains.

⁴⁸⁷ En effet, ces différents thèmes sont évoqués dans les Déclarations officielles de la ZOPACAS 2007 et 2013.

internationale; mais aussi, et surtout, la ZOPACAS apparaît comme un outil de renforcement de la légitimité dans la réappropriation de l'espace sud-atlantique par les États riverains. Ce renforcement de souveraineté des États membres se fait notamment vis-à-vis des puissances extra régionales⁴⁸⁸.

Cet intérêt collectif se trouve à cheval entre, d'une part, la double idée d'ambitions collectives et d'ambitions individuelles des États, et d'autre part, entre la dimension interne et externe des intérêts de la ZOPACAS.

Aussi, l'utilité multilatérale de la ZOPACAS renvoie-t-elle à la question des fonctions propres aux initiatives mises en place dans le Global South. Olivet⁴⁸⁹ identifie comme principal objectif des initiatives interrégionales Sud-Sud, la diversification, qui consisterait à réduire trois risques auxquels les régions du Global South seraient exposées : d'abord, réduire le risque économique et politique d'entretenir des liens avec peu de partenaires extérieurs ; puis, prévenir une éventuelle exclusion en cas de nouvelles alliances régionales, et enfin renforcer leur participation dans l'économie internationale en vue d'éviter une périphérisation⁴⁹⁰.

Toutefois, en excluant la fonction de « balancing »⁴⁹¹ en raison du « manque de capacité de l'interrégionalisme non triadique à contribuer à structurer la gouvernance internationale »⁴⁹², Olivet néglige et ne prend pas en compte la dimension réformiste qui caractérise les différentes initiatives du Global South qui résistent et/ou questionnent la domination historique du Nord⁴⁹³.

En revanche, adoptant une toute autre approche, Feraboli aborde l'interrégionalisme Sud-Sud comme un « terrain de politiques significatives » où sont contestées les « spatialités » et les productions discursives des espaces de pouvoir⁴⁹⁴.

Dès lors, l'interrégionalisme, étant une interaction sociale au sein de laquelle circulent des idées et des perceptions convergentes vers une base idéale commune, celui-ci compte parmi ses objectifs non pas celui de contrebalancer radicalement le *statu quo* international, mais plutôt de créer de nouvelles démarcations d'espaces et une nouvelle lecture d'espaces de pouvoir

⁴⁸⁸ MATTHEIS Frank, « Volatile interregionalism the case of South Atlantic Relations », in MATTHEIS.F, LITSEGARD.A (Eds.) *Interregionalism across the Atlantic*. United Nations University Series on regionalism 15. Springer. 2018

⁴⁸⁹ M.C OLIVET, «Unravelling Interregionalism Theory: A Critical Analysis of the New Interregional Relations between Latin America and East Asia», VI reunión de la red de estudios de américa latina y el caribe sobre asia-pacífico redealop, 12 au 13 Octobre 2005, Buenos Aires.p.22.

⁴⁹⁰ *Ibid.*, p.22.

⁴⁹¹ En français cela renvoie à l'«équilibre».

⁴⁹² M.C. OLIVET *op. cit.*, p. 13.

⁴⁹³ A. ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, « An ocean for the Global South: Brazil and the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », *Cambridge Review of International Affairs*, vol29, Issue 3, 2016, p. 1115.

⁴⁹⁴ FERABOLLI.S, « Regions that matter: the Arab-South American interregional space », *Third Quarterly*, 38:8, 2016, pp. 1767-1781.

horizontal. Dès lors, dans cette optique, la création de la ZOPACAS et sa réactivation durant les années 2000 doivent être comprises comme un « ensemble de politiques significatives » vis-à-vis d'un espace dont les frontières tentent d'échapper à la lecture verticale du Monde tel que traditionnellement imposée, afin de proposer une lecture horizontale reliant deux continents paradoxalement déconnectés l'un de l'autre malgré la relative proximité.

Dit autrement, en instituant la ZOPACAS, les États membres visaient à modifier les rapports de force dans l'Atlantique Sud, et à réorganiser la sécurité dans la région sans interférence venant de puissances extérieures⁴⁹⁵. La ZOPACAS apparaît ainsi comme un moyen de renforcer les souverainetés vis-à-vis des acteurs extra régionaux⁴⁹⁶.

Cependant, comme nous l'avons dit, les différents contextes et les réalités locales des États membres d'une rive à une autre sont particuliers. Aussi, les stratégies mises en place vont-elles dépendre tant de la perception de la gravité de la menace que des vulnérabilités sécuritaires de chaque État⁴⁹⁷.

Dès lors, cet ensemble de facteurs affectent la manière dont vont être pensées et mises en place les stratégies maritimes. Par conséquent on va observer au sein de la ZOPACAS différentes stratégies divergentes.

1.2.2 Des stratégies divergentes : le nexus Afrique du Sud-Brésil

La littérature concernant les complexes sécuritaires régionaux prend en compte le rôle de « region builder »⁴⁹⁸ joué par la ou les puissances régionales faisant partie de l'espace en question⁴⁹⁹. En ce qui concerne l'Atlantique Sud, les principaux États considérés comme des acteurs centraux dans la construction d'une coopération pérenne sont le Brésil et l'Afrique du Sud, et dans une certaine mesure l'Angola. En effet, le nexus Afrique du sud-Brésil semble essentiel, d'autant plus que, comme nous l'avons évoqué dans les chapitres précédents, les liens

⁴⁹⁵ B. RODRIGUEZ BESSA MATOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, « Brazilian Policy and the Creation of a regional Security Complex in the South Atlantic; Pax Brasiliana? » in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly. P. 266.

⁴⁹⁶ F.MATTHEIS, « Volatile Interregionalism : The case of South Atlantic Relations», in MATTHEIS, LITSEGARD (Ed.) *Interregionalism across the Atlantic Space*, United Nations University, Vol 15, Springer, Bruges, 2018.

⁴⁹⁷ EVANGELISTA MEDEIROS.S, SOUSA MOREIRA.W, « Maritime Cooperation among South Atlantic countries and repercussions for the regional community of Security Practice », *Contexto Internacional*, vol.39,May-Agust 2017, p. 287

⁴⁹⁸ En français cette notion renvoie à l'État, le plus souvent la puissance régionale, qui est à l'origine du processus de construction de la région.

⁴⁹⁹ B. RODRIGUEZ BESSA MATOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, « Brazilian Policy and the Creation of a regional Security Complex in the South Atlantic ; Pax Brasiliana ? », *op. cit.*, p. 266.

entre le Brésil et l’Afrique du Sud ont constitué les liens les plus importants intra sud-atlantique, que ce soit au niveau économique, militaire ou de défense. Plusieurs exemples illustrent l’importance de ces liens notamment l’ouverture d’une nouvelle ligne aérienne commerciale reliant São Paulo à Johannesburg dès 2016⁵⁰⁰. Par ailleurs, en ce qui concerne les relations en matière de défense et de sécurité maritime, plusieurs auteurs soulignent l’importance qu’ont joué et continueront de jouer les dynamiques Brésil-Afrique du sud à la fois dans la continuité d’un espace sud-atlantique en devenir, et dans la mise en commun d’une stratégie qui se veut plus convergente. En effet, comme le souligne Lyal White, le Brésil et l’Afrique du Sud sont le cœur des relations sud-atlantiques⁵⁰¹. Ce rôle central de Brasilia et de Pretoria dans l’Atlantique Sud provient d’une part, de leur supériorité matérielle et économique qui les place comme des acteurs garants de la sécurité de leurs environnements régionaux respectifs, et d’autre part, du fait de l’absence de tensions entre les deux États; le Brésil et l’Afrique du Sud sont donc les principaux promoteurs des relations entre Africains et Sud-Américains, comme l’a illustré l’accord de commerce préférentiel entre la SADC et le Mercosur entré en vigueur en février 2019⁵⁰².

En effet, il existe une convergence entre certains auteurs autour de l’idée centrale que ces relations entre Brasilia et Pretoria sont le noyau à partir duquel les initiatives plus concrètes dans l’Atlantique Sud vont être mises en œuvre⁵⁰³, d’autant plus que les deux États partagent une identité commune de puissances moyennes. De même qu’ils ont en commun l’intérêt de revendiquer une plus grande redistribution du pouvoir ainsi qu’une réforme du processus de gouvernance globale⁵⁰⁴.

Toutefois, ces deux États ont mis en place des approches distinctes vis-à-vis de l’Atlantique Sud.

En effet, le Brésil, pour sa part, a orienté sa stratégie de sécurité maritime vers l’objectif de protéger l’Atlantique Sud des acteurs extra régionaux, ce qui l’a amené à « résister » à

⁵⁰⁰ En l’occurrence il s’agit de la compagnie aérienne LATAM qui en 2016 inaugure ses vols Sao Paulo-Johannesburg, devenant ainsi le premier groupe aéronautique sud-américain offrant une connexion avec le continent africain. Du côté africain, South African Airways avait inauguré en 1968 le premier vol commercial reliant Johannesburg à Rio de Janeiro.

⁵⁰¹ L. WHITE, « South Atlantic Relations: from bilateral trade relations to multilateral coalition building » in *Cambridge Review of International Affairs*, 2004, p. 523.

⁵⁰² Site officiel du MERCOSUR <https://www.mercosur.int/entra-en-vigor-el-acuerdo-comercial-entre-el-mercosur-y-los-paises-de-afrika-del-sur/>, consulté le 11/05/2020

⁵⁰³ F. Kornegay, P. Seabra, K. Kenkel, A. Abdenur, F. Mattheis, entres autres auteurs, évoquent ce lien entre Pretoria et Brasilia dans l’Atlantique Sud.

⁵⁰⁴ J. VAN DER WESTHUIZEN., « Brazil and South Africa: the ‘odd couple’ of the South Atlantic? », *Commonwealth & Comparative Politics*, 54:2, p. 248.

partager la gouvernance maritime avec les nations voisines⁵⁰⁵. De plus, l'approche brésilienne concernant les frontières s'est développée sur la base de la présence militaire dans la forêt de l'Amazonie axée sur une approche unilatérale. Par conséquent, en reproduisant cette approche pour le domaine maritime, Brasilia déploie au sein de la ZOPACAS un discours d'exclusion envers les acteurs extra régionaux mais sans pour autant réussir à proposer un agenda régional et interrégional clair pour l'espace sud-atlantique. Ainsi, l'un des principaux reproches fait à la stratégie brésilienne au sein de la ZOPACAS est d'avoir déployé une approche individuelle visant à renforcer sa position au sein dudit espace sud-atlantique, et non à impulser une dynamique plus collective qui aurait pu conduire à la construction d'une région sud-atlantique⁵⁰⁶. En effet, en multipliant les accords de coopération en matière navale notamment, le Brésil cherchait certes, à renforcer l'autonomisation des partenaires africains, mais avant tout, cela visait à forger un contexte favorable à sa propre présence sur le continent africain⁵⁰⁷.

Contrairement au Brésil, l'approche maritime de Pretoria intègre un agenda multilatéral pour l'Afrique australe avec comme priorités l'économie et la sécurité, notamment à travers la Stratégie maritime de la SADC⁵⁰⁸. En effet, la stratégie sud-africaine fait le choix de prendre en compte un ensemble de variables économiques concernant le domaine maritime, au lieu de prioriser une approche principalement sécuritaire. De même, Pretoria voit l'océan Indien et l'océan Atlantique comme un ensemble, et non comme deux contextes séparés, et par conséquent favorise une dimension plus ample de la gouvernance maritime incluant des organisations transnationales et des acteurs extra régionaux⁵⁰⁹.

La divergence entre les stratégies des deux puissances régionales de l'Atlantique Sud vient mettre à mal la mise en place de la gouvernance maritime dans cet espace sud-atlantique. En effet, l'établissement d'une gouvernance maritime dépend du degré de convergence entre les principaux acteurs clés que sont l'Afrique du Sud et le Brésil et permettrait ainsi d'atteindre trois objectifs : d'abord de surpasser les limitations matérielles et internes que connaissent chacun des États membres de la ZOPACAS ; puis, d'élargir l'agenda de coopération au-delà de la sécurité maritime en intégrant des aspects économiques et d'économie bleue; enfin, cette

⁵⁰⁵ E. DUARTE, K. KENKEL, « Contesting perspectives on South Atlantic security maritime governance: Brazil and South Africa », *South African Journal of International Affairs*, octobre 2019, p. 6.

⁵⁰⁶ ABDENUR ERTHAL, A. MATTHEIS, F. SEABRA, P., « Inter-regional multilateralism in the Global South The zone of peace and cooperation in the South Atlantic », ARIS, S. and al (Dir.) *Inter-organizational Relations in International Security : Cooperation and Competition*, Routledge 2018.

⁵⁰⁷ A. COSTA VAZ, « Brazilian approaches to maritime security cooperation in IBSA and the prospects for an Atlantic-Indian maritime security governance », *Journal of the Indian Ocean Region*, 2015, 11:2, p. 174.

⁵⁰⁸ E. DUARTE, K. KENKEL, « Contesting perspectives on South Atlantic security maritime governance: Brazil and South Africa », *South African Journal of International Affairs*, octobre 2019. p. 10.

⁵⁰⁹ *ibid.* p.11.

gouvernance maritime dans l'Atlantique Sud permettrait d'offrir une alternative à l'influence des acteurs extra régionaux⁵¹⁰. Aussi, l'agenda de coopération bilatérale existant entre les deux États notamment en matière militaire et d'industries de défense pose la base pour un élargissement au niveau interrégional⁵¹¹. En effet, l'absence de conflits et de tensions entre les intérêts nationaux de l'Afrique du Sud et du Brésil apparaît comme un avantage pour la pérennisation d'une coopération amicale⁵¹².

1.2.3 *L'opportunité stratégique de l'Atlantique Sud et ambitions internationales*

La notion d'opportunité stratégique ici se réfère à deux éléments; d'une part, elle désigne l'usage qui peut être fait de l'espace sud-atlantique en vue d'intérêts et d'ambitions internationales individuels de chaque État. En effet, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le fait d'assurer sa présence et sa participation au sein de l'unique rencontre transnationale existant dans l'Atlantique Sud comporte des avantages et des retombées en termes de projection internationale, raison pour laquelle Brasilia, Luanda et Pretoria déploient chacune à leur façon des stratégies vis-à-vis de l'Atlantique Sud.

D'une rive à l'autre, l'intérêt pour la ZOPACAS et pour l'Atlantique Sud de façon générale s'est accompagné d'ambitions de visibilité internationale. En effet, avec le nouveau contexte international des débuts des années 2000, les stratégies de Politiques Extérieures de certains États de l'Atlantique Sud ont accordé une place importante audit espace maritime⁵¹³, vu comme un tremplin international aux fins d'étendre son protagonisme au niveau intra régional, mais aussi d'accompagner les stratégies de diversification internationale. S'il est vrai que le Brésil est considéré comme étant le principal instigateur et protagoniste exerçant un leadership intellectuel et entrepreneurial au sein de la ZOPACAS, il n'en demeure pas moins que les autres États membres poursuivent eux aussi les mêmes ambitions et logiques

⁵¹⁰ E. DUARTE, K. KENKEL, *op. cit.*, p. 12.

⁵¹¹ En l'occurrence le projet A. Darter entre Brasilia et Pretoria concerne la construction d'un missile ayant une portée de 12 km dont le management se fait en coopération avec les industries brésiliennes et sud-africaines, mettant ainsi en place entre elles un transfert de technologies. Voir: HERZ.M, DAWOOD.L, COUTINHO LAGE.V, « A Nuclear submarine in the South Atlantic: the framing of Threats and Deterrence », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, vol. 39 (2), May/Aug 2017, Quarterly.

⁵¹² F. VREY, « A Blue BRICS, Maritime Security, and the South Atlantic », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly, p. 362.

⁵¹³ En l'occurrence il s'agit du Brésil, de l'Angola et de l'Afrique du sud comme étudié lors des chapitres antérieurs.

matérielles⁵¹⁴. Ainsi, l'Atlantique Sud est apparu de part et d'autre, comme une fenêtre d'opportunités pour des stratégies au service d'intérêts vitaux individuels notamment de projection de sa propre influence⁵¹⁵. Toutefois, la marge d'opportunités varie d'une rive à l'autre selon le contexte régional qui prévaut.

D'autre part, l'opportunité stratégique de l'Atlantique Sud se réfère à l'opportunité collective de définir un espace géographique et géopolitique nouveau, au sein duquel les États membres développent des dynamiques nouvelles de coopération, de modèle de gouvernance maritime propres aux réalités, aux besoins et aux capacités des pays du Global South. En effet, cet usage collectif visant à la définition de nouvelles frontières d'espaces maritimes de la part des États du Global South avait déjà été évoqué par certains auteurs tels que Suarez de Vivero et Rodriguez Mateos⁵¹⁶.

Cette opportunité stratégique collective d'un espace sud-atlantique a évolué au fil des contextes internationaux, puisque la création de la ZOPACAS, en 1986 durant la Guerre Froide, offrait une opportunité de restreindre la diffusion d'armes nucléaires dans l'Atlantique Sud, et la non-militarisation dudit espace, le laissant en dehors de la confrontation Est-Ouest⁵¹⁷. Durant la période allant de 1994-1998, alors que le Brésil abrite la réunion ministérielle de la ZOPACAS, l'opportunité de celle-ci va consister à renforcer la coopération entre les deux rives, à intégrer un concept de sécurité plus élargi et à inclure le commerce⁵¹⁸.

Quelques décennies plus tard, l'opportunité stratégique collective se concentre à redynamiser ce dialogue transnational sud-sud dans un contexte de décentrage du pouvoir mondial où de nouvelles marges de manœuvre apparaissent.

Par ailleurs, l'opportunité collective demeure dépendante de l'intérêt des États et du partage de la vision des objectifs stratégiques pour le dit espace maritime⁵¹⁹.

⁵¹⁴ Le chapitre précédent a abordé les différents intérêts stratégiques de l'Angola et l'Afrique du sud. Voir Chapitre l'Atlantique sud d'une perspective africaine.

⁵¹⁵ A. ABDENUR, D. MARCONDES, « O Brasil e a cooperação em defesa: a construção de uma identidade regional no Atlântico Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, n°57, 2014. p. 6.

⁵¹⁶ J.L. SUAREZ DE VIVERO, J.C. RODRIGUEZ MATEOS, « Ocean governance in a competitive world: the BRIC countries as emerging maritime powers, building new geopolitical scenarios », *Marine Policy*, n°34 (5), 2010.

⁵¹⁷ LECHINI, G, « Afro-Latin Equation: Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », in *Africa and the World Navigating Shifting Geopolitics*, Mapungunbwe, 2020, p. 254.

⁵¹⁸ LECHINI, G, « Afro-Latin Equation: Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », *ibid.* p. 258.

⁵¹⁹ R. ESPACH., « Reflections on the Ends Ways, and Means of Maritime Security Cooperation in the South Atlantic », in DUARTE, E, CORREIA DE BARROS, M, (Eds.) *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan.

Dès lors, en adoptant une perspective du courant réaliste, l'opportunité internationale qu'offre l'Atlantique Sud permet aux États de réduire les coûts et d'éventuellement augmenter leurs avantages en matière de politique extérieure. Dans leurs articles, Vivero et Mateo évoquaient déjà que la création de nouveaux espaces maritimes par les pays émergents répondait à leurs intérêts économiques et à leur stratégie de projection internationale comprenant l'espace maritime⁵²⁰. En créant de tels espaces, l'une des idées est celle de produire une approche collective face aux nouveaux enjeux transnationaux.

Cependant, l'analyse de la ZOPACAS en tant qu'espace de gouvernance maritime, outre la prise en compte du degré de convergence, doit prendre en considération certains critères essentiels qui déterminent l'effectivité d'une coopération en matière de sécurité.

2. Les variables contextuelles de l'Atlantique Sud : atouts ou défauts pour la ZOCAPAS ?

Conjointement au degré de convergence entre les États membres de la ZOPACAS, l'effectivité d'une coopération interrégionale dans l'Atlantique Sud dépend des facteurs inhérents audit espace et audit contexte. Dès lors, cela nous conduit à nous intéresser de plus près à l'ensemble des caractéristiques qui structurent les dynamiques internes à l'espace sud-atlantique.

Acharya souligne que la coopération Sud-Sud en matière de sécurité étant le domaine ayant eu le moins d'intérêt pour les États du Tiers Monde, celle-ci reste confrontée à des enjeux particuliers. Il décrit ces enjeux autour de trois éléments centraux : l'absence de conflictualité interrégionale, l'agenda de coopération, et le degré d'autonomie des États membres dans l'espace en question⁵²¹. Ces trois critères renvoient aux réalités qui structurent le contexte où se met en place l'initiative Sud-Sud.

Ainsi, en appliquant ces différents critères au cas de l'Association des Pays de l'Asie de l'Est (ASEAN), Acharya relève-t-il les limites auxquelles ont été confrontées et restent confrontées les initiatives de coopération régionale dans le Sud⁵²². A l'instar de Seabra⁵²³, qui

⁵²⁰ J.L. SUAREZ DE VIVERO, J.C. RODRIGUEZ MATEOS, « Ocean governance in a competitive world: the BRIC countries as emerging maritime powers, building new geopolitical scenarios », *Marine Policy*, n°34(5), 2010.

⁵²¹ A. ACHARYA, « Regional Military-Security Cooperation in the Third World: A Conceptual Analysis of the Relevance and Limitations of ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) », *Journal of Peace Research*, Vol. 29, No. 1, Feb, 1992,

⁵²² *ibid*, p. 8.

⁵²³ P. SEABRA, « Stretching the limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », in *Contexto Internacional*, n°39/2, 2017, Quarterly. p. 305.

emploie ces différents critères pour « tester » les dynamiques de coopération dans l'Atlantique Sud, la présente sous-section entend analyser, à travers ces trois critères, les composantes qui caractérisent la réalité de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud.

2.1 L'absence de conflits interrégionaux

L'efficacité et la probabilité de succès d'une coopération interrégionale de sécurité dépend de l'existence ou non de sources de conflits entre les États formant ledit espace. Comme le souligne Acharya, les États doivent avoir comme priorité la résolution de tensions internes avant de s'intéresser aux enjeux extérieurs⁵²⁴.

Dès lors, bien que l'Atlantique Sud se distingue des autres océans par la faible potentialité de tensions internes entre les États riverains en raison de l'absence de conflits transatlantiques⁵²⁵, il n'en demeure pas moins que certains points demeurent sensibles et peuvent éventuellement déboucher sur une augmentation de tensions. Il s'agit principalement la question des disputes concernant l'exercice de la souveraineté sur des territoires insulaires, mais également la définition des frontières et des zones économiques exclusives. Comme nous l'avons évoqué dans les chapitres précédents⁵²⁶, la rive atlantique africaine a connu, et connaît encore, plusieurs disputes concernant la délimitation de frontières d'îles au large des côtes dont l'exploitation de réserves énergétiques constitue le principal objectif stratégique pour les États en question.

Le côté sud-américain n'est pas en reste sur la question des sources de tension, notamment avec les intérêts concurrents pour la zone de l'Antarctique : l'Argentine, le Chili, le Brésil et l'Uruguay revendiquent tous une souveraineté sur une partie du territoire de l'Antarctique⁵²⁷. En effet, l'Antarctique a connu un regain d'intérêt de la part des États sud-américains, et constitue une zone stratégique qui cristallise les intérêts d'acteurs extra régionaux tels que la Grande-Bretagne⁵²⁸.

⁵²⁴ A. ACHARYA, « Regional Military-Security Cooperation in the Third World: A Conceptual Analysis of the Relevance and Limitations of ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) », *op. cit.*, p. 9.

⁵²⁵ P. SEABRA, « Stretching the limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », *op. cit.* p. 311.

⁵²⁶ Cf. Chapitre 3 : L'Atlantique sud d'une perspective africaine.

⁵²⁷ R. GONZALEZ., S.G. CAPLAN, « The Expansion of Argentina Limits in the Continental Shelf: Implications in the International Scope », in DUARTE.E, CORREIA DE BARROS (Dir.), *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan, 2019, p. 86.

⁵²⁸ S. MEDEIROS, L. FARIA DE MATTOS, « Antarctica as a South Atlantic Maritime Security Issue », in DUARTE.E, CORREIA DE BARROS (Dir.), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan, 2019.

Malgré ces sources de tension, aucune d'entre elles n'a conduit à un affrontement direct, d'autant plus que la saisine de la Cour Internationale de Justice est l'instance privilégiée pour arbitrer de tels litiges.

Ainsi, dans ce contexte, les discussions au sein de la ZOPACAS ne sont pas confrontées à des tensions empêchant la mise en place de plans d'action, néanmoins, les revendications d'élargissement de territoires étant encore en cours, ceux-ci pourraient faire émerger de nouvelles tensions. Aussi, la stabilité sécuritaire régionale en Afrique de l'Ouest est également un facteur de risque à prendre en compte dès lors que cela peut affecter directement les relations entre États voisins riverains dans le Golfe de Guinée.

Ceci étant, les initiatives régionales ou transrégionales de sécurité dans le Global South doivent pouvoir faire face à l'enjeu de rendre opérationnelle leur coopération sécuritaire, et cela à travers un agenda efficient⁵²⁹.

2.2 L'agenda de coopération de la ZOPACAS

Initialement créée dans le contexte de la Guerre Froide, la Zone de paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud se concentrait sur un agenda sécuritaire. Or, avec la fin de la Guerre froide et l'avènement de nouvelles configurations internationales, cet agenda a évolué.

Par ailleurs, l'idée centrale initiale de ladite Zone, quant à elle, est restée la même et consiste à constituer entre les États membres un espace de discussion et de coopération pouvant prendre la forme bilatérale, transrégionale ou tripartite.

L'agenda de coopération s'appuie sur la notion de Coopération Sud-Sud entendue, d'une part, comme une coopération horizontale axée sur le transfert d'expériences et de technologies entre pays du Sud, et d'autre part, comme un dialogue politique visant à renforcer le pouvoir de négociation internationale et réduire la situation commune de périphérie⁵³⁰.

Dès lors, ces deux aspects de la Coopération Sud-Sud se voient présents dans l'évolution de l'agenda de la ZOPACAS notamment dès les années 1990, avec l'apparition de la dimension de revendication internationale⁵³¹, qui vient souligner la nature contestataire de la ZOPACAS

⁵²⁹ A. ACHARYA, «Regional Military-Security Cooperation in the Third World: A Conceptual Analysis of the Relevance and Limitations of ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) », *Journal of Peace Research*, Vol. 29, No. 1 (Feb, 1992),

⁵³⁰ Gladys Lechini décrit avec détails les deux aspects de la Coopération Sud-Sud dans ses nombreux travaux, voir G. LECHINI, «América latina y África. Entre la solidaridad sur-sur y los propios intereses», *Estudios Internacionales*, n°179, Universidad de Chile, 2014, pp. 61-87.

Par ailleurs cette double définition de la Coopération Sud-Sud est présentée tout au long de ce travail, cf. Chapitre 1, Chapitre 2, Chapitre 6 et 7.

⁵³¹ Comme le souligne Gladys Lechini, la revigoration impulsée par Brasilia en abritant en 1994 la réunion Ministérielle de la ZOPACAS, visait à tirer profit des nouvelles opportunités et à obtenir une plus grande

quant au respect de la souveraineté (territoriale) des États membres, et aussi quant aux principales institutions internationales dont la réforme est demandée.

En effet, la résolution des Nations Unies 45/36 de 1990 venait élargir les objectifs initiaux de la ZOPACAS et rappeler le lien entre le développement, la paix et la sécurité⁵³².

Prévues de se tenir tous les deux ans, les réunions Ministérielles de la ZOPACAS au fil des années ont connu des fluctuations engendrant des périodes d'inactivité. Néanmoins, chacune des initiatives de relance de ladite Zone, s'est accompagnée d'un élargissement de l'agenda de coopération. Et aussi, dès la Réunion en 1998 en Argentine, la rhétorique autour de la nécessité de la mise en pratique des différents projets de coopération présents dans les Déclarations s'est imposée. Cette rhétorique partagée de part et d'autre de l'Atlantique Sud se retrouve au fil des réunions ministérielles suivantes et constitue le principal défi continu de la Zone⁵³³.

Dans ce sens, la réunion de 1998 avait conduit à la formation de groupes de travail sur la coopération économique, l'élaboration des missions de Paix, l'analyse des questions environnementales et le combat contre les activités illicites transnationales⁵³⁴.

Toutefois, s'ouvre une période d'inactivité au sortir de cette réunion de 1998, durant laquelle les États de la Zone sont confrontés à des priorités et des enjeux au niveau local en termes économiques, politiques et sécuritaires.

Le regain d'intérêt pour la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud se matérialise par la tenue de la VIème Réunion Ministérielle à Luanda en 2007, qui aboutit à deux textes : la Déclaration de Luanda et le Plan d'Action de Luanda. Une fois encore, l'agenda de la ZOPACAS se retrouve élargi et intègre trois points essentiels : la nécessaire réforme du CSNU⁵³⁵ du fait de son manque de représentativité, la nécessité d'intensifier les flux commerciaux et d'échanges dans l'Atlantique Sud, et la légitimation de l'usage pacifique des investissements nucléaires⁵³⁶.

autonomie et un plus grand pouvoir de négociation. LECHINI Gladys, « Afro-Latin Equations: Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », in F. KORNEGAY, P. MTHEMBU (Ed.) *Africa and the World: Navigating Shifting Geopolitics*. Mapungubwe. 2019, p. 259

⁵³² *Ibid.*, p. 259.

⁵³³ Discours du Ministre Brésilien de Défense lors de la VIIème Réunion de la ZOPACAS en Uruguay.

⁵³⁴ MURILO GOMES DA COSTA, « O Atlântico Sul e A Proposta da zopacas no pós-redemocratização do Brasil », Trabalho preparado para sua apresentação no 9o Congresso Latinoamericano de Ciência Política, organizado pela Associação Latino-americana de Ciência Política (ALACIP). Montevideu, 26 ao 28 de julho de 2017,

⁵³⁵ Conseil de Sécurité des Nations Unies.

⁵³⁶ J. CORTINHAS, « Brazil and the Construction of its Power to defend the South Atlantic. », in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS (Dir.) *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan. 2019, p.161.

Six années après, a eu lieu en Uruguay la VIIème Réunion Ministérielle de Montevideo qui a également élargi l'agenda jusqu'à aboutir à ces axes principaux :

- Cartographie et exploration des fonds marins,
- Protection et Préservation des ressources marines
- Transport maritime et aérien
- Sécurité portuaire
- Coopération en matière navale, de défense et de sécurité maritime.

On observe dans cet élargissement de l'agenda, l'intégration de nouvelles formes de sécurité dite « sécurité humaine » visant à prendre en compte les enjeux de développement, environnementaux et d'innovation. En effet, en incluant des objectifs tels que :

- « La coopération économique pour éradiquer la pauvreté en créant des partenariats pour le développement durable, le commerce, l'investissement et le tourisme,
- La recherche scientifique, et les questions environnementales et recherches marines,
- Et enfin la recherche des moyens de mise en œuvre et de mécanisme de suivi »⁵³⁷.

Dès lors, la coopération mise en œuvre dans le cadre de la ZOPACAS s'oriente essentiellement vers le partage de connaissances, d'expériences et de pratiques⁵³⁸. Cette coopération Sud-Sud vise à long terme une opérabilité collective.

La plupart des accords de coopération vont prendre la forme bilatérale avec comme principal partenaire le Brésil.

Les initiatives navales étant l'un des secteurs clés de la coopération bilatérale brésilienne vers les partenaires africains, celles-ci ont consisté à fournir un soutien logistique à travers le don de matériels et équipements, ainsi qu'à l'envoi d'officiers, instructeurs, à la tenue de séminaires, de formations au sein des institutions militaires brésiennes⁵³⁹ et aux visites officielles de délégations⁵⁴⁰. En l'occurrence, durant la période allant de 2003 jusqu'à 2013,

⁵³⁷ F. KORNEGAY « South Africa, the South Atlantic and the IBSA-BRICS equation: the transatlantic space in transition » *Austral Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, v.2, n.3, Jan-Jun 2013, pp.75-100.

⁵³⁸ M. HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, « A Nuclear submarine in the South Atlantic: the framing of Threats and Deterrence », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly. p. 335.

⁵³⁹ P. SEBRA, « Stretching the limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », in *Contexto Internacional*, n°39/2, 2017, Quarterly. p. 315.

⁵⁴⁰B. RODRIGUEZ BESSA MATOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, « Brazilian Policy and the Creation of a regional Security Complex in the South Atlantic; Pax Brazilian? » in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (ed) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly., p.272

l'Ecole navale et l'Ecole de Guerre navale brésilienne ont reçu près de 2.000 officiers namibiens⁵⁴¹.

L'expertise brésilienne se concentre autour de deux domaines : la cartographie pour la délimitation des rivages maritimes, et le matériel technologique de défense⁵⁴².

L'un des exemples de coopération bilatérale en matière navale du Brésil avec le continent africain est celui de la coopération avec la Marine de la Namibie depuis les années 1994. En effet, le Brésil a fourni un soutien important à la construction de la marine de la Namibie à travers notamment la vente de matériel, les entraînements et formations, le transfert de connaissances scientifiques maritimes⁵⁴³, mais aussi son appui pour l'élargissement des limites de sa plateforme continentale déposée auprès des Nations Unies⁵⁴⁴.

Brasilia a répété cette stratégie bilatérale au Cap vert avec la Mission Navale Brésilienne en 2013, et à São Tomé en 2014.

Aussi, le Brésil a mis en place des exercices conjoints visant à combattre la piraterie dans le Golfe de Guinée, avec en 2012 un exercice conjoint réunissant les marines du Bénin, du Cap vert, du Nigeria, et de São Tomé-et-Principe. Puis en 2013 ce fut le tour des marines de l'Angola, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Namibie⁵⁴⁵, en 2014 avec la création d'une base de mission marine à São Tomé-et-Principe avec pour but d'identifier les besoins des marines de la région⁵⁴⁶.

Au niveau multilatéral, les exercices dans le cadre de l'ATLASUR constituent l'une des principales rencontres visant l'interopérabilité des marines entre l'Argentine, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Uruguay.

Dans son étude, Acharya postule que, pour rendre efficiente la coopération en matière de sécurité et défense entre États du Tiers monde, l'agenda et la forme de coopération doivent

⁵⁴¹ M. HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, « A Nuclear submarine in the South Atlantic: the framing of Threats and Deterrence », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly.p. 337.

⁵⁴² P. SEABRA, « From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014) », Thèse de Doctorat Université de Lisbonne, p.153.

⁵⁴³ P. SEBRA, « Stretching the limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », in *Contexto Internacional*, n°39/2, 2017, Quarterly.p. 315

⁵⁴⁴ <http://www.itamaraty.gov.br/es/notas-a-la-prensa/16775-visita-del-ministro-de-relaciones-exteriores-antonio-de-aguiar-patriota-a-namibia-windhoek-23-de-julio-del-2011>, site officiel de l'Itamaraty, consulté le 12/06/2020.

⁵⁴⁵ M. HERZ, L. DAWOOD, V. COUTINHO LAGE, « A Nuclear submarine in the South Atlantic: the framing of Threats and Deterrence », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly.p. 337

⁵⁴⁶ .RODRIGUEZ BESSA MATOS, F. LEMOS MATOS, M. KENKEL KAI, « Brazilian Policy and the Creation of a regional Security Complex in the South Atlantic; Pax Brasiliana? » *ibid*, p. 272.

prendre en compte les menaces internes et extra régionales⁵⁴⁷. Dans le cas de la ZOPACAS, l'agenda élargi semble intégrer les enjeux liés à la formation de nouvelles capacités en vue de renforcer les efforts de sécurisation sur la rive africaine d'une part, et d'autre part, cet agenda prend en compte la nécessité d'approfondir l'opérabilité entre les marines. Toutefois le principal problème réside dans la mise en place concrète dudit agenda.

En effet, cet agenda prévu par les différentes Déclarations, se confronte à de nombreuses limites, qui résultent de la dimension peu contraignante des Plans d'action et des Déclarations d'une part, mais aussi des contraintes financières qui viennent restreindre d'éventuels projets plus ambitieux, d'autre part. En effet, malgré sa supériorité matérielle comparativement à ses partenaires de la ZOPACAS, le Brésil fait face à des limites budgétaires qui, entre autres, restreignent l'aspect du « renforcement des capacités »⁵⁴⁸.

Dès lors, ces limitations posent la question d'une réelle autonomie desdits États membres de la ZOPACAS dans l'Atlantique Sud.

2.3 Quelle autonomie par rapport aux acteurs extra régionaux ?

Comme l'a souligné Acharya, l'un des principaux enjeux auxquels les États du Tiers Monde sont confrontés dans leurs initiatives régionales de coopération sécuritaires est la question de leur capacité à être autonomes vis-à-vis des puissances extérieures⁵⁴⁹.

Cette autonomie se conjugue à la fois en termes de gestion de ressources de fonds marins et de cadre normatif pour l'espace géographique en question. En outre, l'autonomie pour les États membres de la ZOPACAS consiste également à être capable d'assurer de façon indépendante la sécurité dans les eaux territoriales et les zones d'intérêts stratégiques. Par conséquent, l'efficacité de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud à atteindre ces objectifs dépend largement du degré de marge de manœuvre et d'indépendance vis-à-vis des différents acteurs extra régionaux.

Dès lors, la quête de l'autonomie dans l'Atlantique Sud par les États de la ZOPACAS se confronte à trois obstacles majeurs : la présence de territoires appartenant à des puissances extra

⁵⁴⁷ A. ACHARYA, « Regional Military-Security Cooperation in the Third World: A Conceptual Analysis of the Relevance and Limitations of ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) », *Journal of Peace Research*, Vol. 29, No. 1 (Feb., 1992), pp. 7-21.

⁵⁴⁸ Traduction de la notion en langue anglaise de capacity building.

⁵⁴⁹ A. ACHARYA, « Regional Military-Security Cooperation in the Third World: A Conceptual Analysis of the Relevance and Limitations of ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) », *Journal of Peace Research*, Vol. 29, No. 1 (Feb., 1992), pp. 7-21.

régionales, la supériorité matérielle des acteurs extérieurs et la multiplication des intérêts stratégiques internationaux autour de cet espace géographique.

La présence de territoires appartenant aux grandes puissances telles que la Grande Bretagne et les États-Unis au sein de l'Atlantique Sud restreint considérablement la marge de manœuvre des États de la ZOPACAS dans ledit espace, d'autant plus que ceux-ci abritent pour la plupart des installations militaires. En effet, il s'agit des îles de Géorgie du Sud, Sandwich du Sud, l'Ascension, Saint Hélène et Tristan da Cunha, qui sont considérés comme étant des barrières géographiques dans le processus d'une cohésion régionale⁵⁵⁰. Aussi, la présence d'acteurs extra régionaux dans l'Atlantique Sud se fait à travers les bases militaires présentes sur le continent africain notamment celles françaises au Gabon, au Sénégal, et à Djibouti, ainsi qu'avec l'Équipe d'entraînement et de Consultance Militaire Internationale basée en Sierra Leone avec des militaires de Grande Bretagne⁵⁵¹.

Ces bases militaires offrent la possibilité d'un déploiement rapide dans la zone du Golfe de Guinée et viennent donc mettre à mal la raison d'être ou du moins l'idée centrale de la ZOPACAS qui est de réduire l'intervention de forces extra régionales dans la zone.

De plus, cette présence extra régionale se met en œuvre sous forme d'exercices conjoints, de coopérations avec les marines africaines et de patrouilles navales dans les eaux internationales de la zone, et elle propose un agenda qui entre en concurrence avec les domaines de coopération prévus dans le cadre de la ZOPACAS.

En effet, la pluralité d'exercices militaires et d'accords de coopération avec les partenaires occidentaux⁵⁵² réduit la disponibilité des forces marines africaines dont l'agenda est marqué par ces exercices et formations. Or, bénéficiant d'un avantage matériel et inscrites dans le cadre de relations dites « traditionnelles » avec les anciennes métropoles, les initiatives européennes de coopération en matière de sûreté et de défense sur le littoral africain sont les principales actions multilatérales menées dans la zone.

En effet, la supériorité matérielle des acteurs extra régionaux apparaît comme un deuxième élément venant accentuer la dépendance des États de l'Atlantique Sud et restreindre leur autonomie. Comme nous l'avons évoqué au cours des chapitres précédents, les États situés sur les deux rives de l'Atlantique Sud ne sont pas des États ayant développé une conscience maritime inscrite sur plusieurs siècles comme cela est le cas des principales puissances

⁵⁵⁰ P. SEBRA, « Stretching the limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », in *Contexto Internacional*, n°39/2, 2017, Quarterly. p. 319.

⁵⁵¹ En Anglais : International Military Advisory and Training Team (IMATT) depuis 2000 en Sierra Leone.

⁵⁵² Pris conjointement, la France et les États-Unis comptent environ une centaine d'accords de coopération militaire avec ces États. cf. : P. SEBRA, *op.cit.*, p. 320.

européennes. Dès lors, cet état de fait a conduit à la quasi-inexistence d'une industrie navale du côté africain et à un sous-développement maritime important, marqué par une flotte réduite et une capacité de projection maritime limitée. Bien sûr, l'Afrique du sud et dans une moindre mesure le Nigeria disposent d'une capacité navale avancée par rapport à leurs voisins mais celle-ci reste insuffisante pour qu'elles puissent assurer à elles seules la mission de sécurisation sous-régionale. Par conséquent, dans ce contexte africain, l'appui logistique fourni par les États tels que la France, le Royaume-Uni ou encore les États-Unis est fondamental en raison de l'incapacité des États riverains à affronter les menaces sécuritaires et transnationales cumulées dans le Golfe de Guinée. Par ailleurs, le soutien octroyé par les puissances extérieures concerne également la construction de l'architecture régionale de sécurité⁵⁵³. Aussi, la supériorité matérielle des acteurs extra régionaux a suscité justement la stratégie de modernisation de la force aérienne, de la force navale brésilienne ayant pris la forme de transfert de technologies, d'accords stratégiques militaires et d'achats d'équipements avec les États tels que la France, l'Allemagne, l'Italie et la Russie⁵⁵⁴. Or, justement cette dépendance matérielle vient contraster le discours mis en place au sein de la ZOPACAS à l'encontre de la présence des États extérieurs à la Zone⁵⁵⁵.

Ces différents types de dépendance, matérielle et financière, offrent très peu de marge d'action pour les États africains de la façade atlantique en termes d'autonomie d'action avec leurs partenaires sud-américains, avec qui les accords en matière maritime sont beaucoup plus récents et moins importants en termes de participants et d'agenda que ceux des partenaires européens⁵⁵⁶.

Aussi, ce faible degré d'autonomie des États africains et sud-américains est accentué par la concentration d'intérêts stratégiques dans la zone du Golfe de Guinée mais aussi dans la zone de l'Antarctique. En effet, la course aux ressources énergétiques et la sécurisation des routes maritimes attisent l'intérêt des États extra régionaux dans la partie sud de l'Atlantique.

Dès lors, l'ensemble de ces facteurs vient à la fois renforcer la dépendance et aussi compromettre la réelle capacité des États membres de la ZOPACAS à faire de l'Atlantique Sud

⁵⁵³ M-A. DIALLO, « The impact of neo-colonial Security Frameworks in the South Atlantic: The case of French Presence in Western Africa », in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS (Dir.) *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2019, p. 58.

⁵⁵⁴ M. WIESEBRON, « The New Brazilian Space : Amazonia Sul and its implications », *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais*, recife, v.19, n. 2, 2017, pp. 379-396.

⁵⁵⁵ R. ESPACH, « Reflections on the Ends, Ways and Means of Maritime Security in South Atlantic » in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS (Eds.), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2018,

⁵⁵⁶ P. SEABRA, *op. cit.*, p. 320.

un espace exclusivement afro-sud-américain qu'il s'agisse d'autonomie en termes de cadre normatif ou encore de gestion de fonds marins.

Cette autonomie limitée vient donc se heurter à l'ambition portée par Brasilia concernant la création d'un espace sud-atlantique exempt de toute interférence extérieure. En effet, parmi d'autres éléments, la dépendance matérielle et stratégique des États de l'Atlantique Sud vis-à-vis des États développés, constitue le principal frein à la consolidation du projet d'horizontalité des relations dans l'espace sud-atlantique. Par conséquent, la modification du rapport de force et de pouvoir dans l'Atlantique Sud semble être difficilement remise en question et réalisée par l'initiative afro-sud-américaine.

Pourtant, en dépit des facteurs inhérents au contexte sud-atlantique, la période de revitalisation de la ZOPACAS allant de 2007 jusqu'à 2015 a vu se mettre en place une série d'avancées dans différents domaines de son agenda, ce qui soulève la question des perspectives de ladite coopération transnationale afro-sud-américaine.

Section 2 :

ZOPACAS : BILAN ET PERSPECTIVES D'UNE SÉCURITÉ MARITIME COLLECTIVE

La période allant de 2007 jusqu'à 2015 se caractérise par la reprise des activités de dialogue interrégional dans le cadre de la ZOPACAS. En effet, au cours de cette période deux Sommets Ministériels se sont tenus, ainsi que plusieurs réunions et séminaires. Cependant ce regain d'activité a-t-il conduit à des résultats concrets ? Des avancées ont-elles été atteintes en termes de coopération et de gouvernance maritime dans l'Atlantique Sud ?

A partir de diverses archives récoltées sur les terrains, la présente section se penche sur la question de l'efficacité de la ZOPACAS en dressant un bilan des projets de coopération réalisés. Puis, nous nous intéresserons à l'évolution du contexte régional et international et à son impact sur la phase de ralentissement des activités de la ZOPACAS dès 2015. Enfin, nous tenterons de démontrer la pérennité de l'enjeu stratégique de l'Atlantique Sud en mettant en lumière les différentes stratégies mises en œuvre dans ledit espace.

1. Résultats et avancées de l'effectivité de la ZOCAPAS

Au moment d'étudier en détail les avancées obtenues dans les différents domaines de coopération de la ZOPACAS, il convient de distinguer deux types d'accords ou d'activités. Considérée comme un forum transrégional de coopération, la ZOPACAS met en œuvre un certain nombre d'interactions au niveau bilatéral et au niveau interrégional. Ces deux types de coopération poursuivent un objectif commun, rappelé par la Déclaration de Montevideo en son point n° 64 : « les initiatives doivent inclure des mécanismes pour l'échange d'informations entre les autorités compétentes et les institutions pertinentes : exercices militaires, visites officielles, échanges et programmes de création de capacité en Défense entre les États membres »⁵⁵⁷. Elles ont pour objectif « d'augmenter la confiance entre les États en matière de Défense (...) afin que la « Zone » renforce sa présence dans la région sud-américaine »⁵⁵⁸.

Dans ce sens, il sera question ici d'une part de passer en revue les différents domaines de coopération bilatéraux établis dans le cadre de la ZOPACAS entre les différents États membres et d'autre part de s'intéresser aux initiatives transrégionales mises en œuvre.

1.1 Accords bilatéraux dans le cadre de la ZOCAPAS

Les différents accords bilatéraux signés durant la période de 2007 jusqu'à 2015 et après, couvrent les domaines de l'agenda élargi de la ZOPACAS.

1.1.1 En termes de Sécurité et Défense

Domaine central dans le cadre de la ZOPACAS, la coopération dans le secteur de la défense et la sécurité vise la mise en place d'« une coopération de sécurité maritime » au sein dudit espace sud-atlantique. Or, l'une des capacités essentielles pour cette coopération est « l'habilité de collecter, manager, analyser et partager les informations concernant les menaces et problèmes communs »⁵⁵⁹. Et pour se matérialiser, cette capacité nécessite « une assistance technique, dont parfois un système intégré de communication entre les marines »⁵⁶⁰.

Dès lors, comme nous l'avons énoncé plus haut, le Brésil se distingue de ses voisins sud-américains par la signature d'un nombre important d'accords avec les partenaires africains ;

⁵⁵⁷ Déclaration Montevideo 2013, point 64.

⁵⁵⁸ Déclaration Montevideo 2013, point 63.

⁵⁵⁹ R. ESPACH, « Reflections on the Ends, Ways and Means of Maritime Security in South Atlantic » in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS (Eds.), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2018,

⁵⁶⁰ *Ibid.* p.144.

ceux-ci concernent des entraînements et exercices conjoints. En effet, le Cap Vert a conclu un accord de formation militaire, São Tomé a signé un projet de coopération technique dans le domaine de la police criminelle dès 2010. La Guinée Bissau a, quant à elle, signé un accord concernant la formation militaire des fonctionnaires en 2011 puis, l'Angola et le Nigéria ont sollicité également la même chose au Brésil durant la période de 2011 à 2013. Cet ensemble d'accords ont été mis en œuvre conjointement avec l'Agence brésilienne de coopération (ABC) comme l'indique le tableau ci-dessous.

Table VII - Amounts budgeted and spent by ABC in military training programs in the South Atlantic per African country (2010-2013)

Years		2010	2011	2012	2013	Total by country
Countries	US\$					
Angola	Budgeted	181.200,00	434.400,00	150.000,00	30.000,00	795.600,00
	Spent	54.419,68	167.634,90	83.658,54	8.485,36	314.198,48
Cape Verde	Budgeted	242.000,00	55.600,00	25.800,00	9.000,00	332.400,00
	Spent	42.198,38	24.006,22	21.868,38	4.229,69	92.302,67
Guinea-Bissau	Budgeted	81.000,00	15.300,00	-	-	96.300,00
	Spent	32.169,26	10.157,85	-	-	42.327,11
Nigeria	Budgeted	-	22.000,00	19.500,00	12.800,00	54.300,00
	Spent	-	-	5.658,28	6.122,96	11.781,24
São Tomé and Príncipe	Budgeted	70.800,00	55.600,00	51.600,00	260.280,00	438.280,00
	Spent	56.708,48	46.403,95	47.101,19	44.919,22	195.132,84
Senegal	Budgeted	-	66.000,00	19.500,00	57.680,00	143.180,00
	Spent	-	-	16.812,52	35.723,26	52.535,78
Total per year	Budgeted	575.000,00	648.900,00	498.600,00	369.770,00	2.092.270,00
	Spent	185.495,80	248.202,92	175.098,91	99.480,49	699.278,12

Source: ABC / systematised by the author

Tableau n°4 : Budget des dépenses des programmes militaires mises en œuvre par l'ABC, source P. SEABRA, thèse de Doctorat.⁵⁶¹

De plus, des accords de coopération ont également été signés entre les marines africaine et brésilienne. La coopération navale brésilienne avec les partenaires africains s'est principalement centrée sur la question de la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée, et

⁵⁶¹ P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat Université de Lisbonne.

s'est mise en œuvre sous forme d'entraînements, de « renforcement des capacités »⁵⁶², de doctrine navale, et de connaissance du domaine maritime⁵⁶³. En effet, contrairement aux accords avec les partenaires extra régionaux, la coopération navale brésilienne ne comprend pas d'activités opérationnelles qui requièrent un mandat international ou une approbation du Congrès brésilien⁵⁶⁴.

En dehors du Brésil, l'Argentine a également signé un Mémorandum d'Entendement avec l'Afrique du Sud dans le domaine de la Défense en 2010. Ce Mémorandum prévoit, entre autres choses, la création d'un Comité de Défense Argentino-sud-africain composé des membres des Ministères de Défense et des Forces Armées. Il comprend des activités d'échange d'informations, la participation à des exercices conjoints et des projets de coopération en matière des sciences⁵⁶⁵.

Enfin, un autre sous-domaine en matière de Défense se constitue de la vente et des dons de matériels et d'équipements militaires du Brésil offerts à certains partenaires africains. Cela a concerné des équipements tels que des avions de type A29 Super Tucano (en 2011 l'Angola en acquiert six, et en 2013 le Sénégal en achète trois). Des navires de patrouille brésiliens ont été vendus aux partenaires africains, tels que le « 500t class-Macé » que l'Angola a commandé en 2014 au Brésil pour une valeur estimée de 170 millions de dollars⁵⁶⁶.

1.1.2 En matière de Pisciculture, Aquaculture, et Prévention Marine.

Mise en exergue dans les Déclarations de Montevideo de 2013 et de Luanda de 2007, la question de la prévention des écosystèmes marins a fait l'objet d'intérêt de la part des États, au même titre que la coopération scientifique et les pratiques durables d'aquaculture.

Le tableau ci-dessous⁵⁶⁷ récapitule les accords signés en matière de développement de la pisciculture durable et de l'aquaculture entre Brasilia et certains États africains.

⁵⁶² « capacity building »

⁵⁶³ R. BAENA SOARES, C. MEDEIROS LEOPOLDINO, « Gateway and Neighbourhood: Brazilian Perspective on South Atlantic Security », in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS, *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave, 2019.

⁵⁶⁴ BAENA SOARES.R, MEDEIROS LEOPOLDINO.C, « Gateway and Neighbourhood: Brazilian Perspective on South Atlantic Security », p. 145.

⁵⁶⁵ Memorando de Entendimiento entre el Gobierno de Argentina y el Gobierno de la República de Sudáfrica sobre Cooperación en materia de Defensa, Noviembre 2010.

⁵⁶⁶ P. SEABRA, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat Université de Lisbonne. p. 89.

⁵⁶⁷ Élaboré par l'Auteure à partir des données systématisées de la base de données de l'Agence brésilienne de Coopération.

Tableau n°5 :
Les accords de coopération en matière de pisciculture
entre le Brésil et certains États africains (2012-2017).

Pays	Nom de l'Accord	Validité
CAMEROUN	Formation technique dans le domaine du développement de la Pisciculture durable	27 /02/2012 jusqu'à 31/12/2012
ANGOLA	Transfert technique dans le domaine de l'Aquaculture	24/06/2013 jusqu'à 23/06/2014
COTE D'IVOIRE	Développement durable de la pêche et de l'Aquaculture	24/04/2014 jusqu'à 31/12/2017

Élaboré par l'auteur. Source : site officiel de l'ABC.

Aussi, en matière de coopération scientifique pour la préservation marine, le Brésil a mis en œuvre des missions conjointes avec certains États africains. En effet, l'importance de ce domaine réside surtout dans l'approfondissement des connaissances sur ledit espace géographique, que la ZOPACAS tente de se réappropriier, tout en visant à anticiper la question de la pollution et du réchauffement climatique.

Cela a été notamment le cas du Gabon avec la « Mission de Prospection de Coopération Technique et Scientifique dans le domaine de la Préservation marine » en 2010. En l'occurrence, il s'agissait de la question des tortues luth enregistrées au Gabon et retrouvées à Rio de Janeiro. Or, comme il s'agit d'une espèce en voie de disparition, le programme brésilien Tamara, conjointement avec les ONG et les autorités gabonaises, a entamé des travaux en vue de protéger cette espèce dans cet espace⁵⁶⁸.

En outre, dans le cadre de la Commission internationale de la Baleine, l'action conjointe du Brésil, de l'Afrique du sud, de l'Argentine, du Gabon et de l'Uruguay concernant une campagne pour la création d'un sanctuaire de baleines dans l'Atlantique Sud où la pêche et la chasse à la baleine seraient interdites a été à deux reprises refusée en raison d'un défaut de

⁵⁶⁸ Base de données Agence Brésilienne de Coopération, <http://www.abc.gov.br/projetos/pesquisa> consulté le 15/06/2020.

consensus et de vote contraire⁵⁶⁹. Toutefois, bien qu'elle n'ait pas abouti, cette initiative des États de la ZOPACAS est un bel exemple de la capacité d'action collective au niveau multilatéral, qui peut être mis en place pour la sauvegarde d'écosystèmes dans l'Atlantique Sud.

De même, la participation aux différentes rencontres internationales sur les questions de protection marine permet aux États membres de maintenir, malgré le ralentissement de la ZOPACAS, un certain degré de contact, comme ce fut le cas lors des Congrès Mondial des Aires Marines Protégées.

1.1.3 En matière d'énergie nucléaire

Créée en vue de limiter la prolifération d'armes nucléaires dans l'Atlantique Sud durant la période de la Guerre Froide, la ZOPACAS énonce le droit à l'usage civil et pacifique de l'énergie nucléaire dans sa Déclaration de Luanda de 2007. En effet, après avoir été longtemps considéré comme un instrument à utilité militaire, l'atome est de plus en plus perçu comme une source d'énergie alternative.

La question de l'énergie nucléaire s'inscrit dans un contexte international de transition énergétique qui a conduit au développement de nouvelles formes d'énergies plus « propres », face aux enjeux climatiques. Cependant plus d'une décennie après, ces nouvelles formes d'énergies émettent une quantité non négligeable de CO₂. Dès lors, pendant que l'Europe entame une phase de dénucléarisation, les pays émergents, quant à eux, et notamment la Chine, l'Inde et la Russie, développent des compétences nucléaires en ouvrant de nouvelles centrales nucléaires. En effet, le besoin d'approvisionnement en électricité a doublé dans ces pays et l'énergie nucléaire semble plus rentable, même si elle crée une dépendance à l'uranium.

Dans ce contexte, le Brésil a également développé des recherches en matière de sous-marin à énergie nucléaire. C'est ainsi que, dans le cadre de la ZOPACAS, un accord a été signé en 2008 entre l'Argentine et l'Afrique du sud, dit : « Accord sur l'usage pacifique de l'Énergie Nucléaire »⁵⁷⁰.

Par ailleurs, conjointement au niveau bilatéral, les activités de la ZOPACAS se sont tenues de façon transrégionale et notamment à travers la tenue de Séminaires et d'Ateliers.

⁵⁶⁹ Ministère du Développement Durable, Institut Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade. <https://www.icmbio.gov.br/portal/ultimas-noticias/20-geral/8506-criacao-do-santuario-de-baleias-fica-para-2018> consulté le 15.06/2020.

⁵⁷⁰ Site internet de l'Ambassade de l'Argentine en Afrique du sud. <https://esafr.cancilleria.gob.ar/es/acuerdos-sud%C3%A1frica> consulté le 15/06/2020.

1.2 Avancées en termes de coopération transnationale

La tenue de ces différentes rencontres poursuivait de nombreux objectifs dont le plus important est celui de la socialisation et de l'approfondissement de la connaissance mutuelle.

En effet, pour installer un climat de confiance pour le partage d'informations, il est nécessaire d'établir une relation de confiance réciproque entre les États, qui peut être impulsée par des exercices conjoints et « la promotion de relations interpersonnelles »⁵⁷¹.

Cela est d'autant plus nécessaire que, comme nous l'avons déjà souligné, les relations politiques entre l'Afrique et l'Amérique du sud cachent une profonde méconnaissance réciproque des uns vis-à-vis des autres. Dès lors, les processus interrégionaux afro-sud-américains étant avant tout des interactions sociales, ceux-ci nécessitent et comprennent une phase dite « d'apprentissage de l'Autre ». Ainsi, pour ce qui relève de la ZOPACAS, une grande partie des Séminaires et des Réunions de hauts fonctionnaires et de militaires a consisté en un échange d'informations concernant les différentes structures actuelles de part et d'autre de l'Atlantique Sud⁵⁷².

Dès lors, une partie importante des efforts et des événements mis en œuvre durant la période de réactivation est consacrée à ce travail d'apprentissage mutuel entre les marines en particulier. En effet, plusieurs États sud-américains tels que l'Uruguay et l'Argentine n'ayant pas le même nombre d'accords militaires avec les pays africains que le Brésil, ne partagent que très peu de savoir avec les partenaires africains. Et inversement, mis à part la Namibie, l'Angola, le Cap Vert et l'Afrique du sud, très peu d'États africains de la rive atlantique interagissent avec les partenaires sud-américains en matière de défense et sécurité. C'est pourquoi, dans le cadre de la ZOPACAS, le Brésil a abrité à lui tout seul plusieurs séminaires réunissant les marines africaines et sud-américaines, ayant pour objet une socialisation entre les différents participants, et ont conduit à ce que les États participants présentent leurs situations concernant l'architecture et les mécanismes de sécurité maritime pour faire face aux enjeux rencontrés.

⁵⁷¹ R. ESPACH, « Reflections on the Ends, Ways and Means of Maritime Security in South Atlantic ».Ibid. p.144.

⁵⁷² Comme le montrent les archives consultées au Ministère de la Défense brésilienne, lors du séminaire intitulé « Segurança e Vigilância do Tráfego Marítimo e Salvamento para países da Zona de Paz e Cooperação do Atlântico Sul », les présentations africaines ont essentiellement consisté à une présentation du dispositif africain en matière de sécurité au large des côtes du Nigéria et du Golfe de Guinée. En ce qui concerne la partie sud-américaine, l'Argentine tout comme le Brésil et l'Uruguay se sont également attelés à présenter les structures régionales en matière de défense et de sécurité et les principaux enjeux sécuritaires s'y afférant. Voir Archives Brasil-Bahia-Salvador 15 a 17 de Outubro 2013.

En effet, d'abord en 2010 s'est tenue une Table ronde à Brasilia, dont l'objectif était d'identifier et de redéfinir les priorités de l'agenda de la ZOPACAS et qui a eu pour effet de relancer une fois de plus la dynamique entre les États membres.

Du 15 au 17 octobre 2013, s'est tenu à Bahia au Brésil, le Séminaire : « Sécurité et Surveillance du Trafic Maritime et Sauvetage pour les pays de la ZOPACAS ». Il a réuni la quasi-totalité des États membres et a conduit au partage d'expériences ainsi qu'à la visite des équipements de la marine brésilienne⁵⁷³. En 2015, s'est également tenu au Brésil, un séminaire sur les Opérations de Paix des Nations-Unies, qui réunissait l'ensemble des États membres de la ZOPACAS. Ces séminaires sont l'occasion d'identifier les compétences précises sollicitées, les domaines dans lesquels il existe une attente de coopération et ceux où une expertise est disponible.

Conjointement à ces Séminaires, des cours spécialisés pour officiers ont également été organisés, parmi lesquels : « Curso de Formação de Oficiais para Marinhas Amigas » (CFOMA), ou cours de Formation de Officiers pour les marines amies, et le Programa de Ensino Profissional Marítimo para Estrangeiros (PEPME), c'est-à-dire programme d'enseignement Professionnel Maritime pour Étrangers. Ces deux projets ont reçu un support de l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC)⁵⁷⁴.

Ce volet important, qui participe à la formation pour une prise de conscience collective et à la création d'une confiance réciproque reste difficilement quantifiable ou du moins évaluable en termes d'avancées.

En effet, bien que cette phase d'apprentissage soit censée être progressive, il n'en demeure pas moins que, au fond, elle explique en partie les difficultés rencontrées lors de ces interactions Sud-Sud et les résultats limités comparativement à des relations interrégionales dites traditionnelles avec des partenaires de pays du Global North.

Au sortir de l'analyse des différents accords et activités menés durant la période de réactivation de la ZOPACAS, il apparaît que les résultats restent encore limités et peu nombreux. En effet, ces résultats sont faibles au regard des deux principaux axes autour desquels la ZOPACAS a établi ses objectifs : de façon succincte se dégageait l'axe concernant la sécurité maritime et celui de la gouvernance maritime.

Pour ce qui concerne la sécurité maritime, les accords signés demeurent ponctuels et se concentrent autour d'un seul acteur, le Brésil vis-à-vis des partenaires africains.

⁵⁷³ Archives SUMEX ZOPACAS, Ministère de la Défense Brésilienne.

⁵⁷⁴ P. SEABRA, *op.cit.*, p. 67

De même, dans l'Atlantique Sud, les actions menées au sein de la ZOPACAS sont loin d'avoir abouti à une réelle gouvernance maritime à l'heure actuelle. En effet, en ce qui concerne l'établissement d'un cadre légal et de normes visant à réguler les activités maritimes dans l'Atlantique Sud, les efforts de la ZOPACAS ont été orientés vers la non-prolifération d'armes nucléaires. Par ailleurs, l'ambition de créer un espace sud-atlantique où s'exerceraient des souverainetés des États membres indépendamment de toute présence ou influence extra régionale n'est pas atteinte.

Cependant, ces résultats doivent être pris en considération à la lueur du contexte qui prévaut dans l'Atlantique Sud.

En effet, la coopération dans les différents domaines prévus dans l'agenda de la ZOPACAS, et particulièrement ceux concernant le domaine maritime s'inscrit dans le contexte spécifique des réalités des relations entre Africains et Sud-Américains. Ces réalités particulières apparaissent comme des limites à la mise en œuvre des objectifs de coopération ainsi que comme des opportunités et des pistes futures vers lesquelles approfondir et diriger les efforts à mener.

En l'occurrence dans le domaine maritime, la réalité des liens entre les deux rives de l'Atlantique Sud est celle d'un très faible flux commercial et d'échanges directs. En effet, l'Atlantique Sud est de loin l'un des espaces maritimes abritant le moins d'activités commerciales d'une rive à une autre. Or, dépourvue d'une activité économique soutenue, l'Atlantique Sud peine à constituer un espace d'intérêt commercial pour l'une et l'autre rive⁵⁷⁵.

Par ailleurs, ces faibles flux maritimes s'expliquent en partie par le prix élevé du transport de port à port, lesquels s'expliquent par le fait que rares sont les cargos qui empruntent exclusivement des lignes directes Amérique du Sud-Afrique⁵⁷⁶. Et là encore, cette rareté provient du fait que la demande soit faible de part et d'autre de l'Atlantique Sud puisqu'il n'existe pas de connaissance des offres et de la demande vers l'autre continent. Il s'agirait de rendre l'espace sud-atlantique plus compétitif au niveau commercial, et d'y générer plus d'échanges au niveau du secteur privé.

⁵⁷⁵ En 2009 les importations vers le continent africain en provenance de l'Amérique latine et de la Caraïbe atteignent 13.494 millions de dollars, soit 1,86% des importations du continent africain avec le reste du monde. En termes d'exportation du continent africain vers l'Amérique latine et la Caraïbe, toujours pour l'année 2009, celles-ci s'élèvent à 10.018 millions de dollars soit 1.52% des ventes du continent africain avec le reste du monde. Cf le site internet de la SELA, disponible : <http://www.sela.org/es/prensa/notas-de-prensa/n/27708/el-sela-propone-estrategia-para-impulsar-las-relaciones-economicas-de-america-latina-y-el-caribe-con-africa> , consulté le 04/04/2021.

⁵⁷⁶ MAIA.A, *ZPCAS a New Deal for South Atlantic*, Independently published, 2019, pp. 136.

Dès lors, la capacité des principales installations portuaires entraîne à la fois des coûts dans les échanges commerciaux et la mise en place d'un réseau de corruption parmi les agents locaux⁵⁷⁷.

En effet, l'efficacité et la productivité des ports africains se retrouve en dernière position comparativement aux Asiatiques ou Sud-Américains⁵⁷⁸. Ces derniers manquent cruellement d'équipements nécessaires pour le débarquement des cargaisons des containers, ce qui ralentit les flux de marchandises et augmente les coûts. Dès lors, cette situation de désuétude des infrastructures portuaires affecte considérablement la capacité de ces ports africains à être concurrentiels et attractifs par rapport aux autres régions, et *in fine* limite les stratégies de diversification des exportations africaines visant à ne plus exporter uniquement des matières premières.

La prise en compte de ces réalités propres au contexte afro-sud-américain est importante lorsqu'il s'agit de faire le bilan des avancées de la ZOPACAS. Car en effet, il paraît difficile de créer un espace de dialogue et de gouvernance dans un espace où il n'existe pas d'interaction appuyée entre les secteurs privés, et les sociétés civiles. Par ailleurs, pour y remédier, le rapprochement entre les deux zones économiques de la SADC et du MERCOSUR tel qu'il a été initié durant les années 2010, pourrait dynamiser les flux commerciaux intra sud-atlantiques et ainsi accroître la connectivité entre les deux rives.

En dépit de ces réalités propres au cas afro-sud-américain, les limites auxquelles va être confrontée la ZOPACAS tiennent d'un ensemble de facteurs endogènes et exogènes qui conduiront à une phase de ralentissement dès les années 2010.

2 . Limites et ralentissement des activités dès l'année 2015

La nouvelle période de ralentissement des activités au sein de la ZOPACAS s'est manifestée avec le report de la Réunion Ministérielle prévue en 2015 au Cap vert. Ce report met en lumière d'une part, l'évolution des contextes politiques et économiques d'acteurs clés tels que le Brésil et, d'autre part, les déficits propres à l'approche stratégique de la ZOPACAS.

⁵⁷⁷ M.L. BAKER, « Toward an African Maritime Economy—Empowering the African Union to Revolutionize the African Maritime Sector », *Naval War College Review*, vol. 64, n°2, 201, pp. 39-62.

⁵⁷⁸ *Ibid.*, p. 42.

2.1 L'évolution du contexte politique et économique brésilien

Les différentes limites auxquelles a été confrontée la ZOPACAS proviennent d'une part des évolutions internes aux États membres, et d'autre part de l'évolution du contexte international.

Pour ce qui concerne l'évolution du contexte interne, le cas du Brésil est essentiel. En effet, en raison de la place centrale du Brésil et de son rôle fondamental dans l'intensification des projets de coopération et des initiatives de dialogue au sein de la ZOPACAS l'évolution politique du Brésil affectera la dynamique au sein dudit dialogue transrégional.

En outre, alors que les questions sécuritaires et la Zone de l'Atlantique Sud conservaient leur importance dans la stratégie de défense nationale brésilienne après la fin du mandat du Président Ignacio Lula Da Silva en 2010, le Brésil s'est vu confronté à des restrictions budgétaires importantes⁵⁷⁹ et à une crise politique majeure.

En effet, le Brésil traverse dès 2011 une crise financière qui succède à une phase de croissance importante. Alors, le gouvernement de Dilma Rousseff tente de mettre en place certaines mesures visant à la fois à redresser l'économie nationale et à redorer l'image du parti au pouvoir, le PT⁵⁸⁰.

Néanmoins, l'affaire du scandale de Petrobras dans le cadre de l'opération de « Lavajato » ébranle l'opinion publique et conduit à une profonde crise politique nationale dans un contexte de crise économique.

Accusé de corruption, le Parti des Travailleurs brésilien s'est retrouvé affaibli au cours de l'hyper médiatisation de l'affaire « Lavajato » impliquant la responsabilité de plusieurs ministres et membres du parti dans des affaires de pots-de-vin. Dans ce même élan, la présidente Dilma Rousseff se voit accusée d'avoir modifié les chiffres officiels concernant les déficits publics, ce qui conduira le Sénat à voter et à déclencher la procédure de sa destitution en décembre 2015. Celle-ci aboutit en août 2016 à la destitution de Rousseff, laissant au pouvoir son ancien vice-président Michel Temer.

Souvent qualifiée de « coup politico- institutionnel »⁵⁸¹, cette crise politique a eu un impact considérable sur la crédibilité et l'image du PT et, par ricochet, sur le bilan de ses

⁵⁷⁹ Ces restrictions budgétaires ont été considérablement ressenties dans le domaine de la Défense comme le soulignent plusieurs auteurs parmi lesquels R. BAENA SOARES, C. MEDEIROS LEOPOLDINO, « Gateway and Neighbourhood : Brazilian Perspective on South Atlantic Security », in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS, *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave, 2019, p. 145.

⁵⁸⁰ Partido dos Trabalhadores, Parti des Travailleurs.

⁵⁸¹ GUICHARD FREIRE, GODINHO DE OLIVEIRA, RIBEIRO, « 2016 ano em que o país sofreu um golpe político-institucional não termina », *Revista Brasileira de Geografia Econômica*, n°9, 2016.

principales stratégies menées sous les gouvernements de Lula en 2003, notamment en matière de Politique Extérieure. En effet, l'opinion publique étant de plus en plus divisée, les nouvelles orientations et stratégies mises en place seront marquées par un certain ralentissement des initiatives précédemment accentuées lors des gouvernements du PT.

En effet, la prise du pouvoir de Temer en 2016 se caractérise par un ralentissement progressif du dynamisme et de l'intérêt pour les relations avec le continent africain, déjà ressenti lors des dernières années de gouvernement de Dilma Rousseff⁵⁸².

Face à cette situation de crise, l'orientation des projets en matière de sécurité vis-à-vis des partenaires de l'Atlantique Sud va se faire en direction de projets beaucoup plus modestes et leur nombre va être revu à la baisse. À titre d'exemple, la forme triangulaire de la coopération Sud-Sud en matière de défense sera de mise, comme cela a été le cas du Programme de Développement de Capacité en Ingénierie en Afrique dans le domaine des Opérations de Paix mis en place entre les Nations-Unies, le Brésil et certains États africains en 2017⁵⁸³.

Il va être question de façon générale de poursuivre les projets de coopération déjà en cours, mais de réduire la signature de nouveaux projets⁵⁸⁴.

Par ailleurs, à côté de cette situation de crise politique et économique, un autre élément est à prendre en compte concernant le ralentissement des activités d'un point de vue brésilien. Celui-ci concerne toujours les limites internes, mais cette fois celles qui sont liées à la gestion de la mise en œuvre des différents projets de coopération signés. En effet, le nombre croissant d'accords de coopération Sud-Sud du Brésil conduit à une nécessaire réforme du principal organe de coopération qui est l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC), mais aussi soulève le problème de l'adéquation des cadres législatifs des différentes structures administratives lesquelles ne prévoyaient pas une telle demande en matière de coopération. Dès lors, comme le soulignent Marcondes et Mawdsley, la Politique Extérieure de Lula n'a pas prévu les efforts nécessaires pour formuler une législation spécifique pouvant fournir le soutien juridique nécessaire et la durabilité à ces initiatives Sud-Sud⁵⁸⁵.

Cette législation spécifique aurait permis de gérer l'allocation de ressources, la création de mécanismes de gestion de l'ensemble des initiatives Sud-Sud et l'implication des fonctionnaires civiles brésiliens⁵⁸⁶.

⁵⁸²D.MARCONDES, E. MAWDSLEY, « South South in retreat? The transitions from Lula to Rousseff to Temer and Brazilian development cooperation », *International Affairs*, vol. 93, issue 3, 2017, p. 690.

⁵⁸³ <http://www.abc.gov.br/projetos/pesquisa> site de l'Agence Brésilienne de Coopération, consulté le 29 /05/2020.

⁵⁸⁴ Entretien avec un fonctionnaire de la Direction Affaires Africaine, Itamaraty, avril 2018.

⁵⁸⁵ *ibid.*, p. 691.

⁵⁸⁶ *ibid.* p. 692.

Dès lors, s'ouvre donc une période au cours de laquelle le Brésil voit ses priorités de politique extérieure modifiées et par conséquent la ZOPACAS n'apparaît plus comme une priorité dans l'agenda international et de défense du Brésil, contrairement à la période couvrant les gouvernements du PT⁵⁸⁷. Cela s'est traduit donc par la baisse du protagonisme brésilien au sein de la ZOPACAS.

De façon concomitante sur le plan régional et international, d'autres événements viennent s'ajouter à la crise politique brésilienne notamment la crise politique de l'UNASUR et l'arrivée au pouvoir de nouveaux gouvernements dont les priorités en matière de politique extérieure vont être orientées vers les partenaires commerciaux traditionnels du Nord. En effet, la crise politique qu'a connue l'UNASUR dès 2016 a mis en exergue les désaccords intergouvernementaux des États membres autour de la gestion de la crise vénézuélienne. L'impossibilité d'un consensus pour la désignation d'un secrétaire général et les fractures idéologiques entre les États membres ont mis à mal la capacité d'action collective et terni l'image de ladite structure au niveau international. Ce contexte de crise politique régionale n'a donc pas favorisé que soient mises en priorité les réunions de la ZOPACAS.

2.2 Les déficits de la ZOCAPAS

Les avancées limitées de la ZOPACAS viennent contrarier le haut potentiel stratégique et opérationnel que représente une Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud. En effet, unique cadre transrégional réunissant les États riverains de la partie sud de l'Océan Atlantique, la ZOPACAS offre un cadre inédit pour la mise en place d'actions collectives. Or dans les faits, la période de réactivation de celle-ci a été marquée par une absence d'orientation stratégique claire et par un monopole et une asymétrie en faveur du Brésil. Dès lors, ces différentes caractéristiques internes inhérentes à la ZOPACAS n'ont pas favorisé la mise en place d'un dialogue stratégique entre les États des deux rives. Celui-ci aurait permis l'identification d'objectifs à atteindre à court ou moyen terme en matière d'enjeux sécuritaires communs, au développement de capacités collectives d'action en haute mer entre autres. Bien sûr, dans ce dialogue stratégique, le Brésil aurait eu un rôle central à jouer en impulsant cette dynamique collective.

⁵⁸⁷ A. COSTA VAZ, « Brazilian approaches to maritime security cooperation in IBSA and the prospects for an Atlantic-Indian maritime security governance », *Journal of the Indian Ocean Region*, 2015, 11:2, 170-183. A. ABDENUR, D. MARCONDES.D, « Brazil's Maritime Strategy in the south Atlantic : The Nexus Between security and Resources », Occasional Paper, n° 161, *Global Powers and Africa Programme SAIIA*, nov 2013, n° 161,

En outre, l'une des principales caractéristiques concernant les initiatives menées dans le domaine de la Sécurité et la Défense dans l'Atlantique Sud est « l'aversion latente » des deux rives à n'importe quel type de formalisation excessive des liens de coopération dans ces domaines précis⁵⁸⁸. La nature informelle dans l'Atlantique Sud et particulièrement de la ZOPACAS provient essentiellement d'un choix stratégique, et ne comporte pas toujours que des inconvénients. Le choix de ne pas déléguer un plus grand pouvoir de décision à la ZOPACAS répond, selon Pedro Seabra, au calcul de chaque État de sa propre capacité à pouvoir influencer ledit forum dans sa version institutionnelle⁵⁸⁹. En effet, en ce qui concerne le cas du Brésil, celui-ci a maintenu le faible degré d'institutionnalisation d'organisations régionales telles que le MERCOSUR et l'UNASUR dans l'optique de se garantir une certaine marge de manœuvre stratégique. Aussi, plus généralement, la préservation des souverainetés étatiques constitue une caractéristique commune à toutes les initiatives régionales latino-américaines, et un frein à leurs approfondissements⁵⁹⁰.

Par ailleurs, étant conscients de leur capacité matérielle limitée à pouvoir exercer une telle influence, les États dans l'Atlantique Sud optent pour un modèle informel offrant certains avantages tels que notamment la flexibilité. Ainsi, le choix de l'informalité résulte non pas de situations « accidentelles » mais plutôt d'options choisies en fonction des moyens à disposition⁵⁹¹.

Cependant, le caractère informel vient compliquer le travail de veille entre les réunions ministérielles de la ZOPACAS et la vision claire des accords déjà en cours.

Par ailleurs, l'orientation des accords de coopération au sein de la ZOPACAS s'est concentrée, dans la plupart des cas, sur une dynamique bilatérale avec le Brésil comme partenaire principal, négligeant ainsi l'aspect de coopération interinstitutionnelle entre les différentes institutions sous-régionales créées sur la rive africaine dans la lutte contre les enjeux sécuritaires. Cette coopération interinstitutionnelle afro-sud-américaine, comporterait de nombreux avantages, notamment la réduction de coûts, favoriserait la participation collective des États, aussi bien les trois États sud-américains qui collaborent déjà dans les domaines maritimes, que les États africains, ce, d'autant plus que le cadre institutionnel faciliterait le transfert de compétences collectives et l'harmonisation des compétences techniques transférées

⁵⁸⁸ P. SEABRA, « Desafios e Oportunidades do Multilateralismo no Atlântico Sul », in *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico*, n°154, 2019.

⁵⁸⁹ *Ibid.*, p. 49.

⁵⁹⁰ D. NOLTE, « Lo bueno, lo malo, lo feo y lo necesario: pasado, presente y futuro del regionalismo latino americano », *Revista uruguaya de ciencia política*, n°28, 2019, pp. 132-156.

⁵⁹¹ P. SEABRA, « Desafios e Oportunidades do Multilateralismo no Atlântico Sul », *op.cit.*, p. 49.

d'une rive à une autre. En effet, un dialogue interinstitutionnel de type bi-régional permettrait de participer également au processus de socialisation indispensable à la confiance mutuelle évoquée précédemment.

En ce sens, la coopération au sein de la ZOPACAS gagnerait en effectivité avec la mise en place de transfert d'expertises, d'expériences entre le COAMAS (Coordinateur de la zone maritime de l'Atlantique Sud) et les différents programmes déjà existants du côté sud-américain d'une part, et d'autre part, avec les organes composant l'architecture africaine de sûreté et sécurité maritime dans le Golfe de Guinée.

A titre d'exemple, ladite coopération interinstitutionnelle pourrait prendre en compte le cas du CONCONTRAM, (Commando de Contrôle Naval du Trafic Maritime, aujourd'hui appelé CISMAR Centre Intégré de Sécurité Maritime), une structure brésilienne qui constitue l'un des systèmes les plus avancés dans l'Atlantique Sud et qui a déjà fait l'objet de coopération avec d'autres États voisins. Concrètement, le CONCONTRAM met en place des fonctions d'échange de messages, de réception de messages venant de navires marchands, paquebots de croisière et bateaux de pêche, assure la surveillance et l'assistance des navires et l'identification de navires longues distances⁵⁹². Dès lors, il s'agirait d'étendre le transfert d'informations à travers le Système brésilien SISTRAM⁵⁹³ avec un plus grand nombre de partenaires africains. Concernant le système brésilien, le partage du système d'identification et de traçage a été déjà effectué avec le Paraguay et l'Uruguay, mais aussi avec la Namibie et l'Angola⁵⁹⁴. Toutefois, ce partage demeure peu étendu.

En effet, jusqu'alors, très peu de contacts existent entre les principales organisations régionales africaines et celles d'Amérique du sud. En l'occurrence, le Brésil est le seul État sud-américain à avoir déployé un officier de la Marine nationale en mission spéciale à Yaoundé auprès du siège du Centre Interrégional de Coordination depuis Juillet 2018⁵⁹⁵. Ce type de contacts, encore très limité aujourd'hui, permet de garantir une sorte de veille de contact entre les deux rives et cela à moindre coût⁵⁹⁶.

⁵⁹² S. EVANGELISTA MEDEIROS, W. SOUSA MOREIRA, « Maritime Cooperation among South Atlantic countries and repercussions for the regional community of Security Practice », *Contexto Internacional*, vol.39, May-Agust 2017, p. 294.

⁵⁹³ Système d'Information sur le Trafic maritime

⁵⁹⁴ S. EVANGELISTA MADEIROS, W. SOUSA MOREIRA, *op. cit.*, p. 296.

⁵⁹⁵ Interview de l'Ambassadeur brésilien au Cameroun, disponible sur le site internet Cameroun Tribune consulté le 20/05/2020.

⁵⁹⁶ R. BAENA SOARES, C. MEDEIROS LEOPOLDINO, « Gateway and Neighbourhood: Brazilian Perspective on South Atlantic Security », in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS, (Eds.), *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan, 2019, p. 144.

Par ailleurs, face à ces différentes limites de la ZOPACAS, des perspectives quant à la nouvelle orientation de celle-ci sont envisageables, comme la complémentarité de la ZOPACAS avec d'autres plateformes de dialogue Sud-Sud existantes dans l'Atlantique Sud, parmi lesquelles l'IBSA, le forum de dialogue réunissant l'Inde, le Brésil et l'Afrique du sud, et particulièrement leurs exercices maritimes IBSAMAR. Autre plateforme de dialogue Sud-Sud dont la convergence des agendas pourrait être envisagée, figure celle des BRICS, réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud. Cette complémentarité viserait éventuellement l'élargissement du partage d'informations et de participation aux exercices mis en œuvre dans lesdites coalitions vers les États membres de la ZOPACAS.

En effet, contrairement au cas de la ZOPACAS, ces différents forums Sud-Sud ont réussi à maintenir un certain degré de pérennité en termes de collaboration, qui est perceptible par la tenue d'exercices conjoints et le non-report de réunions.

Quoi qu'il en soit, cette complémentarité des agendas maritimes devra reposer sur une dimension opérationnelle et un intérêt stratégique clair⁵⁹⁷.

Toujours dans ce même ordre d'idées, Vrey souligne l'importance de la dimension maritime des BRICS, qui réunit des États du Global South dont les territoires maritimes et les zones économiques exclusives recouvrent l'Océan Austral, la partie ouest de l'Océan Pacifique, l'Océan Indien et l'Océan Atlantique Sud⁵⁹⁸. Ainsi, très souvent négligée, la dimension maritime de ces forums de dialogue Sud-Sud possède une importance stratégique et présente un atout considérable dès lors qu'est mise en place une convergence d'agendas. Néanmoins, ces structures Sud-Sud réunissent des États ayant des ambitions stratégiques plutôt concurrentes pour la zone sud-atlantique.

Ces différentes perspectives nouvelles concernant la ZOPACAS devraient être prises en considération par les géo-politologues africains et sud-américains ainsi que les décideurs politiques, d'autant plus que l'Atlantique Sud constitue un espace de plus en plus géostratégique.

⁵⁹⁷ R. ESPACH , « Reflections on the Ends, Ways and Means of Maritime Security in South Atlantic » in E. DUARTE, M. CORREIA DE BARROS (Eds.), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2018, pp. 129-153.

⁵⁹⁸ F. VREY, « A Blue BRICS, Maritime Security, and the South Atlantic », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Eds.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly.

3. La pérennité de l'enjeu stratégique de l'Atlantique Sud

L'un des traits caractéristiques du dialogue entre l'Afrique et l'Amérique latine et particulièrement l'Amérique du sud est la succession de moments d'interactions dynamiques et des moments de ralentissements. Dans le cas précis de la ZOPACAS, comme nous l'avons souligné précédemment, son évolution a connu des moments d'hibernation et d'autres de reprise de dialogue. Cette résilience de la ZOPACAS s'explique par le fait que l'Atlantique Sud a, au fur et à mesure de l'évolution des contextes internationaux et régionaux, conservé une dimension stratégique majeure pour les États riverains mais aussi pour les États extra régionaux. Alors que la présente étude s'est focalisée sur une période d'étude précise de 2006 à 2015, il va être question dans cette dernière sous-section de démontrer que parallèlement à la ZOPACAS, de nouvelles stratégies sont déployées dans l'Atlantique Sud redéfinissant ainsi de nouvelles dynamiques de pouvoir et de concurrences renforçant l'utilité stratégique d'une zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud.

3.1 La nouvelle stratégie maritime africaine : vers un agenda maritime unifié ?

Si le début des années 2000 a été marqué par la création de plusieurs structures au niveau sous régional, la deuxième décennie, quant à elle, a vu émerger la stratégie maritime de l'Union Africaine, la première de son histoire. En effet, très longtemps décrié par le fait de cumuler un ensemble de cadres normatifs relatifs à la sécurité et stratégie maritimes, le continent africain à travers l'Union africaine a relevé ici un défi, qui s'inscrit dans un contexte d'accélération d'enjeux et de multiplication de partenaires extra régionaux dans les eaux nationales.

Initiées dès les années 2013, les préparations pour l'élaboration d'une stratégie maritime unifiée sous l'égide de l'Union africaine ont abouti à la Conférence de Lomé en 2016, au cours de laquelle a été présentée la Charte de Lomé. Cette charte sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050, désignée également comme AIM50⁵⁹⁹. Ces deux textes constituent la base et le fondement juridique de la nouvelle politique maritime africaine (PMA)⁶⁰⁰. Celle-ci se caractérise par une nouvelle perception de la mer par les États africains,

⁵⁹⁹ A. CALIGIURI. « La Charte de Lomé comme instrument pour une nouvelle gouvernance maritime en Afrique. » *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n°6, mars 2017.

⁶⁰⁰ Y.S. MBILE NGUEMA, « L'efficacité de la politique maritime africaine dans le contexte de l'économie bleue », *Wealth and miseries of the oceans: Conservation, Resources and Borders Richesses et misères des océans : Conservation, Ressources et Frontières*, GOMILEX, 2018,

qui intègrent désormais le concept d'économie bleue et voient donc la mer comme un pilier du développement durable et économique.

Dès lors, en termes de gouvernance maritime, la stratégie AIM50 prévoit que l'UA devra aider les États membres à l'élaboration de cadres juridiques pour la coordination des interventions des États en mer et dans les eaux intérieures⁶⁰¹. Il est également prévu la délimitation d'aires maritimes au sein desquelles les États et les organes compétents régionaux devraient adopter « une action pour mieux planifier une utilisation et une protection durables des aires maritimes »⁶⁰². Cette organisation de l'espace maritime vise à assurer, entre autres, que l'espace et les ressources marines soient utilisés de façon rationnelle et durable, et que les décisions se prennent sur la base de données fiables et d'une connaissance profonde des mers⁶⁰³.

Cette stratégie vient répondre à de nombreuses critiques remettant en question la situation d'asymétrie du continent africain vis-à-vis de ses différents partenaires extra régionaux quant à l'absence de stratégie maritime unifiée⁶⁰⁴. En effet, Kornegay souligne la nécessité d'une vision commune unifiée du côté africain, qui permettrait une meilleure coordination avec les partenaires étrangers, et en particulier avec les émergents. Ainsi, il évoque, en d'autres termes, la nécessité de la rationalisation d'un agenda commun, qui rendrait en l'occurrence les liens afro-sud-atlantiques plus efficaces, plus cohérents, et donnerait ainsi un véritable protagonisme aux États africains en vue d'équilibrer ce qu'il désigne comme « asymétrie »⁶⁰⁵.

Dès lors, la question qui se pose est celle de savoir dans quelle mesure cette nouvelle Charte maritime africaine contribue à la rationalisation de l'agenda africain pour l'espace maritime.

Ce projet maritime, bien qu'il soit ambitieux et innovant, comporte des contradictions et certaines limites. Ces contradictions relèvent des particularités de l'intégration maritime du continent africain marquée par la fragmentation et le chevauchement organisationnel des institutions d'intégration maritime déjà existantes⁶⁰⁶. En effet, comme le projet le prévoit, l'Union Africaine reste subordonnée aux textes antérieurs émanant des structures d'intégration maritime sous régionales. Cela viendrait alourdir et ralentir l'efficacité du projet de l'Union

⁶⁰¹ Stratégie Africaine Intégrée pour les mers, les océans à l'Horizon 2050, point 63 et suivants.

⁶⁰² *Ibid.*, p.12

⁶⁰³ Stratégie Africaine Intégrée pour les mers, les océans à l'Horizon 2050, point 63 et suivants.

⁶⁰⁴ F. KORNEGAY, C. LANDSBERG, « Engaging Emerging Powers: Africa's Search for a Common Position », *Politikon*, April 2009, 36 (1), pp. 171-191.

⁶⁰⁵ *Ibid.*, p. 177.

⁶⁰⁶ NCHARE NOM, « Le littoral en Afrique : Pour une géostratégie de maîtrise de la mer par la maîtrise des littoraux », *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*, n°24-25 Nov. 2018, pp. 111-147.

Africaine, qui se retrouverait ainsi soumise aux lenteurs administratives d'un processus d'intégration achevée.

Par ailleurs, l'un des reproches fait à ce projet AIM50 est d'énoncer une coordination interinstitutionnelle et transnationale sans pour autant proposer des outils de mise en œuvre concrets, d'autant plus que d'autres textes ont déjà évoqué cette idée de coordination nécessaire entre institutions, mais sans grand succès⁶⁰⁷.

C'est dans ce contexte qu'un regain d'intérêt a été porté à l'Océan de la part des États africains qui s'est traduit par la création d'organisations sous-régionales et régionales spécialisées dans le domaine maritime. En effet, ce contexte d'insécurité et de nécessaire insertion internationale des économies africaines conduit à une nouvelle approche vis-à-vis de l'Océan Atlantique soutenue par des bailleurs de fonds européens tels que l'Union Européenne, entre autres.

Six années après la signature de la Stratégie AIM50, les résultats concrets demeurent insuffisants face à l'envergure des défis sécuritaires que connaît le continent. Il faut toutefois reconnaître que les efforts menés par l'UA impliquent des résultats visibles sur un plus long terme, d'autant plus qu'encore en 2019, l'UA rendait publique sa Stratégie de l'Economie Bleue pour l'Afrique. Axé sur « l'utilisation prudente et efficace des richesses aquatiques pour la croissance économique durable du continent »⁶⁰⁸ ledit document prévoit cinq thématiques clés⁶⁰⁹ et vient s'ajouter aux deux textes précédents que sont la Stratégie AIM50 et la Charte de Lomé.

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle charte vient offrir un nouveau cadre normatif à partir duquel seront articulées les nouvelles initiatives concernant notamment l'Atlantique Sud.

Aussi, est-il important de noter la nouvelle approche déployée par le Maroc, qui en 2016 regagnait l'UA. La position géographique du Maroc le place au cœur des relations entre les pays méditerranéens et les pays nord-africains. Dès lors, dans le domaine de la sécurité maritime, Rabat participe aux différents programmes de coopération avec les partenaires européens notamment en ce qui se réfère à l'immigration. Cependant, son intérêt pour l'espace maritime s'étend plus au sud, notamment dans l'Atlantique Sud. En effet, ne faisant pas partie de la ZOPACAS, le Maroc a initié à la fois des programmes de recherches concernant

⁶⁰⁷ La Charte de Lomé prévoyait déjà la coopération inter institutions dans son Chapitre V : Coopération et notamment dans son article 37 : cadre continental de coopération.

⁶⁰⁸ Union Africaine, *Stratégie de l'Économie Bleue de l'Afrique, 2019*.

⁶⁰⁹ Il s'agit des thématiques suivantes : Pêche, aquaculture et conservation des écosystèmes ; Navigation maritime, transport et commerce ; Energie durable, extraction des minéraux, gaz, industries innovantes ; durabilité de l'environnement, changement climatique, infrastructures côtières ; Gouvernance institutions et actions sociales.

l'Atlantique Sud, des événements annuels tels que « Atlantic Dialogues » organisé par le Think Thank Policy Center for the New South, dont la 8^{ème} édition s'est tenue en Décembre 2019 à Marrakech. Ces initiatives, qui réunissent à la fois chercheurs, membres de la société civile et entrepreneurs autour de thèmes connexes à la gouvernance, l'économie et le climat⁶¹⁰, s'inscrivent dans le cadre de la Politique Extérieure Marocaine orientée vers un rapprochement vis-à-vis des pays africains et pays du Sud, qui s'est intensifié depuis déjà une décennie. Cet intérêt marocain pour les questions maritimes révèle une volonté de se placer au cœur des débats et des initiatives et ainsi apparaître comme un pont entre les partenaires européens, latino-américains, et les voisins africains. Dès lors, bien que situé au-dessus du Tropique du Cancer et donc dans la zone de l'Atlantique Nord, le Maroc, à travers ses efforts de politique extérieure, sa capacité matérielle et sa diplomatie dynamique pourrait constituer un nouvel acteur dans l'espace maritime africain.

Prises conjointement, l'initiative de l'Union Africaine et la stratégie du Maroc s'inscrivent dans une dynamique globale observée dès la deuxième décennie des années 2000, qui tend de plus en plus vers une gouvernance des océans, marquée par un intérêt renouvelé pour l'Atlantique de la part d'acteurs tels que l'Union Européenne, entre autres.

3.2 La stratégie renouvelée de l'UE vis-à-vis de l'Atlantique : un nouvel acteur-clé ?

Initiée dès la deuxième décennie du XXI^{ème} siècle, l'approche déployée par l'Union Européenne s'est faite en plusieurs étapes et a notamment consisté à réunir les différents États riverains de l'Océan Atlantique autour du projet « All Atlantic Ocean Initiative ». Cette initiative vise à mettre en place une stratégie unifiée, et à impulser l'innovation concernant la recherche marine dans tout l'espace maritime de l'océan atlantique. Par ailleurs, ce projet de l'Union Européenne, se révèle être une stratégie visant à défendre sa propre perception relative à cet espace maritime, afin ainsi de se placer au cœur des avancements en matière de transfert de savoirs, et d'avancées technologiques en matière océanique.

En effet, en défendant une approche « collective » pour la défense d'enjeux communs dans le bassin de l'Atlantique⁶¹¹, l'UE se présente comme un acteur clé dans cette nouvelle dynamique.

⁶¹⁰ <https://www.policycenter.ma/> consulté le 27/05/2020.

⁶¹¹ P.G. ADOGAMHE, « Marine Security and Governance of the South Atlantic: The Nigerian Perspective », dans E. DUARTE, CORREIA DE BARROS (Eds.), *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan 2019.

Cette approche se caractérise par un important volet environnemental et est axée sur la mise en commun d'informations scientifiques notamment relatives aux effets du réchauffement climatique sur les écosystèmes marins. Ainsi, la variante inclusive du projet européen ne prenait pas compte avant 2017 les pays riverains de l'Atlantique Sud. Or, avec la Déclaration de Belém, l'inclusion d'abord du Brésil et de l'Afrique du sud puis, récemment, du Cap vert, a permis d'inclure de façon plus concrète la partie Sud de l'Atlantique. En outre, toujours sous l'initiative de la Commission Européenne se sont tenus plusieurs Forums « All Atlantic » réunissant l'ensemble des États participants et incluant aussi des représentants de la Commission de Bengala⁶¹², ce qui participe à l'objectif d'inclusion.

Toutefois, si à l'heure actuelle les thématiques ne touchent pas encore les domaines de « high politics »⁶¹³, il n'en demeure pas moins qu'il y a lieu de s'interroger sur une éventuelle évolution vers des projets prenant en compte la dimension militaire et défense. Dans ce cas de figure, la question centrale va être de voir dans quelle mesure la complémentarité entre les initiatives de coopération Sud-Sud et la volonté affichée de maintenir cet espace sud atlantique exempte de présence de forces ex-régionales se fait avec les projets européens.

Aussi, conjointement aux initiatives européennes s'ajoutent les projets d'autres acteurs internationaux qui ont en commun un intérêt vis-à-vis dudit espace.

On a donc une éventuelle reconfiguration géopolitique de cet espace atlantique qui mériterait d'être prise en compte et qui rassemble des enjeux actuels à la fois de gouvernance et climatiques, rendant l'espace sud-atlantique de plus en plus stratégique.

Qui plus est, ladite stratégie européenne soulève de nombreuses interrogations quant au rôle qu'entendent jouer le Brésil et l'Afrique du sud au sein de ces nouveaux projets de coopération. L'inclusion du Brésil et de certains États africains à la Déclaration de Belém remet-elle en question l'avenir de la ZOPACAS, ou au contraire, cette stratégie européenne va-t-elle raviver les craintes vis-à-vis du maintien d'un espace sud atlantique exempt de toutes influences extra régionales ? Quoi qu'il en soit, face à cette nouvelle approche européenne, l'enjeu qui se pose est celui de la capacité de la ZOPACAS et, plus généralement des coalitions Sud-Sud, à proposer une approche innovante, cohésive et pertinente quant à la gestion des différents défis qui ne sont pas uniquement sécuritaires comme nous l'avons vu précédemment.

Cela est d'autant plus vrai que les initiatives proposées par l'UE sont de plus en plus innovantes, telles que celles mises en place en janvier 2020 à travers le programme GoGin,

⁶¹² Benguela réunit trois États : Angola, la Namibie, et l'Afrique du Sud.

⁶¹³ Cette notion désigne les questions essentielles à la survie de l'État, notamment les questions de Sécurité et Défense et de Politique Extérieures.

Expertise France et le consortium Edisoft-EDU Digital qui présentaient la nouvelle plateforme virtuelle de formation E-learning TESS (Training and Education Support System). Cette plateforme qui sera déployée entre les 27 centres maritimes intégrant l'architecture de Yaoundé vise à faciliter l'organisation des exercices conjoints pratiques⁶¹⁴.

Par ailleurs, en appuie aux stratégies de l'UE il y a lieu de considérer celles que mène l'OTAN ainsi que les pays émergents tels que la Chine de plus en plus présents dans les ports africains.

A travers ces différentes approches envers l'espace atlantique, la dimension stratégique est mise en lumière et vient souligner le haut potentiel que pourrait avoir la ZOPACAS dans un contexte en pleine reconfiguration.

3.3 Potentialités de la ZOCAPAS au-delà des cycles politiques

Le potentiel de la ZOPACAS repose essentiellement sur deux facteurs clés, d'une part sur l'intérêt renouvelé pour les mers de la part des principales puissances, et d'autre part sur la légitimité en tant qu'unique plateforme transrégionale réunissant les États des deux rives de l'Atlantique Sud.

En effet, comme le souligne Marcondes, la période contemporaine est caractérisée par des logiques de compétition entre les grandes puissances qui reviennent à une projection maritime importante⁶¹⁵. En effet, les mers, (et dans ce cas précis, l'Atlantique Sud) renferment de nouveaux enjeux géopolitiques et économiques d'une part, et d'autre part, le contrôle de cet espace maritime octroie un avantage en termes de puissance et de projection internationale vers lequel les puissances émergentes et les puissances traditionnelles tendent. Dès lors, les espaces maritimes sont de plus en plus intégrés dans les stratégies de politique extérieure des États ou encore d'organisations régionales comme nous l'avons vu avec la présence de l'UE dans l'Atlantique Sud.

Au-delà d'enjeux stratégiques « classiques » de projection de pouvoir, l'évolution de la technologie fait apparaître de nouveaux enjeux comme celui du stockage d'informations. En effet, les océans abritent les câbles sous-marins qui renferment la fibre optique ; ce qui permet une inter-connectivité et un haut débit de flux internet en plus d'une grande capacité de stockage d'informations chère aux multinationales telles que les GAFAM (Google, Apple, Facebook,

⁶¹⁴ <https://www.gogin.eu/page/2/?glossary=icc&lang=fr> consulté le 20/05/2020.

⁶¹⁵ A. ALMEIDA SILVA, D. MARCONDES, « Globalização, Segurança e Defesa no Atlântico Sul », In, *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico*, n°154, 2019.

Amazon et Microsoft). Or, l'Atlantique Sud constitue l'un des océans les moins desservis en termes de fibre optique. Et, l'accès à internet ayant considérablement augmenté sur le continent africain, l'Atlantique Sud apparaît comme un nouveau terrain vers lequel étendre ce réseau de câbles. Un nouveau marché semble donc s'y dessiner pour les principales compagnies compétentes.

C'est dans ce contexte que l'Atlantique Sud se révèle être un espace stratégique où les États membres de la ZOPACAS sont amenés à adopter de nouvelles stratégies. En effet, ces différents enjeux contemporains imposent aux États d'adopter des approches renouvelées vis-à-vis des espaces maritimes qui sont de plus en plus incontournables dans la géopolitique internationale.

Ainsi, indépendamment des cycles politiques qui se succéderont d'une rive à une autre de l'Atlantique Sud, les risques sécuritaires et les questions stratégiques resteront présents et constitueront une urgence à résoudre par les États.

Par ailleurs, la plus-value de la ZOPACAS est considérable au regard de sa légitimité internationale du fait de sa création en 1986 approuvée par la Résolution 41/11 dans le cadre des Nations-Unies. Étant l'unique Zone de Paix et de Coopération en vigueur et reconnue internationalement dans l'espace sud-atlantique, la ZOPACAS permet aux Africains et aux Sud-Américains de s'appuyer sur une base juridique et un espace de dialogue qui les placent directement au cœur des débats. Ils se présentent donc comme des acteurs à part entière dans la recherche de solutions collectives sécuritaires. Cet avantage est essentiel, étant donné les nouvelles stratégies impulsées par les acteurs extrarégionaux, et ce d'autant plus que cela faciliterait la mise en place des nouveaux élans d'initiatives de dialogue Sud-sud. Toutefois, cette haute potentialité de la ZOPACAS demeure sujette à la volonté politique des États membres, et à leur intérêt de fournir les capacités matérielles visant à des relations structurées au sein de l'Atlantique Sud⁶¹⁶.

⁶¹⁶ P. SEABRA, *op. cit.*, p. 311.

CONCLUSION

Le présent chapitre avait pour objectif d'analyser la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud. Pour ce faire, il a été question dans un premier temps de voir dans quelle mesure la ZOPACAS a pu constituer un espace de gouvernance dans l'Atlantique Sud.

A cette fin, nous avons démontré qu'il existe un certain degré de convergence entre les deux rives de l'Atlantique en termes de perception dudit espace, d'intérêts sécuritaires et d'opportunités stratégiques. En dépit d'approches sécuritaires et de contextes distincts, l'existence d'une base idéale commune composée de perceptions, idées et identités partagées entre Africains et Sud-américains qui façonnent leurs interactions dans le cadre de la ZOPACAS a été mise en exergue dans ce chapitre. En outre, la dimension stratégique de la participation à la Zone a relevé une similitude quant à la fenêtre d'opportunités en termes de projection internationale ou encore en termes de revendications internationales de part et d'autre de l'Atlantique Sud.

Puis, en mobilisant l'un des travaux de Acharya, nous avons identifié trois critères à partir desquels analyser la réelle capacité de la ZOPACAS à mettre en place une coopération transnationale dans le domaine sécuritaire. Dès lors, en prenant compte l'absence de conflits intra régionaux, l'agenda de coopération et le degré d'autonomie vis-à-vis de partenaires extérieurs, l'étude a montré que la ZOPACAS dispose d'une marge de manœuvre assez limitée; et cela essentiellement en raison de la dépendance matérielle vis-à-vis des partenaires traditionnels du Global North.

Par ailleurs, malgré cela, durant la période de revitalisation de la Zone dès 2007, certaines avancées ont été atteintes.

En effet, dans un deuxième temps, il a été question d'identifier les avancées dans le domaine de sécurité et défense, et cela à la lumière des limites de la ZOPACAS. Pour ce faire, l'étude empirique nous a conduit à mobiliser des données de première main collectées pendant nos séjours de recherche. Dès lors, il est apparu clair que le Brésil a joué un rôle central dans la mise en œuvre d'un grand nombre d'accords bilatéraux, de réunions et d'ateliers réunissant l'ensemble des États membres de la ZOPACAS.

Cependant, l'absence d'orientation stratégique, combinée avec des moyens limités et une volonté politique fluctuante ont très vite conduit à une nouvelle phase de ralentissement inscrite dans un contexte politico-économique défavorable du Brésil et de la région dès 2015.

Par ailleurs, l'analyse du phénomène interrégional nécessite la prise en compte d'une dimension globale, par conséquent nous avons adopté une vision plus large pour questionner les différentes stratégies mises en œuvre dans l'ensemble de l'espace de l'Atlantique, susceptibles de venir modifier le *statu quo* actuel dans ledit espace.

Ce faisant, l'hypothèse défendue ici était que l'Atlantique Sud renferme un potentiel stratégique croissant qui amènera les pays des deux rives, et même les extra régionaux, à y déployer des stratégies renouvelées. C'est dans ce contexte que la ZOPACAS a un rôle important à jouer dans la reconfiguration dudit espace maritime.

Dès lors, au sortir de ce chapitre, deux enseignements apparaissent en ce qui concerne l'étude des interrégionalismes au Sud.

Dans un premier temps, l'étude du cas de la ZOPACAS a montré la dynamique de projection des pays émergents vers les espaces maritimes. Ces pays émergents tentent de reconfigurer l'équilibre de pouvoir dans ces espaces du Global South tout en aspirant à renforcer leur propre reconnaissance internationale⁶¹⁷. Dès lors, on retrouve bien une lecture stratégique de l'espace maritime au cœur de l'interrégionalisme sud-sud, qui très souvent négligé, traduit les motivations mais surtout la compréhension et la vision du monde à partir d'une perspective du Sud.

Puis, deuxièmement, cette Zone de Paix et de Coopération a survécu aux évolutions et aux mutations des contextes internationaux depuis 1986. En effet, sa faible institutionnalisation lui a offert une grande flexibilité avec l'inclusion d'États comme la Namibie en 1991 et l'Afrique du Sud en 1994⁶¹⁸ et l'adaptation aux nouvelles formes de menaces transnationales qui ont émergé dès la fin des années 1990. Cette longévité de la ZOPACAS reste marquée par l'une de ses principales caractéristiques qui est celle de demeurer une initiative exclusivement du Global South⁶¹⁹.

⁶¹⁷ F. VREY, « A Blue BRICS, Maritime Security, and the South Atlantic », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (Ed.) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly. p. 233; HOFFMAN, MARCONDES, « Maritime Region and the South Atlantic » *Contexto Internacional*, p. 233.

⁶¹⁸ P. SEABRA, « Desafios e Oportunidades do Multilateralismo no Atlântico Sul », *Nação e Defesa: Pontes sobre o Atlântico Sul*, dezembro 2019, p. 41.

⁶¹⁹ A. ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, « Inter-regional multilateralism in the Global South The zone of peace and cooperation in the South Atlantic », ARIS.S and al (Dir.) *Inter-organizational Relations in International Security : Cooperation and Competition*, Routledge 2018.

En outre, ce caractère résilient représente un avantage pour les États des deux rives de l'Atlantique Sud dont la remobilisation peut toujours être réactivée à condition que les intérêts politiques et l'engagement d'acteurs clés tels que le Brésil convergent.

Tout l'enjeu de la ZOPACAS va être, ces prochaines années, de réussir à se placer au cœur de la nouvelle dynamique multidimensionnelle mise en œuvre par une pluralité d'acteurs dont l'intérêt pour cet espace géographique souligne l'importance géoéconomique, géopolitique et environnementale de l'Atlantique Sud. Cette nécessaire revitalisation du dialogue transnational entre les deux rives devra se mettre en œuvre à partir des acquis et des avancées déjà obtenus durant la période étudiée dans le présent chapitre, et réussir à innover en termes d'agenda de coopération.

Alors que l'analyse de la ZOPACAS a montré la pluralité des enjeux de politiques extérieures, économiques, géopolitiques et idéelles qui ont structuré les dynamiques interrégionales dans l'Atlantique Sud, la prise en compte d'un autre modèle interrégional paraît essentielle.

En effet, le cas de l'interrégionalisme afro-sud-américain s'est également mis en œuvre sous une forme distincte et cela à travers la création d'un Forum de Dialogue et de Coopération englobant, cette fois ci, non seulement les États riverains de l'Atlantique Sud mais aussi l'ensemble du continent africain et sud-américain. Concomitant à la période de revitalisation de la ZOPACAS durant les débuts des années 2000, le Forum interrégional Afrique Amérique du Sud dans sa pratique et son discours vient soulever la diversité de l'usage des espaces émergents interrégionaux dans le Sud.

Partie II

L'INTERREGIONALISME SUD-SUD COMME STRUCTURE IDÉELLE ET RÉFORMISTE : LE CAS DES RELATIONS INTERREGIONALES AFRIQUE-AMÉRIQUE DU SUD (ASA)

Introduction

La première partie visait à questionner les logiques et les intérêts qui ont conduit à la revitalisation de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud. En analysant la ZOPACAS d'une perspective sud-américaine, principalement brésilienne, puis d'une perspective africaine, nous avons pu identifier tout un ensemble de facteurs idéels et stratégiques qui ont structuré sa réactivation dès 2007.

Or, le phénomène interrégional étant pluriel, dans quelle mesure ces facteurs stratégiques et idéels sont-ils vérifiables ? Retrouve-t-on de tels processus et bases idéels dans les différentes initiatives interrégionales Sud-Sud ?

Concomitant à la réactivation de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud, le dialogue Afrique-Amérique du sud met en place un dialogue inédit entre deux continents qui ne partageaient jusqu' alors aucun espace de rencontre exclusif. Dès lors, cette deuxième partie s'interroge sur les composantes cognitives et idéelles de ce nouveau mécanisme de dialogue afro-sud-américain et comment celles-ci façonnent les calculs stratégiques au sein de celui-ci.

Pour ce faire, un retour historique est essentiel en vue de comprendre les contextes et les logiques qui ont structuré au fil des décennies le rapprochement entre Africains et Latino-Américains. C'est à cette fin, que le premier chapitre, à travers une approche historique, aborde la question de l'influence des facteurs exogènes, contextuels et systémiques d'une part et celle des facteurs endogènes d'autre part dans l'évolution des relations politico-diplomatique afro-latino-américaines allant des années 1960 jusqu'aux années 2000.

Fort de ces enseignements, nous focaliserons notre chapitre deux sur l'étude de cas de l'espace de coopération interrégionale ASA, dont la matérialisation se fait à travers la tenue de Sommets et Réunions⁶²⁰, avec un triple objectif en toile de fond décrypter le fonctionnement interne de l'ASACOF, puis, identifier les éléments cognitifs qui composent la base idéelle à l'origine du rapprochement interrégional Afrique-Amérique du sud. L'hypothèse défendue est celle qu'en

⁶²⁰ Il convient de préciser la distinction entre les acronymes ASA et ASACOF. Le terme ASACOF renvoie au Forum de Coopération Afrique -Amérique du Sud qui s'est tenu en 2006, 2009 et 2012 et est employé en vue de désigner la structure et les organes qui mettent en œuvre le dialogue entre les pays membres. L'acronyme ASA, désigne quant à lui, les relations interrégionales entre l'Afrique et l'Amérique du sud, et étant plus générique l'ASA inclue les trois sommets et rencontres de l' ASACOF.

tant qu'interaction sociale, l'interrégionalisme en terme générique, met en place un processus de circulation idéale au sein desquels sont remis en question certains aspects de la gouvernance mondiale, et où se forge une perception du rôle à jouer. Par ailleurs, conjointement à cette dimension idéale coexistent des enjeux de puissance au sein de l'ASA dont l'analyse constitue la troisième dimension de l'objectif poursuivi par ce deuxième chapitre. A cet effet, nous mobilisons des archives inédites récoltées auprès de l'Itamaraty et l'UNASUR, et des données qualitatives provenant d'entretiens sur le terrain.

Le troisième chapitre, quant à lui, aborde la capacité de l'ASA à mettre en place les différents objectifs fixés et met l'accent sur les nombreux défis auxquels l'ASA, mais plus généralement les interrégionalismes Sud-Sud, sont confrontés dans un contexte international en constante restructuration et mutation.

Chapitre 1 :

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS AFRO-LATINO-AMÉRICAINES⁶²¹ : DU BILATÉRALISME AU RAPPROCHEMENT INTERREGIONAL

Introduction

Aborder la question des relations entre les pays africains et latino-américains nécessite une contextualisation de l'évolution qu'ont connue lesdites dynamiques. Dès lors, à partir d'un retour historique dès les années 1960, ce premier chapitre souligne les facteurs structurels et idéels qui ont marqué et rythmé les échanges entre les deux régions. Cette démarche historique permet de mettre en lumière les trois différentes natures du dialogue afro-latino-américain au fil des décennies : du bilatéralisme en passant par le multilatéralisme jusqu'au premier épisode interrégional en 1983. Dès lors, l'objectif de ce chapitre consiste à démontrer comment les facteurs systémiques et nationaux coexistent et affectent les dynamiques de rapprochement entre l'Afrique et l'Amérique latine.

Pour ce faire, une analyse des prémisses du dialogue entre les deux continents permettra d'identifier des moments clés qui ont marqué ledit dialogue (I); puis, en tenant compte du nouveau contexte contemporain post 2001, il sera question de voir dans quelle mesure la redistribution du pouvoir sur la scène internationale a offert de nouvelles opportunités pour la relance d'un dialogue interrégional afro-sud-américain (II).

⁶²¹ En termes historiques, l'idée d'une région sud-américaine est postérieure à celle de la région latino-américaine, aussi la période étudiée le long de ce chapitre correspond à celle où la matérialisation d'un espace sud-américain n'était pas encore véritablement enclenchée. Par conséquent, le choix est fait d'utiliser le terme latino-américain et « dialogue afro-latino-américain » dans un sens générique en vue de désigner les dynamiques entre les pays africains et ceux d'Amérique Latine parmi lesquels Cuba et le Brésil.

Section 1 :

RETOUR HISTORIQUE DES PRÉMISSSES DU DIALOGUE POLITIQUE INTERREGIONAL

Au fil des décennies, les relations entre Africains et Sud-Américains vont évoluer passant d'un format essentiellement bilatéral à une première tentative de dialogue interrégional. Dès lors, cette première section analyse les différents contextes au sein desquels lesdites relations afro-sud-américaines ont évolué.

1. De relations bilatérales

Le dialogue entre les pays africains et latino-américains est marqué par son caractère cyclique et volatile. Tout au long de ces dernières décennies, voire des derniers siècles, ces deux régions du monde ont entretenu des moments de relations dynamiques et ont enchaîné des moments « aphoniques »⁶²² liés à une distanciation inscrite dans des contextes internationaux, régionaux et locaux particuliers. Cependant, bien qu'étant consciente que ce dialogue afro-latino-américain remonte à des périodes beaucoup plus anciennes, le choix est fait de prendre comme point de départ la période des indépendances africaines, autrement dit la fin des années 1950 et la décennie des années 1960. En effet, cette période a constitué une étape nouvelle au cours de laquelle les nouveaux États africains ont intégré la Communauté Internationale influençant ainsi la nouvelle structure et le schéma international. C'est donc à cette période que se mettent également en place du côté latino-américain des stratégies de rapprochement vis-à-vis de ces nouveaux acteurs étatiques⁶²³.

⁶²² Le terme d'aphonique pour caractériser les relations afro-latino-américaines est employé très souvent pour qualifier les dynamiques de rapprochement du Brésil avec l'Afrique notamment par J- F SOMBRA SARAIVA en 1996 dans *O Lugar da Africa a dimensao atlantica da politica externa brasileira de 1946 a nossos dias*, UnB, Brasilia, 1996, 280 p ; et repris par d'autres auteurs parmi lesquels G. LECHINI dans *Argentina y África en el espejo de Brasil. Política por impulsos o construcción de una política exterior?* Colección Sur-Sur, Clacso, Buenos Aires, 2006, p.288.

⁶²³ Selon l'auteur brésilien Sombra Saraiva, la stratégie et la politique du Brésil vis-à-vis du continent africain débute à partir des années 1962. Cf J-F. SOMBRA SARAIVA *op. cit.*p.12.

Les premiers liens politiques entre les nouveaux États africains et latino-américains se sont caractérisés essentiellement par des liens bilatéraux diplomatiques assez sporadiques notamment avec la signature des premiers accords commerciaux, des mémorandums d'entendement et également l'ouverture de représentations diplomatiques sur le continent africain et sud-américain.

Le dialogue afro-latino –américain s'est construit par « élans »⁶²⁴ et a dû s'adapter aux différents contextes internationaux. Dès lors, il y a lieu de distinguer analytiquement deux grandes périodes, qui ont marqué ces relations.

1.1. La période des années 60-70

Parmi les États pionniers en ce qui concerne le rapprochement vers les pays africains, trois États se distinguent : le Brésil, Cuba et l'Argentine. En effet, quelques mois après la victoire de Fidel Castro à Cuba, celui-ci voyagea en Égypte en 1959, puis une année plus tard lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies il prononça un discours dans lequel il déclarait le soutien de Cuba aux mouvements de Libération en Algérie. Il évoquait également le cas du Congo et de l'Afrique du Sud et exprimait le soutien de Cuba aux peuples opprimés qui souhaitaient obtenir une indépendance politique et économique. Dès lors, en 1961 Cuba fournit un soutien médical, matériel aux rebelles algériens du Front de Libération National (FLN)⁶²⁵. Puis au Congo avec la venue de Ernesto Guevara dit el « CHE » en 1964, ainsi que l'envoi de troupes cubaines, en Angola en 1975, en Éthiopie de 1977 à 1978 et en Namibie.

Néanmoins, bien que l'intervention de troupes cubaines sur le sol africain ait constitué une étape marquante dans les relations entre Cuba et les pays africains, la politique extérieure africaine de la Havane s'est caractérisée par une cohérence et une certaine continuité au fil des décennies⁶²⁶, et cela malgré l'embargo économique, commercial et financier des États-Unis dès 1962. En effet, la politique extérieure révolutionnaire cubaine durant cette première période avait une composante d'internationalisme orienté vers les pays du Tiers-Monde, mais aussi de solidarité qui se pérennisera des décennies plus tard. Ainsi, les liens qui unissent Cuba avec les

⁶²⁴ Le terme d' « élan » a été traduit de l'espagnol « impulsos » terme employé par G. LECHINI pour désigner les différentes initiatives de rapprochements qui ont été mises en œuvre tout au long de l'histoire des relations afro-latino-américaines. Voir G.LECHINI , « América latina y África. Entre la solidaridad sur-sur y los propios intereses », In, *Estudios Internacionales*, n°179,2014, pp 61-87.

⁶²⁵ P. GLEIJESES, «La primera experiencia cubana en África: Algeria (1961-1965)», In, *Temas*, n° 16-17, octobre 1998, pp.61-81.

⁶²⁶ A. DANILEVICZ PEREIRA, «A politica africana de Cuba: Idealismo ou pragmatismo? », In, *Revista Brasileira de Estudos Africanos*, v.1, n°2, Jul/Dez, 2016, p115.

pays africains concernent-ils essentiellement des accords de coopération en matière de santé, notamment avec l'envoi de troupes médicales en Afrique Centrale, d'éducation et dans le domaine du sport. Essentiellement idéologique, le rapprochement de Cuba vers les pays africains prendra une dimension multilatérale dès 1966 avec la tenue à la Havane de la première conférence Tricontinentale qui crée l'Organisation de Solidarité avec les peuples d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Cette organisation, dans la même lancée que la conférence de Bandung de 1955, promeut la solidarité avec les revendications et luttes des pays du Tiers Monde⁶²⁷.

L'Argentine, quant à elle, a déployé une approche vers le continent africain caractérisée par des dynamiques d'élans, avec des hauts (les élans) et des bas (l'inertie et la non politique)⁶²⁸. En effet, cette fluctuation de la politique extérieure argentine provient d'un ensemble de facteurs parmi lesquels l'instabilité politique (en l'occurrence l'alternance entre gouvernements civils et militaires) et les évolutions du système international. Cela a conduit à ce que l'Argentine, contrairement au Brésil ou à Cuba, n'ait pas véritablement mis en place une stratégie sur le long terme vis-à-vis du continent africain. Pourtant, le premier élan vers l'Afrique s'est déployé dès 1960 sous le gouvernement de Arturo Frondizi (1958-1962): il comportait des objectifs commerciaux et politiques. En effet, il a conduit à l'élaboration du Plan « Presencia argentina en Africa » en 1961 qui conseillait déjà d'orienter le regard argentin vers ce continent⁶²⁹. C'est sur la base des objectifs de ce Plan que la mission « Juan Llamazares » en 1962 a parcouru huit pays africains; trois ans après en 1965, une deuxième mission argentine en Afrique débouche sur l'ouverture des premières ambassades sur le continent : en Afrique du Sud, au Maroc, Nigeria, Ghana, en Algérie, au Sénégal, Liberia et en Ethiopie⁶³⁰. Toutefois, au fil des gouvernements successifs, les élans de rapprochement vers les pays africains sont restés conjoncturels et répondaient à des intérêts soit politico-stratégiques, soit commerciaux selon le contexte de l'époque.

Le Brésil, quant à lui, a effectué son premier élan de rapprochement vers le continent africain dès les années 1960. Toutefois, dans ce contexte des indépendances africaines, le Brésil a

⁶²⁷G. G. LECHINI, « América latina y África. Entre la solidaridad sur-sur y los propios intereses », In, *Estudios Internacionales*, n°179, 2014, pp 61-87.

⁶²⁸ G. LECHINI, *Argentina y África en el espejo de Brasil. ¿Política por impulsos o construcción de una política exterior?*, Colección Sur-Sur, Clacso, Buenos Aires, 2006, p.288.

⁶²⁹ G. LECHINI, « América latina y África. Entre la solidaridad sur-sur y los propios intereses », *op.cit.*, p.78.

⁶³⁰ *Ibid.*, p.78.

adopté une position assez ambiguë vis-à-vis des anciennes colonies portugaises en Afrique⁶³¹. En effet, Brasilia n'avait pas jusqu' alors reconnu les indépendances africaines. L'appui du Brésil aux puissances coloniales européennes notamment dans le cadre de l'Assemblée Générale de Nations Unies, répondait à l'intérêt d'une insertion internationale du Brésil et son affirmation post-Guerre⁶³². Cet appui était particulièrement vrai pour le cas des colonies portugaises en Afrique. En effet, le Brésil préservait sa relation spéciale avec le Portugal. Paradoxalement, dans le cadre d'une politique étrangère dite « indépendante » sous le gouvernement de Janio Quadros(1961) et celui de Jao Goulart (1961-1964), l'année 1961, a été qualifiée d'année « d'euphorie africaniste »⁶³³ car le Brésil ouvre plusieurs ambassades dans des villes africaines : Accra, Rabat, Tunis, Dakar, Porto Novo, Lagos, Luanda, Maputo, Nairobi, Hararé⁶³⁴. Cela fit du Brésil le pays latino-américain avec le plus grand nombre de représentations diplomatiques sur le continent africain.

Ce positionnement ambigu de Brasilia perdurera durant les années suivantes; il sera entretenu avec le coup d'État Militaire en 1964 et l'arrivée au pouvoir d'une vision internationale brésilienne pro-occidentale. Bien que son intérêt pour l'Afrique se soit maintenu après le coup d'État, certains auteurs décrivent des changements en termes de stratégie et de vision à l'égard des dites relations afro-brésiliennes. En effet, alors qu'il existait durant les années 1960 une forte dimension culturaliste dans la stratégie de rapprochement vers l'Afrique, la stratégie poursuivie au lendemain du coup d'Etat, dite politique « pragmatiste », défendait une position beaucoup plus stratégique notamment en ce qui concerne l'espace de l'Atlantique Sud⁶³⁵.

Par ailleurs, l'ambivalence de la politique brésilienne vis-à-vis du continent africain concernait aussi le cas de l'Afrique du Sud. Dès les années 1947 le Brésil entretenait une relation ambiguë avec Pretoria. En effet, le milieu conservateur et les militaires voyaient en l'Afrique du Sud un partenaire stratégique pour une coopération militaire dans l'Atlantique Sud en vue de limiter l'expansion communiste dans ledit espace. Ainsi, comme nous l'avons dit, des rapprochements entre les marines des deux États avaient été établis en dépit de la position officielle de Brasilia concernant le régime d'Apartheid.⁶³⁶

⁶³¹G. LECHINI, *op.cit.*, p.288; S.SANTANDER, « La politique africaine du Brésil », In, S. SANTANDER (dir) *L'Afrique nouveau terrain de jeu des émergents*, Karthala, Paris, 2014.

⁶³²J-F. SOMBRA SARAIVA, *O lugar da África: a dimensao atlântica da política externa brasileira (de 1946 a nosso dias)*. UNB, Brasilia , 1996.

⁶³³ *Ibid*, p.64.

⁶³⁴ *Ibid.*, p.65.

⁶³⁵ J-F. SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*, p.98.

⁶³⁶ Cf chapitre 1 Partie 1 de la présente thèse.

Du côté africain, quelques pays ont démontré un intérêt à tisser des accords de coopération avec les nouveaux partenaires latino-américains tels que l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie et l'Afrique du Sud⁶³⁷. Cet intérêt était perceptible aussi par la visite de Ministres africains au Brésil, notamment le Ministre de la planification du Congo en 1962, en 1963 la visite à Brasilia du Ministre du Développement durable du Nigéria ou encore celle du Ministre de l'Agriculture et de l'Industrie et du Commerce du Kenya en 1964⁶³⁸. Cependant, encore fraîchement indépendantes, les anciennes colonies européennes d'Afrique ont néanmoins maintenu des liens étroits avec la France, la Belgique ou encore l'Angleterre, ce qui constituait déjà à cette époque une des premières difficultés et explique le caractère sporadique des relations afro-sud-américaines durant cette période. Conscients du manque de connaissance du marché africain et en vue de faire connaître les produits brésiliens, Brasilia organise une mission commerciale en 1963 sur le continent africain, un an après la mission argentine en Afrique.

Par ailleurs, il faut noter que, même s'ils étaient essentiellement bilatéraux, les échanges existants entre les deux régions renfermaient déjà une dimension idéologique assez considérable, avec notamment une circulation idéationnelle de nature politique autour de l'image de la révolution cubaine, et des personnages latino-américains tels que Fidel Castro et Che Guevara en Afrique. Cette affinité idéologique est observable par la mobilisation dans les discours de figures africaines de la lutte pour l'indépendance ou de la révolution aussi bien du côté africain que latino-américain et s'est illustrée, voire accentuée durant la période de l'intervention cubaine au Congo et en Angola.

Dès cette période, les thèmes de l'indépendance et l'autonomie des peuples des pays en voie de développement cristallisent les intérêts communs des Africains et des latino-Américains. Ce bagage idéationnel est d'autant plus exacerbé dans le cadre du groupe du mouvement des « Non-Alignés » qui constitue l'un des premiers espaces où convergent pour la première fois des pays en voie de développement. En effet, créé en 1961, ce mouvement, qui réunit principalement les pays africains et asiatiques, pose les bases d'une troisième voie face à la rivalité entre les deux blocs, et illustre la capacité de ces pays à mettre en place des coalitions tiers-mondistes basées sur des revendications communes.

⁶³⁷ SISTEMA ECONÓMICO LATINOAMERICANO Y DEL CARIBE (SELA) , *Las relaciones de América Latina y el Caribe con África : situación actual y áreas de oportunidad*. Secretaría Permanente del SELA, Caracas Venezuela, Junio 2011, SP/ Di n° 07-11, p7.

⁶³⁸ J-F. SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*, p73.

Ainsi, en ce qui concerne le plan international, les pays africains et latino-américains se retrouvent dans le cadre d'organisations telles que les Nations Unies mais également au sein de certaines organisations spécifiques telles que le « Groupe des 77 » dès 1964. En effet, c'est dans le cadre de cette coalition des pays en voie de développement que vont continuer d'émerger les idées d'une action collective en vue de la défense des intérêts économiques et celles d'un nouvel ordre économique mondial en faveur des pays du Sud. Le fait d'intégrer de tels espaces de dialogue mettait en contact les délégations africaines et latino-américaines, mais sans pour autant que cela constitue un réel outil de diplomatie entre les partenaires afro-latino-américains car en dehors de ces rencontres ponctuelles le contact n'était pas maintenu.

Dès lors, dans cette première période, les faibles échanges commerciaux et les liens politiques entre les deux continents ne permettent pas de parler véritablement de « dialogue » entre eux. Les différents « élans » latino-américains envers le continent africain étaient à cette période marqués par une dimension idéologique pour le cas de Cuba, par une dimension commerciale en ce qui concerne le Brésil et la recherche de soutien dans les espaces internationaux pour le cas de l'Argentine⁶³⁹.

Néanmoins la dimension multilatérale initiée à cette période allait connaître un enthousiasme sans précédent rendant l'espace multilatéral propice aux revendications, à l'action collective, et au rapprochement des pays du Sud parmi lesquels les africains et les latino-américains.

1.2. Deuxième période : de 1970 jusqu'à 1982

A peu près dix ans après la vague des indépendances africaines, les relations afro-latino-américaines se maintiennent et restent néanmoins caractérisées par une concentration en termes d'acteurs clés aussi bien du côté sud-américain qu'africain. Les relations commerciales augmentent sensiblement mais restent toujours inférieures comparativement aux dynamiques commerciales entretenues avec les pays industrialisés que sont les anciennes métropoles. En effet, en 1979, les exportations des pays d'Amérique Latine vers l'Afrique ont atteint 1 184 millions de dollars représentant ainsi approximativement 2 % des exportations d'Amérique Latine au niveau mondial⁶⁴⁰. Du côté africain, les exportations vers les pays latino-américains ont atteint la même année, 798 millions de dollars⁶⁴¹ et les importations ont constitué au total

⁶³⁹ G. LECHINI, « América latina y África. Entre la solidaridad sur-sur y los propios intereses ». *Op.cit.* p. 63.

⁶⁴⁰ CEPAL/CEPA NATION UNIES « África y América latina: Perspectivas de Cooperación interregional », E/CEPA/G1198, Santiago de Chile, 1983, p 22.

⁶⁴¹ *ibid.*, p.23.

près de 2% du total des exportations de l’Afrique avec l’extérieur. Aussi, la concentration en termes d’acteurs commerciaux s’illustre avec le Brésil et l’Argentine qui à deux concentrent 80% des ventes avec les pays africains⁶⁴².

Cette deuxième période va être marquée par trois facteurs clés : d’abord le tournant décisif de la politique africaine du Brésil dès 1974, puis la période de fort enthousiasme tiers-mondiste qui va caractériser les années 70 jusqu’au début années 80, enfin, facteur important, la réunion de 1978 à Buenos Aires concernant la Coopération Technique pour le Développement (CTPD). Cette réunion de 1978 marque le moment à partir duquel vont être amorcées des initiatives en vue de mettre en pratique les recommandations pour l’efficacité d’une coopération entre pays en voie de développement dans le cadre des Nations Unies.

La stratégie ambiguë du Brésil par rapport à l’Afrique persistera jusqu’en 1974 dans un contexte international où la « Révolution des Œillets » au Portugal et les mouvements indépendantistes fragilisent Lisbonne contrainte à modifier sa politique africaine. Dès lors, s’opère un changement d’orientation de la stratégie brésilienne qui formule et met en place une politique cohérente et consistante pour le continent africain jusqu’à lors existante⁶⁴³. Le tournant décisif de l’approche renouvelée du Brésil s’est cristallisé avec la reconnaissance du premier gouvernement de la république populaire d’Angola en novembre 1975. Cette reconnaissance a, en plus de confirmer la distanciation du Brésil vis-à-vis de la politique africaine du Portugal, permis de modifier positivement l’image du Brésil auprès des États africains.

C’est également à cette période que Brasilia décide de traiter avec plus de sévérité la question de l’Afrique du Sud à la fois dans la cadre des Nations Unies que dans le cadre de ses relations bilatérales. Ce positionnement envers les pays africains s’inscrivait dans le cadre de la politique extérieure dite « pragmatique » poursuivie par Emilio Medici (1969-1974) puis par Giesel (1974-1979).

En effet, l’orientation de la politique étrangère dite « pragmatique » était orientée vers les projets de développement national et tenait compte des coûts et bénéfices d’une insertion plus agressive dans un contexte international et était à la recherche de partenaires, de marchés et d’intérêts matériels concrets⁶⁴⁴. Ainsi, alors que durant la première période des relations avec l’Afrique la dimension commerciale était insignifiante, dès les années 1970, celle-ci allait

⁶⁴² *Ibid.*, p.24.

⁶⁴³ P.PENNA, *Brasil e África do Sul, o arco Atlântico da Política Externa Brasileira (1918-2000)*. Porto Alegre, Funag/MRE, 2008, 364 p.

⁶⁴⁴ J-F.SOMBRA SARAIVA, *op.cit.*,p. 131.

devenir une variable importante dans la politique africaine du Brésil. En effet, l'expansion commerciale vers l'Afrique faisait partie d'une stratégie plus générale du Brésil qui visait à réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis en termes d'investissements et de commerce. Il ne s'agissait donc pas d'une stratégie spécifique pour le continent africain mais plutôt d'une stratégie intégrée pour les pays du Tiers-Monde⁶⁴⁵. Dès lors, comparativement aux autres pays latino-américains à l'exception de Cuba, le Brésil durant cette période va devenir l'un des principaux interlocuteurs et partenaire économique des pays africains. Toutefois, en dehors du cas brésilien, la dynamique de croissance des échanges entre les partenaires latino-américains concerne, dans une moindre mesure, également l'Argentine, la Colombie, le Venezuela et le Mexique, pour qui le continent africain apparaît comme un nouveau marché et une source d'approvisionnement en pétrole⁶⁴⁶. Pour ce qui concerne le cas de l'Argentine, s'observe, dès 1976, un élan commercial vers certains pays d'Afrique subsaharienne perçus comme un marché alternatif à l'europpéen marqué par des politiques protectionnistes de subsides de la CEE⁶⁴⁷.

Aussi, cette nouvelle dynamique commerciale de la politique africaine du Brésil s'inscrit-elle dans un contexte multilatéral marqué par un enthousiasme concernant les coalitions mises en œuvre entre pays en voie de développement. En effet, en 1973, le premier choc pétrolier et l'organisation autour de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP)⁶⁴⁸ montrent la capacité d'influence et le nouveau rapport de force et de négociation dont disposent les pays en voie de développement, ainsi que la réaffirmation des convictions pour la revendication d'un nouvel ordre économique international⁶⁴⁹. De plus, cet enthousiasme a été renforcé par la signature par l'Assemblée Générale des Nations Unies de la Déclaration du Nouvel Ordre Économique International en 1974 et la Charte des Droits et Devoirs des Pays Économiques des États⁶⁵⁰.

Toujours dans cette même dynamique, le troisième élément marquant de cette deuxième période va être la tenue de la première conférence internationale spécifique sur la Coopération entre pays du Sud organisée par les Nations Unies. En effet, les débats en son sein concernant

⁶⁴⁵ *Ibid.*, p.141.

⁶⁴⁶ NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, « Perspectives et problèmes liés à la promotion du commerce interrégional entre l'Afrique et les autres régions en développement » E/ECA/TRADE/88/21, 31 décembre 1988

⁶⁴⁷ G. LECHINI, « América latina y África. Entre la solidaridad sur-sur y los propios intereses ». *op.cit.* p. 67.

⁶⁴⁸ Organisation des Pays Producteurs de Pétrole

⁶⁴⁹ J. DELGADO CAICEDO, A. SAENZ PENAS, « Cooperación Sur-Sur: nuevas estrategias para repensar la dependencia », In, *Revista Latinoamericana Surmanía, Edición especial Diálogo Sur-Sur*, n°4, CLACSO, sept 2010, pp 23-36.

⁶⁵⁰ G. LECHINI, *op.cit.*, p.63.

le développement économique des pays en voie de développement sont de plus en plus fréquents. La Conférence de Buenos Aires tenue en 1978 sur le thème de « la Coopération Technique entre Pays en voie de Développement » marque une étape importante dès lors qu'elle aboutit à l'élaboration du Plan d'action concernant la coopération entre pays en développement. Le Plan d'action et de mise en œuvre de cette Conférence de Buenos Aires redonne une plus grande vigueur aux différents organes des Nations Unies afin que ceux-ci puissent mettre en place en leur sein des programmes et initiatives de coopération entre pays en développement. Ainsi par exemple, l'unité spéciale en vue de promouvoir la coopération entre pays en développement au sein du Programme des Nations Unies pour le développement créé en 1974 se voit-elle renforcée⁶⁵¹. Cela sera également le cas des Commissions économiques régionales pour l'Amérique Latine et les Caraïbes ainsi que celle pour l'Afrique, qui entameront des travaux communs pour une coopération interrégionale.

Aussi, cette Conférence s'inscrit en continuité avec les précédentes tenues autour de la même thématique, à savoir notamment la Conférence de Bandung en 1955 mais aussi avec la création en 1964 de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement avec la création en son sein du Groupe des 77. Néanmoins, contrairement à ces premiers épisodes de rassemblement entre pays du « Tiers Monde », la Conférence de Buenos Aires se focalisait davantage sur une dimension de coopération technique et non sur une dimension politique comme cela avait été le cas précédemment. A partir de 1978, la dimension politique de la coopération entre pays en développement se voit substituée par celle de type développementaliste qui sera maintenue au fil des conférences internationales suivantes. Bien plus qu'une mutation conceptuelle, certains auteurs évoquent la Coopération Sud-Sud comme une notion renfermant deux dimensions, la première politique et la deuxième axée sur la coopération technique, ou encore « scientifique, technologique et technique ».

Cet ensemble de facteurs crée un environnement favorable pour le renforcement des interactions entre latino-Américains et africains ; en effet, à cette période commencent les premières rencontres autour de l'idée d'une coopération interrégionale entre les deux continents.

⁶⁵¹United Nations Office for South-South Cooperation, site officiel, <https://www.unsouthsouth.org/ressources/base-de-donnees-des-solutions-sud-sud/?lang=fr> (consulté le 20/02/2019).

2. La première initiative interrégionale afro-sud-américaine : le projet de Coopération Interrégionale CEPALC-CEPA de 1983

Le dialogue et les relations afro-latino-américaines connaissent au courant des années 1970 jusqu'au début des années 1980 une amélioration significative aussi bien en termes d'échanges économiques qu'en termes de relations politiques marquées notamment par la participation conjointe à différentes rencontres internationales. Ainsi, la tenue des Conférences Internationales durant la moitié des années 1970 permet un certain contact entre les pays des deux régions autour de questions telles que celle d'un nouvel ordre économique international. En effet, se tient en 1979, un an après la réunion de Buenos Aires de 1978, la 4^{ème} réunion du Groupe des 77 à Arusha et conduit au Programme de Arusha pour l'« Auto-confiance collective et cadre pour les négociations »⁶⁵². La dimension multilatérale contribue à créer un nouvel espace au sein duquel les États africains et latino-américain se retrouvent pour défendre des intérêts communs accompagnés également par leurs homologues asiatiques.

Dès lors, c'est dans ce contexte de rencontres au niveau multilatéral, que l'idée de renforcer la coopération entre pays en développement au sein des Nations Unies émerge et conduit les différentes Commissions Économiques Régionales à envisager de plus près un nouveau type de coopération, celui interrégional.

2.1. Contexte et Objectifs

Ainsi, à partir des années 1977, les États africains et latino-américains sollicitent à travers l'approbation de différentes Résolutions, que chacune des deux Commissions Régionales pour l'Amérique Latine et Caraïbes (CEPAL), et celle pour l'Afrique (CEPA) qu'elles « intensifient leurs collaboration dans le but de promouvoir des programmes et projets pour fomentier la coopération économique et technique au niveau interrégional »⁶⁵³, et désignent les Secrétariats Exécutifs pour qu'ils coopèrent entre eux et avec les organes spécialisés des Nations Unies en vue de constituer des « centres de formulation, coordination et application de tels projets »⁶⁵⁴.

⁶⁵² NATIONS UNIES, « Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 5^{ème} session, Manille du 7 mai au 3 juin 1979 », Vol 1, New York, 1980, p.229.

⁶⁵³ Il s'agit en l'occurrence des Résolutions n° 302 (VII) de Kinshasa, et n°355 de Rabat signées par la CEPA respectivement en 1977 et 1979. Et les Résolutions 363 (XVII) ; 387 (XVIII) et 403 (XVIII) de 1979 approuvées par la CEPAL.

⁶⁵⁴ M.ALVAREZ URIANTE, «Cooperación Económica África-América Latina», *Estudios de Asia y Africa*, Vol.18, n°4 (58), oct-dec 1983, pp 604-656.

Ainsi impulsées par le processus initié durant les années 70⁶⁵⁵, et dans un contexte économique international en pleine mutation, les Commissions économiques régionales des Nations Unies pour l'Amérique Latine et celle pour l'Afrique ont élaboré dès le début des années 80 des travaux concernant l'intérêt d'un rapprochement interrégional entre les deux régions. En effet, en 1983, les deux Commissions des Nations Unies, élaborent un document intitulé « Afrique et Amérique Latine Perspectives de la Coopération Interrégionale ». Ce document, le premier de la sorte à cette époque, analyse les opportunités et les défis que pourraient engendrer des relations interrégionales dans trois domaines principaux ; en matière de commerce, de ressources humaines et de coopération dans le domaine de la science et de la technologie.

Le tableau ci-dessous reprend brièvement les principaux axes abordés par l'étude de 1983 et met en exergue la situation actuelle de la coopération existante entre les deux régions, qui est assez sporadique dans les trois domaines identifiés. Aussi, ledit document « Afrique et Amérique latine Perspectives de Coopération interrégionale » identifie les éléments qui constituent les limitations au renforcement de la coopération interrégionale afro-sud-américaines. Ici, il y a lieu de noter que l'un des éléments récurrents désigné comme obstacle est le manque d'informations et de connaissances de chacune des régions vis-à-vis de l'autre. En effet, aussi bien dans le domaine du commerce, des ressources humaines qu'au niveau de la coopération technique et scientifique, cette méconnaissance des nécessités et des capacités de l'autre région réduit la possibilité d'orienter efficacement des projets de coopération. Le travail effectué par les deux commissions s'est fait à partir d'un travail de terrain dans quelques pays africains et latino-américains⁶⁵⁶, et propose plusieurs stratégies concrètes sur le court et long terme pour impulser et surtout rendre efficace la coopération interrégionale afro-latino-américaine.

⁶⁵⁵ Dès les années 1970, sous l'initiative des Nations Unies, vont avoir lieu des Conférences Internationales sur la question de la Coopération Technique entre Pays en voie de développement notamment en 1978 à Buenos Aires celle-ci constitue le point de référence et à partir de laquelle vont être mis en place de nombreuses réunions et des programmes visant à promouvoir cette nouvelle forme de coopération horizontale.

⁶⁵⁶ Les pays africains concernés par l'étude de terrain sont : Sénégal, Côte d'Ivoire, Mozambique, Nigeria, Haute Volta, et du côté sud-américain il s'agit de l'ensemble des États.

Tableau n°6 : Etude sur les possibilités de coopération interrégionale Afrique-Amérique latine 1983⁶⁵⁷.

	Coopération interrégionale en matière de ressources humaines	Coopération interrégionale en matière commerciale	Coopération interrégionale en matière scientifique et technologique
Situation en 1978	Déficit de la main -d'œuvre qualifiée dans les secteurs technique, professionnel et exécutif. Dépendance de la coopération verticale en termes d'enseignement secondaire et universitaire. Déséquilibre entre les nouvelles priorités économiques et les ressources existantes.	Participation aux échanges déséquilibrés avec la concentration autour de quelques pays. Carences et insuffisance de l'offre exportable du côté africain (pétrole essentiellement). Échanges déséquilibrés en termes quantitatifs avec avantages pour l'AL. Compétitivité entre les produits exportés par les deux régions.	Coopération interrégionale quasi inexistante entre les deux régions. Coopération bilatérale en matière technique et scientifique du Brésil, Mexique et Colombie. Domaines concernés : technologie du bois, des matières pour la construction et énergies renouvelables à partir de produits agricoles.
Limites	Manque de connaissance relative aux capacités et nécessités de chaque région due au manque de personnel qualifié pour identifier les nécessités de capacitation Manque de budget pour financement de bourse Barrière linguistique et homologation des postes et diplômes	Absence de système de transport et communication. L'insuffisance des installations portuaires. Les tarifs élevés des opérations portuaires.	Le nombre réduit d'expériences de coopération scientifique limite le travail exploratoire.
Stratégies et recommandations prévues	Rencontres techniques en vue de confronter des systèmes de capacités dans les secteurs prioritaires d'intérêts communs. Établissement de centres internationaux de formation Identification de centres de transfert de compétences sud-américain pouvant fournir un appui matériel de formation et de bourses.	Mécanisme d'échanges d'informations. Convention multilatérale de compensation.	Mise en place d'un réseau d'information Échange de personnel Programmes conjoints de recherche et développement expérimental

Essentiellement technique, ce document élaboré par la CEPA et CEPAL produit donc un panorama des différentes perspectives de coopération et pose les bases à partir desquelles devraient être entamées des actions de coopération, et invite, dans ses conclusions, chacune des Commissions à mettre en œuvre lesdites propositions. Aussi, y a-t-il lieu de noter que ce document est l'aboutissement d'un travail inscrit sur plusieurs années et qui bénéficie principalement du financement du PNUD.

Le travail exploratoire que vont mener les deux Commissions économiques régionales CEPAL et CEPA se base et s'auto alimente de notions clés telles que « l'auto-confiance collective », la notion d'un système « d'autonomie collective » qui visent à un objectif précis, celui de réduire

⁶⁵⁷ Élaboré par l'auteure sur base des données du document officiel : CEPAL/CEPA NATION UNIS «África y América Latina: Perspectivas de Cooperación interregional», E/CEPA/G1198, Santiago de Chile, 1983.

la dépendance des pays en voie de développement vis-à-vis des pays développés⁶⁵⁸. Ces deux notions centrales ont été formulées et mises en exergue durant la vague des premières rencontres entre pays du Sud ultérieures à la formation du Groupe des G77 en 1967. En effet, elles renvoient aux deux aspects clés et inhérents à la Coopération Sud-Sud tels que conceptualisés à cette période : d'une part, il s'agissait d'une « solidarité politique »⁶⁵⁹ entre les pays en voie de développement en vue de créer des alliances de façon à renforcer leur pouvoir de négociations face aux pays développés, d'autre part, il s'agissait du transfert de connaissances et d'expériences en vue de réduire leur dépendance vis-à-vis des pays du Nord et accroître ainsi leurs autonomies et leur développement économique. En effet, la coopération technique ici est perçue comme l'outil à partir duquel le développement économique de ces régions permettra à celles-ci d'influer sur la structure des relations économiques internationales⁶⁶⁰.

Ainsi, on retrouve dans le document conjoint de la CEPAL/CEPA de 1983 la dimension politique et technique de la coopération entre pays en voie de développement. La mobilisation de ces notions de « auto-confiance collective » et « autonomie collective » dans le document final permet de comprendre la base idéationnelle sur laquelle s'appuyait cette première initiative de coopération interrégionale afro-latino-américaine. On a donc un interrégionalisme embryonnaire qui est pensé et qui se construit à partir d'une vision partagée des rapports de force et des moyens à mettre en place en vue de modifier le statu quo.

L'une des caractéristiques propres à la création et à l'usage d'espaces multilatéraux par les pays du Sud, est la place centrale qu'occupe la situation commune de périphérie sur la scène internationale, la vulnérabilité économique et le passé colonial dans la conscience collective et dans la rhétorique. En effet, ces espaces de coopération sud-sud multilatérale remettent en question la dominance Nord-Sud qui a marqué les Relations Internationales et par conséquent défendent une posture qui se veut réformiste⁶⁶¹.

⁶⁵⁸ « L'objectif final du projet commun CEPA/CEPAL consiste à fomentier la coopération interrégionale entre l'Afrique et l'Amérique latine, avec comme but de réduire les relations verticales existantes entre ces deux régions et les pays en voie de développement » (Traduction de l'Auteure), p 192 dans CEPAL/CEPA NATION UNIS «África y América latina: Perspectivas de Cooperación interregional», E/CEPA/G1198, Santiago de Chile, 1983.

⁶⁵⁹ G. LECHINI, « Cooperación Sur-Sur desde una perspectiva latino-americana: problema, perspectivas e impacto» in *América Latina nuevas relaciones hemisféricas e integración*, (coor) Darío Salina Figueredo, pp 431-460, México, 2016.

⁶⁶⁰ NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL « Perspectives et problèmes liés à la promotion du commerce interrégional entre l'Afrique et les autres régions en développement », E/ECA/TRADE/88/21, 31 décembre 1988, p.1.

⁶⁶¹ A. ABDENUR, F. MATHEIS, P. SEABRA, «An ocean for the Global South: Brazil and the zone of peace and cooperation in the South Atlantic», In, *Cambridge Review of International Affairs*, vol.29, n°3, 2016, pp.11-21.

L'identification de cette base idéale est essentielle, puisque comme l'on verra dans les chapitres suivants, à chacune des initiatives interrégionales correspond un ensemble d'idées et circulation idéale structurantes. En l'occurrence, dans le cas de l'interrégional afro-latino-américain, ce bagage idéationnel, qui se réactive au fil des décennies et des initiatives, s'actualise selon le contexte international en vigueur.

Toutefois cet ensemble d'idées et de perceptions partagées, aussi désigné comme « *likemindedness* »⁶⁶², n'a pas permis de limiter les différents obstacles auxquels ledit projet interrégional était confronté.

En effet, l'initiative formulée conjointement par la CEPAL et la CEPA a dû faire face à deux types d'obstacles: d'abord les internes liés essentiellement à la mise en œuvre effective desdits projets de coopération, et les difficultés d'ordre externe liées aux importantes transformations de la structure économique et politique de la scène internationale.

Pour ce qui concerne la dimension interne, l'un des éléments fondamentaux de la mise en œuvre de ce projet résidait dans le financement accordé par le PNUD en partie et par les Secrétariats de la CEPAL et la CEPA⁶⁶³. Ne s'appuyant sur aucun véritable bailleur de fonds déterminé sur le long terme, et face à l'inexistence de fonds propres mis à disposition, l'ensemble des conclusions et propositions des travaux de 1983 se sont retrouvées confrontées à un manque de subventions.

Aussi, huit ans après cette première étude, la Commission Économique et Sociale des Nations Unies publie-t-elle une étude intitulée « Perspectives et Problèmes liés à la promotion et l'expansion du Commerce entre l'Afrique et les autres régions en développement ». Dans le chapitre 2 concernant l'expansion du commerce entre l'Afrique et l'Amérique Latine, plusieurs éléments sont identifiés comme étant susceptibles d'affecter ces liens commerciaux encore fragiles.

Bien que ces travaux conçoivent les relations interrégionales afro-latino-américaines d'une perspective principalement économique et commerciale, ce rapport énumère les difficultés générales qui caractérisent ladite initiative interrégionale. Survient la barrière de la langue comme premier obstacle que l'on retrouve dans les rapports. A côté de cela, l'insuffisance

⁶⁶² Certains auteurs tels que G. LECHINI ont tenté de décrire cette base idéationnelle existante dans les relations Sud-Sud, notamment en définissant la coopération Sud-Sud comme une construction politique basée sur des bases communes idéationnelles une sorte de « *linkemindedness* ».

⁶⁶³ CEPAL/CEPA NATION UNIS «África y América Latina: Perspectivas de Cooperación interregional» , E/CEPA/G1198, Santiago de Chile, 1983, p.2.

d'informations sur le marché africain, et inversement concernant le marché latino –américain depuis l'Afrique, reste un frein considérable aux projets interrégionaux notamment en matière économique et commerciale. Et bien qu'il existe des relations plus étroites entre le Brésil et certains pays lusophones⁶⁶⁴, le manque de contact concernant le marché est généralisé. De plus, les structures concurrentielles de productions limitent les possibilités d'échanges, mais aussi la rigidité des structures de production et de marchés sont autant de facteurs qui rendent plus difficile l'interaction commerciale. Par ailleurs, la faiblesse des connexions de transport entre les deux continents et notamment l'existence d'un nombre assez réduit de corridors directs constitue un obstacle non négligeable dès lors que les coûts de transport sont élevés. Toujours en termes de logistique, l'inadéquation des infrastructures portuaires aussi bien du côté africain que sud-américain et les frais imposés aux cargos ont été également évoqués dans les différents rapports⁶⁶⁵.

Néanmoins face aux différentes limitations internes qui caractérisent la mise en place de telles dynamiques interrégionales, il y a lieu de souligner que ce premier essai de coopération interrégionale afro-latino-américain a contribué à trois éléments essentiels :

D'abord, il a permis de poser les bases d'une nouvelle forme de dialogue, jusque-là encore jamais mise en œuvre entre les pays africains et latino-américains; il instaure donc l'idée que conjointement à la dimension bilatérale que connaissent les relations afro-latino-américaines, il existe des opportunités considérables en termes aussi bien de coopération économique et commerciale qu'en termes de coopération technique au niveau interrégional.

Puis, ce premier épisode d'interaction interrégionale entre la CEPAL et la CEPA débuté dès les années 1977 lors des premières rencontres, a constitué un processus de socialisation entre les fonctionnaires africains et latino-américains permettant ainsi un apprentissage réciproque. Ce processus de socialisation a conduit donc à poser les bases pour une compréhension réciproque et un apprentissage du fonctionnement politique, des productions commerciales et fonctionnement des codes sociaux spécifiques de chacune des régions; mais aussi, il a conduit d'une certaine façon à instaurer un climat de confiance essentiel à l'échange d'informations et que l'on retrouve dans la notion de « auto-confiance collective ».

⁶⁶⁴ Dès les années 60 le Brésil constitue durant cette période le principal partenaire latino-américain des pays africains. Voir J-F. SOMBRA SARAIVA, *O lugar da África: a dimensão atlântica da política externa brasileira (de 1946 a nossos dias)*. UNB, Brasília, 1996, p 125.

⁶⁶⁵ J. HOFFMAN, P. ISA, G. PEREZ, « Trade and Maritime Transport between Africa and South America », In, *CEPAL-SERIE Recursos Naturales e Infraestructura*, n° 19. March 2001, Santiago Chile, p.34.

Enfin, cette initiative interrégionale a permis d'élaborer des statistiques concernant les échanges commerciaux en proportionnant ainsi un panorama régional, qui permettra de servir de base plus tard. En effet, en plus de fournir des données actualisées, cette initiative servira de base de données des décennies plus tard lorsque le rapprochement interrégional sera à nouveau pensé.

Parallèlement aux facteurs internes, les événements survenus sur la scène internationale et les répercussions que ceux-ci entraînent, ont marqué voire conditionné considérablement la dynamique d'une coopération interrégionale afro-latino-américaine. Il y a lieu de distinguer, d'une part, les faits économiques, ceux liés à l'économie internationale, et d'autre part, les faits politiques; ces deux ensembles de variables s'influencent mutuellement, et par conséquent nécessitent une analyse conjointe.

En effet, en ce qui concerne le domaine économique, les années 80 vont être marquées par une crise économique sévère notamment la crise de la dette qui touche la plupart des pays latino-américains et africains. Cette crise va limiter considérablement la capacité de ceux-ci à réunir les fonds pour différentes initiatives sud-sud⁶⁶⁶. Dès lors, vont être mises en place des mesures d'ajustement imposées par le Fond Monétaire International (FMI) qui consisteront à mettre en œuvre des stratégies d'austérité. Le terme de « la década perdida » renvoie à cette période marquée par la nécessité de réduction budgétaire, la faible croissance économique et les premiers cas d'hyper-inflation en Amérique Latine. Aussi, cela correspond également à l'idée d'un continent africain en sursis en raison de la stagnation de son économie et des différentes crises politiques qui secouent le continent.

Pour ce qui est des événements politiques marquants, la fin de la Guerre Froide en 1989 a constitué une étape cruciale dès lors qu'elle a entraîné une restructuration de la scène internationale. En effet, jusqu'alors, l'ordre international avait été caractérisé par un système bipolaire basé sur l'antagonisme entre les deux blocs rivaux, ce qui cristallisait et structurait les relations internationales. Avec la fin de cet affrontement idéologique, l'ordre international passe à une unipolarité marquée par la puissance économique américaine et par l'avènement du néolibéralisme comme paradigme de pensée principale⁶⁶⁷. Par conséquent, la priorité au sein des agendas politiques des États en voie de développement ne va pas être aux liens Sud-Sud.

⁶⁶⁶ Le rapport fait par le Conseil Économique et Social des Nations Unies en 1988, évoque une baisse importante du commerce entre les pays en développement de l'ordre de 2,9% et vers les pays industrialisés la baisse des échanges a atteint 5,2% durant la période allant de 1981-1985. Rapport E/ECA/TRADE/88/21 du 31 décembre 1988.

⁶⁶⁷ J. DELGADO CAICEDO, A. SAENZ PENAS, *op.cit.*, p.27.

2.2. Résultats faibles et début de la période « aphonique » des années 1990

Dès lors, l'ouverture des marchés et le processus de globalisation grandissant renforcent l'interdépendance des économies et accentuent la formation de pôles économiques autour des États-Unis, l'Europe et l'Asie du Sud-Est. Ainsi, face à cette nouvelle reconfiguration internationale, les pays du Sud vont devoir s'adapter et mettre en place diverses stratégies d'insertion économique et politique aussi bien au niveau national, régional qu'au niveau multilatéral.

En effet, le contexte international qui prévaut au lendemain de ces travaux CEPA/CEPAL a eu également des répercussions sur les différents processus régionaux en cours sur chacun des deux continents. Ainsi, cette période allant de 1980 jusqu'aux années 1990 va-t-elle voir un changement de paradigme en termes d'intégration régionale marquée par l'échec des instances régionales à faire face à la crise de la dette et d'un autre côté par la mise en place de nouvelles orientations politico-économiques. En l'occurrence, cette mutation correspond à ce qui est désigné comme le « nouveau régionalisme » et qui se réfère à l'ouverture des organisations régionales vers les marchés internationaux⁶⁶⁸. En effet, en ce qui concerne le cas de l'Amérique Latine et de l'Afrique, la fin de la Guerre Froide et toutes les modifications d'ordre structurel subséquentes, signifiaient qu'il était devenu nécessaire de s'adapter et de s'inscrire au sein de l'économie Internationale afin de ne pas demeurer en périphérie. Il y avait un souci d'approfondissement de l'insertion dans l'économie mondiale⁶⁶⁹.

Ainsi du côté africain, dès 1991 le Traité d'Abuja crée la Communauté Économique Africaine et impulse l'élaboration de « communautés économiques régionales ». Il propose aussi une

⁶⁶⁸ Bien que la distinction entre l'ancien et le nouveau régionalisme connaît plusieurs perspectives d'analyse il existe dans la littérature une position commune concernant la période concernée qui est celle couvrant la fin de la Guerre Froide en 1989, et qui renvoie à une ouverture des marchés, l'adoption de modèles néolibéraux et le début de la région comme actrice au sein des relations internationales. Pour approfondir le sujet voir les travaux des auteurs tels que H.HANGGI, « Interregionalism as a multifaceted phenomenon : in search of typology », in H.HANGGI, R.ROLOFF, J.RULAND (eds), *Interregionalism and International Relations*, Routledge, London, 2006, pp.31-62 ; B.HETTNE, « Beyond the « new » regionalism », *New Political Economy*, vol 10, n°4, 2005, pp.543-571 ; F.SODERBAUM, *Rethinking Regionalism*, Basingstoke, Palgrave macmillan, 2016, p.252 ; F.SODERBAUM, P.STALGREN, L.VAN LANGENHOVE, « the Eu as a Global Actor and the dynamic of Interregionalism : A comparative Analysis », *European Integration*, n°27, 2005, pp.365-380.

⁶⁶⁹ D.BACH, « Régionalismes, régionalisation et globalisation », In, GAZIBO.M, THIRIOT.C, *Le Politique en Afrique, état des débats et pistes de recherche*, Karthala, Paris 2009. Pp 344-361.

stratégie d'harmonisation et de coordination entre elles⁶⁷⁰. Cette stratégie visait à prévenir d'une certaine façon la marginalisation dans un ordre international en pleine mutation⁶⁷¹. Toujours dans ce même ordre d'idées, dix ans plus tard l'OUA⁶⁷² laisse place à l'Union Africaine.

L'interconnexion des marchés et la globalisation économique entraînent une certaine perte de contrôle par l'État de l'économie dominée par la loi des marchés. Dès lors, l'espace régional apparaît aux yeux de l'État comme un outil en vue de maintenir une certaine forme de régulation et d'accroître son pouvoir d'influence sur la scène internationale⁶⁷³. Par conséquent, du côté latino-américain, la reconfiguration spatiale s'est matérialisée à travers la création de nouveaux accords de libres échanges tels que celui de l'Accord de Libre Echange Nord-américain réunissant le Canada, les États-Unis et le Mexique (ALENA) en 1991, mais aussi par la création de nouveaux processus d'intégration régionale tels que le MERCOSUR.

La signature du Traité d'Asunción en 1991 qui crée le Marché Commun du Sud (entré en vigueur en 1995) résulte du rapprochement entre les gouvernements brésilien et argentin initié au courant des années 1980. En effet, le dégel de la rivalité entre le Brésil et l'Argentine et leurs volontés d'instaurer des relations exemptes de tensions militaires, conduit à la création d'un marché commun et d'une zone de libre-échange, ainsi qu'à la formation d'un cadre qui « pérennise les politiques monétaires-libérales nationales, et qui constitue pour les économies nationales un vecteur d'insertion compétitive à la globalisation »⁶⁷⁴.

L'essor de cette nouvelle dynamique et de ces nouveaux modèles de régionalismes éloigne les perspectives d'un dialogue interrégional Sud-Sud d'autant plus que s'installe ce qui est désigné comme l'« Afro pessimisme ». Dès lors, l'enthousiasme des années 70 et du début des années 80 sur les perspectives d'une coopération interrégionale entre l'Afrique et l'Amérique Latine diminue. Néanmoins, la pratique du fait interrégional se multiplie, car la dynamique d'extraversion⁶⁷⁵ caractéristique du « nouveau régionalisme » se traduit par la signature de

⁶⁷⁰ A. MAHIOU, « La Communauté économique africaine », In, *Annuaire Français de Droit International*, n°39, 1993, pp798-819.

⁶⁷¹ F. MATTHEIS, *New regionalism in the South, MERCOSUR and SADC in a comparative and interregional perspective*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2014 p 124.

⁶⁷² Organisation de l'Unité Africaine.

⁶⁷³ S. SANTANDER, « Le MERCOSUR et ses Etats membres : les asymétries interétatiques, un obstacle à l'intégration ? », In, A. MUSSET et V. M. SORIA (dir) *ALENA- MERCOSUR : Enjeux et limites de l'intégration américaine ?* 2001, Paris, 224p.

⁶⁷⁴S. SANTANDER, « Invariances et Ruptures dans le Mercosur », In, S. SANTANDER (dir) *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*. Presses Universitaires, Liège, 2012 p 16.

⁶⁷⁵ D. BACH, *op.cit.* p.350.

plusieurs accords interrégionaux avec les partenaires européens ou américains. En effet, chacune des organisations régionales existantes aussi bien en Amérique Latine qu'en Afrique va établir ou poursuivre des relations interrégionales avec le partenaire européen qu'est l'Union européenne. Ainsi, les choix des États pour répondre aux enjeux stratégiques de l'époque ont conduit à ce que l'enceinte multilatérale cesse d'être le lieu d'articulation conjointe des revendications des pays du Sud. Cette période voit donc une dissolution de l'action multilatérale du Sud⁶⁷⁶ mais aussi la réduction des possibilités de mises en œuvre d'une coopération Sud-Sud politique, dans le sens de l'élaboration et de la recherche d'une plus grande autonomie à travers des alliances »⁶⁷⁷.

Par ailleurs, cette période aphonique des relations entre Africains et Latino-Américains va connaître un renouveau d'élan qui s'inscrit dans un contexte global en pleine restructuration dès la fin des années 1990 et au début des années 2000, qui, comme on le verra dans la section suivante, ouvrira de nouvelles marges d'action pour les États du Sud.

⁶⁷⁶ G. LECHINI, «La cooperación Sur-Sur como herramienta de inserción internacional », In, C. ESCUDE (ed) *Pensar las relaciones argentino-chinas en el bicentenario de la República Argentina*, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, Rosario, 2010, pp 21-39.

⁶⁷⁷ G. LECHINI, (dir) *La Cooperación Sur-Sur en las Políticas Exteriores de Argentina y Brasil en el siglo XXI*, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, Rosario, 2014, p.7.

Section 2 :

LE CONTEXTE DE CRÉATION DES SOMMETS AMÉRIQUE DU SUD- AFRIQUE DÈS 2006

En analysant les transformations opérées aussi bien sur la structure de la scène internationale que dans les contextes régionaux, cette deuxième section poursuit l'objectif d'étudier les facteurs exogènes et endogènes consécutifs à la création d'une nouvelle initiative de dialogue interrégional afro-sud-américain.

1. Contexte international : une nouvelle fenêtre d'opportunité pour les relations Sud-Sud

Le nouveau contexte international post Guerre Froide est marqué par de nombreux changements systémiques qui vont offrir un plus grand espace pour l'émergence des pays en développement comme des acteurs significatifs sur la scène internationale⁶⁷⁸. Dès lors, il sera question dans la présente sous-section de voir dans quelle mesure la montée en puissance des économies émergentes participe ou non à une distribution du pouvoir et, comment celle-ci a entraîné la formation de nouveaux espaces d'action Sud-Sud.

1.1 La montée en puissance des économies émergentes : une redistribution du pouvoir ?

Le contexte politique international au sortir de la Guerre Froide et notamment au début du XXIème siècle est considéré comme étant « un processus de transition offrant de nouvelles marges d'action pour de nouveaux États »⁶⁷⁹. Lechini quant à elle parle d'une plus grande marge d'admissibilité internationale⁶⁸⁰ donnant la possibilité à ces nouveaux acteurs de questionner les structures de pouvoir en vigueur, et d'exiger un rôle prépondérant sur l'ordre actuel⁶⁸¹.

⁶⁷⁸ S. ZONDI, C. MOORE, « IBSA's Global role: An African Perspective », *In, Journal of Developing Societies*, vol.31, n°4, 2015, pp.488-512.

⁶⁷⁹ E. BRUN, « Mudanças no Panorama internacional por meios das relações Sul-Sul: Relações do Brasil, Chile e Venezuela com os países em desenvolvimento da África, Ásia e Oriente Medio », FUNAG, Brasília, 2016, p.708.

⁶⁸⁰ Traduction faite par l'Auteur de l'espagnol : « permisibilidad internacional ».

⁶⁸¹ G. LECHIN, C. GIACCAGLIA (eds), *Poderes Emergentes y Cooperación Sur-Sur: Perspectivas desde el Sur Global*. UNR Editora, Rosario, 2016, p.7.

Cette idée d'ouverture de nouvelles marges d'action pour les États issus du Global South provient de l'identification de certains facteurs propices qui ont favorisé l'apparition d'opportunités stratégiques d'action. En effet, la notion de marge d'opportunité renvoie à plusieurs évolutions opérées à différents niveaux : international, régional et local.

Au niveau international, nombreux sont les auteurs qui ont identifié un processus de relocalisation du pouvoir mondial dès les années 2000⁶⁸²; et cela notamment avec la nouvelle orientation de la politique extérieure des États-Unis dès 2001 d'une part, la crise de légitimité des principales instances internationales en vigueur telles que le Fond Monétaire Économique, ou encore le Conseil de Sécurité des Nations Unies d'autre part.

Ainsi, selon Brun, la politique unilatérale du gouvernement américain a favorisé le rapprochement des pays du Sud. En effet, la crispation a endurci les revendications du Sud.⁶⁸³ Concrètement, toujours selon cette auteure, l'orientation de la politique étrangère américaine autour de trois axes a contribué au renforcement des relations Sud-Sud. Il s'agit de la priorité donnée aux questions sécuritaires, la dégradation de l'image des États-Unis au niveau international, et sa position vis-à-vis des relations Sud-Sud.⁶⁸⁴ Ainsi, les États tels que le Brésil et le Venezuela ont tiré profit de cette conjoncture internationale de deux manières : d'abord en utilisant la position unilatérale des États-Unis pour souligner l'asymétrie dont ils font l'objet en vue ainsi de se légitimer ; puis ces États ont agi de manière concertée et ont renouvelé l'action du Sud sur la scène internationale⁶⁸⁵.

A côté de cette conjoncture politique internationale, le facteur économique est également décisif, dès lors qu'il permet la mise en œuvre de nouvelles ambitions et offre une plus grande crédibilité. Dès lors, dès le début des années 2000 une grande partie des pays sud-américains et africains connaissent une croissance économique due notamment à la forte augmentation de la demande en matière première chinoise⁶⁸⁶. Ainsi, tandis l'Europe et les États-Unis traversent encore la crise économique de 2008, les pays dits émergents voient leur poids économique s'accroître de plus en plus sur l'économie mondiale; ce qui les pousse à aspirer à un plus grand protagonisme en ce qui concerne la gestion des affaires mondiales⁶⁸⁷.

⁶⁸² S. SANTANDER (dir), *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, Karthala, Paris 2014.

⁶⁸³ E. BRUN, *op.cit.*, p.320.

⁶⁸⁴ *ibid.*, p.390.

⁶⁸⁵ *Ibid.*, p.391.

⁶⁸⁶ G. LECHINI, C. GIACCAGLIA (eds), *op. cit.*, p. 18.

⁶⁸⁷ S. SANTANDER, *op.cit.* p.111.

Dans cette perspective, cette relocalisation ou encore ce décentrage du pouvoir mondial a eu pour conséquence la réactivation des liens Sud-Sud, les revendications des pays du Sud,⁶⁸⁸ et donc l'ouverture de nouveaux espaces d'action collective Sud-Sud.

1.2 De nouveaux espaces d'action Sud-Sud : Nouvelles opportunités et revendications du passé

Comme nous l'avons dit plus haut, les changements systémiques vont laisser une plus grande marge de manœuvre pour les pays à économies émergentes qui vont créer de nouveaux espaces de dialogue et de coopération exclusifs entre eux, apparaissant ainsi comme des nouveaux acteurs au sein de la gouvernance globale.

Ces nouveaux espaces Sud-Sud se mettront en place sous différentes dimensions, notamment sous la forme de coalitions, de clubs ou de forums réunissant un nombre réduit d'États considérés comme ayant une croissance économique des plus élevées dans leurs régions respectives, les faisant apparaître ainsi, comme les principales puissances régionales. C'est notamment le cas des BRICS⁶⁸⁹, de l'IBSA⁶⁹⁰.

Bien que ces nouvelles formes de socialisation entre pays du Sud soient nouvelles, et s'inscrivent dans un contexte mondial différent marqué par une décentralisation du pouvoir mondial, leurs revendications quant à elles sont anciennes. En effet, bien que ces requêtes aient été déjà mobilisées durant les années 1955 lors de la Conférence de Bandung, et la création du Mouvement des Non Alignés en 1961, dans un contexte de Guerre Froide, elles sont remobilisées à la lueur des enjeux contemporains qui affectent toujours les pays du Sud.

Ces revendications concernent essentiellement la réforme des principales institutions internationales de gouvernance mondiale pour une plus grande insertion des États issus du Global South dans les processus décisionnels. De même, cette remise en question des institutions issues des Accords de Bretton Woods, est l'illustration d'une crise de la légitimité de ce modèle de gouvernance mondiale concurrencé par ces nouvelles initiatives de dialogue par le Sud⁶⁹¹.

⁶⁸⁸ E. BRUN, *op.cit.*, p.389.

⁶⁸⁹ BRICS est un acronyme pour désigner les pays qui forment ladite coalition : le Brésil, la Russie, la Chine et depuis 2011 l'Afrique du Sud.

⁶⁹⁰ IBSA est un acronyme pour désigner les pays qui forment ladite coalition : L'Inde, le Brésil, et l'Afrique du sud.

⁶⁹¹ Cf. Le chapitre 3 de la Partie II du présent travail aborde plus amplement cette question.

Par ailleurs, conjointement aux coalitions Sud-Sud mises en place, les nouvelles marges de manœuvre déployées par les Suds vont également prendre forme au niveau régional et conduire à un nouveau type de dialogue entre régions du Sud au travers d'initiatives interrégionales Sud-Sud. Le nombre grandissant de processus interrégionaux s'explique dès la fin des années 1990 par les changements au sein de l'économie internationale, ce qui a « poussé les régions périphériques à commencer à diversifier leurs agendas internationaux dans le but d'étendre leurs potentiels politiques et économiques en établissant des liens avec d'autres régions »⁶⁹².

Dès lors, l'interrégionalisme apparaît comme un éventail d'options stratégiques offert aux pays émergents et du Sud en vue d'atteindre leur double objectif de remise en question de leur marginalisation au sein des instances internationales, et celui de leur développement.

De même, au niveau individuel et particulièrement pour les puissances régionales à grandes ambitions internationales, à l'instar du Brésil, l'interrégionalisme Sud-Sud offre l'avantage de pouvoir déployer son influence en dehors de son espace régional. Comme cela a été abordé lors du chapitre 1 partie 1, l'instrumentalisation stratégique de forums interrégionaux Sud-Sud sied aux ambitions de projection internationale et de reconnaissance d'un statut international.

Aussi, ce nouvel élan de protagonisme des Suds répond à des changements opérés au niveau international et, de manière simultanée, à des évolutions liées au contexte régional et national. En effet, aussi bien l'Amérique du Sud que l'Afrique voient leurs contextes politiques et économiques en pleine mutation.

2. Contexte politico-économique régional

2.1 D'une perspective sud-américaine : le tournant à gauche des années 2000

Le début du XXIème siècle a été marqué en Amérique du Sud par l'arrivée au pouvoir de gouvernements dits « progressistes » au Brésil, au Venezuela, en Bolivie, en Argentine, en Uruguay et en Equateur. Ces pays placent au cœur de leurs politiques des stratégies d'insertion internationales plus autonomes aussi bien concernant leurs intégrations régionales en Amérique

⁶⁹² C. OLIVET, « Unravelling Interregionalism Theory: A Critical Analysis of the New Interregional Relations between Latin America and East Asia », In, VI Reunión de la Red de Estudios de América Latina y el Caribe sobre Asia-Pacífico (REDEALAP), 12 et 13 oct 2005, Buenos Aires, p.5; H. HANGGI, « Interregionalism as a multifaceted phenomenon: in search of a typology », In, H. HANGGI, R. ROLOFF, J. RULAND (eds) *Interregionalism and International Relations*, Routledge, London, 2006, pp.31-62.

Latine que leurs politiques extérieures.⁶⁹³ La transformation du paysage politique latino-américain se produit dans un contexte de crise économique et sociale existant depuis les années 1990. Les gouvernements avaient alors mis en œuvre des plans de type néolibéral issus du Consensus de Washington prônant la libéralisation des marchés, la privatisation et occasionnant ainsi le déséquilibre économique, et accentuant la fracture sociale⁶⁹⁴.

Désignés autour de la notion de « tournant à gauche »⁶⁹⁵, ces nouveaux gouvernements, en dépit de leur hétérogénéité, marquent le début d'une période qui verra la mise en place de nouvelles orientations de politiques extérieures et qui sera marquée sur le plan régional par la création d'un certain nombre d'initiatives.

Pour ce qui concerne les stratégies de politiques extérieures, le couplage alternance politique et importations chinoises combiné à l'éloignement des États-Unis et de l'Europe a conduit à de nouvelles priorités axées sur le rapprochement avec les partenaires du Sud⁶⁹⁶. Cela a notamment été le cas du Brésil, puis du Venezuela, avec la mise en place de stratégies africaines intensives.

Par ailleurs, ces nouvelles orientations politiques en Amérique du Sud ont eu un impact considérable dans le processus d'intégration régionale, créant ainsi une « altération de sa cartographie »⁶⁹⁷. En effet, au cours de cette période, plusieurs nouvelles initiatives régionales ont vu le jour, telle que celle de l'Alliance Bolivarienne des Peuples de notre Amérique (ALBA) née en 2004, et l'Union des Nations d'Amérique du Sud, (UNASUR) signée en 2008.

Les initiatives ALBA, et UNASUR se différencient des initiatives régionales préexistantes par leurs agendas beaucoup plus élargis que ceux purement économiques. Ce « retour à la

⁶⁹³ M.R. SOARES DE LIMA, C.R.S. MILANI, Política Externa, Geopolítica e Modelos de Desenvolvimento », In, SOARES DE LIMA, C.R.S. MILANI, E.MUNOZ (eds) *Cooperación Sur-Sur, política exterior y modelos de desarrollo en América Latina*, Bueno Aires, CLACSO, 2016.p 21.

⁶⁹⁴ S.SANTANDER, « El 'giro a la izquierda' en América Latina.: Fragmentación y recomposición de la geopolítica regional», *Cuadernos sobre Relaciones Internacionales, Regionalismo y Desarrollo*, Vol. 4. No. 7, 2009, pp.17-38.

⁶⁹⁵ C.GOIRAND, «Les gauches en Amérique Latine: avant-propos», In, *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol 13, n°3, 2005, pp.267-282 ; O. DABENE, « Consistency and Resilience through cycles of repolitization», In, P. Rigiroszi y D. Tussie, *The Rise of Post-hegemonic regionalism. The case of Latin America*, Londres,2012, Springer, pp. 41-64.

⁶⁹⁶ JJ. KOURLIANDSKY, « Le rapprochement afro-latino-américain : signe d'un monde en mutation ? », In, S. SANTANDER (dir) *L'Afrique, un nouveau terrain de jeu des émergents*. Karthala, Paris 2014, pp. 79-95.

⁶⁹⁷ J-A. SANAHUJA, F-J. VERDES-MONTENEGRO, «Seguridad y defensa en Suramérica: regionalismo, cooperación y autonomía en el marco de UNASUR», In, *Anuario de Integración 10*, 2014.pp. 487-530.

politique » ou « repolitisation »⁶⁹⁸ de la politique extérieure et de l'intégration régionale conduit à l'incorporation d'agendas de sécurité de défense et des énergies entre autres.

Qualifiées de régionalisme « post-hégémoniques » ou encore « post-libéral », les initiatives de l'ALBA et de l'UNASUR s'inscrivent dans un contexte de compétition et de rivalités entre projet régional⁶⁹⁹, et une logique de recherche d'une plus grande autonomie vis-à-vis des acteurs extérieurs. Stratégiquement, l'UNASUR sied à plusieurs égards aux ambitions du Brésil⁷⁰⁰. En effet, d'une part ce projet apparaît comme un instrument politique pour asseoir son influence et son leadership de façon consensuelle dans la sous-région, et d'autre part, l'UNASUR matérialise et donne forme à l'idée d'une région sud-américaine⁷⁰¹ qui, en quête d'autonomie, met en place des relations avec d'autres régions du monde⁷⁰². En effet, l'un des trois piliers sur lesquels se construit l'UNASUR est celui concernant « la concertation et la coordination des politiques extérieures avec comme objectif d'affirmer l'Amérique du Sud comme un groupe régional dans les relations internationales »⁷⁰³.

Toutefois, il est important de noter que le tournant à gauche a conduit à plusieurs désaccords politiques entre les gouvernements dits de même orientation idéologique. En effet, comme le souligne Santander, l'arrivée au pouvoir de gouvernement de tendance progressiste a accentué le radicalisme politique et le nationalisme économique mettant ainsi à mal les projets d'intégration régionale⁷⁰⁴.

Cependant, malgré ces désaccords politiques, les narratives qui accompagnent le processus d'intégration régionale en Amérique Latine mettent l'accent sur les relations Sud-Sud et

⁶⁹⁸O. DABENE « Consistency and Resilience through cycles of repolitization », In, P. RIGIROZZI, D. TUSSIE, *The Rise of Post-hegemonic regionalism. The case of Latin America*, Springer, Londres, 2012 pp. 41-64.

⁶⁹⁹ S. SANTANDER, « Invariances et ruptures dans le Mercosur », In S. SANTANDER (dir) *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*. Presses Universitaires de Liège, 2012.

⁷⁰⁰ Concernant les ambitions du Brésil dans le cadre de l'UNASUR plusieurs auteurs ont abordé la question, parmi lesquels J-A.SANAHUJA, « Multilateralismo y regionalismo en clave suramericana : el caso de UNASUR », *Pensamiento Propio*, Juin 2011, n°16, pp. 115-158 ; S. SANTANDER, *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*. Presses Universitaires de Liège, Liège, 2012, p.368. ;

⁷⁰¹ L'Amérique du Sud comme région est une construction politique qui apparaît comme étant un nouveau cadre de référence régionale à côté de référence traditionnelle tels que celui d'Amérique latine.

⁷⁰² J-A.SANAHUJA, « La construcción de una región: Suramérica y el regionalismo posliberal », In M.CIENFUEGOS, J.A. SANAHUJA, *Una región en construcción: UNASUR y la integración en América del Sur*, Ed. CIDOB., Barcelona, 2010, p.88.

⁷⁰³ *Ibid.*, p.103.

⁷⁰⁴ S. SANTANDER, « Invariances et ruptures dans le Mercosur », dans S. SANTANDER (dir) *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*. Presses Universitaires de Liège, 2012, pp.13-32.

incluent l'élargissement vers les coalitions et les alliances interrégionales⁷⁰⁵. C'est dans cette perspective, que dès sa création et sa ratification en 2004 et 2008, l'Union des pays sud-américains participe à plusieurs Fora de dialogue et de coopération avec l'Union africaine, et les pays de la Ligue arabe, devenant ainsi un acteur sur la scène internationale.

Par ailleurs, à cette période, du côté africain, le contexte régional connaît également des évolutions considérables contribuant au rapprochement vers les partenaires Sud-Sud.

2.2 D'une perspective africaine

Tout comme les États sud-américains, les États africains ont connu dès la fin des années 1990 et au début des années 2000 des évolutions politiques (élections présidentielles et alternance démocratique), économiques (croissance économique liée à l'évolution du prix du cours du pétrole) qui émanent aussi bien du contexte international que du régional et national.

Alors que l'Afrique avait été mise à l'écart et considérée comme une « cause perdue » de l'économie internationale, celle-ci apparaît dès le début du XXIème siècle au cœur des stratégies de politiques extérieures des pays émergents à la recherche de ressource de matière première, de diversification des marchés et de visibilité internationale⁷⁰⁶.

Ce regain d'intérêt de la part des pays émergents pour le continent conduit à le faire apparaître comme un nouveau terrain de jeu au sein duquel se déploient diverses stratégies de séduction et de rapprochement. En effet, en tête de file, la Chine, suivie de l'Inde, du Brésil, de la Turquie et de la Russie vont, chacun à des degrés d'intensité différents, engager envers le continent africain un activisme diplomatique croissant, et augmenter leur participation dans le commerce extérieur africain.⁷⁰⁷

Face à ce déploiement de stratégies des émergents, les États africains ont été confrontés, et le demeurent encore jusqu'à présent, au défi de réussir à tirer profit des opportunités qu'engendrent cette diversification de nouveaux partenaires. Or, cela revient à établir des stratégies à la fois nationales et régionales qui identifient les priorités de développement africain⁷⁰⁸.

⁷⁰⁵ M-R. SOARES DE LIMA, C-R-S. MILANI, *op.cit.*, p. 27.

⁷⁰⁶ SANTANDER.S (dir), *op.cit.* p.110.

⁷⁰⁷ *Ibid.* p.304.

⁷⁰⁸ MPUTU.J.C, BAENDA FIMBO.Z, « Quelle stratégies africaines face aux émergents ? », In, S. SANTANDER (dir) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*. Karthala, Paris 2014.

Au niveau national, au début des années 2000, nombreux sont les États africains ayant mis en place des Plans Émergents⁷⁰⁹ visant sur un moyen-long terme des objectifs de développement social et économique. Cependant, ces Plans ont pour la plupart été élaborés dans des contextes d'élections électorales et brossent des projets ambitieux assez larges. Ils visent plus à renforcer la crédibilité du parti au pouvoir qu'à établir des stratégies pérennes. Aussi, les budgets sur la base desquels sont prévus les différents projets s'appuient sur le prix du baril de pétrole qui durant les années 2009 était élevé. Or, dès 2014, la chute des cours du baril de pétrole qu'ont connu les principaux pays producteurs a eu comme impact la baisse des recettes des États. Face à cette situation créée par une faible diversification de l'économie, la plupart des États africains vont se tourner vers des bailleurs de fonds, dont le principal est la Chine. Si la Chine apparaissait déjà comme l'un des principaux nouveaux bailleurs de fonds pour les projets de modernisation d'infrastructures dès les années 2010, la crise du prix du baril de pétrole vient quant à elle renforcer la position peu assertive des États africains vis-à-vis de ce « partenaire » émergent.

Toutefois, la capacité à mettre en œuvre des stratégies nationales face à l'arrivée des émergents varie d'un État à un autre selon les réalités politiques et économiques de chacun. Ainsi par exemple, le cas de l'Afrique du Sud se distingue de la grande majorité des États africains.

Arrivé au pouvoir en 2009, le gouvernement de Jacob Zuma va axer sa politique extérieure autour de cinq piliers parmi lesquels : le renforcement de l'agenda africain, l'approfondissement des relations Sud-Sud, l'élargissement des liens avec les pays du Nord, le renforcement des relations économiques et politiques, et la participation dans le système international de gouvernance⁷¹⁰. A partir de ces cinq piliers, Landsberg définit plusieurs « cercles concentriques »⁷¹¹ qui caractérisent la politique extérieure du gouvernement de Zuma dès 2009. Ce sera donc en fonction d'intérêts stratégiques clairement identifiés que l'Afrique du Sud mettra en œuvre sa stratégie d'approximation vis-à-vis des pays émergents.

En dépit de leurs spécificités nationales, les États africains francophones ont, dans le cadre de leurs stratégies de diversification des partenaires, mis à mal la position privilégiée de la France comme principal partenaire traditionnel. En effet, l'ouverture des marchés publics aux

⁷⁰⁹ Les Plans émergents sont des documents officiels qui définissent les nouvelles orientations de la politique extérieure et nationale et présentent les réformes et projets dans les secteurs clés de l'économie nationale dans un court et moyen terme.

⁷¹⁰C. LANDSBERG, « The foreign policy of the Zuma government: pursuing the 'national interest'? », In, *South African Journal of International Affairs*, n°17 ;3, 2010, pp.273-293.

⁷¹¹ C. LANDSBERG, « The Concentric Circles of South Africa's Foreign Policy under Jacob Zuma », In, *India Quarterly*, June 2014, Vol. 70, No. 2 (June 2014), pp. 153-172.

partenaires émergents et asiatiques a conduit à une concurrence avec le groupe français Bolloré spécialisé dans la logistique et présent dans une quinzaine de pays africains. Ainsi, exclu de certains appels d'offre le groupe français n'hésite pas à saisir le Tribunal Administratif camerounais pour contester cette décision en dépit des affaires de corruption concernant l'attribution de concessions portuaires au Togo et en Guinée⁷¹².

Toujours dans ce même contexte, la stratégie de diversification des partenaires économiques s'accompagne de mesures et d'initiatives nationalistes dans des États et des secteurs qui jusqu'à présent étaient la chasse gardée des entreprises occidentales, c'est le cas notamment du secteur énergétique pétrolier. Cela a été le cas du Gabon, pays producteur de pétrole, qui en 2011, crée sa Société des hydrocarbures ayant pour mission de gérer et de développer les participations de l'État gabonais dans le secteur pétrolier.

Aussi, au niveau régional, conjointement aux stratégies de rapprochement bilatérales se sont mises en œuvre des initiatives interrégionales à travers la multiplication d'espaces de coopération et de dialogue de type quasi-interrégional avec d'une part l'Union Africaine et de l'autre un État émergent, il s'agit en l'occurrence des forums : Afrique-Chine, Afrique-Inde, Afrique-Turquie.

Comme l'indique l'étude des archives et des documents officiels de l'Union Africaine, les relations qu'entretient cette dernière avec ses partenaires extra régionaux se cristallisent autour de deux éléments : l'identification des secteurs prioritaires d'une part, et d'autre part, la collaboration entre différents programmes déjà existants en matière de coopération au développement. En effet, l'Union Africaine souligne la nécessité d'une coordination avec le Nouveau Programme pour le développement en Afrique (NEPAD) dans la mise en œuvre des partenariats stratégiques avec les émergents⁷¹³, ainsi que l'intérêt d'une harmonisation des tâches entre les différents partenariats⁷¹⁴.

Cette stratégie de diversification des partenaires internationaux et de mécanismes de dialogue met en lumière les intérêts stratégiques poursuivis par l'Union Africaine et ses États membres. En effet, l'opportunité stratégique de ces nouveaux espaces de dialogue avec les partenaires

⁷¹² L'Express : « Ports africains : Bolloré SA mis en examen pour « corruption » », en ligne, consulté le 01/12/2019. https://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/ports-africains-bollore-sa-mis-en-examen-pour-corruption_2053109.html

⁷¹³ Archives Union Africaine EX-CL/304(X), 2007.

⁷¹⁴ EX-CL/Dec 397(XII) Decision on Africa's strategic Partnerships, 2007.

émergents repose sur la capacité de la Commission de l'Union Africaine à établir un partenariat ayant pour but l'industrialisation du continent africain⁷¹⁵.

Dès lors, toujours dans cette même dynamique, l'Union Africaine a identifié huit axes prioritaires qui doivent encadrer les partenariats avec les pays émergents, particulièrement avec la Chine, l'Inde, et le Brésil : Renforcer la coopération économique et l'accès aux marchés pour les produits africains ; Booster la productivité agricole en promouvant une auto-suffisance alimentaire ; Renforcer le secteur des services en Afrique, et accroître le secteur privé ; Développer les ressources humaines; Développer les sources d'énergie en Afrique; Installer des activités de recherche et développement ; Accélérer le développement des infrastructures afin de faciliter les échanges intra-africains ; Renforcer les échanges socio-culturels.

Par ailleurs, ce même rapport portant sur les partenariats stratégiques avec les pays émergents énonce les principes clés sur lesquels doivent reposer les relations entre le continent africain et ses partenaires : « doivent être des partenariats vrais, de confiance et d'avantages mutuels et non de donateurs-bénéficiaires ; il doit s'agir de « co-développement » où l'humain est placé au centre, et où chacune des parties accepte d'engager ses ressources et atouts pour les intérêts communs »⁷¹⁶.

Par ailleurs, cette pluralité de Forum traduit une nouvelle forme de compétition géopolitique entre les grandes puissances et celles émergentes sur le continent africain, et se cristallise notamment autour de la rivalité États-Unis- Chine-Russie⁷¹⁷.

Dès lors, la question de l'utilité stratégique de cet ensemble de rencontres interrégionales s'est posée d'une perspective africaine. Soulé distingue au sein de l'usage stratégique quatre éléments qui caractérisent la participation africaine⁷¹⁸ : Attirer les investissements à travers un « forum shopping » dans un environnement compétitif; Diversifier les partenaires économiques en vue de réduire la dépendance; Revendiquer une plus grande marge de manœuvre et remettre en question les règles limitant leur attractivité économique, et Éviter l'isolement politique et atteindre une visibilité internationale.

⁷¹⁵ MWAYILA TSHIYEMBE, « L'impact géopolitique des États continents sur la régionalisation de l'économie mondiale : le cas du nouveau partenariat Afrique/Chine/Brésil », In, *Présence Africaine*, 2007/1, n°175, pp 517-527.

⁷¹⁶ EX-CL/Dec 397(XII) Decision on Africa's strategic Partnerships,2007

⁷¹⁷ F. SOULE , « 'Africa+1' summit diplomacy and the 'new scramble' narrative: recentring african agency », In, *African affairs* (London), 2020. pp.1-14.

⁷¹⁸ *Ibid.*, p. 8.

C'est dans ce contexte que l'UA encouragea ses États membres à participer au premier Sommet Afrique-Amérique du Sud tenu à Abuja au Nigeria en ces termes : « exhorte tous les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour participer massivement au Sommet ; et demande au Gouvernement nigérian et à la Commission de tout mettre en œuvre afin que le Sommet soit couronné de succès »⁷¹⁹.

Dès lors, ce fut lors de la visite au Nigeria du Président Ignacio Lula Da Silva en 2005 que l'initiative de créer un espace de dialogue « Afrique-Amérique du Sud » a été accordé avec le président nigérian Olusegun Obasanjo.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité du Forum Brésil-Afrique déjà mis en œuvre quelques années auparavant et vient également donner un nouvel élan aux négociations concernant l'accord préférentiel de commerce entre le MERCOSUR et la SADC⁷²⁰. Contrairement au projet de coopération interrégionale de 1983, l'initiative ASA, comme l'indique son nom, circonscrit la participation de l'Amérique Latine à la partie sud-américaine, excluant ainsi le Mexique et les États d'Amérique Centrale et des Caraïbes. Analysée comme étant un choix stratégique de la part du Brésil d'exclure son rival mexicain, la création de l'ASA et du Forum Amérique du sud-Pays arabes (ASPA) en 2005, participe à la tentative de présenter au niveau international l'Amérique du Sud comme un nouvel acteur sur la scène internationale sous l'égide de Brasilia, et cela avant l'entrée en vigueur de l'UNASUR.

Caractérisé par un fort enthousiasme de la part des États pionniers, le premier Sommet tenu à Abuja en 2006 ne fera cependant pas la une des principaux médias d'informations internationales.

Dès lors, va se mettre en œuvre une nouvelle période inédite d'intensification des relations, des contacts et interactions entre diplomates africains et sud-américains qui auront, en plus de la distance physique et la méconnaissance mutuelle, à mettre en place des agendas communs.

⁷¹⁹ Assembly/AU/Dec 128(VII), 2007.

⁷²⁰ F. MATTHEIS, « Volatile Interregionalism : The case of South Atlantic Relations » , In, MATTHEIS, LITSEGARD (ed) *Interregionalism across the Atlantic Space*, United Nations University, Vol 15, Springer, Bruges, 2018.

CONCLUSION

En revenant sur les trente premières années qui ont suivi la mise en place des premières relations politiques entre les États africains et latino-américains, ce chapitre a mis en évidence deux variables dépendantes qui façonnent et conditionnent d'une part l'intensité du rapprochement entre les deux régions, et d'autre part, la forme que lesdites relations afro-latino-américaines sont susceptibles d'adopter.

En effet, le premier facteur est celui de « la fenêtre d'opportunité stratégique », et renvoie à l'idée que l'intensification ou le relâchement des relations afro-latino-américaines varie selon le degré de marge de manœuvre qu'offre la structure de l'ordre international actuel. Autrement dit, que l'on soit dans un système unipolaire, bipolaire ou multipolaire, la fenêtre d'opportunité ou encore la marge de manœuvre permettant un rapprochement entre les deux régions varie. Aussi, la dimension économique s'avère-t-elle être également une composante au facteur de fenêtre d'opportunité. En effet, selon que l'on soit dans une période de croissance économique ou de crise profonde, les opportunités d'intensification des relations Sud-Sud s'accroissent ou se voient limitées.

Le deuxième facteur est celui de la « sphère idéale » notamment la perception et la vision qu'ont les États sur la réalité internationale actuelle et donc leur perception des rapports de force. A partir de cette perception, se construisent les ambitions internationales de l'État et se met en place une stratégie de politique étrangère dans laquelle la place d'un rapprochement ou d'une intensification des relations avec les partenaires du Sud va être importante ou marginale.

Ces deux facteurs, la fenêtre d'opportunité stratégique et la sphère idéale offrent une grille de lecture afin d'appréhender les dynamiques externes, structurelles et internes qui entrent en jeu.

En l'occurrence, la période postérieure aux indépendances africaines et le courant des années 1970 a constitué une fenêtre d'opportunité inédite conduisant à la mise en place de dialogue Sud-Sud au niveau bilatéral et multilatéral. La première initiative interrégionale de coopération afro-latino-américaine s'inscrivait dans cet élan mais a dû cependant faire face aux différentes mutations structurelles et crises économiques entraînées notamment par la fin de la Guerre Froide et la mise en place du modèle néolibéral. Ce nouveau contexte a eu pour effet de réduire la fenêtre d'opportunité stratégique et d'altérer la sphère idéale notamment la perception autour de l'utilité stratégique d'un dialogue direct entre Africains et Latino-Américains de la part desdits gouvernements respectifs.

Appliqués à cette période, les deux facteurs identifiés ont permis d'analyser l'évolution des relations entre Africains et Latino-Américains au fil des décennies alternant entre moments « aphoniques » et moments de regain d'intensité.

Toujours dans cette approche historique chronologique, il a été question tout au long de ce chapitre d'analyser comment les mutations systémiques, apparues dès la fin des années 1990 et au début des années 2000, ont conduit à une reconfiguration des rapports de force laissant émerger de nouveaux acteurs issus du Sud. Il a été démontré que, impulsé par le poids de plus en plus croissant de ces économies émergentes sur l'économie mondiale, le décentrage de la gouvernance mondiale a permis d'offrir de nouvelles marges de manœuvre pour un renouveau de relations Sud-Sud.

C'est donc dans un contexte international de renouveau du paysage politique et de croissance économique des principaux leaders régionaux du Sud que l'initiative de coopération et de dialogue interrégional Afrique-Amérique du Sud émerge en 2006. A l'instar des travaux menés en 1983 par les deux Commissions Économiques d'Afrique et d'Amérique Latine des Nations Unies, le projet de l'ASA, tel qu'il est développé dans sa première Déclaration, cherche à construire des nouvelles opportunités de coopération dans des secteurs clés d'intérêts communs. Toutefois, ces deux initiatives diffèrent en ce qui concerne la place des États nations dans ledit processus interrégional d'une part, et d'autre part dans les intérêts stratégiques qui accompagnent l'ASA.

Dès lors, au vu des importantes mutations structurelles présentées précédemment, plusieurs interrogations demeurent : quelle forme prendra ce nouveau dialogue afro-sud-américain dans un contexte de méconnaissance mutuel ? Quelles vont être les stratégies déployées au sein de ce nouveau mécanisme ?

Chapitre 2 :
LE DIALOGUE AFRO-SUD-AMÉRICAIN
DANS LE CADRE DE L'ASACOF
(« AFRICA-SOUTH AMERICA COOPERATION FORUM »)

INTRODUCTION

Ce chapitre aborde le fonctionnement du nouveau mécanisme de dialogue afro-sud-américain avec, en toile de fond, le questionnement autour du travail de coopération interrégional. En effet, quel degré de flexibilité et d'informalité a marqué le travail préparatoire des trois Sommets ASA ? Quelles sont les axes et les domaines prioritaires dudit dialogue ?

L'interrégionalisme étant une interaction sociale, il est pertinent de s'intéresser aux dimensions cognitives inhérentes à ce mécanisme interrégional. En effet, existe-t-il des valeurs et des principes vers lesquels les États africains et sud-américains convergent ? Dans quelle mesure les discours mettent-ils en lumière une communauté idéale et façonnent-ils un sentiment d'identité commune ? En vue d'y apporter des éléments de réponse, nous mobiliserons des données qualitatives récoltées lors de nos différents séjours sur les terrains africains et sud-américains, par le biais d'une analyse de discours. Or, toute analyse de discours devant prendre en compte les variables contextuelles et les aspects stratégiques de la question, il nous faudra donc nous intéresser aux enjeux de pouvoir qui accompagnent les initiatives et les discours de certains États dans l'ASACOF. La perspective constructiviste nous aidera tout au long de ce chapitre à mettre la lumière sur les éléments cognitifs présents et partagés dans ledit forum, tandis que la géopolitique critique nous donnera les outils pour appréhender les logiques et approches autour de cet espace imagé afro-sud-américain.

Dès lors, le présent chapitre s'organise comme suit : il sera question dans un premier temps d'étudier les différentes composantes qui structurent le fonctionnement interne de l'ASA, et cela en nous penchant sur la configuration et le format dudit Forum (1) ; puis d'observer la structure idéale qui la compose (2) et enfin de relever les différentes relations internes de pouvoir et de rivalités (3).

Section 1 :

LA CONFIGURATION ET LE FORMAT DU DIALOGUE INTERRÉGIONAL AFRO-SUD-AMÉRICAIN.

Il est question, dans cette première section, de se pencher sur la nature et la structure du mécanisme de dialogue ASA, puis d'étudier le type de coopération mis en place, avant d'analyser l'évolution qu'a connue le dialogue ASA après une décennie d'existence.

1. La Nature et la structure interne de l'ASACOF⁷²¹

La présente sous-section aborde la question de la nature de l'ASACOF (1.1) avant d'analyser l'architecture dudit mécanisme à partir de la mobilisation d'archives (1.2).

1.1 Interrégionalisme bilatéral ou transrégionalisme ?

La nature de l'ASA n'a pas fait l'objet d'unanimité entre les auteurs. En effet, désigné comme un « forum bi-régional » dans la presse, l'ASA par son acronyme fait référence à deux régions. Toutefois, la littérature spécialisée sur l'étude des phénomènes interrégionaux distingue plusieurs typologies, comme cela a été démontré dans le cadre théorique de la présente thèse. Rappelons donc en synthétisant que, en choisissant comme critère de différenciation la nature des acteurs participant aux interactions interrégionales, Hanggi a mis en évidence trois types d'interrégionalismes :

Le premier, « l'interrégionalisme pur » ou encore « *l'interrégionalisme bilatéral* » qui peut être mis en œuvre entre deux organisations régionales, entre deux groupes régionaux ou encore entre une organisation régionale et un groupe régional. Le deuxième, dit « *Transrégionalisme* », qui rassemble des États participant individuellement, sans pour autant que ceux-ci appartiennent à une organisation régionale. Il s'agit de relations interrégionales « dans lesquelles deux ou plus régions disperses ont un faible 'actorship' sans qu'aucune d'entre elles ne négocie en tant

⁷²¹ L'acronyme ASACOF renvoie au Forum Afrique-Amérique du sud créé en 2006 et est employé en vue de désigner la structure et les organes qui mettent en œuvre le dialogue afro-sud-américain.

qu'organisation régionale »⁷²². Et, enfin le troisième type, l'« *interrégionalisme hybride* » ou encore le « *quasi-interrégionalisme* » qui concerne les relations entre un groupe régional ou une organisation régionale avec un État tiers situé dans une autre région⁷²³.

Cependant s'il est vrai que cette typologie a permis de faire une distinction claire entre les modèles interrégionaux, il n'en demeure pas moins que le cas afro-sud-américain apparaît comme une exception qui vient mettre à mal les frontières entre « interrégionalisme pur » et « transrégionalisme ».

En effet, pour ce qui concerne le cas de l'ASA, les différents acteurs participants sont des États ayant signé individuellement la Déclaration d'Abuja en 2006, par laquelle ils confèrent à l'Union africaine, puis une fois instituée, à l'UNASUR le rôle de soutien audit dialogue sud-sud⁷²⁴. Aussi, la place centrale des États dans le mécanisme de dialogue ASA va être confirmée au fur et à mesure de l'évolution de la construction de l'architecture interne dudit mécanisme.

Par ailleurs, on retrouve dans le texte de la Déclaration d'Abuja l'idée centrale d'une coopération bi-régionale, inclusive qui englobe les deux régions. Ainsi, la déclaration emploie à onze reprises la notion « our two regions », et dix-sept fois celle de « the two regions », contre uniquement une fois « our countries ».

Dès lors, malgré la dimension transrégionale de ces relations, l'idée au cœur de ladite initiative est d'instaurer un dialogue « de région à région ». On retrouve ainsi une conscience régionale.

En effet, les États sud-américains s'identifient comme appartenant à une région sud-américaine. Avec l'entrée en vigueur du Traité de Brasilia du 23 mai 2008 instituant l'UNASUR, l'idée d'une identité sud-américaine s'est renforcée, puisque celui-ci apparaît comme l'organe régional venant chapeauter la partie sud-américaine. Ainsi, un an plus tard, en 2009, lors du 2^{ème} Sommet ASA, le rôle de soutien des deux organisations régionales a été rappelé, renforçant le rôle central des États-nations dans ledit dialogue.

Ainsi, la Déclaration de Nueva Esparta évoque ce rôle en affirmant que les différents objectifs comptent sur « le fort appui de l'Union Africaine ainsi que sur celui de l'Union des Pays d'Amérique sud, comme piliers importants de la coopération entre nos peuples, (...) grâce

⁷²² F. BAERT, T. SCARAMAGLI, F. SODERBAUM, *Intersecting Interregionalism: Regions, Global Governance and the EU*, Springer, 2014, p. 5.

⁷²³ *ibid.* p. 6.

⁷²⁴ Voir AFRICA-SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Primera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Abuja, Abuja, Nigeria, 26-30 Nov 2006; AFRICA – SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Segunda Cumbre América del Sur -África, Declaración de Nueva Esparta, Nueva Esparta, República Bolivariana de Venezuela, 26-27 sept 2009.

à la contribution et au rôle joué par lesdites organisations durant les réunions de préparation de ce deuxième sommet »⁷²⁵.

Dès lors, l'ASA met en place un interrégionalisme bilatéral qui accorde aux États une place centrale dans la structure et la mise en œuvre des projets. La liberté et le protagonisme cédés aux États nations place la nature de l'ASA à mi-chemin entre l'interrégionalisme pur et le transrégionalisme. Cette ambivalence de la nature de l'ASA met en lumière deux choses. D'une part la pluralité du phénomène interrégional qui, comme nous l'avons souligné en début de thèse, impose une attention particulière aux réalités locales des interactions interrégionales étudiées; d'autre part, cette ambivalence soulève la question de l'adéquation entre la typologie proposée par Hanggi et les modèles d'interrégionalismes développés par les régions du Sud.

En effet, s'il a été établi qu'à chaque initiative interrégionale correspondent des logiques et intérêts particuliers⁷²⁶, le choix pour ce format s'explique par des raisons pratiques et propres à la réalité des deux régions. Ainsi, la sauvegarde de leurs souverainetés étatiques ainsi que la flexibilité des réunions et des agendas constituent-ils des traits caractéristiques aux initiatives multilatérales du Sud⁷²⁷.

1.2 L'architecture flexible de l'ASACOF

L'architecture interne du mécanisme de dialogue ASACOF a évolué au fur et à mesure des rencontres de haut niveau depuis 2006. Celle-ci se caractérise par une flexibilité et par la place prépondérante des États dans ledit processus interrégional.

En effet, la flexibilité de l'ASACOF repose sur l'absence de secrétariat permanent d'une part, et d'autre part, par l'existence d'organes reposant essentiellement sur une dynamique de réunions et de système rotatif. Cette flexibilité, instaurée dès le premier Sommet en 2006 à Abuja, répond à plusieurs facteurs parmi lesquels il faut relever principalement des éléments pratiques : en effet, les limites au niveau des moyens financiers pour un siège physique permanent, et l'existence d'un enchevêtrement d'institutions et de Forums régionaux dans chacune des deux régions sont autant de raisons qui expliquent la recherche d'un degré de flexibilité en vue donc d'échapper à la lourdeur et à la lenteur administratives. Bien entendu, à côté de ces éléments pratiques existaient également des facteurs politiques tels que, à titre

⁷²⁵ *Ibid.*, p.7.

⁷²⁶ S. FERABOLLI., « Regions that matter: the Arab-South American interregional space », *Third Quarterly*, vol.38, n°8, 2016, pp. 1767-1781

⁷²⁷ A. ABDENUR ERTHAL, F. MATTEHIS, P. SEABRA, « Inter-regional multilateralism in the Global South The zone of peace and cooperation in the South Atlantic », S.ARIS, A.SNETKOV, A.WENGER, (Dir.) *Inter-organizational Relations in International Security: Cooperation and Competition*, Routledge 2018, London, pp. 188-206.

d'exemple, la question qui se serait posée du choix de l'État hôte abritant le siège permanent, ainsi que les questions liées à l'intégration dans les budgets nationaux de nouvelles dépenses liées au fonctionnement des bureaux.

Dès lors, cette flexibilité offre certains avantages mais aussi, comme on le verra, des coûts en termes logistiques et humains.

Considérée à tort par certains auteurs comme signe de faible pérennité, la flexibilité de l'architecture du Forum ASA ne signifiait pas l'absence de travail conjoint. Bien au contraire, l'analyse des archives de part et d'autre de l'Atlantique Sud a montré que dans ce système de secrétariat rotatif et de groupes de travail, les Africains et les Sud-Américains ont mis en œuvre de nouvelles formes de contacts et de collaboration qui ont permis d'atteindre des objectifs de moyen et court termes du dialogue.

Par ailleurs, cette flexibilité permet une évolution au fil des années. En effet, de 2006 à 2011, et même jusqu'à 2015, lors des dernières rencontres au niveau régional, l'architecture de l'ASA a évolué avec l'ajout progressif d'organes et de restructuration des rôles dans le but de rendre ledit forum fonctionnel. Ainsi, chacune des Trois Déclarations prévoit dans la partie « Mécanisme de suivi et de Plan d'Action » un rappel de la structure adoptée et confirmée qui guidera et organisera toutes les rencontres⁷²⁸. Toutefois, comme on le verra, ce caractère évolutif n'a pas toujours constitué un atout dans la pratique.

L'autre caractéristique de ce mécanisme ASACOF est la place centrale des États, particulièrement des États initiateurs dudit dialogue interrégional, que sont le Brésil et le Nigéria.

Ces États occupent une place en plein cœur de l'ASACOF et se voient dès lors attribuer des rôles cruciaux. En effet, la Déclaration d'Abuja définit les bases sur lesquelles sera structuré le fonctionnement interne et attribue ainsi le rôle de « coordinateur régional » au Brésil et au Nigéria. Ce rôle central de coordinateur régional implique la mission d'assurer la circulation des informations entre les États de la même région. L'étude des archives a montré que ce rôle de coordinateur régional a impliqué la mobilisation d'un grand nombre d'efforts logistiques et humains⁷²⁹.

Dès lors, l'organigramme interne du dialogue Afrique-Amérique du sud s'articule autour de principales instances, qui comme nous l'avons déjà souligné, ont évolué progressivement⁷³⁰.

⁷²⁸ Voir Point XVII de la Déclaration d'Abuja 2006, Point XV de la Déclaration Nueva Esparta de 2009, et Point VIII de la Déclaration de Malabo de 2011.

⁷²⁹ Nous abordons cette question dans le chapitre 2 Partie I concernant le leadership exercé par le Brésil.

⁷³⁰ Voir l'Annexe n°2 : Organigramme initial ASACOF.

1.2.1 *Sommets des chefs d'État*

Conformément à la Déclaration d'Abuja de 2006, les Sommets des Chefs d'État et de gouvernement apparaissent comme une instance décisionnelle qui se trouve à la fin du processus interne de travail de concertation entre les deux régions, et également comme une pratique diplomatique et discursive des plus visibles de toute l'architecture interne. En effet, la tenue de Sommets de Chefs d'État génère une importante visibilité médiatique, dont les discours sont généralement retransmis en direct par les chaînes locales de télévision du pays hôte (ce fut le cas lors du II Sommet ASA au Venezuela, à travers la chaîne TeleSur).

Par ailleurs, la pratique des Sommets est très courante dans le cas des interactions interrégionales, bien que souvent critiquée pour n'aborder que des questions de « low politics »⁷³¹. Ainsi, Malamud et Gardini analysent l'interrégionalisme comme un exercice de Sommets, « Summitry Exercise »⁷³² et évoquent les différentes explications et contraintes que comporte cet aspect de l'interrégionalisme.

Ainsi, parmi les difficultés que la pratique des Sommets engendre, retrouve-t-on celle de la clarté des objectifs et des buts. Cela renvoie au débat et aux questions autour de la manière et les moyens de mesurer les résultats de l'interrégionalisme. Selon Gardini et Malamud, il semble nécessaire de comprendre que « les bénéfices sont difficiles à mesurer et à quantifier et ils sont à retrouver en marge desdits Sommets »⁷³³.

Ensuite, le second problème est quant à lui d'ordre logistique, et se réfère à la durée du Sommet et des dépenses incombant au pays hôte ou aux États participants⁷³⁴. En l'occurrence le report du IV^{ème} Sommet de l'ASA prévu en Equateur en 2016 l'a été pour des raisons de contraintes financières⁷³⁵. Bien entendu, il faut noter qu'outre les raisons financières, l'évolution politique marquée par le tournant à droite et le progressif déclin de l'intérêt pour ledit forum sont autant de facteurs ayant conduit à ce report.

Quoiqu'il en soit, la question du coût, en termes d'opportunité, se pose également car la participation à des Sommets interrégionaux implique que les délégations ne soient pas disponibles pour d'autres activités durant plusieurs jours. Il s'agit donc pour les États de faire

⁷³¹ G.L. GARDINI, A. MALAMUD, « Debunking Interregionalism: Concepts, Types and Critique with a Pan Atlantic Focus » in F. MATTHEIS, A. LITSEGARD (Ed.) *Interregionalism across the Atlantic space*. United Nations University Series on regionalism 15. Springer. 2018.

⁷³² *ibid.*, p. 22.

⁷³³ *ibid.* p. 23.

⁷³⁴ *Ibid.*, p. 24.

⁷³⁵ Entretien ministère des Relations Extérieures Équatorien, Quito, Juillet 2017.

un choix entre différentes activités pour la même période, en choisissant lequel des événements engendrerait des bénéfices politiques ou médiatiques les plus importants et aussi en fonction de l'agenda des priorités internes⁷³⁶.

A côté des enjeux pratiques et logistiques, la tenue des Sommets interrégionaux reste confrontée à la capacité limitée de produire des résultats concrets. Deux difficultés peuvent être ainsi identifiées : d'abord, la capacité réduite du suivi et de la mise en œuvre des décisions prises et des priorités fixées durant le Sommet; puis, la faible capacité des Sommets interrégionaux à produire des effets dans le système international et de promouvoir le positionnement international des participants considérés comme les plus faibles⁷³⁷.

Toutefois, même si les Sommets interrégionaux demeurent des exercices controversés en ce qui se réfère aux résultats concrets, ils offrent des avantages aux participants, et particulièrement dans le contexte des relations Sud-Sud. En effet, la participation à de tels Sommets interrégionaux offre l'occasion d'établir des contacts bilatéraux et ainsi tirer profit de la proximité des partenaires et d'éviter les déplacements onéreux. Ainsi, en marge du Sommet ASA, plusieurs accords ont été discutés et signés entre les États, notamment entre le Venezuela en 2009 et des partenaires africains.⁷³⁸

C'est ainsi que dans le cadre du dialogue afro-sud-américain et durant la période d'étude privilégiée dans cette thèse, trois Sommets se sont tenus :

- 2006 : Sommet de chefs d'État et de gouvernement Amérique sud Sud-Afrique, à Abuja, Nigéria.

- 2009 : Sommet de Chefs d'État et de gouvernement Amérique du sud- Afrique, à Nueva Esparta, Venezuela

- 2013 : Sommet de Chefs d'État et de gouvernement Amérique du Sud-Afrique, à Malabo, Guinée Equatoriale.

Le Sommet d'Abuja pose les bases générales du fonctionnement et la nature de ce nouveau dialogue afro-sud-américain, suscitant ainsi l'intérêt des médias, d'autant plus que jusqu' alors, aucun forum n'avait abrité ces deux régions.

Par ailleurs, en ce qui concerne le IIème Sommet de Chefs d'État tenu à Nueva Esparta en 2009, celui-ci est considéré comme ayant connu le plus de succès en termes de nombre de Chefs d'État et de gouvernement participants et aussi en termes d'initiatives qui ont pu y être actés.

⁷³⁶ G.L. GARDINI, A. MALAMUD, *op.cit.*, p. 24.

⁷³⁷ *ibíd.*, p. 25.

⁷³⁸ Ministerio del Poder para la Comunicación e Información: *II Cumbre América del Sur-África ASA 2009: cerrando brechas, abriendo oportunidades*. Caracas, p. 459.

En effet, la proactivité vénézuélienne lors de ce Sommet a conduit à : établir une table présidentielle stratégique, la signature de la Convention Constitutive de la Banque du Sud⁷³⁹, la proposition de la création d'un secrétariat permanent à l'île de Nueva Esparta. Il faut insister sur le fait que ce deuxième Sommet a réussi à réunir un grand nombre de Chefs d'États en comparaison du Sommet précédent. En effet, du 26 au 27 septembre 2009, le Sommet ASA a vu la participation de 19 présidents africains, 8 présidents sud-américains, et 51 Délégations africaines ainsi que 11 Délégations sud-américaines.⁷⁴⁰

Le Sommet de Malabo, tenu en 2013, quant à lui, a vu participer 63 délégations au total et avait pour ambition de relancer ce dialogue en proposant des actions concrètes.

Les trois Sommets ont abouti sur des Déclarations et Plans d'action.

1.2.2 Mécanisme de suivi et mise en œuvre

Pour ce qui concerne le suivi et le maintien des travaux entre les deux régions, la Déclaration d'Abuja établit les principales instances à partir desquelles vont être mis en place le dialogue politique et le travail de coopération afro-sud-américain. Comme nous l'avons dit plus haut, la flexibilité de l'architecture voulue par les États participants a conduit à une évolution des noms et des organes sans pour autant altérer la logique de fonctionnement dudit Forum.

Dès lors, pour ce qui concerne la mission de suivi des travaux, quatre organes ont été identifiés⁷⁴¹:

1. « Le Conseil des Chanceliers », qui réunit les Ministres des Affaires Extérieures des États membres, Présidents ou Hauts représentants des Commissions de l'Union Africaine, et de l'UNASUR à travers des réunions. Il s'agit de l'organe le plus proche du Sommet des Chefs d'États et par conséquent son objectif consiste à valider des propositions résultant de travaux précédents.

2. « Le Comité de Hauts Fonctionnaires » : il réunit les représentants de gouvernements des États membres, qui ont pour objectifs de proposer de nouvelles initiatives, entreprendre des actions concernant les programmes et projets déjà accordés, réviser l'évolution de la mise en œuvre et diffuser l'information sur les accords de coopération et suivi des décisions

3. « Le Groupe de Coordination », composé des coordinateurs régionaux qui sont pour l'Amérique du sud le Brésil, et pour l'Afrique, le Nigéria, avec le Venezuela pour le

⁷³⁹ Convention signée par les États de la partie sud-américaine.

⁷⁴⁰ E.BRUN, *Mudanças no Panorama Internacional: relações Sul Sul*, Funag, Brasília, p. 307.

⁷⁴¹ Cf. Annexe n° 2: Organigramme initial ASACOF

secrétariat *pro-tempore* et les représentants d'UNASUR et de l'Union africaine. Son rôle central est de regrouper les différentes propositions effectuées par les différents groupes de travail, de travailler sur les projets de Déclaration de l'ASA selon les recommandations des différentes parties et de diffuser l'information entre les différents organes.

4. « Le Comité Permanent des Ambassadeurs », qui réunit l'ensemble des représentants diplomatiques sud-américains et africains présents à Brasilia: ce comité apparaît comme un organe consultatif propice lors de réunions, face à la difficulté de déplacement.

Parallèlement à la désignation de ces structures, il s'avère intéressant de se pencher sur la mise en œuvre des dialogues car, comme nous l'avons dit précédemment, aucune structure physique n'a été créée, et par conséquent la tenue de réunions va dépendre des opportunités des agendas des États, laissant voir une grande flexibilité et créativité.

En effet, l'étude des archives de l'Itamaraty couvrant la période de 2006 jusqu'à 2015 montre que la mise en œuvre des différents organes de suivi est basée essentiellement sur un système de rencontres et réunions. Celles-ci dépendent de l'opportunité logistique. Dès lors, une partie de ces rencontres de suivi se feront en marge d'événements internationaux tels que l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, et cela, en vue de tirer profit de la présence d'un nombre important d'États membres de l'ASA qui y participent, ou alors organisées dans les capitales abritant un nombre important de représentations diplomatiques tel que cela a été le cas à Addis-Abeba en Ethiopie, et à Brasilia.

Par ailleurs, pour la grande majorité du travail de suivi, la pratique au sein de la plateforme de coopération de l'ASA s'appuie sur un mécanisme de fonctionnement basé sur des réunions entre fonctionnaires d'abord au niveau régional, puis des rencontres réunissant les fonctionnaires des deux régions, à partir d'un système de réunions rotatives une fois sur le continent sud-américain et l'autre, sur le continent africain.

Ainsi, cela va-t-il concerner le travail du Groupe de Coordination qui se réunit à plusieurs reprises. En Juillet 2007 la première réunion de Coordination ASACOF s'est tenue à Caracas ; la deuxième à Abuja, au Nigeria en novembre 2007 et la troisième à Brasilia le 9 juin 2008. A l'issue de ces rencontres réunissant les fonctionnaires sud-américains et africains, de nombreuses propositions ont été formulées et soumises à la première réunion des Hauts fonctionnaires.

Ce système rotatif est également appliqué pour le cas du Comité de Hauts Fonctionnaires, qui s'est réuni à plusieurs occasions en vue de préparer les Sommets et donner suite aux

décisions prises⁷⁴². Ainsi, au sortir du Sommet d'Abuja en 2006, s'est tenue à Brasilia la première réunion de Hauts Fonctionnaires de l'ASA du 10 au 11 juin 2008⁷⁴³. Cette première réunion de Hauts Fonctionnaires a permis de définir plus clairement la structure interne de l'ASA, et de définir les huit groupes de travail en huit thèmes précis, laissant aux États la tâche de désigner à posteriori les co-présidents de chaque groupe de travail.

Aussi, le travail de suivi a-t-il consisté à valider des propositions et à trouver un terrain d'entente. Toujours d'après l'analyse des archives, lors du processus de validation du projet de Déclaration ASA en 2009, la première version a été proposée par le secrétariat Pro-Tempore vénézuélien de l'ASA, qui avait transféré le projet au Secrétariat de l'Union Africaine pour examen et pour d'éventuelles révisions⁷⁴⁴. Comme l'indiquent les archives, la révision par l'UA dudit document permettrait la « consolidation de la position africaine »⁷⁴⁵.

Du côté sud-américain, ledit projet de Déclaration avait été reçu par le Ministère des Affaires étrangères brésilien à défaut d'une réunion de coordination sud-américaine pour un examen conjoint, en raison du manque de temps.

Comme nous l'avons déjà dit, la difficulté pour trouver une date qui convienne aux agendas de l'ensemble des Chefs d'États a souvent limité la tenue de réunions bi-régionales. En effet, le cas s'était posé lors du 2nd Sommet du Venezuela et avait suscité certaines difficultés de mise en accord sur les dates qui avaient fait l'objet d'un report⁷⁴⁶.

De ce qui précède, il ressort que le travail de coordination se caractérise par un niveau simplifié et informel qui reflète les réalités auxquelles sont confrontées les différentes administrations. Par ailleurs, la capacité de flexibilité et d'adaptation des fonctionnaires africains et sud-américains illustre bien une volonté politique préexistante : celle de mener à bien ce dialogue afro-sud-américain. Aussi, l'analyse des archives montre-t-elle le rôle important joué par l'administration brésilienne, vénézuélienne et la Commission de l'Union Africaine ainsi que le sous-comité pour la Coopération Multilatérale.

1.2.3 Secrétariat rotatif.

L'absence de Secrétariat Permanent a conduit à la mise en œuvre d'un mode de fonctionnement reposant sur des allers-retours de télégrammes et de documents mettant en lumière la créativité

⁷⁴² Voir le tableau n°7 « Liste des réunions des différents organes de l'ASACOF » à la p.286 de la présente thèse

⁷⁴³ Comptait avec la présence de 31 Etats africains, 12 Etats sud-américains et les Commissions de l'Union Africaine et de l'UNASUR.

⁷⁴⁴ MINISTERIO DAS RELACAOES EXTERIORES, DCA, Memorandos, 2008, Caixa n°125.

⁷⁴⁵ EMBAIXADA DO BRASIL EM ADIS ABEBA, ASA III ASACOF, Altos Funcionarios UA, relatório do Sub Comité de Cooperaçao Multilateral, DSC/DAF III, 06-06-2008.

⁷⁴⁶ MINISTERIO DAS RELACAOES EXTERIORES, DCA, Memorandos, 2010, Caixa n°70.

des moyens de bord mobilisés pour assurer le maintien des contacts. Ce travail à distance s'appuie considérablement sur le réseau diplomatique des États coordinateurs régionaux que sont le Brésil et le Nigéria. En effet, du côté sud-américain, l'Itamaraty a assuré la diffusion et le soutien logistique nécessaires entre les Ambassades sud-américaines entre elles d'une part, et d'autre part avec les ambassades sud-américaines présentes en Afrique. Dès lors, le réseau diplomatique du Ministère brésilien des Affaires étrangères est apparu ainsi comme l'un des canaux principaux de communication et de mobilisation durant les exercices préparatoires aux Sommets ASA.

Cependant, lors du II^e Sommet de l'ASA au Venezuela, la proposition d'un Comité Stratégique permanent et d'un Secrétariat permanent a été défendue. Celui-ci serait composé de quatre coordinateurs régionaux (Brésil, Nigeria, Venezuela et Libye) et des représentants des deux organisations régionales, avec un secrétariat permanent au Venezuela.⁷⁴⁷ Cette proposition va aboutir en avril 2010 à l'installation dudit Comité stratégique avec la désignation d'un Secrétaire Permanent exécutif (Jesús Arnaldo Perez⁷⁴⁸), puis en août 2010, avec la réunion d'installation du Secrétariat Permanent à Caracas.

Cependant, la question relative au fonctionnement reste entière ; ce qui a conduit lors de la IV^e Réunion des Ministres des Affaires extérieures de l'ASA du 24-25 novembre 2011, à souligner « la nécessité d'éclaircir les modalités de fonctionnement dudit Comité Stratégique Permanent et son Secrétariat par rapport à sa structure, son personnel, son financement et son coût »⁷⁴⁹. Or, dans la Déclaration de Malabo de 2013, l'absence de décision concernant la composition du Comité Présidentiel est mentionnée ainsi que la nécessaire résolution « de ce problème » lors de la prochaine réunion des Ministres de l'ASA⁷⁵⁰.

⁷⁴⁷ Resolución especial sobre la Cooperación Estratégica entre América del Sur y África 2009.

⁷⁴⁸ Diplomate de nationalité vénézuélienne, ancien ambassadeur du Venezuela en France.

⁷⁴⁹ Comunicado Conjunto da IV Reunião do Conselho de Ministros das Relações Exteriores do Fórum de Cooperação América do Sul-África (ASACOF) – Malabo, 24 e 25 de novembro de 2011, disponible: <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/notas-a-imprensa/2880-comunicado-conjunto-da-iv-reuniao-do-conselho-de-ministros-das-relacoes-exterores-do-forum-de-cooperacao-america-do-sul-africa-asacof-malabo-24-e-25-de-novembro-de-2011>

⁷⁵⁰ AFRICA-SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Tercera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Malabo, Malabo, Guinea Ecuatorial, 20-22 feb 2013, point 79.

Tableau n°7 : Liste des réunions des différents organes de l'ASACOF.

ORGANE	RÉUNION	LIEU (NB)	DATE
Conseil des Chanceliers	1 ^e Réunion des Ministres du Commerce ASA	Marrakech, MAROC	17-20 juin 2010
	1 ^e Réunion des Ministres de l'Énergie ASA	Addis-Abeba, ÉTHIOPIE	13-17 juillet 2009
	2 ^e Réunion des Ministres des Affaires Extérieures ASA	Caracas VENEZUELA	26-27 septembre 2009
	3 ^e Réunion des Ministres des Affaires Extérieures ASA	New York, USA	27 septembre 2010
	4 ^e Conférence Ministérielle de l'ASA	Malabo, GUINÉE ÉQUATORIALE	25 novembre 2011
Conseil des Hauts Fonctionnaires	1 ^e Réunion des Hauts Fonctionnaires de l'ASA	Brasilia, BRÉSIL	10-11 juin 2008
	2 ^e Réunion des Hauts Fonctionnaires de l'ASA	Isla Margarita, VENEZUELA	22-23 septembre 2009
	3 ^e Réunion des Hauts Fonctionnaires de l'ASA	Addis-Abeba, ÉTHIOPIE	07 septembre 2010
Groupe de Coordination	1 ^e Réunion des Coordinateurs ASA	Caracas, VENEZUELA	16-18 juillet 2007
	2 ^e Réunion des Hauts Fonctionnaires de l'ASA	Abuja, NIGERIA	29-30 novembre 2007
	Réunion des coordinateurs sud-américains	Caracas, VENEZUELA	13-15 octobre 2008
	Réunion de Coordination ASA	Caracas, VENEZUELA	20-22 juillet 2009
Comité Permanent des Ambassadeurs	1 ^e Réunion du Comité des Ambassadeurs ASA	Brasilia, BRÉSIL	02 septembre 2008
	2 ^e Réunion du Comité des Ambassadeurs ASA	Brasilia, BRÉSIL	27 janvier 2009
Groupes de Travail (GT)	Réunion inaugurale des Groupes de Travail	Caracas, VENEZUELA	03-06 mars 2009
	Réunion du GT Énergie et Infrastructure	Brasilia, BRÉSIL	31 mars 2009
	Réunion du GT Paix et Sécurité	Buenos Aires, ARGENTINE	27 avril 2009
	Réunion du GT Commerce	Marrakech, MAROC	10 juin 2009
	Réunion du GT Sciences et Technologies	Brasilia, BRÉSIL	18 juillet 2009
	Réunion du GT Renforcement Institutionnel	Brasilia, BRÉSIL	26 juin 2009
	Réunion du GT Paix et Sécurité	Tripoli, LIBYE	21-22 juillet 2009
	Réunion du GT Sport et Social	Brasilia, BRÉSIL	28 août 2009

NB : 7 réunions sur 22 se sont tenues sur le continent africain (Éthiopie 2, Maroc 2, Lybie 1, Nigeria 1, Guinée Équatoriale 1 et aucune en Angola et en Afrique du Sud). Sur le continent américain, 7 réunions se sont tenues au Brésil, 6 au Venezuela et 1 en Argentine.

1.2.4 Les groupes de travail : différents domaines de dialogue.

La création de groupes de travail répondait à la nécessité d'organiser le travail de façon efficiente et selon les axes considérés comme prioritaires par les États. Dès lors, les discussions autour de la désignation des différents groupes avaient déjà été entamées lors des réunions préparatoires du 1^{er} Sommet notamment à Addis-Abeba en 2006⁷⁵¹. Néanmoins ce fut en 2008 que les huit groupes ainsi que leurs coprésidents et les États participants ont été désignés, lors de la 1^{ère} réunion des Hauts fonctionnaires de l'ASA.

Les huit groupes sont répartis ainsi qu'il suit :

- Agriculture et Développement durable⁷⁵² (Ouganda et Guyane).
- Education et Culture⁷⁵³ (Sénégal et Venezuela).
- Renforcement Institutionnel, Gouvernance et Administration Publique⁷⁵⁴ (Bénin et Chili).
- Paix et Sécurité⁷⁵⁵ (Libye et Argentine).
- Sports et Affaires Sociales (incluant Santé, Genre et Jeunesse)⁷⁵⁶. (Namibie et Paraguay).
- Science et Technologies, TIC (incluant Communication)⁷⁵⁷ ; (Cameroun et Brésil).
- Commerce, Investissement et Tourisme⁷⁵⁸ ; (Maroc et Venezuela).
- Infrastructure, Transport et Énergie.⁷⁵⁹ (Nigeria et Brésil).

Chacun de ces groupes de travail présidé par deux États, (l'un africain et l'autre sud-américain), est chargé de mettre au point des propositions concernant des projets concrets de coopération entre les pays intéressés et pouvant offrir une expertise. Chaque groupe de travail est tenu ainsi de rédiger un rapport à soumettre au Groupe de Coordination, sous forme de proposition de plan d'action dans le domaine en question.

En l'occurrence, parmi les huit groupes, seuls quelques-uns ont atteint les objectifs fixés. C'est notamment le cas du Groupe de Travail sur le Commerce qui a organisé du 17 au 20 juin

⁷⁵¹ MINISTERIO DAS RELACOES EXTERIORES, DCA, Memorandos, 2008, Caixa n°125

⁷⁵² Etats membre africains de ce Groupe de travail : Afrique du sud-Burkina Faso, Burundi, Congo Cameroun, Mali, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Soudan et Tchad.

⁷⁵³ Etats membres africains : Afrique du Sud, Burundi, Malawi Nigéria, Soudan.

⁷⁵⁴ Etats membres africains : Afrique du sud, Kenya, Lesotho Malawi, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Soudan

⁷⁵⁵ Etats membres africains : Afrique du sud, Burkina Faso, Congo, Egypte, Ethiopie, Lesotho, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Soudan.

⁷⁵⁶ Etats membres africains : Afrique du Sud, Burundi, Malawi, Kenya, Nigéria, Soudan.

⁷⁵⁷ Etats membres africains : Afrique du sud, Mozambique, Nigéria, Sénégal et Soudan.

⁷⁵⁸ Etats membres africains : Afrique du sud, Cameroun, Ethiopie Namibie, Nigéria, Sierra Léone, Mali, Nigéria, Soudan, Tchad et Ouganda.

⁷⁵⁹ Etats membres africains : Afrique du sud, Cameroun, Namibie, Soudan, Tchad et Ouganda.

2008 la Conférence Ministérielle de l'ASA sur le Commerce à Marrakech⁷⁶⁰. En effet, le faible flux commercial entre les deux continents reste un enjeu principal qui pourrait être dynamisé dans le cadre de l'ASA et notamment par le biais de telles conférences bi-régionales. Cette Conférence a abouti à la Déclaration de Marrakech. De son côté, le Groupe de Travail sur l'Énergie a également tenu une Conférence (à Addis-Abeba en octobre 2008).

L'objectif de ces réunions était de rassembler les experts régionaux afin de formuler les propositions pour un plan d'action dans lesdits domaines et de soumettre les résultats à l'examen pour le 2^{ème} Sommet ASA.⁷⁶¹

Néanmoins, le travail au sein des différents groupes de travail est resté confronté à certaines difficultés liées d'abord à des questions logistiques et en termes de répartition claire des missions. Ainsi, pour ce qui concerne la question logistique, les difficultés se sont concentrées autour de la question de l'accord sur un lieu de réunion qui convienne aux deux parties. Ainsi en 2009, deux Groupes de Travail se réunissaient dans la capitale brésilienne en vue de tirer profit de la présence du nombre important de représentations diplomatiques africaines présentes à Brasilia. Par ailleurs, l'étude des archives de l'Itamaraty⁷⁶² montre que le déplacement des experts de la partie africaine pour participer aux réunions qui avaient lieu en Amérique du sud était considérablement limité par l'absence de fonds alloués à de tels déplacements. Pour cela, toujours dans l'esprit de faire face à ces limitations, le travail bi-régional va se faire dans un premier temps au niveau régional avant d'être soumis à examen à l'autre région à travers les voies diplomatiques de communication. Aussi, en marge des Sommets de l'ASA, se tiennent également des rencontres entre lesdits groupes de travail, comme cela a été le cas avec la table-ronde sur le thème de l'Infrastructure, l'Énergie, et le Transport lors du III^{ème} Sommet de l'ASA à Malabo⁷⁶³.

Par ailleurs, il faut noter qu'aux difficultés logistiques s'ajoutent des perceptions parfois contraires entre Africains et Sud-Américains et plus précisément concernant la répartition des fonctions entre les organisations régionales et la Commission de l'UA, notamment son implication dans ledit processus. En particulier pour ce qui concerne la délimitation claire du type d'appui attendue par ladite Union Africaine. En effet, le rôle d'appui a été rappelé par le

⁷⁶⁰ EMBAIXADA DO BRASIL EM ADIS ABEBA, ASA. *Conferência Ministros de Comércio, Marraqueche*, 17-20 de Junho, DSC, 23-05-2008.

⁷⁶¹ EMBAIXADA DO BRASIL EM ADIS ABEBA, ASA III ASACOF, *Altos Funcionarios UA, relatório do Sub Comitê de Cooperação Multilateral*, DSC/DAF III, 06-06-2008

⁷⁶² Archives Embrasil Addis Abeba n°00282.

⁷⁶³ SERE para BRASEMB ADDIS ABEBA, ASA.III *Cúpula. Eventos paralelos. Mesa redonda sobre Energia, Infraestrutura e Transporte*.n°00008, exp.09-01-2013.

SERE brésilien en réponse à la décision de non-participation de la Commission de l'UA à deux réunions de groupe de travail : « En accord avec la structure institutionnelle de l'ASA, le rôle qui est attendu de l'UA (et l'UNASUR) est celui d'appui et soutien aux États membres dans la coopération bi-régionale entreprise. L'ASA est un mécanisme bi-régional de coordination, convergence et coopération entre États membres et non entre les organisations régionales UA et UNASUR, les deux organisations peuvent et doivent exercer un rôle constructif de coordination régionale sans chercher à faire obstacle aux propositions des États membres ». ⁷⁶⁴

Ainsi, ce qui était remis en question et ce qui était sollicité était d'une part, la possibilité d'envoi d'un appui des sections techniques compétentes de l'Union africaine à défaut de sa participation et, d'autre part, la question de la non modification *a posteriori* par l'UA des plans d'action sectoriels déjà établis par les États membres.

Cet épisode, qui a eu lieu à la veille du sommet de l'ASA en 2009, traduit une certaine discordance au niveau même de la compréhension du rôle de chacune des entités intégrant le mécanisme de l'ASA, qui occasionnait un retard et limitait le travail déjà compliqué entre les deux régions. Toutefois, comme on le verra, la partie sud-américaine proposera en 2015 une reformulation et une répartition plus claire des tâches entre les États et les organisations régionales.

Ainsi, les différents organes composant l'architecture interne du dialogue afro-sud-américain mettent-ils en place une coopération sud-sud qui associe à la fois coopération politique et coopération technique.

2. Le type de coopération : horizontalité et coopération sud-sud au cœur de l'agenda de l'ASA.

La coopération mise en œuvre dans l'ASACOF consiste en une coopération sud-sud qui comprend deux volets, à savoir le volet politique (2.1) et le volet technique de transfert de compétences (2.2).

2.1 Coopération politique versus Coopération technique

Inscrite dans les trois Déclarations de l'ASA comme étant à la fois un objectif et un outil, la Coopération Sud-Sud apparaît comme un élément central dans le mécanisme de dialogue Afrique-Amérique du sud.

⁷⁶⁴MINISTERIO DAS RELACOES EXTERIORES, DCA, *Memorandos*, n° 00127, 2009.

Mais qu'est-ce que la coopération Sud-Sud ? Historiquement le terme de coopération Sud-Sud provient de la notion de coopération technique entre pays en voie de développement ou encore entre pays du « Tiers Monde ». Ladite coopération avait fait l'objet en 1978 d'une Conférence Internationale dans le cadre des Nations Unis à Buenos Aires et avait abouti à un « Plan d'Action de Buenos Aires ». Ledit Plan d'Action prévoyait un ensemble de recommandations concernant la promotion et la mise en œuvre de projets de transfert de connaissances entre pays du Sud en vue d'atteindre les différents objectifs de développement. A partir de cette perspective, la coopération Sud-Sud consiste à une coopération horizontale d'échanges de bonnes pratiques, d'expériences, de connaissances et de compétences dans les domaines identifiés comme clés entre pays en voie de développement.

Toutefois, à cette première dimension purement technique, s'ajoute la dimension politique de la coopération Sud-Sud. Ainsi, selon Lechini, la coopération Sud-Sud renvoie à « une coopération politique qui vise à former des coalitions pour obtenir un plus grand pouvoir de négociation conjoint, en défense de leurs intérêts ».⁷⁶⁵ Ainsi, la coopération Sud-Sud étant une construction politique, elle requiert des « hypothèses basiques communes » autrement dit, une communauté d'esprit, « likemindness » entre les États⁷⁶⁶. Toujours à partir de cette perspective et selon Lechini, la coopération Sud-Sud part de l'hypothèse de la convergence d'intérêts liés principalement à atteindre des objectifs de développement et de constituer des alliances au niveau international⁷⁶⁷.

Dès lors, pour ce qui concerne l'ASA, la coopération sud-sud en œuvre couvre ces deux dimensions⁷⁶⁸ : celle désignée par certains comme « politique » et une autre, plutôt dite « technique »⁷⁶⁹. En effet, on retrouve, d'une part la place importante accordée à la coopération politique et, d'autre part, la dimension technique qui renvoie aux différents domaines de coopération prévus et identifiés.

2.1.1 *Le caractère réformiste comme axe principal*

Dès lors, la première dimension, qui concerne la coopération politique, s'articule autour de deux axes principaux :

⁷⁶⁵ G. LECHINI, *La Cooperación Sur-Sur en la Políticas Exteriores de Argentina y Brasil en el siglo XXI*. Rosario UNR Editoria, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, 2014. p. 6.

⁷⁶⁶ *Ibid.* p. 6.

⁷⁶⁷ *Ibid.* p. 7.

⁷⁶⁸ G. BARROS DE CARVALHO, « The dynamics of South -South Cooperation in the context of Africa and Latin America Relations », In T. MURITHI (Eds.), *Handbook of Africa's International Relations*. Routledge.2014, p. 379.

⁷⁶⁹ Entretien UNASUR Directeur Direction Coopération Internationale, Quito, juillet 2016.

- Le dialogue et la concertation politique entre les États membres.
- La réforme des institutions décisionnelles internationales.

Ainsi, le dialogue et la concertation politiques concernent les questions d'intérêt commun entre Africains et Sud-Américains, et consistent à réussir à s'accorder sur des positions communes au sein d'instances internationales⁷⁷⁰, telles que l'Organisation Mondiale du Commerce, (OMC), entre autres, et cela, en vue de défendre des thèmes d'intérêt commun, de tirer ainsi profit du nombre important que représente l'ensemble des États membres, qui constituent plus de la moitié des États membres de l'Assemblée Générale des Nations-Unis.

En effet, l'adoption de positions communes de la part de 68 États offre un poids et une influence non négligeables au sein des différentes instances multilatérales. Ainsi, les Déclarations de l'ASA évoquent-elles dans leurs paragraphes 24 et 26 du Plan d'Action d'Abuja d'harmoniser les positions concernant les questions de commerce international, de promouvoir et de coordonner des positions bilatérales et multilatérales sur les questions de commerce⁷⁷¹.

Dès lors, cet objectif a été rappelé dans les différents Groupes de Travail, structure qui constitue l'échelon le plus bas dans l'architecture de l'ASA.

Par ailleurs, la concertation politique dans le cadre de l'ASA consiste également à prendre position concernant des situations internationales précises, telles que par exemple le cas du conflit des Îles Malouines entre l'Argentine et la Grande Bretagne, le cas de l'embargo américain sur Cuba ou encore celui du conflit Israélo-Palestinien⁷⁷².

En effet, le point 26 de la Déclaration de Malabo déclare reconnaître « les droits légitimes de la République d'Argentine à la souveraineté sur les Îles Malouines, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes »⁷⁷³ et invite au retour des négociations entre les parties. De même, dans le cas de Cuba, la « nécessité de lever le blocus économique commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique contre Cuba » est rappelée dans son point 27. Il en est de même pour le cas de l'archipel Chagos, etc.

Bien que ces appels demeurent sans aucune force contraignante, ils montrent toutefois une prise de position claire des 68 États africains et sud-américains sur des questions politiques relatives

⁷⁷⁰ Voir le point I « Cooperation in Multilateral Fora » de AFRICA-SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Primera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Abuja, Abuja, Nigeria, 26-30 Nov 2006.

⁷⁷¹ *Ibid.*, p. 3.

⁷⁷² La Déclaration de Malabo de 2013 dans la partie 2 relative aux Questions Politique, Démocratie, Gouvernance et Droits de l'Homme.

⁷⁷³ AFRICA -SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Tercera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Malabo, Malabo, Guinea Ecuatorial, 20-22 feb. 2013. p. 26.

à la gestion de différends, au respect de la souveraineté territoriale et du Droit international. Dès lors, l'ASA offre donc une opportunité de convergence des positions des deux régions et contribue à leur ambition d'élargir leur rôle international et d'influencer le management de la gouvernance Internationale⁷⁷⁴.

Le deuxième axe, quant à lui, se réfère à la réforme des principales institutions internationales : en l'occurrence, il s'agit de réformer l'architecture financière internationale en concordance avec le Consensus de Monterrey⁷⁷⁵.

La réforme concerne également les Nations Unies en vue d'augmenter la participation équitable des pays en développement dans les processus décisionnels de l'Organisation pour ainsi la rendre « plus représentative, efficace, démocratique et responsable »⁷⁷⁶. Aussi, ledit processus de réforme des Nations-Unies inclut-il la réforme et la démocratisation du Conseil de Sécurité⁷⁷⁷. En effet l'idée de démocratisation desdites instances est explicitée en 2013 et souligne l'objectif d'améliorer leur participation et pour « mieux refléter notre poids relativement croissant dans l'économie mondiale ainsi que nos intérêts et points de vue »⁷⁷⁸.

Dès lors, la dimension réformiste, présente aussi bien dans les différentes Déclarations que lors des Discours des Chefs d'États, se traduit par la remise en question de la situation désavantageuse des pays du Sud, puis par la proposition de projets visant à pallier la situation actuelle. Cela a été le cas du projet de Banque du Sud proposé par le Venezuela de Hugo Chavez en vue d'offrir de nouvelles options de gestion des enjeux afro-sud-américains.

Par ailleurs, cette coopération politique vise donc comme objectifs :

- Une visibilité internationale qui va de pair avec une plus grande marge de participation au sein des sphères décisionnelles.

- Une diversification des partenaires

- La création d'un espace afro-sud-américain capable de générer des solutions aux problèmes et enjeux de développement communs.

⁷⁷⁴ G. BARROS DE CARVALHO, « The dynamics of South -South Cooperation in the context of Africa and Latin America Relations » dans T. MURITHI (Eds.), *Handbook of Africa's International Relations*. Routledge.2014. p. 380.

⁷⁷⁵ AFRICA-SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Primera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Abuja, Abuja, Nigeria, 26-30 Nov 2006.

⁷⁷⁶ *Ibid.* point I: Cooperation in Multilateral Fora, p. 3.

⁷⁷⁷ *ibíd.*, p. 4.

⁷⁷⁸, AFRICA -SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Tercera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Malabo, Malabo, Guinea Ecuatorial, 20-22 feb 2013, point 59.

L'objectif de diversification, qui serait (selon Olivet)⁷⁷⁹ l'un des principaux objectifs des interrégionalismes Sud-Sud, renvoie à l'idée de construire des relations à plusieurs niveaux. Cet objectif viserait à résoudre trois enjeux : d'abord, réduire le risque économique et politique d'entretenir des relations avec peu de partenaires extrarégionaux, puis, prévenir de se retrouver discriminé ou exclu, et enfin améliorer la participation de ces États dans l'économie internationale afin d'éviter une périphérisation internationale⁷⁸⁰. En l'occurrence, la diversification d'une perspective africaine et sud-américaine se fait par rapport aux relations entretenues avec l'Union Européenne et les États-Unis. En effet, à cette même période, l'Union Africaine déployait de façon simultanée, une stratégie de diversification à travers la mise en place de plateformes de dialogue interrégionales avec d'autres régions et partenaires du Sud comme la Chine à travers le Sommet FOCAC, l'Inde, le Japon, la Turquie et les États-Unis⁷⁸¹. De la même manière, l'UNASUR s'est réunie en 2005 à Brasilia avec les pays arabes pour célébrer le 1^{er} Forum ASPA.

2.1.2 *La création d'un espace exclusif afro-sud-américain : quête d'une visibilité.*

En créant ce nouvel espace de concertation, les États africains et sud-américains visaient plusieurs choses : d'abord une réelle visibilité sur une scène internationale de laquelle ils étaient situés en périphérie, notamment en termes de processus décisionnel. Dès lors, ce premier intérêt de visibilité internationale rejoint les caractéristiques des motivations des processus interrégionaux sud-sud comme le précise Olivet. La visibilité internationale issue des Sommets de Chefs d'État, nous l'avons déjà signifié, confère à l'État hôte une grande plus-value et conforte sa position vis-à-vis de ses voisins régionaux.

Puis, l'objectif était de former un espace exclusif à partir duquel les États africains et sud-américains pourraient entretenir des dialogues directs. Cet objectif n'est pas nouveau et remonte déjà à la tentative menée entre la CEPAL et la CEPA en 1983. Cependant, cette fois-ci, ayant une forte dimension politique, l'initiative de l'ASACOF aspirait à réunir de façon exclusive les partenaires africains et sud-américains au sein d'un espace de dialogue inédit, qui viendrait donc constituer un nouveau pôle d'influence au sein d'un système multipolaire⁷⁸². L'idée est

⁷⁷⁹ M-C. OLIVET, « Unravelling Interregionalism Theory: A Critical Analysis of the New Interregional Relations between Latin America and East Asia », *VI reunión de la red de estudios de américa latina y el caribe sobre Asia-Pacífico redealap*, 12 au 13 Octobre 2005, Buenos Aires, pp. 1-32.

⁷⁸⁰ *Ibid.*, p. 22.

⁷⁸¹ AFRICAN UNION, « Progress report on the various strategic partnerships of the African Union with Japan (ticad iv), China, South America, India and Turkey », Executive Council, EX.CL/373 (XII), 25-27 January 2008.

⁷⁸² Discours du Président Brésilien Lula Da Silva, Sommet des Chefs d'Etats Abuja 2006.

fort ambitieuse, notamment si l'on considère le faible degré d'interaction entre les deux rives de l'Atlantique Sud.

En réalité, la dimension politique de cette coopération Sud-Sud cohabite avec la dimension purement technique de transfert de compétences entre les États membres, en vue justement d'apporter des solutions concrètes pour les enjeux de développement et de lutte contre la pauvreté menée de part et d'autre de l'Atlantique sud.

2.2 La coopération technique : modèle de coopération afro-sud-américain

La coopération Sud-Sud, en termes de coopération technique au sein de l'ASA, s'organise autour de trois caractéristiques ou principes clés.

Dans un premier temps, la coopération s'appuie sur une logique de « self-service » qui renvoie à l'idée que chaque État membre décide de participer au groupe de travail de son choix selon ses intérêts et besoins. Chaque État peut ainsi solliciter ou mettre à disposition telles ou telles compétences selon l'offre et la demande. Ce modèle diffère donc du modèle de coopération interrégionale, puisque, au sein de l'ASA, les projets de coopération peuvent être bilatéraux ou multilatéraux et comprendre un plus grand nombre de pays participants. C'est dans cette logique de « self-service » que l'idée de créer une plateforme digitale regroupant les compétences techniques disponibles pouvant être mises en œuvre a été pensée. A partir de cette plateforme, chaque État pourrait solliciter un transfert de compétences dans un domaine précis. Ainsi, à titre d'exemple, plusieurs programmes développés dans le domaine social (comme celui de l'éducation) en Amérique du sud qui ont connu un succès vont-ils être mis à disposition dans le cadre de projets de coopération bilatérale. Ce fut le cas du programme « Yo si puedo » qui concernait l'alphabétisation en milieu rural de personnes de plus de 15 ans. Le Venezuela mettait donc son savoir-faire à disposition dans le cadre du groupe de travail en question⁷⁸³.

Puis, dans un deuxième temps, cette coopération technique mobilise des programmes déjà existants de part et d'autre de l'Atlantique Sud. Cela concerne principalement les programmes régionaux qui ont connu un succès et dont le modèle est exportable en raison de la similitude des facteurs socio-économiques et géographiques. Dès lors, l'apport des organisations régionales apparaît ici comme crucial puisqu'elles sont tenues de mettre à disposition tous les mécanismes déjà existants au niveau régional, continental, dans le but de partager les expériences. A cet égard, aux yeux de certains fonctionnaires sud-américains, l'Union Africaine

⁷⁸³ Subsecretaria Geral Política II, Coordenaria-Geral do Seguimento da Cúpula Africa-America do Sul. Primeira Reunião de Seguimento, Caracas 16-18 de Julho 2007.

était perçue comme ayant développé un agenda et des compétences dont l'UNASUR saurait tirer exemple⁷⁸⁴. En effet, pour ce qui concerne les paiements en ligne, les transferts d'argent ou encore la mise en commun de services précis en ligne, le continent africain a su développer une expertise qui reste encore peu répandue en Amérique du sud⁷⁸⁵.

En outre, l'expérience de l'Union Africaine, et de l'ensemble des organisations sous-régionales en termes de résolution de crises, peut constituer un apprentissage pour la partie sud-américaine. Dans le sens inverse, à ce même titre, l'UNASUR, pourtant plus récente que l'UA, a su développer des compétences en matière d'élections, lesquelles faisaient t partie des projets de coopération avec les partenaires africains⁷⁸⁶.

Aussi, toujours dans ce même ordre d'idées, a été envisagée la mise en place de coopérations triangulaires déjà existantes notamment avec le NEPAD/FAO-UA en y associant l'UNASUR⁷⁸⁷.

Enfin dans un troisième temps, la coopération technique mise en œuvre dans l'ASA prévoit des passerelles entre les domaines transversaux conjoints avec d'autres forums transnationaux afro-sud-américains. C'est notamment le cas dans le domaine de la Défense. En effet, le groupe de travail sur la Paix et la Sécurité de l'ASA aborde des thèmes connexes à ceux mis en œuvre dans le cadre de la ZOPACAS dont les pays membres sont les mêmes que ceux du mécanisme de l'ASA. Toutefois, dans le cadre de l'ASA, il s'agit d'une coopération plus large visant, entre autres, à proposer des formations et des exercices conjoints notamment avec les forces armées sous régionales, en particulier avec la Force Africaine en Attente (African Standby Force) de l'Union Africaine⁷⁸⁸. Cette Force Africaine en Attente met déjà en place avec l'Union Européenne des formations. Par ailleurs, la Déclaration de l'ASA, même si elle a pour ambition d'englober davantage de thèmes plus larges de coopération en matière de sécurité et de paix, prévoit une complémentarité avec la ZOPACAS⁷⁸⁹. Toujours dans le domaine de la défense, l'existence au sein de la CPLP d'exercices conjoints tels que l'opération FELINO offre des bases sur lesquelles un élargissement des exercices peut être fait.

⁷⁸⁴ Entretien Quito Fonctionnaire MAE Equateur Juillet 2017.

⁷⁸⁵ Entretien Quito Fonctionnaire MAE Equateur Juillet 2017

⁷⁸⁶ Selon l'entretien avec le Directeur de la Direction UNASUR deux projets avaient été fixés celui concernant l'évaluation électorale et le projet concernant l'Ebola.

⁷⁸⁷ AFRICAN UNION, Decision on the evaluation of the global review of Africa's strategic partnerships with other parts of the world, Executive Council, EX.CL/Dec.670(XX), 2012.

⁷⁸⁸ AFRICAN UNION, Rapport du Sous-Comité du COREP sur la coopération multilatérale, Janvier-Juin 2014, EX.CL/828(XXV).

⁷⁸⁹ Cette complémentarité et coopération avec la ZOPACAS est rappelée dans les Déclarations ASA Nueva Esparta de 2006 et la Déclaration ASA de Malabo 2013.

Par ailleurs, la coopération Sud-Sud a été identifiée dès le premier sommet ASA comme l'objectif primordial pour les deux régions. Ainsi, d'après les déclarations, « elle requiert l'approfondissement des connaissances de l'Autre, la promotion de l'échange d'informations, d'expériences et du travail conjoint d'intérêt mutuel »⁷⁹⁰.

Dès lors, parmi les premières initiatives qui vont faire l'objet de réunions, il y a eu celle visant à lancer des projets « symboliques » cherchant à la fois à inclure directement les populations audit processus interrégional et aussi à créer des affinités déjà préexistantes par l'influence culturelle circulant entre les deux régions⁷⁹¹, et ce d'autant plus que ces initiatives symboliques génèrent des coûts moins importants. C'est ainsi que plusieurs projets ont été proposés lors des réunions ; et parmi ceux-ci, des compétitions de football entre Amérique du sud et Afrique par exemple⁷⁹².

Malgré la tenue de nombreuses réunions et l'élaboration de plusieurs projets, le problème central en vue d'assurer le financement reste lettre morte. En effet, tandis que l'Union Africaine avait élaboré une proposition concernant la création d'un fonds d'Affectation Spéciale du Sommet Afrique-Amérique du sud⁷⁹³ En Août 2009, et la création de la Banque du Sud signée par les États membres sud-américains, aucune décision concrète n'avait pu être trouvée pour le déblocage des fonds.

Cette situation s'explique en grande partie par le contexte conjoncturel au niveau économique et politique qui s'ouvre dès le milieu des années 2000 et qui ouvrira une phase de ralentissement de la proactivité du dialogue afro-sud-américain.

3. Tentative de réactivation de l'ASA dès 2015

Après le report du 4^{ème} Sommet ASA qui devait se tenir en Equateur, les Etats membres ont tenté d'impulser une phase de réactivation qui s'est inscrite dans un contexte politique particulier (3.1). Cette phase proposait une simplification de l'architecture de l'ASACOF (3.2) et une rationalisation de son agenda autour d'axes prioritaires (3.3).

3.1 Le contexte de la réactivation

⁷⁹⁰AFRICA – SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Segunda Cumbre América del Sur-África, Declaración de Nueva Esparta, Nueva Esparta, República Bolivariana de Venezuela, 26-27 sept 2009.

⁷⁹¹JJ. KOURLIANDSKY, « Le rapprochement afro-latino-américain : signe d'un monde en mutation ? », in S. SANTANDER (Dir.) *L'Afrique, un nouveau terrain de jeu des émergents*. Karthala, P88.Paris 2014.

⁷⁹² Archives : Communiqué de la IV Réunion du Groupe de Coordination ASA, Janvier 2008, Caracas.

⁷⁹³ AFRICAN UNION, Report on the activities of the Multilateral Cooperation Sub-Committee, EX.CL/504 (XV), june 2009.

Nous l'avons déjà souligné, l'évolution de l'ASACOF se caractérise par deux moments clés. Le premier est celui de la création, de l'intensification du rapprochement et de la mise en place de structures de dialogue, et il couvre donc la période allant de 2006 jusqu'à début 2010.

Le second est celui qui s'ouvre dès la deuxième décennie des années 2000. Il s'inscrit dans un contexte international qui a considérablement évolué. Les principaux facteurs de changement sont d'abord d'ordre politique, avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements ayant de nouvelles orientations en matière d'insertion économique internationale. Cela concerne tout particulièrement le cas du Brésil avec la fin du mandat du président Ignacio Lula Da Silva. En effet, en 2011 est élue Dilma Rousseff, qui mettra en œuvre une stratégie de politique extérieure qualifiée par certains auteurs de « low voltage diplomatic period »⁷⁹⁴ orientée vers les enjeux internes brésiliens dans un contexte post crise économique. Toutefois il faut reconnaître que la proactivité diplomatique et le charisme de l'ancien président Lula placent très haut les attentes de résultats de son successeur Dilma Rousseff.

Dès lors, le « déclin » de la coopération Sud-Sud brésilienne sera visible par la réduction des budgets octroyés aux principales institutions chargées de la mise en œuvre des projets de coopération sud-sud, c'est-à-dire l'Itamaraty et l'Agence Brésilienne de Coopération, une réduction de 0,22% pour l'Itamaraty, et une réduction de 25% pour l'ABC⁷⁹⁵. Deux raisons explicatives ont été avancées en ce qui concerne le changement de Politique Extérieure avec l'arrivée de Rousseff. La première se réfère à la personnalité de la présidente brésilienne et ses préférences personnelles⁷⁹⁶, et la seconde est la crise politique interne qui secoue le pays, notamment l'affaire de Lavajato qui ébranle l'opinion publique.

Pour ce qui concerne le cas du Venezuela, l'un des principaux acteurs proactifs aux côtés du Brésil, le ralentissement de l'intérêt est allé de pair avec l'aggravation de l'état de santé du président Hugo Chavez, à qui un cancer avait été diagnostiqué en 2011 mais dont la récurrence en 2012 ne l'avait pas empêché de remporter les élections pour un troisième mandat en octobre 2012. Néanmoins, son état de santé s'étant aggravé, ses allers retours à la Havane pour soigner son cancer se sont intensifiés d'une part, et d'autre part des questions internes avaient conduit Hugo Chavez à réduire ses apparitions publiques. Par conséquent, lors du III^{ème} Sommet de l'ASA à Malabo il adressa une lettre aux peuples africains et sud-américains, lettre qui fut lue par le Chancelier de la République Bolivarienne, Elias Jaua Miliano.

⁷⁹⁴ D.MARCONDES, E. MAWDSLEY, « South-South in retreat? The transitions from Lula to Rousseff to Temer and Brazilian development cooperation », Chatham House, vol 93, n°3, Mai 2017. p 685.

⁷⁹⁵ *ibid.* p. 685.

⁷⁹⁶ *Ibid.* p. 686.

Du côté africain, des changements politiques importants eurent également lieu. Ce fut le cas de Mouammar Kadafi qui, après s'être engagé à Nueva Esparta à accueillir le IV^e Sommet de l'ASA en Lybie, se fit tuer en 2011, en pleine guerre sur son territoire.

La disparition de ces leaders affecta considérablement le projet ASA, car il s'agissait d'acteurs de grand charisme international, porteurs de discours idéologiques et qui déployaient chacun à leur niveau, des efforts diplomatiques pour la mise en œuvre dudit dialogue afro-sud-américain. En effet, la politique africaine du Brésil ainsi que la politique extérieure du Venezuela, bien qu'étant une politique d'État et non de gouvernement, s'appuyait sur une diplomatie présidentielle, centrée autour de la personnalité du président. Or, dans le cas des relations Sud-Sud, la phase d'intensification des liens s'inspire essentiellement des affinités personnelles et idéologiques des Chefs d'État. Cela est particulièrement vrai pour le cas de l'ASA, dont la dimension politique est essentielle. Dès lors, le nouveau panorama politique en 2013 se compose de gouvernements dont les politiques extérieures n'accordent pas la même place aux relations Sud-Sud en raison notamment du nouveau contexte économique international.

En effet, tandis que la première décennie du XXI^{ème} siècle avait connu une croissance économique due notamment à l'augmentation de la demande pétrolière mondiale, la seconde décennie quant à elle, a été marquée par un ralentissement économique dont la conséquence a été marquée par la limitation des budgets dans tous les secteurs.

Dès lors dans ce contexte, l'approche vis-à-vis des espaces de dialogue Sud-Sud va changer et ce changement se traduit par l'envoi aux réunions de représentants moins haut placés hiérarchiquement, une action discursive modérée, le report des rencontres et Sommets. En l'occurrence, durant cette période, la Guinée Equatoriale s'est vu attribuer le secrétariat rotatif de l'ASA en raison de la situation en Libye, et a ainsi présidé le III^e Sommet des Chefs d'État de l'ASA à Malabo en février 2013.

Cette période ouvre donc une phase marquée à la fois par un ralentissement des initiatives et par un effort de réorganisation et de réadaptation de l'ASA au nouveau contexte international. En effet, comme il a été démontré précédemment, la tenue de rencontres et de réunions dans le cadre de l'ASA s'est considérablement appuyée sur un effort de diplomatie présidentielle et sur la volonté politique engagée par les différentes administrations.

Dès lors, ces changements affecteront considérablement l'ASACOF puisqu'ils conduiront à une forme de déclin progressif de l'intérêt politique au lendemain de la fin du mandat du président Lula et de la mort du Président Hugo Chavez. En effet, comme il sera vu dans les sections suivantes, les deux présidents ont, avec leur proactivité au sein de l'ASA, su

rendre intensifs les échanges et initiatives. Or, dès les années 2010, plusieurs travaux montrent un ralentissement malgré une continuité des relations Afrique-Amérique du sud. En effet, comme le souligne Franck Mattheis, le nombre de participants et le nombre de reports du Troisième Sommet illustrent bien l'intérêt de plus en plus décroissant pour ledit forum⁷⁹⁷.

Durant cette deuxième période de ralentissement des activités au sein de l'ASACOF, certaines initiatives ont été néanmoins mises en œuvre en dehors du cadre intergouvernemental et incluent directement une partie de la société civile des deux régions.

Notamment en 2013, avec la publication d'un livre collectif intitulé « Amérique du sud et Afrique : un regard à nous. Livres pour connaître les deux continents » publié en sa deuxième version par la FUNAG (Fundação Alexandre de Gusmao) faisant partie du Ministère brésilien des Affaires Extérieures. Ce livre qui regroupe selon les domaines, les principaux auteurs africains et sud-américains, vise à divulguer les ouvrages et auteurs de part et d'autre des deux continents et cela afin de remédier au principal défi de méconnaissance mutuelle. En effet, comme le souligne le ministre brésilien des Affaires étrangères de l'époque, Antonio Patriota : « l'un des défis auxquels nous devons faire face est celui de surmonter la relative méconnaissance mutuelle »⁷⁹⁸. Il s'agit donc ici d'une deuxième édition, après celle lancée lors du 2^{ème} Sommet au Venezuela, « incluant de nouvelles références, contribuant à l'échange d'informations et d'idées sur le passé, le présent et les perspectives futures des deux régions »⁷⁹⁹.

En 2014, toujours dans le souci d'inclure la société civile et notamment le monde académique dans la dynamique de rapprochement entre les deux continents, un Séminaire a été organisé à Quito intitulé « Introduction aux Relations Amérique du sud et Afrique » par le Ministère des Relations Extérieure Equatorien et la Faculté Latino-Américaine de Sciences Sociales (FLACSO). Ce séminaire s'inscrivait dans un effort du Ministère équatorien « d'initier une série d'activités avec l'objectif d'atteindre un rapprochement vers un continent très peu connu du point de vue économique, politique et culturel »⁸⁰⁰, en vue de la préparation de IV Sommet de l'ASA prévu à Quito en 2016 mais qui avait été reporté.

⁷⁹⁷ F. MATTHEIS, « Volatile interregionalism the case of South Atlantic Relations », In F. MATTHEIS, A. LITSEGARD (Eds.) *Interregionalism across the Atlantic*. United Nations University Series on regionalism 15. Springer, 2018. p. 33.

⁷⁹⁸ MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, *Amérique du Sud et Afrique: un regard à nous. Livres pour connaître les deux continents*. 2eme Edition, FUNAG, Brasilia 2013. p. 13.

⁷⁹⁹ *Ibid.*, p. 3.

⁸⁰⁰ *Memorias Seminario Internacional: Introducción a las relaciones América de Sur-África*, Esfera Sur ediciones, Quito 2014.

Le 26 mars 2015 se tient à Brasilia le Séminaire intitulé « Repenser l'ASA : la coopération pour la Paix et le développement durable ; une nouvelle ASA pour une nouvelle scène internationale » qui a réuni plusieurs délégations africaines et sud-américaines dans la capitale brésilienne. Lors de son discours d'ouverture, le Secrétaire Générale des Affaires extérieures brésilien, Sergio Danese, souligne trois éléments importants :

D'abord, le dialogue Afrique-Amérique du sud ne peut pas reposer uniquement sur un processus « intermittent et épisodique », « et ne doit pas se limiter à la sphère intergouvernementale ». Toujours selon lui, « chaque pays, chaque société individuellement peut donner sa contribution ». Ainsi, en rappelant les efforts accomplis pour la réalisations des trois précédents Sommets de l'ASA, évoque-t-il l'importance de la participation des entreprises, du secteur privé, de la société civile dans ledit processus, car selon lui « il est vital de créer une communauté d'intérêts qui prenne le rapprochement Afrique-Amérique du sud comme un projet largement partagé »⁸⁰¹. Cette nécessaire inclusion du secteur privé et de la société civile au sein de la dynamique de dialogue ASA avait déjà été énoncée les années antérieures, notamment lors du 2^{ème} Sommet de Chefs d'États de l'ASA en 2009 au Venezuela, où, en marge de la Déclaration de Nueva Esparta, avaient été élaborées des Déclarations conjointes telles que, par exemple : la « Carta de Hermanamiento del 1^{er} Consejo de Rectores de África y Suramérica », la « Declaración de Hermandad entre los Jóvenes de América del Sur y África ». Mais celles-ci n'avaient eu que des effets déclaratoires sans aucune implication décisive dans ledit dialogue sud-sud. En effet, il faut dire que la structure de l'ASACOF a été essentiellement pensée à partir d'une perspective gouvernementale, étatique, comme un dialogue entre bureaucrates et hauts fonctionnaires. Mais l'ASACOF avait néanmoins pour ambition de s'élargir avec une inclusion progressive. Cependant dans les faits, la première phase d'intensification des interactions interrégionales laisse une architecture offrant très peu de marge d'action à la société civile. C'est donc dans ce sens précis que le séminaire avait pour thème de « repenser l'ASA » : il s'agissait de réfléchir sur une nouvelle stratégie d'action.

C'est dans ce sens que le Secrétaire Général Sergio Danese souligne le deuxième élément qui renvoie à la nécessité de « tirer des leçons » de ce qui a été fait depuis 2006 et la nécessité de définir « un nouveau chemin en tenant compte des nouvelles circonstances

⁸⁰¹ Discours Segrio Danese lors de l'ouverture du Séminaire : Repenser l'ASA, Brasilia 2015 ; Disponible <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/secretario-geral-das-relacoes-exteriores-discursos/8444-discurso-de-abertura-do-secretario-geral-das-relacoes-exteriores-embaixador-sergio-franca-danese-por-ocasio-do-seminario-repensando-a-asa-cooperacao-para-a-paz-e-o-desenvolvimento-sustentavel-uma-nova-asa-para-um-novo-cenario-internacional-brasilia-26-de>

internationales »⁸⁰². Dès lors, Sergio Danese évoque clairement les objectifs dudit séminaire, qui vont consister à établir une stratégie conjointe de relance du dialogue ASA à partir de nouvelles perspectives émanant du contexte régional et international du moment. A titre de rappel pour cette même période, en 2015 au niveau régional, la crise Vénézuélienne met à mal l'UNASUR qui fonctionnera au ralenti sans Secrétaire Général durant plusieurs mois ; le Brésil quant à lui traverse une crise politique qui débouchera en 2016 sur l'impeachment de la présidente Dilma Rousseff. Au niveau international, l'incertitude quant aux résultats des élections présidentielles américaines laisse déjà présager un contexte international distinct de celui de la décennie écoulée. C'est dans ce contexte que la réactivation de l'ASA est envisagée, et parmi les pistes envisagées, l'appui des organisations régionales est mentionné.

En effet, le troisième élément du discours du Secrétaire Général brésilien concerne le rôle de l'UNASUR et de l'Union Africaine présentées comme ayant un rôle « crucial pour une ASA plus forte » dès lors qu'elles offrent « une structure et une facilité de communication »⁸⁰³.

C'est au sortir de ce séminaire que vont se réunir les États de la région sud-américaine pour proposer un document intitulé « Vision ASA : Proposition sud-américaine ». Réunis à Montevideo, les hauts fonctionnaires proposent les bases d'une relance de l'ASA inspirée sur un mécanisme simple, peu onéreux et en définissant des priorités.

3.2 Simplification de l'architecture de l'ASA

En vue de rendre le mécanisme opérationnel et influent durant les périodes intermédiaires entre les Sommets et dans le but d'assurer le suivi des décisions et de produire des résultats concrets, les hauts fonctionnaires sud-américains soulignent le besoin d'instances bien articulées entre elles, avec des compétences et attributions clairement définies, ainsi qu'une division du travail claire entre les États et les organisations régionales en respectant les différents domaines d'action de l'ASA afin d'éviter des superpositions⁸⁰⁴. Il a été proposé de maintenir les trois instances décisionnelles que sont le Sommet de chefs d'État et de gouvernement de l'ASA qui est censés se réunir tous les trois ans, le Conseil des Chanceliers de l'ASA prévu de se réunir une fois à l'année, et le Conseil de Hauts Fonctionnaires également réuni au moins une fois l'an.

Par ailleurs, il a été proposé la création d'organes consultatifs régionaux, un par région, qui centralisent les propositions faites par chaque État et qui seront proposées lors du Conseil

⁸⁰² Discours Sergio Danese, *ibid.*, p.2.

⁸⁰³ Discours de Sergio Danese, *ibid.*, p.2.

⁸⁰⁴ Archives Equateur « vision ASA » Propuesta Suramericana, 28 septembre 2015, p. 1.

de Hauts fonctionnaires. A cette occasion, il a été rappelé le rôle de coordinateur régional qui consiste essentiellement à faire « circuler les informations entre tous les associés collaborateurs de l'ASA, c'est-à-dire : la sphère gouvernementale des États membres, la société civile, les organisations régionales, et le Comité Consultatif des Ambassades résidant à Brasilia où sont représentés tous les États sud-américains et une large majorité des pays africains membres de l'ASA »⁸⁰⁵.

Aussi, la proposition sud-américaine émet-elle la suggestion de la suppression des groupes de travail en vue d'attribuer aux conseils sectoriels de l'UNASUR et aux organes compétents de l'Union Africaine un rôle central de gestion et de mise en œuvre des projets de coopération Sud-Sud. Ainsi, en fonction des projets déjà existants même au niveau bilatéral, les instances sectorielles seraient en charge d'une part, de faciliter l'échange d'informations et d'autre part, de la recherche de financement international pour les différents projets de l'ASA. Cette proposition permettrait en effet d'alléger les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des réunions de travail et opèrerait une distinction claire des missions assignées aux deux organisations régionales, ne remettant pas ainsi en question la structure institutionnelle et maintenant « le profil primordialement politique du Forum »⁸⁰⁶.

Conjointement à ces propositions concernant l'organisation interne, la proposition sud-américaine permet également d'identifier les domaines prioritaires de coopération de l'ASA.

3.3 Redéfinition des axes prioritaires d'action

Au fur et à mesure de la signature des différentes Déclarations de l'ASA, les domaines de compétence et l'agenda d'actions se sont complexifiés, rendant très vastes et peu clairs les domaines prioritaires de cette plateforme de dialogue.

Pour cela, dans la lancée impulsée dès 2015 après le Séminaire « Repenser l'ASA », les hauts fonctionnaires sud-américains proposent de mettre un accent sur les domaines considérés par eux comme prioritaires : les projets de coopération Sud-Sud; le Dialogue Politique, de Paix et de Sécurité; le commerce, l'investissement, les technologies et le développement durable; la culture, les sports, la santé et le renforcement des contacts de peuple à peuple.

A cette occasion plusieurs précisions ont été faites, notamment concernant la compréhension de la coopération Sud-Sud, présentée comme étant à la fois un domaine prioritaire en lui-même et comme un outil pour « atteindre les objectifs identifiés par nos chefs

⁸⁰⁵ *Ibid.*, p 2.

⁸⁰⁶ *ibid.* p.2.

d'État tel que compris comme étant la modalité la mieux appropriée pour s'assurer que les résultats de nos actions améliorent la qualité de vie de nos peuples »⁸⁰⁷.

Ainsi ont été identifiés les projets prioritaires de l'ASA: Une plate-forme de coopération ASA : dont l'objectif est la construction d'une plate-forme digitale sur laquelle les États et les Agences de coopération puissent visualiser les projets fructueux, générant ainsi une base de données qui permet l'identification facile de domaines d'intérêt dans lesquels les États membres pourront fournir une coopération ou la solliciter; un Programme de Sécurité Alimentaire : basé sur le « Réseau de Souveraineté alimentaire et Sécurité alimentaire et Nutritionnel de l'UNASUR, il s'agirait d'étendre le réseau sur le continent africain avec un plan commun ASA et FAO incluant d'autres piliers tels que la Désertification, la Protection des Forêts et l'Agriculture familiale.⁸⁰⁸; le Forum de Commerce, Investissement et Tourisme ASA; le Programme ASA de réduction de la mortalité infantile et maternelle, avec notamment l'exportation du programme Brésilien de Banque de lait maternel déjà répandu en Amérique Latine; le Plan Santé ASA : Ebola, VIH/SIDA, Tuberculose, Malaria; les Rencontres de Peuples afro-descendants; le Programme de Coopération électorale.

Cet ensemble de propositions avait été adressé à la Commission de l'Union Africaine afin que la partie africaine émette des avis sur ledit projet de restructuration de l'architecture de l'ASA.

Cette architecture flexible et évolutive constitue la partie matérielle et visible des interactions entre Africains et Sud-Américains. Toutefois, en mettant en œuvre des interactions sociales, l'interrégionalisme sud-sud se compose également de structures idéelles inhérentes audit processus. Dès lors, la section suivante se penche sur la dimension cognitive de l'ASA

⁸⁰⁷ Archives UNASUR, Vision ASA, *op.cit.*p.3.

⁸⁰⁸ *ibid.*p.4.

Section 2 :

LA STRUCTURE IDÉELLE DES INTERACTIONS ENTRE AFRICAINS ET SUD-AMÉRICAINS.

Cette section a pour objectif d'identifier les idées et les significations au cœur dudit dialogue interrégional afro-sud-américain. Est-il possible de déterminer avec clarté un ensemble de valeurs, de perceptions communes qui constituerait le point de départ ou la raison d'être de ce mécanisme interrégional ? Autrement dit, existe-t-il une base idéelle commune propre aux États membres de l'ASACOF ?

La question de la place des éléments cognitifs au sein des processus interrégionaux a fait l'objet de plusieurs travaux menés par le courant constructiviste. Parmi ceux-ci, ceux d'Armstrong précisent que les coopérations interrégionales peuvent être entendues comme « un ensemble d'éléments » cognitifs, normatifs et juridiques partagés entre régions qui émergent de leurs interactions sociales »⁸⁰⁹. En effet, pour dialoguer, les régions doivent établir un ensemble d'éléments d'importance et d'intérêts communs qui représentent leurs réalités publiques. Cette réalité publique façonne le cadre discursif des régions dans leurs interactions. Aussi, Gilson pour sa part, souligne que les structures discursives sont une partie intégrante de la création d'un « Nous » et d'un « Autre ». En effet, selon elle, ce processus d'interactions conduit les acteurs à se considérer comme faisant partie d'une communauté qui se crée et se reflète à travers certaines normes⁸¹⁰. C'est dans ce sens que Schunemann considère qu'au même titre que les institutions internationales sont un lieu de création d'identités et d'intérêts, les institutions interrégionales peuvent également évoquer un sentiment de « communauté collective interrégionale »⁸¹¹.

C'est donc à partir des différents résultats de travaux précédents que la présente section s'organise en deux sous sections. Il s'agira d'identifier les identités partagées et les perceptions intersubjectives concernant la réalité internationale entre les Africains et leurs partenaires sud-américains (1). Puis, en prolongeant le questionnement autour de la construction d'une identité commune, nous tenterons de mettre en lumière un processus de circulation idéelle (2).

⁸⁰⁹ J. SCHUNEMANN, *Una aproximación socialconstructivista a la cooperación interregional y el interregionalismo: las relaciones entre la Unión Europea y el Mercosur*. Thèse de Doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 2010, (Traduction de l'auteure).

⁸¹⁰ J. GILSON, *Asia Meets Europe: Inter-regionalism and the Asia-Europe Meeting*, Edward Elgar Publication.2002.

⁸¹¹ J. SCHUNEMANN, *op. cit.*p.23.

1. Identités et perceptions partagées.

Comme nous l'avons évoqué dans les chapitres précédents, les relations politiques ainsi que les différentes étapes des rapprochements bilatéraux et interrégionaux Afrique-Amérique latine se sont accompagnées d'une mobilisation d'éléments cognitifs. Dès lors, pour le cas du Forum ASACOF, il y a lieu d'identifier des piliers centraux qui ont constitué la base idéale convergente entre Africains et Sud-Américains. Cette base idéationnelle, également désignée comme un « linkemindness »⁸¹² par certains auteurs, est essentielle dans la compréhension des dites dynamiques. Dès lors, cette base idéale rassemble à la fois un sentiment d'appartenance et d'identification à un groupe précis d'États, en l'occurrence ici le Global South, mais rassemble aussi un certain nombre de valeurs partagées.

1.1 L'appartenance au Global South

Parmi les points communs qui réunissent les États sud-américains et africains, l'on retrouve leur sentiment d'appartenance au Sud. L'identification de leur appartenance au Global South se retrouve d'abord au sein de leurs stratégies de politique extérieure individuelle ainsi qu'au sein des Déclarations de l'ASA.

En effet, pour ce qui relève des stratégies individuelles de politiques extérieures mises en place au début des années 2000, l'appartenance à la catégorie de pays du Sud constitue un élément central notamment dans l'action discursive d'États tels que le Brésil et le Venezuela du côté sud-américain et, du côté africain, pour ce qui relève des stratégies d'insertion internationale de l'Afrique du sud et de contestation de l'ordre international de la Libye sous Kadhafi.

Dès lors en quoi consiste cette auto-appartenance au Global South, mais surtout quels en sont les enjeux ?

Dans un premier temps, l'appartenance au Global South apparaît comme un facteur de rapprochement et crée l'idée d'une identité commune. En effet, s'identifier comme du Sud renvoie à reconnaître sa situation de vulnérabilité économique et sa situation de périphérie sur la scène internationale, associée à un passé colonial exercé par des anciennes puissances européennes. Dans le cas afro-sud-américain l'idée d'appartenir au Global South va beaucoup plus loin, puisque les liens historiques remontent à des siècles. Dès lors, l'identité collective

⁸¹² G.LECHINI, (dir) *La cooperación Sur-Sur en las políticas Exteriores de Argentina y Brasil en el siglo XXI*, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, p. 7.

afro-sud-américaine s'appuie non seulement sur l'idée de faire partie du Sud mais aussi sur la référence du passé historique commun.

En effet, la référence à la période de la traite négrière entre les deux rives de l'Atlantique Sud constitue un élément symbolique fortement présent dans l'action discursive dans le cadre de l'ASA. La remémoration de cet épisode historique qui a mis en contact ces deux régions est mobilisée dans le cas de l'ASA, d'abord pour souligner la proximité culturelle et identitaire des peuples concernés, mais aussi pour justifier une action commune et l'idéalisation d'un destin commun. Ainsi, lors du 2^{ème} Sommet de Chefs d'État du Forum de Coopération Afrique-Amérique du sud qui a eu lieu à Margarita dans l'État de Nueva Esparta au Venezuela, ce lieu avait-il été choisi en raison de sa dimension symbolique: car il correspondait à la zone d'arrivée d'esclaves africains en même temps qu'il était le premier territoire indépendant du Venezuela.

Ainsi, Hugo Chavez dit-il lors de l'inauguration : « *Por aqui llegaron los barcos (desde África) nos unieron en el dolor, el martirio, ahora nosotros estamos renaciendo en el amor, la esperanza en el trabajo en la construcción de un mundo mejor...África y Suramérica tenemos mucho que hacer para este mundo mejor..* »⁸¹³

Cette appartenance au Global South permet aussi aux États de justifier des stratégies de rapprochement vis-à-vis des partenaires du Sud. En effet, l'appartenance au Sud, tout comme cela a été le cas du Mouvement des Pays Non-Alignés ou encore l'appellation de « Tiers-Monde », renvoie à l'idée de contestation et une tendance réformiste. Dès lors, en revendiquant leurs identités de Global South les États africains et sud-américains expriment d'une part leurs auto-perception de leurs positions sur l'échiquier international, et d'autre part, leurs volontés de modifier lesdites positions, voire changer les règles du jeu international.

A côté de cela, il y a également l'usage stratégique fait par les puissances régionales quant à leur identification au Global South. En effet, la revendication de l'appartenance au Global South s'inscrit dans la logique pour les pays émergents d'assurer une certaine forme de légitimation quant à leurs ambitions régionales et internationales. Cela concerne particulièrement le Brésil et l'Afrique du sud qui, malgré leurs stratégies de politique extérieure distinctes en plusieurs points, ont mobilisé cette identité du « Sud » en vue de légitimer leur implication dans la création de coalition Sud-Sud, mais aussi leur revendication à une plus grande participation aux affaires internationales notamment le siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour le Brésil, et la présidence de l'Union Africaine pour Pretoria.

⁸¹³ Discours du Président Hugo Chavez Frías lors de l'inauguration du 2^{ème} Sommet de Chefs d'Etat du Forum de Coopération Afrique-Amérique du sud, le 26 septembre 2009, Venezuela.

Dès lors, que ce soit pour des raisons stratégiques ou pour une réelle identification de leur positionnement sur l'échiquier mondial, la perception partagée d'appartenir à ce groupe rassemble les États africains et sud-américains autour d'enjeux similaires et communs. C'est dans cette perspective de Global South que se construit l'idée centrale d'une action collective en vue d'améliorer leur positionnement et la structure des principales institutions internationales. C'est donc en raison d'une identification à un Sud désavantagé en termes économiques et sociaux, que les États vont vouloir créer et participer à ces nouveaux espaces de dialogue et d'action Sud-Sud. Dit autrement, l'identité de pays du Sud a, durant le début du XXI^{ème} siècle, galvanisé et rassemblé les États autour d'une action collective nécessaire.

Par ailleurs, au-delà du sentiment d'appartenance au Global South, des valeurs vont se retrouver au cœur des déclarations de l'ASA, ce qui laisse voir une affinité idéologique et politique essentielle, qui apparaît comme la base idéale dudit rapprochement afro-sud-américain.

1.2 Les valeurs partagées.

En se focalisant sur l'existence de la base idéale qui structure le mécanisme de coopération afro-sud-américain, notre étude s'appuie sur la perspective gramscienne quant au pouvoir des idées ; et les idées sont perçues comme étant « des idéologies et des instruments dans la lutte pour établir ou remettre en question une hégémonie »⁸¹⁴.

En effet, pour comprendre l'intérêt pour la mise en place de telles structures de dialogue interrégional Sud-Sud, la prise en compte des idées est essentielle dans le sens où celles-ci sont des forces sociales qui structurent la manière dont sont compris et perçus les enjeux internationaux et les opportunités d'action. La présente section s'attèle donc à démontrer le contenu de ces idées forces qui structurent l'intérêt pour l'ASACOF. A travers l'analyse des différentes Déclarations de l'ASA et des allocutions prononcées en son sein, il apparaît que certaines valeurs clés vont être au cœur dudit rapprochement et constituer les principes à partir desquels les États membres de l'ASA entendent agir sur la scène internationale.

Ainsi, parmi ces valeurs clés, il y a lieu de distinguer :

- La défense du *Multilatéralisme*, qui apparaît dans les trois Déclarations de l'ASA. Cela consiste à inscrire le multilatéralisme au cœur de l'action de l'ASA. Le point 7 de la Déclaration

⁸¹⁴ P.NEL Philip « The power of ideas: ambiguous globalism and South Africa's foreign policy », dans W.CARLSNAES, P. NEL (Eds.) *In full Flight: South African Foreign Policy after apartheid*, Institute for Global Dialogue, Midrand, 2006, pp. 108-121.

de Malabo rappelle : « la coopération doit reposer sur notre engagement pour le Multilatéralisme, le respect du Droit International, la Démocratie »⁸¹⁵. Ainsi l'usage unilatéral de la force est-il exclu. En effet, les États membres inscrivent l'ASA dans la logique d'un multilatéralisme nécessaire pour une gouvernance globale au sein de laquelle les pays du Sud participent et constituent également un pôle décisionnaire et de pouvoir. Dès lors, l'ASA comme les autres forums interrégionaux Sud-Sud auxquels ces États participent, porte en lui la défense du multilatéralisme comme instrument de régulation de la scène internationale.

- *La Démocratie et le Respect du Droit International*, font également partie des principes retrouvés dans les déclarations de l'ASA, et cet attachement au Droit International se réfère principalement aux Déclarations établies dans le cadre des Nations-Unies.

- *Le respect de la Souveraineté, la non-ingérence.*

- *La démocratisation des organes de prise de décisions des Organisations Internationales* : cela concerne la question de la réforme de certains organes des Nations-Unies comme le Conseil de Sécurité, qui ne comprend que cinq États permanents avec droit de veto⁸¹⁶, et dix autres États non permanents pour une durée de deux ans. Dès lors, les différentes Déclarations de l'ASA comprennent la revendication pour une réforme dudit organe : « La réforme des Nations-Unies doit prendre en considération la nécessité d'augmenter la participation juste des pays en voie de développement dans les processus de prise de décisions de ladite Organisation afin que celle-ci soit plus représentative, efficiente, démocratique et responsable »⁸¹⁷.

Aussi, les valeurs du respect de la souveraineté et le principe de non-intervention dans les affaires internes ont un écho important dans le cas de ce forum Sud-Sud. Car en effet, les valeurs concernant le respect de leurs souverainetés sont essentielles pour des États ayant un passé de pays colonisés. Là encore, on retrouve un point commun entre Africains et Sud-américains : la conscience d'avoir été colonisés et l'idée d'un « Autre » sont autant de « connecteurs » entre les pays du sud⁸¹⁸.

Dans ce sens, la prise en compte de ces valeurs au sein du Forum ASA s'explique par deux éléments, d'abord, la référence au passé colonial et aux situations de marginalisation

⁸¹⁵ AFRICA-SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Tercera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Malabo, Malabo, Guinea Ecuatorial, 20-22 feb 2013

⁸¹⁶ Il s'agit de la Chine, les Etats Unies, la France, le Royaume Unie, la Russie.

⁸¹⁷ Article 2 Déclaration d'Abuja de 2006.

⁸¹⁸ G. LECHINI, *La Cooperación Sur-Sur en la Políticas Exteriores de Argentina y Brasil en el siglo XXI*. Rosario UNR Editoria, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, 2014. p. 5.

internationale que partagent les États membres de l'ASA. Puis, ces valeurs font partie intégrante de l'identité internationale de ces États.

En effet, le choix de placer certaines valeurs au cœur de l'action de l'ASA traduit l'importance qui leur est accordée. Ces valeurs et principes font sens, dès lors que l'ensemble des États membres partagent une expérience historique d'exclusion ou de marginalisation des processus globaux et de décisions⁸¹⁹. Dès lors, promouvoir le multilatéralisme, la défense de peuples opprimés ainsi que la démocratisation des institutions internationales constitue une base commune à l'ensemble des coalitions Sud-Sud; tel est le cas également pour ce qui des valeurs concernant la non-intervention dans les affaires internes et le respect de la souveraineté. Ces valeurs sont intrinsèquement liées au passé historique et mettent en lumière la constante défense de ces principes, ainsi que la dimension réformiste des dynamiques Sud-Sud.⁸²⁰ En effet, depuis la Conférence de Bandung en 1955, la création du Mouvement des Pays Non-Alignés et le Groupe des 77, ces idées de réforme des institutions internationales et d'une plus grande inclusion des pays du Sud avaient déjà été mobilisées.

Aussi, l'ensemble des valeurs que l'on retrouve dans les Déclarations de l'ASA renvoient à l'identité internationale des États, qui ont placé au centre de leur action individuelle certains principes tels que le Respect du Droit International, ou la promotion d'un monde multipolaire. En effet, l'étude des politiques extérieures de certains États membres de l'ASA montre une similitude dans les idéaux défendus et sur lesquels s'appuie et s'articule leur action internationale. Ainsi, à titre d'exemple, dans le cadre des politiques extérieures du Brésil tout comme de l'Afrique du sud, on retrouve la présence et la constance de principes idéalistes d'universalisme, aspirant à la modification du système international⁸²¹.

Dans ce même cas de figure, le Venezuela de Hugo Chavez adopte dès 2004 « le socialisme du XXI^{ème} siècle ». A travers ce projet politique, ce pays « projette de renforcer sa souveraineté internationale et de promouvoir un monde multipolaire équilibré, en œuvrant à l'implantation de la démocratie participative, des droits de l'homme et de la pacification régionale »⁸²².

⁸¹⁹ D. FLEMES, M. GOMES SARAIVA, « Potencias Emergentes no orden de redes: o caso do Brasil », Revista Brasileira de Política Internacional, 57 (2), 2014. p. 215.

⁸²⁰ A.ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, « An ocean for the Global South: Brazil and the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », Cambridge Review of International Affairs, vol29, Issue 3, 2016, pp. 1112-1131.

⁸²¹ A. COSTA VAZ, «Coaliciones internacionales en la política Exterior brasileña: Seguridad y reforma de la gobernanza», Revista CIDOB d'afers internacionals, n° 97-98, 2012, p. 177.

⁸²² C. FORITE, « Chavez et l'Afrique. Dix ans de Politique Extérieure vénézuélienne. » Éditions IHEAL, Paris 2011, p. 39.

De telles valeurs partagées dans le cadre de l'ASA illustrent une convergence idéale entre Africains et Sud-Américains dans la manière de penser leurs rapports avec « l'Autre » sur la scène internationale. Dès lors, les Déclarations ainsi que les Sommets visent à présenter au reste du monde cette approche qui est la leur.

En effet, ces valeurs défendues traduisent le modèle d'interaction, de socialisation internationale, de répartition des pouvoirs, de résolution des conflits et de réforme des instances internationales auquel ces États aspirent. C'est dans ce sens que l'identification de ces valeurs a pour but de présenter leurs visions du monde.

On a donc ici un interrégionalisme comme structure idéale qui défend une horizontalité des rapports de force et de socialisation et qui promeut la création de nouveaux espaces imagés de dialogue Sud-Sud. Cette perspective rejoint l'argument défendu par Ferabolli qui affirme que l'interrégionalisme ne doit pas être perçu uniquement comme un instrument mais aussi comme un discours⁸²³. En effet, d'après elle, les forces et les idées mobilisées dans la construction des relations interrégionales et celles exclues dudit processus de construction doivent être étudiées⁸²⁴. En le faisant pour le cas du Forum de dialogue entre pays arabes et pays sud-américains, cette auteure souligne que le Forum ASPA vise à « remettre en question les frontières socio-politiques établies par les puissances européennes et leur géographie imaginaire »⁸²⁵. On retrouve ici l'idée selon laquelle au-delà de défendre des valeurs, l'interrégionalisme Sud-Sud trace de nouvelles lignes, de nouvelles frontières qui correspondent à leur vision du monde et qui remettent en question la lecture verticale du monde.

2 .Processus de circulations idéelles

Après avoir étudié la base idéale commune à partir de laquelle se forment les perceptions et les intérêts, l'enjeu va être maintenant de comprendre et d'identifier les mouvements à travers lesquels ces idées et ces valeurs interagissent dans le cadre de relations interrégionales.

Comme nous l'avons dit dans les chapitres précédents, à travers la notion de circulation idéale, il est défendu l'hypothèse selon laquelle, au sein des interactions interrégionales, circulent des normes, des idées entre les différentes parties, et ce mouvement est vu comme étant circulaire,

⁸²³ S. FERABOLLI, « Regions that matter: the Arab-South American interregional space » *Third Quarterly*, 38: 8, 2016, p. 1772.

⁸²⁴ *Ibid.*, p. 1777.

⁸²⁵ *Ibid.*, p. 1777.

autrement dit horizontal, contrairement à la notion de diffusion de normes telle qu'elle est employée dans le cas de l'Union Européenne vis-à-vis de ses partenaires du Sud⁸²⁶.

Dès lors, la notion de circulation idéale s'appuie sur l'approche constructiviste de l'interrégionalisme dans sa qualité d'institution sociale. D'après cette perspective, l'interrégionalisme serait un processus dynamique, ce serait le « produit d'un processus continu d'auto-perception (« process of community self interpretation ») et d'auto-définition en réponse à un contexte en transformation »⁸²⁷.

Ainsi en tant qu'institution sociale dynamique, l'interrégionalisme Sud-Sud déploie des circulations idéelles à travers d'une part, des processus de socialisation notamment via les groupes de travail desdits forum interrégionaux et d'autre part, à travers les discours des chefs d'État.

2.1 Les processus de socialisation interrégionale

En étudiant le cas du Forum IBAS (Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud) Soule Kohndou met en lumière les interactions sociales au sein desquelles ont lieu différents types d'apprentissage. Ainsi, selon elle, « c'est grâce à ces interactions répétées que la socialisation produit une intériorisation des normes, des structures cognitives et des savoirs pratiques, notamment dans les groupes de travail de l'IBAS réunissant les fonctionnaires des trois États »⁸²⁸. Aussi, face à ces processus de socialisation, les acteurs sont-ils « amenés à enrichir leurs ressources cognitives, ajuster leurs comportements »⁸²⁹. Toujours dans ce sens, les processus d'apprentissage socialisants sont facilités par les rencontres régulières de groupes de travail, ce qui favorise le développement de réseaux d'affinité, un sens de la collégialité, et tend à la création d'un réseau de connaissances mobilisables dans d'autres contextes⁸³⁰.

Dès lors, en ce qui concerne le cas de l'ASACOF, ces processus de socialisation ont lieu à la fois à l'occasion de réunions des groupes de travail et également durant les réunions de hauts fonctionnaires. En effet, comme nous l'avons dit, les groupes de travail réunissent des États africains et sud-américains autour d'une thématique d'intérêt spécifique. La circulation idéale s'y manifeste essentiellement sous la forme d'un apprentissage en ce qui concerne les

⁸²⁶ S. KONGAH, C. AKONG, « Is interregionalism AU-ASEAN diffusion in the South barren? » in ENGEL and al (Ed.) *The New Politics of Regionalism: Perspectives from Africa, Latin America and Asia-Pacific*, Routledge, 2017, pp. 85-101.

⁸²⁷ NEUFELD cité par J. Schunemann, p. 82.

⁸²⁸ F. SOULE KOHNDU, « L'action culturelle Sud-Sud du Brésil à travers les clubs de puissances émergentes : fonctions et usages », *Cahiers des Amériques Latines, dossier Les relations Sud-Sud : culture et Diplomatie*, 80, 2015. pp. 31-48.

⁸²⁹ *Ibid.*, p. 35.

⁸³⁰ *Ibid.*, p. 37.

réponses apportées à des situations similaires, donc aux outils et pratiques, mais aussi des approches à partir desquelles sont abordés les thèmes selon les États.

Par ailleurs, conjointement aux processus de socialisation qui ont lieu au sein des différents niveaux d'interaction de l'ASA, la circulation idéale apparaît également dans les discours émis par les Chefs d'État au cours des Sommets interrégionaux.

2.2 Le discours au cœur de la circulation idéale

Aussi bien dans le cadre des Déclarations que dans les discours des chefs d'État, la référence à une histoire partagée et un destin commun, est présente. En effet, la première Déclaration de l'ASA d'Abuja de 2006 évoque d'une part, les liens historiques et la participation réciproque de chaque continent dans l'histoire de l'autre. Ainsi, dans son préambule, la Déclaration rappelle « the historic and cultural links between Africa and South America has played in the heroic struggles waged by African peoples and countries for political independence, human dignity and economic emancipation ». Dans la Déclaration de Nueva Esparta, le préambule souligne également «teniendo presente también los fuertes lazos históricos y culturales que han inspirado esta relación, reconociendo la activa participación de la población afrodescendiente en el América del sur». Les versions finales des différentes Déclarations sont en fin de compte la partie visible de cette convergence et de cette circulation idéale qui aboutit à un document tangible.

Par ailleurs, la mobilisation des liens historiques occupe une place importante dans l'action discursive des personnalités politiques. En effet, à l'ouverture des Sommets de Chefs d'État, la pratique impose aux Chefs d'État ou de gouvernement de prendre la parole après le pays hôte. Cet exercice discursif illustre d'une part, la dimension idéologique sur laquelle repose le rapprochement afro-sud-américain, et d'autre part, le partage de certaines notions-idées centrales reprises par les présidents africains et leurs homologues sud-américains. Ainsi, en analysant la séance d'ouverture du deuxième Sommet de l'ASA tenu au Venezuela en 2009, observe-t-on une circulation d'idées autour des notions se référant à la vulnérabilité internationale des pays du sud, la nécessité d'initiatives de Coopération Sud-Sud entre les deux régions, et la vision d'un système international injuste à modifier. En effet, le Président libyen Mouammar Kadhafi soulignait dans son allocution, l'importance d'unir des forces au sein d'instances internationales afin de « transformer » le monde⁸³¹. Cette idée centrale est reprise dans les discours de l'ensemble des Chefs d'État présents au Venezuela.

⁸³¹ MINISTERIO DEL PODER PARA LA COMUNICACIÓN E INFORMACIÓN: II Cumbre América del Sur-África ASA 2009: cerrando brechas, abriendo oportunidades. Caracas.p.459

Ainsi, à travers les discours et le choix des mots et des référents historiques, les États diffusent tout un ensemble de significations vers leurs partenaires en vue de renforcer le sentiment d'une identité commune et de destin commun qui conduirait au renforcement des liens Sud-Sud.

Toutefois, l'action discursive ne se contente pas uniquement de rappeler les liens historiques, mais elle souligne également les efforts à fournir pour rendre effectif le dit mécanisme de dialogue interrégional.

Ainsi, à titre d'exemple, lors du discours à l'occasion de l'installation du Comité Stratégique Permanent de l'ASA à Caracas en Août 2010, le président Lula sollicitait de la part de ses collègues chefs d'État réunis, de continuer à croire aux avancées des réunions de l'ASA, et soulignait que les résultats ne seraient pas immédiats au sortir de ces réunions⁸³². De la même façon que cela été le cas dans le cadre de la ZOPACAS, au sein de l'ASA, le Brésil déploie une sorte de leadership intellectuel et discursif qui a pour objectif d'inciter les partenaires africains et sud-américains à poursuivre leurs efforts, un discours qui rassemble et qui rappelle les objectifs et idéaux poursuivis. Ce rôle, qui n'est pas propre au Brésil, fait partie des mouvements de circulation idéale perceptibles à travers les discours prononcés dans les rencontres de chefs d'État. Cependant le protagonisme et l'ambition du Brésil à être leader est remis en question par d'autres États membres de l'ASACOF⁸³³. Quoi qu'il en soit, l'action discursive et la proactivité du Brésil constituent sans équivoque un des piliers du dialogue afro-sud-américain. Toujours dans ce sens, Jean Ping, alors président de la Commission de l'Union Africaine, soulignait dans son discours la responsabilité collective des États membres de faire entrer l'ASA dans les annales de l'histoire grâce à la concrétisation des objectifs fixés⁸³⁴.

Par ailleurs, la circulation idéale est reconnue par les acteurs étatiques qui y font allusion. En effet, conscients de ce que les occasions de socialisation entre les deux régions sont peu fréquentes, les Hauts fonctionnaires de l'ASA réunis à Brasilia en 2008 soulignent l'enjeu de maintenir et d'accroître la présence bilatérale dans chacune des deux régions pour favoriser « a common vision and a meeting of minds »⁸³⁵. Pour ce faire, l'idée des mécanismes systématiques de consultations à plusieurs niveaux entre les parties prenantes a été avancée.

⁸³² Discours prononcé à Caracas le 6 août 2010 par Ignacio Lula Da Silva, disponible : <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/presidente-da-republica-federativa-do-brasil-discursos/8021-discurso-do-presidente-da-republica-luiz-inacio-lula-da-silva-durante-reuniao-de-instalacao-da-secretaria-da-cupula-america-do-sul-africa-caracas-venezuela-06-de-agosto-de-2010>

⁸³³ La Section 3 du présent chapitre se penche sur la question des rivalités au sein de l'ASACOF.

⁸³⁴ MINISTERIO DEL PODER PARA LA COMUNICACIÓN E INFORMACIÓN: II Cumbre América del Sur-África ASA 2009: cerrando brechas, abriendo oportunidades. Caracas.p.459.

⁸³⁵ Archives SERE 2008.

Cependant, il y a lieu de se demander vers quoi tend cette circulation idéale interrégionale. Selon des auteurs tels que Vagni, la circulation idéale favorise la construction d'une identité collective. En effet, comme nous l'avons abordé, l'idée d'une communauté de destin entre Africains et Sud-américains renforce le sentiment d'un « Nous ». C'est dans ce sens que Vagni identifie un processus qui s'appuie sur l'idée d'un mouvement de circulation de part et d'autre de l'Atlantique Sud, pour aboutir à une identité culturelle commune⁸³⁶. Toutefois, dans les faits, bien que le dialogue interrégional Afrique-Amérique du sud constitue une avancée significative dans le rapprochement des deux régions, il est encore trop tôt pour parler d'une identité afro-sud-américaine.

Enfin, cette analyse de la structure idéale du dialogue interrégional Amérique du sud-Afrique a mis en lumière les processus de circulation d'idées. Or les idées, tout comme les discours, sont mobilisées à des fins stratégiques de recherche de puissance et d'intérêts individuels. Dès lors, conjointement à la dimension cognitive se déploient au sein du Forum ASA des logiques de rivalités et de pouvoir.

Section 3 : **RIVALITÉS INTERNES ET ASYMÉTRIES.**

L'intérêt collectif de créer une plateforme de coopération et de dialogue va de pair avec des intérêts stratégiques individuels. En effet, la participation de chacun des États à l'ASACOF répond à des logiques de poursuite d'ambitions régionales et internationales particulières. Dès lors, la présente section a pour objectif de décrypter les différents enjeux de pouvoir et de rivalités inhérents au processus interrégional afro-sud-américain. Pour ce faire, l'analyse se penchera dans un premier temps sur la concurrence pour un leadership entre le Brésil et le Venezuela, puis, il sera question d'aborder les rivalités entre Pretoria et Abuja.

⁸³⁶ J. VAGNI, « Discours, Identités, et relations interrégionales : la construction culturelle du rapprochement entre le monde arabe et l'Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, vol 80,2015, pp.67-85.

1. Entre jeu de puissance et rivalités internes : la quête de leadership.

La quête de leadership en dehors de leur zone d'influence et les ambitions de reconnaissance internationale sont autant d'enjeux stratégiques qui conduisent les États à déployer des stratégies visant à tirer profit de leur participation à l'ASACOF. Or, cet usage intéressé de l'ASACOF accentue les rivalités internes préexistantes de part et d'autre des deux continents.

1.1 Brésil versus Venezuela

L'étude de la structure idéale a mis en lumière la présence d'une part, d'un capital et d'un bagage idéal commun, et d'autre part, d'un processus de circulation idéationnelle au sein duquel se distinguent clairement deux États protagonistes que sont le Brésil et le Venezuela. L'action rhétorique de ces deux États, plus précisément de ces deux personnalités politiques que sont Lula Da Silva et Hugo Chavez, convergent en certains points mais divergent également dans bien d'autres.

Dès lors, une dynamique de concurrence et de rivalité va s'établir entre ces deux États qui tenteront de s'approprier le rôle de leader au sein dudit mécanisme de dialogue. En l'occurrence, il s'agirait plutôt pour le Venezuela d'une tentative de challenger le leadership brésilien déjà perceptible depuis le Sommet d'Abuja en 2006.

1.1.1. Deux idéologies distinctes

L'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche avait suscité au début du XXI^{ème} siècle beaucoup d'interrogations quant au devenir de l'intégration régionale en Amérique latine et l'insertion desdits États dans l'économie internationale⁸³⁷. Très vite, vont être perceptibles les distinctions entre ces gouvernements de gauche ; distinctions en termes d'idéologie, de stratégies d'insertion économique et de projet régional, cristallisées autour d'un objectif commun, celui de leadership régional.

Dès lors, pour ce qui concerne l'Amérique du sud, le Brésil et le Venezuela vont aspirer tous les deux à ce rôle de leader régional et vont déployer chacun une approche différenciée d'intégration régionale basée sur des idéologies distinctes. En effet, malgré une rhétorique proche concernant la nécessaire réforme des instances internationales et la nécessaire inclusion

⁸³⁷ S. SANTANDER, « Invariances et ruptures dans le régionalisme sud-américain », In S. SANTANDER (Dir.) *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*, Presses Universitaires de Liège. 2016. p. 29.

et participation équitable du Sud dans la gouvernance globale, Brasilia et Caracas projettent deux modèles distincts.

Ainsi, pour ce qui est du Venezuela, sa politique extérieure et régionale axée autour de l'idéologie Bolivarienne et sur la rente pétrolière va prôner un projet continental et un protectionniste avec un grand rôle de l'État sur les marchés⁸³⁸. Ainsi, la création de « Petrocaribe », jointe à une certaine convergence politico-idéologique permettra à Caracas de coopter certains pays des Caraïbes et d'Amérique du sud autour du projet régional de l'ALBA⁸³⁹, tandis que le Brésil opte pour une approche néo-structuraliste qui prône à la fois une liberté des marchés mais aussi une place de l'État dans la régulation de l'économie nationale⁸⁴⁰; Brasilia défend donc une approche économique différente à travers l'initiative du MERCOSUR.

Ces divergences idéologiques qui affectent l'ensemble des États d'Amérique latine, ont conduit à des logiques de concurrences régionales entre les différentes initiatives régionales qu'a connues la région⁸⁴¹. Par ailleurs, ces différentes approches au niveau régional sont également perceptibles au niveau global, avec des stratégies de politique extérieure et des actions discursives différenciées; et ceci est particulièrement perceptible dans les relations Sud-Sud.

Ainsi à titre d'exemple, la rhétorique du Brésil est caractérisée par un certain degré de modération, et intègre l'idée de complémentarité puisqu'elle inclut à la Coopération Sud-Sud la coopération avec des partenaires européens et nord-américains. La rhétorique mise en place par Hugo Chavez est beaucoup plus radicale, sa posture assumée est celle d'opposition, et de confrontation sur la scène internationale⁸⁴². Cette attitude contestataire est perçue par plusieurs auteurs comme une stratégie visant à accroître sa visibilité internationale⁸⁴³.

Toutefois, les deux idéologies se rencontrent autour de certains points et s'inscrivent toutes les deux dans une politique extérieure marquée par un renforcement des relations avec les pays africains. Néanmoins, une fois encore, les logiques et les approches vis-à-vis des partenaires africains sont distinctes. Ainsi, tandis que le Brésil déploie une stratégie en

⁸³⁸ S.W. BURGES, « Building a global southern coalition: the competing approaches of Brazil's Lula and Venezuela's Chávez », *Third World Quarterly* 28; 7, oct. 2007. pp. 1343-1358.

⁸³⁹ ALBA « Alliance Bolivarienne pour Notre Amérique » réunit la Bolivie, le Nicaragua, Cuba et le Venezuela.

⁸⁴⁰ S.W. BURGES, *op. cit.* p. 1349.

⁸⁴¹ S. SANTANDER, « Prolifération de régionalismes en Amérique latine : convergence ou concurrence ? », dans S. SANTANDER (Dir.) *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Enjeux Internationaux N.40. Bruxelles 2016. p. 94.

⁸⁴² E. BRUN, « Mudanças no Panorama internacional por meios das relações Sul-Sul: Relações do Brasil, Chile e Venezuela com os países em desenvolvimento da África, Ásia e Oriente Medio », FUNAG, Brasília 2016. p. 409.

⁸⁴³ *Ibid.* p. 410.

continuité des liens historiques avec les partenaires africains à travers son agence de coopération et ses entreprises privées, le Venezuela met en place une stratégie de rapprochement orientée vers les pays producteurs de pétrole du continent. On retrouve tout de même des similitudes en termes d'initiatives sociales et de santé vis-à-vis de l'Afrique.

Dès lors, voisins rivaux et défendant chacun un modèle idéologique distinct, le Venezuela et le Brésil aspirent à élargir leur influence au-delà de la région sud-américaine avec pour toile de fond des ambitions internationales telles que le siège permanent au CSNU⁸⁴⁴. Dès lors, l'espace interrégional devient un terrain de jeu au sein duquel se déploient les rivalités entre Caracas et Brasília pour un certain protagonisme.

En effet, la création de nouveaux espaces de dialogue Sud-Sud apparaît comme une opportunité pour Brasília et Caracas afin de mener des stratégies de rapprochement et de séduction vis-à-vis des partenaires du Global South. Le cas de l'ASACOF constitue un espace au sein duquel les deux États sud-américains tentent de se démarquer, ce qui fait surgir une logique de rivalité. Cette rivalité met en exergue les deux personnalités et leurs programmes politiques, donc entre l'image politique de Lula et son charisme international et l'image de Hugo Chavez beaucoup plus virulent contre l'hégémonie américaine et sa *prérodiploatie*⁸⁴⁵ mise en œuvre vers le continent africain.

Dès lors, il y a lieu de distinguer deux types de rivalité concernant le Brésil et le Venezuela, le premier concerne la volonté d'apparaître comme le principal interlocuteur sud-américain vis-à-vis des partenaires africains, et le second est le désir d'être reconnu au niveau international comme leader régional et unique représentant du Global South. Ces deux types de rivalité ont la même ambition, celle d'accéder aux instances internationales ou plutôt d'être reconnu comme « global player » sur la scène internationale. Il s'agit donc de deux niveaux de leadership international recherché par Caracas et Brasília.

Pour ce qui concerne le premier type de rivalités, celui relatif à réussir à se positionner comme principal interlocuteur vis-à-vis des partenaires africains, les stratégies vont principalement viser deux choses : d'abord un pro activisme puis une action rhétorique au sein de l'ASA.

En l'occurrence dans les faits, cette rivalité va être perceptible dès le lendemain du Sommet d'Abuja, lorsque le Venezuela propose d'abriter le deuxième sommet de l'ASA initialement prévu en 2008 puis tenu en 2009. Concrètement, n'ayant pas été désigné comme coordinateur

⁸⁴⁴ Conseil de Sécurité des Nations Unies.

⁸⁴⁵ C. FORITE, *Chavez et l'Afrique. Dix ans de Politique Extérieure Venezuelienne*, Editions IHEAL, Paris 2011, p. 208.

régional, le Venezuela cherche à travers une pro- activité à se placer au cœur des échanges et des travaux mais aussi à « promouvoir son idéologie de politique extérieure »⁸⁴⁶. Ainsi, comme le prévoient les textes officiels, le pays hôte du prochain Sommet prend en charge le Secrétariat rotatif et est amené à émettre des propositions quant aux programmes de réunions préparatoires et au contenu des Déclarations. Dès lors, la proactivité du Ministère des Relations Extérieures vénézuélien a consisté à impulser un nouvel élan de dynamisme dans les réunions préparatoires et les dialogues préliminaires avec les partenaires sud-américains et africains. C'est dans ce sens que le IIème Sommet de l'ASA à l'Île Margarita s'est différencié du Sommet précédent par le nombre important de nouvelles propositions quant à la structure même du mécanisme de coopération, notamment avec les propositions de création de nouveaux organes tels que les Commissions Ministérielles et la Table Stratégique Présidentielle, qui serviraient à rendre viables les idées déjà émises au sein des groupes de travail⁸⁴⁷. En plus de ces initiatives orientées vers la structure interne, d'autres propositions novatrices avaient été présentées par le Venezuela : c'est le cas de la TELESUR et de la Banque du Sud. Aussi, cet activisme s'est maintenu notamment jusqu'à la tenue du IIIème Forum de l'ASA à Malabo, où plusieurs délégations saluaient l'activisme vénézuélien et l'intérêt politique manifesté par la République Bolivarienne pour ledit processus de dialogue⁸⁴⁸.

Alors que le Brésil, à la même période de façon presque simultanée, se réunissait à travers le forum de l'ASPA⁸⁴⁹, le Venezuela ne disposait pas d'une plateforme internationale de la même envergure, d'où la nécessité et l'intérêt d'exercer une pro- activité en vue d'atteindre un certain degré de leadership dans la plateforme de dialogue Amérique du sud et Afrique. Sans doute conscient de cela, l'attitude de l'Itamaraty au sein de l'ASA va se manifester par un certain retrait, qui rappelle un peu la phase de revitalisation de la ZOPACAS, au cours de laquelle le Brésil avait décidé de jouer un rôle secondaire laissant l'Angola montrer son intérêt pour un tel processus et ainsi, d'une certaine façon, ne pas entreprendre un effort financier trop élevé.⁸⁵⁰

⁸⁴⁶ F. MATTHEIS, « Volatile Interregionalism: The case of South Atlantic Relations », in », in F. MATTHEIS, A. LITSEGARD (Ed.) *Interregionalism across the Atlantic space*. United Nations University Series on regionalism 15. Springer, 2018. p. 40.

⁸⁴⁷ Discours du Président Hugo Chavez lors de son allocution d'ouverture du 2ème Sommet ASA au Venezuela, septembre 2009.

⁸⁴⁸ Emission télévisée Telesur disponible sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=u-ri6h7o95E> consulté le 16/03/2020.

⁸⁴⁹ Pays Arabe et pays sud-américain.

⁸⁵⁰ A.ABDENUR ERTHAL, F. MATTHEIS, P. SEABRA, « Inter-regional multilateralism in the Global South The zone of peace and cooperation in the South Atlantic », S. ARIS, A. SNETKOV, A;WENGER (Ed.) *Inter-organizational Relations in International Security: cooperation and competition* , Routledge, 2018, p. 302

Par ailleurs, pour ce qui concerne le deuxième point, relatif à l'action discursive, comme nous l'avons déjà dit, la dimension cognitive et les dynamiques de circulation idéelles rendent le monopole de l'action discursive stratégiquement intéressant puisqu'il permet à l'État qui le détient de diffuser sa perception et de renforcer sa légitimité. En effet, cette action discursive déployée au sein de l'ASA fait partie de la diplomatie culturelle qui caractérise les politiques africaines du Brésil et du Venezuela. Dès lors, la dimension stratégique de ces diplomaties culturelles s'appuie sur le concept de « Soft Power », « puissance douce » tel que défini par Joseph Nye. Par conséquent, les diplomaties culturelles du Venezuela et du Brésil, axées autour de l'identité et la culture, apparaissent comme un instrument de politique extérieure⁸⁵¹ intéressant au sein de l'ASA.

En effet, en déployant une action rhétorique dynamique au sein de l'ASA, le Venezuela tente de la même manière qu'au niveau international, d'accroître sa visibilité. Tout comme le Brésil, la rhétorique vénézuélienne mobilise des éléments symboliques relatifs au passé historique et à l'héritage culturel communs et l'identité africaine partagée. C'est également à travers ces discours que l'idéologie socialiste du XXIème siècle va être diffusée au sein de l'ASA. Et cela en vue de faire connaître « le leadership alternatif proposé par le projet bolivarien »⁸⁵² basé sur une vision critique des relations internationales et promouvant une configuration multipolaire solidaire du Sud⁸⁵³.

Or, comme il a été démontré précédemment, le dialogue interrégional afro-sud-américain s'appuie sur une base idéelle importante; le monopole de l'action discursive et de diffusion de valeurs constitue un atout dans la recherche d'une position de leader régional et interrégional.

La question de l'exportation du modèle chaviste via l'ASACOF met en lumière, d'une part, les différents courants présents au sein même dudit espace de coopération et, d'autre part, les dynamiques de rivalités ou du moins de compétition en termes de leadership avec Brasilia. En effet, la plateforme interrégionale avec les partenaires africains va être considérée comme un espace de diffusion de cette idéologie, en vue de challenger le modèle brésilien et le leadership dont jouit le Brésil.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que, beaucoup plus récente que la politique africaine du Brésil, la stratégie de rapprochement du Venezuela vis-à-vis de l'Afrique s'est intensifiée

⁸⁵¹ N. FALOMIR LOCKHART, M. LAMINE SARR, « La place de la diplomatie culturelle dans la politique africaine du Brésil et du Venezuela », *Cahiers des Amériques Latines : les Relations Sud-Sud : culture et diplomatie*. n°80, 2015, p. 6.

⁸⁵² *Ibid.*, p. 7.

⁸⁵³ M-F. GIACCHI, «La política exterior del gobierno de Hugo Chávez hacia África (2004-2010) », *Humana del Sur*, vol. 7, n°12, 2012, p. 41-60

dès 2005 et constitue l'une des priorités du gouvernement de Chavez. Ainsi, à titre d'exemple, la participation du Venezuela au VIIème Sommet de l'Union Africaine en Gambie en Juillet 2006 avait été marquée par le discours de Hugo Chavez qui soulignait les liens entre Latino-américains et les peuples du sud⁸⁵⁴, ce discours qui constituait déjà une tentative de se placer comme interlocuteur différent des Européens⁸⁵⁵.

Le deuxième type de rivalités se réfère davantage à l'idée d'une instrumentalisation de l'ASACOF en vue d'atteindre un protagonisme extrarégional et des ambitions internationales. Comme le souligne Mattheis, « Interregionalism in the case of the South Atlantic is thus mainly to be seen as a channel for regional powers to achieve certain foreign policy goals »⁸⁵⁶.

1.1.2. Protagonisme Extrarégional et ambitions internationales

La question de l'instrumentalisation de l'ASACOF par certains États s'appuie sur l'idée selon laquelle les dynamiques de dialogue interrégional Sud-Sud constituent une option stratégique essentielle au sein des stratégies visant à un plus grand protagonisme et une meilleure visibilité sur l'échiquier international.

Toutefois, comme nous l'avons souligné, la mise en œuvre de tels espaces de dialogue au niveau interrégional génère un coût humain et financier pour les États, surtout ceux qui y déploient un activisme continu, tels que le Brésil, puis le Venezuela, mais aussi le Nigeria et la Guinée Equatoriale. A partir de ce moment-là, l'opportunité et les retombées de l'ASA à des fins de protagonisme international, semblent être limitées et concentrées autour de la tenue de Sommets de Chefs d'État. En effet, identifiées comme l'aspect « problématique des sommets interrégionaux »⁸⁵⁷, leurs capacités limitées à produire des résultats concrets concernent l'ensemble des exemples interrégionaux. La notion de résultat se réfère notamment à la mise en place des décisions prises lors des Sommets et le manque d'actions communes au sortir desdits Sommets.⁸⁵⁸

⁸⁵⁴ C. FORITE, *Chavez et l'Afrique. Dix ans de Politique Extérieure Vénézuélienne*, Éditions IHEAL, Paris 2011. p. 56.

⁸⁵⁵ Par ailleurs, en dehors du cas de l'ASACOF, la rivalité entre le Brésil et le Venezuela vis-à-vis des partenaires africains se manifeste également au niveau bilatéral, où à la même période les deux États sud-américains déploient des stratégies intensives de rapprochement avec le continent africain.

⁸⁵⁶ U. LORENZ CARL, F. MATTHEIS, « Theorizing Regionalism(s): when « regions » emerge and interact. » In S. WIPPEL (Ed.), *Regionalizing Oman: Political, Economic and Social Dynamics*, United Nations University Series on Regionalism 6, Springer, 2013, pp. 43-61.

⁸⁵⁷ G.L. GARDINI, A. MALAMUD, « Debunking Interregionalism: Concepts, Types and Critique with a Pan Atlantic Focus » In F. MATTHEIS, A. LITSEGARD (Ed.) *Interregionalism across the Atlantic space*. United Nations University Series on regionalism 15. Springer. 2018, pp. 15-31.

⁸⁵⁸ *ibid.* p.30.

Néanmoins, les bénéfices internationaux recherchés ne sont pas toujours d'ordre matériel et tangible. En effet, inscrits dans une logique de « Soft Balancing », les espaces interrégionaux Sud-Sud aspirent à des retombées moins tangibles, telles que l'accroissement de la visibilité internationale, une reconnaissance et un statut internationaux.

L'instrumentalisation de l'ASACOF s'inscrit dans une stratégie beaucoup plus vaste, qui intègre d'autres espaces de dialogue pour ainsi renforcer l'opportunité stratégique de tels forums Sud-Sud. En effet, comme on l'a vu précédemment, la participation au dialogue ASA s'inscrit dans des stratégies de diversification et de participation simultanée à d'autres espaces de dialogue interrégional. Dans ce même ordre d'idées, FLEMES distingue les différents « réseaux » auxquels participe le Brésil selon leur nature et avantages particuliers⁸⁵⁹. Cette perspective se rapproche ainsi de la notion de « Forum Shopping » qui consiste pour un État à participer à plusieurs forums qui « correspondent à son agenda politique individuel »⁸⁶⁰.

Dès lors, la recherche d'une position de leader au sein du dialogue ASA met en lumière l'utilité stratégique desdits espaces de dialogue interrégionaux Sud-Sud⁸⁶¹, de même que la pluralité des intérêts individuels de chacun des États au sein de ladite structure interrégionale.

La rivalité et la recherche de leadership entre le Brésil et le Venezuela montre l'importance stratégique de l'ASACOF aux yeux desdits États en matière de plus-value internationale. En effet, étant l'unique mécanisme de dialogue réunissant les pays africains et sud-américains, l'ASACOF apparaissait comme un mécanisme, un instrument essentiel voire incontournable pour se présenter à la fois comme un leader régional et l'interlocuteur principal des Africains.

Il existe donc bien une dynamique de puissance inhérente audit processus interrégional, et une dimension d'usage stratégique, de tremplin international pour les États membres, et particulièrement dans le cas des relations de concurrence entre le Brésil et le Venezuela.

Par ailleurs, cette concurrence au profit d'un certain leadership entre le Brésil et le Venezuela a engendré certaines conséquences pour la coopération interrégionale afro-sud-américaine.

1.1.3. Retombées sur le dialogue interrégional ASA.

La quête du leadership au sein de l'ASACOF entre le Brésil et le Venezuela a eu comme retombée positive une phase d'accélération dudit dialogue afro-sud-américain qui, comme en

⁸⁵⁹ D.FLEMES, M. GOMES SARAIVA, « Potencias Emergentes no orden de redes: o caso do Brasil », *Revista Brasileira de Política Internacional*, 57(2),2014, pp. 214-232.

⁸⁶⁰ S.FORMAN, D.SEGGAR, « New coalitions for global governance : The changing dynamics of multilateralism », *Global Governance*, , 12(2), 2006, pp. 205-225.

⁸⁶¹ F. MATTHEIS, *op. cit.*, p. 40.

témoignent les données récoltées dans les archives de l'Itamaraty, a permis de renforcer les dynamiques souvent complexes de travail à distance et d'éviter ainsi le risque de « fatigue des Sommets »⁸⁶² souvent présent. La période identifiée comme étant celle où s'est déployée ladite concurrence commence après 2006, notamment durant la période qui couvre la préparation du deuxième Sommet ASA de 2009, et va jusqu'en 2015.

En effet, le Brésil et le Venezuela vont briller par leur proactivité qui se traduira, comme nous l'avons dit, par d'importantes initiatives concernant le travail préparatoire, les réunions de groupes de travail, de concertation, la tenue de Séminaires. Par leur rôle dans le Groupe de Coordination, ces deux États ont exercé différents types de leadership (entrepreneurial et intellectuel)⁸⁶³, qui ont facilité et rendu possible le dialogue. Les deux États sud-américains avaient à leurs têtes deux personnalités politiques charismatiques qui jouissaient d'une certaine sympathie de la part des États africains.

Toutefois, les revers d'une proactivité concentrée autour de la diplomatie présidentielle sont nombreux : d'abord, l'activisme déployé par le Brésil et le Venezuela favorise une situation de « suivisme » de la part des autres États, qui adoptent une implication moins importante dans le processus de dialogue interrégional. Cette attitude de suivisme est préjudiciable car elle limite le fonctionnement interne, et fragilise la pérennité dudit mécanisme interrégional, notamment avec l'arrivée de nouveaux gouvernements au pouvoir dans les États proactifs. Cela s'est fait ressentir dès la fin du mandat du président Ignacio Lula en 2010 et dès 2012, avec le retrait du Venezuela, consécutif la maladie du président Hugo Chavez.

Puis, le risque d'une trop forte dimension idéologique au péril d'une coopération plus effective existe dès lors que les initiatives sont essentiellement proposées par des États précis mettant en œuvre des diplomaties présidentielles. Dans ce cas de figure, le potentiel technique de la structure est sous-exploité, sous-développé au profit d'une dimension discursive et idéologique. En l'occurrence pour le cas de l'ASACOF, certains auteurs estiment que l'attention a été orientée vers la dimension politique et non vers l'approfondissement de la coopération⁸⁶⁴. Toutefois cet argument est à relativiser dans le sens où la proactivité du Brésil et du Venezuela entre autres, a quand même dynamisé le travail de coopération.

⁸⁶²G.L. GARDINI, A. MALAMUD, *op.cit.*, p. 22.

⁸⁶³ Notion étudiée en détails dans le Chapitre 1 concernant les différents types de leadership du Brésil au sein de la ZOPACAS.

⁸⁶⁴ U.LORENZ CARL, F.MATTHEIS, « Theorizing Regionalism(s): when « regions » emerge and interact. » in S.WIPPEL (Ed.), *Regionalizing Oman: Political, Economic and Social Dynamics*, United Nations University Series on Regionalism 6, Springer, 2013, pp. 43-61.

L'autre enjeu est celui de l'immobilisation du dialogue dans la sphère politique, ce qui laisse très peu d'espace pour l'inclusion d'acteurs non étatiques. En effet, comme le montre l'architecture de l'ASACOF, à son origine, aucun organe de consultation ne prévoit dans sa composition des membres de la société civile, ni des acteurs privés. « For now, only state actors are pursuing this approach, while there are almost not interregional dynamics on the part of private or civil society actors »⁸⁶⁵. C'est en 2015 que la proposition de revitalisation de l'ASA faite par la partie sud-américaine introduit l'idée d'une inclusion des acteurs non étatiques.

Par ailleurs, les dynamiques de rivalité entre Caracas et Brasilia mettent en lumière le protagonisme que ces deux États sud-américains ont joué. Or, qu'en est-il de la partie africaine ? Comment se sont déployées les logiques de pouvoir entre Africains au sein de l'ASA ?

1.2 L'Afrique du sud versus le Nigéria : concurrences pour le leadership africain

Les enjeux de rivalité et de pouvoir entre l'Afrique du sud et le Nigéria sont perceptibles à travers le prisme de la quête de reconnaissance internationale et du statut de puissance continentale. A cet égard, leur participation aux différents espaces de dialogue internationaux offre un avantage politique important, d'autant plus que celle-ci contribue à atteindre les objectifs de diversification des partenaires économiques des deux pays. En effet, les relations Sud-Sud sont au cœur des stratégies de diversification de partenaires de la grande majorité des États africains. Dès lors, l'enjeu est double : il est à la fois de multiplier la participation à ces nouvelles plateformes de dialogue Sud-Sud et, aussi, d'asseoir l'image de partenaire-pivot du côté africain.

Dans cette course au protagonisme international, Pretoria a eu une marge d'avance sur Abuja. En effet, la stratégie d'ouverture internationale de l'Afrique du sud a débuté sous le premier gouvernement post apartheid de Nelson Mandela (1994-1999). Après Mandela, dès son arrivée au pouvoir en 1999, Thabo Mbeki (1999-2008) met en place une stratégie proactive de politique extérieure qui situe sa priorité sur le continent africain et sur la diversification vers d'autres partenaires émergents. Au niveau africain, l'une des initiatives les plus remarquables a été celle du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, NEPAD, dans le cadre de la stratégie de la Renaissance Africaine, défendue par le Président Mbéki. Cependant, malgré la rhétorique d'une solidarité africaine, l'Afrique du sud peine à être acceptée comme leader sur le continent en raison de certaines positions individualistes adoptées dans le cadre de

⁸⁶⁵ *Ibid.* pp. 40.

négociations internationales⁸⁶⁶. Par ailleurs, l'adhésion de l'Afrique du sud au sein de l'IBSA en 2003 et des BRICS en 2011 lui a octroyé une certaine visibilité internationale en tant que tête de pont. Toutefois, ces partenaires émergents entrent en concurrence directe avec Pretoria quant aux investissements sur le sol africain. En effet, à l'instar du Nigeria, l'ambition de l'Afrique du sud consiste à étendre sa présence économique sur le continent⁸⁶⁷.

Pour ce qui concerne le Nigeria, la période de régime militaire (1983-1999) a affecté considérablement sa politique étrangère et surtout ses relations extérieures. En effet, sous le régime du Général Sani Abacha, la décision d'exécution de neuf activistes de la minorité Ogoni en novembre 1995 a eu pour conséquence la suspension des relations avec les États du Commonwealth durant deux années. La mort du Général Abacha en juin 1999 ouvre une période de transition démocratique avec le Général Abdulsalami Abubakar (juin 1998-mai 1999). Dès lors, le retour de la démocratie a pour ambition de restaurer l'image internationale du Nigeria et de poursuivre son développement socio-économique⁸⁶⁸.

C'est ainsi que, arrivé au pouvoir en 1999, Olusegun Obasanjo déploie une stratégie de politique extérieure dynamique axée sur le maintien de la paix en Afrique et sur les partenariats internationaux. Au niveau régional, le Nigeria participe activement au maintien de la paix dans les pays voisins et sur le reste du continent à travers l'envoi de troupes au Liberia, en Sierra Léone, en Guinée, en Guinée Bissau, et joue son rôle de médiateur en Côte d'Ivoire. Cette stratégie de projection de sa puissance hors de ses frontières nationales a également consisté à soutenir les initiatives sous régionales en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la CEDEAO dont le siège du secrétariat se trouve à Abuja. Aussi, Abuja a participé à la transformation de l'OUA vers l'UA et au lancement du NEPAD aux côtés de Thabo Mbeki, Abdoulaye Wade du Sénégal, Bouteflika d'Algérie⁸⁶⁹.

Par ailleurs, la pro- activité diplomatique de Obasanjo se fait au niveau international avec la multiplication de la présence nigériane dans les rencontres internationales. Dès lors, dans le cadre de cette politique extérieure menée par le président du Nigéria, la proposition de la création d'un dialogue interrégional Afrique-Amérique du sud a été discutée et décidée lors de la visite du président brésilien Lula au Nigeria en 2005.

⁸⁶⁶ TAYLOR, I., « When rhetoric isn't enough: contradictions in South Africa foreign policy and NEPAD, » in W. CARLSNAES, P. NEL, (Ed.) *In full flight South Africa foreign Policy after apartheid*, IGD, 2006.

⁸⁶⁷ J.B. VERON, « L'Afrique du sud et le Nigeria : du maintien de la paix à la recherche d'un positionnement stratégique sur le continent africain », *Afrique contemporaine*, vol3, n°219, 2006, pp. 163-172.

⁸⁶⁸ I.A. BADMUS, D. OGUNMOLA, « Re-engineering Nigeria's Foreign Policy in the post-military Era: Olusegun Obasanjo's Presidency and Nigeria's African Foreign Policy », *Journal of International and Global Studies*, vol. 9, n°1, 2017, pp. 56-76.

⁸⁶⁹ *Ibid.*, p.70.

En abritant le premier sommet de l'ASA à Abuja, le Nigéria acquiert un réel protagonisme et une visibilité internationale importante, d'autant plus qu'il devient le coordinateur régional pour la partie africaine. Comme nous l'avons étudié, cette responsabilité place le Nigéria au cœur du fonctionnement du mécanisme ASACOF, lui attribuant ainsi le rôle d'intermédiaire africain. On le voit bien, la stratégie du Nigeria dans le cadre de l'ASACOF laisse à Pretoria une place résiduelle et discrète en termes de leadership. Et pour cause, l'intérêt d'Abuja était de contrebalancer le statut de partenaire stratégique de l'Afrique du sud dans le cadre du rapprochement entre la SADC et le MERCOSUR initié dès les années 2000. En effet, au sien desdites négociations, Pretoria avait réussi à s'imposer comme le principal interlocuteur africain⁸⁷⁰.

Toutefois bien qu'il ait réussi à se hisser au cœur de l'architecture de l'ASACOF, le Nigeria a du mal à concurrencer les relations étroites qu'entretiennent certains partenaires sud-américains avec le rival sud-africain.

Quoiqu'il en soit, les rivalités internes poussent les États à déployer un protagonisme qui laisse apparaître un certain nombre de situations d'asymétrie au sein dudit dialogue interrégional Amérique du sud-Afrique.

2. Asymétries internes : quel protagonisme africain ?

Conçu avant tout comme un espace de dialogue, l'ASACOF dans la pratique ne conduit cependant pas à une participation symétrique entre les États.

En effet, la nature et la structure interne de l'ASA, comme on l'a vu dans la section 1 du présent chapitre, se caractérise par son caractère évolutif, flexible et créatif. La volonté de rendre ce dispositif architectural peu contraignant a conduit à ce que les rôles entre les organisations régionales et les États se recouvrent d'une part, et d'autre part, à ce que la participation repose en grande partie sur l'intérêt politique conjoncturel des gouvernements. Comme le soulignent déjà plusieurs travaux antérieurs concernant les relations générales entre les pays d'Amérique latine et d'Afrique, il existe une certaine concentration d'acteurs clés qui mettent en œuvre des stratégies de rapprochement⁸⁷¹. Appliquée au cas du Forum de l'ASA, la situation est la même puisque se démarquent quelques États qui, au sein des groupes de travail

⁸⁷⁰ F. MATTHEIS, *op. cit.*, p. 45.

⁸⁷¹ Rapport SELA « Las relaciones entre América latina y Caribe con África: Situación actual y áreas de oportunidades » 2011 Santiago Chile; C.FERES, « cooperación Sur-Sur un elemento clave para el despegue del Atlántico Sur », *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n°102/103, Redescubrir el espacio atlántico (Septiembre 2013), pp. 125-146.

et mécanismes de suivi, affichent et mettent en œuvre leur volonté politique à travers un certain activisme. Lequel met en lumière des situations de monopole et d'asymétrie internes.

De même, il faut noter que chaque État adopte une attitude au sein d'un mécanisme interrégional en fonction de ses objectifs et intérêts ou encore en fonction de ses moyens. Ici entrent en jeu donc trois éléments clés, à savoir : les capacités matérielles, la volonté politique et les coûts et bénéfices de l'opportunité stratégique. Or, durant la période étudiée, pour le continent africain, seuls l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Maroc, l'Angola et la Libye sont à même de pouvoir réunir ces trois éléments et ainsi pouvoir déployer un certain activisme au sein de l'ASACOF. Très peu d'autres États africains possèdent cet ensemble d'éléments et, par conséquent, n'adoptent pas une participation aussi protagoniste que leurs partenaires africains et sud-américains qui eux possèdent ces trois éléments.

De plus, comme nous l'avons souligné au chapitre 1, le contexte et les logiques qui ont conduit les États africains à participer à ce processus interrégional sont similaires mais pas identiques à ceux des États sud-américains. En effet, cette stratégie de diversification de partenaires internationaux s'inscrit dans le cadre de nouvelles orientations politiques et économiques regroupées dans des « Plans Émergents »⁸⁷². En effet, dès le milieu des années 2000, trente-sept des cinquante-quatre États africains ont lancé « un plan visant à se hisser au rang d'émergent dans un horizon plus ou moins lointain. »⁸⁷³. Ces différents programmes « émergents » posent les nouvelles orientations et objectifs des États principalement en matière économique, avec comme toile de fond la diversification économique de ces pays mais aussi la modernisation de plusieurs secteurs tels que l'éducation et les affaires sociales, entre autres. Pour ce qui concerne la politique extérieure, ils prévoient leur participation aux différentes « tribunes de la diplomatie multilatérale »⁸⁷⁴ et cela en vue d'assurer leur visibilité, leur participation aux débats et la défense de leurs intérêts.

Dès lors, l'ASA apparaît comme une tribune de plus au sein de laquelle les États africains mettent en œuvre leurs politiques extérieures dites « émergentes ». Or la défense de leurs intérêts se croise souvent avec des litiges au niveau local. A titre d'exemple, le Maroc a tenu tout au long des réunions bi-régionales à s'opposer à l'inclusion de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) au sein du Forum; donc, automatiquement cela a constitué un thème sensible au sein de l'ASACOF puisque le Venezuela reconnaît la RASD, comme

⁸⁷² Les plans émergents sont des documents officiels qui définissent les nouvelles orientations de la politique nationale et extérieure et qui présentent les réformes et projets dans les secteurs clés de l'économie nationale sur un court et moyen terme.

⁸⁷³ M.GAZIBO, O. MBABIA, *Index de l'émergence en Afrique 2017*, Observatoire de l'émergence en Afrique.

⁸⁷⁴ PLAN STRATEGIQUE GABON EMERGENT 2011.

d'autres Etats africains. En effet, depuis 1984, le Maroc s'était retiré de l'Organisation de l'Unité Africains (OUA, ancienne Union Africaine) après que la RASD y a été admise⁸⁷⁵. La conséquence des pressions diplomatiques exercées par Rabat s'est traduite par l'absence dans les Déclarations de l'ASA 2006-2009-2013 du différend alors en cours entre le Maroc et la RASD. En effet, chacune des Déclarations de l'ASA prévoit une partie concernant « les questions politiques », dans laquelle les États condamnent des situations politiques ou exhortent les États en litige à trouver des « solutions justes, pacifiques et définitives » concernant la souveraineté des territoires en question⁸⁷⁶. Or, aucune mention n'a été faite au sujet du cas du Maroc et la République Arabe Sahraouie Démocratique. Un compromis semblerait avoir été obtenu entre la participation active de Rabat dans les Groupes de Travail (Co-président du Groupe de Travail du Commerce, et pays hôte de la réunion ministérielle regroupant les Ministres du Commerce de l'ASA en 2008, qui donna lieu à la déclaration de Rabat) et l'absence de la RASD dans l'ASACOF.

On retrouve donc des logiques de pouvoir, de rivalité et d'instrumentalisation de l'ASA du côté africain. Par ailleurs, il n'en demeure pas moins que la question de la participation des États africains dans l'ASA et de leur capacité à converger vers une stratégie commune reste une question centrale.

En effet, la notion d'asymétrie dans les dialogues interrégionaux se réfère pour la plupart des cas à des situations de déséquilibre entre les deux parties, avec notamment une partie qui possède un plus faible degré de « actorness »⁸⁷⁷ au niveau international, ou qui connaît un niveau de développement plus faible. Dès lors, dans le cas de l'ASACOF, les États africains ont vu leur capacité d'action collective limitée. En effet, en dépit d'une structure régionale plus mature que l'UNASUR, la partie africaine a du mal à apparaître comme un acteur unifié. Cette difficile action collective internationale de l'UA ne concerne pas uniquement le cas de l'ASACOF, mais elle touche l'ensemble des dialogues interrégionaux auxquels celle-ci participe.

⁸⁷⁵ M.HERNANDO DE LARRAMENDI, B. TOME ALONSO, « le retour du Maroc dans l'Union Africaine », *Aperçu géographique : Autres acteurs et partenariat euro-méditerranéen*, Annuaire IE.med de la Méditerranée, 2017, p. 252

⁸⁷⁶ AFRICA -SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Tercera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Malabo, Malabo, Guinea Ecuatorial, 20-22 feb 2013

⁸⁷⁷ Actorness comme déjà évoqué dans les chapitres précédents renvoie à la capacité d'une région à apparaître comme un acteur sur la scène internationale, et renvoie donc à sa marge de manœuvre en tant que tel. « Actorness » conjointement aux notions de « regionness » et « presence » font partie de ce que HETTNE désigne comme « regional actorship », cf B.HETTNE, F.SODERBAUM, P.STALGREN. *The EU as a global player in the South*, Sieps, 2008, p. 73.

En effet, comme le souligne Kornegay, l'engagement de l'Afrique vis-à-vis des partenaires extérieurs se met en place dans « des termes inégaux, avec une absence d'un leadership cohérent, et une unité de vision et d'objectif »⁸⁷⁸. Par ailleurs, cette situation d'asymétrie multilatérale⁸⁷⁹ est encore plus renforcée par la tendance des États individuels à mener leurs propres affaires avec les puissances extérieures, au lieu d'agir en coopération avec les autres États africains en vue de défendre une position commune africaine⁸⁸⁰.

Dans le cas de l'ASACOF, survient une sorte de conflictualité entre d'une part, le caractère transnational laissant donc aux États un rôle protagoniste et essentiel dans ledit mécanisme de dialogue, et, d'autre part, le rôle de la Commission de l'Union Africaine censée apporter son soutien logistique, technique, et humain ainsi que le cadre de réunions pour les États africains. En effet, comme nous l'avons précédemment abordé, la Commission de l'Union Africaine constitue le secrétariat de l'UA et a parmi ses missions d'« élaborer les projets de positions communes de l'Union et de coordonner les positions des Etats membres dans les négociations internationales »⁸⁸¹. Elle travaille en collaboration avec les Comités techniques spécialisés et est responsable devant le Conseil Exécutif. Or, Cette conflictualité dont il est question s'est traduite par un chevauchement entre initiatives étatiques au sein des groupes de travail et les initiatives de la Commission africaine.

Ici la nature ambivalente de l'ASA trace une limite fragile entre le rôle qui revient aux États et celui qui revient à la Commission Africaine; toutefois, la participation des États individuels a contribué à bien des égards à dynamiser les travaux préparatoires devançant ainsi parfois les lenteurs administratives de la Commission de l'UA.

⁸⁷⁸ F. KORNEGAY, C. LANDSBERG, « Engaging Emerging Powers: Africa's Search for a « Common Position » », *Politikon*, 36:1, 2009. pp. 171-191.

⁸⁷⁹ F. KORNEGAY, « Africa's Strategic Diplomatic Engagement with China » dans H.EDINGER,H. HERMAN, J. JANSSON (Ed.) *New impulse from the South : China's Engagement of Africa*. Stellenbosch Center for Chinese Studies,2008, pp.3-13.

⁸⁸⁰ F. KORNEGAY, C. LANDSBERG, *op. cit.*, p. 180.

⁸⁸¹ <https://au.int/fr/commission> ,Page officielle de l'Union africaine, consulté le 17 avril 2020.

CONCLUSION

L'objectif de ce chapitre était de décrypter les différentes dynamiques internes qui se sont mises en œuvre au sein du mécanisme de Coopération Afrique-Amérique du sud. Très peu étudié dans la littérature, le fonctionnement des plateformes interrégionales Sud-Sud est souvent très vite mis de côté. Ce chapitre poursuivait le triple défi de mettre en lumière l'organisation interne de ce dialogue afro-sud-américain, d'identifier les idées au cœur de ce rapprochement interrégional et de prendre en compte les ambitions individuelles de chacun des acteurs au sein dudit Forum.

Pour ce faire, tout au long du chapitre, nous avons mobilisé des données exclusives de première main provenant d'archives des Ministères des Relations Extérieures du Brésil, de l'Équateur, de l'Afrique du Sud, et de l'UNASUR et des données issues de nos entretiens sur les différents terrains. Cela nous a permis de procéder à une triangulation des données et d'appliquer une analyse critique des discours et des documents officiels. L'originalité de ce chapitre réside dans la mobilisation de telles données qui permet d'éclairer le lecteur sur l'ensemble des dynamiques internes et les efforts mis en œuvre dans la réalisation du dialogue afro-sud-américain.

De même, l'un des enjeux de ce chapitre en termes théoriques a été de faire dialoguer entre elles l'approche constructiviste mettant l'accent sur les idées et leur circulation au sein de l'ASACOF, avec la géopolitique critique qui nous a éclairé sur les logiques, les différents jeux de puissance et de rivalités inhérentes audit Forum.

Dès lors, au sortir de cette analyse, il a été démontré que construit sur une architecture flexible et peu contraignante, l'effort de dialogue interrégional s'est fortement appuyé sur certains États clés tels que le Brésil, et sur la volonté politique de la plupart des États membres qui ont su s'adapter aux contraintes logistiques et financières propres aux relations Sud-Sud. Ainsi, l'analyse qui précède a-t-elle mis en exergue une période de fort dynamisme continu durant la période 2008-2010, laquelle a été marquée par un ralentissement progressif qui correspond à des mutations externes et internes.

Par ailleurs, en tant qu'espace de dialogue, l'ASACOF a mis en place une interaction sociale au sein de laquelle nous avons démontré qu'il existe une base idéale commune regroupant des valeurs partagées et une auto-identification d'appartenance au Global South de la part des États membres. Cet ensemble de valeurs et perceptions n'est pas statique mais au contraire il se

déploie sous forme d'une circulation et tend à justifier la création de telles dynamiques Sud-Sud et renforce la construction d'une perception commune et revendicative.

Si l'ASA s'appuie sur un certain degré de convergence idéale, il n'en demeure pas moins que des intérêts stratégiques individuels entrent en jeu et expliquent la participation des États à un dialogue interrégional. En effet, nous avons démontré, à travers l'analyse des ambitions d'une part du Brésil et du Venezuela, et d'autre part, de l'Afrique du Sud avec le Nigeria que l'ASACOF constitue un instrument de visibilité et de projection internationale non négligeable pour lesdits États et pour l'ensemble des États. Des intérêts stratégiques semblables ont donc conduit à certaines situations de rivalité en termes de leadership, et à une certaine asymétrie interne entre les États et entre les deux régions.

Chapitre 3 : **QUEL BILAN POUR L'ASACOF ?**

Introduction

Après avoir étudié le système de fonctionnement de l'ASACOF ainsi que les dynamiques internes, à travers l'identification de rivalités et jeux de puissance mais aussi de processus de circulation idéelles, il convient à présent de s'intéresser aux résultats dudit mécanisme interrégional en termes de convergence politique et de coopération interrégionale entre Africains et Sud-Américains.

Dans cette optique, ce dernier chapitre a pour objectif d'établir un bilan des avancées qu'a pu connaître ce dialogue interrégional afro-sud-américain depuis sa création jusqu'à la tentative de réactivation en 2015. Les objectifs et les ambitions ont-ils été atteints ? Quels ont été les variables internes et les enjeux internationaux qui ont influencé ce mécanisme de dialogue afro-sud-américain ?

Pour répondre à ces questionnements, le présent chapitre se penche sur la capacité d'action collective de l'ASACOF en analysant le degré de convergence politique existant d'une part (I), et les défis de concrétisation et de pérennisation de l'ASACOF dans un contexte en perpétuelle mutation, d'autre part. (II).

Section 1 :

QUELLE CONVERGENCE POLITIQUE ENTRE AFRICAINS ET SUD-AMÉRICAINS ?

Comme l'a démontré le chapitre précédent, les États membres de l'ASACOF ont placé au cœur de leur rapprochement interrégional des objectifs de dialogue et de concertation politique d'une part, et d'autre part, des objectifs de renforcement de la coopération sud-sud entre les États membres. Quinze années après sa création, le dialogue interrégional afro-sud-américain a-t-il atteint l'un de ces différents objectifs ? La présente section se penche sur la question de la formation d'une convergence politique entre Africains et Sud-Américains en soulignant la difficulté d'arriver à une position commune (1.1) et à mettre en place une coopération interrégionale efficace (1.2).

1. La difficile position commune

Dans le cadre des Déclarations d'Abuja, de Nueva Esparta et de Malabo, les États africains et sud-américains ont prévu une coopération multilatérale. En effet, en 2006 la Déclaration d'Abuja soulignait la nécessité, dans le cadre des négociations de l'OMC, de « coordonner les positions des deux régions en vue de promouvoir l'intérêt des pays en voie de développement »⁸⁸². La Déclaration de Malabo, quant à elle, précisait l'intérêt d'une « coopération entre Africains et Sud-Américains dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique en vue de renforcer la coordination et la collaboration existantes entre les deux continents »⁸⁸³. Cependant, cette coopération multilatérale reste conditionnée à des affinités politiques et à des accords antérieurs à la création de l'ASACOF, d'une part et, d'autre part, à des intérêts nationaux et des stratégies divergentes.

1.1 Affinités et engagements politiques

⁸⁸² Déclaration d'Abuja, point 5.

⁸⁸³ Déclaration de Malabo, point 42.

La mise en place d'une position commune entre plus de 66 États relève d'une mission délicate et complexe dès lors qu'il existe plusieurs logiques d'affinités historiques et politiques, des intérêts géopolitiques en jeu entre l'ensemble des États africains et sud-américains. En effet, bien que les partenaires africains et sud-américains aient défini des domaines d'intérêt collectif, ils collaborent également avec d'autres régions et États, avec qui ils sont engagés.

Comme cela a été évoqué au cours des chapitres précédents, l'usage stratégique des espaces de dialogue sud-sud a conduit les États à adopter une stratégie de « Forum Shopping » consistant à diversifier leurs participations au sein de plusieurs Forum internationaux. Cela est particulièrement le cas des États africains, qui dès le début des années 2000, participent collectivement à des mécanismes de dialogue et de coopération bi-régionaux avec six partenaires extra régionaux que sont l'UE, la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Unasur et les États-Unis. Or, si à partir d'une perspective africaine, la diversité de partenaires économiques est essentielle pour les objectifs de développement, les partenaires extra régionaux poursuivent surtout des intérêts diplomatiques.

En effet, la recherche de soutien diplomatique pour les candidatures au siège de membre non permanent au Conseil de Sécurité des Nations unies (CSNU), ou encore à la candidature à un poste clé dans l'architecture onusienne motive les partenaires émergents. Conscients du nombre important de votes que l'ensemble des États africains représentent, des États tels que l'Inde, la Chine ou encore la Turquie ont sollicité le soutien des Africains. En l'occurrence, le cas d'Ankara est illustratif; en effet, lors de sa campagne de candidature au siège de membre non permanent au CSNU, la Turquie promettait en contrepartie de rester sensible aux défis du continent africain lors de son mandat⁸⁸⁴. Dès lors, en votant à une majorité de 51 sur 53 en faveur de la Turquie, les pays africains ont joué un rôle décisif dans l'élection d'Ankara à ce poste couvrant la période de 2009 à 2010⁸⁸⁵. Cet épisode illustre bien la pluralité des engagements diplomatiques que choisissent de suivre les États africains dans le cadre de leurs multiples relations extra régionales.

Toutefois, la position commune au sein même de l'ASACOF s'est vu limitée par l'existence de différends entre certains États. Cela a notamment été le cas du Maroc vis-à-vis de la République arabe Sahraouie Démocratique (RASD). Le Maroc avait exigé que la RASD ne soit pas invitée

⁸⁸⁴ K. BAYRAMZADEH, « Les effets de l'arrivée au pouvoir de l'AKP sur la politique africaine de la Turquie », in, S.SANTANDER, (dir) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*. Karthala, Paris 2014, pp. 139-158.

⁸⁸⁵ O.MBABIA, « Ankara en Afrique: stratégie d'expansion », *Outre Mer*, vol3, n°29, 2011, pp.107-119.

à la table des discussions et négociations de l'ASACOF créant ainsi une tension entre les États membres puisque certains d'entre eux, à peu près 27, reconnaissent la RASD.

En outre, comme nous l'avions évoqué au cours du chapitre 2 partie 1 du présent travail, les États africains partagent des liens très étroits avec certains États européens en tant qu'anciennes colonies. Cela est le cas des États africains francophones vis-à-vis de la France. Dès lors, ces liens économiques et commerciaux intenses comptent également sur une proximité politique entre les chefs d'États, comme l'ont révélé plusieurs recherches concernant l'appellation Françafrique. Dès lors, beaucoup plus anciennes, et impliquant des affinités personnelles entre chefs d'États, les relations entre les États africains et européens conditionnent quelque peu l'engagement des pays africains dans la prise de position de type revendicatif au sein des instances internationales. En effet, cela expliquerait d'une certaine façon l'attitude modérée et prudente des actions discursives des chefs d'États africains comparativement à leurs homologues sud-américains, notamment le virulent Hugo Chavez.

Par ailleurs, l'appartenance à des groupes plus sélectifs tels que l'Organisation des Pays producteurs de Pétrole (OPEP) restreint également les États membres à un positionnement commun en ce qui concerne la baisse de production de l'or noir. En effet, les pays africains producteurs de pétrole (Nigéria, Angola, Gabon, Congo, Guinée Bissau, Lybie et Algérie) ne partagent pas toujours les mêmes intérêts avec les autres États africains ou sud-américains non producteurs, parfois même ils défendent des intérêts opposés.

A cet égard, dans le cadre du dialogue afro-sud-américain, les intérêts présents dans les négociations internationales ne coïncident pas toujours. En effet, il existe parmi les États membres des intérêts stratégiques divergents.

1.2 Stratégies et Intérêts divergents

L'ambition de coordonner une position commune au sein des instances multilatérales n'exclut pas pour autant des divergences. En effet, à l'instar du terme « Sud » qui englobe une hétérogénéité de situation économique et de niveau de développement des États⁸⁸⁶, les intérêts

⁸⁸⁶ G. LECHINI, « Cooperación Sur-Sur desde una perspectiva latino-americana: problema, perspectivas e impacto » in América Latina nuevas relaciones hemisféricas e integración, (coord) Darío Salina Figueredo, pp 431-460, México 2016 ; P. HUGON, « L'éclatement des Suds et les nouvelles relations internationales », in *La revue Internationale et Stratégique* : Les Suds et les Relations Internationales, n°59 ; pp. 83- 93

de réformer l'architecture internationale ne sont pas les mêmes pour l'ensemble des États intégrant les forums sud-sud.

Car, s'il existe bien un consensus autour des aspects à réformer, « réformer » ne comporte pas les mêmes enjeux pour tous. Pour ce qui concerne les principaux initiateurs de tels espaces de dialogue et de coopération sud-sud, en l'occurrence les pays émergents, en défendant la réforme des principales instances multilatérales ceux-ci ont pour ambition de « modifier leur position et de renforcer leurs influences au sein desdites instances »⁸⁸⁷.

Dès lors, d'un point de vue stratégique, la réforme ici prônée par les pays émergents vise des intérêts individuels relatifs donc une meilleure projection sur la scène internationale. En effet, bénéficiant déjà d'une situation économique avantageuse dans leur sous-région, les puissances régionales vont donc user de coalition sud-sud en vue de viser à un certain « rééquilibrage des relations internationales »,⁸⁸⁸ ce qui signifie à leurs yeux un élargissement de leur marge d'influence et d'action au sein desdites relations internationales.

Dans cette optique, les réformes ici visées ne concernent pas une remise en question profonde des institutions multilatérales, ou des rapports de force inégaux au sein desdites plateformes de gouvernance globale.

Cependant, outre l'existence de stratégies divergentes et d'intérêts distincts, la convergence politique prônée dans le dialogue ASA se voit limitée par l'absence d'un agenda clairement identifié comme prioritaire en vue d'organiser ladite action collective entre Africains et Sud-Américains. Quoiqu'il en soit, si la convergence politique au sein de l'ASACOF semble avoir été limitée, qu'en est-il de la coopération interrégionale ?

2. Quel bilan pour la coopération interrégionale afro-sud-américaine ?

Aux côtés des objectifs de coordination politique, l'ASACOF prévoyait dans ses textes de promouvoir la coopération, l'échange d'expérience et le transfert de compétences techniques dans des secteurs considérés comme étant d'intérêt commun.

⁸⁸⁷ GRAY.K ; GILLS.B « South-South Cooperation and the rise of the Global South », *Third Quarterly*, 2016.

⁸⁸⁸S. WINTGENS, A. ZACHARIE, « Le rôle des pays émergents dans la gouvernance économique mondiale », *Annuaire français de Relations Internationales*, 2016, Vol 17.pp.703-720.

Le tableau n°7 fait ressortir une partie des rencontres formelles qui ont eu lieu entre les fonctionnaires sud-américains et africains durant la période couvrant 2008 à 2013. On peut observer que de nombreux efforts de dialogue et de négociation ont été menés, or, à l'heure de faire le bilan d'actions réalisés, l'on se retrouve en grande partie avec uniquement des textes déclaratoires et des stratégies de mise en œuvre. S'il est vrai que ces textes sont le fruit du travail d'harmonisation entre les deux parties, ceux-ci restent des résultats peu concrets.

Les différents projets de coopération n'ont pas atteint l'étape de réalisation et ont stagné au niveau de l'élaboration et des discussions, le nœud du problème étant principalement celui des moyens financiers à mettre à disposition. Dès le deuxième Sommet de l'ASA en 2009, la question du financement des projets de coopération sud-sud de l'ASA avait été soulevée et deux projets avaient été présentés, d'une part, celui d'une Banque du sud, et d'autre part, celui d'un Fonds de financement. Ces deux projets avaient conduit à la tenue de plusieurs réunions entre Africains et Sud-Américains, notamment en 2011 à travers la Réunion Ministérielle à Malabo, et une autre Réunion en septembre 2012 à New York en marge de l'Assemblée des Nations Unies, regroupant le Groupe de Travail *ad hoc* sur le financement des activités de l'ASA présidé par le Venezuela.

Or, comme le révèle l'étude des archives, le Venezuela n'a pas réussi à élaborer une proposition convaincante, freinant ainsi considérablement les négociations, ce qui a généré la frustration entre les partenaires africains⁸⁸⁹. Par ailleurs, toujours à partir des archives consultées, le manque de communication entre les États a rendu difficile la tenue de réunions autour de la question du financement à quelques heures de l'ouverture du IIIème Sommet de l'ASA à Malabo. Dès lors, l'absence de propositions de la part du Venezuela en sa qualité de président du Groupe *ad hoc*, et l'absence d'une gestion optimale de l'agenda et de la communication entre les États membres ont conduit à ce que le IIIème Sommet de l'ASA s'ouvre sans aucun accord concernant le mécanisme de financement dudit dialogue interrégional. Cependant, ces deux facteurs traduisent une réalité générale, celle de la progressive diminution de l'intérêt politique pour ledit mécanisme interrégional, désintérêt progressif visible notamment à travers l'envoi de représentants diplomatiques plutôt que de ministres ou de présidents de la République. En effet, les présidents présents étaient moins nombreux à Malabo qu'au Venezuela lors du IIème Sommet en 2009. Cela est d'autant plus vrai du côté sud-américain, qui n'a compté que sur la

⁸⁸⁹ BRASEMB ADDIS ABEBA, n°00121, du 12/02/2013.

présence de deux présidents, Dilma Rousseff du Brésil, et Evo Morales de la Bolivie, contre onze présidents africains.

Par ailleurs, s'il est indéniable que l'attribution de fonds financiers reste la difficulté principale pour la mise en œuvre de programmes de coopération, l'étude des archives a révélé que le manque d'interaction et de contact entre les secteurs privés africains et sud-américains rend difficile le travail préparatoire, l'échange de données et l'élaboration de projets de coopération.

Quoi qu'il en soit, le bilan de l'ASA en termes de coopération reste faible: bien qu'en marge du Sommet de 2013, la presse ait été informée de la signature de 27 accords de coopération et de la tenue d'un Forum Entreprenariat ASA, aucune information confirmant la mise en œuvre desdits accords n'a été trouvée.

On le voit bien, le mécanisme de l'ASA n'a pas véritablement conduit à une convergence politique et les ambitions de coopération sont restées au stade de projet sans mise en œuvre concrète. Cette situation s'explique en raison de certains défis auxquels l'ASA dès son commencement a été confrontée.

Section 2 :

LES DÉFIS DE L'ASACOF

En se penchant sur l'impact de l'évolution de la conjoncture politique sur le dialogue afro-sud-américain, la présente section tente de cerner les différents défis auxquels l'ASACOF est confronté. Il sera dès lors question de démontrer l'existence de deux principaux enjeux qui vont être celui d'atteindre des résultats concrets, puis le défi de la pérennisation dans un contexte de profonds changements politiques.

1. Entre discours et pratique : le défi de la concrétisation

Le défi de la concrétisation des Déclarations et des Plans d'action de l'ASA, et dans un sens plus large des coalitions sud-sud, se compose principalement de deux facteurs : D'abord la proportion des discours très ambitieux teintés d'émotions et d'idéologies, qui produisent un effet d'annonce à court terme mais qui se confrontent à la réalité du terrain, puis, l'absence de l'évaluation réaliste de la faisabilité des programmes annoncés.

1.1. Discours ambitieux : entre émotions et revendications du passé

Moment de plus haute visibilité internationale, les Sommets de chefs d'États du dialogue interrégional ASA s'ouvrent et s'achèvent par des allocutions des chefs d'États et de Gouvernement qui évoquent l'intérêt de telles rencontres mais surtout annoncent tout une série d'initiatives et projets à venir au sortir de ladite rencontre. Ces discours ont un effet d'annonce d'autant plus que certains présidents profitent de l'occasion pour déployer une action discursive intense, teintée d'idéologies et de revendications réformistes de l'ordre mondial. Cela a été le cas principalement des présidents vénézuélien Hugo Chavez et dans d'autres proportions du président brésilien Ignacio Lula Da Silva, mais aussi du Président Mouammar Kadhafi.

En effet, comme nous l'avons déjà vu, le discours mis en œuvre dans le cas du mécanisme interrégional Afrique-Amérique du Sud s'est construit autour d'éléments idéels tels que l'identité commune partagée, l'appartenance au Sud, et dans le cas précis de l'ASA, l'héritage africain sur le sol sud-américain a été maintes fois évoqué pour souligner une communauté de destin entre les deux continents. En outre, ces discours qui ont accompagné les dynamiques interrégionales font référence à des revendications communes relatives à leurs situations de

périphérie et à leur faible marge de manœuvre dans l'architecture de gouvernance internationale contemporaine.

En soit, la mobilisation de cet ensemble d'éléments cognitifs, n'est pas un facteur négatif. En effet, cette auto-perception et cette identification au Global South est un élément fondamental dans le processus de création de telles initiatives Sud-Sud. Cependant, la difficulté survient lorsque l'action discursive annonce des agendas très ambitieux sans être suivie d'action concrètes.

Aussi, si l'usage de discours ambitieux et de contestation de l'ordre mondial comporte des avantages parmi lesquels celui de galvaniser les participants et d'offrir une grande visibilité internationale, celui-ci comporte également un inconvénient majeur: celui de perdre une certaine crédibilité au fil des rencontres faute de réels résultats. En effet, le manque de crédibilité internationale concernant les avancées des initiatives Sud-Sud remonte déjà à des décennies notamment à l'époque de la création du Mouvement des Non Alignés qui avait également suscité de nombreux discours ambitieux quant à ce nouvel élan sud-sud. Toutefois, cette situation n'est pas propre au dialogue interrégional de l'ASA, mais elle constitue plutôt un caractère récurrent dans le cadre des dialogues Sud-Sud. Ainsi, comme le soulignent certains auteurs parmi lesquels Mahiou en 1983, l'une des solutions à cette situation serait d'explorer des « approches moins émotionnelles afin d'asseoir les jalons de la coopération »⁸⁹⁰.

Ici, l'action discursive teintée d'idéologie a très souvent prévalu sur les efforts de concrétisation des propositions d'une part, et sur la capacité d'appréhender avec réalisme la faisabilité des programmes annoncées lors des Sommets de l'ASA retransmis en direct par les chaînes locales, d'autre part. En effet, face aux agendas ambitieux qui englobent une multi-dimensionnalité de secteurs et embrassent un très grand nombre d'interlocuteurs, se trouvent les réalités du terrain qui viennent restreindre l'action et les résultats.

Dès lors, se pose la question de la faisabilité de ces agendas présentés par les Chefs d'Etats.

1.2. Quel degré de faisabilité ?

Le principal enjeu de tout espace de coopération, ou de façon plus générale de tout accord multilatéral, est de réussir à atteindre les objectifs fixés préalablement. Dans le cas du mécanisme de dialogue ASACOF, la faisabilité des objectifs s'est retrouvée confrontée, à un

⁸⁹⁰ A. MAHIOU, « La Coopération Sud-Sud : limites du discours unitaire », *Revue du Tiers Monde*, 1983, pp.757-761.

manque ou à un défaut d'analyse préalable offrant une visibilité claire du degré d'action. Par ailleurs, cette faisabilité s'est trouvée limitée par le facteur incertain lié à la vulnérabilité des économies du Sud face aux évolutions économiques et politiques mondiales.

Pour ce concerne le premier aspect, celui du défaut d'étude préalable, il y a lieu d'identifier la volonté d'un effet d'annonce recherché au niveau international de la part des gouvernements.

Cet effet d'annonce recherché provient la plupart du temps d'un manque de réalisme dans l'évaluation du degré de faisabilité des programmes annoncés. En effet, ce manque de vision a eu pour conséquence la mise en place de Forums couvrant un large éventail de domaines, qui certes apparaissent comme étant d'intérêt commun, mais dont la mise en œuvre concrète, les modalités de fonctionnement ont été recherchés à posteriori de la signature desdites Déclarations.

Ainsi, l'enthousiasme généré par les débats tend-il à ne pas toujours prendre en considération des aspects techniques. Comme la question de l'enchevêtrement des agendas avec des agendas déjà existants dans le cadre d'autres institutions multilatérales dont les États sont déjà membres, les ressources matérielles limitées, mais surtout humaines pour le travail de veille et de suivi des différents thèmes de coopération. Cet enchevêtrement conduit à la création de programmes d'action qui couvrent un grand nombre de thèmes rendant leurs exécution laborieuse et étendue dans le temps⁸⁹¹. Or, ce travail de prospection revient aux équipes de fonctionnaires qui, la plupart du temps, ont du mal à rendre réalisables les multiples propositions énoncées par le chef d'État dans le cadre d'une diplomatie présidentielle.

En effet, dans le cas précis du Venezuela et du Brésil, la diplomatie mise en œuvre au début des années 2000 est marquée par une personnification de la diplomatie étatique autour des chefs d'États Hugo Chavez et Ignacio Lula da Silva.⁸⁹²

Pour le cas brésilien, si la grande majorité des auteurs reconnaissent la compétence politique et le charisme du président Lula, il n'en demeure pas moins que certains soulignent le protagonisme « excessif » de la figure du président dans la diplomatie brésilienne⁸⁹³. En effet, la diplomatie présidentielle se caractérisait par deux éléments selon les auteurs : celui de

⁸⁹¹ E. BRUN, «Mudanças no Panorama internacional por meios das relações Sul-Sul: Relações do Brasil, Chile e Venezuela com os países em desenvolvimento da África, Ásia e Oriente Médio», FUNAG, Brasilia 2016.

⁸⁹² C. FORITE, *Chavez et l'Afrique. Dix ans de Politique Extérieure Vénézuélienne*, Éditions IHEAL, Paris 2011.

⁸⁹³P-R. ALMEIDA.P.R, *Nunca antes na Diplomacia...A política externa brasileira em tempos não convencionais*, Appris, Curitiba 2014.

l'introduction d'une forte orientation idéologique au sein de l'appareil diplomatique national⁸⁹⁴, et le développement en parallèle de centres diplomatiques proches du chef de l'Etat au sein de la présidence⁸⁹⁵. Ces deux possibles dérives affectent dès lors la capacité et la qualité du travail diplomatique dans un contexte, comme celui qui prévalait à cette période précise, de multiplication d'agenda multilatéraux.

Dès lors, dans le cas précis de l'ASA, la difficulté d'un examen préalable du degré de faisabilité ou non et de mise en œuvre des programmes se trouve partagé entre d'un côté, une diplomatie présidentielle proactive, et de l'autre côté, une administration plus modérée, considérée toutefois par certains au service d'une seule personne en l'occurrence le président Lula⁸⁹⁶.

Du côté africain, le schéma n'était pas le même car l'enthousiasme était beaucoup plus modéré vis-à-vis des partenaires sud-américains notamment en raison d'un contexte d'intensification de la présence chinoise sur le continent et des partenariats interrégionaux avec d'autres pays émergents. N'ayant pas réussi à mettre sur pied une stratégie continentale concernant leur participation à ces nouvelles dynamiques Sud-Sud qui se succèdent, les États africains ont pu compter néanmoins sur des structures internes de la Commission africaine à travers notamment l'examen par le Comité des Représentants Permanents (COREP) des propositions de déclarations finales de l'ASA. Ce même comité de Représentants Permanents était composé de plusieurs sous-comités dont celui sur la Coopération multilatérale et les partenaires stratégiques.

Par ailleurs, conscients de ce défi principal d'aboutir à des résultats concrets, les États membres de l'ASA ont mis l'accent, dès les premières années de sa création, au processus d'institutionnalisation de la structure interne, à travers des groupes de travail et le projet d'un Secrétariat Permanent. Cette priorité a d'ailleurs constitué l'un des facteurs de ralentissement du suivi du Plan d'Action d'Abuja de 2006⁸⁹⁷. Aussi, quatre ans après la tenue du premier Sommet de l'ASA, les chefs d'États évoquent-ils la nécessité de maintenir les efforts sur le

⁸⁹⁴ *ibid.* p. 112.

⁸⁹⁵ Dans la préface écrite par R. RICUPERO, celui-ci évoque la création d'un « Conseil International » au sein de la Présidence de la République Brésilienne composé de membre du Parti *Dos Trabalhadores* menant une diplomatie parallèle basée sur les affinités idéologiques. Cf D. DANESE, *Diplomacia Presidencial: História e Crítica*, Funag, Brasília 2017, 2ème Édition.

⁸⁹⁶ P-R. ALMEIDA. *op cit.* p. 115.

⁸⁹⁷ E. BRUN, *op.cit.* p.56.

long terme, et soulignent-ils la difficulté que constituait ce rapprochement afro-sud-américain⁸⁹⁸.

L'enjeu de rendre concrets les résultats s'oppose à la nature même du dialogue interrégional caractérisé par une logique de Sommets dont les retombées ne sont visibles que sur le long terme⁸⁹⁹. Cet aspect est essentiel dans l'étude de tout forum interrégional car il permet de relativiser le schéma négatif du manque de retombées visibles et d'inscrire dans la durée l'ASACOF.

Cela dit, outre ce premier défi, les États africains et sud-américains devront, au fil des années, réussir à faire perdurer l'ASA dans un contexte international en pleine évolution. En effet, si le contexte économique et politique international a été favorable à la mise en place des dynamiques interrégionales entre les deux continents dès les années 2006, il n'en demeure pas moins que les variations conjoncturelles apparaissent comme des véritables défis pour le maintien des liens afro-sud-américains.

2. Entre Idéologie et variations conjoncturelles : le défi de la pérennité

Comme la plupart des initiatives mises en place au début des années 2000, l'ASA reste confronté à un défi majeur qui consiste à demeurer fonctionnel et actif sur le long terme. De façon générale, l'on peut distinguer deux facteurs clés qui octroient aux organisations internationales leurs longévité : d'une part, le maintien de leur intérêt stratégique, et d'autre part, leur capacité d'adaptation aux évolutions conjoncturelles internationales.

Dès lors entrent en jeu également certaines caractéristiques telles que le degré d'institutionnalisation de ladite organisation en question. Or, comme on le verra, dans le cas de l'ASA, sa nature fortement idéale et la compétition qu'elle entretient avec les autres mécanismes de dialogue sud-sud apparaissent comme deux enjeux majeurs pour sa pérennité.

2.1 La dimension idéologique de l'ASA : atout ou inconvénient ?

Tel que cela a été démontré dans le chapitre précédent, le choix de créer et de participer à un mécanisme interrégional regroupant partenaires africains et sud-américains répond à un calcul stratégique, notamment à travers des stratégies de « Forum Shopping », mais aussi, à des

⁸⁹⁸ Extrait du Discours prononcé en Août 2010 par le Président Lula lors de l'inauguration de Table présidentielle de l'ASA au Venezuela.

⁸⁹⁹ G.L. GARDINI, A. MALAMUD, *op.cit.* p.32.

éléments cognitifs et idéologiques. En l'occurrence, le dialogue ASA se distingue des autres espaces de dialogue sud-sud par la place qui y est accordée au dialogue et à la défense de certains principes présents dans les Déclarations.

Cependant, le revers de cette dimension idéologique est qu'elle demeure ancrée dans une dimension conjoncturelle susceptible de ne pas perdurer au-delà des évolutions de l'environnement politique. En effet, les initiatives interrégionales sud-sud sont associées aux politiques extérieures des gouvernements de gauche sud-américains, notamment des présidents Lula da Silva, Hugo Chavez mais aussi Rafael Correa, et Evo Morales. Dans ce contexte, les affinités politiques et personnelles ont contribué favorablement à la mise en place de stratégies convergentes et enthousiastes en ce qui concerne les rapprochements collectifs vers les partenaires du sud et africains.

Ainsi, l'on retrouve dans les Déclarations Officielles de l'ASA des idées au cœur des idéologies dites « socialistes » notamment celle d'une réforme des principales instances internationales au profit d'une plus grande représentativité des pays du Sud. Cet ensemble d'idées forme la base idéale commune aux États membres de l'ASA. Cette place prépondérante des idées, et cette institutionnalisation lente et difficile, rendent vulnérable l'ASA face aux mutations conjoncturelles. En effet, le caractère peu contraignant des Déclarations et le système rotatif de secrétariat de l'ASA n'offrent pas de bonnes conditions pour que le dialogue soit pérennisé sur le long terme. Or, après le tournant à gauche qui a marqué l'actualité politique en Amérique du Sud au début des années 2000, les élections présidentielles au cours des années 2010 apportent une nouvelle reconfiguration politique dans la région.

En effet, il y a lieu de noter l'arrivée de nouveaux gouvernements ayant des affinités idéologiques distinctes, et pour qui, les priorités pour les relations sud-sud ne sont pas maintenues. Ainsi, contrairement à d'autres initiatives moins idéologiques impulsées par Brasilia telles que la CPLP⁹⁰⁰, la forte dimension idéologique n'a pas constitué un atout en termes de pérennité.

Par ailleurs, c'est dans un contexte international en pleine modification que l'ASA sera confronté au principal enjeu du maintien de son intérêt stratégique.

2.2 Evolution du contexte international et nouvelles concurrences : quelle place pour l'ASA ?

⁹⁰⁰ Entretien effectué auprès du Directeur de la Direction CPLP Itamaraty, juin 2018, Brasilia.

L'avènement d'un nouveau contexte politique régional en Amérique du Sud et en Afrique ainsi que le ralentissement de la croissance économique d'une grande partie des États, sont autant de facteurs qui vont engendrer des mutations géopolitiques et avoir ainsi des répercussions directes sur les espaces de dialogue interrégionaux Sud-Sud.

En l'occurrence, pour le cas de l'ASA, ces deux types de phénomènes viennent accentuer des contextes de compétitions et de concurrences existant entre les diverses initiatives sud-sud.

En effet, dès sa création, l'ASA s'est inscrit dans un contexte de compétition vis-à-vis d'autres « coalitions » sud-sud récemment créées. Ainsi, les différentes initiatives mises en place dès les années 2000 offrent-elles une pluralité d'espaces de dialogue inédits conduisant cependant à une situation de concurrence et de rivalité entre lesdits projets. En effet, la concurrence se dessine entre les projets régionaux et interrégionaux « pour façonner à leur image les normes et les règles de gouvernance politique et économique mondiale »⁹⁰¹. Si cette pluralité d'espaces de dialogue et de coopération a offert de nouvelles marges d'action pour les pays émergents et ceux en voie de développement, tels que la mise en place de stratégies de « Forum shopping », il n'en demeure pas moins, que dans la pratique la participation à ces mécanismes constitue un enjeu économique.

En effet, l'évolution des variables économiques et politiques internes conduisent les États à devoir faire un choix et mettre en priorité certains de ces différents forums.

Dans le contexte des dynamiques Sud-Sud, conjointement à l'initiative de l'ASA, d'autres espaces de dialogues connaissent une activité intense durant toute cette période étudiée. C'est notamment le cas de l'IBSA, des BRICS, de l'ASPA. Comme le souligne Abdenur, les initiatives interrégionales Sud-Sud ont en commun des ressources limitées⁹⁰², aussi bien en termes humains que matériels, or le coût de participation, d'organisation et de suivi de tels forums est considérable⁹⁰³. Dès lors, après une phase d'enthousiasme initial de création de telles enceintes, les États du Global South confrontés à des problèmes de réduction de budget se voient dans l'obligation de choisir les forums auxquels ils peuvent participer. On va donc

⁹⁰¹ S. SANTANDER, *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Enjeux Internationaux 40.

⁹⁰² A. ABDENUR, F. MATTHEIS, P. SEABRA, « Inter-regional multilateralism in the Global South The zone of peace and cooperation in the South Atlantic », in, S. ARIS and al (dir) *Inter-organizational Relations in International Security: Cooperation and Competition*, Routledge 2018.

⁹⁰³ G.L. GARDINI, A. MALAMUD, *op.cit.* p32.

observer dès le milieu des années 2010 une sorte de ralentissement du nombre de participations aux forums Sud-Sud.

Or, face à cette nécessité de rentabiliser leurs participations à de tels événements internationaux, les États suivront des logiques rationnelles et mettront en place des choix.

Ainsi, le choix, face à ce contexte de compétition d'initiatives, va-t-il tenir compte de trois critères :

D'abord l'efficacité de ladite initiative, qui doit allier à la fois un faible coût économique et des résultats visibles. En effet, dans un contexte de crise économique ce critère apparaît de plus en plus fondamental.

Puis, l'opportunité stratégique et les éventuelles retombées politiques. En effet, la survie d'un Forum de dialogue interrégional dépend de l'intérêt que vont avoir les États membres à y participer et des avantages qu'ils peuvent en tirer. Autrement dit, cet intérêt dépend du maintien de l'utilité stratégique de l'interrégionalisme perçue dans ce cas comme un instrument pour une meilleure insertion dans un contexte multipolaire⁹⁰⁴.

Enfin, l'adéquation entre ladite initiative et la nouvelle tendance idéologique du pouvoir en place. En effet, chacune des initiatives véhicule des modèles et des normes de société différentes⁹⁰⁵.

C'est donc à partir de l'évaluation de ces trois critères généraux que le choix de poursuivre ou non la participation aux Forum internationaux va se faire.

Or, dans le cas de l'ASA, ces trois critères placent le mécanisme de dialogue Amérique du sud-Afrique difficilement au cœur des nouvelles priorités après 2015 notamment dans le contexte particulier brésilien. En effet, comme nous l'avons mentionné tout au long de ces derniers chapitres, la question de l'efficacité dudit mécanisme de dialogue sud-sud met en lumière le faible nombre de réalisations quantifiables.

Dès lors, alors que le gouvernement de Dilma Rousseff (2011-2016), qui succède à celui de Lula, maintient sa participation audit Forum avec notamment le déplacement de la Présidente à Malabo en 2013 lors du dernier Sommets de l'ASA, la crise politique et l'arrivée au pouvoir du gouvernement du Président Michel Temer (2016-2018) marque la fin de cet intérêt pour

⁹⁰⁴ A. AYUSO, S. VILLAR, C. PASTOR, M. FUENTES, « Actors and Opportunities : Interregional Processes Between the Arab Region and Latin America and Caribbean », In, F. MATTHEIS, A. LITSEGARD.A (ed) *Interregionalism across the Atlantic Space*, United Nations University, Vol 15, Springer, Bruges, 2018.

⁹⁰⁵ SANTANDER S, *op.cit.p.20*.

l'ASA, symbole même de la politique extérieure de Lula. Les relations avec le continent africain ne vont pas figurer au cœur des nouvelles priorités de politique extérieure qui seront orientées vers un rapprochement avec les partenaires traditionnels du Brésil⁹⁰⁶.

Dans ce contexte, l'ASA n'apparaît plus comme un outil stratégique aux yeux des nouveaux gouvernements brésiliens. Dès lors, le Brésil va continuer sa sélection des partenaires africains clés avec lesquels maintenir des liens bilatéraux étroits⁹⁰⁷. Cette sélection va également concerner les coalitions sud-sud auxquelles le Brésil continuera à participer et à engager les coûts que supposent les réunions ministérielles.

En effet, perçus comme plus efficaces en raison du nombre réduit de participants, les « clubs de puissances émergentes »⁹⁰⁸ tels que BRICS et IBSA vont garder aux yeux de Brasilia tout leur intérêt stratégique malgré les variations d'orientation de politique étrangère.

D'une perspective africaine, la crise politique brésilienne et les changements d'orientation des priorités de la politique extérieure des gouvernements successifs ont été suivis de près, et ont suscité un certain scepticisme quant à l'avenir des liens Brésil-Afrique, porté à son paroxysme avec l'élection en 2018 du Président d'extrême-droite Jair Bolsonaro (2018-aujourd'hui). A titre d'exemple, le Journal *Jeune Afrique* intitulait un de ses articles ainsi : « Election de Jair Bolsonaro : le coup de grâce pour les relations Brésil-Afrique »⁹⁰⁹.

Aussi, étant l'acteur clé au sein de ce mécanisme interrégional afro-sud-américain, le repli du Brésil a-t-il incontestablement eu pour conséquence le ralentissement graduel de la participation des partenaires africains aux forums, d'autant qu'ils étaient déjà convoités à travers de nombreux autres espaces de dialogues.

Toutefois, si les différentes évolutions politiques au Brésil ont eu un impact négatif important pour l'ASACOF, les contextes politiques du côté africain ont également conduit à un désintérêt progressif et à une sélection des coalitions sud-sud. Ce fut le cas pour l'Afrique du Sud. Ce pays a connu une profonde crise politique à la suite des nombreux scandales de corruption, de

⁹⁰⁶ D. MARCONDES, E. MAWDSLEY, « South South in retreat? The transitions from Lula to Rousseff to Temer and Brazilian development cooperation », *Chatham House*, vol 93, n°3, Mai 2017.

⁹⁰⁷ G. LECHINI, « Afro-Latin Equations: Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic », in F. KORNEGAY, P. MTHEMBU (ed) *Africa and the World : Navigating Shifting Geopolitics*. Mapungubwe. 2019 ; J.F. SOMBRA SARAIVA. , *op.cit*, p 188.

⁹⁰⁸ F. SOULE-KOHNDOU, *Les « clubs » de puissance « émergents » fonction objectives et usages stratégiques : le cas du Forum de Dialogue IBAS(Inde-Brésil-Afrique du sud)*. Thèse de Doctorat Université Paris, 2014.

⁹⁰⁹ <https://www.jeuneafrique.com/655542/politique/election-de-jair-bolsonaro-le-coup-de-grace-pour-les-relations-bresil-afrique/> consulté le 24/06/2020.

détournement de fonds publics de l'ancien président Jacob Zuma, invité à démissionner par l'ANC en 2018. En refusant de démissionner, Zuma avait réussi à aggraver la situation de crise politique de la puissance sud-africaine, jusqu'à sa démission en février 2018. Cette démission a conduit à la prise de fonction du vice-président Cyril Ramaphosa, élu comme président en 2019 lors des élections présidentielles.

Or, étant presque concomitantes, les deux crises politiques qu'ont traversées le Brésil et l'Afrique du Sud dès 2015-2016 affectent considérablement l'élan à l'origine du rapprochement interrégional afro-sud-américain. Qui plus est, le nouveau décor politique qui s'ensuit met en priorité les dialogues avec les émergents notamment à travers le choix fait pour les BRICS et l'IBSA.

En effet, de Pretoria à Brasilia, malgré les nouveaux gouvernements en place, la dimension stratégique desdits « clubs » sud-sud est conservée au détriment de mécanismes plus larges tels que le dialogue ASA.

Finalement après 2015, l'ASA ne rassemble plus les trois critères décrits plus haut : l'ASA conserve son bilan limité en termes de résultats concrets d'une part, et d'autre part l'organisation de Sommets réunissant une soixantaine de chefs d'États sous-entend un coût élevé pour les gouvernements à cette période particulière. Quant au deuxième critère, celui des retombées stratégiques, elles ont évolué avec les nouvelles priorités des agendas politiques des nouveaux gouvernements en place. Le troisième critère relatif à l'adéquation avec les nouvelles orientations idéologiques n'est pas non plus rempli comme on a pu le voir avec le renouvellement du paysage politique, particulièrement au Brésil.

A l'évidence, pour faire face à cet enjeu d'adaptation aux évolutions conjoncturelles, le mécanisme de dialogue ASA aurait dû s'appuyer sur un engagement politique et un protagonisme moins déséquilibré d'une part, et d'une structure permanente à l'instar d'un Secrétariat permanent avec un budget alloué d'autre part. Aussi, en ayant construit un modèle laissant peu de marge aux sociétés civiles et aux Universités, les chefs d'États n'ont-ils pas mis tous les moyens pour asseoir une pérennité. En effet, l'architecture de l'ASA a été essentiellement pensée à partir des Chefs d'États, du haut vers le bas, l'exposant ainsi aux différentes fluctuations conjoncturelles évoquées précédemment.

Si l'ASA reste confronté à des défis liés à sa concrétisation et sa pérennité, il n'en demeure pas moins que sa mise en œuvre s'est inscrite dans un processus plus général de décentrage du pouvoir mondial.

CONCLUSION

L'ASA a illustré la volonté d'unir deux continents qui ne partageaient aucun espace de dialogue et de coopération exclusif entre eux. Cependant, dans la pratique, cette initiative de construire un dialogue bi-régional requiert d'importants efforts humains, financiers et matériels qui, comme nous l'avons montré, n'ont pas été mobilisés de manière continue par l'ensemble des États membres.

Le caractère transnational, qui aspirait à laisser aux États un plus grand rôle au sein du dialogue ASA, n'a pas atteint son objectif puisque l'engagement des États clés, tels que les coordinateurs régionaux, s'est retrouvé profondément altéré au fil des cycles politiques régionaux. Dès lors, le présent chapitre a montré comment l'objectif de créer une convergence et une concertation politique s'est retrouvé limité en raison d'une part, d'intérêts et de stratégies différentes mais aussi d'affinités politiques et d'engagements avec d'autres partenaires extra régionaux d'autre part. Aussi, en analysant la coopération interrégionale, avons-nous mis en lumière que l'absence de fonds de financement reposant sur un accord entre les États a constitué le véritable frein dans la matérialisation des différents projets de coopération.

Par ailleurs, il a été question également de déterminer les principaux défis auxquels l'ASA a été confronté depuis sa création jusqu'à 2015. Deux principaux enjeux ont été identifiés, celui de la concrétisation de ses objectifs d'une part, et celui de sa pérennité, d'autre part. En effet, alors qu'il a été démontré dans les chapitres précédents que le discours contribuait à la diffusion interne d'idées et à la formation d'une base idéale commune, il a été question ici de mettre en évidence que, teintés d'un effet d'annonce et d'ambition, les discours prononcés par certains chefs d'États dans le cadre de l'ASA n'étaient pas toujours suivis de réalisations concrètes sur le terrain. Qui plus est, le défi de la pérennité du dialogue ASA repose selon notre analyse sur trois enjeux : celui d'une efficacité en termes de faible coût économique et de résultats concrets, l'enjeu de l'opportunité stratégique et des retombées politiques et enfin celui de l'adéquation entre le mécanisme de dialogue et les nouvelles priorités du gouvernement en place. En outre, nous avons démontré que l'ASA se situait dans une position de concurrence vis-à-vis d'autres espaces de dialogue Sud-Sud qui, étant plus restreints, ont su maintenir leur pérennité jusqu'à aujourd'hui.

Cependant, avec un regard vers le futur, cet effort interrégional marque une avancée et laisse un antécédent dans les relations afro-sud-américaines qui peut être remobilisé dans des contextes à venir au sein desquels s'ouvrirait à nouveau une opportunité d'action collective et des conditions internes favorables. Au même titre que la ZOPACAS dans l'Atlantique Sud, l'ASA conserve sa dimension stratégique en tant qu'unique espace de dialogue entre Africains et Sud-Américains. En effet, comme nous l'avons démontré dans les chapitres précédents, les processus de socialisation générés entre fonctionnaires africains et sud-américains ont participé à un apprentissage réciproque et ont contribué à briser, dans toute proportion gardée, l'image stéréotypée que chacune des rives conservait de l'autre. En ce sens et bien que ce processus de rapprochement nécessite encore d'importants efforts et avancées, le cas de l'ASA a constitué déjà un premier pas important qui, peut être, conduira à de nouvelles opportunités.

CONCLUSION GENERALE

La présente thèse avait pour objet l'étude des processus interrégionaux Sud-Sud, notamment ceux mis en œuvre dans le cadre des relations Afrique et Amérique du Sud. Si les relations politiques, diplomatiques et commerciales entre les deux continents existent depuis déjà plusieurs décennies, elles ont été marquées, dès le début des années 2000, par une intensification des rapprochements, prenant une forme bilatérale ou interrégionale.

En adoptant une approche syncrétique qui conjugue le courant constructiviste avec la géopolitique critique, nous pensons être parvenue à démontrer comment les nouveaux mécanismes interrégionaux afro-sud-américains se structurent à partir d'intérêts stratégiques individuels et collectifs, ainsi que la place qu'y jouent les idées et les perceptions.

A partir de deux hypothèses centrales qui présentaient l'interrégionalisme comme une reconfiguration de l'espace à des fins de réappropriation dudit espace, de modification des rapports de force et de construction identitaire d'une part, et d'autre part, comme une structure idéale, le présent travail s'est articulé autour de deux parties.

Ce travail de thèse aspirait à déconstruire l'approche eurocentrée du phénomène interrégional et à proposer une nouvelle grille de lecture de ces interactions dans le *Global South*. Pour cela, le présent travail a consisté à une double étude de cas du fait interrégional afro-sud-américain.

L'étude de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud a permis de mettre en lumière plusieurs enseignements. En effet, l'activation de cette Zone, qui met en œuvre un dialogue transrégional, s'est inscrite dans un contexte international marqué par la multiplication du nombre de mécanismes de dialogue Sud-Sud et aussi par la recrudescence de menaces transnationales dans l'Atlantique Sud. Dès lors, tenant compte du rôle central du Brésil dans la création de ladite Zone de Paix et de Coopération, nous avons questionné l'importance stratégique conférée à l'Atlantique Sud dans les politiques étrangères et de défense de Brasilia durant les gouvernements du président Ignacio Lula Da Silva (2003-2010). L'analyse a révélé qu'en tant qu'espace d'intérêt vital, l'Atlantique Sud a été une priorité dans l'agenda international de Brasilia, et cela en tant qu'instrument de projection internationale en dehors de la région sud-américaine. Dans ce contexte, la revitalisation de cette Zone de coopération a constitué un triple levier de puissance pour le Brésil : d'abord elle lui a offert une plateforme en vue d'aborder collectivement les enjeux sécuritaires transnationaux avec les autres États

riverains dans l'Atlantique Sud ; puis, cette réactivation a permis à Brasilia d'accroître considérablement son protagonisme international et son influence vis-à-vis des partenaires africains. Enfin, la ZOPACAS a constitué un lieu au sein duquel le Brésil a tenté de déployer différents leaderships lui permettant de diffuser sa propre vision concernant l'Atlantique Sud et d'impulser ainsi la création d'une identité sud-atlantique. En effet, en déployant une stratégie « d'hégémonie consensuelle » dans le cadre de la ZOPACAS, Brasilia a mis en œuvre un discours où l'accent est porté sur l'identification d'un « Nous » et d'un « Autre » au sein de l'espace sud-atlantique. Par ailleurs, aux côtés du Brésil, le voisin argentin possédait également une approche et une stratégie vis-à-vis de l'Atlantique Sud qui se concentraient essentiellement sur la question de la reconnaissance de sa souveraineté dans les Îles Malouines.

Inscrits dans un contexte géopolitique largement différent des partenaires sud-américains, les États africains perçoivent l'espace sud-atlantique à partir d'un prisme particulier marqué par un passé et des enjeux sécuritaires affectant une grande partie des États du Golfe de Guinée.

Historiquement tournées vers les terres, les politiques stratégiques des États africains ont accordé une place résiduelle aux questions maritimes au profit de la résolution des menaces sécuritaires situées à l'intérieur des territoires. En outre, réunissant les principaux producteurs de pétrole du continent, le Golfe de Guinée constitue un pôle énergétique important dont dépendent aussi bien les économies européennes et américaines que les émergentes. Dès lors, la dimension stratégique de cet espace est un facteur essentiel qui structure la géopolitique de la zone et conduit à attiser les intérêts d'acteurs extra régionaux.

Par ailleurs, ce n'est que récemment que la perception des États africains prend en compte la dimension stratégique maritime, et cela, dans le contexte d'aggravation des menaces contre la sécurité dans le Golfe de Guinée, dès la fin des années 1990. En effet, l'accroissement du nombre d'attaques orchestrées par des pirates dans cette zone a atteint depuis 2006 un niveau inquiétant. Et ce, d'autant plus que, comme l'a montré le chapitre 2 de la partie 1, les menaces se sont diversifiées, laissant apparaître des nouveaux flux de trafic transnationaux de drogue, de personnes, au sein de l'espace maritime de ce Golfe de Guinée où les États ont du mal à exercer un contrôle.

Dès lors, cette maritimisation tardive et la multiplication de nouveaux enjeux sécuritaires transnationaux ajoutés aux menaces terroristes et aux instabilités politiques à l'intérieur du continent offrent un panorama complexe où l'établissement de stratégies de projection dans l'Atlantique Sud n'apparaît pas comme une priorité pour les États africains de la façade atlantique.

C'est dans ce contexte régional africain que la ZOPACAS est réactivée grâce à l'initiative de l'Angola, qui a relancé les débats et a abrité le VI Sommet de la ZOPACAS. S'il est vrai que les intérêts collectifs de sécurisation de l'espace atlantique font partie des objectifs poursuivis, s'y trouvent également, en filigrane, d'autres intérêts individuels en termes de puissance.

En effet, l'étude a démontré que la situation sécuritaire dans le Golfe de Guinée, et plus largement dans l'Atlantique Sud, apparaît pour certains États africains comme une opportunité nouvelle pour déployer des stratégies de projection régionale voire internationale et cela en se présentant comme un État pivot. Ainsi, en mettant en œuvre une diplomatie proactive durant les négociations de la réactivation en 2007, Luanda aspirait à être reconnu comme un État pivot dans le Golfe de Guinée et de la sorte, tentait-il d'étendre son influence politique dans la région. Par ailleurs, dans le cas de l'Afrique du Sud, nous avons démontré que la réactivation de la ZOPACAS a convenu aux ambitions de visibilité et de projection internationale et a offert une diversification des partenaires à des États africains en matière sécuritaire.

A partir de ces deux perspectives de chacune des rives de l'Atlantique Sud, le chapitre 3 avait pour objectif de déterminer la capacité de la ZOPACAS à constituer un espace de gouvernance maritime dans l'Atlantique Sud. Pour cela, nous avons mis en lumière les convergences d'intérêts stratégiques, de perceptions et de valeurs existant de part et d'autre dudit océan. Ainsi, grandement dépendants des flux commerciaux maritimes et réceptifs aux enjeux sécuritaires transnationaux, les États membres de la ZOPACAS partagent un triple intérêt : la sécurisation de l'Atlantique Sud, le renforcement des capacités d'action collective et la création d'un espace sud-atlantique en vue d'une utilité multilatérale réformiste. Cependant, au-delà de cette convergence, il existe également de profondes limites qui relèvent à la fois des divergences, mais aussi des capacités logistiques limitées de ces États. La faible autonomie vis-à-vis des acteurs extra régionaux est un facteur non négligeable de frein aux dynamiques de coopération en matière sécuritaire. Bien que les résultats en termes matériels soient faibles, l'enjeu stratégique de la ZOPACAS comme espace de coopération et de dialogue afro-sud-américain dans l'Atlantique Sud demeure entier, notamment à l'heure où de nombreux acteurs extra régionaux déploient de nouvelles stratégies vis-à-vis dudit océan.

Ainsi, au sortir de cette première partie, les analyses ont-elles pu montrer que la réactivation de la Zone de Paix et de Coopération dans l'Atlantique Sud en 2007 s'appuie sur une volonté partagée de réappropriation d'un espace stratégique commun. L'étude du cas de la ZOPACAS a mis en lumière l'existence d'une tentative de reconfiguration géo-spatiale d'un océan à des fins stratégiques individuelles et collectives. Toutefois, des questions demeurent,

notamment concernant la dimension cognitive qui donne sens auxdites initiatives interrégionales et aux dynamiques internes propres aux relations Sud-Sud.

L'analyse du mécanisme de coopération Afrique-Amérique du sud a, en ce sens, permis de questionner les aspects cognitifs qui ont accompagné la création dudit mécanisme de dialogue afro-sud-américain, avec en toile de fond l'hypothèse selon laquelle l'interrégionalisme constituerait une structure idéale.

Dès lors, à travers un retour historique, nous avons pu démontrer comment l'évolution du contexte international a eu, au fil des décennies, comme répercussion soit des phases d'accélération des liens afro-sud-américains soit au contraire des phases « aphoniques ». Ainsi avons-nous identifié trois facteurs clés qui affectent les rapprochements afro-sud-américains : la conjoncture internationale, la volonté politique et la capacité à entreprendre de tels rapprochements. Or, la période étudiée, 2006-2015, est caractérisée par un renouvellement politique en Amérique latine, qualifié de « tournant à gauche » avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements dits progressistes au Brésil, au Venezuela, en Equateur, pour ne citer que ceux-là. Au cœur de leurs stratégies de politiques extérieures, se retrouvent les relations avec les partenaires du Sud. Quant aux pays africains, à travers les Plans Émergents, leurs stratégies de diversification accordent un intérêt renouvelé aux partenaires émergents. Dès lors, ce nouveau contexte offre de nouvelles marges d'action et d'opportunités pour les liens afro-sud-américains notamment avec la création en 2006 du mécanisme interrégional ASA.

Aussi, en partant du postulat que l'interrégionalisme est une interaction sociale, il a été démontré dans le chapitre 2 de la partie 2, que le mécanisme de dialogue et coopération Amérique du Sud-Afrique met en œuvre une pratique inédite de dialogue interrégional combinant une flexibilité et une socialisation entre Africains et Sud-Américains. En créant un mécanisme basé sur une architecture flexible, la volonté des États était de conserver une certaine marge de manœuvre grâce à des textes non contraignants d'une part, et d'autre part grâce à une réduction des coûts habituellement liés au fonctionnement d'une structure formelle. Cependant, comme l'a révélé l'étude des archives, le dialogue transrégional ASACOF comptait sur un ensemble de groupes de coordination et de groupes de travail qui, sous forme de réunions formelles et informelles, réunissaient les experts sud-américains et africains. Aussi, étant une initiative proposée par deux États (Nigeria et Brésil), le fonctionnement de l'ASACOF reposait-il en grande partie sur l'engouement des États et sur le soutien des deux organisations régionales, à savoir, l'Union Africaine, et l'UNASUR.

L'apport théorique de ce chapitre 2, et par conséquent son originalité, a été de proposer le concept de « circulation idéale », qui vient compléter la littérature concernant la diffusion de normes au sein des processus interrégionaux. En effet, dominée par l'idée d'un modèle européen qui diffuserait des normes, des idées de manière unidirectionnelle vers les régions du Sud, la notion de « circulation idéale » défend un mouvement circulaire, où chacune des régions, de groupes régionaux, s'autoalimente de valeurs partagées, de perceptions et d'idées. Dans cette même lancée, il a été démontré que l'initiative du mécanisme ASACOF reposait sur une base idéale commune, qui à travers une socialisation et une action discursive, aspirait à une identité commune. Ici le parallèle est alors fait avec le cas de la ZOPACAS où la convergence de perceptions des enjeux autour de l'Atlantique Sud a conduit le Brésil à impulser une identité sud-atlantique.

Par ailleurs, ces dynamiques cognitives circulaires cohabitent avec des éléments stratégiques liés à la recherche de projection internationale qui conduisent donc à une forme d'instrumentalisation de l'espace interrégional à des fins individuelles. Le concept de « Forum Shopping » s'applique dans le cadre de l'ASACOF, dans la mesure où l'utilité stratégique d'une participation à plusieurs forums internationaux génère l'avantage de diversifier les partenaires économiques et de défendre un vaste agenda. En effet, tout au long de ce chapitre 2 de la partie 2, nous avons mis en lumière les intérêts et les ambitions nationales qui ont poussé les États à participer au dialogue ASA. Ainsi, à l'instar de la ZOPACAS, l'ASACOF apparaît-il comme un atout en vue d'étendre ou d'affirmer son leadership en dehors de son propre voisinage. En outre, le « Forum Shopping » étant mis en œuvre par l'ensemble des États membres, l'on retrouve des situations de rivalité, inhérentes audit mécanisme transrégional. En effet, la quête de visibilité et de protagonisme a conduit Caracas et Brasilia à déployer une proactivité au sein de l'ASACOF. Des logiques de concurrence ont également été perceptibles entre Abuja et Pretoria.

Fort de ces enseignements, nous avons abordé la question de la viabilité de l'ASACOF, qui après son III^{ème} Sommet à Malabo en 2013 a vu reporter son IV Sommet prévu à Quito en 2016. Deux défis majeurs ont été identifiés dans le cas du dialogue ASA, et qui peuvent également être appliqués à d'autres interrégionalismes : le défi de la concrétisation et le défi de la pérennité. En effet, l'agenda vaste de coopération et la pluralité d'interlocuteurs imposent un important travail de coordination et un dialogue continu entre les administrations. Or, fort dépendant des cycles politiques, l'intérêt politique pour lesdites relations interrégionales s'est estompé notamment avec le renouvellement politique en Amérique du Sud.

Étudiés de façon séparée pour des objectifs méthodologiques, les deux espaces de dialogue interrégionaux afro-sud-américains (ZOPACAS et ASACOF) ont offert des cas d'étude inédits sous deux aspects.

D'une part en termes empiriques, les deux mécanismes étudiés bien que distincts en de nombreux points, ont chacun illustré la mise en pratique d'un dialogue interrégional marqué par des caractéristiques propres aux réalités du Sud et particulièrement aux relations Amérique du Sud Afrique. Entre flexibilité, « intergouvernementalité » et informalité, nous avons pu découvrir au fil des chapitres les logiques derrière les choix de format, de structures et de discours mis en place dans le cadre de ces espaces interrégionaux afro-sud-américains. Cet ensemble d'analyses empiriques visait aussi à délocaliser l'étude de l'interrégionalisme, principalement abordé à partir du cas de l'UE, vers une perspective du Sud.

D'autre part, en termes théoriques, ces deux cas d'études ont permis de vérifier les hypothèses défendues dans ce travail, et d'élargir la compréhension conceptuelle du phénomène interrégional. Étant multidimensionnel et pluriel, l'interrégionalisme Sud-Sud, au travers de ces deux cas d'études, apparaît comme une tentative de reconfiguration et de construction d'espaces pouvant être à la fois géographique (l'Atlantique Sud) ou imagé (espace afro-sud-américain), et qui visent une relecture des rapports de force sur la scène internationale. Aborder l'interrégionalisme à travers une approche constructiviste et une approche de la géopolitique critique nous a conduite à prendre en compte la dimension cognitive desdits processus et à comprendre les logiques d'opportunité stratégiques inhérentes à ceux-ci. Ce faisant, cette approche syncrétique nous a également offert la possibilité d'appréhender l'interrégionalisme comme construction idéale.

Au sortir de cette thèse, il apparaît que la pratique interrégionale dans le *Global South* répond avant tout à une volonté de tirer profit de la conjoncture internationale inédite et favorable qui s'est ouverte dès les années 2000. La perception convergente d'opportunité d'action a poussé les Etats du *Global South* à créer des espaces de rencontre à des fins individuelles et collectives d'élargissement de la visibilité du Sud, de transformation des instances de gouvernance mondiale.

Finalement cette thèse a tenté d'apporter de nouveaux éléments de réponse aux questions centrales qui traversent les Études de Relations Internationales contemporaines, à savoir, la question du rôle ou de l'impact qu'ont (ou ont pu avoir) les pays émergents dans la reconfiguration de l'ordre mondial contemporain. Au défi lancé par certains auteurs de remettre en question l'intérêt pour les études sur l'interrégionalisme, ce travail a su démontrer qu'abordé

à partir d'une perspective du Sud, l'interrégionalisme offre une grille de lecture pertinente pour appréhender les évolutions internationales. S'il est vrai que la période étudiée dans ce travail s'achève sur une phase de ralentissement des dynamiques afro-sud-américaines, il n'en demeure pas moins que l'opportunité stratégique qu'offrent lesdites relations persiste et perdurera encore des décennies sous la condition qu'à nouveau, le contexte international et les conditions internes y soient favorables.

Si plusieurs enseignements peuvent émaner de ce travail, il n'en demeure pas moins que celui-ci comporte certaines limites, notamment en ce qui concerne la place discrète accordée aux acteurs non étatiques dans notre étude des mécanismes interrégionaux étudiés. Aussi, le choix de n'étudier qu'un nombre réduit d'États plutôt qu'un nombre plus représentatif en vue de couvrir la diversité des réalités et des logiques du dialogue interrégional semble avoir réduit la portée du présent travail.

Au moment où nous écrivons cette conclusion le monde a déjà connu de nombreux changements profonds, à commencer par ce qui, en début de thèse, était imprévisible : une pandémie mondiale d'un virus appelé Covid 19. Dans cette constante évolution d'évènements internationaux et politiques, les recherches portant sur les relations entre l'Afrique et l'Amérique latine demeurent d'actualité et inachevées. Aussi, dans ce contexte de crise sanitaire mondiale de nombreux questionnements surgissent, notamment en ce qui concerne les nouvelles marges de manœuvre des pays du Sud et leurs capacités à surmonter la crise actuelle ou celles futures. Aussi, l'évolution de la politique nationale n'est pas en reste, notamment dans le cas du Brésil où l'annulation des condamnations pour corruption de l'ancien président Ignacio Lula Da Silva pose la question de son éventuelle candidature à l'élection présidentielle de 2022, et donc à un éventuel nouvel élan des liens afro-brésiliens.

Quoi qu'il en soit à l'heure actuelle, les incertitudes et les questions sont nombreuses et invitent les chercheurs à s'intéresser plus que jamais aux phénomènes internationaux en incluant une perspective des États du *Global South*, et notre modeste contribution à être dépassée.

Bibliographie

1. Ouvrages:

ALMEIDA, P. R. *Nunca Antes na Diplomacia: A politica externa brasileira em tempos não convencionais*, 1ère édition, Curitiba, Appris, 2014, 289 p.

BADIE, B. and SMOUTS, M-C. *Le retournement du Monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Editions Dalloz, 1999, 238 p.

BATTISTELLA, D. *Théories des relations internationales*, 4e édition mise à jour et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, 760 p.

BEAUD, M. *L'art de la thèse: Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du Net*, Paris, Editions La Découverte, 2006, 260 p.

BEAUD, S. and WEBER, F. *Guide de l'enquête de terrain*, 4e édition augmentée, Paris, Éditions La Découverte, 2010, 336 p.

BOB.R. *Routledge Handbook of International Organization*, Routledge, London, 2013, 549p.

BORGES COELHO, J. P. *African Approaches To Maritime Security: Southern Africa*, Maputo, Friedrich Ebert Stiftung, 2013, 21 p.

Brasil, Thèse de Doctorat, Porto Alegre, Universidade Federal Do Rio Grande Do Sul, 2011, 291 p.

BULL. H. *The Anarchical Society A study of order in world Politics*, 1977, 2ème edition, London, Palgrave, 329p.

BRUN, E. *Mudanças no panorama internacional por meio das relações Sul-Sul: relações do Brasil, Chile e Venezuela com países em desenvolvimento da África, Ásia e Oriente Médio*, Brasília, FUNAG, 2016, 708 p.

CARLSNAES, W. and NEL, P. (eds.) *In Full Flight: South African foreign policy after apartheid*, Midrand, Institute for Global Dialogue, 2006, 226 p.

CHARILLON, F. (dir.) *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 437 p.

CHARLIER, J.-E. and VAN CAMPENHOUDT, L. (dir.) *4 méthodes de recherche en sciences sociales. Cas pratiques pour l'Afrique francophone et le Maghreb*, Paris, DUNOD, 2014, 240 p.

DAHI, O. and DEMIR, F. *The Rise of the South* , 1ere édition, Buenos Aires, Clacso, 2015, 108 p.

DANESE, S. *Diplomacia Presidencial: História e Crítica*, 2ème édition, Brasília, Funag, 2017, 641 p.

ENGEL, U., ZINECKER, H., MATTHEIS, F., DIETZE, A. and PLÖTZE, T. (eds) *The New Politics of Regionalism: Perspectives from Africa, Latin America and Asia-Pacific*, Oxfordshire, Routledge 2018, 254 p.

FORITE, C. *Chavez et l'Afrique. Dix ans de politique extérieure vénézuélienne*, Paris, Éditions IHEAL, 2011, 206 p.

GAZIBO, M. and MBABIA, O. *Index de l'émergence en Afrique 2017*, Montréal, Observatoire de l'émergence en Afrique, Montréal, 2017, 54 p.

GILSON, J. *Asia Meets Europe: Inter-Regionalism and the Asia-Europe Meeting*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2002, 240 p.

GUIDERE, M. *Méthodologie de la recherche*, Paris, Ellipses, 2004, 128 p.

HETTNE, B., SÖDERBAUM, F. and STALGREN, P. *The EU as a Global player in the South*, Stockholm, Swedish Institute for European Policy Studies, 2008, 73 p.

HOFFMAN, J., ISA, P. and PEREZ, G. *Trade and Maritime Transport between Africa and South America*, Santiago, CEPAL-SERIE, 2001, 40 p.

JOVETA, J. *Angola: estratégias de inserção internacional*, Curitiba, Appris, 2015, 323 p.

KABUNDA BADI, M. and ROSS, C. (eds.) *Tránsitos materiales e inmateriales entre África, Latinoamérica y El Caribe*, Santiago, Ariadna Ediciones, 2018, 225 p.

LAFER, C. *A identidade internacional do Brasil e a política externa brasileira: Passado, presente e futuro*, São Paulo, Perspectiva, 2001, 126 p.

LAI, S. Y. *Inter-regionalism of nation-states: Asia-Europe Meeting (ASEM) as a case-study*, Thèse de Doctorat, Christchurch, University of Canterbury, 2012, 384 p.

LAMONT, C. *Research Methods in International Relations*, Londres, Sage, 2015, 200 p.

LECHINI, G. (dir) *La Cooperación Sur-Sur en las Políticas Exteriores de Argentina y Brasil en el siglo XXI*, 1ere édition, Rosario, Editorial de la Universidad Nacional de Rosario, 2014, 115 p.

LECHINI, G. *Argentina y África en el espejo de Brasil*, 1 ed, Buenos Aires, CLACSO, 2006, 279 p.

LEJEUNE, C. *Manuel d'analyse qualitative. Analyser sans compter ni classer*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2014, 152 p.

- MAIA, A. *ZPCAS a New Deal for South Atlantic*, Independently published, 2019, 136 p.
- MATTHEIS, F., RAINERI, L. and RUSSO, A. *Fringe Regionalism. When Peripheries Become Regions*, London, Palgrave Macmillan, 2019, 112 p.
- MIGNOLO, W. *Capitalismo y Geopolítica del conocimiento: el eurocentrismo y la filosofía de la liberación en el debate intelectual contemporáneo*, Buenos Aires, Ediciones del Signo, 2001, 281 p.
- MORIN, J.-F. *La politique étrangère : Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013, 320 p.
- PANTOJA, S. and SARAIVA, J. F. (orgs), *Angola e Brasil nas rotas do Atlântico Sul*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1999, 254 p.
- PONTES NOGUEIRA, J. and MESSARI, N. *Teoria das Relações Internacionais: Correntes e Debates*, Rio de Janeiro, Editora Campus, 2005, 264 p.
- ROBERT, J. *Perceptions and Misperceptions in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, 544 p.
- RUMLEY, D. and DOYLE, T. (eds) *Indian ocean regionalism*, Oxfordshire, Routledge, 2016, 96 p.
- SANTANDER, S. (dir.) *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Enjeux Internationaux n° 40, Bruxelles, Editions scientifiques internationales, 2016, 345 p.
- SANTANDER, S. (dir), *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, Paris, Karthala, 2014, 324 p.
- SANTANDER, S. *Relations internationales et régionalisme: Entre dynamiques internes et projections mondiales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2012, 371 p.
- SCHÜNEMANN, J. *Una aproximación socialconstructivista a la cooperación interregional y el interregionalismo: las relaciones entre la Unión Europea y el Mercosur*, Thèse de Doctorat, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2010, 344 p.
- SINDJOUN, L. *Sociologie des Relations Internationales africaines*, Paris, Karthala, 2003, 248 p.
- SOMBRA SARAIVA, J. F. *O lugar da África: A dimensão Atlântica da Política Externa Brasileira de 1946 a nossos dias*, Brasília, Editora UnB, 1996, 280 p.
- ROBERT, J. *Perceptions and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.
- TOMAZ DE AQUINO, E. *A Dimensão do Atlântico Sul na Política Externa e na Defesa do Brasil, dos Anos 70 ao Limiar do Século XXI*, Thèse de Doctorat, São Paulo, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo, 2008, 132 p.

TSHIYEMBE, M. *Régionalisme et problèmes d'intégration économique, Alena, Mercosur, Union européenne, Union africaine*, Paris, Harmattan, 2012, 208 p.

UKEJE, C. and MVOMO ELA, W. *African approaches to maritime security, the Gulf of Guinea*, Abuja, Friedrich Ebert Stiftung, 2013, 50 p.

VAES, S. and HUYSE, H. *Coopération sud-sud entre les puissances émergentes et l'Afrique: Perspectives de la société civile africaine*, Louvain, Chaire de Recherche sur la Coopération au Développement, KU Leuven, 2013, 82 p.

VAN ROOYEN, F. C. *The India-Brazil-South Africa (IBSA) collective and the socio-political construction of security*, Thèse de Doctorat, Mangaung, University of the Free State Bloemfontein, 2017, 351 p.

VIEGAS FILHO, J. *A Segurança do Atlântico Sul e as Relações com a África*, Brasília, Funag, 2016, 180 p.

WINAND, E. C. A., RODRIGUES, T. and AGUILAR, S. (orgs.), *Defesa e Segurança do Atlântico Sul, VIII ENABED*, São Cristóvão, Editora UFS, 2016, 256 p.

ZACHARIE, A. and WINTGENS, S. (dir) *Le décentrage du monde: L'impact des émergents sur la gouvernance mondiale*, Bruxelles, Éditions le Bord de l'eau, 2018, 215 p.

2. Chapitre dans Ouvrages Collectifs

ABDENUR, A. MATTHEIS, F. and SEABRA, P. « Inter-regional multilateralism in the Global South : the Zone of peace and cooperation in the South Atlantic », in ARIS, S. SNETKOV, A. and WENGER, A. (eds.) *Inter-organizational Relations in International Security: cooperation and competition*, Londres, Routledge, 2018, pp. 188-206.

ADOGAMHE, P. G. « Marine Security and Governance of the South Atlantic : The Nigerian Perspective », in DUARTE, E. CORREIA DE BARROS, M. (eds.), *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 13-40.

AYUSO, A., VILLAR, S., PASTOR, C. and FUENTES, M. «Actors and Opportunities : Interregional Processes Between the Arab Region and Latin America and Caribbean», in MATTHEIS, F. and LITSEGARD, A. (ed) *Interregionalism across the Atlantic Space*, United Nations University, Vol 15, Springer, Bruges, 2018, 93 p

BACH, D. *Régionalismes, régionalisation et globalisation*, MAMADOU.G, THIRIOT.C (eds) *Le Politique en Afrique, état des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, 17 p.

BAENA SOARES, R. and MEDEIROS LEOPOLDINO, C. *Gateway and Neighbourhood: Brazilian Perspective on South Atlantic Security*, in DUARTE, E. CORREIA DE BARROS, M. *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*, Palgrave, 2019, 24 p.

BAERT, F., SCARAMAGLI, T. and SODERBAUM, F. (eds) *Intersecting Interregionalism: Regions, Global Governance and the EU*, p 5, Springer, 2014, 88 p.

BARROS DE CARVALHO, G. « The dynamics of South -South Cooperation in the context of Africa and Latin America Relations » in MURITHI, T. (ed.), *Handbook of Africa's International Relations*. Londres, Routledge, 2014,

BRUN, E. « Les gauches latino-américaines et les relations sud-sud 1999-2012 », DABENE, O (dir) *La gauche en Amérique latine*, Paris, Presses Science Po, 2012 , pp 425-452.

CABRAL, FERNANDES. Jorge Henrique, «A soberania cibernética na zona de paz e cooperação do Atlântico Sul (zopacas) », in FERNANDO GHELLER (coord) *Amazônia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil*, Brasília, IPEA, 2015,

CAMROUX, D. « Interregionalism a critique. The four levels of EU-ASIAN relations » in WARLEIGH-LACK, A. ROBINSON, N. and ROSAMOND, B. (dir.), *New Regionalism and the European Union : Dialogues, Comparisons and New Research Directions*, Londres, Routledge, 2011.

DABENE, O. « Consistency and Resilience through cycles of repolitization », in RIGGIROZZI, P. and TUSSIE, D (eds.), *The Rise of Post-hegemonic regionalism. The case of Latin America*, Londres, Springer, 2012, pp. 41-64.

DIALLO, M. A. « The Impacts of Neo-colonial Security Frameworks in the South Atlantic: The case of French Presence in Western Africa », in DUARTE, E. and CORREIA DE BARROS, M. (dir.), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 41-77.

DOIGE, M. « Interregionalism and the European Union : Conceptualising Group to Group Relations », in BAERT, F., SCARAMAGLI, T. and SÖDERBAUM, F. (eds), *Intersecting Interregionalism: Regions, Global Governance and the EU* , New York, Springer, 2014, pp. 37-54.

DOSCH, J. « Southeast Asia and Latin America : A case of Peripheral Interregionalism » in FAUST, J. and MANFRED, M. (eds) *Latin America and East Asia : Attempts at Diversification*, KIEP, 2005 pp.183-196.

DUARTE, E., MARCONDES DE SOUZA NETO, D. and CARNEIRO, C. « Facing the Transnational Criminal Organization in the South Atlantic », in DUARTE, E. and CORREIA de BARROS, M. (eds.), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, pp 11-40.

DUNN, D. « What is summitry ? », in DUNN, D. (dir.), *Diplomacy at the highest level: The evolution of international summitry*, Londres, Palgrave Macmillan, 1996, pp. 3–22.

ENGEL, U., ZINECKER, H., MATTHEIS, F., DIETZE, A. and PLÖTZE, T. « The challenge of emerging regionalism outside of Europe » in ENGEL, U. and al(eds) *The New Politics of regionalism : Perspectives from Africa, Latin America and ASIA-PACIFIC*, Londres, Routledge, 2017,

ESPACH, R. « Reflections on the Ends, Ways and Means of Maritime Security Cooperation in the South Atlantic », in DUARTE, E. and CORREIA DE BARROS, M. (eds), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 129-153.

EVANGELISTA MEDEIRO.S, SOUSA MOREIRA.W, « Maritime Cooperation among South Atlantic countries and repercussions for the regional community of security practice », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (ed) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, Vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly.

- GARDINI.G.L, MALAMUD.A, « Debunking Interregionalism : Concepts, Types and Critique with a Pan Atlantic Focus » in F. MATTHEIS, A. LITSEGARD (ed) *Interregionalism across the Atlantic space*. United Nations University Series on regionalism 15. Springer. 2018.
- HANGGI Heiner, “Interregionalism as a multifaceted phenomenon: in search of a typology”, in RULAND.J, HANGGI.H, ROLOFF.R, (dir), *Interregionalism and International Relations*, Routledge 2006,pp.51-82.
- HERZ, M., DAWOOD, L. and COUTINHO LAGE, V. « A Nuclear submarine in the South Atlantic : the framing of Threats and Deterrence », in A. HOFFMANN, D. MARCONDES (ed) *Contexto internacional. Special issue Regions and the South Atlantic*, vol 39(2), May/Aug 2017, Quarterly.
- KONGAH.S, C. AKONG, « Is interregionalism AU-ASEAN diffusion in the South barren ? » in ENGEL and al (eds) *The New Politics of Regionalism : Perspectives From Africa, Latin america and Asia-Pacific*, Routledge, 2017, pp 85-101.
- KOURLIANDSKY. JJ, « Le rapprochement afro-latino-américain : signe d’un monde en mutation ? », in S. SANTANDER (dir) *L’Afrique, un nouveau terrain de jeu des émergents*. Karthala,Paris 2014.
- KWASI TIEKU.T, « Theoretical approaches to Africa’s international relations », in T. MURITHI (eds), *Handbook of Africa’s International Relations*. Routledge.2014. pp.11-20.
- ANING.K « Africa and transnational organized crime: Financing insecurity and narco-terrorism », in T. MURITHI (eds), *Handbook of Africa’s International Relations*. Routledge.2014. pp.272-282.
- LECHINI Gladys, « Cooperación Sur-Sur desde una perspectiva latino-americana: problema, perspectivas e impacto » in SALINA FIGUEREDO.D(coor) *América Latina nuevas relaciones hemisféricas e integración*, 2016, pp. 431-460.
- LECHINI Gladys, «Interregional Cooperation between Latin America and Africa»in F.FRIZZO BRAGATO, L.R.GORDON(ed), *Geopolitics and Decolonization : Perspectives from the south*, Rowman & Littlefield International, 2018.
- LECHINI.G , «Afro-Latin Equations: Revisiting the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic», in F. KORNEGAY, P. MTHEMBU (ed) *Africa and the World : Navigating Shifting Geopolitics*. Mapungubwe. 2019.
- LECHINI.G, Clarisa GIACCAGLIA « IBSA or BRICS: What is preferable for South Africa and Africa—both or none? », in T. MURITHI (eds), *Handbook of Africa’s International Relations*. Routledge.2014. pp.387-397.
- LECHINI.G, GIACCAGLIA.C (eds), *Poderes Emergentes y Cooperación Sur-Sur: Perspectivas desde el Sur Global*. UNR Editora, Rosario, 2016.
- LORENZ CARL, U. and MATTHEIS, F. « Theorizing Regionalism(s): when « regions » emerge and interact. » in S.WIPPEL(ed), *Regionalizing Oman : Political, Economic and Social Dynamics*, United Nations University Series on Regionalism 6, Springer, 2013.

- MATTHEIS.F, « Volatile interregionalism the case of South Atlantic Relations », in F. MATHHEIS, A. LITSEGARD (eds) *Interregionalism across the Atlantic*. United Nations University Series on regionalism 15. Springer. 2018, pp.33-50.
- MEDEIROS.S, FARIA DE MATTOS.L, « Antarctica as a South Atlantic Maritime Security Issue», in DUARTE.E, CORREIA DE BARROS (dir), *Maritime Security Challenges in the South Atlantic*, Palgrave Macmillan, 2019.
- MESFIN Berouk « The impact of globalization on Africa », in T. MURITHI (eds), *Handbook of Africa's International Relations*. Routledge.2014. pp. 30-39.
- MILLER. JC, «A economia política do Tráfico Angolano de escravos no Século XVIII» in PANTOJA.S,SOMBRA SARAIVA.JF(eds) *Angola e Brasil nas rotas do Atlântico Sul*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1999.
- MPUTU, J.-C. BAENDA FIMBO.Z, « Quelles stratégies africaines face aux émergents? », in SANTANDER.S (dir.). *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*. Paris: Karthala, 2014, p. 247-249.
- MPUTU, Jean-Claude y BAENDA Fimbo, Zacharie. «Quelles stratégies africaines fase aux émergents ? » in SANTANDER.S (dir) *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, Karthala, 2014.
- MURITHI.T (eds), *Handbook of Africa's International Relations*. Routledge.2014.
- NEETHLING. T « The South African Navy and Regional Maritime Security : The Dilemma of Political-Strategic Objectives and Financial Constraints » in DUARTE.E, CORREIA DE BARROS.M (eds) *Navies and Maritime Policies in the South Atlantic*. Palgrave Macmillan, 2019, pp 41-67.
- PENNA FILHO.P «Reflexões sobre o Brasil e os desafios do Atlântico Sul no início do século XXI», in FERNANDO GHELLER (coord) *Amazônia e Atlântico Sul : Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil*, IPEA, 2015.
- QUIJANO, A. « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina »,in LANDER, E. (cord). *La colonialidad del Saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2000, pp. 122-146
- ROCHA PAIVA, L. E. « O jogo do poder na faixa atlântica do entorno estratégico nacional e seus reflexos para a defesa e projeção do Brasil » in GHELLER, F., MOURA GONZALEZ, S. and PEOTTA DE MELO, L. (coord.) *Amazônia e Atlântico Sul: Desafios e Perspectivas para a defesa no Brasil* , Brasília, IPEA, 2015, pp. 185-232.
- RÜLAND, J. « Interregionalism and International Relations: reanimating and obsolescent research agenda? » in BAERT, F., SCARAMAGLI, T. and SODERBAUM, F. (eds.), *Intersecting Interregionalism : Region, Global Governance and EU*, Springer, 2014, pp. 15-35.
- SAGASTI, F. and PRADA, F. « The New Face of Development Cooperation: The Role of South-South Cooperation and Corporate Social Responsibility », in ALONSO, J. A. and OCAMPO, J. A. (eds.), *Development Cooperation in Times of Crisis*, New York, Columbia University Press, 2012, pp. 248-313.

SANAHUJA, J. A. « La construcción de una región. Suramérica y el regionalismo posliberal », in CIENFUEGOS, M. and SANAHUJA, J. A. (eds.), *La construcción de una región. UNASUR y la integración en América del Sur*, Barcelona, CIDOB, 2010, pp. 87-134.

SANGUIN, A.-L. « Vecteur des continents et colporteur des mondes : L'Atlantique et ses principaux paramètres géopolitiques », in SANGUIN, A.-L. *L'Atlantique et les géographes*, Poitiers, Norois, 1998, pp. 571-586.

SANTANDER, S. « Invariances et ruptures dans le Mercosur », in SANTANDER, S. (dir.), *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2012, pp. 11-32.

SANTANDER, S. « Le Mercosur et ses états membres : les asymétries interétatiques, un obstacle à l'intégration ? » in MUSSET, A. and SORIA, V. M. (dir.), *ALENA- MERCOSUR : Enjeux et limites de l'intégration américaine*, Paris, IHEAL, 2001, pp. 51-70.

SANTANDER, S. « Prolifération de régionalismes en Amérique latine: convergence ou concurrence ? », in SANTANDER, S. (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Bruxelles, Peter Lang, 2016, pp. 83-99.

SOARES DE LIMA, M. R. and MILANI, C. R. S. « Política Externa, Geopolítica e Modelos de Desenvolvimento » in SOARES DE LIMA, M. R., MILANI, C. R. S. and MUÑOZ, E. (eds.), *Cooperación Sur-Sur, política exterior y modelos de desarrollo en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2016, pp. 21-39.

SÖDERBAUM, F. «African Regionalism and EU-African Interregionalism», in TELO, M. (ed.), *European Union And New regionalism. Competing Regionalism and Global Governance in a Post Hegemonic Era*, Londres, Routledge, 2014, pp. ???

VARELLA NEVES, A. L. «Atlântico sul: projeção estratégica do brasil para o século XXI» ,in GHELLER, F. (coord.) *Amazônia e Atlântico Sul : desafios e perspectivas para a defesa no Brasil*, Brasília, IPEA, 2015, pp. 232-262

WEHNER, L. « Roles and Actions of Leadership: Brazil and the South American Others », in GODEHARDT, N. and NABERS, D. (eds.), *Regional Powers and Regional Orders*, Routledge, 2011, pp. 137-154

3. Articles scientifiques:

ABDENUR, E. A. and MARCONDES DE SOUZA NETO, D. «Brazil's Maritime Strategy in the South Atlantic: The Nexus Between Security and Resources», in *South African Institute for International Affairs*, Occasional Paper, n° 161, 2013.

ABDENUR, E. A. and MARCONDES DE SOUZA NETO, D. «La creciente influencia de China en el Atlántico Sur», in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 102/103, 2013, pp. 169-197.

ABDENUR, E. A., FOLLY, M., MOURA, K., JORDÃO, S.-A. and MAIA, P. «The BRICS and the South Atlantic: Emerging arena for South-South cooperation», in *South African Journal of International Affairs*, n° 21, 2014, pp. 303-319.

ABDENUR, E. A. and MARCONDES DE SOUZA NETO, D. «O Brasil e a cooperação em defesa: a construção de uma identidade regional no Atlântico Sul», in *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 57, n° 1, 2014, pp. 5-21.

ABDENUR, E. A. and MARCONDES DE SOUZA NETO, D. «Region-building by rising powers: the South Atlantic and Indian Ocean rims compared», in *Journal of the Indian Ocean Region*, vol. 10, n° 1, 2014, pp. 1-17.

ABDENUR, E. A., MATTHEIS, F. and SEABRA, P. «An ocean for the Global South: Brazil and the Zone of Peace and Cooperation in the South Atlantic», in *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 29, n° 3, 2016, pp. 1112-1131

ACHARYA, A. «Regional Military-Security Cooperation in the Third World: A Conceptual Analysis of the Relevance and Limitations of ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) », in *Journal of Peace Research*, vol. 29, n° 1, 1992, pp. 7-21.

ACHARYA, A. «How ideas spread : Whose norms matter? Norm localization and institutional change in Asian regionalism», in *International Organization*, vol. 58, n° 2, 2004, pp. 239-275.

ACHARYA, A. «Global International Relations (IR) and Regional Worlds A New Agenda for International Studies », in *International Studies Quarterly*, vol. 58, n° 4, 2014, pp. 647-659.

ALMEIDA, P. R. «A política internacional do Partido dos Trabalhadores : da fundação à diplomacia do governo Lula », in *Revista de Sociologia e Política*, vol. 6, n° 3, 2003, pp. 87-102.

ALMEIDA SILVA, A.-R. and MARCONDES, D. «Globalização, Segurança e Defesa no Atlântico Sul», in *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico*, n° 154, 2019, pp. 69-88.

ALVAREZ URIARTE, M. «Cooperación económica África-América latina», in *Estudios de Asia y África*, vol. 18, n° 4, 1983, pp. 604-656.

AMIN, S. «50 ans après Bandung, vers un renouveau de la solidarité des peuples du Sud? », in *Recherches internationales*, n° 73, 2004, pp. 157-173.

AMORIM, C. «Brazilian foreign policy under President Lula (2003-2010): an overview », in *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 53, 2010, pp. 214-240.

ANOZIE, C., UMAHI, T., ONUOHA, G., NWAFOR, N. and ALOZIE, O. J. « Ocean governance, integrated maritime security and its impact in the Gulf of Guinea: a lesson for Nigeria's maritime sector and economy », in *Africa Review*, vol. 11, n° 2, 2019, pp. 190-207.

ARAUJO, A. L. « Enjeux politiques de la mémoire de l'esclavage dans l'Atlantique Sud La reconstruction de la biographie de Francisco Félix De Souza », in *Lusotopie*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 107-131.

AUGE, B. « Le Bassin Atlantique : une nouvelle géopolitique des hydrocarbures entre les Amériques et l'Afrique », in *Hérodote*, n° 155, 2014, pp. 22-42.

BACKER, M. «Toward an African Maritime Economy—Empowering the African Union to Revolutionize the African Maritime Sector », in *Naval War College Review*, vol. 64, n° 2, 2001, pp. 1-24.

BADMUS, L. A, OGUNMO, A. D, « Re-engineering Nigeria's Foreign Policy in the post-military Era: Olusegun Obasanjo's Presidency and Nigeria's African Foreign Policy», *Journal of International and Global Studies*, vol. 9, n°1, 2017, pp. 56-76.

BASSOU, A. « La mer du Golfe de Guinée. Richesses, conflits et insécurité », in *Paix et Sécurité Internationales*, n° 2, 2014, pp. 1-15.

BEMBE, M. D. «Mecanismos de partilha do poder e acomodação das Elites: Modelo e processo para o Enclave de Cabinda», in *Mulemba*, vol. 4, n° 8, 2014, pp. 143-172.

BEMBE, M. D. «A Política Externa Angolana: Doutrina E Prática», in *Mulemba*, vol. 6, n° 11, 2016, pp. 25-55.

BERNARDINO, L. M. B. «O novo paradigma da segurança na África: a estratégia securitária regional angolana», in *Revista brasileira de estudos em defesa*, vol. 2, n° 1, 2015, pp. 168-184.

BERNARDINO COSTA, J. «Decolonialidade, Atlântico Negro e intelectuais negros brasileiros: em busca de um diálogo horizontal», in *Sociedade e Estado*, vol. 33, n° 1, 2018, pp. 119-134.

BIGNOUMBA, G. S. « La pêche atlantique et les États de l'Afrique de l'Ouest, le cas du Gabon », in *Norois*, n° 180, 1998, pp. 685-701.

BRÁS, L.-M. «Angola en la Arquitectura de Paz y de Seguridad Africana», in *Revista Unisci*, n° 37, 2015, pp. 177-192.

BROOKS, S. and WOHLFORTH, W. «Hard times for Soft Balancing », in *International Security*, vol. 30, n° 1, 2005, pp. 72-108.

BUEGER, C., STOCKBRUEGGER, J. and WERTHES, S. «Pirates, Fishermen and Peacebuilding: Options for Counter-Piracy in Somalia », in *Contemporary Security Policy*, vol. 32, n° 2, 2011, pp. 35-381.

BUEGER, C. «Communities of Security Practice at work? The Emerging African Maritime Security Regime », in *African Security*, vol. 6, n° 3, 2013, pp. 297-316.

BUEGER, C. «What is maritime security? », in *Marine Policy*, vol. 53, 2015, pp. 159-164.

BUEGER, C. and EDMUNDS, T. «Beyond Seablindness : A new agenda for Maritime Studies », in *International Affairs*, vol. 93, n° 6, 2017, pp. 1293-1311.

BUEGER, C., EDMUNDS, T. and McCabe, R. «Into the sea: capacity-building innovations and the maritime security challenge », in *Third World Quarterly*, vol. 41, n° 2, 2020, pp. 228-246.

BURGES, S.-W. «Building a Southern global coalitions: The Competitive Approach of Brazil's Lula and Venezuela's Chavez », in *Third World Quarterly*, vol. 28, n° 7, 2007, pp. 1343-1358.

BURGES, S.-W. «Consensual Hegemony: Theorizing Brazilian Foreign Policy after the Cold War », in *International Relations*, vol. 22, n° 2, 2008, pp. 63-84.

CABRERA TOLEDO, L. «Geopolítica crítica: alcances, límites y aportes para los estudios internacionales en Sudamérica», *Foro Internacional*, n°1cuad. 239, 2020, pp. 61-95.

CALIGIURI, A. « La Charte de Lomé comme instrument pour une nouvelle gouvernance maritime en Afrique », in *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n° 6, 2017, consulté le 06 mars 2020 à l'adresse <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=1454>

CHERU, F. «Emerging Southern powers and new forms of South–South cooperation: Ethiopia's strategic engagement with China and India », in *Third World Quarterly*, vol. 37, n° 4, 2016, pp. 592-610.

COSTA VAZ, A. «Coaliciones internacionales en la política exterior brasileña: seguridad y reforma de la gobernanza», in *Revista CIDOB*, n° 97/98, 2012, pp. 175-187.

COSTA VAZ, A. «Brazilian approaches to maritime security cooperation in IBSA and the prospects for an Atlantic–Indian maritime security governance », in *Journal of the Indian Ocean Region*, vol. 11, n° 2, 2015, pp. 170-183.

DANILEVICZ PERIERA, A. «The South Atlantic, Southern Africa and South America: Cooperation and development », in *Austral*, vol. 24, n° 4, 2013, pp. 33-47.

DANILEVICZ PEREIRA, A. «Brazil–Africa Relations: The Strategic Importance of the South Atlantic », in *Insight on Africa*, vol. 6, n° 1, 2014, pp. 1-13.

DANILEVICZ PEREIRA, A. «A política africana de Cuba: Idealismo ou pragmatismo? », in *Revista Brasileira de Estudos Africanos*, vol. 1, n° 2, 2016, pp. 106-117.

DANTAS DE AMORIM, W. and DECCACHE CHIOZZO, V. «Comunidade de segurança do Atlântico Sul: um subcomplexo regional de segurança?», in *Revista Da Escola De Guerra Naval*, vol. 23, n° 1, 2017, pp. 99-130.

DENT, C. «The Asian – Eu Meeting and Inter regionalism: Toward a theory of Multilateral Utility », *Asian Survey*, vol. 44, n°2,2006, pp.213-236.

DELGADO CAICEDO, J. and SÁENZ PEÑAS, A. «Cooperación Sur-Sur: Nuevas estrategias para repensar la dependencia», in *Revista Latinoamericana Surmanía*, n° 4, 2010, pp. 23-36.

DODDS, K. « Political geography III: critical geopolitics after ten years», in *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 3, 2001, pp. 469-484.

DODDS, K. «Political geography III: critical geopolitics after ten years», *Progress in Human Geography*, vol 25, n°3, 2001, pp. 469-484.

DOIDGE, M. « Joined at the Hip: Regionalism and Interregionalism », in *Journal of European Integration*, vol. 22, n° 2, 2007, pp. 229-248.

DUARTE, E. « Drugs, Piracy and Sovereignty: Brazil, United States and European Union's Security Perspectives for South Atlantic », in *Security and Peace*, vol. 34, n° 3, 2016, pp. 185-190.

DUARTE, E. and KENKEL, K. « Contesting perspectives on South Atlantic maritime security governance : Brazil and South Africa », in *South African Journal of International Affairs*, vol. 26, n° 3, 2019, pp. 395-412.

EKLÖF AMIRELL, S. « La piraterie maritime en Afrique contemporaine Ressorts locaux et internationaux des activités de piraterie au Nigeria et en Somalie », in *Politique Africaine*, n° 116, 2009, pp. 97-119.

EVANGELISTA MEDEIROS, S. and SOUSA MOREIRA, W. « Maritime Co-operation among South Atlantic Countries and Repercussions for the Regional Community of Security Practice », in *Contexto Internacional*, vol. 39, n° 2, 2017, pp. 281-304.

FALOMIR LOCKHART, N. and LAMINE SARR, M. « La place de la diplomatie culturelle dans la politique africaine du Brésil et du Venezuela », in *Cahiers des Amériques latines*, n° 80, 2015, pp. 109-125.

FARIAS, H. C. and ALVES, L.-P. «The decline in brazil's international influence: from an emerging country to an inward-looking state », in *Austral*, vol. 9, n° 17, 2020, pp. 15-40.

FAUST, J. « Latin America, Chile East Asia : Policy Networks Successful Diversification », in *Journal of Latin American Studies*, vol. 36, n° 4, 2004, pp. 743-770.

FERABOLLI, S. « Regions that matter : the Arab-South American interregional space » in *Third World Quarterly*, vol. 38, n° 8, 2017, pp. 1767-1781.

FLEMES, D. « Emerging Middle Powers' Soft Balancing Strategy: State and Perspectives of the IBSA Dialogue Forum », in *GIGA Research Programme: Violence, Power and Security*, n° 57, 2003, pp. 6-30.

FLEMES, D. and HABIB, A. « Regional powers in contest and engagement : making sense of International Relations in a globalised world », in *South African Journal of International Affairs*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 137-142.

FLEMES, D. and SARAIVA, M. G. « Potências emergentes na ordem de redes: o caso do Brasil », in *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 57, n° 2, 2014, pp. 214-232.

FONSECA, M. and JERREMS, A. « Why Decolonise International Relations Theory? », Universidad Autónoma de Madrid, BISA-ISA Joint International Conference, Edinburgh, 20-22 June 2012, en ligne, disponible https://www.academia.edu/2140460/Why_Decolonise_International_Relations_Theory (consulté mars 2020).

FORERO, F. «Diversificación y autonomía en la política exterior latinoamericana. », in *Desafíos*, vol. 27, n° 11, 2015, pp. 291-322.

FORMAN, S. and SEGAAR, D. « New Coalitions for Global governance : The Changing Dynamics of Multilateralism », in *Global Governance*, vol. 12, n° 2, 2006, pp. 205-228.

FRERES, C. « Cooperación Sur-Sur : un elemento clave para el despegue del Atlántico Sur », in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 102-103, 2013, pp. 125-146.

GERMOND, B. « The geopolitical dimension of maritime security », in *Marine Policy*, vol. 54, 2015, pp. 137-142.

GIACCHI, M. F. « La política exterior del Gobierno de Hugo Chávez hacia África (2004-2010) », in *Humania del Sur, Revista de Estudios Latinoamericanos, Africanos y Asiáticos*, n° 12, 2012, pp. 41-60.

GILPIN, R. « Enhancing Maritime Security in the Gulf of Guinea », in *Strategic Insights*, vol. 6, n° 1, 2007, pp. 1-12.

GILSON, J. « New Interregionalism? The EU and East Asia », in *European integration*, 2005, vol. 27, n° 3, pp. 307-326.

GILSON, J. « EU-ASEAN relations in the 2020's: pragmatic inter-regionalism? », in *International Economics and Economic Policy*, vol. 17, n° 3, 2020, pp.727-745.

GLEIJESES, P. « La primera experiencia cubana en África: Algeria (1961-1965) », in *Temas*, n° 16-17, 1998, pp. 61-81.

GRAY, K. and GILLS, B. K. « South-South cooperation and the rise of the Global South », in *Third World Quarterly*, vol. 37, n° 4, 2016, pp. 555-574.

GÜNTER, E. « The European Union's Response to Piracy: Are the Lessons Learned in the Horn of Africa a Model for the Gulf of Guinea? » in *EU Diplomacy Paper*, n° 7, 2015, pp. 4-37.

HABCHI, L. « L'Afrique du Sud, tête de pont de l'Afrique ? », in *Afrique contemporaine*, 2013/4 n° 248, pp. 114-116.

HERNANDO DE LARRAMENDI.M and TOME ALONSO.B, « Le retour du Maroc dans l'Union africaine », *Aperçu géographique : Autres acteurs et partenariat euro-méditerranéen, Annuaire IE.med de la Méditerranée*. 2017, pp. 252-256.

HETTNE, B. « Beyond the "new" regionalism », in *New Political Economy*, vol. 10, n° 4, 2005, pp. 543-571.

HOFMANN, S. C., BRAVO DE MORAES MENDES, B. and CAMPBELL, S. « Investing in international security: rising powers and organizational choices », in *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 29, n° 3, 2016, pp. 831-851.

HOLSTI, K. J. « National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy », in *International Studies Quarterly*, vol. 14, n° 3, 1970, pp. 233-309.

HUGON, P. « L'éclatement des Suds et les nouvelles relations internationales », in *Revue Internationale et Stratégique*, n° 59, 2005, pp. 83-94.

HUNTER WADE, R. «What strategies are viable for developing countries today? The World Trade Organization and the shrinking of ‘development space’», in *Review of International Political Economy*, vol. 10, n° 4, 2003, pp. 621-644.

HURRELL, A. «The Politics of South Atlantic Security: A survey of Proposals for a South Atlantic Treaty Organization », in *International Affairs (Royal Institute for International Affairs 1944)*, vol. 59, n° 2, 1983, pp. 179-193.

KAHLER, M. «Rising powers and global governance negotiating change in a resilient status quo », in *International Affairs*, vol. 89, n° 3, 2013, pp. 711-729.

KORNEGAY, F. and LANDSBERG, C. « Engaging Emerging Powers: Africa’s Search for a ‘Common Position’ », in *Politikon*, vol. 36, n° 1, 2009, pp. 171-191.

KORNEGAY, F. « South Africa and emerging powers », in *South African Foreign Review*, vol. 1, 2012, pp. 198-213.

KORNEGAY, F. « Africa, the South Atlantic and the IBSA-BRICS equation: the transatlantic space in transition », in *Austral*, vol. 2, n° 3, 2013, pp. 75-100.

KOUNGOU, L. « Piraterie et insurrections dans le golfe de Guinée », in *Politique Étrangère*, n°2, 2018, pp. 117-129.

KOUROUMA, O. «La mutualización de las potencias: una estrategia africana de cooperación Sur-Sur », in *Revista CIDOB*, n° 114, 2016, pp. 133-156.

KOURLIANDSKY.JJ (dir), « Les Suds et les Relations Internationales », *Revue Internationale et stratégique*, 2005, n°59.

LACOSTE, Y. « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », in *Hérodote*, vol. 146, n° 3, 2012, pp. 14-44.

LAFARGUE, F. « Le Brésil, une puissance africaine ? », in *Afrique contemporaine*, n° 228, 2008, pp. 137-150.

LALBAHADUR, A., GROBBELAAR, N. and DU PLESSIS, R. « Co-operation in the South Atlantic Zone: Amplifying the African Agenda », in *SAIIA Policy Insight*, n° 21, 2015, pp. 1-8.

LANDSBERG, C. « The foreign policy of the Zuma government: pursuing the ‘national interest’? », in *South African Journal of International Affairs*, vol. 17, n° 3, 2010, pp. 273-293.

LANDSBERG, C. « The Concentric Circles of South Africa's Foreign Policy under Jacob Zuma », in *India Quarterly*, vol. 70, n° 2, 2014, pp. 153-172.

LECHINI, G. «América Latina y África: Entre la solidaridad sur-sur y los propios intereses», in *Estudios Internacionales*, n° 179, 2014, pp. 61-88.

LECHINI, G. « Argentina y la Zona de Paz y Cooperación del Atlántico Sur (ZOPACAS) », in *Revista Brasileira de Estudos Africanos*, vol. 4, n° 7, 2019, pp. 107-126.

MAHIOU, A. « La Communauté économique africaine », in *Annuaire Français De Droit International*, n° 39, 1993, pp. 798-819.

MALAMUD, A. and ALCANIZ, I. « Managing Security in a Zone of Peace: Brazil's Soft approach to Regional Governance », in *Revista brasileira de política Internacional*, vol. 60, n° 1, 2017, pp. 1-22.

MARCONDES, D. and MAWDSLEY, E. « South-South in retreat? The transitions from Lula to Rousseff to Temer and Brazilian development cooperation », in *International Affairs*, vol. 93, n° 3, 2017, pp. 681-699.

MATTHEIS, F. and STOLTE, C. « The challenges of being an emerging donor: Brazil's South-South cooperation with Ghana », in *CIDOB afers*, n° 114, 2016, pp. 157-181.

MATTHEIS, F. « Repositioning Europe in the study of regions: comparative regionalism, interregionalism and decentred regionalism », in *Journal of European Integration*, vol. 39, n° 4, 2017, pp. 477-482.

MATTHEIS, F. and WUNDERLICH, U. « Regional actorness and interregional relations: ASEAN, EU and MERCOSUR », in *Journal of European Integration*, vol. 39, n° 6, 2017, pp. 723-738.

MBUYI KABUNDA, B. «África Subsahariana en el nuevo orden geopolítico mundial», in *Ábaco*, n° 85, 2015, pp. 43-52.

MILLIKEN, J. « The Study of Discourse in International Relations: A Critique of Research and Methods », in *European Journal of International Relations*, vol. 5, n° 2, 1999, pp. 225-254.

MIYAMOTO, S. « Atlântico Sul: zona de paz e cooperação? », in *Lua Nova Revista de Cultura e Política*, vol. 3, n° 3, 1987, pp. 20-23.

MULLER, M. « Reconsidering the concept of discourse for the field of critical geopolitics: Towards discourse as language and practice », *Political Geography*, n° 24, 2008, pp. 322-338.

NABERS, D. « Power, leadership, and hegemony in international politics: the case of East Asia », in *Review of International Studies*, vol. 36, n° 4, 2010, pp. 931-949.

NCHARE NOM, T. M. « Le littoral en Afrique : Pour une géostratégie de maîtrise de la mer par la maîtrise des littoraux », in *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*, n° 24-25, 2018, pp. 111-147.

NGUENDI IKOME, F. « Africa's international borders as potential sources of conflict and future threats to peace and security », in *Institute for Security Studies*, n° 233, 2012, pp. 1-14.

NOLTE, D. «Lo bueno, lo malo, lo feo y lo necesario: pasado, presente y futuro del regionalismo latinoamericano», in *Revista Uruguaya de Ciencia Política*, vol. 28, n° 1, 2019, pp. 132-156.

OGOULAT, A.-D. « Les Etats de la façade atlantique de l'Afrique et la mer aujourd'hui, quelques aspects géopolitiques et géostratégiques », in *Noréis*, n° 180, 1998, pp. 587-607.

OGOULAT, A.-D. « Géostratégie et polémologie dans l'espace atlantique centre-oriental : le cas du golfe de guinée ». Consulté en ligne sur le site www.institut-strategique.fr le 05 octobre 2018.

OJEDA, T. «La cooperación sur-sur y la regionalización en América Latina: el despertar de un gigante dormido», in *Relaciones Internacionales*, n° 15, 2010, pp. 91-111.

OKONKWO, T. « Maritime Boundaries Delimitation and Dispute Resolution in Africa », in *Beijing Law Review*, vol. 8, n° 1, 2017, pp. 55-78.

OLIVET, M. C. «Unravelling interregionalism theory: a critical analysis of the new interregional relations between latin america and East Asia», VI reunión de la red de estudios de américa latina y el caribe sobre asia-pacífico redealap, 12 et 13 oct 2005, Buenos Aires.

PAPE, R. A. « Soft Balancing against the United States », in *International Security*, vol. 30, n° 1, 2005, pp. 7-45.

PARTHENAY, K. S. and DABÈNE, O. « Régionalisme pragmatique en Amérique centrale », in *Études internationales*, vol. 50, n° 1, 2019, pp. 95-120.

PEGADO, A. «Angola como potência regional emergente. Análise dos fatores estratégicos», in *Mulemba*, vol. 4, n° 8, 2014, pp. 173-201.

PEIXOTO, A.-C. « Le Brésil et l'Afrique : solidarités culturelles et stratégie commerciale », in *Politique africaine*, n° 10, 1983, pp. 25-38.

PENHA, E. A. «O dilema da geopolítica em Angola: entre o "Heartland" africano e o Atlântico Sul», in *Tensões mundiais, Fortaleza*, vol. 12, n° 22, 2016, pp. 145-175.

PINTO, V. C. « The Ideational Elements of Brazil's Arab Strategy: An Assessment (2002-2010) », in *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies (in Asia)*, vol. 9, n° 4, 2015, pp. 100-120.

POLET, F. « Retour d'une perspective Sud-Sud. Contexte, stratégies et portée », in *Alternatives Sud*, vol. 14, n° 3, 2007, pp. 7-26.

RODRIGUES LUZ FARIA, A. P. and ZORZAL E SILVA, M. «Perspectivas Retóricas Presentes no Discurso Político Brasileiro no Contexto da Cooperação Brasil-África», in *Cadernos De Estudos Africanos*, n° 34, 2017, pp. 145-166.

ROPIVIA, M.-L. « Géopolitique et géostratégie : l'Afrique noire et l'avènement de l'impérialisme tropical gondwanien », in *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 30, n° 79, 1986, pp. 5-19.

ROSELLINI, C. « La répartition de la rente pétrolière en Afrique centrale : enjeux et perspectives », in *Afrique Contemporaine*, n° 216, 2005, pp. 125-138.

ROYEPPEN, A. and KORNEGAY, F. «South(ern) Africa and the Indian Ocean – South Atlantic nexus: Blue Economy and Prospects for Regional Cooperation», in *Institute For Global Dialogue*, n° 119, 2015, pp. 1-5.

RUBIOLO, M. F. « Interregionalismo Sureste Asiático-América del Sur: un complemento al bilateralismo», in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 113, 2016, pp. 211-234.

RÜLAND, J. « Balancers, Multilateral Utilities or Regional Identity Builders? International Relations and the study of Interregionalism », in *Journal of European Public Policy*, vol. 17, n° 8, 2010, pp. 1271-1283.

RÜLAND, J. « Coping with crisis : Southeast Asian regionalism and the ideational constraint of reform », in *Asia Europe Journal*, vol. 16, n° 2, 2018, pp. 155-168.

RUSSELL, R. and TOKATLIAN, J. G. « De la autonomía antagónica a la autonomía relacional: una mirada teórica desde el Cono Sur », in *Perfiles Latinoamericanos*, vol. 10, n° 21, 2002, pp. 159-194.

RUSSELL, R. and TOKATLIAN, J. G. «América Latina y su gran estrategia: entre la aquiescencia y la autonomía », in *CIBOB d'Afers Internacionals*, n° 104, 2013, pp. 157-180.

SANAHUJA, J. A. and VERDES-MONTENEGRO ESCÁNEZ, F. « Seguridad y defensa en Suramérica: regionalismo, cooperación y autonomía en el marco de UNASUR», in *Anuario de la Integración Regional de América Latina y el Caribe*, n° 10, 2014, pp. 487-530.

SANTANA PÉREZ, G. « El África Atlántica: la construcción de la historia atlántica desde la aportación africana », in *Vegueta: Anuario de la Facultad de Geografía e Historia*, n° 14, 2014, pp. 11-25.

SANTANDER, S. « El 'giro a la izquierda' en América Latina.: Fragmentación y recomposición de la geopolítica regional », in *Cuadernos sobre Relaciones Internacionales, Regionalismo y Desarrollo*, vol. 4, n° 7, 2009, pp. 17-38.

SANTISO, J. « Circulation des idées et relations internationales », in *Les nouvelles relations internationales*, 1998, pp. 227-251.

SARAIVA, M. G. « Brazilian foreign policy towards South America during Lula administration: caught between South America and MERCOSUR», in *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 53, n° spe, 2010, pp.151-168.

SARAIVA, M. G. « Procesos de integración de América del Sur y el papel de Brasil: los casos del Mercosur y la Unasur », in *Revista CIDOB d'afers internacionals*, n° 97-98, 2012, pp. 87-100.

SEABRA, P. «Dinámicas de seguridad en el Atlántico Sur: Brasil y Estados Unidos en África», in *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 102-103, 2013, pp. 199-218.

SEABRA, P. « Stretching the limits? Strengths and Pitfalls of South Atlantic Security Regionalism », in *Contexto Internacional*, vol. 39, n° 2, 2017, pp. 77-99.

SEABRA, P. and ABDENUR, A. E. «Age of Choice or Diversification? Brazil, Portugal, and Capacity-Building in the Angolan Armed Forces », in *African Security*, vol. 11, n° 3, 2018, pp. 252-273.

SEABRA, P. «Desafios e Oportunidades do Multilateralismo no Atlântico Sul», in *Nação e Defesa Pontes sobre o Atlântico*, n° 154, 2019, pp. 37-53.

SHARP, J.P, « Geopolitic at the margins? Reconsidering genealogies of critical geopolitic », *Political Geography*, n°37, 2013, pp. 20-29.

SIDIROPOULOS, E. « South African foreign policy in the post-Mbeki period », in *South African Journal of International Affairs*, vol. 15, n° 2, 2008, pp. 107-120.

SIDIROPOULOS, E. « L’Afrique du Sud sur l’échiquier mondial : « donateur » émergent et acteur géopolitique. », in *Revue Internationale de politique de développement*, 2012 n° 3, pp. 111-127. Consulté à l’adresse <http://journals.openedition.org/poldev/962>

SOARES DE LIMA, M.-R. « A política externa brasileira e os desafios da cooperação Sul-Sul », in *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 48, n° 1, 2005, pp. 24-59.

SÖDERBAUM, F. and VAN LANGENHOVE, L. « Introduction: The EU as a Global Actor and the Role of Interregionalism », in *Journal of European Integration*, vol. 27, n° 3, 2005, pp. 249-262.

SOULE-KOHNDOU, F. « Histoire contemporaine des relations Sud-Sud. Les contours d’une évolution graduelle. », in *Afrique contemporaine*, n° 248, 2013, pp. 108-111.

SOULE-KOHNDOU, F. « L’Afrique du Sud dans la relation BRICS-Afrique : Ambitions, défis et paradoxes », in *Afrique contemporaine*, n° 248, 2013, pp. 31- 43.

SOULE-KOHNDOU, F. « L’action culturelle Sud-Sud du Brésil à travers les clubs de puissances émergentes : fonctions et usages », in *Cahiers des Amériques Latines, dossier Les relations Sud-Sud : culture et Diplomatie*, vol. 80, 2015, pp. 31-48.

SOULE-KOHNDOU, F. « ‘Africa+1’ summit diplomacy and the ‘new scramble’ narrative: recentering african agency », in *African affairs*, 2020, pp. 1-14. Consulté à l’adresse <https://doi.org/10.1093/afraf/adaa015>

SOUSA SANTOS, B. « Epistemologías del Sur », in *Utopía y Praxis Latinoamericana*, n° 54, 2011, pp. 17-39.

SUAREZ VIVERO, J. and RODRIGUEZ MATEOS, J. C. « Ocean governance in a competitive world: the BRIC countries as emerging maritime powers, building new geopolitical scenarios », in *Marine Policy*, vol. 34, n° 5, 2010, pp. 967-978.

TAYLOR, I. « When rethoric isn’t enough: contradictions in South Africa foreign policy and NEPAD, » in W. CARLSNAES, P.NEL, (Ed.) *In full flight South Africa foreign Policy after apartheid*, IGD, 2006.

TALL, E. K. « Imaginaire national et mise en patrimoine dans l’Atlantique Sud: Candomblé de Bahia et cultes vodun au Sud-Bénin », in *Lusotopie*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 133-155.

TAWFIK MOULINE, M. « La dimension atlantique de la politique étrangère du Maroc », in *Géoéconomie*, n° 79, 2016, pp. 111-122.

TSHIYEMBE, M. « L'impact géopolitique des États continents sur la régionalisation de l'économie mondiale : le cas du nouveau partenariat Afrique/Chine/Brésil », in *Présence Africaine*, vol. 3, n° 175, 2007, pp. 517-527.

TUCKER, K. « Unraveling Coloniality in International Relations: Knowledge, Relationality, and Strategies for Engagement », in *International Political Sociology*, vol. 12, n° 3, 2018, pp. 215-232.

UKEJE, C. « The Abuja Declaration and the Challenge in Implementing a maritime security strategy in the Gulf of Guinea and South Atlantic », in *Journal of the Indian Ocean Region*, vol. 11, n° 2, 2015, pp. 220-235.

VAGNI, J. « Discours, Identités, et relations interrégionales: la construction culturelle du rapprochement entre le monde arabe et l'Amérique latine », in *Cahiers des Amériques latines*, vol. 80, 2015, pp. 67-85.

VAN DER WESTHUIZEN, J. « Brazil and South Africa: the 'odd couple' of the South Atlantic? », in *Commonwealth & Comparative Politics*, vol. 54, n° 2, 2016, pp. 232-251.

VAYRYNEN, R. « Regionalism: Old and New » in *International Studies Review*, vol. 5, n° 1, 2003, pp. 25-51.

VERON, J. B. « L'Afrique du sud et le Nigeria : du maintien de la paix à la recherche d'un positionnement stratégique sur le continent africain », *Afrique contemporaine*, vol. 3, n° 219, 2006, pp. 163-172

VIEIRA, M.-A. and ALDEN, C. « India, Brazil, and South Africa (IBSA): South-South Cooperation and the Paradox of Regional Leadership », in *Global Governance*, vol. 17, n° 4, 2011, pp. 507-528.

VIGEVANI, T. and CEPALUNI, G. « Lula's foreign policy and the quest for autonomy through diversification », in *Third World Quarterly*, vol. 28, n° 7, 2007, pp. 1309-1326.

VIRCOULON, T. and TOURNIER, V. « Sécurité dans le Golfe de Guinée : un combat régional », in *Institut français des relations internationales, Politique étrangère*, vol. 80, n° 3, 2015, pp. 161-174.

VREY, F. « Turning the Tide: Revisiting African Maritime Security », in *Journal of Military Studies*, vol. 41, n° 2, 2013, pp. 1-23.

WALKER, T. « Enhancing maritime domain awareness in Africa », in *Policy Brief Institute for Security Studies*, n° 79, 2015, pp. 2-7.

WENDT, A. « Anarchy is what States make of it. The Social Construction of Power Politics », in *International Organization*, vol. 46, n° 2, 1996, pp. 391-425.

WHITAKER, B. E. « Soft balancing among weak states? Evidence from Africa », in *International Affairs*, vol. 86, n° 5, 2010, pp. 1109-1127.

WIESEBRON, M. « Blue Amazon: Thinking the Defense of the Brazilian Maritime Territory », in *Austral Brazilian Journal of Strategy and International Relations*, vol. 2, n° 3, 2013, pp. 107-131.

WIESEBRON, M. « The New Brazilian Space: Amazônia Azul and its implications », in *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais*, RECIFE, vol. 19, n° 2, 2017, pp. 379-396.

WINTGENS, S. and ZACHARIE, A. « Le rôle des pays émergents dans la gouvernance économique mondiale », in *Annuaire français de Relations Internationales*, vol. 17, 2016, pp. 703-720.

ZHANG, D. « The concept of “Community of common destiny” in China’s Diplomacy: Meaning, Motives and Implications», *Asia and the Pacific Policy Studies*, vol.5, n°2, 2018, pp. 196-207.

ZONDI, S. and MOORE, C. « IBSA’s Global role: An African Perspective», in *Journal of Developing Societies*, vol. 31, n° 4, 2015, pp. 488-512.

ZONDI, S. «Decolonising International Relations and Its Theory: A Critical Conceptual Meditation», in *Politikon South African Journal of Political Studies*, vol. 45, n° 1, 2018, pp. 16-31.

Livre

ACIOLY, L. and DE MORAES, R. (org), *Prospectiva, Estratégias e Cenários Globais: Visões de Atlântico Sul, África Lusófona, América do Sul e Amazônia*, Brasília, IPEA, 2011, 217 p.

BADIE, B. *Le défi de la puissance*, in, BADIE, B., DEVIN, G. (dir) *Le Multilatéralisme, nouvelles formes de l’action internationale*, Paris, La découverte 2007, 90 p.

DIAS MARTINS, M. (org.) *Defesa dos povos do Atlântico Sul*, Ceará, Editora da Universidade Estadual do Ceará, 2017, 239 p.

GAMBLE, A., PAYNE, A., (eds) *Regionalism and World Order*, Macmillan press, 1996 London.

VENTURA, E. *La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula: Entre discours et réalités*, Grenoble, Observatoire Politique de l’Amérique Latine et des Caraïbes, Institut d’Etudes Politiques de Grenoble, 2010, 23 p.

4. Thèse de Doctorat

ALVES VIDAL DE SEABRA Pedro Nunes, *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian- African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat, Lisbonne, Université de Lisbonne , p 63.

GONZALEZ, R. M. *Brasil e a ZOPACAS: Projeção de poder ou Cooperação estratégica?* Mestrado 2014, Universidade UFRGS, pp.66-74.

JOVETA, J. *A política externa de Angola: novos regionalismos e relações bilaterais com o Brasil*, Thèse de Doctorat, Porto Alegre, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, 2011, 291p.

MOORE.C, *Governing parties and Southern Internationalism : a neoclassical realist approach to the foreign policies of South Africa and Brazil 1999-2010*, Thèse de Doctorat en science politique, London School of Economics and Political Science, Sept 2011.

SANTANDER, S. *Le nouveau régionalisme dans l'économie politique mondiale: Le développement du MERCOSUR face à la stratégie interrégionale de l'Union Européenne et à la Zone de libre-échange des Amériques*. Thèse de Doctorat en science politique, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 2006.

SEABRA, P. *From geopolitical spill-over to tacit bargaining: Brazilian-African defence cooperation in the South Atlantic (2003-2014)*, Thèse de Doctorat, Lisbonne, Université de Lisbonne, 2016, 273 p.

SOULE-KOHNDOU, F. *Les « clubs » de puissances « émergentes » fonctions objectives et usages stratégiques : le cas du forum de dialogue IBAS(Inde-Brésil-Afrique du sud)*, Thèse de Doctorat , Paris, Université Paris, 2014.

VERÍSSIMO, G.-P. *A posição estratégica de Angola no Golfo da Guiné*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Lisbonne, Université de Lisbonne, 2014, 299 p.

5. Etudes, Institut de recherche, Conférences

AMORIM, C. *Uma visão brasileira do panorama estratégico global*, version papier du discours prononcé lors de la Conférence « L'état du monde, 30 ans » organisée par les Éditions La Découverte et la Bibliothèque nationale de France à Paris le 18 Octobre 2011.

BOLIVAR, J. R. *Venezuela y África, las nuevas relaciones.Paradigma de la Cooperación sur-sur* .2013.

DOMÍNGUEZ MARTÍN, R., LO BRUTTO, G. and SURASKY, J. (eds) *La Constelación del Sur: lecturas histórico críticas de la cooperación sur-sur*, Universidad Autónoma de Puebla, 2019.

GUIMARÃES, B. G. «A política brasileira para o Atlântico Sul: uma visão paradigmática», 1ero seminário de Ciência Política Estado e Democracia em mudança no século XXI, de 9 – 11 sept 2015, Porto Alegre.

ISBELL, P. « Atlantic Energy and the Changing Global Energy Flow Map », Atlantic Basin Initiative (ABI), Center for Transatlantic Relations (CTR), Scientific Paper n°17, 2014, pp. 2-29.

LANDSBERG, C. and VAN WYK, J.-A. (ed) *South African Foreign Policy Review ; vol. 1*, Institute afro Global Dialogue, 2012.

LECHINI Gladys, « La cooperación Sur-Sur como herramienta de inserción internacional » in *Pensar las relaciones argentinos en el bicentenario de la República Argentina*

MATHEIS, F. *New regionalism in the South, MERCOSUR and SADC in a comparative and interregional perspective*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2014.

MURILO GOMES DA COSTA, «O Atlântico Sul e a Proposta da Zopacas no Pós-Redemocratização do Brasil », Trabalho preparado para sua apresentação no 9o Congresso Latinoamericano de Ciência Política, organizado pela Associação Latino-americana de Ciência Política (ALACIP). Montevideu, 26 ao 28 de julho de 2017.

PENNA FILHO, P. «Regionalismo, Segurança e Cooperação : O Atlântico Sul como espaço de possibilidades entre o Cone Sul e África Austral», présenté lors du XXVII Encuentro Anual da ANPOCS- Caxambu -MG- 21 a 25 de Outubro 2003, Universidade Federal de Mato Grosso, 22 p.

YIN, R. K. *Case Study Research: Design and Methods*, 4ème édition, Applied Social Research Methods Series volume 5, 2009, 219 p

6. Rapports

DURUT.S, MAMPAEY. L, *Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 2014*, Rapport du GRIP 2014/3, avril 2014.

7. Documents et Discours officiels

AFRICA-SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Primera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Abuja, Abuja, Nigeria, 26-30 Nov 2006.

AFRICA – SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Segunda Cumbre América del Sur -África, Declaración de Nueva Esparta, Nueva Esparta, Republica Bolivariana de Venezuela, 26-27 sept 2009.

AFRICA -SOUTH AMERICA SUMMIT (ASA), Tercera Cumbre América del Sur-África, Declaración de Malabo, Malabo, Guinea Ecuatorial, 20-22 feb 2013.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE FRANÇAISE, Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie, « la posture régionale de l'Angola : entre politique d'influence et affirmation de puissance », 16 Avril 2015.

AMORIM, Celso, discours lors de la VII Réunion ministérielle de la Zone de Paix et de Coopération de l'Atlantique Sud, le 15 janvier 2013.Montevideo.

AMORIM, Celso, Entrevista do Ministro de Estado das Relações Exteriores, à Agência Brasil - "Para Celso Amorim, Brasil vai redescobrir a África". Disponible: <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/7590-entrevista-do-ministro-de-estado-das-relacoes-exteriores-embaixador-celso-amorim-a-agencia-brasil-para-celso-amorim-brasil-vai-redescobrir-a-africa>

DA SILVA, Luiz Inacio Lula, Discours prononcé à Caracas le 6 août 2010, disponible : <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/presidente-da-republica-federativa-do-brasil-discursos/8021-discurso-do-presidente-da-republica-luiz-inacio-lula-da-silva-durante-reuniao-de-instalacao-da-secretaria-da-cupula-america-do-sul-africa-caracas-venezuela-06-de-agosto-de-2010>

DANESE Sergio, discours lors de l'ouverture du Séminaire : Repenser l'ASA, Brasilia 2015 ; Disponible : <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/secretario-geral-das-relacoes-exteriores-discursos/8444-discurso-de-abertura-do-secretario-geral-das-relacoes-exteriores-embaixador-sergio-franca-danese-por-ocasio-do-seminario-repensando-a-asa-cooperacao-para-a-paz-e-o-desenvolvimento-sustentavel-uma-nova-asa-para-um-novo-cenario-internacional-brasilia-26-de>

INTERPOL, Sous-direction de la sécurité environnementale , « Etude sur la pêche illégale au large des côtes de l'Afrique de l'ouest », Septembre 2014.

CEPAL/CEPA NATION UNIS “África y América latina: Perspectivas de Cooperación interregional”, E/CEPA/G1198, Santiago de Chile, 1983.

Géopolitique du pétrole dans la CEEAC : l'enjeu des nouvelles politiques des hydrocarbures, GRIP, note n° 9 du 25 juin 2014.

GRIP Note N°18, « La posture régionale de l'Angola : entre politique d'influence et affirmation de puissance », 16 Avril 2015.

Libro Branco de Defesa Nacional Brasil 2012.

Livro Branco de Defesa Nacional de Angola 2018.

Memorando de Entendimiento entre el Gobierno de Argentina y el Gobierno de la República de Sudáfrica sobre Cooperación en materia de Defensa, Noviembre 2010.

Memorias Seminario Internacional: Introducción a las relaciones América de Sur-África, Esfera Sur ediciones, Quito 2014.

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, Amérique du Sud et Afrique: un regard à nous. Livres pour connaître les deux continents. 2eme Edition, FUNAG, Brasilia 2013.

MINISTERIO DEL PODER PARA LA COMUNICACIÓN Y INFORMACIÓN: II Cumbre America del Sur-Africa ASA 2009: cerrando brechas, abriendo oportunidades. Caracas.p.459.

NATIONS UNIES, “Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 5ème session, Manille du 7 mai au 3 juin 1979”, Vol 1, 1980, New York

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL “ Perspectives et problèmes liés à la promotion du commerce interrégional entre l’Afrique et les autres régions en développement” E/ECA/TRADE/88/21 , 31 décembre 1988.

PLAN STRATEGIQUE GABON EMERGENT 2011

République Française, Premier Ministre : Stratégie Nationale de Sûreté des espaces maritimes , adopté en Octobre 2015.

UNITED NATIONS, Resolución especial sobre la Cooperación Estratégica entre América del Sur y África 2009, 66°, 22/12/2009.

SISTEMA ECONÓMICO LATINOAMERICANO Y DEL CARIBE (SELA) , Las relaciones de América Latina y el Caribe con África : situación actual y áreas de oportunidad. Secretaría Permanente del SELA, Caracas Venezuela, Junio 2011, SP/ Di n° 07-11

UNION AFRICAINE : Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans - horizon 2050 (Stratégie AIM 2050®)

UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY (UNGA). 1986. Declaración de la Zona de Paz y Seguridad del Atlántico Sur/ Resolución A/41/11.

UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY (UNGA). 1990. Zona de Paz y Seguridad del Atlántico Sur/ Informe del Secretario General A/45/653.

UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY (UNGA).1991. Zona de Paz y Seguridad del Atlántico Sur/ Informe del Secretario General A/46/410.

UNODC, Criminalité Transnationale organisée en Afrique de l’Ouest : une évaluation des menaces. Février 2013.

EUROPEAN COMMISSION : The Atlantic Geopolitical Space : common opportunities and challenges, Rapporteur Mark Aspinwall.

8. Archives

Itamaraty , Brésil :

EMABAIXA DO BRASIL em Caracas, *Cúpula ASA. Grupos de trabalho, Propostas venezuelanas*, DSC-PEXT 02-10-2008.

IV Reunión del Grupo de Coordinación de la Cumbre America del Sur-Africa (ASA),
Caracas, Venezuela, 8-9Enero 2009.

Subsecretaria Geral Politica II, Coordenaria-Geral do Seguimiento da Cúpula Africa-America
do Sul.Primeria Reuniao de Seguimiento, Caracas 16-18 de Julho 2007.

MINISTERIO DAS RELACOES EXTERIORES, DCA, Memorandos, ano 2008, Caixa n°60

MINISTERIO DAS RELACOES EXTERIORES, DCA, Memorandos, 2008, Caixa n°125

MINISTERIO DAS RELACOES EXTERIORES, DCA, Memorandos, 2010, Caixa n°70.

EMBAIXADA DO BRASIL EM ADIS ABEBA, *ASA III ASACOF, Altos Funcionarios UA, relatorio do Sub Comité de Cooperaçao Multilateral*, DSC/DAF III, 06-06-2008.

EMBAIXADA DO BRASIL EM ADIS ABEBA, *Brasil-UA. Curso sobre Proteçao social no Brasil. Participaçao do Departamento de Assuntos sociais da UA*, DAF III/DTS, 21-08-2008.

EMBAIXADA DO BRASIL EM ADIS ABEBA, *ASA. Conferencia Ministros de Comercio, Marraqueche, 17-20 de Junho*, DSC, 23-05-2008.

SERE para BRASEMB ADIS ABEBA, *Brasil-Uniao Africana XX do UA. Delegaçao brasileira*.DAF III/DP, n°00007.

SERE para BRASEMB ADIS ABEBA, *ASA.III Cúpula. Eventos paralelos. Mesa redonda sobre Energía, Infraestrutura e Transporte*.n°00008, exp.09-01-2013.

SERE para BRASEMB ADIS ABEBA, *ASA. III Cúpula. Mecanismo de Financiamento. Reuniao em Malabo*. DSC/CGSUL/DAFI/DAF III/ n°00026. Exp.05-02-2013.

Union Africaine:

AFRICAN UNION, *Report on The 6th ministerial meeting of the Zone of Peace and Cooperation of the South Atlantic*, 2007.

AFRICAN UNION, *Rapport du Sous-Comité du COREP sur la coopération multilatérale*, Janvier-Juin 2014, EX.CL/828(XXV).

AFRICAN UNION, *Report on the activities of the Multilateral Cooperation Sub-Committee*, EX.CL/504 (XV), june 2009.

AFRICAN UNION, *South-South and Triangular coalition for Africa Post-2015*, Assembly of the Union, Assembly/AU/12(XX)Add.8, January 2013.

AFRICAN UNION, Intégration de l'Afrique dans le système commercial multilatéral : développements récents dans les négociations de l'OMC et des accords de partenariat économique, Conseil Exécutif, EX.CL/283/(IX), Juin 2006.

AFRICAN UNION, Creation of a Forum of Intellectuals from Africa and Latin America, Executive Council, EX.CL/495 (XIV) Add.2, January 2009.

AFRICAN UNION, Rapport du Sous-Comité sur la Coopération Multilatérale relatif aux partenariats stratégiques de l'Afrique de janvier à juin 2012, Conseil Exécutif, EX.CL/720(XXI) iv Rev.3, Juillet 2012.

AFRICAN UNION, Progress report on the various strategic partnerships of the African Union with Japan (ticad iv), China, South America, India and Turkey, Executive Council, EX.CL/373 (XII), 25-27 January 2008.

AFRICAN UNION, *Decision on the evaluation of the global review of Africa's strategic partnerships with other parts of the world*, Executive Council, EX.CL/Dec.670(XX), 2012.

Ministério da Defesa Brasília:

I.Seminário de Segurança e Vigilância do Tráfego Marítimo e Salvamento para países da Zona de Paz e Cooperação do Atlântico sul (ZOPACAS)2013 Bahia : Apresentações em powerpoint, fotos.

I. Seminário de Segurança e Vigilância do Tráfego Marítimo e Salvamento para países da Zona de Paz e Cooperação do Atlântico sul (ZOPACAS) 2013 Bahia: Vídeo Documentário.

SUMEX ZOPACAS 2015: Support numérique

ZOPACAS 2015: Support numérique

Quito, Equateur :

Archives Equateur « vision ASA » Propuesta Suramericana, 28 septembre 2015.

9. Articles médiatiques

« L'Amérique du Sud et l'Afrique pour un nouveau système financier International », *Jeune Afrique*, 27 Septembre 2009.

« L'Amérique du Sud et l'Afrique veulent renforcer les échanges Sud-Sud », *Le monde*, 25 Septembre 2009.

« L'île de Margarita accueille le Second Sommet Afrique-Amérique latine », *Jeune Afrique*, 25 Septembre 2009.

« En Amérique latine, Kadhafi est sur tous les fronts », *Jeune Afrique*, 26 Septembre 2009.

« A Cúpula América do Sul África é um teste para ambição de liderança do Brasil », *BBC*, 26 Septembre 2009.

« África y Latinoamérica: ¿un romance con futuro? », *BBC*, 26 Septembre 2009.

« Cumbre ASA apuesta por la unidad Sur-Sur », *BBC*, 28 Septembre 2009.

« La drogue sud-américaine menace l'Afrique », *La presse*, 17 Novembre 2009.

« Les Etats d'Afrique et d'Amérique Latine croient en une nouvelle ère pour les pays du sud », *l'Express*, 22 Février 2013.

« Ministres des Relations extérieures au Sommet Afrique-Amérique du sud à Malabo », *Agencia Angola Press*, 21 Février 2013.

« Hugo Chavez et ses liens avec l'Afrique », *Radio France Internationale*, 06 Mars 2013.

« Hugo Chavez la fin d'un combattant pour l'égalité », *Burkina 24*, 08 Mars 2013.

« Países na Cúpula América do Sul África pedem reforço em cooperação Sul-Sul », *O Globo*, 22 Février 2013.

« A la conquête de l'Atlantique Sud », *El correo*, 27 Décembre 2014.

« Afrique-Brésil : on s'aime, un peu, beaucoup, un peu moins. », *France info*, 19 Octobre 2017.

« Sécurité dans le Golfe de Guinée : les marines africaines « progressent » », *La libre Afrique*, novembre 2018.

« Piraterie dans le Golfe de Guinée » *Courrier Internationale*, 29 janvier 2020.

« Dans le Golfe de Guinée la Piraterie a fortement progressé en 2018 », *le Monde*, 17 Janvier 2019.

« Piracy in West Africa : the most dangerous seas ? » *BBC*, 19 Juin 2019.

« Navieras claman por medidas urgentes contra los piratas del Golfo de Guinea » *La Voz de Galicia*, 24 Novembre 2019.

« Venezuela plantea lucha antiimperialista en Cumbre Asia-Africa », *TeleSur*, 25 Avril 2015.

« La sorprendente y silenciosa migración de africanos que cruza por México », *BBC*, 11 Mars 2016.

«De África para Estados Unidos pasando por America Latina: una nueva ruta migratoria»,
France 24, 03 Juillet 2019.

10. Entretiens Réalisés

Mme ABDENUR Adriana, Professeure d'Université Rio de Janeiro, mai 2018

M. ALMEDIA Paulo Roberto, ancien Directeur de l'Instituto de Pesquisa IPRI et Professeur d'Université, Brasilia Mars 2018.

M. ANTONIO CURY José, M GONÇALVES BRAGA, Division de négociations Commerciales avec le Moyen Orient, l'Afrique et, Mars 2018, Brasilia.

M. BLAKE Robin, Université de Pretoria, Pretoria mai 2019

Mme. BUENO Adriana, EMPRABA, Juin 2018, Brasilia

M. DIVINO JUNQUEIRA Antonio, Agence Brésilienne de Coopération, Avril 2018, Brasilia.

Mme. DOLCE DE FARIA Vanessa, Division Afrique Septentrional et lusophone, Itamaraty, Mai 2018, Brasilia

Mme. DOS SANTOS MARRANGHELLO Leticia, Département des Mécanismes Inter régionaux, Itamaraty, Mai 2018, Brasilia.

M. ELDEN Peter, officier retraité de la Marine sudafricaine, mai 2019.

Mme. FAJER FLORES Ana Luisa, Ambassadrice Ambassade du Mexique à Pretoria. Juin 2019.

M. FIGUIERA DE MELHO Fernando Y Maria KALLAS, Conseillers, Division de la Communauté des Pays de Langue Portugaise (DCPLP), Mars 2018, Brasilia.

M. KORNEGAY François, Chercheur Senior Institute For Global Dialogue, Pretoria mai 2019.

M. LIMA Paulo, Expert Politique Diplomatique au Secrétariat Exécutif de la CPLP, Lisbonne novembre 2017

M. MAHARAJ.V, Département des Relations Internationales et de la Coopération de l'Afrique du Sud, Pretoria mai-juin 2019.

M. MALCA Ricardo, Directeur Direction de Coopération UNASUR, juillet 2017, Quito, Equateur

M. MARCONDES Danilo, Professeur et Chercheur Ecole Militaire, Rio de Janeiro mai 2018

M. MATTHEIS Frank, Chercheur à l'IEE, ULB Bruxelles, 2019.

M. MEDEIROS DE MELO Wallace, Division Paix et Sécurité Internationale (ZOPACAS), Itamaraty, Avril 2018, Brasilia.

M. MTHEMBU Philani, Directeur de l'Institute for Global Dialogue, Pretoria, mai-juin 2019

Mme RAMOS Danielly, Professeure à l'Université de Brasilia UnB, Brasilia mars 2018

M. ROCHA CYPRIANO Paulo, Division Union Africaine, Itamaraty, Mai 2018, Brasilia.

M. SOBREIRA LOPES Luis Henrique, Ambassadeur, Département Afrique, Itamaraty, juin 2018.

Colonel PELEGRINO ARY, Division des Relations Internationales, Ministère de la Défense, Mai 2018, Brasilia.

M. PERES CAIXETA Nelci, Agence Brésilienne de Coopération, avril 2018, Brasilia.

M. TORRES GUDINO Sebastian, Direction Analyse Politique, Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana, Juillet 2017, Quito, Equateur.

M. VARGAS GARCIA Eugenio, Ministro, Division des Nations-Unies, Itamaraty, Avril 2018, Brasilia.

M. VAN ROOYEN Franck Charles, Ancien officier de la Marine Sudafricaine, Pretoria mai 2019

M. ZONDI Shiphamandla, Professeur à l'Université de Pretoria, Prétoria mai 2019.

ANNEXES

ANNEXE n°1

Table VII - Amounts budgeted and spent by ABC in military training programs in the South Atlantic per African country (2010-2013)

Years		2010	2011	2012	2013	Total by country
Countries	US\$					
Angola	Budgeted	181.200,00	434.400,00	150.000,00	30.000,00	795.600,00
	Spent	54.419,68	167.634,90	83.658,54	8.485,36	314.198,48
Cape Verde	Budgeted	242.000,00	55.600,00	25.800,00	9.000,00	332.400,00
	Spent	42.198,38	24.006,22	21.868,38	4.229,69	92.302,67
Guinea-Bissau	Budgeted	81.000,00	15.300,00	-	-	96.300,00
	Spent	32.169,26	10.157,85	-	-	42.327,11
Nigeria	Budgeted	-	22.000,00	19.500,00	12.800,00	54.300,00
	Spent	-	-	5.658,28	6.122,96	11.781,24
São Tomé and Príncipe	Budgeted	70.800,00	55.600,00	51.600,00	260.280,00	438.280,00
	Spent	56.708,48	46.403,95	47.101,19	44.919,22	195.132,84
Senegal	Budgeted	-	66.000,00	19.500,00	57.680,00	143.180,00
	Spent	-	-	16.812,52	35.723,26	52.535,78
Total per year	Budgeted	575.000,00	648.900,00	498.600,00	369.770,00	2.092.270,00
	Spent	185.495,80	248.202,92	175.098,91	99.480,49	699.278,12

Source: ABC / systematised by the author

Annexe n°2 : Organigramme initial de l'ASACOF

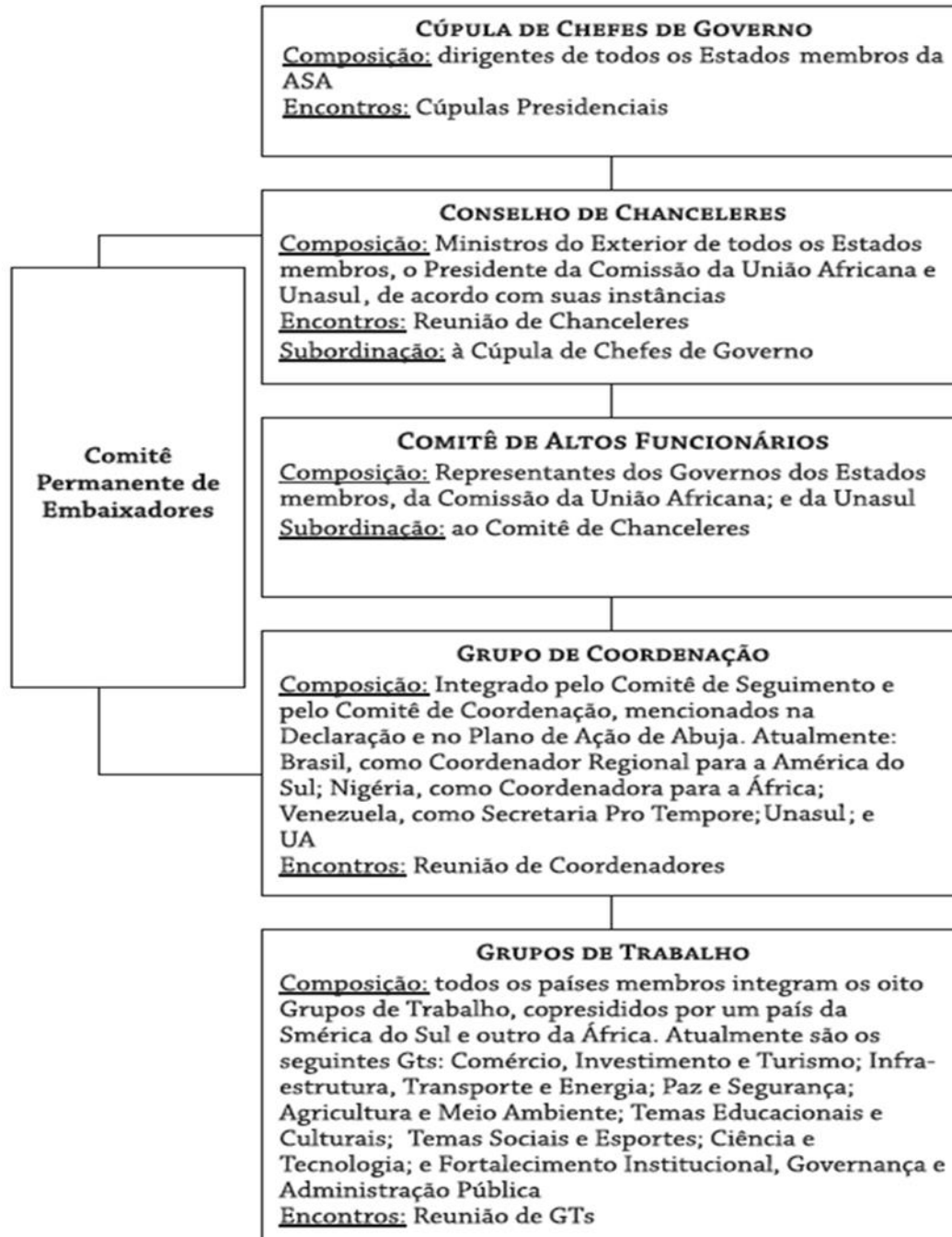
Gráfico nº 1: Estrutura inicial da ASA

(<<http://www2.mre.gov.br/asa/>>. Acesso em: 30 nov. 2010)

ASACOF

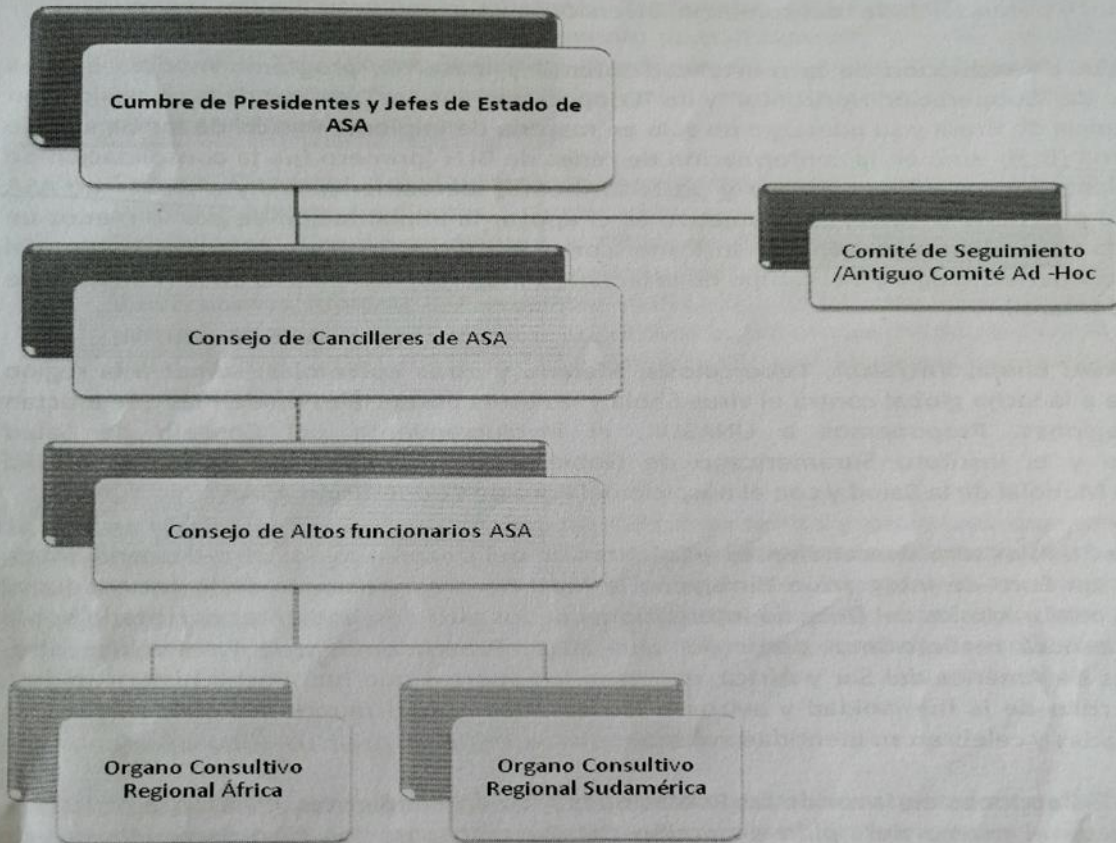
Fórum de Cooperação América do Sul-África

(Órgão Executivo da Cúpula ASA, criado pela Resolução de Abuja, de novembro de 2006)



Annexe nº3 : Proposition sud-américaine d'un nouvel organigramme de l'ASACOF 2015.

**PROPUESTA NUEVO ORGANIGRAMA
ASA**



Annexe n°4 :

RELATIONS DIPLOMATIQUES DANS L'ATLANTIQUE-SUD			
L'AMERIQUE LATINE EN AFRIQUE		PAYS AFRICAINS EN AMERIQUE LATINE	
MEXIQUE	3 ambassades	MAROC	11 ambassades
	5 consulats		15 consulats
CUBA	15 ambassades	SAHARA OCCIDENTAL	6 ambassades
	0 consulats		0 consulat
HAÏTI	1 ambassade	MAURITANIE	1 ambassade
	4 consulats		0 consulat
REP. DOMINICAINE	1 ambassade	SÉNÉGAL	1 ambassade
	0 consulat		10 consulats ¹
GUATEMALA	2 ambassades	GAMBIE	2 ambassades
	0 consulat		1 consulat
HONDURAS	0 ambassade	GUINÉE BISSAU	1 ambassade
	0 consulat		1 consulat
NICARAGUA	0 ambassade	GUINÉE	2 ambassades
	0 consulat		1 consulat
COSTA RICA	0 ambassade	SIERRA LEONE	0 ambassade
	0 consulat		1 consulat
PANAMA	1 ambassade	LIBERIA	0 ambassade
	0 consulat		2 consulats
COLOMBIE	3 ambassades	CÔTE D'IVOIRE	2 ambassades
	3 consulats		6 consulats ²
VENEZUELA	7 ambassades	GHANA	3 ambassades
	0 consulats		2 consulats ³
GUYANA	1 ambassade	TOGO	1 ambassade
	0 consulat		1 consulat
SURINAME	1 ambassade	BÉNIN	1 ambassade
	0 consulat		1 consulat
BRÉSIL	17 ambassades ⁴	NIGERIA	5 ambassades
	7 consulats		0 consulat
URUGUAY	2 ambassades	CAMEROUN	1 ambassade
	4 consulats		0 consulat
ARGENTINE	4 ambassades	GUINÉE ÉQUATORIALE	3 ambassades
	0 consulat		0 consulat
		SÃO TOMÉ & PRINCIPE	0 ambassade
			0 consulat
		GABON	2 ambassades
			0 consulat
		CONGO	2 ambassades
			1 consulat
		RD. CONGO	3 ambassades
			2 consulats
		ANGOLA	3 ambassades
			4 consulats
		NAMIBIE	2 ambassades
			5 consulats
		RÉP. SUDAFRICAINE	8 ambassades

¹ Dont 7 au Brésil

² Dont 3 au Brésil

³ Dont 2 au Brésil

⁴ Sur les 37 ambassades que le Brésil compte sur l'ensemble du continent africain